

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1923.

PROJET DE LOI REVISANT LE TARIF DES DOUANES ⁽¹⁾

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR **M. MECHELYNCK.**

MESSIEURS,

1. — Le projet soumis à vos délibérations comprend deux parties : les articles de la loi même et un tableau-annexe. Celui-ci constitue la partie essentielle du projet; il fixe les droits d'entrée sur les marchandises importées en Belgique; les articles du projet de loi déterminent les conditions d'application du tableau.

Le rapport expose, dans une partie générale, les principes de la législation actuelle sur le tarif douanier et le système du projet de loi (I); ensuite les éléments qui permettent de déterminer le caractère des droits proposés (II).

Il examine dans les parties suivantes :

Les articles du projet de loi (III);

Le tarif annexé (IV).

(1) Projet de loi, n° 191 (session de 1922-1923).

Amendements du Gouvernement, n° 89.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a. Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. MECHELYNCK, président; BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Augustin), DE LIEDEKERKE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

b. Les membres nommés par les Sections : MM. HELLEPUTTE, SOUDAN, DE WOUTERS, D'OPLINTER, VAN ACKERE, PONCELET, FLAGEY, DE GERAUDON et DELVIGNE.

H

La partie IV du rapport (articles du tarif) sera distribuée incessamment.

I

Exposé de la législation.

§ 1. — *Tarif général.*

2. — Le tarif des douanes a, comme point de départ, la loi du 26 août 1822 « portant le tarif des droits d'entrée, de sortie et de transit de tous effets, denrées et marchandises », en exécution de la loi du 12 juillet 1821 « fixant les bases du système des impositions du royaume à partir de l'année 1822 ».

3. — Les nombreuses et importantes modifications apportées au tarif des douanes de 1822 avaient jeté une grande confusion dans la classification des marchandises et dans l'indication des droits auxquels elles étaient respectivement soumises. La réduction de la monnaie des Pays-Bas en francs compliquait les calculs dans l'application des droits ⁽¹⁾. La loi du 21 mars 1846 (art. 1^{er}) chargea le Gouvernement de faire une publication officielle du tarif des droits d'entrée, de sortie et de transit.

Divers tarifs ont été publiés par le Gouvernement en vertu de la loi de 1846; le dernier est celui annexé à l'arrêté royal du 5 février 1906 ⁽²⁾.

L'Administration des finances a fait paraître depuis cette époque diverses brochures sous le titre de *Tableau des droits d'entrée*; elles ne peuvent servir que de renseignements et n'ont pour but que de permettre au public et aux agents de l'Administration de se rendre compte des droits applicables, ainsi que le dit une note précédant le tableau publié le 1^{er} janvier 1914. Un dernier tableau a paru le 1^{er} juillet 1921; il est réservé exclusivement aux agents de l'Administration.

(1) Loi du 21 mars 1846; Exposé des motifs, session de 1845-1846, *Doc. n° 96, Ann. parl.*, p. 469.

(2) *Tarif officiel des douanes de Belgique* publié par le Département des Finances et des Travaux publics en exécution de la loi du 21 mars 1846 et approuvé par arrêté royal du 5 février 1906.

Il se divise en quatre parties principales :

1° Les *Observations préliminaires* : elles résument les principales dispositions de la législation des douanes se rapportant plus particulièrement au tarif;

2° Le *Répertoire général* : il mentionne les marchandises sous les dénominations les plus usitées dans le commerce et en donne la classification ainsi que la base et le taux des droits applicables;

3° Le *Tableau des droits d'entrée* : il indique les dénominations légales, la base et le taux des droits inscrits dans les lois et arrêtés qui forment titres de perception; ceux-ci sont mentionnés en regard de chaque rubrique;

4° L'*Appendice* : il comprend divers tableaux indiquant les attributions des bureaux, des succursales de bureaux et des entrepôts de douane.

4. — Le tarif officiel en vigueur ne fixe pas les droits d'entrée; il se borne à coordonner les droits établis par la loi.

La plupart des dispositions législatives qui ont modifié les droits de douane ne concernent que l'une ou l'autre catégorie de marchandises.

Ainsi, depuis la guerre, la loi du 14 juillet 1919 a aboli les droits d'entrée sur les bestiaux et les viandes fraîches; la loi du 29 août 1919 a réglé les droits sur les liquides alcooliques et les conserves alimentaires à l'eau-de-vie; celle du 22 juin 1922 est relative aux huiles légères ou essences; celle du 6 février 1923, aux sucres, sirops et mélasses ainsi qu'aux tabacs et aux allumettes.

La loi du 31 mars 1921 est plus étendue; elle porte sur dix-neuf articles du tarif ⁽¹⁾.

5. — Les modifications les plus importantes des droits de douane résultent des traités de commerce et des diverses lois qui en ont autorisé la généralisation.

Les traités de commerce contractés par la Belgique contiennent la clause, en faveur des deux parties contractantes, du traitement de la nation la plus favorisée.

D'autre part, en 1892, au moment où plusieurs traités de commerce avaient été dénoncés et allaient arriver à leur échéance, notamment le traité franco-belge de 1881, une loi du 30 janvier 1892 « a autorisé le Gouvernement à appliquer provisoirement, en tout ou en partie, aux pays étrangers qui se trouveraient momentanément sans traité avec la Belgique, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane, pour autant que la Belgique soit soumise sous ces mêmes rapports, dans les dits pays, au régime de la nation la plus favorisée ».

Le Gouvernement, en vue de maintenir les relations commerciales avec la

(1) Article 17. — Légumes.

Id. 19. — Eaux minérales.

Id. 25. — Fruits.

Id. 27. — Habillements, lingeries, confections.

Id. 29 et 38. — Appareils photographiques.

Id. 30. — Instruments de musique.

Id. 33. — Merceries et quincailleries.

Id. 39. — Objets en or, argent et platine.

Id. 40. — Meubles.

Id. 42. — Montres et boîtes de montres.

Id. 44. — Bustes, statues, statuettes, figures et figurines en albâtre, en bois, en marbre ou autres pierres, en plâtre ou en ciment.

Id. 47. — Parfumeries alcooliques.

Id. 48. — Peilereries et gants de peau.

Id. 49. — Objets d'ameublement.

Id. 50. — Huîtres, homards et langoustes.

Id. 51. — Poteries.

Id. 64. — Tissus.

Id. 66. — Verreries communes.

Id. 70. — Voitures.

France, a fait immédiatement usage de cette faculté par un arrêté royal qui porte, comme la loi, la date du 30 janvier 1892.

La disposition de la loi du 30 janvier 1892 a été reprise par l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1902.

Les réductions de droits conventionnellement accordées par la Belgique à certains pays se trouvent étendues ainsi, soit par des conventions, soit en fait, à presque toutes les nations qui y importent des marchandises; les exceptions à la règle du traitement de la nation la plus favorisée sont si peu importantes qu'elle a été amenée à généraliser, par diverses lois, les tarifs conventionnels et à les incorporer dans son tarif général.

Il n'est pas sans intérêt de relever un passage du rapport sur la première de ces lois, celle du 14 août 1863 :

« En ce moment, dit le rapport de la Section centrale, la Belgique a plusieurs tarifs douaniers : le tarif général et les tarifs conventionnels résultant de nos divers traités de commerce; le premier, au lieu d'être le tarif applicable à la plupart des marchandises qu'on importe en Belgique, est devenu un tarif tout à fait exceptionnel; les tarifs conventionnels, au contraire, régissent actuellement presque toutes nos importations, par le motif que nous avons, par des conventions internationales, rendu applicables à presque tous les pays le traité de 1861, conclu avec la France, ainsi que les modifications qui y ont été apportées depuis. Il est donc désirable, tant pour le commerce et l'industrie que pour l'administration elle-même, d'avoir un tarif simple et uniforme ⁽¹⁾ ».

6. — La loi du 14 août 1863 a autorisé le Gouvernement à généraliser les tarifs et dispositions de douane résultant des traités de commerce et de navigation conclus le 1^{er} mai 1861 (traité franco-belge) et postérieurement à cette date. Un arrêté royal du 16 août 1863, pris à la suite de la loi du 14 août, règle le tarif des droits d'entrée, de sortie et de transit.

Le Gouvernement a généralisé depuis lors, par arrêté royal du 13 mai 1882, en vertu de la loi de la même date, l'application du tarif résultant du traité de commerce conclu, le 31 octobre 1881, avec la France.

Il a rendu d'application générale, par arrêté royal du 31 janvier 1906, en vertu de la loi du 16 juin 1903, le tarif résultant du traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891 conclu, le 22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne.

Un arrêté royal du 1^{er} mars 1906 a rendu d'application générale le tarif résultant du traité de commerce conclu, le 12 février 1906, entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie et approuvé par la loi du 1^{er} mars 1906.

Les modifications résultant des traités de commerce, ainsi généralisées, sont devenues le régime légal permanent du pays; elles constituent la partie principale du tarif officiel en vigueur.

7. — Un exposé de la situation de droit ou de fait de la Belgique à l'égard

(1) Session 1861-1863; Chambre des Représentants, *Doc.* n° 253, p. 146.

des divers pays, au point de vue de ses relations commerciales, doit compléter cette première partie du rapport ⁽¹⁾.

A. — Les traités avec l'Allemagne (6 décembre 1891, 22 juin 1904), l'Autriche-Hongrie (12 février 1906), la Bulgarie (16-29 août 1908) ont cessé leurs effets par suite de la guerre. Les traités de paix de Versailles et de Neuilly-s/Seine imposent l'obligation respectivement à l'Allemagne et à la Bulgarie d'appliquer à la Belgique le traitement de la nation la plus favorisée, sans réciprocité de sa part, pendant un délai de cinq ans à partir de la mise en vigueur de ces traités ⁽²⁾; les traités de paix de Saint-Germain et de Trianon imposent la même obligation respectivement à l'Autriche et à la Hongrie pendant une durée de trois ans.

En ce qui concerne la Turquie, le traité conclu avec elle le 3 août 1838 est en droit strict toujours en vigueur, le traité de paix de Lausanne n'ayant pas considéré la Belgique comme nation belligérante.

Le délai de cinq ans imposé à l'Allemagne et à la Bulgarie expire respectivement le 10 janvier 1923 et le 9-27 août 1923.

Le délai de trois ans, imposé à l'Autriche, est expiré depuis le 16 juillet 1923; un nouveau traité de commerce a été signé avec ce pays le 14 décembre 1923 mais n'a pas encore été ratifié. Le délai de trois ans, imposé à la Hongrie, expire le 26 juillet 1924.

B. — Les autres traités de commerce contiennent la clause du traitement de la nation la plus favorisée; ils sont arrivés à échéance, mais continuent à produire leurs effets jusqu'à dénonciation en vertu soit d'une clause de prorogation inscrite dans le traité même, soit en vertu d'arrangements provisoires.

Le délai du préavis pour la dénonciation est généralement d'un an :

	Date des traités ou des conventions provisoires.
<i>Bolivie</i>	18 avril 1912.
<i>Danemark</i>	18 juin 1895.
<i>Égypte</i>	24 juin 1891.
<i>Équateur</i>	3 mars 1887.
<i>États-Unis d'Amérique</i>	8 mars 1873.
<i>Éthiopie</i>	6 septembre 1906.

(1) Renseignements du Ministère des Affaires Étrangères.

(2) *Allemagne*. — Traité de Versailles du 28 juin 1919, articles 264, 267, 280; mise en vigueur : 10 janvier 1920.

Autriche. — Traité de Saint-Germain du 1^{er} septembre 1919, articles 217, 220, 232; mise en vigueur : 16 juillet 1920.

Bulgarie. — Traité de Neuilly-s/Seine du 27 avril 1919, articles 147, 151, 160; mise en vigueur : 9 août 1920.

Hongrie. — Traité de Trianon du 4 juin 1920, articles 200, 203, 215; mise en vigueur : 26 juillet 1921.

Date des traités
ou des conventions provisoires.

<i>Honduras</i>	25 mars, 30 août 1909.
<i>Italie</i>	11 décembre 1882.
<i>Libéria</i>	1 ^{er} mai 1885.
<i>Mexique</i>	7 juin 1895.
<i>Nicaragua</i>	8 mai 1858.
<i>Norvège</i>	27 juin 1910.
<i>Paraguay</i>	15 février 1894.
<i>Pays-Bas</i>	12 mai 1863-7 décembre 1865.
<i>Perse</i>	31 juillet 1857.
<i>Salvador</i>	21 mars 1906.
<i>Serbie</i>	24 avril 1907.
<i>Siam</i>	29 août 1868-4 août 1883.
<i>Suède</i>	11 juin 1895.
<i>Suisse</i>	3 juillet 1889.
<i>Venezuela</i>	1 ^{er} mars 1884.

Le délai du préavis est de six mois :

<i>Portugal</i>	11 décembre 1897-22 janvier 1920.
---------------------------	-----------------------------------

Il est de trois mois :

<i>Grande-Bretagne, Inde britannique</i> et les colonies de <i>Chypre, Terre-Neuve, Ceylan, Luçon et Queensland</i>	27 juillet 1898.
<i>Grèce</i>	1 ^{er} novembre 1904.
<i>Roumanie</i>	5 juin 1906-20 avril 1922.
<i>Pologne</i>	30 décembre 1922.

C. — Les traités restent en vigueur jusqu'à conclusion d'un nouveau traité :

<i>Japon</i>	17 juillet 1911.
<i>Zanzibar</i>	30 mai 1885.

D. — Le traité avec la *Chine* (2 novembre 1865) est en vigueur jusqu'au 27 octobre 1926; sans dénonciation six mois avant cette date, il reprend pour un nouveau terme de dix ans. Quant au *Maroc* (4 janvier 1862) et à la *Turquie* (3 août 1838), les traités ne contiennent aucune stipulation ni de durée ni de dénonciation.

E. — Trois pays jouissent de la situation prévue par la loi du 19 mai 1902 : *France, Tunisie et Espagne*.

La Chambre est saisie d'une convention de commerce avec la France; cette convention n'est conclue que pour un an; elle peut être dénoncée moyennant préavis de six mois.

F. — Un arrangement spécial a été conclu avec le Canada.

G. — La Belgique n'a aucun arrangement commercial avec les pays suivants :

Europe : Russie, dont le traité du 9 juin-28 mai 1858 a été dénoncé pendant la guerre; Esthonie, Finlande, Lettonie, Lithuanie, Tchéco-Slovaquie.

Afrique : Union Sud-Africaine.

Amérique : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, République dominicaine, Guatémala, Haïti, Panama, Uruguay.

Asie : République de Géorgie, Hedjaz.

Océanie : Australie, Nouvelle-Zélande.

§ 2. — *Tarifs différentiels.*

8. — L'article 2 de la loi du 19 mai 1902 permet de frapper d'un droit spécial les marchandises provenant de pays qui se trouvent sans arrangement commercial avec la Belgique et ne lui appliquent pas le régime de la nation la plus favorisée; le droit est celui du tarif des douanes augmenté de 50 %, et, si les marchandises ne sont pas imposées par le tarif, de 15 % de leur valeur ou d'un droit spécifique équivalent sur la base de leur valeur moyenne.

Le Gouvernement est, en outre, autorisé par l'article 3 de la loi à établir à l'importation des marchandises qui jouiraient dans leur pays de provenance ou d'origine d'une prime directe ou indirecte à l'importation, un droit compensateur égal à cette prime.

Ces deux dispositions n'ont pas reçu d'application.

9. — La loi du 10 juin 1920 autorise le Gouvernement à prescrire pour des raisons pressantes d'ordre économique l'application de nouveaux droits sous la condition de déposer aux Chambres immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session, un projet de loi qui ratifie la mesure.

Un arrêté royal du 3 novembre 1921 fixe des droits d'entrée spéciaux pour certaines marchandises originaires ou en provenance de l'Allemagne.

L'arrêté justifie la mesure par le considérant suivant :

« Considérant que par suite du fléchissement brusque et considérable du change monétaire de l'Allemagne, les éléments constitutifs du prix de revient des marchandises fabriquées dans ce pays, notamment le coût des matières premières d'origine allemande et le taux des salaires se présentent dans des rapports tels que les conditions normales de la concurrence s'en trouvent totalement altérées ;

qu'il en résulte pour l'industrie belge, en période de crise déjà accentuée, une infériorité manifeste qui met en péril le maintien en activité de nombreuses usines et menace ainsi de réduire au chômage la grande masse de leur personnel ».

L'arrêté du 3 novembre a été ratifié par la loi du 8 avril 1922.

10. — La loi du 8 avril 1922, par son article 2, 3°, a autorisé le Gouvernement à rendre le régime établi vis-à-vis des marchandises allemandes applicable en tout ou en partie à des marchandises d'origine ou de provenance d'autres pays que l'Allemagne, « lorsque par suite du fléchissement considérable du change monétaire de ces pays et des réactions économiques qui s'y lient, les conditions normales de la concurrence sont essentiellement viciées et mettent l'industrie belge, de ce fait, en grave péril ».

Un arrêté royal du 29 mai 1923, pris en exécution de cette disposition, a appliqué un tarif différentiel aux marchandises originaires ou en provenance de la Tchéco-Slovaquie.

Il a été communiqué à la Chambre le 8 juin 1923.

11. — Les dispositions de la loi du 8 avril 1922 ne sont que temporaires; autorisées pour une durée d'un an, elles ont été prorogées en dernier lieu par la loi du 29 juin 1923 jusqu'au 31 décembre 1923.

§ 3. — *Coefficients de majoration.*

12. — La loi du 10 juin 1920 autorise le Gouvernement, pendant un an à partir de sa promulgation, à appliquer aux taux des droits spécifiques inscrits au tarif des douanes des coefficients de majoration.

La mesure, qui était déjà appliquée en France, est justifiée tant par la hausse considérable des prix que par le bouleversement du change ⁽¹⁾; elle ne constitue qu'une augmentation apparente et a pour but unique de mettre le droit spécifique en rapport avec la valeur de la marchandise importée.

Ce motif a déterminé, en 1921, une augmentation des coefficients de majoration; la limite maxima fixée à 3, par la loi du 10 juin 1920, a été portée à 6 par celle du 31 mars 1921.

Les lois du 10 juin 1920 et 31 mars 1921 n'avaient été votées que pour un an; elles ont été successivement prorogées :

au 30 juin 1922, loi du 14 juin 1921;

au 30 juin 1923, loi du 30 juin 1922;

au 31 décembre 1923, loi du 29 juin 1923.

(1) Session de 1919-1920 : *Doc.* n° 30, Exposé des motifs; *Doc.* n° 158, Rapport de M. de Liedekerke.

Le Gouvernement est tenu de communiquer aux Chambres les mesures prises en vertu de la loi du 10 juin 1920.

En dehors des trois arrêtés de prorogation, 15 juin 1921, 30 juin 1922, 29 juin 1923, la Chambre a reçu communication de cinq arrêtés royaux fixant ou modifiant les coefficients de majoration ⁽¹⁾.

Les coefficients sont fixés dans ces arrêtés, suivant les marchandises, à 1.50; 2; 2.50; 3; 3.50; 4; 5 et 6.

(1)	Date de l'arrêté.	Date de la dépêche.	Date de l'annonce à la Chambre.
	—	—	—
1.	12 juin 1920	19 juin 1920	23 juin 1920
2.	31 mars 1921	11 avril 1921	12 avril 1921
3.	30 juin 1921	2 juillet 1921	7 juillet 1921
4.	14 novembre 1921	27 décembre 1921	24 janvier 1922
5.	28 juillet 1922	14 août 1922	18 octobre 1922

II

Examen général du projet de tarif.

La Commission, avant d'examiner les principes appliqués dans le projet de tarif, a adressé au Gouvernement diverses questions; les questions et les réponses sont reproduites annexe I; elles seront fréquemment invoquées dans le rapport.

§ 1. *Impôts indirects et ressources ordinaires de l'État.*

13. — Le projet revisant le tarif des douanes se rattache aux diverses lois d'impôts présentées par le Gouvernement pendant la session 1922-1923.

Le régime fiscal belge est établi avec la préoccupation de maintenir certaines proportions entre les sources principales des recettes ordinaires de l'État : les impôts directs; les droits d'enregistrement, de succession, de timbre et de greffe; les impôts indirects, douanes et accises.

En 1913, les impôts indirects procuraient au Trésor 56 % de ses ressources ordinaires; les deux autres catégories, chacune 22 %.

Depuis 1918, la part des impôts indirects, qui ont une influence sensible sur le coût de la vie, est réduite; dans le Budget des Voies et Moyens de 1923 le produit de chacune des trois catégories d'impôts était inscrit pour une somme à peu près égale, les impôts directs venant cependant en premier rang avec 33.9 %, les autres ensuite avec 32.5 %.

L'application intégrale du projet de tarif, d'après les évaluations très approximatives du Département des Finances, procurerait à l'État une recette de 560 millions environ, soit 160 millions de plus que ce qu'il perçoit aujourd'hui ⁽¹⁾; toutefois, le tarif a été conçu en vue de la négociation d'accords commerciaux qui exigeront des concessions réciproques et amèneront une réduction des droits prévus.

Déjà l'accord franco-belge, soumis à la Chambre, modifie les droits pour 534 catégories sur les 2,967 que comporte le tarif; ses effets seront étendus, en raison de la clause du traitement de la nation la plus favorisée inscrite dans toutes les conventions commerciales conclues par la Belgique, aux importations des autres pays; il en résultera une réduction de 78 millions qui ramènera l'augmentation de recettes de 160 à 82 millions.

Le Gouvernement a tenu compte dans le projet de budget de 1924 des impôts votés en 1923 et des recettes douanières qui résulteront du nouveau tarif.

(1) Voir tableau, annexe II.

La part respective des diverses catégories d'impôts est inscrite ainsi dans les Budgets de 1913 et de 1924 (1) :

	1913		1924	
	Millions.	P. c.	Millions.	P. c.
Impôts directs	85	22.1	947	34,0
Enregistrement, succession, timbre, greffe	84	21.9	1,063	38.1
Douanes et accises	215	56.0	778	27.9
	<u>384</u>	<u>100.0</u>	<u>2,788</u>	<u>100.0</u>

Mais, les recettes de l'enregistrement, des successions et du timbre, évaluées à 1,063,000,000 de francs, comprennent le produit de la taxe de transmission et de la taxe sur les factures dont il est rationnel de former une catégorie spéciale, leur caractère, en effet, les rapprochent des impôts indirects; d'après les développements du budget elles interviennent dans les 1,063 millions, la taxe de transmission pour 380 millions, la taxe sur les factures pour 20 millions; ensemble 400 millions.

Le Gouvernement, d'autre part, dans l'Exposé général du Budget, évalue à 90 millions l'augmentation de recettes qui résultera de l'application du nouveau tarif; mais, en raison de l'époque à laquelle le nouveau tarif sera mis en vigueur, il ne la renseigne que pour 50 millions. La situation de 1913, même en tenant compte de ces deux observations, est renversée; les impôts directs passent de 21.9 % en 1913 à 33.5 % en 1924; l'enregistrement, les successions, etc., de 21.9 % à 23.5 %; les douanes et accises tombent de 56 % à 28.9 % et, en y ajoutant les taxes de transmission et de facture, n'atteignent encore que 43 % de l'ensemble des recettes dues à l'impôt (2).

§ 2. — Caractère du tarif minimum.

14. — Le Gouvernement, dit l'Exposé des motifs, « demeure d'avis, comme ses devanciers, que la politique douanière de la Belgique doit conserver son caractère traditionnel de liberté (3) ».

(1) Chiffres de l'Exposé général du Budget de 1924, p. 4.

	Millions.	p. c.
(2) Impôts directs	947	33.5
Enregistrement, etc. (1063-400).	663	23.5
Taxes de transmission et de facture.	400	14.1
Douanes et accises (778 + 40)	818	28.9
	<u>2,828</u>	<u>100.0</u>

(3) Exposé des motifs, p. 4.

Cependant les marchandises exemptes aujourd'hui et frappées de droit par le projet sont nombreuses; celles déjà taxées le sont presque toutes davantage par l'élévation soit du droit, soit du coefficient, soit même à la fois du droit et du coefficient.

Votre Commission, dans le but de dégager le caractère général des modifications que le projet apporte au régime actuel, a groupé les marchandises importées en quatre grandes catégories :

I. — Les animaux vivants ;

II. — Les objets d'alimentation ;

III. — Les matières brutes nécessaires à l'industrie et celles simplement préparées que l'industrie nationale transforme ;

IV. — Les produits fabriqués.

Cette classification, suivie dans les publications statistiques officielles : *Tableau annuel du commerce extérieur*, *Bulletin mensuel du commerce*, a été appliquée, à la demande de la Commission, par le Département des Finances aux renseignements qu'il lui a remis sur les résultats du tarif en vigueur et ceux présumés tant du projet de tarif que du tarif réduit par l'accord franco-belge.

Les trois situations, en prenant pour base les importations de la première année de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, 1^{er} mai 1922-30 avril 1923, se traduisent par les chiffres suivants ⁽¹⁾ :

Marchandises.	Droits sous le régime actuel.	Droits prévus en tarif minimum.	Droits prévus en régime conventionnel.
—	—	—	—
I. — Animaux vivants. . fr.	exempts.	exempts.	exempts.
II. — Objets d'alimentation et boissons	120,333,910	134,069,500	110,337,965
III. — Matières brutes ou sim- plement préparées . .	71,835,737	91,420,690	90,584,490
IV. — Produits fabriqués . .	207,401,958	333,646,680	280,693,560
TOTAUX fr.	399,571,605	559,136,870	481,616,015

(1) Voir tableau, annexe II, pp. 54 et 55.

Ces droits représentent, sur la valeur des importations pendant la même période, un pourcentage de :

Marchandises.	Valeur en mille francs.	Tarif actuel. p. c.	Tarif minimum. p. c.	Tarif conven- tionnel. p. c.
I. — Animaux vivants . . .	133,667	exempts.	exempts.	exempts.
II. — Objets d'alimentation et boissons	2,861,354	4.20	4.68	3.89
III. — Matières brutes ou sim- plement ouvrées . . .	4,112,127	1.74	2.22	2.20
IV. — Produits fabriqués . . .	2,914,469	7.11	11.45	9.63
	<u>10,021,614</u>	<u>3.98</u>	<u>5.57</u>	<u>4.85</u>

La différence entre le régime actuel et celui du tarif minimum proposé est de :

I.	Exempt.	Exempt.	Exempt.
II.	4.20	à	4.68 = + 0.48 %
III.	1.74	à	2.22 = + 0.48 %
IV.	7.11	à	11.45 = + 4.34 %

Sur l'ensemble du tarif : 3.98 à 5.57 = + 1.59 %.

et celle entre le régime actuel et celui du tarif réduit à la suite d'accords commerciaux de :

I.	Exempt.	Exempt.	Exempt.
II.	4.20	à	3.89 = — 0.31 %
III.	1.74	à	2.20 = + 0.46 %
IV.	7.11	à	9.63 = + 2.52 %

Sur l'ensemble du tarif : 3.98 à 4.85 = + 0.87 %.

Ces chiffres font ressortir des différences assez minimes pour écarter toute apparence de modification dans les principes mêmes de la législation douanière.

15. — Une attention particulière doit être portée sur les objets d'alimentation; leur réunion avec les boissons, dans une même catégorie, conduit à une appréciation inexacte des droits qui les grèvent.

Les boissons — vins, bières, boissons distillées — sont, en effet, frappées de droits spéciaux qui alourdissent la charge de l'ensemble et font apparaître

pour les objets d'alimentation un pourcentage qu'ils ne supportent pas en réalité.

Le rapport du droit à la valeur, sous le régime du tarif actuel, du tarif proposé et du tarif réduit, qui pour la catégorie II est respectivement 4.20 — 4.68 — 3.89 p. c., est complètement modifié lorsque chacun de ses éléments est pris séparément ⁽¹⁾.

Il s'élève pour les boissons à 36.95 — 38.01 — 29.93 p. c., tandis qu'il descend pour les objets d'alimentation à 1.73 — 2.16 — 1.85 p. c. et s'abaisse même, s'il est tenu compte, d'une part, des animaux vivants exempts de droit, d'autre part, du sucre, frappé d'un droit spécial non modifié par le projet, et de certains objets de consommation de luxe ⁽²⁾ à 1.48 — 1.85 — 1.59 p. c. de la valeur des marchandises importées.

16. — La Commission s'est préoccupée des modifications que le nouveau tarif apporte aux droits frappant les marchandises inscrites par le Ministère de l'Industrie et du Travail dans l'*Index* des prix de détail.

L'*index* comprend 57 articles, dont 55 ont été examinés par la Commission ⁽³⁾.

a) Le régime actuel est maintenu pour 42 articles.

18 sont et restent exempts de droit :

1. Pain.	10. Graisse de bœuf fondue.
2. Pommes de terre.	11. Viande de bœuf : entre-côtes au filet.
3. Café non torréfié.	12. Viande de bœuf : hachée.
4. Riz.	13. Viande de bœuf : bouilli plate-côte.
5. Haricots.	14. Viande de porc : côtelettes.
6. Lait écrémé.	15. Lard du pays.
7. Lait complet.	16. Lard américain.
8. Œufs.	17. Harengs-saurs.
9. Saindoux indigène.	18. Charbon.

(1)	Valeur.	Tarif actuel.	p. c.	Tarif minimum.	p. c.	Tarif convent.	p. c.
	En mille francs.	Droits perçus.		Droits présumés.		Droits présumés.	
Objets d'alimentation.	2,660,977	46,278,252	1.73	57,495,800	2.16	50,353,145	1.85
Boissons.	200 374	74,055,658	36.95	76,573,700	38.01	59,984,820	29.93
TOTAL.	2,861,351	120,333,910	4.20	134,069,500	4.68	110,337,965	3.89

(2)	Valeur.	Tarif actuel.	p. c.	Tarif minimum.	p. c.	Tarif convent.	p. c.
	En mille francs.	Droits perçus.		Droits présumés.		Droits présumés.	
Animaux vivants . . .	133,667	»	»	»	»	»	»
Objets d'alimentation .	2,629,578	40,954,102	1.48	51,145,400	1.85	44,116,775	1.59

⁽³⁾ Il comprend, en outre, les articles gaz et électricité qui ne sont pas repris ici.

Voir à l'annexe I du rapport un tableau détaillé indiquant pour chaque article le droit actuel ainsi que le numéro et le droit du projet de tarif.

24 restent imposés aux droits actuels :

1. Café torréfié.	13. Brosse en chiendent.
2. Sucre.	14. Torchon américain ⁽²⁾ .
3. Vinaigre.	15. Tabac.
4. Beurre de ferme.	16. Costume veston sur mesure pour homme.
5. Beurre de laiterie.	17. Chapeau boule en feutre ⁽³⁾ .
6. Margarine.	18. Casquette de travail ⁽²⁾ .
7. Boudin noir.	19. Casquette pour s'habiller ⁽²⁾ .
8. Pâté de foie ⁽⁴⁾ .	20. Chemise blanche en coton pour hommes.
9. Bière.	21. Chemise en toile mixte pour hommes.
10. Savon Sunlight en briques.	22. Sabots ⁽³⁾ .
11. Savon mou ⁽²⁾ .	23. Bougies ⁽⁴⁾ .
12. Chocolat de ménage	24. Allumettes.

b) Le régime actuel est modifié pour 15 articles.

5 articles exempts de droit sont imposés par le projet de tarif :

1. Chicorée	100 kil.	3×3	9 francs.
2. Huile d'olive	100 kil.	15×2 ⁽⁵⁾	30 id.
3. Huile d'arachide	100 kil.	5×2	10 id.
4. Sel de cuisine	100 kil.	$0,50 \times 4$	2 id.
5. Thé	100 kil.	30×3	90 id.

(1) *Pâté de foie*. Le droit actuel est (60×5) 300 francs par 100 kil. ; le projet de loi établit 2 catégories :

a. Boudins, saucisses et saucissons : droit réduit à (60×3) 180 francs.

b. Crèmes, galantines, etc. : droit porté à (100×5) 500 francs.

L'accord avec la France réduit le premier à (45×2) 90 francs ; le second à $(100 \times 4,2)$ 420 francs.

(2) *Savon mou, Torchons américains, Casquettes de travail, Casquettes pour s'habiller* : le projet de tarif se borne à modifier le coefficient, conséquence de l'augmentation des prix. L'accord avec la France réduit le droit sur le savon mou par 100 kil. à (4×2) 8 francs.

(3) *Chapeau boule en feutre, Sabots* : le droit spécifique proposé correspond au droit *ad valorem* actuel.

(4) *Bougies* : le droit actuel est $(10 \times 3,5)$ 35 francs ; le droit proposé (12×3) 36 francs.

(5) *Huile d'olive* : l'accord avec la France supprime le coefficient et ramène ainsi le droit à 15 francs.

8 Articles sont taxés à un droit plus élevé que le droit actuel :

	Tarif actuel :		Projet de tarif :	
1. Cacao en boîtes de 5 kil. et moins	100 kil.	30×3	100 kil.	40×3
2. Macaroni conditionné pour la vente en détail	100 kil.	4×2	100 kil.	6×2 ⁽¹⁾
3. Sardines	100 kil.	15×2	100 kil.	20×2
4. Cols	Valeur	20 p. c.	Valeur	20 p. c. ⁽²⁾
	100 kil.	120		
	id.	140		
	id.	150		
5. Grosses chaussettes de travail	id.	160	100 kil. { $\begin{matrix} 150 \\ 200 \\ 250 \end{matrix} \right\} \times 4$	
6. Chaussettes ordinaires	id.	180		
	id.	200		
	id.	210		
7. Chaussures pour hommes	Valeur	10 p. c.	paire (2 et 1,50)	$\times 4$
8. Ressemelage (cuir croupon)	100 kil.	15×4	100 kil.	30×3

17. — Ces observations (15 et 16) confirment la conclusion que dégage l'examen de l'ensemble des droits. Le projet de tarif, certes, augmente par nécessité fiscale le taux de l'impôt douane; il contient très probablement certains articles grevés de droits trop élevés; l'étude du tarif les révélera et permettra de les rectifier; mais, considéré dans ses résultats généraux, il ne laisse apparaître aucune modification dans la politique douanière traditionnelle de la Belgique.

Le rapprochement des résultats du régime belge et du régime français vient appuyer cette conclusion.

Les droits et taxes perçus par la douane française en 1922, d'après la statistique du commerce de la France, — décembre 1922, pp. 4 et 259, — déduction faite des droits de navigation, des amendes et confiscation et de la taxe sur le chiffre d'affaires, s'élèvent à 2,400,210,000 francs.

La valeur des importations (commerce spécial) est de 23,900,601,000 francs; les droits perçus en représentent 10 %.

En Belgique, pour une valeur de 10,021,614,000 francs de marchandises importées, les droits présumés sont :

En tarif minimum : 559,136,870 francs, soit 5.57 %.

En tarif réduit par les accords : 481,616,015 francs, soit 4.85 %.

§ 3. — Taux des droits en tarif minimum.

18. — La part imposée à l'impôt douane dans les ressources nouvelles réclamées aux impôts est répartie par le projet de tarif sur un très grand nombre

⁽¹⁾ Macaroni conditionné pour la vente en détail : l'accord avec la France réduit le droit à 5×2 .

⁽²⁾ Cols : l'accord avec la France réduit le droit à 15 % *ad valorem*.

de marchandises; peu de catégories échappent à l'élévation soit du droit de base, soit du coefficient, soit à la fois du droit et du coefficient; l'impôt frappe même des catégories aujourd'hui exemptes.

Ce système a été critiqué; le Gouvernement aurait dû, a-t-on dit, suivre le système anglais et n'imposer que quelques produits. L'Exposé des motifs va au devant de l'objection; il signale que pour 1920-1921, les recettes des douanes anglaises, évaluées à £ 150,000,000, ont été couvertes pour leur quasi-intégralité par quatre articles :

Tabacs	62,470,000 £
Sucres	31,000,000 £
Alcools	22,000,000 £
Thés	17,000,000 £
TOTAL	152,470,000 £

Ces mêmes articles interviennent en Belgique pour 137,500,000 francs dans les 10 milliards de marchandises importées et pour 60 millions environ dans les 400 millions de droits perçus ⁽¹⁾.

Les tabacs, les sucres, les boissons distillées ont été frappés par des lois récentes; un droit d'entrée de 30 francs avec coefficient 3 par 100 kil. est prévu pour le thé dans le nouveau tarif (n° 65).

Peut-on songer à réclamer à ces articles, même en y joignant les vins ⁽²⁾, comme l'a suggéré un membre de la Commission, la quasi-intégralité des 400 millions de recettes que procurent aujourd'hui les douanes ou les 500 millions prévus pour le nouveau tarif?

Le système le plus rationnel et le plus favorable, si la perception limitée à quelques articles est écartée, est celui qui tend à répartir le plus possible la charge de l'impôt pour la rendre moins lourde, tout en maintenant les exemptions et le taux des droits dans les limites exigées par l'intérêt général.

Le Gouvernement déclare qu'il a suivi ces principes dans l'élaboration du nouveau tarif et qu'il a étendu les taxations en vue de n'imposer aux articles frappés qu'une charge réduite; ici, comme plus haut, l'étude des articles du tarif

(1) Voir tableau, annexe II.

	Importations Valeur.	Droits perçus.
Tabacs fr.	98,543,000	32,676,065
Id.	5,819,000	1,114,678
Sucres	17,370,000	4,132,819
Boissons distillées . . .	13,550,000	21,741,409
Thés.	2,218,000	exempts.
TOTAL fr.	137,500,000	59,664,971

(2) Les importations de vins représentent une valeur de 165,680,000 francs et ont produit une recette de 46,338,200 francs.

et des raisons données par l'Exposé des motifs pour justifier l'imposition permet de vérifier si ces règles ont été observées.

19. — Le Gouvernement s'est, dit-il, attaché à graduer les droits suivant la nature de la marchandise et l'usage auquel elle est destinée; ce système lui a permis de ne pas dépasser certaines limites dans la fixation du taux des droits : « Il n'échappera pas, écrit-il dans l'Exposé des motifs, qu'en général, pour les marchandises assujetties aux droits, les taux élevés ne dépassent guère 15 % *ad valorem*, sauf pour les articles qui ne rentrent pas dans la consommation courante, qui ne présentent pas le caractère d'indispensabilité et qui, en majorité, appartiennent plutôt à ce qu'il est convenu d'appeler les objets de luxe ou d'usage somptuaire. Or, à ne pas dépasser 15 % *ad valorem* (l'observation s'applique aux droits spécifiques comme aux droits *ad valorem*) on peut dire que l'imposition demeure dans la norme de la taxation fiscale sans qu'il s'y attache un indice de protectionnisme. » (*Exp. m.*, p. 107.)

Un examen du projet de tarif permet d'établir rapidement l'échelle de taxation suivie pour les droits *ad valorem*; les taux sont : 5, 10, 15, 20 % ⁽¹⁾; pour 59 catégories sur 369, le droit dépasse 15 %, et atteint 20 %; l'accord avec la France réduit ce nombre de moitié. Les marchandises frappées de ce taux rentrent d'ailleurs pour la plupart dans les catégories visées par le passage de l'Exposé des motifs qui vient d'être cité.

Le rapport entre l'imposition et la valeur ne peut pas être relevé pour les marchandises taxées au droit spécifique par le seul examen du tarif; l'Exposé des motifs l'indique assez fréquemment; il se trouve établi, par groupe de marchandises, dans le tableau annexé au rapport ⁽²⁾, dressé sur les renseignements fournis par le Département des Finances; le taux approximatif du droit y est déterminé (col. 12 et 14) par le rapprochement des droits perçus et des valeurs déclarées à l'importation, inscrites dans les statistiques commerciales. (Tableau du commerce extérieur et Bulletin mensuel.)

Une observation générale se dégage de ce tableau : le pourcentage des droits

(1) Tarif proposé :		Après application de l'accord avec la France :	
p. c.	Nombre de catégories.	p. c.	Nombre de catégories.
5	97	5	97
10	51	8	1
12	1	10	32
15	161	12	20
20	59	13	19
		15	140
		18	9
		20	31
ENSEMBLE.	369	ENSEMBLE.	369

(2) Annexe II.

proposés, coefficients compris, par rapport à la valeur de la marchandise importée, est, dans bien des cas inférieure à celui de 1913. Il n'en peut être autrement puisque le Département des Finances a fixé les taux de base d'après les valeurs de 1913 et les coefficients de majoration en mars 1922 ⁽¹⁾; depuis cette époque les prix de gros et de détail des marchandises ont si fortement augmenté que la proportionnalité cherchée par l'administration est rompue ⁽²⁾.

Quelques exemples le démontrent ⁽³⁾.

Le prix de la margarine s'élève de fr. 1.60 à 4.20 au kil.; le taux du droit calculé *ad valorem* tombe de 13.3 % à 4.7 %. Pour les farines, le prix passe de 0.25 à 1 franc; le pourcentage du droit tombe de 8 % à 2 %. La valeur des fils de coton préparés pour la vente au détail ressort de la statistique commerciale à fr. 4.60 au kil. en 1913 et à 43 francs en 1922-1923 : le pourcentage tombe de 11.1 à 4.8 %; il en est de même pour les tissus de coton écrus : l'augmentation du prix de 4.40 à 18 francs fait baisser le pourcentage de 11.8 à 7.7 %.

Malgré cette conséquence générale de l'augmentation des prix sur l'importance du droit, des taux supérieurs à 15 % frappent des articles imposés au droit spécifique.

Leur nombre, en dehors des boissons (vins, bières, boissons distillées) soumises à un régime spécial, est assez élevé dans la catégorie II : *Objets d'alimentation*; ce sont en général des articles de consommation de luxe : gibier, pâtés de foie gras; fruits, spécialement fruits de luxe et primeurs; chocolats, épices, truffes, fruits confits, conserves de fruits entiers.

Pour les *matières brutes ou simplement préparées* (catégorie III), en dehors des tabacs et des essences, le tableau-annexe n'indique comme soumis à un taux dépassant 15 % que les bois de construction rabotés; pour le plus grand nombre des autres groupes le taux est inférieur à 5 %.

Enfin, parmi les *produits fabriqués* (catégorie IV), le taux de plus 15 % apparaît dans les groupes savons, parfumeries, produits chimiques; dans celui des tissus pour les tapis de laine, les linoléums et toiles cirées; plus loin enfin pour les automobiles, motocycles et vélocipèdes.

Une étude des droits sur ces divers articles lors de l'examen du projet de tarif permettra de déterminer les motifs du taux d'imposition et de décider s'il est justifié.

L'énumération de ces quelques marchandises, sur près de 3,000 que taxe le tarif, ne modifie pas la conclusion dégagée plus haut du rapprochement, pour l'ensemble des importations, du rendement présumé des droits et de la valeur des marchandises importées.

(1) Troisième réponse du Gouvernement, annexe I.

(2)		Mars 1922.	Octobre 1923.
	Indice des prix de gros	350	515
	Indice des prix de détail	371	463

Voir *Revue du Travail* 1922, pp. 676, 534; 1923, pp. 2369, 2370.

(3) Voir tableau, annexe II, col. 6 et 11 pour les prix, 7, 12 et 14 pour le pourcentage.

§ 4. — *Droits de soutien, de secours, de défense.*

20. — Les considérations développées dans la partie spéciale de l'Exposé des motifs consacrée à la justification, section par section, des droits établis par le projet de tarif invoquent à diverses reprises la nécessité d'accorder à certaines industries un appui contre la concurrence étrangère; soutien, aide, secours, défense, ces mots et d'autres équivalents semblent refléter une tendance opposée à celle que le Gouvernement, dans la première partie de son Exposé des motifs, déclare vouloir adopter : « Le Gouvernement actuel demeure d'avis, tout comme ses devanciers, que la politique douanière de la Belgique doit conserver son caractère traditionnel de liberté, grâce auquel le pays a connu dans le passé des périodes durables de croissante prospérité. » Aussi, se défend-il, en terminant l'Exposé des motifs, d'avoir abandonné cette politique : « on n'a pas dissimulé, dit-il, que par endroits le nouveau régime se ressentait du besoin d'améliorer la situation pénible dans laquelle se débattaient certaines de nos industries; ces mesures, toutefois, sont restées circonscrites dans la limite d'une sage modération » ⁽¹⁾.

Divers États, déjà avant la guerre, cherchaient par leur politique douanière à réserver à leur production le monopole de leur marché national; cette situation critique s'est aggravée pendant les dernières années, et la réglementation économique tend même dans certains pays à remplacer un régime protectionniste par un régime prohibitif.

Votre Commission a réuni dans une annexe au rapport les éléments statistiques du commerce spécial (importations et exportations) depuis 1913, tant ceux d'ensemble que ceux relatifs aux pays avec lesquels la Belgique entretient ses principales relations commerciales. Le rapport en reproduit et en rapproche ici les résultats de 1913 et ceux des onze premiers mois de 1923 que donne le Bulletin mensuel de novembre; il faut tenir compte pour leur appréciation de deux éléments : l'année 1923 est incomplète, il y manque le douzième mois, et le commerce du grand duché de Luxembourg, qui n'est pas compris dans les chiffres de 1913, fait partie des statistiques de 1923.

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	Quantités (tonnes).	Valeur (mille francs).	Quantités (tonnes).	Valeur (mille francs).
Objets d'alimentation et boissons, 1913.	4,181,250	1,034,822	1,297,830	327,663
Objets d'alimentation et boissons, 1923 (11 mois)	2,644,152	3 032,234	528,416	653,417
	— 1,537,098	+ 2,047,412	— 769,714	+ 325,454
Matières brutes ou simplement préparées, 1913.	26 920,240	2,667,035	16,155,896	1,826,078
Matières brutes ou simplement préparées, 1923 (11 mois).	20 832,288	4,831,634	11,327,878	2,354,707
	— 6,087,952	+ 2,164,599	— 4,828,018	+ 528,629

(1) Exposé des motifs, p. 107.

	IMPORTATION.		EXPORTATION.	
	Quantités tonnes.	Valeur mille francs.	Quantités tonnes.	Valeur mille francs.
Produits fabriqués, 1913	1,493,638	869,478	3,410,738	1,436,430
Id. 1923 (11 mois).	1,109,525	3,168,813	3,649,695	4 733,495
	— 384,113	+ 2,299,365	+ 238,957	+ 3,302,065
TOTAL en 1913	32,656,283	5,049,859	20,885,182	3,715,814
Id. 1923 (11 mois)	24 615,505	11,198,576	15,519,234	7,852,631
	— 8,040,778	+ 6,148,717	— 5,365,948	+ 4,136,817

France.

Objets d'alimentation et boissons, 1913.	196,789	81,895	329,773	66,695
Objets d'alimentation et boissons, 1923 (11 mois).	257,565	289,413	198,757	181,984
	+ 60,776	+ 207,518	— 131 016	+ 118,289
Matières brutes ou simplement pré- parées, 1913.	7,073,892	344,415	8,001,023	480,794
Matières brutes ou simplement pré- parées, 1923 (11 mois).	9,237,564	974,260	6,798,097	889,902
	+ 2,163,672	+ 629,845	— 1,202,926	+ 409,108
Produits fabriqués, 1913.	185,347	191,244	228,662	130,510
Id. 1923 (11 mois)	462,937	1,214,461	731,301	637,759
	+ 277,590	+ 1,023,217	+ 502,639	+ 527,249
TOTAL en 1913.	7,465,941	1,000,297	8,563,184	762,187
Id. 1923 (11 mois).	9,966,353	2,500,718	7,738,471	1,800,080
	+ 2,500,412	+ 1,509,421	— 824,713	+ 1,037,893

Grande-Bretagne

Objets d'alimentation et boissons, 1913.	94,266	40,746	162,033	50,746
Objets d'alimentation et boissons, 1923 (11 mois)	59 405	110,769	73,905	144,611
	— 34,861	+ 70,023	— 88,128	+ 93,865
Matières brutes ou simplement prépa- rées, 1913	2,912,529	318,949	1,078,725	153,241
Matières brutes ou simplement prépa- rées, 1923 (11 mois)	4,769,178	1,060,361	961 358	419,884
	+ 1,826,649	+ 741,412	— 117,367	+ 266,643

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	Quantités (tonnes).	Valeur (mille francs.)	Quantités (tonnes).	Valeur (mille francs.)
Produits fabriqués, 1913.	126,600	140,282	569,346	306,029
Id. 1923 (11 mois)	85,407	551,904	478,795	957,250
	— 41,193	+ 411,622	— 90,551	+ 651,221
TOTAL en 1913	3,177,504	518,475	1,810,388	511,710
Id. en 1923 (11 mois).	4,917,021	1,733,760	1,514,198	1,539,939
	+ 739,517	+ 1,215,285	— 296,190	+ 1,028,229

États-Unis d'Amérique.

Objets d'alimentation et boissons, 1913.	653,517	150,727	31,441	5,007
Objets d'alimentation et boissons, 1923 (11 mois).	420,427	524,896	3,134	6,238
	— 233,090	+ 374,169	— 28,307	+ 1,231
Matières brutes ou simplement pré- parées, 1913.	841,998	244,255	164,162	64,685
Matières brutes ou simplement pré- parées, 1923 (11 mois).	472,789	604,226	201,891	82,487
	— 369,209	+ 339,971	+ 37,729	+ 17,802
Produits fabriqués, 1913.	34,726	20,926	72,069	35,487
Id. 1923 (11 mois)	26,474	208,025	128,108	201,136
	— 8,252	+ 187,099	+ 56,039	+ 165,649
TOTAL en 1913.	1,532,283	420,496	268,186	106,381
Id. 1923 (11 m.)	920,558	1,340,023	332,751	290,134
	— 611,725	+ 919,527	+ 64,565	+ 183,753

Ces divers renseignements sont complétés pour des industries spéciales notamment pour celles auxquelles s'appliquent les droits dits de secours d'aide, etc., dans la partie du rapport qui examine les articles du tarif.

21. — Votre Commission n'a pas abordé, dans la discussion générale du projet de loi revisant le tarif douanier, les problèmes que soulève la politique douanière de divers pays étrangers.

Elle a cherché cependant à déterminer le caractère des droits qui font spécialement l'objet de cette partie du rapport. L'étude du tarif lui a permis de constater que beaucoup d'entre eux sont en réalité la conséquence du principe de l'éparpillement des droits appliqués pour obtenir avec le moindre mal l'augmentation de l'impôt douane qu'a réclamé l'équilibre budgétaire; que d'autres ont été établis en

vue de servir de monnaie d'échange dans les négociations pour le renouvellement des traités de commerce; il était difficile de les indiquer sans énerver l'argument qu'ils sont destinés à fournir aux négociateurs, mais le but poursuivi en les fixant se dégage des réductions de droits inscrites déjà dans l'accord conclu avec la France.

L'imposition ou l'augmentation des droits s'explique ainsi par des motifs différents de ceux donnés par l'Exposé des motifs. Il semble donc qu'ici encore le projet de tarif ne développe pas une question de principe; la Chambre aura, lors de l'examen de chacun des articles du tarif, à assurer l'application de droits répondant à l'intérêt général.

§ 5. — *Tarif maximum. Tarif minimum. Tarif conventionnel.*

22. — Le projet comprend deux tarifs : un tarif maximum et un tarif minimum; les droits proposés sont inscrits dans deux colonnes du tableau annexé au projet de loi; la première est celle du tarif maximum; la seconde, celle du tarif minimum. Une troisième colonne fixe le maximum des coefficients de majoration qui peuvent être appliqués, tant en tarif maximum qu'en tarif minimum, aux taux des droits spécifiques, en vue de les mettre en rapport avec la valeur des marchandises importées.

23. — *Le tarif maximum*, d'après l'Exposé des motifs, sera une arme de défense et de protection, d'application exceptionnelle. Le Gouvernement n'en fera usage qu'au titre de moyen extrême, soit pour réagir contre des régimes excessifs dont l'industrie, le commerce ou la navigation belges seraient victimes à l'étranger, soit pour prémunir le marché belge contre la concurrence de pays à monnaie avariée.

Les droits en tarif maximum sont portés au triple des taux ordinaires et certaines marchandises, indemnes de droit en tarif minimum, y sont grevées d'un taux d'imposition.

L'article 3 du projet de loi détermine les circonstances dans lesquelles le Gouvernement peut faire usage du tarif maximum et fixe les conditions auxquelles est soumise la faculté d'y recourir : délibération en Conseil des Ministres, communication immédiate aux Chambres; la mesure n'est maintenue que si elle est ratifiée par les Chambres.

Le principe du tarif maximum n'est pas nouveau dans la législation belge; il est inscrit dans la loi du 19 mai 1902 et dans les lois récentes des 10 juin 1920 et 8 avril 1922; il est appliqué aux relations de la Belgique avec l'Allemagne et la Tchéco-Slovaquie.

Le tarif maximum a été vivement discuté en Commission. Il frappe, a-t-on dit, de droits élevés même les objets d'alimentation et les matières brutes; les mesures qu'il autorise, immédiatement applicables, troublent de la manière la plus grave les relations commerciales.

Il devrait être rejeté; s'il était maintenu dans le tableau, les Chambres devraient intervenir non pour en ratifier l'application, mais pour l'autoriser.

Des membres ont fait observer que le tarif maximum ne doit pas être appliqué

nécessairement tel qu'il est fixé dans le tableau; l'article 3 du projet de loi prévoit que le Gouvernement peut ne l'appliquer qu'en partie, pour certaines marchandises, et peut réduire les droits, là où il le juge nécessaire, jusqu'aux taux du tarif minimum.

Les conditions mises à l'exercice du droit accordé au Gouvernement en empêcheront l'abus; le droit de ratification, accordé aux Chambres par le projet de loi et précisé par un amendement de la Commission, assure à celles-ci un contrôle qui leur permettra de repousser toute application du tarif maximum qui porterait atteinte à l'intérêt général.

Enfin, ont-ils ajouté, obliger le Gouvernement à réclamer des Chambres l'application même des droits inscrits au tarif au lieu de la ratification de la mesure décrétée par lui diminuerait la valeur de l'arme que le tarif maximum doit lui fournir.

La Commission, tenant compte principalement de la ratification immédiate par les Chambres imposée par l'article 3, a admis, par 9 voix contre 6 et une abstention, le principe du tarif maximum.

Le *tarif minimum* sera, dit l'Exposé des motifs, le tarif d'usage ⁽¹⁾.

Le Gouvernement se propose de le prendre pour base de ses négociations en vue de nouveaux accords commerciaux et il l'a construit de manière à y trouver « la monnaie d'échange » dont il se plaint d'être aujourd'hui dépourvu.

Le régime douanier de divers pays comporte un tarif général ou maximum et un tarif minimum ⁽²⁾; mais la conception de ces tarifs diffère, en général, de celle du projet de loi. Ainsi un pays qui n'a pas de contrat avec la France y est soumis au tarif général; le Gouvernement peut lui concéder le bénéfice du tarif minimum; une loi spéciale doit intervenir pour lui assurer un traitement plus avantageux. Au contraire, le pays sans contrat avec la Belgique est soumis non au tarif maximum, régime exceptionnel, applicable sous des conditions rigoureuses, mais au tarif minimum; le bénéfice du contrat consiste, non dans l'application du tarif minimum, mais dans la réduction de ce tarif au moyen de droits conventionnels; la convention qui les accorde doit être ratifiée par le pouvoir législatif.

(1) Exposé des motifs, p. 5.

(2) *France*, Tarif général et tarif minimum.

Espagne, Premier tarif et deuxième tarif.

Suisse, Tarif général et tarif d'usage.

Autriche, Droit général et droit minimum.

Norvège, Tarif maximum et tarif minimum.

Serbie, Tarif maximum et tarif minimum.

Grande-Bretagne, Tarif ordinaire et tarif préférentiel pour les colonies.

Canada, Tarif préférentiel pour la Grande-Bretagne, tarif intermédiaire et tarif général.

Confédération australienne, Tarif préférentiel pour la Grande-Bretagne, tarif intermédiaire et tarif général.

Nouvelle-Zélande, Tarif préférentiel pour la Grande-Bretagne, tarif intermédiaire et tarif général.

24. — Le tarif minimum ne sera pas pendant longtemps le « tarif d'usage ». La règle du traitement de la nation la plus favorisée a, en effet, pour conséquence immédiate que les réductions de droits consenties à un pays déterminé sont étendues aux autres pays, sans aucune concession de leur part en faveur de la Belgique; il se formera ainsi un tarif conventionnel à côté d'un tarif minimum⁽¹⁾.

Les réductions conventionnelles ne sont cependant par elles-mêmes que temporaires; elles n'ont que la durée de la convention et disparaissent avec elle; la fin de la convention ramène de plein droit l'application du tarif minimum. Ainsi l'approbation de l'accord avec la France fera profiter des réductions de droits qu'il stipule au profit de la France, tous les pays qui jouissent en Belgique, soit conventionnellement, soit de fait, du traitement de la nation la plus favorisée. S'il est dénoncé et prend fin, les réductions disparaissent pour ces pays comme pour la France et les droits inscrits au tarif minimum rentrent en vigueur.

Il en serait autrement si une loi, comme celles de 1865, 1882, 1905⁽²⁾, généralisait sans réserve les droits conventionnels; ceux-ci constitueraient dès lors le régime légal, définitif, et seraient substitués aux droits inscrits dans le tarif qui disparaîtraient.

§ 6. — *Classification des marchandises.*

25. — Le tarif en usage, qui a son origine dans le tarif de 1822 et dont les modifications pendant le siècle écoulé seraient longues à relever, ne répond plus au développement et aux transformations de l'industrie et du commerce international.

Il ne comprend que 70 articles classés par ordre alphabétique.

Il a fallu rassembler sous certains de ces articles (notamment n° 33, machines, mécaniques et outils; n° 38, mercerie et quincaillerie), et taxer du même droit nombre de marchandises les plus différentes de nature et de valeur. Le tarif présente des anomalies injustifiables; les droits sur les machines, par exemple, sont dans beaucoup de cas inférieurs aux droits sur les divers éléments qui entrent dans leur fabrication, en raison inverse de la main-d'œuvre incorporée. (*Exp. m.*, p. 86.)

Le travail de revision a occupé l'Administration pendant plusieurs années; il n'était pas achevé au moment où les négociations commerciales avec la France ont été entamées, et avant d'avoir été approuvé par les Chambres, avant même de leur avoir été soumis, il est visé dans l'accord intervenu entre la France et l'Union belgo-luxembourgeoise.

Le projet de tarif est divisé en 21 sections avec 58 subdivisions entre lesquelles sont répartis 4,216 numéros qui, à leur tour, sont partagés en 2,967 catégories.

Les marchandises sont groupées dans le nouveau tarif « suivant leurs affinités et leur conditionnement, autant que possible du simple au composé »⁽³⁾.

(1) Voir ci-dessus, p. 4, n° 5.

(2) Voir ci-dessus, n° 6.

(3) Exposé des motifs, p. 4.

Les 3 premières sections comprennent les animaux vivants et les produits du règne animal, les produits du règne végétal, les produits minéraux; puis viennent les produits des industries alimentaires et le tarif se développe par groupe de matières et de produits. Le même ordre est observé dans les diverses sections; les fils de coton, par exemple, suivant leur conditionnement, sont répartis entre plusieurs numéros du tarif, subdivisés à leur tour suivant la main-d'œuvre incorporée (section VIII, D, n° 534 et suivants).

Cette classification permet une application plus rationnelle et plus adéquate des droits.

Le Gouvernement espère, en outre, trouver dans le tarif ainsi agencé « l'instrument qui, au cours des négociations commerciales, lui permettra de défendre nos chances vis-à-vis de l'étranger » ⁽¹⁾.

Le tarif se termine par une table alphabétique des marchandises qui y sont dénommées indiquant, en regard de chacune d'elles, le numéro du tarif sous lequel elle est désignée.

26. Les droits en tarif minimum sont ainsi répartis :

Catégories exemptes de droit	595
Catégories taxées :	
Valeur	369
Droit spécifique	2,003
	2,372
TOTAL des catégories.	
	2,967

La convention commerciale avec la France réduit :

Droit et coefficient	82 catégories.
Droit seul	219 id.
Coefficient seul	233 id.
TOTAL.	534 id.

Un tableau, annexé au rapport ⁽²⁾, indique la répartition de ces chiffres entre les 21 sections; il indique également, pour le tarif actuel, les catégories exemptes de droit et celles taxées *ad valorem* ou à un droit spécifique.

§ 7. — *Droits ad valorem et droits spécifiques.*

27. — La loi du 16 juin 1905 autorise le Gouvernement à transformer les droits *ad valorem* qui figurent au tarif des douanes en droits spécifiques.

(1) Exposé des motifs, p. 4.

(2) Tableau, annexe I.

Il a été fréquemment fait usage de cette faculté en 1907, 1910, 1911, 1912 et 1913 ⁽¹⁾.

La loi du 31 mars 1921 a marqué un retour vers le droit *ad valorem*; les difficultés que provoque dans la pratique ce mode de taxation, les fraudes qu'il facilite, ont ramené l'administration vers les droits spécifiques.

Le projet de tarif transforme pour de nombreuses catégories de marchandises, plus de 700, même pour certains produits compris dans la loi de 1921, les droits *ad valorem* en droits spécifiques.

Les mérites et les défauts des deux modes de taxation ont fait l'objet d'une longue discussion en Commission; les droits *ad valorem* y ont trouvé d'ardents défenseurs.

Le droit spécifique a, comme point de départ, une estimation *ad valorem*; il est déterminé en tenant compte de la relation qui existe entre la mesure, le poids, le volume, etc., et la valeur correspondante au moment où il est fixé et inscrit dans le tarif. Cette valeur est, dès lors, clichée; le même droit sera appliqué à une marchandise, malgré toutes les fluctuations de prix qu'elle subira, aussi longtemps que le tarif ne sera pas modifié.

La valeur de base du droit qui frappe une catégorie est la valeur moyenne des divers produits qu'elle comprend; certes le tarif prévoit de nombreuses classifications, avec paliers de poids, d'épaisseur, de longueur, etc., de manière à grouper des marchandises ayant à peu près la même valeur relative, mais le droit est le même pour toutes celles du groupe, malgré les différences de prix qu'elles ont nécessairement entre elles.

Le droit *ad valorem*, au contraire, prend la marchandise en elle-même, telle qu'elle est présentée à l'importation et la taxe en raison de sa valeur à ce moment.

Il apparaît théoriquement comme le mode de taxation le plus rationnel et le plus équitable.

Cette supériorité, cependant, est plus apparente que réelle.

La valeur d'une marchandise est à l'égard de l'acheteur une notion relative; elle varie selon la condition de l'achat, suivant même qu'il s'agit d'un marché en gros, en demi-gros ou en détail, d'un marché exceptionnel ou d'une occasion. Ces éléments personnels à l'acheteur, variables à l'infini, impossibles à contrôler, ne peuvent pas servir de base à la perception du droit; celui-ci doit frapper la marchandise d'une manière uniforme, indépendante de la personnalité de l'importateur; dans ce but la loi décide que le droit a pour base la valeur *normale* de la marchandise (art. 7 du projet de loi). Mais cette valeur, malgré la précision avec

(1) Arrêtés royaux qui établissent des droits spécifiques :

1907 : 11 mars, 12 août;

1910 : 21 septembre, 19 octobre;

1911 : 27 février, 6 mai, 14 août, 23 novembre, 26 décembre;

1912 : 23 mars, 18 mai, 25 juin, 20 août, 11 octobre, 27 novembre, 30 décembre;

1913 : 23 mars, 20 juillet.

laquelle la loi s'efforce de la définir, reste difficile à établir; de là, des contestations continuelles entre les importateurs et la douane.

Un membre de la Commission a demandé si la taxe de transmission ne pouvait pas faciliter la perception *ad valorem* et même lui servir de base.

La production des factures originales, au moment de la déclaration en douane, n'est pas obligatoire; il y a simple faculté pour les employés de consulter les factures, lettres de voiture, connaissements, etc., lorsque ces pièces leur sont présentées. Mais la notion même de la valeur normale, que la loi ne peut pas abandonner comme base de la perception du droit de douane, ne permet de les considérer que comme éléments de vérification mais non comme l'élément constitutif de la valeur.

Au surplus, la loi qui crée la taxe de transmission est récente; elle soulève de vives critiques quant à son application; elle grève lourdement de taxes successives, entre le producteur et le consommateur, les produits mis en consommation; l'organisation même du système douanier ne peut pas en dépendre.

Une autre observation porte sur la perception du droit; celle-ci a pour base la déclaration de l'importateur; cette déclaration est vérifiée et acceptée par les agents de la douane.

On ne peut nier que de tout temps les déclarations sous-évaluent trop souvent la marchandise importée; une fraude systématique et permanente, que le fisc, malgré ses efforts, ne parvient à surprendre qu'accidentellement, est même organisée par certains expéditeurs.

La valeur annuelle des importations en commerce spécial atteignait à peine, en 1851, 500 millions de francs; elle ne s'élevait encore, en 1890, qu'au milliard et demi de francs; elle dépasse, pour les onze premiers mois de 1923, en quantité 24 millions de tonnes et en valeur 11 milliards de francs. Quel est l'agent vérificateur ayant assez de science et d'expérience pour déterminer au moment de leur présentation la valeur exacte de ces milliers d'espèces de marchandises de toutes provenances, de toutes qualités et sujettes, dans leur valeur normale, à des variations incessantes?

L'extension du droit *ad valorem* ramènerait nécessairement la pratique de la préemption supprimée par la loi du 28 avril 1920; il serait en effet impossible, sans entraver tant le commerce international que le service de la douane, de soumettre aux commissions qu'elle institue, avec la lenteur qu'implique cette procédure, toutes les contestations sur la valeur des marchandises que provoque nécessairement ce système de taxation.

Les conflits avec l'administration sont moins fréquents, même rares, et rapidement solubles, sous un régime de droit spécifique dont la perception ne dépend pas de l'appréciation d'un agent, mais d'éléments matériels d'une vérification facile.

L'Exposé des motifs constate avec raison « qu'il s'avère dans les milieux industriels et commerciaux une préférence en faveur de l'imposition spécifique plus ferme, plus stable et mieux à même d'assurer l'égalité des charges au compte de tous les déclarants ». (*Exp. m.*, p. 4.)

La Commission a été unanime à reconnaître que ni l'un ni l'autre des deux

modes de taxation ne pouvait être appliqué à tous les articles du tarif, mais la majorité de la Commission, sans dénier la valeur théorique du droit *ad valorem*, s'attachant aux avantages pratiques du droit spécifique dans les conditions actuelles du commerce international, s'est ralliée, en principe, à l'extension donnée par le Gouvernement dans le projet de tarif au droit spécifique, se réservant toutefois d'admettre éventuellement, au cours de l'examen des articles, l'application du droit *ad valorem* à certaines marchandises taxées par le projet au droit spécifique.

III

Articles du projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

L'objet de la loi est déterminé par l'article premier : « Les droits d'entrée sur les marchandises importées sont établis conformément aux dispositions de la présente loi et du tableau qui y est annexé. »

L'article premier, dit l'Exposé des motifs, « donne force exécutoire au nouveau tarif des douanes et consacre ainsi sa double structure en tarif minimum et en tarif maximum ».

Il fixe, en outre, le coefficient maximum qui peut être appliqué, dans chaque cas, au taux du droit tant en tarif maximum qu'en tarif minimum.

Les articles suivants déterminent les conditions de l'application du tarif minimum (art. 2), du tarif maximum (art. 3), des coefficients (art. 6).

La Commission propose d'indiquer dans le texte de la loi les éléments du tableau et de rédiger l'article premier dans les termes suivants :

Les droits d'entrée sur les marchandises importées sont déterminés par le tableau annexé à la présente loi, instituant un tarif minimum et un tarif maximum ; ils sont appliqués conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 2.

1. — Le tarif minimum, aux termes de l'article 2, est en principe le tarif d'usage.

Le régime spécial qui éventuellement le remplacera résultera soit, ce que dit la loi, de l'application du tarif maximum dans les conditions déterminées par l'article 3, soit, ce que ne dit pas la loi mais ce que prévoit l'Exposé des motifs, de l'application de la clause du traitement de la nation la plus favorisée à la suite de traités ou en vertu de l'article premier de la loi du 19 mai 1902 ⁽¹⁾.

2. — L'Exposé des motifs ajoute « que sauf stipulation contraire dans les arrangements, les taux conventionnels feraient communément l'objet de généralisations ; ils se substitueraient pratiquement aux droits du tarif minimum ». (*Exp. m.*, p. 5.)

La généralisation des tarifs conventionnels a des conséquences que le rapport a examinées dans sa partie générale ; il se borne ici à se référer aux observations qui s'y trouvent développées ⁽²⁾.

(1) Voir plus haut, p. 23, n° 24 et p. 25, n° 25.

(2) Voir plus haut, p. 4, n° 6.

La Commission propose à l'article 2 un amendement de forme :

Le tarif minimum est applicable à toutes marchandises à l'égard desquelles un régime différent n'est pas expressément établi.

ART. 2^{bis}.

3. — Le Gouvernement est autorisé, par l'article premier de la loi du 19 mai 1902, à appliquer provisoirement aux pays étrangers qui se trouveraient momentanément sans traité avec la Belgique, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation ou de douane, pour autant que la Belgique jouisse, sous ces mêmes rapports, dans les dits pays, du régime de la nation la plus favorisée.

La loi de 1902 met à l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée plusieurs conditions.

Il n'autorise qu'une concession provisoire et seulement en l'absence momentanée de traité. Cependant, le régime de fait prévu par la loi de 1902, qui reproduit textuellement celle du 30 janvier 1892, règle depuis 1892 les relations économiques entre la Belgique et la France.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne peut être accordé, d'après la loi de 1902, que si la Belgique jouit du même régime dans le pays auquel elle l'accorde. La Belgique, malgré ce texte, admet l'Espagne au traitement de la nation la plus favorisée sans obtenir la réciprocité; elle y admet la Grande-Bretagne, qui ne le lui reconnaît que d'une manière limitée et à l'exclusion des concessions préférentielles qu'elle accorde à ses Dominions et Colonies.

Le Gouvernement soumet à la Chambre par amendement un article 2^{bis} destiné à remplacer l'article premier de la loi du 19 mai 1902.

Votre Commission estime que la disposition ne doit modifier la loi de 1902 que dans la mesure nécessaire pour mettre le texte en rapport avec les faits; l'article nouveau, qui a pour but d'autoriser des concessions sur le tarif minimum, trouve sa place à la suite de l'article 2 réglant l'application de ce tarif.

Les mesures prises par le Gouvernement doivent, aux termes de la loi de 1902, être soumises aux Chambres.

Votre Commission vous propose en conséquence le texte suivant :

ART. 2^{bis}.

Le Gouvernement est autorisé à appliquer aux pays étrangers sans traité avec la Belgique le traitement de la nation la plus favorisée. Il peut n'appliquer ce traitement qu'en partie ou en refuser toute application aux États qui, réciproquement, n'appliqueraient à la Belgique pareil régime qu'en partie ou l'en excluraient entièrement.

Les mesures prises en vertu de l'alinéa précédent sont soumises aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

ART. 3.

1. — L'article 3 fixe les conditions d'application du tarif maximum.

Le droit qu'il accorde au Gouvernement n'est pas nouveau dans la législation belge; il a été établi par la loi du 19 mai 1902; depuis la guerre, la loi du 10 juin 1920 a autorisé le Gouvernement à en faire usage à l'égard de l'Allemagne; cette dernière loi a été étendue à titre provisoire par la loi du 8 avril 1922, en vigueur jusqu'au 31 décembre 1923, aux relations avec la Tchéco-Slovaquie.

2. — Le rapprochement des dispositions de la législation actuelle et de celles du projet de loi permet de constater que le projet de loi n'apporte aucune modification essentielle aux lois en vigueur.

A. — *Circonstances qui permettent l'application du tarif.*

Loi du 19 mai 1902.

ART. 2, al. 1^{er} — Les marchandises provenant de pays qui se trouveront sans arrangement commercial avec la Belgique et ne lui appliqueront pas le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane seront soumises...

ART. 3. — Le Gouvernement est autorisé à établir, à l'importation des marchandises qui jouiraient dans leur pays de provenance ou d'origine d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal à cette prime.

Loi du 10 juin 1920.

ART. 2. — Quand, pour des raisons pressantes d'ordre économique, des changements doivent être apportés d'urgence au tarif des douanes...

Loi temporaire du 8^{avril} 1922.

Lorsque par suite du fléchissement considérable du change monétaire de ces pays et des réactions économiques qui s'y lient, les conditions normales

Projet de loi.

1° Aux marchandises originaires ou en provenance de pays qui se trouveraient sans arrangement commercial avec la Belgique, qui ne lui accorderaient pas le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane...

ou qui par des prohibitions ou des restrictions édictées à l'entrée ou à la sortie, ou par l'application de droits ou taxes excessifs porteraient gravement atteinte au commerce, à la navigation ou à l'industrie belge.

2° Temporairement aux marchandises qui, à la suite de réactions économiques profondes déterminées dans les pays d'origine ou de provenance par le fléchissement considérable du change monétaire, pourraient pénétrer en Belgique avec des avantages tels que les conditions normales de la concurrence s'en trouveraient essentiellement viciées au point de mettre l'industrie nationale en grave péril.

de la concurrence sont essentiellement viciées et mettent l'industrie belge, de ce fait, en grave péril.

Le projet, dans cette partie de l'article 3, se borne à coordonner des dispositions en vigueur.

B. — Droits applicables.

Dispositions en vigueur.	Projet de loi.
a) La loi du 19 mai 1902 autorise le Gouvernement à augmenter les droits fixés au tarif des douanes de 50 % et à frapper les marchandises non imposées par le tarif de 15 % de leur valeur ou d'un droit spécifique équivalent sur la base de leur valeur moyenne.	Le tarif maximum proposé porte les droits au triple des taux ordinaires, et diverses marchandises, indemnes de droits en tarif minimum, y sont grevées d'un taux d'imposition. (<i>Exp. m.</i>)
b) Aux termes de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 19 mai 1902, un arrêté royal détermine les matières brutes ou fabriquées, nécessaires à l'industrie, ainsi que les produits nécessaires à l'alimentation qui seront exclus des dispositions de l'alinéa premier.	L'article 3 du projet permet au Gouvernement de modérer dans une large mesure, suivant les circonstances, l'application du tarif maximum : Il peut l'appliquer à toutes les marchandises ou à certaines marchandises seulement.
c) La loi du 10 juin 1920 ne fixe ni base ni limite aux droits à établir.	Les droits peuvent être soit ceux du tarif maximum, soit des droits intermédiaires entre ce tarif et le tarif minimum.

C. — Conditions imposées à l'application du tarif maximum.

a) L'article 3 du projet est plus rigoureux que les lois du 19 mai 1902, du 10 juin 1920 et du 8 avril 1922 : il exige une délibération préalable en Conseil des Ministres.

b) Les mesures prises en vertu de l'article 3 doivent, article 10, être présentées à la ratification des Chambres immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine séance.

Cette disposition, qui reproduit l'article 4 de la loi de 1902 et l'alinéa final de l'article 2 de la loi du 8 avril 1922, est moins précise que l'article 2 de la loi du 10 juin 1920; celui-ci exige le dépôt d'un projet de loi qui ratifie la mesure et il prévoit le refus de ratification; si le projet n'est pas adopté, les droits perçus ou, le cas échéant, l'excédent de ces droits, par rapport à ceux qui ressortent de

l'ancien tarif, doivent être restitués dans la forme déterminée par le Ministre des Finances.

La Commission, dans le but de mieux marquer le caractère exceptionnel du tarif maximum, propose de reprendre ces dispositions et d'ajouter à l'article 3 l'alinéa suivant :

Le Gouvernement présentera aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session, un projet de loi qui ratifie les mesures prises en vertu de l'alinéa premier. Si le projet n'est pas adopté, les droits perçus ou, le cas échéant, l'excédent de ces droits, par rapport à ceux qui ressortent du tarif appliqué avant la mise en vigueur de l'arrêté, seront restitués dans la forme à déterminer par le Ministre des Finances.

La Commission a adopté le principe du tarif maximum, après une longue discussion relatée dans la partie générale du rapport, par 9 voix contre 6 et 1 abstention.

L'article 3, tel qu'il est modifié, a été adopté par 8 voix contre 5.

ART. 3^{bis}.

L'article 3 de la loi du 19 mai 1902 autorise le Gouvernement à établir à l'importation des marchandises qui jouiraient, dans leur pays de provenance ou d'origine, d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal à cette prime.

Cette disposition est plus générale que celle de l'article 3 du projet de loi; celui-ci ne prévoit aucune mesure autre que l'application éventuelle du tarif maximum en tout ou en partie ou de droits compris entre ce tarif et le tarif minimum; elle n'est donc pas atteinte, d'après les règles générales du droit, par l'abrogation inscrite à l'article 11 du projet de loi. Le Gouvernement, interrogé sur ce point à la demande d'un membre de la Commission, estime également que la disposition de l'article 3 de la loi de 1902 est maintenue. Il serait utile, dès lors, de la comprendre, comme les autres mesures prévues par la loi de 1902, dans la loi nouvelle; elle en formerait l'article 3^{bis}.

L'autorisation d'établir des droits compensateurs est soumise par l'article 4 de la loi de 1902 aux mêmes formalités que l'autorisation de soumettre les marchandises de certains pays à des droits différentiels (art. 2, de la loi 1902).

Votre Commission vous propose de compléter l'article 3^{bis} par le rappel des conditions fixées par l'article 3 : délibération en Conseil des Ministres; ratification par les Chambres; restitution éventuelle des droits perçus.

La Commission propose un article 3^{bis} rédigé ainsi :

ART. 3^{bis}. — *Le Gouvernement, sur délibération en Conseil des Ministres, est autorisé à établir, à l'importation des marchandises qui jouiraient, dans leur pays de provenance ou d'origine, d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal à cette prime.*

L'alinéa 2 de l'article 3 est applicable aux mesures prises en vertu de cette autorisation.

ART. 3^{ter}.

Le développement constant de l'industrie ne permet pas d'énumérer dans un tarif, quel que soit le soin apporté à son élaboration, toutes les marchandises qui peuvent être présentées à l'importation.

La loi de tarif du 26 août 1822 contient la disposition suivante, aujourd'hui encore en vigueur :

« ART. 2. — Pour les marchandises qui ne sont pas dénommées dans le tarif il devra être payé de leur valeur : 2 % à l'importation. »

D'autre part, la loi du 21 mars 1846, relative à la publication d'un tarif officiel des douanes, dit dans son article 2 :

« Le Roi pourra assimiler les marchandises non dénommées à celles avec lesquelles elles présentent le plus d'analogie et dont elles suivront le régime pour l'application des droits d'entrée, de sortie et de transit.

» Les arrêtés d'assimilation seront soumis à l'approbation des Chambres avant la fin de la session, si elles sont réunies, et sinon, dans la session suivante. Ils auront effet jusqu'à la décision du pouvoir législatif. »

Dans le projet de tarif toutes les sections contiennent des rubriques générales, avec taxation *ad hoc*, dans lesquelles tombent toutes les marchandises non reprises nominativement (1).

Le droit d'assimiler aux marchandises classées les marchandises non comprises dans le tableau des droits d'entrée ne trouvera son application que dans des cas très exceptionnels ; il n'interviendra le plus souvent que lorsqu'il s'agira d'un produit déclaré à l'entrée sous une dénomination douteuse : il s'agit alors de déterminer si ce produit doit être classé sous telle ou telle catégorie du tarif.

Le Gouvernement, s'appuyant sur ces considérations, propose un amendement qui remplace par un arrêté ministériel l'arrêté royal exigé par l'article 2 de la loi du 21 mars 1846.

Cet amendement n'a rencontré aucune objection en Commission ; celle-ci vous propose cependant de maintenir le contrôle des Chambres tel que le prévoit la loi de 1846 et de compléter l'amendement du Gouvernement, qui serait ainsi rédigé :

Le Ministre des Finances peut assimiler les marchandises non dénommées au tableau des droits d'entrée aux marchandises classées avec lesquelles elles

(1) Ainsi :

N^o 99. Fruits non spécialement tarifés.

N^o 384. Produits chimiques non dénommés ni compris ailleurs.

N^o 488. Ouvrages en peau ou en cuir, non dénommés ni compris ailleurs.

N^o 721. Ouvrages en caoutchouc non dénommés ni compris ailleurs.

N^o 774. Tous autres ouvrages ni compris ni dénommés ailleurs, en papier ou carton.

N^o 905. Outils non dénommés (fer, acier ou fonte malléable).

N^o 933. Ouvrages en fer, en acier ou en fonte malléable, non spécialement tarifés, etc

présentent le plus d'analogie et dont elles suivront le régime pour l'application du tarif.

Les arrêtés d'assimilation seront soumis aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

ART. 4.

1. — L'article 4 impose à l'importateur la preuve de l'origine de toutes les marchandises admises à un « tarif réduit ».

Le « tarif réduit » sera, en règle générale, le tarif applicable aux marchandises provenant des pays avec lesquels la Belgique a conclu des accords commerciaux stipulant des concessions sur les droits fixés par le tarif minimum.

Mais il sera également celui des marchandises soumises au tarif minimum quand le tarif maximum sera en tout ou en partie en vigueur.

Dès aujourd'hui, aux termes de l'arrêté royal du 3 novembre 1921, ratifié par l'article 1^{er} de la loi du 8 avril 1922, qui établit un tarif différentiel pour certaines marchandises originaires ou en provenance de l'Allemagne, les marchandises d'origine ou de provenance de pays européens autres que l'Allemagne ne sont admises aux conditions ordinaires du tarif des douanes que si elles sont accompagnées de certificats d'origine.

L'arrêté du 29 mai 1923, pris en vertu de l'article 2, 3^e, de la loi du 8 avril 1922, relatif aux marchandises tchéco-slovaques, a décrété les mêmes mesures en ce qui concerne celles d'origine ou de provenance de pays européens autres que l'Allemagne et la Tchéco-Slovaquie.

Les dispositions de cet arrêté sont temporaires; elles ne sont en vigueur que jusqu'au 31 décembre 1923.

Les circulaires des 13 janvier, 6 mars, 12 avril 1922, 17 et 27 janvier, 19 mars, 20 avril, 1^{er} juin, 24 août 1923 prescrivent diverses mesures en vue de faciliter l'application des arrêtés royaux du 3 novembre 1921 et 29 mai 1923.

2. — L'article 4 attribue au Gouvernement le soin de déterminer les « formes et conditions » dans lesquelles il doit être justifié de l'origine des marchandises pour lesquelles un tarif réduit est réclamé.

« Généralement, dit l'Exposé des motifs, ces justifications consistent dans la présentation de certificats d'origine signés par le consul; mieux vaut cependant que la loi ne soit pas impérative sur ce point, afin de permettre l'adoption des moyens les plus pratiques. »

3. — L'alinéa 2 prévoit des sanctions pour le cas de fausses déclarations d'origine ou de provenance qu'il assimile aux fausses déclarations sur la dénomination des marchandises; il les punit comme telles; la peine est celle de la saisie et de la confiscation, conformément à l'article 213 de la loi générale du 26 août 1822.

ART. 5.

L'article 5 règle l'application des droits spécifiques.

Le tarif annexé à la loi du 26 août 1822 fixe une tare légale pour certaines marchandises; l'article 4 de la loi fixe la tare à déduire pour les marchandises imposées au poids, dont la tare n'est pas indiquée par le tarif même.

Cet article 4 est encore partiellement en vigueur ⁽¹⁾.

La tare légale a été fixée pour certains emballages par les lois du 10 mars 1848 ⁽²⁾ et du 21 août 1903 ⁽³⁾.

Ces dispositions sont remplacées par l'article 5; celui-ci détermine, sauf les exceptions établies dans le tarif, le poids des marchandises pour lesquelles le droit spécifique est calculé au poids : 1° poids brut; 2° poids net légal; 3° poids net réel (§ 1); il fixe le mode de calcul du poids dans chacun des trois cas (§ 2); il accorde au Gouvernement le droit d'arrêter le tableau des tares légales et de déterminer « dans quels cas et pour quelles marchandises » les droits pourront être liquidés sur la base du poids net légal (§ 3).

L'Exposé des motifs justifie en ces termes la faculté accordée au Gouvernement :

« Ces tares — celles indiquées ci-dessus — ne sont plus suffisamment adéquates, d'une part, aux conditions très variables de logement des marchandises, d'autre part, au système même d'imposition basé sur des spécifications infiniment plus nombreuses que jadis.

» La faculté laissée au Gouvernement d'arrêter le tableau des tares légales ne peut causer aucune appréhension, attendu que, si le déclarant estimait que la liquidation des droits sur la base du poids net légal lui serait préjudiciable, il aurait toujours la latitude de réclamer l'imposition sur la base du poids net réel. (Art. 5, § 1, *b. in fine*). »

ART. 6.

1. — La loi du 10 juin 1920 et celle du 31 mars 1921 accordent au Gouvernement la faculté de déterminer pour chaque marchandise soumise à un droit spécifique le coefficient applicable dans les limites du maximum qu'elles indiquent : 3 d'après la loi du 10 juin 1920, 6 d'après celle du 31 mars 1921.

Le tarif projeté détermine lui-même, dans chaque cas, le coefficient maximum applicable.

(1) Pour toutes futailles en bois, sans distinction : 15 livres (kil.) par 100 livres (kil.) de poids brut.

Pour tous emballages en cuir, paniers, canastres et autres semblables : 8 livres (kil.) par 100 livres (kil.) de poids brut.

(2) Pour les emballages en natte, en toile et pour tous autres emballages de même nature : 3 kilogrammes par 100 kilogrammes de poids brut.

(3) Tares spéciales pour les sucres bruts de canne importés dans les emballages en usage au pays d'origine.

2. — Le Gouvernement, aux termes de l'article 6 du projet, a la faculté de réduire ou de supprimer ces coefficients et même de les rétablir dans la limite maxima fixée par le tarif.

Cette faculté est ainsi justifiée dans l'Exposé des motifs : « Les coefficients qui par essence ne sont que des facteurs temporaires, doivent être adaptés aux situations qui dérivent des fluctuations des valeurs. »

3. — La loi du 10 juin 1920, en autorisant le Gouvernement à appliquer les coefficients de majoration, lui impose l'obligation de soumettre aux Chambres les mesures prises en vertu de ses dispositions, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

Cette obligation est reproduite dans le second alinéa de l'article 10.

Elle diffère de celle imposée pour l'application du tarif maximum ; l'article 10, dans ce cas, exige une ratification par les Chambres ; ici il y aura simple communication.

La Commission propose d'inscrire cette disposition dans l'article 6 ; le texte qui autorise le Gouvernement à établir les coefficients indiquera en même temps les conditions mises à l'exercice de cette faculté.

La Commission propose de compléter l'article 6 par l'alinéa suivant :

Toutes mesures prises en exécution des alinéas précédents seront soumises aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

ART. 7.

1. — L'article 7 détermine la valeur à déclarer en douane lorsque les droits sont *ad valorem*.

La définition de la valeur à déclarer, fixée dans l'article 3 du traité germano-belge du 22 juin 1904, approuvé par la loi du 16 juin 1905, a été remplacée par celle de l'article 4 de la loi du 10 juin 1920.

Cette dernière définition a donné lieu à des difficultés d'application et à des contestations.

L'article 7 proposé reprend les dispositions de 1904 et de 1920 et les précise.

L'alinéa 1 correspond à la définition de 1904, l'alinéa 2 à celle de l'article 4 de la loi du 10 juin 1920.

Traité de 1904. — Loi du 16 juin 1905.

La valeur à déclarer en douane est celle que les marchandises ont au lieu d'origine ou de fabrication, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.

Projet de loi.

ART. 7, alinéa 1. — Pour la liquidation des droits *ad valorem* la valeur à déclarer est celle que les marchandises ont *normalement* au lieu d'origine ou de fabrication augmentée des frais *d'emballage*, de transport, d'assurance, de commission et *tous autres* nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.

Loi du 10 juin 1920.

ART. 4. — Pour la liquidation des droits *ad valorem*, la valeur à déclarer est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, non compris les droits d'entrée.

ART. 7, alinéa 2. — Cette valeur ne peut en aucun cas être inférieure au prix normal de gros des marchandises similaires sur le marché belge au moment de l'importation, déduction faite d'une somme en rapport avec les droits calculés d'après le tarif minimum, que les produits de l'espèce supporteraient à l'entrée.

La Commission a demandé au Gouvernement de préciser la signification des mots *valeur normale* employés à l'alinéa premier; elle a reçu la réponse suivante :

« Beaucoup de gens inclinent à croire que, pour la perception des droits de douane, la valeur imposable s'entend du *prix d'achat* de la marchandise augmenté des frais accessoires. Cette opinion est erronée : le coût d'un objet, même déclaré sincèrement, ne représente pas nécessairement la valeur intrinsèque de cet objet. L'acheteur peut avoir profité de circonstances heureuses pour acquérir des marchandises au-dessous des cours. Faut-il à ce premier avantage en ajouter un second, en percevant les droits d'entrée seulement sur la partie de la valeur *réelle* représentée par le prix d'achat? Si l'on répond par l'affirmative, il faut conclure — tirant du principe posé toutes les déductions possibles — qu'un objet trouvé ou acquis par donation ou succession à l'étranger devrait être admis librement en Belgique parce qu'il n'a rien coûté à son détenteur actuel. Pareille conclusion condamne les prémisses.

» Toute marchandise a donc une valeur intrinsèque, une valeur *normale* dit le projet. Il faut entendre par là le prix de gros pratiqué pour des opérations commerciales saines et régulières portant sur des marchandises de même nature à l'époque de la déclaration faite à la douane.

» Un exemple fera mieux comprendre la portée du texte. Un fabricant français encombré d'un stock de velours et devant réaliser des capitaux pour régler une situation en banque cède à un acheteur belge une partie de ses marchandises à 70 % des prix de facture. Les velours en question, achetés à un prix exceptionnel, n'ont pas une valeur inférieure aux tissus de même nature vendus au prix plein et devant supporter les mêmes droits d'entrée que ceux-ci. »

La Commission s'est ralliée à cette interprétation ⁽¹⁾.

Des déclarants se sont plaints de la difficulté qu'ils éprouvaient pour connaître la valeur des produits sur le marché intérieur. L'Exposé des motifs reconnaît que de ce côté il peut exister quelque hésitation; mais il ajoute que la difficulté ne doit pas être exagérée. « On peut croire, dit-il, que les intéressés se sont enquis des possibilités et des conditions d'achat dans le pays même; ensuite les marchands et les commerçants ne sont assurément pas ignorants du cours de

(1) Voir plus haut, II, § 7.

leurs produits sur le marché national, et ils sont ainsi en mesure de libeller leurs déclarations en douane. » (*Exposé des motifs*, p. 10.)

2. — L'article 4 de la loi du 16 juin 1905 autorise le Gouvernement à convertir les droits *ad valorem* figurant au tarif des douanes en droits spécifiques équivalents; les mesures prises en vertu de cet article doivent être soumises immédiatement aux Chambres si elles sont réunies, sinon dans la plus prochaine session; les droits spécifiques ainsi fixés ne sont applicables que neuf mois après la publication des arrêtés royaux y relatifs.

Le projet de nouveau tarif comprend surtout des droits spécifiques; 2,003 catégories de marchandises sont taxées au droit spécifique; 369 seulement au droit *ad valorem*.

Le Gouvernement signale dans l'Exposé des motifs ⁽¹⁾ que si, dans la suite, une généralisation plus grande encore de la taxation spécifique paraissait souhaitable, il aurait la faculté de l'accomplir par application de la loi du 16 juin 1905.

La discussion qui s'est poursuivie en Commission au sujet des droits spécifiques et des droits *ad valorem* ⁽²⁾ a été résumée dans la partie générale du rapport.

La majorité de la Commission, en raison des nécessités de la pratique douanière, des facilités que les droits spécifiques procurent au commerce et à l'industrie, de la stabilité même qu'ils assurent dans le montant des droits à payer, s'est ralliée au système du Gouvernement qui en étend l'application; personne, d'ailleurs, n'a proposé la suppression de l'article 4 de la loi du 16 juin 1905.

Cette loi comprend quatre articles : le premier approuve le traité additionnel conclu avec l'Allemagne le 22 juin 1904; le deuxième autorise le Gouvernement à généraliser le tarif qui en résulte; le troisième modifie certains droits d'entrée; l'article 4 seul, qui autorise la transformation des droits *ad valorem* en droits spécifiques équivalents, continue à être appliqué.

La Commission, en vue de réunir autant que possible en un corps les dispositions législatives sur les droits d'entrée, vous propose, comme elle l'a fait à l'article 3, pour les dispositions de l'article 3 de la loi du 19 mai 1902, d'incorporer dans la loi nouvelle l'article 4 de la loi du 16 juin 1905; elle vous soumet en conséquence l'amendement suivant :

ART. 7^{bis}.

Le Gouvernement est autorisé à convertir les droits ad valorem figurant au tarif des douanes en droits spécifiques.

Les mesures prises en vertu du présent article seront soumises immédiatement aux Chambres si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

Les droits spécifiques ne seront applicables que trois mois après la publication des arrêtés royaux y relatifs.

⁽¹⁾ Exposé des motifs, p. 4.

⁽²⁾ Voir plus haut, p. 23, n° 22.

ART. 8.

1. — Les marchandises réimportées de l'étranger après avoir subi une main-d'œuvre sont soumises aux dispositions de la loi du 29 mars 1873 et de l'arrêté du 20 mai 1873 qui en règle l'exécution.

Le bénéfice de la loi a été accordé par dispositions générales à certaines marchandises :

Tissus de soie pour être apprêtés (17 mai 1873);

Tissus de lin pour être blanchis et apprêtés en Irlande (12 juillet 1873);

Tissus de laine (mérinos) pour être teints et apprêtés (24 décembre 1875);

Tissus de laine peignée et coton pour être teints et apprêtés (2 août 1877);

Velours de coton écri pour être teints et apprêtés (26 août 1878);

Produits destinés à être réparés ou réapprêtés, renvoyés aux fabricants.

Il y a, en outre, de très nombreuses autorisations particulières.

Un relevé de ces marchandises, donnant les quantités et valeurs des exportations et des importations et la nature de la main-d'œuvre subie, est régulièrement publié par le Ministère des Finances dans le Tableau annuel du commerce de la Belgique avec les pays étrangers; pendant l'année 1922, les exportations se sont élevées à 1,042,753 kil. et 16,534.639 francs; les réimportations à 901,761 kil. et 13,996,100 francs (1).

2. — L'article 8 modifie la loi de 1873.

Loi du 29 mars 1873.

Le Gouvernement est autorisé à permettre, dans les conditions qu'il détermine, la libre réimportation des marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre, lorsque cette main-d'œuvre ne peut s'effectuer convenablement dans le pays. Toutefois ces autorisations ne seront accordées qu'à titre provisoire et les droits fixés pour chaque marchandise par le tarif d'entrée devront, le cas échéant, être acquittés sur l'augmentation de valeur de poids ou de volume constatée à la réimportation ou en raison de la tarification nouvelle résultant de la main-d'œuvre.

Projet de loi (ART. 8).

Par modification à l'article unique de la loi du 29 mars 1873, les marchandises réimportées de l'étranger après y avoir subi une main-d'œuvre sont assujetties aux droits sur la base de l'augmentation de valeur résultant de cette main-d'œuvre.

Ces droits sont fixés par le Ministre des Finances, sans qu'ils puissent dépasser le taux de 15 p. c. ad valorem en tarif minimum ou celui de 30 p. c. ad valorem en tarif maximum.

Une première modification porte sur la base de la perception; celle-ci n'est plus, comme dans la loi de 1873, l'augmentation du poids ou volume, mais l'augmentation de la valeur résultant du travail effectué à l'étranger.

(1) Tableau du commerce extérieur de la Belgique et du Grand Duché de Luxembourg, année 1922, p. 848.

L'Exposé des motifs fait observer avec raison que la main-d'œuvre n'a généralement pas pour effet de provoquer une augmentation de poids ou de volume et qu'ainsi, lorsque le droit applicable est un droit spécifique, la marchandise réimportée échappe à toute perception malgré l'augmentation de valeur qu'elle a reçue à l'étranger. (*Exp. m.* p. 11.)

La seconde modification a pour effet de déterminer dans la loi le taux maximum du droit à percevoir; le taux sera fixé, dans les limites que la loi indique, par le Ministre des Finances, qui autorise l'opération et en règle les conditions.

3. La Commission ne propose pas, comme elle l'a fait pour d'autres dispositions, de reprendre dans la loi nouvelle le texte complet de l'article premier de la loi de 1873.

Cette loi a donné lieu à un grand nombre d'arrêtés d'exécution dont le maintien pourrait être mis en doute si elle était non modifiée, mais remplacée par un texte nouveau.

Les modifications proposées par le Gouvernement ont été admises par la Commission; certains membres se réservent cependant de présenter devant la Chambre des objections au texte du projet.

La Commission propose, cependant, de rappeler dans l'article 8 le titre de la loi de 1873 et de dire :

« Par modification à l'article unique de la loi du 29 mars 1873, *relative à la libre réimportation des marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre*, les marchandises... » La suite comme au projet.

4. — Un membre de la Commission a demandé de rappeler ici le régime des marchandises importées pour recevoir une main-d'œuvre dans le royaume et être ensuite réexportées,

Il est réglé par l'article 40 de la loi du 4 mars 1846, relative aux entrepôts de commerce, modifié par l'article 4 de la loi du 12 juillet 1895, ainsi conçu dans son texte actuel : « Le Gouvernement est autorisé à permettre, sous caution pour les droits, l'enlèvement temporaire en franchise totale ou partielle des marchandises destinées à recevoir une main-d'œuvre dans le royaume ».

Il est fait une large application de cette disposition.

Le relevé des marchandises importées en franchise temporaire totale ou partielle, pour recevoir une main-d'œuvre dans le pays et être ensuite réexportées, est inséré, pour l'année 1922, dans le tableau du commerce extérieur de la Belgique et du Grand Duché de Luxembourg (p. 337).

les admissions temporaires se sont élevées à 153,997,720 kilogrammes et 127,062,552 francs.

les réexportations à 116,981,132 kil. pour 176,473,162 francs.

Le *Bulletin mensuel du Commerce spécial* pour le mois d'octobre donne pour les neuf premiers mois de 1923 :

Admissions temporaires . . . 113,374,184 kil. et 136,350,475 francs.

Réexportations . . . 81,727,367 kil. et 152,835,923 francs.

ART. 9.

L'article 9, alinéa 1, charge le Ministre des Finances d'arrêter les mesures d'exécution de la loi.

Quelles sont ces mesures?

Les articles précédents attribuent au Gouvernement les décisions à prendre sur celles prévues aux articles 3, 4 § 2, 5 § 3, 6 § 2; elles seront prises par arrêté royal. D'autres articles prévoient l'intervention d'arrêtés ministériels. En dehors de ces cas, l'exécution de la loi reste soumise aux règles générales du droit; l'alinéa premier est inutile.

L'alinéa 2 prévoit la publication d'un répertoire général des marchandises, avec notes explicatives, indiquant le régime douanier dans chaque cas; cette publication rentre dans les attributions du Ministre des Finances.

La Commission propose de supprimer l'alinéa premier et de rédiger en conséquence l'alinéa 2 dans les termes suivants :

Le Ministère des Finances publiera . . . le reste comme au projet.

ART. 10.

Les deux alinéas de cet article se rattachent : le premier, au tarif maximum, article 3; le second, au coefficient de majoration, article 6. Ils ont été examinés sous ces deux dispositions.

Le Gouvernement demande d'ajouter dans l'alinéa 2 la mention des articles 2^{bis} et 6, § 2; votre Commission vous propose d'exiger la ratification par les Chambres non seulement pour l'article 3, tarif maximum, mais aussi pour l'article 3^{bis}, droits compensateurs; elle vous propose également d'étendre la communication aux Chambres aux arrêtés d'assimilation, article 3^{ter}. L'article 10, amendé déjà par le Gouvernement, devrait être complété éventuellement après le vote de la Chambre sur ces dispositions.

La Commission estime, toutefois, qu'il serait préférable de rattacher les prescriptions de l'article 10 aux diverses mesures auxquelles elles s'appliquent et de les inscrire ainsi, malgré l'inconvénient d'une répétition du même texte, dans les articles qui règlent ces mesures; si cette adjonction était admise, l'article 10 deviendrait inutile et pourrait être supprimé.

ART. 11.

1. — L'article 11 abroge toutes stipulations des lois antérieures « en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions qui précédent ».

Les dispositions de la loi ancienne incompatibles avec la loi nouvelle doivent disparaître et sont abrogées de plein droit; la mention de l'abrogation n'est utile que si elle énumère les lois abrogées; mais la mention générale d'abrogation telle qu'elle est proposée est superflue. « A moins d'admettre, dit un traité sur l'abrogation des lois ⁽¹⁾, que le législateur a fait œuvre inutile, il faut considérer les règles

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. I, p. 91, n° 228.

anciennes comme abrogées, puisqu'elles sont contraires aux règles nouvelles, et que les unes et les autres ne peuvent pas recevoir en même temps leur exécution. Il y a donc eu inadvertance de la part des rédacteurs de nos lois modernes dans cet article final qu'ils ne manquent presque jamais d'écrire : « Toutes les » dispositions des lois et décrets actuellement en vigueur *et contraires à la présente loi* sont abrogées ». Une telle précaution est entièrement inutile; c'est parler pour ne rien dire. »

« Cette expression banale n'est, comme on l'a dit, ajoute, les *Pandectes belges*, qu'une vaine superfétation, dont l'objet est de dissimuler l'ignorance ou la paresse des législateurs ⁽¹⁾. »

Il en est autrement si cette formule est précédée d'une énumération des dispositions abrogées : elle apparaît dans ce cas comme une formule de précaution, pour éviter que l'abrogation paraisse s'appliquer uniquement aux dispositions énumérées et pour obvier aux omissions éventuelles.

Au cours des délibérations de la Commission, un membre a demandé d'indiquer le sort de l'article 2 de la loi du 15 avril 1896; cet article permet d'admettre certains liquides en exemption totale ou partielle des droits d'entrée, aux conditions à déterminer par le Ministre des Finances, lorsqu'ils sont exclusivement destinés à des usages industriels. Cette disposition n'est pas abrogée expressément; aucune disposition ni de la loi ni du tableau annexé ne l'abroge implicitement; l'abrogation tacite ne résulte pas notamment du fait que le projet de tarif applique un droit d'entrée à certains de ces liquides aujourd'hui exempts de droit. Le Gouvernement a déclaré à la Commission qu'il était d'accord sur cette interprétation et qu'il considérerait l'article 2 de la loi du 15 avril 1896 comme restant en vigueur.

2. — Le projet ne prévoit aucune disposition transitoire.

Des mesures prises en vertu d'articles de loi, repris par le projet et ainsi tacitement abrogés, suivront le sort de ceux-ci et disparaîtront avec eux; ainsi, notamment, l'arrêté royal du 29 mai 1923, qui applique aux marchandises de Tchéco-Slovaquie le tarif différentiel établi pour l'Allemagne; cet arrêté a été pris en vertu de l'article 2, 3°, de la loi du 8 avril 1922, remplacé par l'article 3, 2°, du projet.

Si la loi ne contient aucune disposition spéciale, il faudra avec le texte proposé, pour maintenir en ce qui les concerne le régime actuel, recourir à toutes les formalités prescrites par l'article 3 du projet.

Des modifications à l'article 11 et des dispositions transitoires ne pourront cependant être utilement présentées qu'au cours des discussions, après l'examen des nombreuses modifications que le projet propose à la législation en vigueur.

ART. 12.

L'article 12 n'a donné lieu à aucune observation en Commission.

(1) *Pand. belges*; v° Abrogation, n° 55.

IV

EXAMEN DES ARTICLES DU TARIF.

Observations préliminaires.

1. — La Commission a décidé, à la majorité de ses membres, de ne pas discuter les droits inscrits en tarif maximum.

Elle y a été déterminée par les considérations qui l'ont amenée à accepter le principe du tarif maximum et qui sont exposées dans la partie générale (II) du rapport :

- a) Faculté pour le Gouvernement de n'appliquer le tarif maximum qu'à certaines marchandises ;
- b) Faculté pour le Gouvernement de n'appliquer que des droits inférieurs aux taux indiqués par le tarif maximum, compris entre ce tarif et le tarif minimum ;
- c) Délibération en Conseil des Ministres ;
- d) Et principalement, nécessité pour le Gouvernement, de soumettre immédiatement à la ratification des Chambres toute mesure d'application.

2. — Le rapport relève en suivant l'ordre du tableau annexé au projet de loi :

- a) Les articles sur lesquels des observations ont été présentées soit dans les pétitions adressées à la Chambre et dans les notes remises à la Commission, soit au cours de l'examen du projet en sections ou en Commission ;
- b) Les articles exempts dans le tarif actuel et frappés d'imposition par le projet de tarif ;
- c) Les articles pour lesquels le droit est indiqué dans l'Exposé des motifs comme droit de secours, de soutien, de défense, ou autres termes équivalents ;
- d) Les articles modifiés par la Convention conclue entre la France et l'Union belgo-luxembourgeoise, soumise à l'approbation des Chambres ;
- e) Les articles qui font l'objet d'amendements du Gouvernement.

3. — Les droits à inscrire dans le tarif sont indépendants de ceux inscrits dans une convention internationale ; le tarif, œuvre exclusive du pouvoir législatif, reste entier malgré toute convention ; la Convention a uniquement pour effet de rendre, pendant sa durée, les droits conventionnels seuls applicables à l'égard du pays contractant aux marchandises qu'elle indique et, s'ils sont inférieurs à ceux du tarif, aux marchandises d'origine ou de provenance des pays qui jouissent en Belgique du traitement de la nation la plus favorisée.

Les droits conventionnels ne remplacent les droits du tarif qu'en vertu d'une loi spéciale.

Le document ci-joint (partie IV, articles du tarif) fait suite au Rapport de M. Mechelynck sur le Projet de loi revisant le tarif des douanes (n° 60) et dont les parties I, II et III, accompagnées des annexes, ont été distribuées il y a quelques jours.

SECTION I.

Animaux vivants et produits du règne animal.*Résumé analytique.*

3 classes, n°s 1 à 50 : 124 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exempts de droit	111	108
Taxées :		
<i>Ad valorem</i>		»
Droit spécifique	13	16
	<u>124</u>	<u>124</u>

Les articles exempts dans le tarif actuel et taxés par le projet sont compris dans les numéros 13, 31 et 37.

N° 6 b. Homards, langoustes et écrevisses.

Les écrevisses, exemptes de droit dans le tarif actuel, sont assimilées par le projet aux homards et langoustes, qui sont taxés :

Projet de tarif	100 kil.	40 × 3
Tarif actuel	100 kil.	40 francs.

Article de consommation de luxe, ce qui justifie l'augmentation de droit proposée. (*Exp. m.*, p. 13.)

N° 13 b. Cires d'abeilles et d'autres insectes : blanchies ou colorées.

Projet de tarif	100 kil.	10 × 3
Tarif actuel	Exempts.	

Taxée à raison de la main-d'œuvre incorporée. (*Exp. m.*, p. 13.)

N° 31 b. Grins préparés ou frisés.

Projet de tarif	100 kil.	5 × 3
Tarif actuel	Exempts.	

Même motif que pour le n° 13 b.

N° 37 b. Éponges préparées.

Projet de tarife	100 kil.	25 × 3
Tarif actuel	Exemptes.	

Même motif que pour le n° 13b.

SECTION II.

Produits du règne végétal.

Résumé analytique.

9 classes, n°s 51 à 143 : 230 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit . . .	131	104
Taxées :		
Valeur	4	4
Droit spécifique . . .	95	122
	99	126
	230	230

Les articles exempts dans le tarif actuel et taxés par le projet de tarif sont compris dans les numéros 57, 58, 63, 70, 72, 115, 117, 122, 126, 131.

Le Gouvernement propose des amendements aux numéros 97, 116 et 117.

La Convention avec la France réduit :

Droit et coefficient	20 catégories.
Droit seul	4 id.
Coefficient seul	1 id.
	25 id.

N° 52. Malt, même non torréfié ou moulu :

Projet de tarif	100 kil.	3,50 × 4
Tarif actuel	100 kil.	1,50 × 4

L'Exposé des motifs justifie la disposition en ces termes :

« La malterie belge se trouve dans une situation critique par suite de l'introduction de fortes quantités de malts étrangers, dont l'afflux se

trouve favorisé par le jeu, dans les pays de provenance, des acquits-à-caution délivrés pour des orges prétendument destinées à être maltées pour l'exportation.

» Le droit préconisé est jugé nécessaire pour permettre à nos malteurs de soutenir la concurrence du dehors; ce droit, au surplus, reste sensiblement inférieur à celui qui frappe les malts belges à leur entrée en France (actuellement 15 % *ad valorem*). » (*Exp. m.*, p. 14.)

Le droit proposé de (3.50×4) , 14 francs représente *ad valorem* 11.1 %.

		Quantité :	Valeur :	
1913	Importations . .	11,327,402 kil.	3,398,221 francs	Tableau général n° 69.
	Exportations . .	3,367,701 kil.	1,010,310 francs	
1923 (10 mois).	Importations . .	16,866,299 kil.	21,184,582 francs	Bull. m. n° 73.
	Exportations . .	2,117,928 kil.	1,954,347 francs	

Le principal pays importateur est la France :

		Quantité :	Valeur :	
1913	Importations . .	5,263,099 kil.	1,579,570 francs	Tableau général n° 73.
1923 (10 mois)	Exportations . .	9,001,271 kil.	11,340,601 francs	Bull. m. n° 73.

La malterie belge réclame un droit plus élevé; certains membres de la Commission, s'appuyant sur la nature de l'article, ont demandé le maintien du droit actuel.

La Convention avec la France réduit le coefficient; de 4 à 3.

La majorité de la Commission propose l'adoption du taux inscrit dans le projet de tarif.

N° 53. Farines.

Projet de tarif :

a) d'avoine	100 kil.	4 »	2
b) de froment	100 kil.	2 »	
c) de seigle	100 kil.	2 »	
d) de maïs	100 kil.	2 »	
e) de riz	100 kil.	2 »	
f) d'autres céréales	100 kil.	2 »	

Tarif actuel : mêmes droits que dans le projet de tarif.

La Commission a reçu de la meunerie belge communication des observations qu'elle a adressées au Département des Finances.

Elle signale que la France a admis pour les froments le régime des acquits-à-caution, qui constitue une prime à l'exportation.

Ce régime, qui a provoqué dans le temps le vote d'un droit de 2 francs

en Belgique, se trouve aggravé aujourd'hui; les droits sur les céréales ont été doublés en France et la prime à l'exportation l'est ainsi également.

La meunerie demande l'application au droit sur les farines de froment du coefficient appliqué aux farines d'avoine.

Il y a en Belgique, d'après les renseignements du Département de l'Industrie et du Travail, 43 usines employant 3,000 ouvriers.

Farine de froment :

		Quantité :	Valeur :	
1913.	Importations	3.206,717 kil.	808,093 francs	} Tableau général, n° 65
	Exportations	57,427,856 kil.	14,471,815 francs	
1923 (10 mois).	Importations	16,916,035 kil.	19 759,089 francs	} Bull. m , n° 69.
	Exportations	16,752,971 kil.	2,639 861 francs	

Les deux principaux pays importateurs sont :

France :

	Quantité :	Valeur :
1913. Importations	1,925,303 kil.	485,176 francs.
1923 (10 mois). Exportations.	12,492,972 kil.	14,487,555 francs.

États-Unis d'Amérique :

1913. Importations	934,426 kil.	235,475 francs.
1923 (10 mois). Exportations	2 765,203 kil.	3,318,904 francs.

Le droit d'entrée en France sur les farines de froment est :

Art. 68. 100 K. à 11-13,50-16 avec coefficient 2, soit 22, 27, 52.

Il est, en Belgique, 2 francs par 100 kil. comme en 1913, mais le prix de la marchandise a passé de 0.25 à 1 franc au kilo; par suite le rapport du droit à la valeur est descendu de 8 à 2 %.

La Commission, à la majorité, a décidé de maintenir les droits et le coefficient inscrits dans le projet de tarif.

N° 57. Amidon et féculles.

Projet de tarif :

a) de froment	100 kil.	4 »	
b) de maïs	100 kil.	6 »	3
c) de riz	100 kil.	6 »	3
d) d'autres céréales	100 kil.	4 »	3
e) de pommes de terre	100 kil.	4 »	3
f) Tapioca	100 kil.	4 »	3
g) non dénommés.	100 kil.	4 »	3

Tarif actuel : Exempts.

N° 58. Amidon et fécules torrifiés (dextrine léiogomme et similaires).

Projet de tarif	100 kil.	4 × 3
Tarif actuel	Exempts.	

L'Exposé des motifs justifie l'imposition pour les deux numéros 57 et 58 en ces termes :

« L'admission en franchise, actuellement consentie à l'égard de ces articles, a soulevé de vives protestations de la part des amidonniers belges, d'autant plus que leurs exportations sont rendues difficiles par le fait que la plupart des pays étrangers taxent lourdement les amidons.

» Grâce à la protection dont ils jouissent, les industriels étrangers peuvent maintenir chez eux des cours élevés leur permettant de diminuer leurs prix d'exportation à ce point qu'ils se trouvent sur le marché belge en bien meilleure posture que nos producteurs eux-mêmes.

» Les conditions saines de la concurrence se trouvent ainsi viciées et, sous cet angle, les droits d'entrée proposés n'apparaissent, en définitive, que pour valoir d'éléments de redressement. Ces droits sont d'ailleurs modérés, leur incidence ne dépassant guère 10 à 12 % *ad valorem*. Pour éclaircissement, on mentionne que le tarif français prévoit, en tarif minimum, un *droit de base* de 18 francs pour l'amidon proprement dit, de 12 francs pour les fécules de pomme de terre, maïs et autres, et de fr. 16.50 pour la dextrine et autres produits dérivés des fécules. » (*Exp. m.*, p. 14.)

Ces droits de base sont affectés de coefficients qui les élèvent :

$18.00 \times 5.4 = 97.20$	francs
$12.00 \times 3 = 36$	»
$16.50 \times 5 = 82.50$	»

	<i>Amidon de froment.</i>	Quantité.	Valeur.	
1913	Importations :			} <i>Bull. m. n° 589.</i>
	Exportations :			
1923	Importations	259,682 kil.	326,019 francs	
(10 mois)	Exportations	22,900 kil.	39,245 francs	

Amidon de maïs.

1913	Importations :			} <i>Bull. m. n° 590.</i>
	Exportations :			
1923	Importations	3,522,852 kil.	4,003,095 francs	
(10 mois)	Exportations	47,606 kil.	632,601 francs	

Amidon de riz.

1913	Importations :			} <i>Bull. m. n° 591.</i>
	Exportations :			
1923	Importations	260,616 kil.	533,390 francs	
(10 mois)	Exportations	3,708,343 kil.	8,234,036 francs	

Amidons autres.

1913	{	Importations :			
		Exportations :			
1923		Importations	722,514 kil.	699,270 francs	} <i>Bull. m. n° 392.</i>
(10 mois)		Exportations	40,157 kil.	51,589 francs	

La Convention avec la France réduit pour les amidons et féculs de pomme de terre et le tapioca le coefficient de 3 à 2.

Il n'y a, d'après l'administration, que trois fabriques d'amidons et de féculs en Belgique, employant 1,500 ouvriers.

Il en existait un plus grand nombre il y a trente-cinq à quarante ans; elles ont disparu; si elles pouvaient renaître, leur création permettrait de développer en Belgique la culture de la pomme de terre industrielle.

2. — Le projet de tarif porte en note à l'article 57 :

« Les amidons et les féculs destinés à la fabrication des glucoses peuvent être délivrés en franchise totale ou partielle des droits d'entrée, moyennant les formalités à déterminer par le Ministre des Finances. »

Cette disposition a provoqué des observations en sens divers.

Il y a en Belgique six glucoseries.

Trois industriels, qui produisent eux-mêmes les amidons et féculs, demandent la suppression de la note; ce serait, disent-ils, une arme dangereuse; le Ministre pourrait appliquer le tarif comme il le jugerait bon; le tarif doit faire loi et donner une garantie de stabilité à l'industrie nationale.

Les trois autres, importent les matières dont ils ont besoin pour leur industrie et demandent le maintien de la note, qui permettra de réprimer éventuellement les abus d'un monopole.

3. — Le taux des droits et la note ont été adoptés par la majorité de la Commission.

N° 65. Thés.

Projet de tarif	100 kil.	30 × 3.
Tarif actuel		Exempts.

« La taxation est proposée, dit l'Exposé des motifs, parce qu'il s'agit d'une denrée d'un usage peu répandu en Belgique et qui se range plutôt parmi les articles de consommation de luxe. » (*Exp. m.*, p. 15.)

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 66. Artichauts, aubergines, champignons et crosnes du Japon.	100 kil.	50 »	—	25 »	—
	Tarif actuel	400 kil.	42 francs.		

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N ^o 67. Câpres et olives	100 kil.	30 »	—	20 »	—

Tarif actuel : 100 kil. 30 francs.

N ^o 69. Truffes	100 kil.	300 »	3	300 »	
--------------------------------------	----------	-------	---	-------	--

Tarif actuel : 100 kil. 300 × 3.

N^o 70 Pommes de terre :

Projet de tarif :

a) importées avant le 1 ^{er} juin et provenant manifestement de la récolte de l'année en cours.	100 kil.	3 »
b) autres		Exemptes

Tarif actuel :

- a) exemptes.
b) exemptes

L'imposition est ainsi expliquée dans l'Exposé des motifs :

« Le droit de 3 francs par 100 kil. est prévu pour les pommes de terre importées avant le 1^{er} juin et provenant manifestement de l'année en cours. La pomme de terre nouvelle est un produit de luxe pour lequel le droit proposé se justifie à l'égal de ceux perçus actuellement sur les autres primeurs. » (*Exp. m. p. 15.*)

N^o 71. Légumes frais : a) Asperges :

Projet de tarif :

1. importées du 1 ^{er} décembre au 30 avril	100 kil.	50 »
2. importées pendant les autres périodes.		Exemptes.

Tarif actuel :

1.	100 kil.	12 »
2.		Exemptes.

La Convention avec la France réduit litt. a, 1 le droit de 50 à 25 francs par 100 kil.

Légumes frais : c) Choux-fleurs :

Projet de tarif :

1. importés du 1 ^{er} décembre au 30 avril	100 kil.	40 »
2. importés pendant les autres périodes		Exemptes.

Tarif actuel :

1.	100 kil.	6 »
2.		Exemptes.

Des membres de la Commission ont fait observer que les choux-fleurs étaient objet de consommation courante et non de luxe, même pendant la période du 1^{er} décembre au 30 avril; ils ont proposé le maintien du droit actuel.

La Commission, par 8 voix contre 4, a décidé de proposer à la Chambre le maintien, pour la période du 1^{er} décembre au 30 avril, du droit de 6 francs par 100 kil. (droit actuel).

Aux termes de la Convention avec la France la période pendant laquelle le droit sera dû s'étend du 1^{er} février au 30 avril; les importations du 1^{er} mai au 31 janvier sont exemptes.

Légumes frais : e) Fèves de marais et petits pois :

Projet de tarif :

- | | | |
|---|----------|----------|
| 1. importés du 1 ^{er} janvier au 31 mai. | 100 kil. | 20 » |
| 2. importés pendant les autres périodes | | Exempts. |

Tarif actuel :

- | | | |
|------------|----------|----------|
| 1. | 100 kil. | 12 » |
| 2. | | Exempts. |

La Convention avec la France réduit le droit litt. e, 1, de 20 à 15 francs par 100 kil.

Légumes frais : f) Haricots :

Projet de tarif :

- | | | |
|--|----------|----------|
| 1. importés du 1 ^{er} novembre au 15 juin | 100 kil. | 20 » |
| 2. importés pendant les autres périodes | | Exempts. |

Tarif actuel :

- | | | |
|------------|----------|----------|
| 1. | 100 kil. | 12 » |
| 2. | | Exempts. |

Aux termes de la Convention avec la France la période pendant laquelle les haricots sont taxés s'étend du 15 novembre au 15 juin; en outre, le droit est réduit à 15 francs par 100 kil.; ils sont exemptes du 15 juin au 14 novembre.

Légumes frais : h) Scaroles, endives, chicorées frisées, laitues et carottes en bottes :

Projet de tarif :

- | | | |
|---|----------|----------|
| 1. importées du 1 ^{er} novembre au 31 mars | 100 kil. | 20 » |
| 2. importées pendant les autres périodes | | Exempts. |

Tarif actuel :

- | | | |
|------------|----------|----------|
| 1. | 100 kil. | 12 » |
| 2. | | Exempts. |

La convention avec la France réduit le droit dû pendant la période du 1^{er} novembre au 31 mars à 15 francs par 100 kil.

Légumes frais à cosse (fèves, petits pois, haricots, lentilles, féverolles, vesces, etc.) :

		Quantité :	Valeur :	
1923	Importations	2,241,692 kil.	2,539,807 francs.	} <i>Bull. au n° 76.</i>
(10 m.)	Exportations	245,362 kil.	353,340 francs.	

Asperges :

1923	Importations	2,713 kil.	11,420 francs.	} <i>Bull. au n° 78.</i>
(10 m.)	Exportations	47,366 kil.	144,056 francs.	

Scaroles, chicorées frisées, laitues et carottes en bottes :

1923	Importations	3,164,077 kil.	3,558,039 francs.	} <i>Bull. au n° 82.</i>
(10 m.)	Exportations	209,653 kil.	183,032 francs.	

N° 72. Légumes secs :

Projet de tarif :

a) à cosse :

1. Pois	—	exempts
2. Fèves et haricots.	—	id.
3. Lentilles	—	exempts
4. Féveroles, vesces et autres.	—	id.

b) autres :

1. importés en emballages pour la vente au détail	100 kil.	12 »
2. importés autrement	—	exempts

Tarif actuel : tous les articles sont exempts.

« Par assimilation aux denrées taxées en raison de leur conditionnement et de leur valeur relativement élevée (conserves de légumes, etc.), on fixe un droit de 12 francs les 100 kilos pour les *légumes secs autres qu'à cosse*, importés en emballages pour la vente au détail. » (*Exp. m.*, p. 16 *D, légumes.*)

La Convention avec la France réduit le droit de 12 à 8 francs par 100 kilos.

1923 (10 mois) :	Quantité :	Valeur :	
Légumes secs . . . importations :	14,555,423 kil.	16,661,869 francs.	} Bull. m., n° 85.
Id. à cosse . . . exportations :	4,682,810 kil.	6,677,711 francs.	
Légumes secs . . . importations :	781,447 kil.	545,907 francs.	} Bull. m., n° 86.
Autres exportations :	715,463 kil.	638,251 francs.	
Légumes conservés. . importations :	2,408,413 kil.	10,324,661 francs.	} Bull. m., n° 87.
Légumes en boîtes ou en bouteilles . . . exportations :	6,133,806 kil.	17,519,130 francs.	
Légumes conservés . importations :	250,798 kil.	235 691 francs.	} Bull. m., n° 88.
Autres, etc. exportations :	12,376 kil.	8,570 francs.	

Ex 73. Abricots :

Projet de tarif :

a) frais :		Fr.	c.
1. importés du 1 ^{er} novembre au 30 juin	100 kil. (poids brut)	120 »	—
2. importés pendant les autres périodes	id.	60 »	—
b) secs :			
1. importés en emballages d'un poids de plus de 25 kilogrammes	100 kil.	45 »	3
2. importés autrement.	id.	30 »	3

Tarif actuel :

a) 1 et 2	100 kilogrammes (poids brut)	120 francs.
b) 1 et 2	100 kilogrammes	12 × 4

Le projet de tarif réduit le droit de 120 à 60 francs pour les abricots importés pendant la période normale de production en Belgique, « dans le but d'y favoriser le développement des confitureries et siroperies ». (*Exp. m.*, p. 16.)

L'augmentation pour les abricots secs est expliquée par l'Exposé des motifs en ces termes :

« Un rajustement des droits s'est imposé en ce qui concerne les produits dont la consommation revêt plutôt un caractère somptuaire ou auxquels un conditionnement spécial confère une valeur plus élevée ». (*Exp. m.*, p. 16) n° 73-99, *E. fruits de table.*)

L'accord avec la France réduit le droit pour les catégories :

- a) 1. de 120 à 100 francs.
- a) 2. de 60 à 40 francs.

Ex 77. Cerises et griottes fraîches :

- b) importées du 16 juin au 31 octobre. 100 kil. 30 francs, } Droit réduit à 20 francs en suite de la Convention avec la France.

Tarif actuel : 100 kil. 30 francs.

N° 79. Dattes :

Projet de tarif :

a) comestibles :

1. importées en emballages d'un poids de 10 kilogrammes ou moins	100 kil. (poids brut)	10 »	4
2. importées autrement	100 kil.	2 50	4

b) destinées exclusivement à la distillation ou à la fabrication du vinaigre

100 kil.	1 40	4
----------	------	---

Tarif actuel :

a. 1. 100 kil.	8.00 × 4
2. 100 kil.	2.50 × 4
b. 100 kil.	1.40 × 4

L'augmentation pour litt. a 1, est basée sur le motif indiqué n° 73, b, 2 (Abricots secs). (*Exp. m.*, n°s 73-99.)

La convention avec la France réduit le droit : a, 1, de 10×4 à 6×4 ; a, 2, de 2.50×4 à 2×4 .

N° 81. Fraises :

Projet de tarif :

a) importées du 1 ^{er} novembre au 30 juin	100 k. (poids brut)	120 »
b) importées pendant les autres périodes	100 kil.	30 »

Tarif actuel :

a)	100 kil.	120 francs;
b)	100 kil.	30 francs.

Aux termes de la Convention avec la France, la période indiquée litt. a s'étend du 1^{er} novembre au 15 juin; et le droit litt. b est réduit à 20 francs.

N° 90. Pêches et brugnons frais :

Projet de tarif :

a) importés du 1 ^{er} novembre au 30 juin	100 k. (poids brut)	120 »
b) importés pendant les autres périodes	100 k. (poids brut)	60 »

Tarif actuel : a et b	100 k. (poids brut)	120 »
---------------------------------	---------------------	-------

Le droit est réduit du 1^{er} juillet au 31 octobre dans le but de favoriser le développement des confitureries et siroperies en Belgique. (*Exp. m.*, p. 16.)

La Convention avec la France modifie le droit litt. b :

b) importés du 1 ^{er} juillet au 31 octobre	100 kil.	50 francs.
--	----------	------------

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droit.	Coefficient.	Droit.	Coefficient.
N° 93. Poires fraîches :					
a) importées en caisses, caissettes, boîtes, paniers ou autres emballages d'un poids de 20 kilogrammes ou moins (*) (2)	100 kil.	100	»	75	»
b) importées autrement	id.	12	»	10	»
Tarif actuel : Mêmes droits qu'au projet de tarif.					

Ex 95. Pommes :

Projet de tarif :

a) fraîches :

1. importées en caisses, caissettes, boîtes, paniers ou autres emballages d'un poids de 20 kilogrammes ou moins (1) (5)	100 kil.	100 »	—	75 »	—
2. importées en vrac	100 kil.	3 »	—	10 »	—
3. importées autrement	100 kil.	5 »	—	—	—

b) sèches :

1. pelées (6)	100 kil.	9 »	—	4 »	—
2. non pelées (6)	100 kil.	3 »	—	4 »	—

Tarif actuel :

Mêmes droits qu'au projet de tarif ; sauf litt. a 2, pommes en vrac. Le tarif actuel fixe le droit à 5 francs par 100 kil.; le projet de tarif l'abaisse à 3 francs dans le but de favoriser le développement des confiseries et siropes. (*Exp. m*, p. 16.)

N° 96. Prunes fraîches de toute espèce :

a) importées du 1 ^{er} novembre au 31 juillet	100 k. (poids brut)	100 »	—	100 »	—
b) importées pendant les autres périodes	100 kil.	25 »	—	20 »	—

Tarif actuel : Mêmes droits qu'au projet de tarif.

N° 97. Pruneaux :

Projet de tarif :

a) importés en caissettes ou autres emballages d'un poids de 10 kil. ou moins (1)	100 kil. (poids brut)	50 × 4	
b) importés en tonneaux de 180 kil. au moins ou en sacs de 80 kil. au moins, sans emballage intérieur (1).	100 kil.	15 × 4	
c) importés autrement	100 kil.	25 × 4	

Tarif actuel :

a) et	100 kil.	(25 × 4)	100 francs.
b)	100 kil.	(15 × 4)	60 francs.

Le Gouvernement propose par amendement deux modifications au n° 97. « Il a été reconnu, dit-il dans la note explicative, que le droit de base de 50 francs les 100 kilogrammes sur les pruneaux importés en caissettes ou autres emballages d'un poids de 10 kilogrammes ou moins est trop élevé comparativement à la valeur des produits envisagés » ; il propose en conséquence de le réduire au chiffre de 30 francs.

A l'égard des pruneaux importés en plus grands récipients et taxés respectivement aux droits de base de 15 et 25 francs les 100 kilogrammes, les principaux importateurs d'Anvers ont réclamé instamment une taxation uniforme quel que soit le mode d'importation.

Pour faire droit à cette demande, l'amendement supprime la distinction figurant sous les litt. *b* et *c* du projet primitif, et ne fixe qu'un droit unique de 20 francs, chiffre intermédiaire entre les deux taux actuels.

Texte de l'amendement :

Pruneaux :

a) importés en caissettes ou autres emballages d'un poids de 10 kilogrammes ou moins (1).	100 kil. (poids brut).	90	30	4
b) importés autrement.	100 kil.	75	20	4

N° 98. Raisins :

Projet de tarif :

a) frais :

1. écrasés, importés en récipients de moins de 400 kilogrammes (1); — marcs de raisin.	100 kil.	30	3
2. écrasés, importés en récipients de 400 kilo- grammes ou plus (1)	100 kil.	15	3
3. autres	100 kil. (poids brut).	120	

b) secs :

1. en grappes.	100 kil.	50	4
2. autres	100 kil.	25	4

(1) Poids cumulé du contenant et du contenu.

Tarif actuel : Mêmes droits qu'au projet de tarif, sauf pour la lettre *b*, où le droit actuel est de 25 francs

La Convention avec la France modifie le litt. *a* 3 pour une catégorie spéciale :

3. autres, importés du 1^{er} août au 15 septembre, 100 francs.

Ex 99. Fruits non spécialement tarifés :

Tarif actuel : Mêmes droits qu'au projet de tarif.

La Convention avec la France modifie le litt. *a* pour une catégorie spéciale :

a) Frais : Groseilles et cassis . . . 100 kil. 20 francs.

Projet de tarif :

a) frais 100 kil. 30 » —
b) secs. 100 kil. 5 » 4

N° 104. Graines utilisées en parfumerie (fèves Tonka, semences d'abelmosch ou aubrette et similaires) (3).

Projet de tarif valeur : 10 p. c.

Tarif actuel valeur : 20 p. c.

Le droit est réduit de 20 à 10 p. c. *ad valorem* « à titre de matière première, ainsi qu'il est proposé pour les essences, section V, classe F, n° 448 à 450 ». (*Exp. m.*, p. 17.)

N° 115. Cires végétales.

Projet de tarif

a) brutes ou épurées. » exemptes.

b) blanchies ou colorées. 100 kil. 10 × 3

Tarif actuel : a) et b) exemptes.

« Le droit de (10 × 3) 30 francs par 100 kil. représente environ 4 % *ad valorem*; il est proposé par analogie avec celui prévu pour les cires animales de même catégorie. » (*Exp. m.*, p. 17.)

N° 116. Beurre de Cacao.

Projet de tarif. exempt.

Tarif actuel. exempt.

	Quantité.	Valeur.	
1923 Importations :	2,786,191 kil.	28,207,029 francs	} <i>Bul. m.</i> , n° 120.
10 mois Exportations :	23,268 kil.	195,990 francs	

Pour répondre à une suggestion de la Chambre syndicale de la Chocolaterie et de la Confiserie, affiliée à la Chambre de Commerce de Bruxelles, qui reconnaît la nécessité pour l'État de se créer des ressources, le Gouvernement propose, par amendement, en tarif minimum, un droit de 10 francs les 100 kil. avec coefficient 3.

Sur la base des importations de l'année 1922 (3,380,000 kil., 24,940,000 fr.) et avec application, à toutes les provenances, d'un droit de 30 francs les 100 kil., « on voit, dit-il, que la recette annuelle serait d'environ 1,000,000 de francs ».

Texte de l'amendement :

Beurre de cacao. 100 kil. 30 10 3

N° 117. Beurre végétal autres que de cacao; huiles douces et fixes.

Projet de tarif :

a) Utilisés en médecine (1).		Exemptis.	
b) Autres :			
1. D'arachide	100 kil.	5 »	2
2. De coco, de coprah, de touloucouna, d'illipé et de palmiste :			
A. Bruts.	100 kil.	5 »	2
B. Raffinés	100 kil.	20 »	»
3. De colza et de navette	100 kil.	5 »	2
4. De coton	100 kil.	5 »	2
5. De lin	100 kil.	5 »	2
6. De maïs.	100 kil.	5 »	2
7. D'olive	100 kil.	15 »	2
8. De palme	100 kil.	2 50	2
9. De ricin	100 kil.	5 »	2
10. Non dénommés	100 kil.	5 »	2

Tarif actuel : Tous les articles du n° 117 sont exempts.

La Convention avec la France supprime pour 7. « *huile d'olive* », le coefficient.

Importations.				Exportations.			
Quantité.		Valeur.		Quantité.		Valeur.	
Huile d'arachide :							
1913	1,511,655 kil.	1,625,029 fr.		879,544 kil.	945,510 fr.	Tabl. génér.	130
1923	1,442,538 kil.	6,604,558 fr.		1,059,701 kil.	194,144 fr.	Bull. m.	152
	(10 mois)						
Huile de coco :							
1913	3,833,896 kil.	4,313,133 fr.		1,094,590 kil.	1,711,464 fr.	Tabl. génér.	276
1923	10,796,291 kil.	43,853,053 fr.		1,211,106 kil.	4,961,984 fr.	Bull. m.	378
	(10 mois)						
Coprah :							
1913	19,552,024 kil.	14,908,414 fr.		6,937,363 kil.	5,304,986 fr.	Tabl. génér.	238
1923	6,872,199 kil.	13,409,564 fr.		7,600 kil.	10,727 fr.	Bull. m.	303
	(10 mois)						

L'Exposé des motifs examine séparément trois catégories :

« a) *Huile d'olive*. — Le droit de base de 15 francs les 100 kilogrammes afférent à l'*huile d'olive* correspond à une charge modérée d'environ 10 % de la valeur d'avant-guerre.

» Cette marchandise sert aux usages culinaires, souvent en association avec les épices et le vinaigre. Comme ces derniers produits sont passibles de droits, il est naturel que l'*huile d'olive* acquitte également sa part d'impôt.

» b) *Huiles ou beurres raffinés de coco*. — Un droit de base de 20 francs (sans coefficient) est prévu pour les huiles ou beurres raffinés de coco, de coprah, de touloucouna, d'illipé et de palmiste.

» Il s'agit surtout ici du beurre de coco (cocoline, copraline, etc.) qui, sous le bénéfice de la libre entrée, s'importe actuellement en fortes quantités, et ce au point de mettre en péril nos industries s'occupant de la fabrication et du raffinage des huiles comestibles.

» Le tarif en vigueur imposant au droit de 20 francs les 100 kilogrammes la margarine et les autres beurres artificiels, il est rationnel de faire suivre le même régime au beurre de coco raffiné qui peut être livré à la consommation parfois tel quel, ou tout au moins après avoir subi une simple opération de malaxage ou de lissage et qui constitue réellement, en cet état, un beurre artificiel.

» Le droit d'entrée préconisé ne peut avoir pour résultat de faire augmenter le prix de la margarine, celui-ci étant influencé par la concurrence du beurre indigène et étranger et de la margarine étrangère, laquelle ne manquerait pas d'affluer sur le marché si les margariniers haussaient leur prix.

» *c) Huile de palme et autres.* — A part l'huile de palme qui est taxée à fr. 2.50 les 100 kil., — droit minime correspondant à environ 3 % de la valeur, — les autres produits appartenant à la position 117 (huiles d'arachide, de colza, de coton, de lin, de ricin, etc.) sont affectés d'un droit de 5 francs les 100 kil. dont l'incidence ne dépasse pas 5 à 6 %, *ad valorem*. »

L'Exposé des motifs ajoute ces considérations :

« L'établissement de cette taxe aura pour résultat, non seulement de stabiliser le marché intérieur, mais aussi d'augmenter l'importation des produits bruts servant à l'extraction des huiles, et par là de favoriser grandement la main-d'œuvre belge.

» Il est également à considérer que le travail des graines ou produits oléagineux (coprah, graine de lin, etc.) donne des tourteaux de grande valeur alimentaire pour le bétail. Or, pendant la seule année 1921, la Belgique a introduit 120 millions de kilogrammes de tourteaux pour une somme déclarée de 85 millions de francs; elle en a exporté 23 millions de kilogrammes valant 15 millions de francs, soit une différence de 97 millions de kilogrammes pour une somme de 70 millions de francs.

» Il est évident que cette contribution énorme payée par notre agriculture à l'étranger se réduirait dans une notable proportion si par suite du développement de nos industries de l'extraction des huiles, des quantités plus fortes de tourteaux pouvaient être livrées à l'intérieur. » (*Exp. m.*, p. 18).

Le Département de l'Industrie et du Travail renseigne 42 fabriques d'huiles végétales avec 500 ouvriers.

Des commerçants d'huiles comestibles signalent qu'il n'existe qu'une seule fabrique d'huile d'arachide en Belgique et que le droit de (5 × 2) 10 francs par 100 kil. lui assurera un monopole.

Des fabricants de conserves de sardines s'élèvent contre le droit sur les huiles, qui augmente le coût de leurs produits.

Une troisième réclamation émane des fabricants de margarine.

La margarine est taxée sous le n° 245 du projet : Beurre artificiels :

a) Margarine	20 francs.
b) Saindoux artificiels.	20 —
c) Autres.	20 —

C'est le droit actuel; il a été établi en 1895.

Les importations et exportations de margarine et des autres beurres artificiels sont renseignées dans les statistiques comme suit :

1913.	Importation.		Exportation.		
—	Quantité.	Valeur.	Quantité.	Valeur.	
Margarines.	7,344 kil.	10,644 francs.	374,767 kil.	543,412 francs.	} Tabl. gén., 43 et 44.
Autres	56,454 kil.	73,390 francs.	1,426,546 kil.	1,854,510 francs.	
1921.	—		—		
Margarines	1,262,891 kil.	5,222,932 francs.	1,865,367 kil.	13,482,494 francs.	} Tabl. gén., 44 et 45.
Autres	50,162 kil.	167,951 francs.	1,750,909 kil.	9,628,363 francs.	
1923, 10 mois.	—		—		
Margarines	694,268 kil.	2,941,832 francs.	458,441 kil.	2,039,129 francs.	} Bull. m., 46 et 47.
Autres	9,787 kil.	47,641 francs.	1,777,756 kil.	10,209,970 francs.	

Les fabricants de margarine s'élèvent contre l'établissement du droit sur les huiles d'arachide et les huiles ou beurres de coco; ils signalent en outre que le projet de tarif prévoit un droit de (4 × 3) 12 francs par 100 kil. sur les féculs de pomme de terre, exemptes aujourd'hui, produit que la loi, disent-ils, les oblige à incorporer dans la margarine.

Ils demandent, si les droits proposés étaient maintenus, d'appliquer le coefficient 2 au droit de 20 francs sur la margarine.

La note ajoute :

« Les principaux fabricants de margarine en Belgique, représentant environ 80 % de la production belge, ont d'importantes usines de production de margarine en Hollande et en Angleterre.

» Si les droits étaient établis tels qu'ils sont prévus, ces fabricants auraient tout intérêt à fermer complètement leurs usines en Belgique et à importer de leurs usines étrangères les quantités de margarine nécessaires à leur vente en Belgique.

» Si le Gouvernement établit un droit d'entrée sur la margarine au moins égal au double du droit actuel, l'industrie margarinière peut subsister en Belgique et il est possible que les fabricants trouvent avantageux d'installer sur place des huileries pour la fabrication de leurs approvisionnements en matières grasses. »

Un « groupe de fabricants d'huile » a adressé aux membres de la Chambre et du Sénat une notice en réponse.

Les principaux fabricants de margarine en Belgique, disent-ils, ont d'importantes usines de margarine en Hollande et en Angleterre, qui font non seulement la préparation de la margarine, simple opération de malaxage ou barattage, mais en même temps l'extraction des huiles de coprah, de noix de palmiste et le raffinage de ces huiles. Pourquoi cette différence dans l'organisation? Parce que les droits d'entrée sur la margarine, tout en ne frappant pas les huiles raffinées qui servent à la produire, ont amené les margarineries étrangères à établir des succursales en Belgique, succursales qui se pourvoient exclusivement d'huiles extraites et raffinées à l'étranger et ne se livrent en Belgique qu'à une seule opération industrielle, le malaxage.

Notre métropole commerciale se voit enlever le commerce du coprah, des noix de palmiste, des grains oléagineux; le commerce du pays ne bénéficie même pas de l'introduction des huiles, le transport des maisons mères hollandaises dans les succursales belges se faisant sans aucun intermédiaire.»

Ces diverses observations ont fait l'objet d'une longue discussion en Commission; celle-ci, tenant compte de l'importance prise par la margarine dans l'alimentation, a repoussé l'augmentation du droit sur la margarine et maintenu le droit tel qu'il est inscrit au n° 245 du projet de tarif; elle a ensuite voté sur les droits proposés à l'article 117 et les a adoptés par 8 voix contre 4.

Le Gouvernement propose à l'article 117 un amendement qui porte sur trois points :

a) Le libellé de la rubrique n° 117 b-2 est complété par l'addition des huiles ou beurres de *movrah*, de *shea* et de *karité*, produits entièrement assimilables à ceux figurant dans le texte primitif.

b) En ce qui concerne l'huile de coton (n° 117 b-4), le droit inscrit au projet est conservé uniquement pour l'huile brute, tandis que l'huile raffinée, ainsi que l'huile de coton solidifiée par hydrogénation, sont soumises au droit de base de 10 francs avec coefficient 2, par assimilation aux beurres de coco, de coprah, etc., raffinés.

c) Sous le n° 117 b-8, l'exemption des droits est proposée en faveur de l'huile de palme brute, l'industrie de l'extraction de cette huile ne pouvant se pratiquer qu'au lieu où se récoltent les noix palmistes. Il convient, au surplus, de favoriser l'introduction de ce produit qui fait l'objet d'un commerce considérable à l'exportation de notre Colonie.

Quant à l'huile de palme raffinée, elle serait taxée d'après la base proposée pour les produits similaires des rubriques 117 b-2 et 117 b-4.

Texte de l'amendement :

Ex 117. Beurres végétaux, autres que de cacao; huiles douces et fixes :

b) autres :

2. de coco, de coprah, de touloucouna, d'illipé, de palmiste, de movrah, de shea et de karité :

A. bruts	100 kil.	15 »	5 »	2
B. raffinés.	100 kil.	30 »	10 »	2

4. de coton :

A. bruts	100 kil.	15 »	5 »	2
B. raffinés, y compris l'huile de coton solidifiée par hydrogénation	100 kil.	30 »	10 »	2

8. de palme :

A. bruts	100 kil.	7 50	Exempts	2
B. raffinés.	100 kil.	30 »	10 »	2

N° 122. Essence de térébenthine :

Projet de tarif :	100 kil.	5 × 3
Tarif actuel :	Exempte.	

« Le droit proposé représente environ 6 p. c. *ad valorem*; il est corrélatif à l'imposition prévue pour les huiles végétales et les huiles légères de houille ou de pétrole. » (*Exp. m.*, p. 18.)

N° 126. Fleurs, boutons, feuillages, feuilles, herbes et rameaux pour bouquets ou pour ornements :

Projet de tarif :

a) frais ou simplement séchés.	100 kil.	200 francs.
b) teints, imprégnés ou autrement préparés pour en assurer la conservation	valeur	20 p. c.

Tarif actuel :

- a) exempts.
- b) valeur 15 p. c.

« Articles de luxe pour lesquels un droit de 200 francs les 100 kilogrammes a été prévu, égal à celui qui frappe les produits de l'horticulture à l'entrée en France. » (*Exp. m.*, p. 19.)

N° 131. Houblon.

Projet de tarif :

a) Cônes.	100 kil.	20 × 2
b) Lupuline.	100 kil.	40 × 2

Tarif actuel a et b : Exempts.

« Nos producteurs de houblon, dit l'Exposé des motifs, se plaignent vivement du régime actuel.

Cette marchandise, libre à l'entrée en Belgique, est frappée dans la plupart des autres pays de droits d'entrée parfois fort élevés.

Il en résulte que le houblon belge se trouve dans des conditions défavorables au point de vue de la concurrence extérieure. Nos producteurs ne peuvent songer à écouler leur houblon à l'étranger, alors que les houblons exotiques se répandent sur notre marché.

Une telle situation est néfaste au point de vue de la production belge : depuis 1895, la surface des plantations de houblon a diminué de plus de 50 p. c. ;

il est hors de doute que cette réduction doit être attribuée pour une grande part au régime douanier en vigueur.

Les négociants et les producteurs de houblon belge demandent qu'on rétablisse l'égalité entre eux et leurs concurrents étrangers, soit par la substitution au régime actuel d'un régime de libre entrée réciproque, soit par l'établissement de l'entrée en Belgique d'un droit égal à celui qui grève le houblon belge dans les autres pays.

En attendant la conclusion de conventions commerciales qui nous permettraient éventuellement d'obtenir des concessions sur les tarifs étrangers, le Gouvernement croit devoir répondre aux vœux de la culture belge en inscrivant dans le projet des droits d'entrée pour les houblons.

Ces droits, fixés à 20 francs pour les cônes et à 40 francs pour la lupuline, sont d'ailleurs modérés puisque leur incidence ne dépasse guère 5 % *ad valorem*. Ils restent sensiblement au-dessous des taux français, qui sont respectivement de 35 francs et 160 francs pour les mêmes produits. (*Exp. m.* p. 19.)

Des usines exploitant des installations frigorifères demandent à la Chambre de ne pas accepter le droit proposé.

Elles affirment que les 9/10 des houblons qui entrent en Belgique ne font que transiter et que l'application des droits d'entrée n'aurait d'autre conséquence que de détourner vers d'autres pays le trafic des houblons, source de profits pour diverses industries et notamment pour les frigorifères belges dans lesquels ces houblons sont entreposés.

L'administration a fait observer qu'un régime d'entrepôt, moyennant des formalités à déterminer par le Ministre des Finances, permettrait d'accorder la franchise des droits d'entrée.

		Quantité :	Valeur :		
1913 . . .	{	Importations . . .	3,164,024 kil.	44,286,307 francs.	} Tableau général, n° 206.
		Exportations . . .	2,679,901 kil.	7,345,609 francs.	
1923 (10 mois)	{	Importations . . .	1,676,423 kil.	40,379,515 francs.	} Bull. m., n° 267.
		Exportations . . .	865,521 kil.	6,649,057 francs.	

La Commission, par 7 voix contre 3 et 1 abstention, a voté les droits inscrits dans le projet de tarif.

SECTION III.

Produits minéraux.

Résumé analytique.

4 classes, n°s 144 à 201 : 86 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exempts de droit	85	83
Taxées :		
Valeur	»	»
Droit spécifique	1	3
	86	3
		86

Les articles exempts de droit sous le tarif actuel et taxés par le projet de tarif sont compris dans les n°s 171 et 193.

Le Gouvernement propose quatre amendements dont trois (n°s 163, 172, 173) portent sur la rédaction des rubriques ; le quatrième (n° 159) se rapporte au tarif maximum.

N° 159. Chaux ordinaire et chaux hydraulique, et mortiers de chaux :

Projet de tarif (maximum et minimum) .	Exempts.
Tarif actuel	Exempts.

Pour répondre à des instances faites par le Gouvernement grand-ducal, le Gouvernement propose d'inscrire, mais seulement en tarif maximum, un droit modique de fr. 1.25 les 100 kil., soit la moitié du taux prévu sous le n° 163 pour les diverses variétés de ciments.

Texte de l'amendement :

<i>Chaux ordinaire et chaux hydraulique, et</i>				
<i>mortiers de chaux</i>	100 kil.	1 25	exempts.	3

N° 163. Ciment de Portland, ciment romain, ciment de pouzzolane, de magnésie, de laitiers et similaires :

Projet de tarif	Exempts.
Tarif actuel	Exempts.

Le Gouvernement propose une ajoute au libellé de la rubrique, en vue de préciser la portée de cette dernière et d'éviter les contestations éventuelles. (*Note explicative.*)

Texte de l'amendement :

Ciment de Portland, ciment romain, ciment de pouzzolane, de magnésie, de laitiers et similaires, *bruts* (*klinker*) ou pulvérisés 100 kil. 2 50 exempts. 3

N° 171. Sel marin, de saline, sel gemme :

Projet de tarif :

a) bruts même égrugés exempts.
b) raffinés, y compris le sel moulu fin 100 kil. 0,50 × 4

Tarif actuel :

a et b exempts.

L'Exposé des motifs justifie le droit proposé en ces termes :

« En ce qui concerne le *sel* (sel marin, sel de saline, sel gemme), on note tout d'abord que le sel à l'état brut, même égrugé, reste affranchi de tout droit d'entrée. Il ne peut évidemment être question de frapper d'une taxe quelconque un produit qui constitue la matière première traitée par les sauniers pour le raffinage, ou utilisée dans nombre d'autres fabrications (industries chimiques, usines à cuivre et à zinc, etc.). Mais on a cru devoir proposer un léger droit d'entrée sur le sel raffiné et sur le sel moulu fin, dans le but de venir en aide à la saunerie belge.

« Nos sauniers se plaignent amèrement de ce qu'à défaut de tout droit d'entrée, la concurrence étrangère — qui bénéficie même parfois de primes d'exportation — a toute latitude de déverser chez nous l'excès de sa production à des prix de beaucoup inférieurs aux prix de revient des fabricants belges.

» La saunerie belge est particulièrement atteinte par les importations de sel non raffiné, mais arrivant à l'état finement moulu pour être livré directement à la consommation. Il s'agit ici d'une denrée *brute*, moulue telle quelle, sans aucun raffinage et qui est jetée en grandes quantités sur le marché, en concurrence immédiate avec le produit *raffiné*, de qualité supérieure et, par conséquent, de valeur notablement plus élevée. On conçoit aisément que dans ces conditions la lutte ne puisse être soutenue par les fabricants belges.

» Le droit proposé, qui n'est que de fr. 0.50 par 100 kil. en tarif minimum (fr. 2. » avec application du coefficient), est trop minime pour influer d'une façon appréciable sur le prix de détail du sel livré à la consommation ; mais il serait capable de donner un regain de vitalité à une vieille industrie nationale.

» Dans l'intérêt même des consommateurs, il est indispensable que les raffineries de sel continuent à figurer parmi les industries belges, sinon les fabricants étrangers, ayant le champ libre chez nous, ne tarderaient pas à y pratiquer des cours excessifs. » (*Exp. m.*, p. 20).

		Importation :		Exportation :			
1913	{ Sel brut . . .	135,054,539	2,228,400	142,786	2,356	Tab. gén.	n° 137
	{ Sel raffiné . . .	76,700,469	2,454,465	3,060,394	97,933		n° 138
1923 (10 mois)	{ Sel brut . . .	185,914,795	10,805,440	116,750	13,256	Bull. m.	n° 164
	{ Sel raffiné . . .	40,654,398	6,813,946	413,183	175,773		n° 165

		1913	1923 (10 mois).
Sel raffiné. Importations.	{ France	27,999,608.	16,351,535
	{ Grande-Bretagne . .	19,405,034.	10,310,068
	{ Allemagne.	19,349,102.	9,422,429

Le droit est en France de :

$$\text{N° 0164 } 100 \text{ kil. } 3.30 \times 2.5 = 8.25 \text{ francs.}$$

Il existe en Belgique 32 usines occupant 500 ouvriers.

Une note des sauniers fait observer que le sel est vendu actuellement 23 à 24 francs les 100 kil. et qu'un droit de 4 à 5 francs par 100 kil. sur les sels exotiques et de 10 à 12 francs par 100 kil. pour les sels bruts moulus blancs serait sans influence sur les prix.

Actuellement l'importation des sels raffinés représente un décaissement de (16 fr. par 100 kil.) 9,600,000 francs.

Si ces 60,000 tonnes étaient remplacées par du sel brut qui vaut 30 à 35 francs, le décaissement ne serait que de 2,000,000 de francs, soit par an une différence de 7,600,000 francs.

Le droit proposé (0.50×4) : 2 francs par 100 kil., représente sur le prix indiqué, deux centimes au kilo.

L'application d'un droit a été combattu en Commission, le sel étant une denrée de première nécessité.

La Commission, à la majorité des membres présents (6 contre 3 et une abstention), a voté le texte proposé.

N° 172. Magnésie même calcinée.

Projet de tarif.	Exempte.
Tarif actuel	Exempte.

Le Gouvernement propose une rectification du libellé, celui-ci faisant partiellement double emploi avec la position n° 297 (Section V).

Texte de l'amendement :

Magnésie brute	Exempte.
--------------------------	----------

N° 173. Borax brut ou raffiné (borate ou biborate de soude).

Projet du tarif Exempt.

Tarif actuel Exempt.

Le Gouvernement, en vue d'exclure de cette position le borax *raffiné*, produit qui, logiquement, doit être compris dans la Section V, propose le texte suivant :

Borax brut (borate de chaux naturel, borax natif brut) Exempt.

N° 193. Produits de la distillation des huiles légères dérivant de la houille ou des goudrons minéraux, tels que : benzols, toluol ou toluène, naphte solvant, xylol, benzols régie, benzols de dégraissage, etc. (produits distillant entre 75 et 175 degrés centigrades et d'une densité inférieure à 0.90 à 15 degrés centigrades).

Projet de tarif. Hectol. 10×2

Tarif actuel Exempts.

L'analogie de ces articles avec les essences de pétrole et la possibilité de les faire servir, dans bien des cas, aux mêmes usages a fait appliquer le même tarif douanier à ces deux genres de produits. (*Exp. m.* p. 20.)

Voir essences de pétrole, n° 195.

SECTION IV.

**Produits des industries alimentaires; boissons, liquides alcooliques
et vinaigres; tabacs.**

Résumé analytique.

9 classes, n°s 202 à 278 : 159 catégories.

	Tarif actuel.	Projet de tarif.
Exemptes de droit.	23	19
Taxées :		
Valeur	1	1
Droit spécifique	135	139
	136	140
	159	159

Les articles exemptés par le tarif actuel et taxés par le projet sont compris dans les n°s 221, 244, 247.

Le Gouvernement propose des amendements aux n°s 207, 214, 262.

L'accord avec la France modifie :

Droit et coefficient	2 catégories.
Droit seul.	23 id.
Coefficient seul	9 id.
	34 id.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 203. Pâtes alimentaires (vermicelle, macaroni, pâtes d'Italie, etc.) :					
a) conditionnées pour la vente au détail.	100 kil.	6 "	2	5 "	2
Tarif actuel : 100 kil.		4 × 2.			

N° 207. Produits de la boulangerie fine et biscuits :

Projet de tarif :

a) Additionnés de sucre ou de cacao :

1. — Importés en emballages hermétiquement clos .	100 kil.	40	×	3
2. — Importés autrement.	100 kil.	20	×	3

b) Autres :

1. — Importés en emballages hermétiquement clos .	100 kil.	15	×	3
2. — Importés autrement.	100 kil.	10	×	3

Tarif actuel :

a) 100 kil.	$(12 - 20 - 30) \times 3$
b) 100 kil.	12×3

La Convention avec la France réduit le droit proposé litt. a, 1, par 100 kil., de (40×3) 120 francs à (30×3) 90 francs.

Le Gouvernement propose un amendement au n° 207.

D'après le texte primitif du projet, les *produits de la boulangerie fine et biscuits* sont soumis au droit le plus élevé (litt. a) lorsqu'ils contiennent du sucre, en n'importe quelle proportion.

« On a fait observer, dit la note explicative, que les biscuits à faible pourcentage de sucre se classent généralement parmi les articles ordinaires et que leur prix n'est pas sensiblement plus élevé que celui des biscuits non sucrés.

» En vertu du nouveau texte, les articles ne renfermant pas plus de 10 % de sucre sont exclus de la catégorie 207 a et tombent de ce fait sous l'application des droits moins élevés afférents à la catégorie 207 b. »

Texte de l'amendement :

a) Additionnés de cacao, de fruits, ou de plus de 10 % de sucre :

1. Importés en emballages hermétiquement clos .	100 kil.	120	40	3
2. Importés autrement	100 kil.	60	20	3

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concedé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 208. Pain d'épice :					
a) additionné de fruits confits	100 kil.	30	» 3	30	» 2
b) autre	id.	20	» 3	20	» 2
Tarif actuel : 100 kil.			18×3		

N° 209. Pâtés de foie de toute espèce,
truffés ou non :

a) Crèmes, galantines, pâtés et purées de foie importés en boîtes, terrines, croûtes ou autres emballages de ce genre	id.	100	» 5	100	» 4 2
b) Boudins, saucisses et saucissons de foie	id.	60	» 3	45	» 2
Tarif actuel : 100 kil.			60×5		

N° 211. Conserves de gibier ou de volaille :

	Base.	Projet de tarif.		Tarif concédé à la France.	
		Droit.	Coefficient.	Droit.	Coefficient.
a) importées en boîtes, terrines, croûtes ou autres emballages de ce genre	400 kil.	60 »	4	50 »	4
b) importées autrement :					
1. truffées	id.	40 »	4	40 »	3
2. non truffées	id.	25 »	4	25 »	3
Tarif actuel :					
a) 400 kil. 30 × 4.					
b) 400 kil. 12 × 4.					

Ces produits sont imposés au poids brut, déduction faite d'une tare de 40 p. c., lorsqu'ils sont importés dans des récipients en grès, en faïence ou en verre.

N° 214. Viandes non dénommées conservées de toutes façons, importées en boîtes, terrines, croûtes ou autres emballages de ce genre :

	Base.	Tarif maximum.	Tarif minimum.
Projet de tarif.	400 kil.	30 »	10 »
Tarif actuel : Exemptés 400 kil 15 francs.			

Le Gouvernement propose un amendement à cette disposition.

« La modification proposée, dit la note explicative, prévoit la libre entrée, en tarif minimum, pour les viandes conservées, simplement cuites, fumées ou salées, et importées en boîtes, terrines, croûtes ou autre emballages de ce genre.

» A cette catégorie appartiennent notamment les conserves de viande dites « corned beef » qui s'importent en assez fortes quantités en Belgique.

» Le nouveau texte du n° 214 reproduit exactement le régime prévu par le tarif en vigueur (ex n° 67) en ce qui concerne les produits similaires. »

Texte de l'amendement :

Viandes conservées non dénommées, importées en boîtes, terrines, croûtes ou autres emballages de ce genre ⁽¹⁾ :

a) Simplement cuites, fumées ou salées . . .	400 kil.	30	Exemptes.
b) Autrement préparées . . .	400 kil.	45	15.

(1) Maintien de cette note.

N° 215. Extraits de viande solides ou liquides; bouillons liquides et en tablettes; peptones de viande :

Projet de tarif :

a) importés en emballages conditionnés pour la vente au détail; importés en cubes, emballés ou non .	400 kil.	20 »
--	----------	------

b) importés autrement :

1. simplement salés		Exempts
2. autrement préparés	100 kil.	12 »

Tarif actuel :

a 100 kil. 15 francs.

b 1. exempts.

b 2. 100 kil. 12 francs.

Un membre de la Commission a proposé de maintenir au litt. a le droit actuel. Le texte du projet a été adopté par la majorité de la Commission.

N° 220. Cacao broyé, mais non moulu, même moulé en pains (pâte de cacao) :

Projet de tarif	100 kil.	20 × 3
Tarif actuel	100 kil.	30 × 3

Le droit de base de 30 francs est réduit à 20 francs par le projet de tarif.

N° 221. Coques, pelures et pellicules de cacao moulues :

Projet de tarif	20 × 3
Tarif actuel	exempts.

L'Exposé des motifs explique ainsi la modification :

« Certaines positions ont été établies avec le souci d'éliminer des anomalies du régime actuel (produits d'usages identiques et de valeurs sensiblement égales, diversement tarifés) ou de faciliter la vérification douanière et de supprimer des causes de conflits ou de difficultés à l'occasion de cette même vérification (suppression, pour les conserves, de la taxation d'après le pourcentage de sucre, la présence ou l'absence d'ingrédients soumis ou non à des droits de douane ou d'accise). »
(Exp. m., p. 22.)

N° 222. Cacao en poudre :

Projet de tarif :

a) en boîtes ou autres récipients pesant plus de 5 kilogrammes (1).	30 × 3
b) en boîtes ou autres récipients pesant 5 kilogrammes et moins (1).	40 × 3

Tarif actuel : a et b 100 kil. 30 × 3.

L'augmentation du droit pour le litt. b est expliqué par le motif indiqué au n° 221. (Exp. m., p. 22.)

N° 223. Chocolat.

Projet de tarif :

a) En bâtons, pastilles, pralines, bonbons et similaires pesant moins de 50 grammes par unité	100 kil.	60	3
b) Autrement conditionné	100 kil.	30	3

Tarif actuel : a et b 100 kil. 30 × 3.

La Convention avec la France réduit le droit litt. a de (60 × 3) 180 francs à (45 × 3) 135 francs par 100 kil.

Des fabricants de chocolat font observer que le droit d'accise sur le sucre est de 40 francs et qu'une surtaxe de 20 francs par 100 kil. peut être établie, ce qui porterait le maximum des droits à 60 francs.

Le chocolat peut contenir 63 %, de sucre ce qui représente un droit de fr. 0.39; il contient de la vanille taxée à fr. 10.50 par kil. (n° 64); un kil. de chocolat en contient de 6 à 10 grammes; il y a ainsi à payer fr. 0.49 de droit par kil. de chocolat fabriqué et le droit d'entrée n'est que de fr. 0.30; il n'est pas en rapport avec les droits perçus sur les matières premières.

La Commission a adopté les droits proposés par 8 voix contre 5.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 224. Fruits, écorces de fruits, plantes potagères et autres plantes ou parties de plantes, confits au sucre, à l'état sec ou candi . . .	100 kil.	50 »	3	35 »	3
Tarif actuel : 100 kil. (12-20-30) × 3.					
Ex 225. Fruits entiers ou divisés, conservés au naturel ou à l'aide de sucre ou de vinaigre :					
b) en récipients d'un poids de 3 kilogrammes ou moins ⁽¹⁾ . . .	id.	40 »	3	30 »	3
Tarif actuel : 100 kil. (30) × 3.					
Ex 227. Confitures, gelées, marmelades, pâtes et jus concentrés de fruits :					
b) en récipients d'un poids de 3 kilogrammes ou moins ⁽¹⁾ . . .	id.	50 »	3	35 »	3
Tarif actuel : 100 kil. (12-20-30) × 3					
N° 229. Jus de fruits, liquides, propres à la consommation, autres que de raisins, de pommes et de poires					
a) renfermant moins de 10 p. c. d'alcool	hectolitre.	60 »-240 » ⁽¹⁾	—	50 »	—
b) renfermant de 10 à 15 p. c. d'alcool	id.	240 »	—	240 »	—
c) renfermant plus de 15 jusqu'à 50 p. c. d'alcool	id.	Régime des liqueurs.	—	1,400 » ⁽²⁾	—
d) renfermant plus de 50 p. c. d'alcool	id.	Régime des liqueurs.	—	1,800 » ⁽²⁾	—
Tarif actuel :					
a) 100 kil. (12-20) × 3.					
b, c et d) hectolitre : 1,800 francs plus 16 % du montant des droits d'entrée.					
(¹) a) moins de 8 % d'alcool . . .	Hectol.	60 »			
b) de 8 à 15 % d'alcool . . .	id.	240 »			
(²) Ces produits sont passibles en outre d'une taxe additionnelle fixée à 16 % du montant des droits d'entrée.					

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 230. Eaux distillées de fruits tels que cassis, cerises, framboises, etc., propres à la consommation :					
a) renfermant moins de 10 p. c. d'alcool	id.	— ⁽¹⁾	—	50 »	—
b) renfermant de 10 à 15 p. c. d'alcool	id.	240 »	—	240 »	—
c) renfermant plus de 15 jusqu'à 50 p. c. d'alcool	id.	Régime des liqueurs.	—	1,400 » ⁽²⁾	—
d) renfermant plus de 50 p. c. d'alcool	id.	Régime des liqueurs.	—	1,800 » ⁽²⁾	—

Tarif actuel :

a) 100 kil. 12 × 3.

b), c) et d) hectol. : 360 », 900 », 1,800 », plus 16 p. c. du montant des droits d'entrée.

⁽¹⁾ a) Moins de 8 p. c. d'alcool. hectol. 60 »

b) de 8 à 15 p. c. d'alcool. id. 240 »

Le projet de tarif réunit sous le litt. c, le c et le d de l'accord avec la France.

⁽²⁾ Ces produits sont passibles, en outre d'une taxe additionnelle fixée à 16 p. c. du montant des droits d'entrée.

N° 231. Truffes conservées (entières, morceaux ou pelures) quel que soit l'emballage, même mélangées de champignons					
100 kil.	500 »	3	300 »		

Tarif actuel : 100 kil. 300 × 3.

N° 232. Farines de légumes préparées pour potages, même agglomérées en tablettes					
id.	12 »	3	12 »	2	

Tarif actuel : 100 kil. 12 × 3.

Ex 233. Légumes et fruits-légumes conservés, importés en boîtes, bouteilles, flacons ou autres emballages d'un poids de 3 kilogrammes ou moins ⁽¹⁾ :

b) artichauts, asperges, aubergines, champignons (et tomates) et crosnes du Japon	id.	40 »	3	30 »	2
c) autres.	id.	20 »	3	20 »	2

Tarif actuel :

b) 100 kil. 15 × 3.

c) 100 kil. (12-15) × 3.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 242. Bonbons de sucre, tels que boules de gomme, fondants, dragées, caramels, sucre d'orge et de pomme :					
a) additionnés de cacao ou contenant des confitures, des sirops, du nougat, des amandes, des noisettes, etc.	100 kil.	60 »	3	45 »	3
b) autres.	id.	40 »	3	36 »	3
Tarif actuel : a) et b) 100 kil. 30 × 3.					

N° 244. Crème et lait conservés :

Projet de tarif.

a) en blocs :

1. sans addition de sucre	100 kil.	12 »	1.5
2. avec addition de sucre	id.	30 »	2

b) en poudre :

1. sans addition de sucre	100 kil.	12 »	1.5
2. avec addition de sucre	id.	30 »	2

c) condensés (sirupeux) :

1. sans addition de sucre	100 kil.	12 »	1.5
2. avec addition de sucre	id.	30 »	2

Tarif actuel :

a) 1.	100 kil.	Exempts.	
2.		(12 — 20 — 30)	3
b) 1.	id.	Exempts.	
2.		(12 — 20 — 30)	3
c) 1.	id.	Exempts.	
2.		(12 — 20 — 30)	3

La tarification proposée est justifiée dans l'Exposé des motifs par les considérations reproduites n° 221.

La Commission estime que l'exemption établie par le tarif actuel doit être maintenue; elle propose d'amender les litteras a, 1; b, 1; c, 1 et d'y remplacer chaque fois le droit indiqué en tarif minimum par le mot : *exempt*.

L'article serait ainsi libellé :

Crème et lait conservés :

a) en blocs :

1. sans addition de sucre	100 kil.	36	Exempts	1.5
2. avec addition de sucre	100 kil.	90	30	2

b) en poudre :

1. sans addition de sucre	100 kil.	36	Exempts	1.5
2. avec addition de sucre.	100 kil.	90	30	2

c) condensés (sirupeux) :

1. sans addition de sucre	100 kil.	36	Exempts	1.5
2. avec addition de sucre	100 kil.	90	30	2

N° 245. Beurres artificiels :

Projet de tarif :

a) margarine	100 kil.	20 »
b) saindoux artificiel	100 kil.	20 »
c) autres.	100 kil.	20 »

Tarif actuel : a, b et c 100 kil. 20.

La proposition d'augmenter le droit par application d'un coefficient de majoration a été écartée par la Commission (voir ci-dessus n° 117).

N° 247. Chicorée et succédanés de la chicorée, torréfiés, en grains ou moulus.

Projet de tarif : 100 kil. 3 × 3
 Tarif actuel : exempts.

Le Gouvernement explique cette taxation dans les termes suivants :

« La *chicorée préparée* (n° 247) est actuellement libre à l'entrée; notre pays en est à la fois grand producteur et grand consommateur. Nous exportons de grandes quantités de racines de chicorée (32,352,306 kil. en 1921) qui servent, à l'étranger, à la fabrication de la chicorée brûlée, principalement de la chicorée en grains. Or, cette fabrication ne va pas sans laisser d'assez fortes quantités de chicorée en poudre, de qualité inférieure, que le fabricant étranger ne peut placer entièrement sur son marché intérieur. Les prix élevés qu'il obtient pour la chicorée en grains lui permettent de sacrifier ses prix d'exportation pour la chicorée en poudre, cette dernière n'étant pour lui, en définitive, qu'un sous-produit. C'est afin de réagir contre ces éléments de concurrence qu'il est prévu, au n° 247, un droit, peu élevé du reste, de 3 francs aux 100 kil. pour la chicorée et les succédanés de la chicorée, torréfiés, en grains ou moulus. » (*Exp. m.*, p. 24.)

		Quantité :	Valeur :	
		—	—	
1923 (10 mois)	Importations :	1,778,612 kil.	1,762,638 francs	} <i>Bull. m.</i> , n° 164
	Exportations :	54,209 kil.	888,196 francs	

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.		
		Base.	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
		—	—	—	—	—
N° 250. Moutarde préparée :						
a) Farine de moutarde préparée						
pour la consommation		100 k. (poids brut)	12 »	3	12 »	2
b) Moutarde liquide.						
100 k. (poids brut)		12 »	3	12 »	2	
Tarif actuel : a et b 100 kil. (poids brut) 12 × 3.						

N° 262. Moût de vin (jus de raisin frais non fermenté) :

Projet de tarif :

a) Stérilisé, sans alcool :

1. Logé en bouteilles Hectol. 180 »
 2. Logé autrement qu'en bouteilles Hectol. 60 »

b) Autre Régime des vins.

Tarif actuel :

a) 1 et 2 hect. 20 × 3;
 b) Régime des vins.

Le Gouvernement propose un amendement au n° 262 :

« Le moût de vin stérilisé, sans alcool, et logé en bouteilles, dit la note explicative, n'est passible actuellement que du droit de 60 francs l'hectolitre, afférent aux *vins importés autrement qu'en bouteilles*.

» On a réclamé contre l'inscription au nouveau tarif du droit de 180 francs l'hectolitre qui frapperait le produit en question, uniquement importé pour le traitement de certaines maladies, et encore en assez faibles quantités.

» On propose de faire droit à cette réclamation en conservant, tel quel, le droit du tarif en vigueur. »

Texte de l'amendement :

Moût de vin (jus de raisin frais non fermenté) :

a) Stérilisé, sans alcool :

1. Logé en bouteilles hectol. 180 ⁽¹⁾ 60 ⁽¹⁾

2. Logé autrement qu'en bouteilles . . . Régime des vins.

b) Autre Régime des vins.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 264. Vins préparés à l'aide de plantes aromatiques, de quina ou d'autres substances médicamenteuses, ou ayant subi une préparation en vue de la fabrication du vin mousseux, ne titrant pas plus de 21° à l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° centigrades :					
a) importés en bouteilles hectolitre		240 »	—	160 »	—
b) importés autrement id.		180 »	—	120 »	—
Tarif actuel : a et b Hectol. 60 × 3.					
N° 265. Vins autres, ne titrant pas plus de 21° de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° centigrades :					
a) logés en bouteilles :					
1. mousseux id.		240 »	—	160 »	—
2. non dénommés id.		180 »	—	120 »	—
b) logés autrement qu'en bouteilles :					
1. ne titrant pas plus de 15° de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° centigrades (1) id.		60 »	—	ne titrant pas plus de 12 %.	40 »

(1) Droit d'accise.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
2. titrant plus de 15° de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° centigrades	hectolitre	60 » ⁽²⁾	—	titrant plus de 12° : 60 » ⁽²⁾	—

Tarif actuel :

a) Hectol. 60 $\times$ 3.

b) Hectol. 20 $\times$ 3 ⁽²⁾.

⁽²⁾ Indépendamment, — pour chaque degré d'alcool excédant 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac — d'un droit égal à celui qui frappe les eaux-de-vie étrangères, et d'une taxe additionnelle de 16 p. c. du montant de ces droits.

N° 266. Eaux-de-vie de toute espèce :

a) en cercles, à 35° ou moins de d'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade.	id.	900 » ⁽²⁾	—	630 » ⁽²⁾	—
	id.	jusqu'à 50°	900 » ⁽²⁾	—	—
b) en cercles, pour chaque degré au-dessus de 35° ⁽¹⁾	id.	—	—	18 » ⁽²⁾	—
		au-dessus de 50°, 18 francs par degré et par hectolitre ⁽²⁾			
c) en bouteilles, titrant 50° ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade.	id.	1,800 » ⁽²⁾	—	1,400 » ⁽²⁾	—
d) en bouteilles, titrant plus de 50° de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade	id.	1,800 » ⁽²⁾	—	1,800 » ⁽²⁾	—

Tarif actuel : Hectol. 900 — 18 — 1,800 ⁽²⁾.

⁽²⁾ Plus une taxe additionnelle égale à 16 p. c. du montant des droits d'entrée.

N° 267. Liqueurs, sans distinction de logement :

a) titrant 50° ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade.	id.	1,800 » ⁽²⁾	—	1,400 » ⁽²⁾	—
b) titrant plus de 50° de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade.	id.	1,800 » ⁽²⁾	—	1,800 » ⁽²⁾	—

Tarif actuel : hectol. 1,800 ⁽²⁾.

⁽²⁾ Plus une taxe additionnelle égale à 16 p. c. du montant des droits d'entrée.

**N° 269. Préparations alcooliques non
dénommées ni comprises
ailleurs, contenant en alcool
ordinaire ou autre :**

a) 10 p. c. ou moins	id.	360 » ⁽³⁾	—	180 » ⁽³⁾	—
b) plus de 10 p. c. et pas plus de 20 p. c.	id.	360 » ⁽³⁾	—	360 » ⁽³⁾	—
c) plus de 20 p. c. et pas plus de 50 p. c.	id.	900 » ⁽³⁾		900 » ⁽³⁾	—
d) plus de 50 p. c. et pas plus de 75 p. c.	id.	1,800 » ⁽³⁾	—	1,350 » ⁽³⁾	—
e) plus de 75 p. c.	id.	1,800 » ⁽³⁾	—	1,800 » ⁽³⁾	—

Tarif actuel : Hectol. 360 — 900 — 1,800 ⁽³⁾.

⁽³⁾ Les préparations alcooliques, non
dénommées ni comprises ailleurs, con-
tenant de l'alcool éthylique, sont pas-
sibles, en outre, d'une taxe addition-
nelle fixée à 16 p. c. du montant des
droits d'entrée.

SECTION V.

**Produits chimiques et pharmaceutiques ; engrais chimiques préparés ;
matières colorantes, matières tannantes, couleurs, laques, vernis et
mastics ; colles et gélatines ; essences, parfumeries et cosmétiques.**

Résumé analytique.

5 classes, n°s 279 à 452 : 271 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit.	238	155
Taxées :		
<i>Ad valorem</i>	16	18
Droits spécifiques	17	98
	33	116
	271	271

Les 83 catégories exemptes de droits dans le tarif actuel et taxées par le projet sont comprises dans les numéros suivants du projet de tarif :

288	303	313	322	331	374	415	431	440
289	307	315	327	360	375	419	432	441
290	308	317	328	361	390	420	433	442
291	309	318	330	363	392	424	434	451
293	310	319	334	364	400	425	435	
294	311	320	337	366	401	426	436	
295	312	321	338	368	413	428	438	

Le Gouvernement propose des amendements aux n°s 307, 338, 340, 382, 384, 400, 401, 422, 435, 449.

La Convention avec la France modifie :

Droit et coefficient	1	catégorie.
Droit seul.	30	id.
Coefficient seul	1	id.
	32	id.

Observation générale.

Des observations ont été présentées en Commission quant au mode de taxation des réipients contenant les produits relevés dans la Section V.

L'administration a remis à la Commission sur cette question la note suivante :
« Le projet de nouveau tarif, dit l'Exposé des motifs, comprend surtout des

droits établis d'après le poids, ce qui plus que précédemment a fait ressortir l'utilité de concevoir un système de liquidation procurant des facilités au commerce et sauvegardant en même temps l'intérêt fiscal.

» Une grosse complication, pour les marchandises emballées, résulte de l'obligation de les dépouiller pour satisfaire aux exigences du contrôle douanier.

» Pour épargner aux importateurs de lourdes charges de ce chef et dispenser aussi les agents vérificateurs de procéder à des pesages compliqués, il est prévu dans beaucoup de tarifs, par rapport aux marchandises passibles de droits peu élevés que l'imposition en aura lieu sur la base du poids brut, *les taux de droit étant au reste fixés à l'avenant.*

» Dans ce même esprit, l'article 5, § 1^{er} (litt. a), dispose que, sauf les exceptions établies par le tarif, les droits d'entrée d'après le poids seront liquidés sur le poids brut quant aux marchandises assujetties à des droits qui ne dépassent pas 10 francs les 100 kil. en tarif minimum et 30 francs les 100 kil. en tarif maximum, coefficients non compris. »

Ces dispositions sont à retenir ici.

Parmi les produits de la Section V, il en est auxquels s'appliqueront les exceptions prévues au (litt. a), § 1^{er} de l'article 5 précité et pour lesquels il y aura lieu à taxation au net.

Ce sont :

- Nos 288. — Hydrogène liquéfié ou comprimé.
- 289. — Oxygène liquéfié ou comprimé.
- 290. — Chlore liquéfié ou comprimé.
- 291. — Acide sulfureux (anhydride sulfureux) liquéfié ou comprimé.
- 292. — Acide carbonique (anhydride carbonique) liquéfié ou comprimé.
- 293. — Acétylène comprimé.
- 294. — Ammoniaque liquéfiée par compression (ammoniaque anhydre).
- 296. — Gaz comprimés non dénommés ni compris ailleurs.

Les droits fixés pour ces articles ont été spécialement établis en vue d'une taxation au net, celle-ci étant en l'occurrence, la plus rationnelle. Il existe en effet, ici, une disposition trop grande entre le poids du contenu et celui du contenant et, d'autre part, la constatation du net est aisée, les récipients en acier renfermant la marchandise portant, gravée dans le métal, l'indication de leur poids à vide.

Quant aux produits qui seront taxés au brut, on relève principalement parmi ceux que l'on importe communément en wagons-citernes, wagons-jarres, tambours métalliques ou touries en verre, les diverses espèces ci-après :

- Nos 307c. — Acide chlorhydrique.
- g. — Acide nitrique.
- m. — Acide sulfurique.
- 309. — Lessives de potasse caustique.
- 312. — Lessives de soude caustique.
- 317. — Eau de Javel.
- 318. — Eau de Labarraque.
- 319d. — Sulfhydrate de soude.
- 320c. — Bisulfite de soude.
- 363. — Acétone ordinaire.
- 364. — Éther méthylacétique.
- 365. — Éther acétique.
- 366. — Éther nitrique.
- 367. — Éther sulfurique, etc.

N° 288. Hydrogène liquéfié ou comprimé.

Projet de tarif : 100 kil. (poids net) $7,50 \times 3$.

Tarif actuel : exempt

L'Exposé des motifs explique l'imposition en ces termes :

« Sous le régime actuel (n° 53), à part l'acide carbonique liquéfié, l'éther acétique et l'éther sulfurique, passibles respectivement des droits de fr. 5., 8. et 3. les 100 kil., les produits chimiques sont exempts de droits à l'entrée. Cette absence complète de défense vis-à-vis de la concurrence étrangère n'a pas été sans émouvoir nos industriels et sans susciter de leur part de vives instances pour que le soutien nécessaire leur soit accordé. »

» On propose l'établissement de droits — très modérés du reste, leur incidence oscillant, d'une manière générale, entre 5 et 10 % de la valeur — sur les seuls produits dont les similaires sont fabriqués dans notre pays. » (*Exp. m.*, p. 28.)

La Convention avec la France réduit le droit de $(7,50 \times 3)$ fr. 22,50 à $(6,50 \times 3)$ fr. 19,50.

N° 289. Oxygène liquéfié ou comprimé.

Projet de tarif : 100 kil. (poids net) 10×3 .

Tarif actuel : exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France réduit le droit de (10×3) 30 francs à $(6,50 \times 3)$ fr. 19,50.

N° 290. Chlore liquéfié ou comprimé.

Projet de tarif : 100 kil. (poids net) $2,50 \times 3$.

Tarif actuel : exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 291. Acide sulfureux (anhydride sulfureux) liquéfié ou comprimé.

Projet de tarif : 100 kil. (poids net) $2,50 \times 3$.

Tarif actuel : exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 292. Acide carbonique (anhydride carbonique) liquéfié ou comprimé.

Projet de tarif : 100 kil. (poids net) 10×3 .

Tarif actuel : 100 kil. 5×5 .

La Convention avec la France réduit le coefficient de 3 à 2,5.

N° 293. Acétylène comprimé.

Projet de tarif : 100 kil. (poids net) 2×3 .

Tarif actuel : exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients
N° 294. Ammoniaque liquéfiée par compression (ammoniaque anhydre)	100 kil. poids net	12 »	3	8 »	3

Tarif actuel : Exempte.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 295. Solutions d'ammoniaque	100 kil.	2.50	3	1 50	3
--	----------	------	---	------	---

Tarif actuel : Exemptes.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 303. Anhydride arsénieux (arsenic blanc)	id.	2.50	3	1 »	3
---	-----	------	---	-----	---

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 307. Acide : b) borique naturel ou autre.

Projet de tarif 100 kil. 2.50 $\times$ 3.

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La convention avec la France modifie le libellé et le droit :

b) acide borique :

1. raffiné 100 kil. 2.50 $\times$ 3.

2. autre exempt.

Acide : c) chlorhydrique (muriatique.)

Projet de tarif : 100 kil. 0.50 $\times$ 3.

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

Acide : d) citrique.

Projet de tarif : Exempts

Tarif actuel : Exempts.

Le Gouvernement propose par amendement d'imposer cet article.
« Comme il a été établi que ce produit se fabrique en Belgique, dit la note explicative, on propose de lui appliquer, en tarif minimum, le droit modéré de 10 % *ad valorem* au même titre qu'à d'autres fabricats de l'industrie belge compris dans la Section V et également affectés de droits d'entrée. »

Texte de l'amendement :

Acide : d) citrique. Valeur 30 % 10 %.

Acide : f) lactique.

Une note adressée à la Commission signale que l'acide lactique serait frappé d'un droit de 15 % *ad valorem*.

Ce droit n'est prévu qu'en tarif maximum.

L'acide lactique est *exempt* en tarif minimum.

Acide : g) nitrique (azotique) :

Projet de tarif : 100 kil. 3×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

Acide : h) oléique :

Projet de tarif : 100 kil. 2×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

Acide : l) stéarique :

Projet de tarif : 100 kil. 5×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

Acide : m) sulfurique :

Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France réduit le droit de (0.50×3) fr. 1.50 à (0.25×3) fr. 0.75.

Acide : n) tartrique.

Projet de tarif : exempt.

Tarif actuel : exempt.

Le Gouvernement propose par amendement d'imposer cet article pour les mêmes motifs que ci-dessus, n° 307 d.

Texte de l'amendement :

n) Tartrique. Valeur 30 % 10 %.

N° 308. Potasse caustique cristallisée ou raffinée.

Projet de tarif : 100 kil. 5×3 .

Tarif actuel : exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 309. Lessives de potasse caustique.

Projet de tarif : 100 kil. 2.50×3 .

Tarif actuel : exemptes.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 310. Carbonate de potasse :

Projet de tarif :

b) raffiné. 100 kil. 2×3

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La convention avec la France réduit le droit de (2×3) 6 francs à (1.50×3) fr. 4.50.

N° 311. Soude caustique cristallisée ou raffinée :Projet de tarif : 100 kil. 2.50×3

Tarif actuel : Exempte.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France réduit le droit de (2.50×3) fr. 7.50 à (1.25×3) fr. 3.75.**N° 312. Lessives de soude caustique :**Projet de tarif : 100 kil. 1×3

Tarif actuel : Exemptes.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France réduit le droit de (1×3) 3 francs à (0.50×3) fr. 1.50.**N° 313. Carbonate de soude :**Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France exempte de droit l'article n° 313.

N° 315. Chlorure : e) de chaux :Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France réduit le droit de (0.50×3) fr. 1.50 à (0.25×3) fr. 0.75.**Chlorure : n) de potassium raffiné :**Projet de tarif : 100 kil. 1×3

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 317. Eau de Javel :Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3

Tarif actuel : Exempte.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 318. Eau de Labarraque :Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3

Tarif actuel : Exempte.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 319. Sulfures :

b) de carbone :

Projet de tarif : 100 kil. 2×3

d) de sodium (cristallisé ou concentré), et sulfhydrate de soude :

Projet de tarif : 100 kil. 1.50×3

b et d) Tarif actuel : Exempts.

Voir pour b et d l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 320. Sulfites.

- a) de chaux (y compris le bisulfite) :
 Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3
- b) de potasse (y compris le bisulfite et l'hyposulfite) :
 Projet de tarif : 100 kil. 1×3
- c) de soude (y compris le bisulfite et l'hyposulfite) :
 Projet de tarif : 100 kil. 0.75×3
- Tarif actuel : a, b et c. Exempts.

Voir pour a, b et c l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 321. Sulfate de soude et bisulfate de soude (sel de Glauber).

- Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3
- Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France réduit le droit de $(0,50 \times 3)$ fr. 1,50 à $(0,40 \times 3)$ fr. 1,20.

L'Association des Maîtres de verreries belges attire l'attention de la Chambre sur le fait que la fabrication du sulfate de soude en Belgique ne peut suffire au besoin de l'industrie et que les industriels sont forcés, en raison de cette production insuffisante, de s'adresser aux producteurs étrangers. Le résultat immédiat de l'application du droit sera, disent-ils, d'augmenter le coût du produit et, alors que leurs efforts tendent à réduire le prix de revient de leur produit destiné pour sa presque totalité à l'exportation, d'entraîner une augmentation de ce prix. Elle réclame la suppression des droits.

Sulfate de soude

		Quantité :	Valeur :	
		—	—	
1913	Importations. . . .	66,938,256 kil.	3,349,163 francs.	} Tabl. gén. n° 26.
	Exportations. . . .	9,563,627 id.	478,181 id.	
1923	Importations. . . .	15,749,582 kil.	6,436,457 francs.	} Bull. Mens. n° 36.
	(10 mois) Exportations. . . .	5,920,005 id.	1,664,854 id.	

La Commission a adopté le droit du projet de tarif.

N° 322. Aluns :

Projet de tarif :

- a) Alun d'ammoniaque (sulfate double d'alumine et d'ammoniaque) 100 kil. 1×3
- b) Alun de potasse (sulfate double d'alumine et de potasse) —
 (alun blanc, alun ordinaire). 100 kil. 1×3
- c) Alun de soude (sulfate double d'alumine et de soude) 100 kil. 1×3
- d) Alun de chrome, et autres aluns non dénommés ni compris ailleurs. Exempts.

Tarif actuel : a, b, c et d exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 327. Carbone de calcium.Projet de tarif : 400 kil. 0.25×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France réduit le droit de (0.50×3) fr. 1.50 à (0.25×3) fr. 0.75.**N° 328. Chromate et bichromate de potasse, chromate et bichromate de soude.**Projet de tarif : 400 kil. 5×3 .

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 330. Manganate et permanganate de potassium.Projet de tarif : 400 kil. 4×3 .

Tarif actuel : Exempte.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 334. Nitrate de potasse raffiné.Projet de tarif : 400 kil. 2.50×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 337. Phosphures de cuivre et d'étain.Projet de tarif : 400 kil. 5×3 .

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 338. Silicates de soude et de potasse, anhydres, cristallisés ou en solution; fluosilicate de soude.Projet de tarif : 400 kil. 1.25×3 .

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

Cette taxation a été critiquée en Commission par suite de la diversité de valeur des produits qui y sont compris.

Comme les silicates anhydres ou cristallisés ont une valeur dépassant notablement celle des silicates hydratés ou en solution, le Gouvernement propose la subdivision de la rubrique « avec taxation appropriée », dit la note explicative.

Texte de l'amendement :

Silicates de soude et de potasse; fluosilicate de soude :

a) anhydres ou cristallisés.	400 kil.	7.50	2.50	3
b) hydratés	400 kil.	3.75	1.25	3

La Commission a adopté le texte amendé du projet.

N° 340. Tartrate de potasse, y compris le tartrate double de potasse et de soude.

Projet de tarif : Exempt.

Tarif actuel : Exempts.

Cet article est taxé par un amendement du Gouvernement; les motifs sont ceux indiqués plus haut, n° 307 d.

Texte de l'amendement :

Tartrates de potasse et autres, y compris le				
tartrate double de potasse et de soude . . .	valeur	30 %	40 %	

N° 351. Naphtaline :

Projet de tarif :

- a) brute ou cristallisée rose exemple
 b) blanche du commerce 100 kil. . . . 4 × 3

Tarif actuel : a) et b) exempté.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 356. Alcool amylique et alcools homologues (butylique, propylique, etc.), chimiquement purs.

Projet de tarif : 100 kil. 30 × 5.

Tarif actuel : hect. 1,800 francs.

L'Exposé des motifs (p. 28) s'explique sur cette transformation des droits en ces termes :

« L'alcool amylique est actuellement passible du droit de 1,800 francs l'hectolitre, ce qui correspond à fr. 22.50 le kil. Le projet ne le taxe qu'au droit de 30 francs les 100 kil., avec coefficient 5, soit 1.50 au kilo.

» Cette modification constitue une diminution considérable des droits actuels ; elle a été concédée en vue de favoriser les industries qui utilisent ces produits. »

La Convention avec la France réduit le droit de (30 × 5) 150 francs les 100 kil. à (25 × 5) 125 francs.

		Quantité :	Valeur :	
1913	Importations	1,242.48 hect.	118,036 francs.	} Tabl. gén. n° 273.
	Exportations	0.01 hect.	1 franc.	
1923 (10 m.)	Importations	117.12 hect.	98,684 francs.	} Bull. m., n° 375.
	Exportations	1,945.43 hect.	925,806 francs.	

La Commission a adopté le texte du projet de tarif.

N° 357. Alcool méthylique brut (méthylène).

Projet de tarif : 100 kil. 30 × 5.

Tarif actuel : Hect. 360 — 900 — 1,800 francs.

« Cette modification constitue une diminution considérable des droits actuels ; elle a été concédée en vue de favoriser les industries qui utilisent ces produits. » (*Exp. m.*, p. 28.)

La Convention avec la France réduit le droit de (30 × 5) 150 francs les 100 kil. à (25 × 5) 125 francs.

N° 358. Alcool méthylique rectifié.

Projet de tarif : 100 kil. 30 × 5.

Tarif actuel : Hect. 360 — 900 — 1,800 francs.

Même observation que le n° 357. (*Exp. m.*, p. 28.)

La Convention avec la France réduit le droit de (30 × 5) 150 francs les 100 kil. à (25 × 5) 125 francs.

Aux termes de la loi du 15 avril 1896, article 13, décharge totale ou partielle des droits peut être accordée moyennant dénaturation préalable, aux alcools destinés exclusivement à des usages industriels, y compris le chauffage et l'éclairage.

Une pétition adressée à la Chambre demande si cette décharge disparaît en raison de l'article 11 du projet de loi qui abroge les lois antérieures « en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions qui précèdent » :

- a) De réduire le droit à 2 francs les 100 kil. avec coefficient 5 ;
- b) D'exempter des droits les méthylènes bruts à 50° à provenir de la Colonie.

Aucune abrogation expresse ou tacite de la loi de 1896 ne résulte ni du projet de loi ni du projet de tarif; le Gouvernement s'est déclaré d'accord sur cette interprétation. Voir le rapport sur l'article 11 du projet de loi.

La Commission a adopté le droit inscrit dans le projet de tarif.

N° 360. Aldéhyde formique (formaldéhyde, formol) en solution à 40° ou moins.

Projet de tarif : 100 kil. 35×5 .

Tarif actuel : Exempte.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

La Convention avec la France réduit le droit de (35×5) 175 francs par 100 kil. à (30×5) 150 francs.

N° 361. Trioxyméthylène ; hexaméthylènetétramine.

Projet de tarif : 100 kil. 50×5 .

Tarif actuel : Exempte.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 363. Acétone ordinaire (propanone).

Projet de tarif : 100 kil. 5×3 .

Tarif actuel : Exempte.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 364. Éther méthylacétique (acétate de méthyle).

Projet de tarif : 100 kil. 5×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 366. Éther nitrique (nitrate d'éthyle).

Projet de tarif : 100 kil. 5×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 288.

N° 368. Collodion.Projet de tarif : 400 kil. 30×5 .

Tarif actuel : Exempt.

La Convention avec la France réduit le droit de (30×5) 150 francs par 400 kil. à (20×3) 60 francs.

N° 374. Créosote, carbonate de créosote (de bois).

Projet de tarif : valeur 5 p. c.

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus n° 288.

N° 375. Gaïacol, carbonate de gaïacol.

Projet de tarif : valeur 5 p. c.

Tarif actuel : exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 285.

N° 382. Médicaments préparés, préparations dosées et spécialités pharmaceutiques.

Projet de tarif : valeur 20 p. c.

Tarif actuel : droits divers.

Une note ajoute : « à l'égard des produits renfermant de l'alcool, le droit ne peut être inférieur à celui afférent aux préparations alcooliques du n° 269. »

La Convention avec la France réduit le droit de 20 % à 15 % à la valeur.

Le Gouvernement propose un amendement au n° 38. A la demande de la « Nationale Pharmaceutique », Fédération des Unions et des Œuvres pharmaceutiques belges, il modifie la note afférente à cette position du tarif, par une ajoute ainsi conçue :

« Les droits sont calculés d'après le prix de vente inscrit sur les flacons, boîtes, paquets, etc.

» Cette disposition, dit la note explicative, est analogue à celle qui figure dans la loi française du 19 avril 1923, relative à l'importation des médicaments composés.

» Il est évident que le mode de calcul préconisé présenterait de grandes facilités, tant pour les importateurs que pour le service des douanes. Le prix de vente au public, marqué sur le conditionnement extérieur, permet au service de contrôle d'établir une taxation rapide et immédiate, sans devoir s'attarder à décomposer le contenant et le contenu de la spécialité. »

Voici le texte de l'amendement :

Médicaments préparés, préparations dosées

et spécialités pharmaceutiques Valeur. 60 %⁽¹⁾ 20 %⁽¹⁾

(1) Les droits sont calculés d'après le prix de vente inscrit sur les flacons, boîtes, paquets, etc. A l'égard des produits renfermant de l'alcool, le droit ne peut être inférieur à celui afférent aux préparations alcooliques du n° 269.

N° 384. Produits chimiques non dénommés ni compris ailleurs.

Projet de tarif : Exempts.

Tarif actuel : Exempts.

Un amendement, motivé par les considérations indiquées plus haut (307 d), établit un droit sur certains produits.

Ex 384	Borax raffiné (borate de soude)	valeur	30 p. c.	10 p. c.
	Citrates de chaux et autres	valeur	30 p. c.	10 p. c.

N° 389. Sulfate d'ammoniaque.Projet de tarif : 400 kil. 1.50×3

Tarif actuel : Exempt.

L'exemption, dit l'Exposé des motifs, n'est pas maintenue pour ce produit, que notre pays produit en grandes quantités. (*Exp. m.*, p. 29.)

La Convention avec la France réduit le droit de (1.50×3) fr. 4.50 à (1×3) 3 francs.

N° 392. Superphosphate de chaux; phosphate précipité.Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 389.

La Convention avec la France réduit le droit de (0.50×3) fr. 1.50 par 100 kil. à fr. 0.25 sans coefficient.

N° 400. Extraits tannants.

Projet de tarif :

a) de chêne.	100 kil. 0.50×3
b) de châtaignier	id. id.
c) de sumac	id. id.
d) de noix de galle	id. id.
e) de Quebracho, liquides, pâteux ou secs.	id. id.
f) autres	id. id.

Tarif actuel : exempts.

« Les industries belges traitant ces matières, dit l'Exposé des motifs, se trouvent dans la même situation que la branche produits chimiques. Le projet de tarif prévoit également, pour les articles dont les similaires sont fabriqués en Belgique et qui, antérieurement, étaient admis en franchise, un léger droit de soutien dont l'incidence, dans la grande majorité des cas, est inférieure à 5 % de la valeur. » (*Exp. des motifs*, p. 29.)

La Convention avec la France exempte.

b) extrait tannant de châtaignier;

c) extrait tannant de sumac.

Le Gouvernement propose par amendement de maintenir l'exemption du tarif actuel :

« Bien que le droit prévu pour les matières tannantes, dit la note explicative, soit excessivement modéré (fr. 0.50 les 100 kil. avec

coefficient 3 en tarif minimum), il a paru préférable, dans l'intérêt de la tannerie belge, de conserver à ces produits le régime de la libre entrée dont ils jouissent actuellement. »

La Commission a rejeté l'amendement et adopté le texte du projet.

N° 401. Acide tannique, acides gallique, gallominique et similaires.

Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

Le Gouvernement, pour le motif indiqué au n° 400, propose par amendement de maintenir l'exemption du tarif actuel.

La Commission a rejeté l'amendement et adopté le texte et le droit du projet de tarif.

N° 413. Carbonate de plomb (céruse).

Projet de tarif : 100 kil. 2.50×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 415. Minium de plomb (oxyde rouge de plomb, mine orange).

Projet de tarif : 100 kil. 2.50×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 419. Oxyde de zinc (blanc et gris de zinc).

Projet de tarif : 100 kil. 2.50×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 420. Sulfure de zinc, même mélangé à d'autres produits (lithopone, blanc de Griffith).

Projet de tarif : 100 kil. 1.50×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 422. Noir de fumée.

Projet de tarif : Exempt.

Tarif actuel : Id.

Le Gouvernement, par amendement, justifié par les considérations produites plus haut (n° 307 d), propose de taxer ces articles conformément au texte suivant :

N° 422. Noir de fumée et noir minéral.

Valeur. 30 p. c. 40 p. c.

N° 424. Outremer naturel ou factice.

Projet de tarif : 100 kil. 40 × 3.

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 425. Bleu de Prusse, pur ou additionné de matières minérales ou d'amidon, sec ou en pâte.

Projet de tarif : 100 kil. 1.50 × 3.

Tarif actuel : Exempt.

Voir Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 426. Graphite conditionné pour la vente au détail.

Projet de tarif : valeur 15 p. c.

Tarif actuel : Exempt.

Le droit ordinaire de 15 p. c. à la valeur a été substitué à la libre entrée. (*Exp. m.*, p. 29.)

La Convention avec la France réduit le droit de 15 p. c. à 13 p. c.

N° 427. Couleurs de toutes sortes en crayons, en étuis, en capsules, en godets, en pastilles, en petites vessies, en petits flacons, en sachets, en tablettes, en tubes, même conditionnés, sur cartes ou en boîtes.

Projet de tarif : valeur 15 p. c.

Tarif actuel : Exemptes; valeur 15 p. c.

Ces articles, pour la plupart articles de bazar et de commerce de détail, sont taxés au droit ordinaire, régime substitué à celui de la libre entrée. (*Exp. m.*, p. 29.)

La Convention avec la France réduit le droit de 15 p. c. à 12 p. c. pour les couleurs de toutes sortes en tubes.

N° 428. Encre et poudres d'encre :

Projet de tarif :

a) à écrire ou à dessiner, y compris l'encre de Chine . . . valeur 15 p. c.

b) à imprimer, y compris les encres pour gravures, pour machines à écrire, pour appareils télégraphiques, etc. :

1. noires :

A. importées en fûts 100 kil. 40 » 3

B. importées autrement 100 kil. 20 » 3

2. de couleur 100 kil. 25 » 3

Tarif actuel :

a) valeur : 15 p. c.

b) Exemptes.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 431. Vernis, laques et siccatifs, mélangés ou non avec des matières colorantes; couleurs dites à l'émail.

Projet de tarif :

a. A l'alcool	100 kil.	120 francs.
b. Autres	100 kil.	10 × 3

Tarif actuel :

- a. Hect. 360-900-1,800 francs, plus 16 % du montant des droits d'entrée pour les produits renfermant de l'alcool éthylique, à l'exception des vernis.
- b. Exempts.

L'Exposé des motifs signale la réduction du droit pour les *verniss à l'alcool* dont certaines industries belges font une forte consommation (fabrique de capsules en étain notamment. (*Exp. m.*, p. 30.)

Une lettre, jointe au procès-verbal d'une des sections, proteste contre le droit de l'article 431 b, le vernis étant principalement un produit d'importation anglaise non taxé dans ce pays; elle ajoute qu'il n'y a en Belgique qu'une vingtaine d'usines n'employant que 100 à 150 ouvriers et que les droits d'entrée ne donneront presque aucune ressource au Trésor.

D'autre part, des fabricants de vernis à l'alcool demandent le maintien du droit actuel qui représente un droit de 9 à 18 francs par litre; le droit de 120 francs équivalant un droit de 11 % par hectolitre, la densité des vernis à l'alcool étant en moyenne de 0.9. Ils signalent que les étrangers jouissent de la ristourne totale des droits d'accise sur l'alcool, tandis que l'industrie belge paie 0.72 de droits d'accise aux cent degrés. L'alcool qui revient aux industriels français à 145 francs l'hectolitre coûte en Belgique de 200 à 300 francs l'hectolitre suivant la qualité. Si l'on tient compte du montant du droit d'accise, le droit de douane n'est plus fr. 1.10 par litre mais fr. 0.60.

Vernis à l'alcool :		Quantité :	Valeur :	} Bull. m., n° 376.
1923 (10 mois)	Importations	47 90 hectol.	96,365 francs	
	Exportations	4 24 hectol.	3,052 francs	

Laques et vernis autres qu'à l'alcool :

		Quantité :	Valeur :	} Bull. m.
1923 (10 mois)	Importations	628 199 kil.	3,852,533 francs	
	Exportations	470,862 kil.	2,332,544 francs	

La Commission a adopté le texte et le droit du projet de tarif.

N° 432. Couleurs à base de craie, de sulfate de baryte ou d'autres produits, colorés à l'aniline (couleurs factices).

Projet de tarif : 100 kil. 2 50 × 3.

Tarif actuel : exemptes.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

La Convention avec la France réduit le droit de (2.50 × 3) fr. 7.50 les 100 kil. à (2 × 3) 6 francs.

La Commission a adopté le texte et le droit du projet de tarif.

N° 433. Couleurs à base de craie, de sulfate de baryte ou d'autres produits, colorés au moyen de pigments minéraux.

Projet de tarif : 100 kil. 2.50×3 .

Tarif actuel : Exemptes.

Voir Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

La Convention avec la France réduit le droit de (2.50×3) fr. 7.50 les 100 kil. à (2×3) 6 francs.

La Commission a adopté le texte et le droit du projet de tarif.

N° 434. Couleurs de bronze ou d'aluminium.

Projet de tarif : 100 kil. 3×3 .

Tarif actuel : Exemptes.

Voir Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 435. Émaux en poudre pour l'émaillage des métaux.

Projet de tarif : 100 kil. 40×3

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

Ces produits s'important soit en masse, soit en poudre ou à l'état liquide, le Gouvernement propose de modifier le texte du projet afin de mieux préciser la portée de la rubrique et d'éviter les contestations éventuelles.

L'amendement comporte en outre une augmentation du droit primitivement fixé, celui-ci, dit la note explicative, « étant beaucoup trop faible pour permettre à nos producteurs de concourir à conditions égales avec l'importation étrangère. »

Texte de l'amendement :

Émaux en masse, en poudre ou liquides, pour l'émaillage
des métaux ou autres produits. 100 kil. 90 » 30 » 3

L'amendement a été adopté par la Commission par 8 voix contre 5.

N° 436. Couleurs préparées non spécialement tarifées, importées en récipients de tout genre, pesant :

Projet de tarif :

- | | |
|--|--------------------------|
| a) 10 kilogrammes et plus (1). | 100 kil. 3.50×3 |
| b) de 1 à 10 kilogrammes (1). | id. 5×3 |
| c) moins de 1 kilogramme (1). | id. 7.50×3 |

Tarif actuel : Exemptes.

Voir Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 438. Mastics à l'huile, mastics résineux, mastics au caoutchouc et à la gutta-percha, mastics à la colle et autres mastics non dénommés ni compris ailleurs :

Projet de tarif.	400 kil.	2.50 × 3
Tarif actuel.		Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 400.

N° 439. Toutes couleurs, teintures ou matières colorantes contenant de l'alcool :

Projet de tarif : Régime des préparations alcooliques du n° 269.

Tarif actuel : Hect. 360 — 900 — 1,800 francs, plus 16 p. c. du montant des droits d'entrée pour les produits renfermant de l'alcool éthylique, à l'exception des vernis.

La Convention avec la France fixe le droit pour ces articles à 120 francs les 100 kil.

N° 440. Colle de poisson, de tendons de baleine et autres similaires :

Projet de tarif.	400 kil.	20 × 3
Tarif actuel.		Exempts.

« Toujours dans le même esprit, il est prévu un léger droit de soutien pour ces produits n°s 440 à 447, antérieurement admis en franchise.

» Les droits sont très modérés et varient de 1 à 6 p. c. de la valeur des produits » (*Exp. m.*, p. 30.)

La Convention avec la France réduit le coefficient de 3 à 2.5.

N° 441. Colle d'os, de nerfs, de peaux, etc. :

Projet de tarif :

a) en plaques, en feuilles ou en poudre	400 kil.	3 × 3
b) liquide, en gelée ou en pâte	400 kil.	2.50 × 3

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 440.

La Convention avec la France réduit le coefficient pour a et b de 3 à 2.5.

N° 442. Gélatine :

Projet de tarif :

a) en poudre	400 kil.	40 × 3
b) en feuilles, en feuillets ou en plaques :		
1. métallisée, irisée, moirée, vernie ou vernissée.	400 kil.	20 × 3
2. autre	400 kil.	40 × 3

Tarif actuel :

a) Exempte.
b) 1 et 2 valeurs, 15 p. c.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 440.

La Convention avec la France réduit le coefficient de 3 à 2.5.

N° 443. Pâtes à base de gélatine, avec ou sans addition de sucre, pour rouleaux d'imprimerie, appareils de reproduction graphique et usages similaires :

Projet de tarif.	400 kil.	45 × 3
Tarif actuel.	Exempts.	400 kil. (12 — 20 — 30) × 3

La Convention avec la France réduit le coefficient de 3 à 2.5.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 445. Colles renfermant de l'alcool	400 kil.	—	—	120 »	—
	hectolitre	360 »	—	—	—
		900 »	—	—	—
		1,800 » ⁽¹⁾	—	—	—

Tarif actuel : hectol. 360-900-1,800 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ plus 16 p. c. du montant des droits d'entrée pour les produits contenant de l'alcool éthylique.

N° 446. Colles importées en récipients de tout genre, d'un poids brut de 1 kil. ou moins.	valeur	15 p. c.	—	12 p. c.	—
---	--------	----------	---	----------	---

Tarif actuel : droits divers.

N° 447. Colles non dénommées ni comprises ailleurs	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
--	-----	----------	---	----------	---

Tarif actuel : droits divers.

N° 449. Essences artificielles, non dénommées ni comprises ailleurs, employées dans la parfumerie, la pâtisserie, la confiserie, la fabrication des liqueurs et pour tous usages similaires.

Projet de tarif :

a) renfermant de l'alcool valeur 10 p. c. ⁽¹⁾;

b) ne renfermant pas d'alcool valeur 10 p. c.

⁽¹⁾ sans que le droit puisse être inférieur aux droits afférents aux préparations alcooliques du n° 269.

Tarif actuel : droits divers.

Le projet ramène les droits à une taxation uniforme de 10 %. « Cette unification, dit l'Exposé des motifs, procurera de grandes facilités de vérification et mettra fin aux contestations qu'amènerait la diversité des taxes antérieures.

« Ces matières, ajoute-t-il, sont à considérer comme matières premières ; il était apparu que pour favoriser le développement ou l'établissement d'industries employant ces matières, des fabriques de parfum notamment, mieux valait ne frapper ces articles que d'un droit modéré, en l'occurrence 10 % *ad valorem*. » (*Exp. m. p.* 30.)

Le Gouvernement a déposé un amendement qui modifie le libellé du n° 449 :

« Les *produits synthétiques* (produits de synthèse chimique) employés dans la parfumerie, la pâtisserie, etc., dit une note explicative, sont assimilables en tous points aux essences artificielles servant aux mêmes usages, et il y a lieu de leur assigner un régime identique. »

Texte de l'amendement :

Essences artificielles et produits synthétiques, non dénommés ni compris ailleurs, employés dans la parfumerie, la pâtisserie, la confiserie, la fabrication des liqueurs et pour tous usages similaires.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 452. Articles de parfumerie (toutes substances et mélanges non spécialement tarifés qui, en raison de leur nature ou de leur conditionnement, sont qualifiés articles de parfumerie, tels que : eaux de senteur, eaux de toilette, eaux dentifrices, lotions et teintures pour les cheveux; vinaigres parfumés ou de toilette; huiles aromatiques, huiles parfumées ou huiles antiques; pâtes, graisses et pommades parfumées, poudres de senteur, poudres dentifrices et poudres de toilette parfumées; fards; pastilles odorantes à brûler, papier d'Arménie, etc.) :					
a) Contenant de l'alcool	valeur	20 p. c. (2)	—	18 p. c. (2) (3)	—
b) Ne contenant pas d'alcool	id.	20 p. c.	—	15 p. c.	—

Tarif actuel : a et b valeur 20 p. c. (*)

(*) Sans que le droit puisse être inférieur aux droits afférents aux Préparations alcooliques du n° 269. (Hect. 360-900-1,800 plus 16 p. c. du montant des droits d'entrée).

(3) Toutefois ces produits ne sont pas soumis à la taxe additionnelle fixée à 16 p. c. du montant des droits d'entrée. (Accord avec la France.)

SECTION VI.

**Cires de toutes espèces, ouvrées, savons, ainsi qu'articles fabriqués
avec des cires, des huiles, des graisses, et articles similaires.**

Résumé analytique.

1 classe, n°s 453 à 459 : 16 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	4	»
Taxées :		
Valeur	5	3
Droit spécifique	10	13
	<u>15</u>	<u>16</u>
	15	16
	<u>16</u>	

Une catégorie, n° 453, exempte sous le tarif actuel, est imposée par le projet de tarif.

La Convention avec la France modifie :

Droit seul 2 catégories.

N° 453. Cire en rayons pour ruches d'abeilles.

Projet de tarif : 100 kil. 15 × 3.

Tarif actuel : Exempte.

L'Exposé des motifs justifie la modification en ces termes :

« Si le régime de la franchise dont jouissent actuellement les cires *brutes* d'abeilles et d'autres insectes a été maintenu dans le nouveau tarif (n° 13), il a paru cependant, qu'eu égard à la main-d'œuvre subie, la cire conditionnée en rayons pouvait être soumise à un droit d'entrée au même titre que les autres ouvrages de cette matière qui sont taxés à 15 p. c. par le tarif en vigueur.

» Le droit de 15 francs les 100 kil. proposé ne représente d'ailleurs qu'un pourcentage minime. » (*Exp. m.*, p. 31.)

N° 457. Savons.

Projet de tarif :

a) Savons de parfumerie ou savons de toilette et savons médicaux (2) :

1. Savons communs (3).	100 kil.	7 »	3
2. Crèmes de savon, savons durs pour la barbe, savons liquides et savons en poudre, importés en petits récipients (boîtes, tubes, étuis, flacons, petits pots, etc., dont le poids n'excède pas 250 grammes.	id.	60 »	3
3. Crèmes de savon et savons liquides, importés en récipients pesant plus de 250 grammes (4).	id.	30 »	3
4. Savons en boules, briques ou pains, importés en boîtes ne contenant pas plus de trois pièces; — savons enveloppés (2); — savons en feuilles	id.	40 »	3
5. Articles non dénommés	id.	18 »	3
b) Savons autres	id.	6 »	2

Tarif actuel ; Mêmes droits que dans le projet de tarif.

La Convention avec la France réduit le droit : a) 2, à 55×3 ; 2° modifie b comme suit :

1. Savons durs.	100 kil.	6×2 ;
2. Savons mous	id.	4×2 .

SECTION VII.

Cuir et pelleteries et ouvrages de ces matières.

*Résumé analytique.*4 classes, n^{os} 460 à 493 : 55 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	4	4
Taxées :		
Valeur	34	12
Droit spécifique	17	39
	<u>51</u>	<u>51</u>
	51	51
	<u>55</u>	<u>55</u>

L'accord avec la France modifie :

Droit et coefficient	1 catégorie.
Droit	9 id.
Coefficient	10 id.
	<u>20</u> id.

Observation générale.

Le projet de tarif augmente le droit pour un grand nombre d'articles de cette section.

L'Exposé des motifs justifie ces augmentations notamment par les considérations suivantes :

« Dans le tarif actuel, la rubrique générale *peaux* (n° 48) comprend notamment deux catégories importantes : celle des *peaux vernies, laquées, teintées ou maroquinées* et celle des *peaux autrement préparées*. Les droits de base afférents à ces deux catégories sont respectivement de 30 francs et de 15 francs les 100 kilogrammes.

» Cette classification, absolument trop rudimentaire, engendre de flagrantes inégalités dans l'imposition, en ce sens qu'un même taux de droit s'applique à de nombreuses marchandises de valeurs très différentes.

» Une spécification plus détaillée a été prévue dans le nouveau tarif et l'on a groupé les produits de façon à mieux proportionner l'incidence de l'impôt.

» Le commerce des peaux reprises sous les deux grandes rubriques précitées fait l'objet d'un trafic considérable en Belgique.

» La crise grave que subit l'industrie belge de la fabrication des cuirs est due en ordre principal aux barrières douanières de plus en plus élevées que rencontrent nos produits sur les marchés d'exportation; elle doit aussi être attribuée à l'afflux des produits étrangers qui sont importés chez nous souvent à des prix inférieurs à ceux pratiqués au pays d'origine.

» A différentes reprises, nos tanneurs se sont plaints de la concurrence désastreuse qui leur est faite à la faveur de la modicité des droits inscrits dans notre tarif douanier.

» En vue de conserver au pays une industrie très intéressante, il paraît rationnel d'accorder à cette branche un léger soutien en surélevant les droits actuels, tout en restant dans les limites raisonnables afin de ne pas nuire à l'industrie de la chaussure. Les taux prévus restent inférieurs à ceux fixés dans beaucoup de tarifs étrangers, notamment dans le tarif français. » (*Exp. m.*, p. 31.)

L'Exposé des motifs appuie ces considérations des données de la statistique sur les importations et les exportations pendant les années 1912, 1913, 1920 et 1921 et il ajoute :

« Si l'on rapproche les quantités se rapportant aux années 1912 et 1913 de celles relatives aux années d'après-guerre (1920-1921), on constate, d'une part, une forte augmentation des importations en Belgique et, d'autre part, une diminution considérable de nos exportations, spécialement en « peaux autrement préparées. » (*Exp. m.*, p. 33.)

Il faut rapprocher des statistiques données par l'Exposé des motifs les importations et exportations pour les dix premiers mois de 1923 :

Peaux vernies laquées, teintes ou maroquinées :

	Quantité.	Valeur.	
	—	—	
Importations.	795,236 kil.	49,072,814 francs.	} <i>Bull. m.</i> , n° 379.
Exportations.	342,700 kil.	20,073,470 francs.	

Peaux autrement préparées :

	Quantité.	Valeur.	
	—	—	
Importations.	526,822 kil.	12,400,468 francs.	} <i>Bull. m.</i> , n° 399.
Exportations.	3,769,013 kil.	61,634,122 francs.	

Les observations générales de l'Exposé des motifs s'appliquent également aux « pelleteries apprêtées » ; aux données statistiques qui y sont renseignées (p. 38) viennent s'ajouter celles des dix premiers mois de 1923 :

	Quantité.	Valeur.	
	—	—	
Importations.	123,418 kil.	29,521,320 francs.	} <i>Bull. m.</i> , n°
Exportations.	205,895 kil.	15,730,998 francs.	

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
		Fr. c.		Fr. c.	
N° 466. Peaux teintes ou maroquinées non dénommées ailleurs :					
a) Peaux de chèvre, de chevreau, de mouton et autres petites peaux ainsi que leurs imitations	100 kil.	60 »	3	53 »	3
b) autres :					
1. teintes en noir	id.	40 »	3	36 »	3
2. teintes en autres couleurs que le noir	id.	50 »	3	45 »	3
Tarif actuel :					
a. 100 kil. 30 × (2,5 — 4).					
b. 1. 100 kil. 30 × 2,5 ; 15 × 5.					
b. 2. 100 kil. 30 × 2,5.					
N° 467. Peaux vernies ou laquées :					
a) pour voitures	id.	125 »	3	125 »	3
b) pour chaussures	id.	125 »	3	75 »	3
Tarif actuel : 100 kil. 30 × 4.					
Ex 472. Semelles et trépointes	id.	50 »	3	50 »	2.5
Tarif actuel : Valeur 10 p. c.					
Ex 473. Tiges de bottes, de bottines, de botillons, claques, empeignes et quartiers, cambrés ou non, piqués, cousus, doublés, ou en morceaux simplement découpés :					
a) totalement ou partiellement en cuir verni	id.	140 »	3	140 »	2.5
b) autres	id.	100 »	3	100 »	2.5
Tarif actuel :					
a. 100 kil. 30 × 4; valeur 10 p. c.					
b. 100 kil. (15 — 30) × (2,5 — 5); valeur 10 p. c.					
N° 475. Gannes, cravaches, sticks, fouets et articles similaires	id.	120 »	4	120 »	3.5
Tarif actuel : Valeur 15 p. c.					
N° 476. Gants de peau :					
a) simplement découpés, non cousus. valeur	10 p. c.	—	8 p. c.	—	
b) autres.	id.	15 p. c.	—	10 p. c.	—
Tarif actuel :					
a. valeur 10 p. c.					
b. valeur 15 p. c.					

N° 487. Maroquinerie non spécialement dénommée :

a) souple	id.	20 p. c.	—	15 p. c.	—
b) dure	id.	20 p. c.	—	15 p. c.	—

Tarif actuel : a et b. valeur 15 p. c.

N° 489. Pelleteries simplement apprêtées :

Projet de tarif :

a) chinchilla; hermine; martre; pekan; renard argenté, renard blanc, renard bleu, renard croisé et renard fumé, véritables; vison et zibeline	kilogramme	40	3
b) belette; castor; civette-skungs; écureuil volant; fouine; kolinsky; loutre de mer; nutria; petit gris; putois; ragondin; rat musqué; renard du Canada	id.	15	3
c) Astrakan; blaireau; breitschwanz; caracul; hamster; glouton; loups; loutre de rivière; lynx; marmotte; opossum d'Australie; pahmis; persianer; renards autres que ceux repris sous les litt. a et b ci-dessus; ringtail d'Australie; skungs et singe	id.	8	3
d) Emus; grèbe; hyène; lama guanaco; léopard; lion; mouflon; opossum d'Amérique; ours; panthère; tarabagan; tigre; wallaby	id.	3	3
e) Lapin et lièvre	id.	2	3
f) Agneau; chacal; chat; chevrette; chèvre; chien; phoque; renne et autres peaux non spécialement dénommées	id.	1	3
g) Queues de fourrures	id.	3	3

Tarif actuel : valeur 5 p. c.

« Le droit *ad valorem*, établi par la loi du 31 mars 1921, a remplacé un droit de 30 francs les 100 kil.

» La transformation du droit *ad valorem* en droits spécifiques, dit l'Exposé des motifs, répond aux vœux des importateurs belges de pelleteries, ceux-ci désirant éviter les contestations qui, lors de la vérification douanière, surgissent quant à la valeur de ces produits, d'une estimation assez malaisée. » (*Exp. m.*, p. 38.)

La Convention avec la France abaisse pour tous les articles du 489, le coefficient de 3 à 2.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 490. Pelleteries ouvrées ou conditionnées	valeur	20 %	—	18 %	—

Tarif actuel : valeur 20 p. c.

SECTION VIII.

Produits de l'industrie textile.

*Résumé analytique.*9 classes, n^{os} 494 à 605 : 498 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	51	13
Taxées :		
Valeur	105	35
Droit spécifique	346	450
	<u>447</u>	<u>485</u>
	447	485
	<u>498</u>	<u>498</u>

Les articles exempts de droit dans le tarif actuel et imposés par le projet de tarif sont compris dans les n^{os} 496, 497, 520, 529, 559, 560, 561, 562, 578, 601 et 602.

Le Gouvernement propose des amendements aux n^{os} 523, 526, 528, 539, 540, 541, 555, 584.

La Convention avec la France modifie :

Droit seul	31 catégories.
Coefficient seul	2 »
	<u>33</u> »

N° 496. Fils de sole artificielle.

Projet de tarif :

a) non teints	100 kil.	100 × 3
b) teints	100 kil.	120 × 3

Tarif actuel : a et b exemptes.

« La liberté d'entrée n'a pas été maintenue pour ces fils, qui font l'objet d'une industrie prospère en Belgique. Les droits prévus correspondent à des taux de 5 à 7 % *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 39).

N° 497. Fils, cordonnets, ganses, non tressés, retors et teints, non destinés au tissage, mais non conditionnés par la vente au détail.

Projet de tarif :

a) de soie	400 kil.	250 × 3
b) de bourre de soie.	400 kil.	150 × 3
c) de soie artificielle.	400 kil.	150 × 3

Tarif actuel : exempts.

« La libre entrée n'a pas été maintenue pour ces articles, produits achevés et que l'on importe en Belgique en vue de les préparer pour la vente au détail, opération ne nécessitant qu'une légère main-d'œuvre. Les droits prévus correspondent à des taux de 5 à 7 % *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 39.)

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 499. Broderies à la mécanique. . . .	valeur	15 p. c.	—	13 p. c.	—

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 500. Dentelles et guipures de toute espèce.	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
---	-----	----------	---	----------	---

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 501. Passementerie, y compris les rubans façonnés autres que de velours :

a) en soie pure	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
b) partiellement en soie	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—

Tarif actuel, a et b : valeur 15 p. c.

N° 502. Rubans de velours :

a) en soie pure	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
b) partiellement en soie.	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 503. Rubans non façonnés, autres que de velours :

a) en soie pure	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
b) partiellement en soie	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—

Tarif actuel, a et b : valeur 15 p. c.

N° 504. Tulles et tissus à réseaux façon tulle; crêpe et crépon; gazes, étamines et autres tissus légers

id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
-----	----------	---	----------	---

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 505. Velours et peluches, à l'exception des rubans de velours :					
a) En soie pure	Valeur	15 p. c.	—	13 p. c.	—
b) Partiellement en soie	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
Tarif actuel, a et b : valeur 15 p. c.					
N° 508. Tissus serrés pour meubles et tentures (à l'exception des velours et peluches et des tapisseries) :					
a) En soie pure	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
b) Partiellement en soie	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
Tarif actuel, a et b : valeur 15 p. c.					
N° 509. Tissus de bonneterie	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					
N° 511. Tissus non dénommés ni compris ailleurs :					
a) En soie pure	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
b) Mélangés de laine	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
c) Mélangés de coton	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
d) Mélangés d'autres matières	id.	15 p. c.	—	13 p. c.	—
Tarif actuel, a, b, c et d : valeur 15 p. c.					

		Fr. c.		Fr. c.	
N° 520. Lisières de drap	100 kil.	20 »	4	20 »	2
Tarif actuel : exemptes.					

« Le droit proposé est identique à celui qui existe aujourd'hui, et qui est maintenu, pour les *lisières artificielles* et les *lanières de feutre* (n° 521). » (*Exp. m.*, p. 40.)

N° 521. Lisières artificielles et lanières de feutre, pour la fabrication des chaussures.					
	id.	20 »	4	20 »	—
Tarif actuel : 100 kil. 20 × 4.					

N° 523. Tapis de pied (laine) :

Projet de tarif :

a) A points noués ou enroulés pesant par mètre carré			
1. Moins de 3 kil.	100 kil.	200 × 4	
2. 3 kil. et plus	100 kil.	135 × 4	
b) Imprimés	100 kil.	65 × 4	
c) Autres	100 kil.	90 × 4	
Tarif actuel : valeur 20 p. c.			

« Les droits spécifiques ont été fixés, dit l'Exposé des motifs, de manière à correspondre au droit actuel de 20 p. c. *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 40.)

» Le groupement industriel de Belgique des fabricants de tapis soutient que cette indication n'est pas réalisée par le projet, et il propose un système, également à droit spécifique, basé sur le nombre de rangée de points, pris en hauteur dans le sens de la chaîne sur une longueur d'un mètre. »

Le Gouvernement a déposé un amendement.

« Le projet, dit la note explicative, reproduit la classification antérieure à la loi du 31 mars 1921.

» Il a été reconnu que cette classification, comportant simplement deux taux de droits d'après le poids des articles, présente de graves inconvénients, en ce sens que les tapis très chers, essentiellement articles de luxe, sont proportionnellement moins taxés que les produits plus ordinaires.

» Suivant la tarification proposée par l'amendement, qui s'inspire d'ailleurs du régime français, les tapis à points noués seraient imposés au mètre carré, sur la base du nombre de rangées de points au mètre courant, seul critérium permettant une juste application des droits spécifiques.

» Les taux inscrits en tarif minimum, à multiplier par le coefficient 5, correspondent au droit de 20 % *ad valorem* perçu actuellement sur les produits envisagés.

» A l'égard des tapis de pied rangés sous litt. *b* et *c*, les taux du projet sont maintenus, mais le coefficient 4 est porté à 5, ce dernier chiffre étant à peine suffisant, à l'heure actuelle, pour représenter l'augmentation de valeur des produits, comparativement aux prix d'avant-guerre. »

Texte de l'amendement :

Tapis de pied (2 et 3) :

a) A points noués ou enroulés de toute origine, y compris les imitations, présentant par mètre courant dans le sens de la chaîne :

	Base.	Tarif maximum.	Tarif minimum.	Coefficients.
1. 150 rangées de points et au-dessous	mètre carré (*)	9 »	3 »	5
2. 151 à 200 rangées	id.	15 »	5 »	5
3. 201 à 250 rangées	id.	21 »	7 »	5
4. 251 à 300 rangées	id.	30 »	10 »	5
5. 301 à 350 rangées	id.	45 »	15 »	5
6. 351 à 400 rangées	id.	60 »	20 »	5
7. Au-dessus de 400 rangées	id.	75 »	25 »	5
b) Imprimés (4)	100 kil.	195 »	65 »	5
c) Autres	id.	270 »	90 »	5

(2), (3), (4). Maintien de ces notes.

(*) La surface se mesure sur le corps du tapis, y compris les chefs, lisières et franges.

N° 526. Velours et peluches (laine) :

Projet de tarif :

- a) pour ameublement 100 kil. 90 × 4.
b) autres 100 kil. 100 × 4.

Tarif actuel :

- a) 100 kil. 85 × 5 et 75 × 5.
b) 100 kil. 90 × 4 et valeur 10 p. c.

« Les nouveaux droits, dit l'Exposé des motifs, sont plus adéquats à la valeur respective des produits; ils représentent à peine 10 p. c. de la valeur. » (*Exp. m.*, p. 42.)

Les industriels fabriquant les articles visés au n° 526 prétendent cependant que le droit, par suite de la grande augmentation des prix des marchandises, est loin d'atteindre les 10 p. c. prévus par l'Exposé des motifs.

Le Gouvernement propose un amendement; il le justifie en ces termes :

« La différence de taxation entre les deux catégories *a* et *b*, reprises du tarif en vigueur, ne se justifie plus dans l'état actuel des importations, ainsi qu'il résulte des chiffres ci-après fournis par la statistique commerciale :

» Importations pour la consommation, pendant les huit premiers mois de l'année 1923 :

	Quantités.	Valeurs déclarées.	Valeur moyenne au kil.
	Kil.	Fr.	Fr.
Velours et peluches de laine :			
Pour ameublement.	13,339	821,933	62
Autres	29,866	1,849,013	62

» En vue de faire disparaître l'anomalie signalée, on propose de fixer en tarif minimum, pour tous les articles tombant sous le n° 526, le taux unique de 120 francs les 100 kil. avec coefficient 3, soit un droit correspondant à environ 10 % *ad valorem*. »

Texte de l'amendement :

Velours et peluches (2 et 6), pour ameublement et autres	100 kil.	360 »	120 »	3
(2), (6) — Maintien de ces notes.				

La Commission a adopté le texte amendé.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 527. Tissus de bonneterie.					
a) en laine pure, pesant par mètre carré :					
1. moins de 200 grammes. . . .	100 kil.	130	» 4	130	» 4
2. 200 grammes et plus	id.	120	» 4	115	» 4
Tarif actuel :					
a) 1. 100 kil. 130×3					
2. 100 kil. 120×3					

N° 528. Tissus de laine non dénommés ni compris ailleurs.

Projet de tarif :

<i>a)</i> De laine pure (2), pesant par mètre carré :					
1. Moins de 200 grammes	100 kil.	130 × 4			
2. De 200 à 330 grammes exclusivement	id.	120 × 4			
3. De 330 à 550 grammes exclusivement	id.	100 × 4			
4. 550 grammes et plus	id.	80 × 4			

b) Autres, pesant par mètre carré :

1. Moins de 200 grammes	100 kil.	100×4
2. De 200 à 350 grammes exclusivement .	id.	70×4
3. De 350 à 550 grammes exclusivement .	id.	60×4
4. 550 grammes et plus	id.	50×4

Tarif actuel :

a 1 et b 1	150×3	
a 2	$70 - 125 \times 3$	b. 2 - 70×3
a 3	$60 - 105 \times 3$	b. 3 - 60×3
a 4	$50 - 85 \times 3$	b. 4 - 50×3

« Les produits rangés sous ce numéro, dit l'Exposé des motifs, comprennent la majeure partie des tissus de laine importés en Belgique. »

Les statistiques commerciales les rangent sous deux numéros, l'Exposé des motifs donne ces statistiques pour 1921; voici celles pour 1913 et pour les dix premiers mois de 1923 :

	Tissus de laine pesant moins de 200 gr. par m ² .		Tissus de laine autres.		
	Quantité : Kil.	Valeur : Fr.	Quantité : Kil.	Valeur : Fr.	
1923.					
Importations	419,398	4,628,998	2,942,554	14,595,625	1913 Tableau général nos 323 et 32.
Exportations	72,233	686,179	1,261,276	8,781,270	
1923 Importations	427,060	28,017,420	2,673,725	119,422,981	Bulletin m., nos 433 et 432.
(10 mois). Exportations	139,063	6,390,174	1,217,461	56,707,131	

« Les droits proposés, en tenant compte des valeurs moyennes résultant de ces chiffres, seront, dans la plupart des cas, inférieurs à 10 % *ad valorem*. »
(Exp. m., p. 41.)

La Convention avec la France modifie trois catégories :

a) Tissus de laine pure pesant par mètre carré :

1. Moins de 200 grammes 100 kil. 130×4 ;
2. De 200 grammes à 350 exclusivement 100 kil. 115×4 .

b) Autres pesant par mètre carré :

1. Moins de 200 grammes par 100 kil. 85×4 .

Le Gouvernement propose par amendement d'en modifier deux autres.

« Le tarif en vigueur, dit la note explicative, taxe séparément, avec un droit réduit, les articles en laine cardée comptant moins de 31 fils simples en chaîne et trame au centimètre carré.

» Dans le projet de tarif, cette rubrique avait été supprimée dans le but de simplifier et de faciliter la vérification douanière.

» Des importateurs de tissus ont fait valoir, à juste titre, que le nouveau système de tarification aurait pour effet d'imposer trop lourdement certains articles de qualité commune; il a donc paru préférable d'en revenir au régime existant et de reproduire, telles quelles, les rubriques du tarif actuel avec les droits de base y afférents. »

Texte de l'amendement :

Tissus de laine non dénommés ni compris ailleurs :

a) de laine pure ⁽²⁾, pesant par mètre carré :

3. De 350 à 550 grammes exclusivement :

A. Tissus de laine cardée comptant moins de 31 fils simples en chaîne et trame au centimètre carré ⁽³⁾ .					
100 kil.	180 »	60 »	4		
B. Autres					
100 kil.	315 »	105 »	4		

4. 550 grammes et plus :

A. Tissus de laine cardée comptant moins de 31 fils simples en chaîne et trame au centimètre carré ⁽³⁾ .					
100 kil.	150 »	50 »	4		
B. Autres					
100 kil.	255 »	85 »	4		

⁽²⁾ Maintenir de cette note.⁽³⁾ A l'exclusion des articles contenant des fils de laine peignée. Pour la détermination du nombre de fils, il est fait abstraction des fils de coton retordus sur les fils de laine.

Le droit d'entrée en France sur les tissus de l'espèce a été réduit également par la convention, Liste A :

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la Belgique.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 440 Tissus de laine pure :					
à 441 ^{bis} Draps, casimirs et autres tissus foulés, et tissus ras non foulés :					
Tissus pour habillement, draperie et autres, pesant au mètre carré, lisières comprises :					
250 grammes au plus . . .	100 kil.	140 »	4	140 »	3.7
de 251 grammes à 400 grammes inclusivement . . .	id.	220 »	4	220 »	3.7
de 401 grammes à 550 grammes inclusivement . . .	id.	180 »	4	180 »	3.7
de 551 grammes à 700 grammes inclusivement . . .	id.	140 »	4	140 »	3.7
plus de 700 grammes . . .	id.	110 »	4	110 »	3.7

La « Société Industrielle d'Eecloo » s'adresse à la Chambre et lui demande de porter au même niveau les droits d'entrée en France et en Belgique.

La Commission par 8 voix contre 3 a adopté le texte du projet de tarif amendé par le Gouvernement mais en portant le coefficient de 4 à 6.

N° 529. Fils en poils grossiers d'animaux (de bêtes bovines et similaires) :

Projet de tarif :

- a) mélangés de laine Régime des fils de laine.
 b) autres Exempts.

Tarif actuel : a et b exempts.

« L'exemption n'a pas été maintenue pour les fils mélangés de laine,

sans distinction quant à la matière dominante, la douane ne disposant d'aucun moyen pratique pour vérifier exactement les proportions relatives des matières en présence. » (*Exp. m.*, p. 42.)

Nos 534, 535, 536. Les observations communes à ces trois numéros suivent le n° 536.

N° 534. Fils de coton pur, simples, mesurant au $\frac{1}{2}$ kil. en fils simples :

Projet de tarif :

a) écrus 20,000 mètres ou moins	100 kil.	10 × 4
20,000 mètres à 40,000 mètres	100 kil.	15 × 4
40,000 mètres à 65,000 mètres	100 kil.	20 × 4
plus de 65,000 mètres	100 kil.	5 × 4

Tarif actuel : mêmes droits et mêmes coefficients que dans le projet de tarif.

Les subdivisions suivantes du n° 534 comprennent chacune les mêmes 4 catégories pour les fils ayant subi une main-d'œuvre :

- b) fils *écrus*, glacés ou mercerisés ;
- c) blanchis ;
- d) *blanchis*, glacés ou mercerisés ;
- e) teints ou chinés ;
- f) *teints*, glacés ou mercerisés.

Le droit établi (litt. a) est augmenté « dans chacune de ces subdivisions, de manière à mettre le droit en relation avec la main-d'œuvre incorporée. » (*Exp. m.*, p. 42.)

N° 535. Fils de coton pur, retors à deux ou plusieurs bouts à torsion simple mesurant au demi-kilo en fil simple.

Le principe suivi au n° 535 est appliqué ici ; le droit litt. a est celui du tarif actuel ; il est ensuite augmenté, litt. b, c, d, e et f, de manière à tenir compte de la main-d'œuvre incorporée. (*Exp. m.*, p. 42.)

N° 536. Fils de coton pur, retors câblés (à double torsion).

Même principe qu'aux n° 534 et 535 ; le droit, litt. a, est celui du tarif actuel ; il est ensuite augmenté pour litt. b, c, d, e et f, de manière à tenir compte de la main-d'œuvre incorporée. (*Exp. m.*, p. 42.)

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS.

Fils de coton simples ou retors, écrus ou blanchis :

		Quantité :	Valeur :	
1913	{ Importations . .	3,546,212	13,628,093	} (Tableau général, n° 306.)
	{ Exportations . .	5,644,823	12,835,447	
1921	{ Importations . .	1,656,900	36,994,262	} (Tableau général, n° 368.)
	{ Exportations . .	7,193,066	64,231,848	
1923	Importations . .	1,637,427	37,615,565	} (Bull. m., n° 416.)
(10 mois)	Exportations . .	5,124,701	68,593,701	

Fils de coton simples ou retors, teints ou ourdis :

1913	{	Importations . .	231,646	947,573	{	(Tableau général n° 307.)
		Exportations . .	614,908	1,706,370		
1921	{	Importations . .	110,320	1,984,333	{	(Tableau général n° 369.)
		Exportations . .	236,230	2,854,800		
1923		Importations . .	160,241	3,933,271	{	(Bull. m. n° 417.)
(10 mois)		Exportations . .	233,318	3,414,933		

La valeur moyenne au kilo qui ressort de ces données statistiques est :

	Fils simples ou retors, écrus ou blanchis :	Fils simples ou retors, teints ou ourdis :
1913	fr. 3.80	fr. 3.80
1921	»	»
1923	18.00	20.00

La valeur de la marchandise est plus de 5 fois celle de 1913.

Le coefficient maximum 4, appliqué au droit spécifique de base déterminé d'après la valeur de 1913, ne correspond pas à cette augmentation.

L'industrie cotonnière, filature et tissage, se plaint vivement du régime si différent appliqué aux fils et tissus de coton à l'entrée en France et à l'entrée en Belgique.

Les fils de coton pur simples écrus visés par l'article 534, litt. a, sont taxés par le tarif français aux 100 kil. n° 368 :

45 à 50 × 4.5	soit de 67.50 à 225 francs
60 à 340 × 5	soit de 300 à 1,700 francs.

La même marchandise ne doit à l'entrée en Belgique qu'un droit compris entre $5 \times 4 = 20$ et $20 \times 4 = 80$ francs.

La note que les industriels ont remise à la Commission procède par des exemples :

Un fil de coton N° 36a paie à l'entrée en Belgique	0.60 franc belge.
Id. id. en France	1.26 franc français.
Un fil de coton 36a retors paie à l'entrée en Belgique	0.60 franc belge.
Id. id. en France	1.90 franc français.

Déjà en 1914 les droits français étaient en moyenne 80 p. c. plus élevés que les droits belges. La différence s'est accentuée par l'application en France de coefficients plus élevés que les coefficients établis en Belgique.

Cette aggravation est de nature à compromettre l'existence même de l'industrie cotonnière, qui compte parmi les grandes industries du pays : les filatures de coton comportent 1,700,000 broches; les tissages de coton 40,000 métiers; le capital investi dépasse 500 millions; l'industrie du coton emploie environ 60,000 ouvriers; chiffres qui ne tiennent pas compte des industries annexes, telles que le blanchiment, la teinture, les apprêts, etc.

Le rapport de la Commission sur la convention conclue avec la France constate l'absence de toute concession sur les tarifs français en ce qui concerne l'industrie cotonnière :

« Pour cette branche de l'industrie textile, notre revendication s'est heurtée à un *non possumus* absolu de la part des industriels français. Il faut reconnaître que pour les fils et tissus de coton, nous ne sommes pas les importateurs principaux sur le marché français. C'est l'Angleterre que l'industrie française redoute particulièrement. La crainte d'avoir à étendre à l'Angleterre les concessions éventuelles qui nous auraient été faites a certainement été le motif principal du refus opposé à notre revendication. D'autre part, le Gouvernement français n'a pas cru devoir insister auprès de ses industriels, étant donné qu'il avait été amené à leur demander des sacrifices à l'occasion de l'accord avec l'Italie. » (*Doc. n° 11, p. 20.*)

La Commission, tenant compte de la hausse considérable des prix, sans modifier le droit de base, propose à la Chambre, par 8 voix contre 4, de porter de 4 à 6 le coefficient maximum inscrit dans le projet de tarif.

N° 537. Fils de coton mélangés, le coton dominant en poids.

Projet de tarif : Régime des Fils de coton pur.

Tarif actuel : Régime des Fils de coton.

« Cependant, dit l'Exposé des motifs, le tarif actuel contient une position avec droit de 5 francs les 100 kil. ainsi libellée : *Fils de coton mélangés d'au moins 20 p. c. de laine, le coton dominant en poids.*

» Notre industrie produisant ce genre de fils en grande quantité, il n'existe aucune raison de leur maintenir un régime de faveur et ils doivent, en tous points, être assimilés aux autres fils de coton. » (*Exp. m., p. 43.*)

N° 539. Fils de coton conditionnés pour la vente en détail :

Projet de tarif :

a) Mercerisés 100 kil. 70 × 4.

b) Autres 100 kil. 50 × 4.

Tarif actuel :

a) 100 kil. (10-70) × 4.

b) 100 kil. (10-50) × 4.

« Les taux prévus reproduisent, dit l'Exposé des motifs, ceux que le tarif actuel fixe pour les fils mesurant 65,000 mètres ou moins au $\frac{1}{2}$ kilogramme. Ces taux sont rendus applicables aux fils mesurant plus de 65,000 mètres au $\frac{1}{2}$ kilogramme, actuellement imposés au droit de base de 10 francs. Ces produits très chers se préparent en Belgique et peuvent supporter les mêmes droits que les fils de plus gros numéros. » (*Exp. m., p. 43.*)

		Quantité :	Valeur :	
1913	{ Importations	314,503 kil.	1,456,020 francs.	{ <i>Tabl. gén. n° 311.</i>
	{ Exportations	1,560,532 kil.	8,252,188 francs.	
1921	{ Importations	275,863 kil.	8,858,885 francs.	{ <i>Tabl. gén. n° 373.</i>
	{ Exportations	1,056,461 kil.	34,051,750 francs.	
1923	. Importations	270,760 kil.	13,164,666 francs.	{ <i>Bull. m. n° 421.</i>
mois)	Exportations	1,400,232 kil.	26,658,390 francs.	

Le Gouvernement propose d'amender le libellé du n° 539 :

Le litt. *a* ne vise que les fils *mercerisés* ; il comprendrait les fils *glacés*, conformément à la tarification prévue sous les n°s 534 à 536 pour les fils de coton *glacés* ou *mercerisés*.

Texte de l'amendement :

a) Glacés ou mercerisés 100 kil. 210 » 70 » 4

Nos 540, 541, 542, 543. Les observations communes à ces quatre numéros suivent le n° 543.

N° 540. Tissus de coton pur, non façonnés, non mercerisés.

L'article reproduit les droits du tarif actuel.

Le Gouvernement propose par amendement la modification suivante dans le libellé pour le mettre en rapport avec la modification apportée au n° 541 :

Tissus de coton pur, non façonnés, non mercerisés *ni fabriqués en tout ou en partie avec des fils glacés ou mercerisés*.

N° 541. Tissus de coton pur, non façonnés, mercerisés.

Projet de tarif : Droits des tissus non mercerisés selon l'espèce avec augmentation par 100 kil. de 10 × 4.

Tarif actuel : Droit des tissus non mercerisés selon l'espèce.

« La surtaxe est établie pour tenir compte de la main-d'œuvre supplémentaire. » (*Exp. m.*, p. 43.)

Le Gouvernement propose par amendement de modifier le libellé du n° 541.

« Les fils de coton *glacés* étant assimilés aux fils *mercerisés* sous le rapport de la tarification (n° 534 à 536), il convient, dit la note explicative, d'adopter le même principe pour les tissus de coton du n° 541. Le texte primitif ne prévoyant la surtaxe qu'en cas de mercerisage, on propose de compléter la rubrique en y comprenant les tissus fabriqués en tout ou en partie avec des fils glacés. »

Texte de l'amendement :

Tissus de coton pur, non façonnés, mercerisés *ou fabriqués en tout ou en partie avec des fils glacés ou mercerisés* :

Droits des tissus de coton pur, non façonnés, du n° 540, avec augmentation de :

100 kil. 30 » 40 » 4 »

N° 542. Tissus de coton pur, non façonnés, pesant moins de 3 kilogrammes les 100 mètres carrés.

Le projet de tarif reproduit la tarification actuelle. (*Exp. m.*, p. 43.)

N° 543. Tissus de coton pur, façonnés.

« Le libellé correspond, dit l'Exposé des motifs, à l'ancienne position (ex 64), tissus de coton : piqués, basins façonnés, damassés et brillantés.

» La classification et les droits prévus n'apportent aucune modification au régime actuel, sauf que la rubrique englobe maintenant les articles pesant moins de 3 kil. les 100 mètres carrés (importation insignifiante), passibles jusqu'ici du droit de 10 % *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 44.)

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS.

*Tissus de coton unis, croisés et coutils, pesant 3 kilogrammes
et plus les 100 mètres carrés, écrus.*

		Quantité :	Valeur :	
1913	Importations. . . .	315,351 kil.	1,387,544 francs.	} <i>Tabl. gén., n° 332.</i>
	Exportations. . . .	3,447,933 kil.	10,860,787 francs.	
1921	Importations. . . .	339,779 kil.	5,442,418 francs.	} <i>Tabl. gén., n° 391.</i>
	Exportations. . . .	7,919,975 kil.	12,806,375 francs.	
(10 mois) 1923	Importations. . . .	474,777 kil.	3,865,437 francs.	} <i>Bull. m., n° 439.</i>
	Exportations. . . .	12,166,833 kil.	34,490,359 francs.	

Mêmes tissus blanchis :

1913	Importations. . . .	608,286 kil.	3,209,317 francs.	} <i>Tabl. gén., n° 333.</i>
	Exportations. . . .	315,675 kil.	1,120,646 francs.	
1921	Importations. . . .	610,636 kil.	15,032,412 francs.	} <i>Tabl. gén., n° 392.</i>
	Exportations. . . .	435,436 kil.	8,629,749 francs.	
1923	Importations. . . .	398,741 kil.	15,257,600 francs.	} <i>Bull. mens., n° 440.</i>
	Exportations. . . .	1,089,597 kil.	18,482,982 francs.	

Mêmes tissus (teints) :

1913	Importations. . . .	1,823,596 kil.	11,032,756 francs.	} <i>Tabl. gén., n° 334.</i>
	Exportations. . . .	1,335,862 kil.	5,811,000 francs.	
1921	Importations. . . .	1,573,546 kil.	42,110,893 francs.	} <i>Tabl. gén., n° 399.</i>
	Exportations. . . .	1,646,069 kil.	33,918,931 francs.	
(10 mois) 1923	Importations. . . .	1,372,687 kil.	57,234,172 francs.	} <i>Bull. mens., n° 441.</i>
	Exportations. . . .	4,578,472 kil.	82,008,496 francs.	

Mêmes tissus (imprimés) :

1913	Importations. . . .	699,856 kil.	4,396,495 francs.	} <i>Tabl. gén., n° 335.</i>
	Exportations. . . .	485,950 kil.	2,283,955 francs.	
1921	Importations. . . .	616,857 kil.	17,687,826 francs.	} <i>Tabl. gén., n° 394.</i>
	Exportations. . . .	356,877 kil.	6,965,271 francs.	
(10 mois) 1923	Importations. . . .	717,429 kil.	26,812,719 francs.	} <i>Bull. mens., n° 442.</i>
	Exportations. . . .	495,693 kil.	11,986,348 francs.	

Une annexe de la note de l'industrie cotonnière, citée plus haut sous les n° 534, 535 et 536 en ce qui concerne les fils de coton, établit pour certaines catégories de tissus la comparaison entre les droits français et les droits belges en 1914 et sous les tarifs respectifs actuels.

Tissus de coton pur, unis, croisés, et coutils présentant en chaîne et en trame dans un carré de 5 milli mètres de côté ceux pesant :

	Écrus.			
	1914.		Actuels.	
	Droits belges.	Droits français.	Droits belges.	Droits français.
De 11 à 13 kilogrammes :				
27 fils et moins	40 »	70 »	160 »	350 »
28 à 35 fils	50 »	87 »	200 »	435 »
36 à 43 fils	60 »	107 »	240 »	535 »
44 fils et plus	70 »	131 »	280 »	655 »
De 9 à 11 kilogrammes :				
27 fils et moins	50 »	90 »	200 »	450 »
28 à 35 fils	60 »	111 »	240 »	455 »
36 à 43 fils	80 »	138 »	320 »	690 »
44 fils et plus	100 »	172 »	400 »	860 »

	Blanchis.				Teints.			
	1914		actuels.		1914		actuels.	
	Droits belges.	Droits français.	Droits belges.	Droits français.	Droits belges.	Droits français.	Droits belges.	Droits français.
De 11 à 13 kilogrammes :								
27 fils et moins	46 »	84 »	184	420	60 »	100 »	240	500
28 à 35 fils	57 50	104 40	230	522	70 »	117 »	280	585
36 à 43 fils	69 »	128 40	276	642	80 »	137 »	320	685
44 fils et plus	80 50	157 20	322	786	90 »	161 »	360	805
De 9 à 11 kilogrammes :								
27 fils et moins	57 50	108 »	230	530	70 »	120 »	280	600
28 à 35 fils	69 »	133 20	276	666	80 »	141 »	320	705
36 à 43 fils	92 165	« 60	368	828	100 »	168 »	400	840
44 fils et plus	115 »	206 40	460	1032	120 »	202 »	480	1010

Le rapport approximatif est :

En 1914, 1 à 1.80, différence de 80 $\frac{1}{2}$ %.

En 1923, 1 à 2.20, différence de 125 %.

Le droit payé par mètre à l'entrée en France et à l'entrée en Belgique complète ces renseignements.

Un tissu écreu paie à l'entrée en Belgique par mètre	0 27 franc belge.
Id. id. en France par mètre	0.59 franc français.
Une flanelle paie à l'entrée en Belgique par mètre	0.182 franc belge.
Id. id. en France par mètre	0.34 franc français.
Un velours teint paie à l'entrée en Belgique par mètre	0.66 franc belge.
Id. id. en France par mètre	4.40 franc français.

Les exportations de tissus de coton se sont élevées :

	1913	1921	1922
De France en Belgique, à . . . fr.	3,464,830	33,121,296	40,617,731
De Belgique en France, à . . . fr.	141,577	8,171,515	2,269,579
Fr.	— 3,323,253	— 24,948,781	— 38,348,152

L'adjonction de l'Alsace-Lorraine a considérablement augmenté la production textile française; déjà les produits de l'Alsace-Lorraine entrent en quantités considérables en Belgique, et pourtant ces produits peuvent jusqu'en 1925 être expédiés en franchise de droits à leur clientèle allemande. Quelle sera la situation le jour où ce débouché viendra à leur manquer ou que le franc belge se relèvera par rapport au franc français?

La Commission a décidé, par 8 voix contre 4, de proposer à la Chambre de porter le coefficient pour les tissus de coton, comme elle le propose pour les fils de coton, de 4 à 6.

N° 555. Velours et peluches (de coton), coupés ou non coupés, non spécialement tarifés :

Projet de tarif :

a) Par trame, pesant par mètre carré :

1. Écrus.	Moins de 500 grammes	100 kil.	100 »	4
	de 500 à 750 gr. exclusivement	id.	85 »	4
	750 grammes et plus	id.	75 »	4
2. Autres.	Moins de 500 grammes	id.	120 »	4
	De 500 à 750 gr. exclusivement	id.	100 »	4
	750 grammes et plus	id.	90 »	4

b) Par chaîne, pesant par mètre carré :

1. Écrus.	Moins de 500 grammes	id.	115 »	4
	De 500 à 750 gr. exclusivement	id.	100 »	4
	750 grammes et plus	id.	85 »	4
2. Autres.	Moins de 500 grammes	id.	130 »	4
	De 500 à 750 gr. exclusivement	id.	115 »	4
	750 grammes et plus	id.	100 »	4

Tarif actuel :

100 kil. (50 — 70 — 75 — 90 — 95) × 4 ; valeur 15 p. c.

« D'après le tarif en vigueur, dit l'Exposé des motifs, les produits visés sous le n° 555 sont classés sous trois rubriques différentes :

1° Velours de coton :

Façon soie (velvets)	Écrus	fr. 75 »	les 100 kil.
	Teints ou imprimés . . .	fr. 95 »	les 100 kil.
Autres (cords, moleskins, etc.)	Écrus	fr. 50 »	les 100 kil.
	Teints ou imprimés . . .	fr. 70 »	les 100 kil.

2° Velours et peluches non spécialement tarifiés . fr. 90 » les 100 kil.

3° Tissus de coton : Tous autres tissus (pour les peluches genre moquettes) 15 % *ad valorem*.

» Cette tarification présente une anomalie choquante, en ce sens que les articles taxés comme velours de coton dits *velvets* et imposés aux droits de 75 francs ou de 95 francs les 100 kil. ont souvent une valeur beaucoup moindre que certains velours par chaîne rentrant dans la classe des *velours autres* (droits 50 et 70 francs).

» La classification proposée a pour but de redresser cette anomalie, tout en groupant sous une même position les divers velours et peluches de coton, abstraction faite des velours et peluches en rubans ou en tapis de pied, lesquels sont spécialement taxés.

» Les droits spécifiques inscrits dans le projet de tarif ont été calculés pour correspondre, en moyenne, à un taux *ad valorem* de 15 %. » (*Exp. m.*, p. 45.)

Le Gouvernement propose deux amendements au n° 555.

Le premier modifie les catégories : « Le nouveau texte proposé, dit la note explicative, comporte, pour chaque catégorie de tissus, quatre paliers de taux au lieu des trois paliers qui figurent dans le projet, en ce sens que les articles pesant moins de 500 grammes par mètre carré sont divisés en deux rubriques, ceux dont le poids est inférieur à 300 grammes et ceux pesant de 300 à 500 grammes.

» La légère augmentation de droits prévue pour les articles les plus légers se justifie par le fait que ces derniers ont aussi une valeur plus élevée pour un poids donné. »

Le second amendement modifie le coefficient; il le porte de 4 à 5.

La note explicative le justifie en ces termes : « Le chiffre 5 est encore loin d'être suffisant pour représenter l'augmentation réelle de valeur telle qu'elle existe à ce jour.

» Pour juger de la modération des droits prévus au n° 555, il suffit de se reporter aux chiffres fournis par notre statistique commerciale quant aux importations des huit premiers mois de l'année 1923.

» Elle renseigne, en effet, pour les velours de coton façon soie, *teints ou imprimés*, une importation de 16,879 kil. valant 1,280,266 francs, soit une valeur moyenne d'environ 76 francs le kil.

» Ces articles étant compris sous la position 555a-2, avec des taux de droits, coefficient compris, variant de 450 à 700 francs les 100 kil., il s'ensuit qu'ils supporteront une charge sensiblement inférieure à 10 % *ad valorem*. »

Texte des amendements :

Velours et peluches, coupés ou non coupés, non spécialement tarifés (*) :

a) Par trame, pesant par mètre carré :

1. Écrus :

Moins de 300 grammes	400 kil.	360 »	120 »	5
De 300 à 500 grammes exclusivement . . .	id.	300 »	100 »	5
De 500 à 750 grammes exclusivement . . .	id.	255 »	85 »	5
750 grammes et plus	id.	225 »	75 »	5

2. Autres :

Moins de 300 grammes	id.	420 »	140 »	5
De 300 à 500 grammes exclusivement . . .	id.	360 »	120 »	5
De 500 à 750 grammes exclusivement . . .	id.	300 »	100 »	5
750 grammes et plus	id.	270 »	90 »	5

b) Par chaîne, pesant par mètre carré :

1. Écrus :

Moins de 300 grammes	id.	390 »	130 »	5
De 300 à 500 grammes exclusivement . . .	id.	345 »	115 »	5
De 500 à 750 grammes exclusivement . . .	id.	300 »	100 »	5
750 grammes et plus	id.	255 »	85 »	5

2. Autres :

Moins de 300 grammes	id.	450 »	150 »	5
De 300 à 500 grammes exclusivement . . .	id.	390 »	130 »	5
De 500 à 750 grammes exclusivement . . .	id.	345 »	115 »	5
750 grammes et plus	id.	300 »	100 »	5

(*) Maintien de cette note.

La Commission par 8 voix contre 4 a adopté le texte amendé mais en portant le coefficient de 4 à 6.

N° 559 Fils de lin, fils de chanvre et fils de ramie :

Projet de tarif :

a) *simples*, écrus :

1. jusqu'au n° 8 anglais	100 kil.	8	4
2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 20 anglais . .	100 kil.	12 »	4
3. au-dessus du n° 20 anglais	100 kil.	Exempts	4

b) *simples*, blanchis, crévés ou teints :

1. jusqu'au n° 8 anglais	100 kil.	13 »	4
2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 20 anglais . .	100 kil.	17 »	4
3. au-dessus du n° 20 anglais	100 kil.	Exempts	4

c) *retors*, écrus :

1. jusqu'au n° 8 anglais	100 kil.	10.50	4
2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 20 anglais . .	100 kil.	14.50	4
3. au-dessus du n° 20 anglais	100 kil.	Exempts	4

d) *retors*, blanchis, crévés ou teints :

1. jusqu'au n° 8 anglais	100 kil.	15.50	4
2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 20 anglais . .	100 kil.	19.50	
3. au-dessus du n° 20 anglais	100 kil.	Exempts	4

Tarif actuel : tous les articles sont exempts.

L'Exposé des motifs motive l'imposition en ces termes :

« Le régime de la franchise de droits, concédé par le tarif actuel, s'explique assez difficilement si l'on considère que le tarif prévoit des droits d'entrée sur les produits d'industries similaires, tels les fils de coton et les fils de laine.

» Il a donc paru opportun, à l'occasion du remaniement complet de notre tarif, de prévoir des droits, d'ailleurs très modérés, qui apporteront un léger appui à l'industrie de la filature du lin, du chanvre et des autres textiles végétaux, hormis le coton.

» En tarif minimum, il n'a été fixé de droits que pour les fils dont la finesse ne dépasse pas le n° 20 anglais, c'est-à-dire ceux qui surtout concurrencent les produits belges. En ce qui concerne les fils au-dessus du n° 20 anglais, qui nous sont principalement fournis par l'Angleterre, on a maintenu le régime de la libre entrée.

» Il n'est pas sans intérêt de noter que les droits prévus dans la nouvelle classification ne dépassent pas le taux de base de fr. 19.50 les 100 kil., tandis que le tarif français prévoit pour les articles similaires des droits allant jusqu'à plus de 200 francs les 100 kil., coefficients non compris. » (*Exp. m.*, p. 46.)

La convention avec la France rétablit l'exemption pour tous les articles taxés par le projet de tarif compris dans le n° 559.

N° 560. Fils de jute :

Projet de tarif :

a) simples, écrus :

1. jusqu'au n° 8 anglais	100 kil.	5 »	3
2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais.	100 kil.	7 »	3
3. au-dessus du n° 14 anglais	100 kil.	10 »	3

b) simples, blanchis ou teints :

1. jusqu'au n° 8 anglais	100 kil.	10 »	3
2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais.	100 kil.	12 »	3
3. au-dessus du n° 14 anglais	100 kil.	15 »	3

c) retors, écrus :

1. jusqu'au n° 8 anglais	100 kil.	7.50	3
2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais.	100 kil.	9.50	3
3. au-dessus du n° 14 anglais	100 kil.	12.50	3

d) retors, blanchis ou teints :

1. jusqu'au n° 8 anglais	100 kil.	12.50	3
2. au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais.	100 kil.	14.50	3
3. au-dessus du n° 14 anglais	100 kil.	17.50	3

Tarif actuel : exempts.

« Le régime de la libre entrée est supprimé pour des motifs identiques à ceux développés note n° 559.

» Les droits prévus au tarif minimum varient de 5 francs à fr. 17.50 les 100 kil., d'après la finesse des fils et de la main-d'œuvre reçue.

» Dans le tarif français, les mêmes produits sont imposés, en minimum, à des droits variant de fr. 6.75 à fr. 29.90 les 100 kil. » (*Exp. m.*, p. 47.)

N° 561. Fils de papier.

Projet de tarif : 100 kil. 5 × 3

Tarif actuel : Exempts.

« L'exemption est irrationnelle dit l'Exposé des motifs, attendu que le papier, matière première des fils, est soumis à des droits.

» La taxe de 5 francs est un peu supérieure à celle afférente aux papiers communs. » (*Exp. m.*, p. 47.)

N° 562. Fils d'abaca (chanvre de Manille), de phormium tenax (chanvre de la Nouvelle-Zélande), de fibres d'agave, de fibres d'ananas, de fibres d'aloès, de fibres de coco, ou de matières textiles végétales non dénommées ailleurs.

Projet de tarif : 100 kil. 5 × 3

Tarif actuel : Exempts.

« Ces produits sont taxés par analogie avec les modifications proposées pour les autres fils de la classe E. » (*Exp. m.*, p. 47.)

N° 578. Ouate.

Projet de tarif :

a) de coton :

1. pharmaceutique (hydrophile, antiseptique, etc.).	100 kil.	15 »	3
2. autre, même enduite de colle ou d'amidon, ainsi que les rubans et bourrelets d'ouate pour calfeutrer	100 kil.	10 »	3

b) de soie ou de déchets de soie Exempte

c) de matières textiles autres 100 kil. 8 » 3

Tarif actuel : exemple.

« Depuis longtemps, dit l'Exposé des motifs, les fabricants belges réclament un droit d'entrée sur les ouates, remarquant qu'une protection leur est indispensable pour lutter contre la concurrence étrangère; on propose de répondre à ces desiderata en fixant des droits spécifiques très modérés; ils correspondent à environ 5 ou 6 % *ad valorem* sur les ouates autres que celles en soie ou en déchets de soie. » (*Exp. m.*, p. 49.)

N° 584. Toiles cirées.

Projet de tarif :

a) Pour emballages	100 kil	18 »	4
b) Pour parquets :			
1. Unicolores	100 kil	15 »	4
2. A dessins imprimés	100 kil.	25 »	4
c) Pour tentures	100 kil.	90 »	4
d) Non dénommées	100 kil.	40 »	4

Tarif actuel :

a) 100 kil.	18 × 3
b) 1. 100 kil.	10 × 4
2. 100 kil.	12 × 4
c) 100 kil.	90 × 3
d) 100 kil.	35 × 3

L'Exposé des motifs explique les modifications dans les droits de base en ces termes :

1° Les droits sur les toiles cirées pour parquets sont mis en rapport avec ceux fixés pour le linoléum (n° 582); ceux-ci sont :

a) unicolore	100 kil.	15 × 4
b) à dessins imprimés	100 kil.	18 × 4
c) à dessins incrustés	100 kil.	22 × 4

2° Les droits sur les toiles cirées non dénommées passent de 35 à 40 francs les 100 kil. pour représenter plus exactement le taux de 15 p. c. *ad valorem* qui était applicable, avant le 1^{er} mars 1912, à ce genre de produits. (*Exp. m.*, p. 50.)

		Quantité :	Valeur :	
1913	}	<i>importations</i>	753,923	2,986,423
		<i>exportations</i>	1,181,941	1,564,124
1923		<i>importations</i>	1,057,177	12,291,394
(10 mois)		<i>exportations</i>	116,717	1,387,782

tableau gén.,
n° 356

(*Bull. m.*, n° 460.

Le Gouvernement propose par amendement de modifier la catégorie b 2 : toiles cirées pour parquets, à dessins imprimés :

« Le droit prévu en tarif minimum pour ces articles, dit la note explicative, est de 25 francs les 100 kilogrammes, avec coefficient 4, tandis qu'un produit similaire, le linoléum pour parquets à dessins imprimés, n'est passible que du droit de 18 francs avec le même coefficient (n° 582b).

» On a fait observer que ces deux genres de produits ont à peu près la même valeur relative et qu'il serait équitable de leur appliquer un régime identique.

» La modification proposée ramène donc à 18 francs le taux primitivement fixé à 25 francs. »

Texte de l'amendement :

Toiles cirées :

b) Pour parquets (4) :

2. A dessins imprimés	100 kil.	54 »	18 »	4
---------------------------------	----------	------	------	---

(2) et (4) Maintien de ces notes.

La Commission a adopté le texte amendé du projet.

N° 601. Cordages, câbles, cordes et ficelles en matières textiles végétales de la classe E, ayant de diamètre ou d'épaisseur :

Projet de tarif :

a) Plus de 15 millimètres	100 kil.	10 »	4 »
b) Plus de 10 jusqu'à 15 millimètres	100 kil.	12 »	4 »
c) Plus de 5 jusqu'à 10 millimètres	100 kil.	15 »	4 »
d) Plus de 2 jusqu'à 5 millimètres	100 kil.	20 »	4 »
e) 2 millimètres ou moins (1)	100 kil.	25 »	4 »

Tarif actuel : Exempts.

« La corderie, dit l'Exposé des motifs, est l'une des rares industries belges dont les produits sont restés entièrement indemnes de droits d'entrée, nonobstant qu'il s'agisse ici, non pas de demi-fabrics destinés à recevoir une main-d'œuvre ultérieure, mais bien d'articles achevés livrés généralement tels quels à la consommation.

» Cet état de choses n'a pas été sans soulever de vives réclamations, les intéressés demandant instamment que la corderie reçoive, au même titre que les autres industries textiles, un soutien qui lui permette de lutter, sur son propre marché, avec la forte concurrence étrangère.

» La demande étant justifiée, il a été inscrit dans le nouveau tarif des droits variant de 10 à 20 francs les 100 kil., droits d'ailleurs très modérés, attendu que leur incidence ne dépasse pas 8 p. c. *ad valorem* et reste parfois au-dessous de cette limite.

» Comme on le sait, les fils et ficelles de lin, de chanvre, etc., de moins de 2 millimètres de diamètre, et conditionnés pour la vente au détail, étaient taxés anciennement à 8 p. c. *ad valorem*, droit qui a été remplacé par des droits spécifiques équivalents à partir du 1^{er} octobre 1912. » (*Exp. m.*, p. 57.)

N° 602. Cordages en fibres animales.

Projet de tarif : 100 kil. 20 × 4.

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 601.

SECTION IX.

Vêtements, lingerie et confections de toute espèce.

*Résumé analytique.*1 classe, n^{os} 606 à 632 : 80 catégories.

	Tarif actuel :		Projet de tarif :	
Exemptes de droit	1		»	
Taxées :				
Valeur	35		33	
Droit spécifique	44		47	
	79	79	80	80 ^c
	80		80	

L'article exempt sous le tarif actuel, taxé par le projet de tarif est compris dans le n° 617.

L'accord avec la France modifie :

Droit seul : 13 catégories.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 809. Bonneterie de soie pure et bonneterie mélangée de soie	valeur	20 p. c.	—	18 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 20 p. c.					
Ex 611. Vêtements pour hommes, non dénommés ni compris ailleurs : en soie ou partiellement en soie, ou avec ornements	id.	20 p. c.	—	18 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 et 20 p. c.					
Ex 612. Vêtements pour femmes, non dénommés ni compris ailleurs : en soie ou partiellement en soie, ou avec ornements	id.	20 p. c.	—	18 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 20 p. c.					

	Bases.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients
— — — — —					
N° 618. Corssets :					
a) en coton, laine, lin ou chanvre, unis, sans éventail ni garni- ture	la pièce valeur	— 20 p. c.	—	0 60 —	4 —
b) en coton, laine, lin ou chanvre, garnis et éventailés	la pièce valeur	— 20 p. c.	—	0 75 —	4 —
c) en soie mélangée ou non, avec ou sans éventail et garniture .	la pièce valeur	— 20 p. c.	—	1 25 —	4 —
Tarif actuel : valeur 15 et 20 p. c.					
Ex 615. Chapeaux pour hommes, en soie ou partiellement en soie. . . .					
	la pièce valeur	— 20 p. c.	—	1 50 —	3 —
Tarif actuel : valeur 20 p. c.					
Ex 616. Chapeaux pour femmes, en soie ou partiellement en soie, ou avec ornements.					
	valeur	20 p. c.	—	18 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 20 p. c.					
Ex 620. Mouchoirs, fichus et foulards : contenant de la soie ou avec ornements					
	valeur	20 p. c.	—	18 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 et 20 p. c.					
N° 621. Cravates de tout genre					
	id.	20 p. c.	—	18 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 et 20 p. c.					
N° 622. Faux-cols et manchettes, de- vants et plastrons de chemises.					
	id.	20 p. c.	—	15 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 et 20 p. c.					
Ex 624. Couvertures et courtepoin- tes, pour lits ou autres usages ⁽¹⁾ :					
b) autres (notamment celles avec ornements).	id.	20 p. c.	—	18 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 et 20 p. c.					
⁽¹⁾ A l'exclusion des couvertures for- mées de deux tissus superposés et des couvertures ouatées ou rembourrées.					
Ex 626. Fleurs, feuillages, fruits artifi- ciels pour ouvrages de modes, et articles similaires pour décorations : en soie ou partiel- lement en soie					
	id.	20 p. c.	—	15 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 20 p. c.					

627. Plumes de parure.

Projet de tarif :

- a) simplement décolorées, blanchies ou teintées valeur 5 p. c.
 b) apprêtées ou montées valeur 15 p. c.

Tarif actuel :

- a) exemptes.
 b) valeur 15 p. c.

« L'exemption dont jouissent les plumes simplement décolorées, blanchies ou teintées ne se justifie en aucune façon, dit l'Exposé des motifs, si l'on considère que ces articles servent à la parure souvent tels quels ou après avoir subi un minime travail d'appropriation.

» Cette exemption est donc supprimée et remplacée par le droit modique de 5 p. c. *ad valorem*, tout à l'avantage des industriels belges qui achètent les plumes brutes pour les décolorer, les blanchir ou les teindre. » (*Exp. m.*, p. 56.)

La Convention avec la France réduit le droit de 15 à 10 p. c.

		Tarif minimum.	Tarif concédé à la France.
N° 628. Articles confectionnés en plumes (boas et articles similaires).			
	Valeur	20 p. c.	15 p. c.
Tarif actuel : valeur 15 p. c.			

SECTION X

Bois et ouvrages en bois ; ouvrages en liège.

Résumé analytique.

I classe, n° 633 à 698 : 103 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	9	5
Taxées :		
Valeur	71	19
Droit spécifique	23	79
	<u>94</u>	<u>98</u>
	94	98
	<u>103</u>	<u>103</u>

Les articles, exempts de droits sous le tarif actuel et taxés par le projet de tarif, sont compris dans les articles 637, 642, 646 et 655.

Le Gouvernement propose des amendements aux n° 633, 638, 650.

La Convention avec la France modifie :

Droit seul	6 catégories.
Coefficient seul	<u>7</u> id.
	13 catégories.

N° 633. Bois de construction et d'ébénisterie, en grume ou non sciés dans le sens de la longueur ou simplement équarris à la hache.

Projet de tarif : mètre cube 1×3

Tarif actuel : mètre cube $1 \times (2 - 3)$

Le Gouvernement propose une modification au n° 633.

« Ce numéro comprend non seulement les bois en grume, mais aussi les *bois équarris à la hache*. Comme il s'agit, dans ce dernier cas, dit la note explicative, de produits ayant une valeur généralement plus élevée que celle des bois en grume, on propose de les assimiler aux poutres sciées tombant sous le numéro 638. »

Texte de l'amendement :

Bois de construction et d'ébénisterie, en grume ou non sciés dans le sens de la longueur, avec ou sans écorce, mais non équarris. Mètre cube 3 1 3

Le texte amendé a été adopté par la Commission.

N° 637. Charbon de bois, même pulvérisé; briquettes de charbon de bois.

Projet de tarif : 100 kil. 1 × 3.

Tarif actuel : exempts.

« Il s'agit ici, dit l'Exposé des motifs, d'un produit fabriqué en Belgique, qui peut supporter le droit modique de 1 franc les 100 kil. inscrit dans le projet de tarif. Ce droit est identique à celui qui est prévu par le tarif minimum français pour le même produit. » (*Exp. m.*, p. 57.)

N° 638. Bois sciés, d'une épaisseur :

Projet de tarif :

de plus de 25 centimètres	Mètre cube	2 × 3
de plus de 8 centimètres jusqu'à 25 centimètres	Id.	4 × 3
de plus de 3.5 centimètres jusqu'à 8 centimètres	Id.	6 × 3
de 3.5 centimètres et au-dessous	Id.	8 × 3

Tarif actuel : m³ 1 — 2 — 6 avec coefficients de 2.5, 3 et 4.

L'Union des Importateurs de bois en Belgique a réclamé contre la classification proposée qu'elle estime trop compliquée et qui, selon elle, serait de nature à susciter des difficultés au commerce et à provoquer des fraudes lors de la déclaration en douane.

Elle propose de simplifier le projet en établissant seulement deux catégories (sciages de 15 centimètres et plus et sciages de moins de 15 centimètres), avec les taux de base respectifs de 5 et 7 francs le mètre cube, remplaçant les taux primitifs de 2, 4, 6 et 8 francs le mètre cube.

L'administration, après examen, estime qu'il y a lieu de faire droit à cette requête; elle propose par amendement le texte suivant :

Bois sciés, non dénommés ailleurs :

a) Poutres et poutrelles sciées, d'une épaisseur de 15 centimètres et plus, y compris les bois équarris à la hache, de toute épaisseur				
	Mètre cube.	15 »	5 »	3 »
b) Autres				
	id.	21 »	7 »	3 »

N° 642. Bois feuillards (bois préparés pour cercles de futailles) : cercles fabriqués, en bottes ou en couronnes.

Projet de tarif : 100 kil. 0.50 × 3.

Tarif actuel : Exempts.

« Ces produits sont affectés d'un droit très modéré proportionné à la main-d'œuvre reçue. » (*Exp. m.*, p. 58.)

N° 646. Paille ou laine de bois, même teinte ou en cordes; bois en copeaux pour la clarification des liquides.

Projet de tarif : 100 kil. 1 × 3.

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 642.

N° 647. Bois de construction et d'ébénisterie, rabotés, y compris les bois rainés ou languetés.

Projet de tarif : 100 kil. 3×3.5 .

Tarif actuel : m³ 1 — 9 avec coefficient 3 ou 5.

Le tarif actuel fait une distinction entre les bois de chêne et de noyer et les autres bois de construction et d'ébénisterie; les premiers taxés à 1 franc le mètre cube, les autres à 9 francs.

Le projet supprime la distinction ainsi qu'il la supprime pour les bois sciés.

Quant au taux du droit, l'Exposé des motifs dit qu'il a été établi de manière à tenir compte de la différence de main-d'œuvre entre les bois sciés et les bois rabotés.

Le Comice agricole du canton de Florenville fait remarquer que les nouveaux droits seront de fr. 10.50 les 100 kil. ou 1,050 francs par 10,000 kil., soit sur les planchers en chêne 33 fois le droit actuel et sur le sapin 32 fois le droit actuel. La Belgique est tributaire de l'étranger pour les bois de sapin et pour les parquets en chêne.

La pétition demande que le droit soit fixé à 2 francs par 100 kil. sans coefficient.

La Commission a demandé des renseignements qui ne lui sont pas encore parvenus.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 648. Bois de placage simplement sciés tranchés ou déroulés	100 kil.	40	» 3.5	40	» 2
Tarif actuel : mètre cube 1 — 6 — 9 avec coefficient 2, 5; 3 ou 5.					
N° 649. Feuilles de placage superposées et collées; feuilles de placage appliquées sur un autre bois :					
a) brutes	id.	40	» 3.5	40	» 3
b) polies, laquées, teintes ou recouvertes d'un enduit	id.	20	» 3.5	20	» 3
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					

N° 650. Bois filés pour la fabrication des allumettes et des stores.

100 kil. 2.50×3

Tarif actuel : valeur 10 p. c.

Le Gouvernement propose un amendement au libellé de cet article : simple modification d'ordre technique, dit-il, dans la note explicative.

Texte de l'amendement :

Bois filés ou tranchés pour la fabrication des allumettes ou des stores.

100 kil. 7.50 2.50 3

Le texte amendé est adopté.

N° 655. Caractères d'imprimerie en bois.

Projet de tarif : valeur 10 p. c.

Tarif actuel : exempts.

« Les caractères d'imprimerie en bois, actuellement exempts, deviennent passibles du droit de 10 p. c. *ad valorem*, au même titre que la généralité des ouvrages en bois. » (*Exp. m.*, p. 59.)

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 668. Futailles, cuves et cuveaux, montés ou démontés, y compris les douves et les fonds terminés, en bois de chêne, neufs	100 kil.	5 »	3 5	5 »	3

Tarif actuel : 100 kil. 5 × 3.

N° 681. Ustensiles de ménage en bois commun, non vernis, non peints.

Projet de tarif : 100 kil. 20 × 4.

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

Quelle est la relation entre le droit *ad valorem* actuel et le droit spécifique proposé?

La Ligue des Quincailliers et Marchands de fer belges appelle l'attention sur les pinces à linge, taxées sous ce numéro ; il n'y a, disent-ils, qu'une fabrique en Belgique pour ces articles ; elle n'a qu'une faible production, qui d'ailleurs est vendue pour de longs mois à l'avance.

Pendant la saison dernière, les pinces à linge suédoises étaient achetées à fr. 2.95 la grosse, ce qui faisait 44 centimes comme droits. Or, les pinces à linge à 4 tours de ressort suédoises^{suédoises} pèsent pour la caisse de 50 grosses : brut 70 kil. et net 55 kil., ce qui fait 44 francs les 50 grosses ; le droit sera 88 centimes par grosse au lieu de 44 centimes, donc 30 % minimum de la valeur.

Des membres ont proposé le maintien du droit *ad valorem* actuellement appliqué.

La Commission a demandé des explications à l'administration. Celle-ci a déclaré que le droit spécifique était proposé en raison de la très grande diversité d'objets compris sous cette rubrique et de la très grande difficulté pour les employés de la douane d'établir la valeur de chacune d'elles ; elle a ajouté que d'après ses recherches l'article, signalé spécialement dans l'ensemble de ceux taxés sous le n° 681, constituait une exception et que son importation n'était pas assez importante pour justifier une modification à la taxation proposée.

La Commission par 7 voix contre 3 a adopté le n° 681 tel qu'il est inscrit dans le projet de tarif.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 684. Pipes, tuyaux de pipes, fume- cigares et fume-cigarettes, en bois :					
a) entièrement en bois	valeur	15 p. c.	—	12 p. c.	—
c) montés autrement	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					
Ex 685. Stores en bois filé	id.	10 et 15 p. c.	—	10 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 10 et 15 p. c.					
689. Rondelles en liège naturel ou en liège moulu et aggloméré, des- tinées à la garniture intérieure de bouchons métalliques	100 kil.	60 »	4	60 »	3
Tarif actuel : valeur 5 p. c.					
690. Liège préparé et découpé en planches, plaques, cubes, car- rés ou feuilles, non dénommé ni compris ailleurs	id.	30 »	3	20 »	3
Tarif actuel : exempt; valeur 15 p. c.					
691. Disques, rondelles et roues en liège, pour polir le verre	id.	30 »	3	20 »	3
Tarif actuel : valeur 5 p. c.					
693. Bouchons en liège	id.	40 »	4	40 »	3
Tarif actuel : 100 kil. 40 × 3					
Ex 698. Semelles, talonnettes, poignées de bicyclettes, descentes de bain, en liège	valeur	15 p. c.	—	12 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					

SECTION XI

Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.

Résumé analytique.

1 classe, n°s 699 à 721 : 31 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	4	1
Taxées :		
Valeur	25	7
Droit spécifique	2	23
	<u>27</u>	<u>30</u>
	27	30
	<u>31</u>	<u>31</u>

Les catégories exemptes de droit sous le tarif actuel et taxées par le projet de tarif, sont comprises sous les n°s 699 et 703.

La Convention avec la France modifie :

Droit et coefficient	1 catégorie.
Droit seul	3 id.
Coefficient seul	9 id.
	<u>13 id.</u>

N° 699. Caoutchouc en solution.

Projet de tarif :

- a) importé en récipients de tout genre, d'un poids brut d'un kilogramme ou moins 100 kil. (poids brut) 20×2 .
 b) importé autrement 100 kil. 10×2 .

Tarif actuel : exempt.

« Suivant la jurisprudence douanière actuelle, dit l'Exposé des motifs, le caoutchouc en solution, le caoutchouc en feuilles non découpées à dimension pour un usage déterminé, et les fils de caoutchouc non recouverts de textile — tous articles qui ne constituent plus du caoutchouc brut — sont néanmoins assimilés à ce dernier et bénéficient de ce chef du régime de la libre entrée.

Le nouveau tarif maintient évidemment l'exemption pour le caoutchouc brut (voir n° 120), mais cette exemption ne s'étend plus au caoutchouc en solution ni aux caoutchoucs en feuilles ou en fils. »
(Exp. m., p. 61.)

N° 703. Fils de caoutchouc, à section ronde, carrée, rectangulaire, etc.

Projet de tarif :

- a) de 3 millimètres ou moins de diamètre ou d'épaisseur, non combinés avec des filés, 100 kil. 10 × 2.
- b) recouverts de soie ou de filés contenant de la soie, 100 kil. 50 × 2.
- c) recouverts de filés autres, 100 kil. 30 × 2.

Tarif actuel : a) exempts; b) et c) valeur 10 p. c.

L'application du droit est motivée par les considérations indiquées ci-dessus n° 699. L'Exposé des motifs ajoute : « ces fils sont utilisés à la fabrication de certains genres de tissus; il convient donc, dans l'intérêt de l'industrie textile, que les droits restent dans des limites très modérées; ils correspondent à un droit *ad valorem* inférieur à 5 % ». (*Exp. m. p. 62.*)

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.			
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.		
N° 704. Bandages en caoutchouc pour roues de véhicules :							
a) Bandages pleins	100 kil.	80	»	3	80	»	1.25
b) Bandages pneumatiques :							
1. Enveloppes pour automo- biles et motocycles :							
A) avec semelle en cuir ferré ou autrement ferrées. . .	id.	150	»	3	150	»	1.5
B) autres	id.	140	»	3	140	»	2
2. Enveloppes pour autres véhi- cules	id.	120	»	3	120	»	1.5
3. Chambres à air :							
A) pour automobiles et mo- tocycles	id.	200	»	3	200	»	—
B) pour autres véhicules. . .	id.	200	»	3	200	»	1.5

Tarif actuel : valeur 12 p. c.

N° 705. Courroies pour machines, en caoutchouc, gutta-percha, balata et autres matières similaires, même combinées avec des tissus ou avec tissu intercalé.

id.	50 »	3	50 »	2.5
-----	------	---	------	-----

Tarif actuel : 100 kil. 30 × 3.

N° 708. Ballons et ballons doubles; canules, clysopompes et clysoirs, doigtiers, éponges; injecteurs, irrigateurs, pessaires, poires à injection ou à insufflation; poires d'appel pour cornets, inhalateurs de poche, sondes œsophagiennes et urétrales, seringues, gants, tétines et articles similaires.

id.	300 »	4	240 »	—
-----	-------	---	-------	---

Tarif actuel : valeur 10 p. c.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 709. Bandes pour billards.	100 kil.	120 »	3	120 »	1.5
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 711. Blocs et rondelles pour amortir les chocs; patins (blocs) pour freins de voitures ou autres véhicules.	id.	60 »	3	60 »	1.5
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 714. Coussins, matelas et oreillers à vent; gourdes à eau, sacs à glace, bateaux-flotteurs pneu- matiques et articles similaires.	id.	300 »	4	210 »	—
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 715. Jouets et joujoux; balles et bal- lons pour jeu de paume et autres, même recouverts de peau et de tissu.	valeur	20 p. c.	—	15 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 20 p. c.					
N° 718. Tabletterie de caoutchouc durci, comprenant notamment les ob- jets à usage de bijoux ou des- tinés à la parure (bagues, col- liers, broches, croix, chaînes de montre, peignes, etc.), les articles pour fumeurs, avec ou sans monture en métal com- mun, les cannes, les règles et autres menus objets analogues non dénommés ni compris ail- leurs	valeur	15 p. c.	—	15 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 10 et 15 p. c.					
N° 720. Tapis pour chambres et corri- dors, nattes, etc.	100 kil.	60 »	4	60 »	3
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 721. Ouvrages en caoutchouc non dénommés ni compris ailleurs.					
Projet de tarif : valeur 10 p. c.					
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					

La Convention avec la France n'apporte qu'une modification au n° 721; elle mentionne dans le libellé « notamment les gommes à effacer ».

SECTION XII.

Papier et ses applications.

Résumé analytique.

2 classes, n° 722 à 784 : 128 catégories.

	Tarif actuel :		Projet de tarif :	
Exemptes de droit	8		8	
Taxées :				
Valeur.	37		9	
Droit spécifique	83		111	
	120	120	120	120
	128		128	

Le Gouvernement propose des amendements aux n°s 728, 729, 730, 733, 734, 741, 751, 752, 753, 754, 761.

La Convention avec la France modifie :

Droit et coefficient	34 catégories.
Droit seul	3 id.
Coefficient seul	15 id.
	52 id.

N° 728. Papiers d'emballage commun en feuilles ou en rouleaux, pesant de 50 à 200 grammes exclusivement par mètre carré :

Projet de tarif :

- a) En cellulose pure, demi blancs ou de couleur 100 kil. 5 × 3
 b) Autres 100 kil. 4 × 3

Tarif actuel : 100 kil. a et b 4 × 4.

La différence établie entre les deux rubriques est motivée dans l'Exposé des motifs, par cette observation générale, que des catégories différentes ont été établies suivant la nature, le degré d'achèvement, le poids au mètre carré et la valeur commerciale des cartons et papiers, que les droits ont été proportionnés à cette valeur. (*Exp. m.*, p. 64.)

Le Gouvernement propose un amendement ; il modifie dans le libellé le

poids et écarte de ce numéro le litt. *a* pour le reporter au n° 733, litt. *b*.

La note explicative s'exprime ainsi :

« Pour satisfaire à la demande de divers importateurs de papiers, on a étendu la portée de la rubrique en ce sens que celle-ci englobera les articles dont le poids est compris entre 40 et 50 grammes.

» D'autre part, les papiers repris sous le litt. *a* du projet ne sont pas, à vrai dire, des papiers d'emballage communs; il sont reportés au n° 733, litt. *b*. »

Texte de l'amendement :

Papiers d'emballage communs ⁽¹⁾, en feuilles ou en rouleaux, pesant de 40 à 500 grammes exclusivement par mètre carré. 100 kil. 12 » 4 » 3 »

(1) Sont considérés comme tels, les papiers d'emballage grossiers fortement chargés, même satinés sur une face, plus ou moins collés, qui ne sont pas communément utilisés comme papier d'imprimerie, comme papier buvard, comme papier à écrire ou comme papier à dessiner.

N° 729. Papiers d'emballage vernis ou recouverts d'une couche de goudron (dits cirés), en feuilles ou en rouleaux, pesant de 50 à 200 grammes exclusivement par mètre carré.

Projet de tarif : 100 kil. 5 × 3.

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 5.

L'augmentation du droit est basée sur le motif indiqué ci-dessus n° 728.

Le Gouvernement, pour les motifs indiqués n° 728, propose de modifier dans le libellé les indications relatives au poids.

Texte de l'amendement :

Papiers d'emballage vernis ou recouverts d'une couche de goudron (dits cirés), en feuilles ou en rouleaux, pesant de 40 à 300 grammes exclusivement par mètre carré 100 kil. 15 » 5 » 3 »

N° 730. Papiers et cartons d'emballage, en feuilles ou en rouleaux, recouverts d'une couche de goudron (dits cirés) ou non, vernis ou non, renforcés par du tissu ou avec intercalation de tissu, même métallique.

Projet de tarif : 100 kil. 6 × 3.

Tarif actuel : valeur 10 p. c.

Le Gouvernement propose d'ajouter le mot *communs* en vue, dit la note explicative, de mieux préciser la portée de la rubrique.

Texte de l'amendement :

Papiers et cartons d'emballage *communs*, en feuilles ou en rouleaux, recouverts d'une couche de goudron (dits cirés) ou non, vernis ou non, renforcés par du tissu ou avec intercalation de tissu, même métallique. 100 kil. 18 » 6 » 3 »

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 731. Papiers et cartons d'emballage communs, en feuilles ou en rouleaux, ondulés, gaufrés, plissés, froncés, même renforcés par une autre feuille de papier	100 kil.	6 »	4	6 »	3

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 5 et valeur 15 p. c.

N° 733. Papiers simili sulfurisés, papiers parcheminés écrus contenant de la pâte de bois mécanique, en rouleaux ou en feuilles, pesant de 50 à 200 grammes exclusivement par mètre carré.

Projet de tarif : 100 kil. 7 × 3.

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 5.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 729.

Le Gouvernement propose de modifier, comme aux n°s 528 et 733 et pour les mêmes motifs, les poids dans le libellé; il propose une seconde modification comme conséquence de celle apportée au libellé du n° 729.

Texte de l'amendement :

Papiers d'emballage non dénommés ailleurs, en feuilles ou en rouleaux, pesant de 40 à 500 grammes exclusivement par mètre carré :

a) Papiers simili-sulfurisés dits « greaseproof »	100 kil.	21	7	3
b) Autres	100 kil.	15	5	3

N° 734. Papiers pour journaux ⁽¹⁾.

Projet de tarif 100 kil. 4 × 2

Tarif actuel 100 kil. 2 × 2

(1) « Pour être admis à ce droit, le papier doit satisfaire, au point de vue de l'espèce et de l'état dans lequel il est importé, aux conditions à déterminer par le Ministre des Finances. »

« La valeur moyenne de ces papiers ayant quintuplé depuis 1913, dit l'Exposé des motifs, il ne semble nullement exagéré de porter le taux du droit de 2 francs à 4 francs les 100 kil. » (*Exp. m.*, p. 65.)

L'entente des directeurs de journaux bruxellois demande que le droit d'entrée sur le papier journal ne soit pas élevé au delà de 4 centimes le kil. et que le coefficient 2 ne soit appliqué qu'en prenant comme base le tarif actuel de 2 centimes au kil.

Le Gouvernement propose un amendement, qu'il motive dans la note explicative en ces termes :

« La loi du 30 août 1913 avait réduit au taux de 2 francs, en faveur des papiers pour journaux, le droit de 4 francs les 100 kilogrammes prévu pour les autres papiers en général.

» Ce droit de 2 francs est resté en vigueur jusqu'au 11 avril 1921, date à partir de laquelle il a été affecté du coefficient 2, conformément à l'arrêté royal du 31 mars précédent.

» D'après le projet de tarif, les produits en question seraient soumis, en

tarif minimum, au droit de base de 4 francs avec coefficient 2, soit au total 8 francs les 100 kil.

» Si l'on se reporte aux renseignements fournis par la statistique commerciale, on voit que les papiers pour journaux valaient, à la fin de 1913, environ 27 centimes le kil., tandis que les importations du mois de septembre 1923 accusent une valeur moyenne de fr. 1.48 le kil.

» Le coefficient réel d'augmentation de valeur serait donc d'environ 5.5 et logiquement le droit devrait être porté à 11 francs les 100 kil., pour conserver l'incidence *ad valorem* d'avant-guerre.

» Il est toutefois à noter que le prix des journaux, de même que celui de la publicité, n'a pas augmenté en proportion du prix d'achat du papier. Tenant compte de cette circonstance et eu égard aux réclamations qui ont été introduites auprès du Département des Finances, on propose d'en revenir à l'ancien droit de base de 2 francs, auquel on appliquerait le coefficient 3, chiffre très modéré au regard du coefficient réel. »

Texte de l'amendement :

Papiers pour journaux (3) 100 kil. 6 » 2 » 3 »

(3) Pour être admis dans cette catégorie le papier doit satisfaire, au point de vue de l'espèce et de l'état dans lequel il est importé, aux conditions à déterminer par le Ministre des Finances.

La Commission ne s'est pas ralliée à l'amendement; elle a écarté le droit proposé tant par le projet de tarif que par l'amendement; elle propose à la Chambre de maintenir le droit et le coefficient actuels :

Papiers pour journaux 100 kil. 6 » 2 » 2 »

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
		Fr. c.		Fr. c.	
N° 735. Papiers à cigarettes, même avec impressions, ou liégés ou métallisés :					
a) en cahiers, en tubes ou découpés à format.	100 kil.	60 »	4	60 »	2.5
b) autres	id.	20 »	4	20 »	2.5

Tarif actuel :

a) valeur 15 p. c. ;

b) 100 kil. 4 × 5 ;

18 — 35 — 60 avec coefficient 4.

N° 741. Papiers et cartons sensibilisés pour la photographie.

Projet de tarif :

a) Aux sels de fer (ferro-prussiate, cyano-fer, gallate de fer)	100 kil.	30 »	4 »
b) Aux sels d'argent ou de platine et autres :			
1. Pesant moins de 180 grammes par mètre carré	id.	150 »	4 »
2. Pesant 180 grammes ou plus par mètre carré	id.	100 »	4 »
3. Importés en rouleaux ou bobines d'au moins 50 kilogrammes, pour usages industriels ⁽¹⁾	id.	45 »	4 »

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

⁽¹⁾ Ne sont admis dans cette catégorie que les cartons photographiques pesant au moins 250 grammes par mètre carré et pour lesquels il est justifié, à la satisfaction de la douane, qu'ils sont réellement destinés à un usage industriel.

« Le taux unique est converti en droits spécifiques en tenant compte des procédés de fabrication et de la destination des produits. » (*Exp. m.*, p. 66.)

Une note remise à la Commission demande trois modifications à ce numéro :

- 1° Le poids de 220 gr. au lieu de celui de 180 gr. au litt. b, n°s 1 et 2;
- 2° La réduction du coefficient de 4 à 3.75 dans les mêmes catégories b, 1 et 2;
- 3° La modification du litt. b, 3, de manière à en exclure le papier pesant 220 gr. ou plus au mètre carré.

Le Gouvernement propose par amendement de modifier le libellé litt. b, 1 et 2.

« D'après des renseignements recueillis, dit-il, la limite de poids de 180 grammes, fixée comme ligne de démarcation entre les deux rubriques, pourrait être plus justement reportée à 220 grammes. »

Texte de l'amendement :

Papiers et cartons sensibilisés pour la photographie :

b) Aux sels d'argent ou de platine et autres :				
1. Pesant moins de 220 grammes par mètre carré	100 kil	450	150	4
2. Pesant 220 grammes ou plus par mètre carré	100 kil.	300	100	4
3. Importés en rouleaux ou bobines d'au moins 50 kilogrammes, pour usages industriels ⁽¹⁾ .	100 kil.	135	45	4

⁽¹⁾ Maintien de cette note.

La Commission a adopté le texte du projet de tarif modifié par l'amendement du Gouvernement.

N° 742. Papiers réglés, lignés ou rayés, pour registres, cahiers, musique, etc.

id.	12 »	4	12 »	3.5
-----	------	---	------	-----

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 5.

N° 744. Papier à meubler :

Projet de tarif :

a) Spéciaux (1) 100 kil. 25 × 4

b) Ordinaires :

1. Sur fond naturel 100 kil. 12 × 4

2. Sur papier avec fond couché ou coloré . . . 100 kil. 18 × 4

Tarif actuel :

a) 100 kil. 8 × 5.

b) 100 kil. 8 × 3.

Un membre de la Commission a proposé de maintenir pour les papiers à meubler ordinaires le taux du tarif actuel.

Il a été observé qu'en général le poids du papier était en rapport avec sa qualité.

La Commission a adopté le texte du n° 744 inscrit au projet.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 747. Papiers et cartons couchés ou émaillés, en blanc ou en couleur	100 kil.	10 »	4	10 »	3
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 5					
N° 748. Papiers gélatinés, albuminés, stéarinés ou paraffinés, pesant par mètre carré :					
a) moins de 50 grammes	id.	15 »	4	15 »	3.5
b) 50 grammes ou plus	id.	12 »	4	12 »	3.5
Tarif actuel : a et b 100 kil. 4 × 5.					
N° 749. Cartons ivoire, cartons bristol et similaires	id.	10 »	4	10 »	3.5
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 5.					
N° 750 Papiers à la main	id.	20 »	4	20 »	3
Tarif actuel : 100 kil. 4 avec coefficient 4 ou 5.					
N° 751. Papiers et cartons spéciaux, en feuilles ou en rouleaux, non dénommés ailleurs, tels que papiers et cartons marbrés, veinés, indiennés, dorés, argentés, métallisés, bicolores, veloutés, micacés, moirés, recouverts de bois, de liège, huilés, vernis, cirés, gommés, gaufrés, grainés, ondulés, plissés, froncés, estampés, etc.	id.	45 »	4	15 »	4
Projet de tarif : 100 kil. 15 × 4.					
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 5.					

Des fabricants de papier demandent d'ajouter dans le libellé le mot : « ENTOILÉS ».

Le Gouvernement, à la suite de cette observation, propose de modifier le libellé du n° 751. « Abstraction faite des articles communs tombant sous le n° 730, dit la note explicative, les papiers entoilés, c'est-à-dire renforcés par du tissu ou avec intercalation de tissus, appartiennent

logiquement à la catégorie des papiers et cartons spéciaux repris sous le n° 751. »

Texte de l'amendement :

Papiers et cartons spéciaux, en feuilles ou en rouleaux non dénommés ailleurs, tels que papiers et cartons marbrés, veinés, indienneés, dorés, argentés, métallisés, bicolores, veloutés, micacés, moirés, recouverts de bois, de liège, huilés, vernis, cirés, gommés, gaufrés, graissés, ondulés, plissés, froncés, estampés, renforcés par du tissu ou avec intercalation de tissus, etc. 100 kil. 15 » 4

La Commission a adopté le texte amendé.

N° 752. Papiers et cartons non dénommés, ne contenant pas de pâte de bois mécanique, en rouleaux de plus de 15 centimètres de largeur ou en feuilles, pesant par mètre carré :

Projet de tarif :

a) moins de 50 grammes.	100 kil.	12 × 3
b) de 50 à 200 grammes	100 kil.	10 × 3
c) 200 grammes et plus	100 kil.	8 × 3
Tarif actuel : a, b et c	100 kil.	4 × 4

« Pour mieux proportionner l'impôt, des distinctions sont établies comportant des taux en rapport avec la valeur moyenne des produits; les droits proposés se rapprochent de 10% *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 66.)

Le Gouvernement, à la suite de diverses réclamations parvenues au Département des Finances, a reconnu « que la limite de poids fixée primitivement sous les litt. a et b pourrait être modifiée; il propose un amendement qui, modifiant les poids, entraîne une réduction des droits prévus au projet en ce qui concerne les papiers pesant de 40 à 50 grammes par mètre carré. » (*Note explicative.*)

Texte de l'amendement :

Papiers et cartons non dénommés, ne contenant pas de pâte de bois mécanique, en rouleaux n'ayant pas moins de 15 centimètres de largeur, ou en feuilles, pesant par mètre carré :

a) Moins de 40 grammes	100 kil.	36	12	3
b) De 40 à 200 grammes	100 kil.	30	10	3
c) 200 grammes et plus	100 kil.	24	8	3

La Commission a adopté le texte amendé.

N° 753. Papiers et cartons non dénommés, contenant de la pâte de bois mécanique, en rouleaux de plus de 15 centimètres de largeur ou en feuilles, pesant par mètre carré :

Projet de tarif :

a) moins de 50 grammes	100 kil.	8 × 3
b) de 50 à 200 grammes	100 kil.	7 × 3
c) 200 grammes et plus	100 kil.	6 × 3
Tarif actuel : 100 kil.	4 × 4.	

« Les distinctions établies ont pour but de mettre le droit en rapport avec la valeur moyenne des produits : les droits proposés se rapprochent de 10% *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 66.)

Le Gouvernement, pour les motifs indiqués sous le n° 752, propose une modification dans le poids indiqué litt. *a* et *b*.

Texte de l'amendement :

Papiers et cartons non dénommés, contenant de la pâte de bois mécanique, en rouleaux n'ayant pas moins de 13 centimètres de largeur, ou en feuilles, pesant par mètre carré :

a) Moins de 40 grammes.	100 kil.	24 »	8 »	3 »
b) De 40 à 200 grammes	100 kil.	21 »	7 »	3 »
c) 200 grammes et plus	100 kil.	18 »	6 »	3 »

La Commission a adopté le texte amendé.

N° 754. Papiers et cartons, importés en rouleaux ou en bandes de 15 centimètres ou moins de largeur.

Projet de tarif : Droits des papiers et cartons, selon l'espèce, avec augmentation de : 100 kil. 2.00

Tarif actuel : 100 kil. 4 avec coefficient 3, 4 ou 5; valeur 15 p. c.

« Le travail de découpage détermine une plus value qui justifie amplement un droit supplémentaire de 2 francs les 100 kilogrammes. (*Exp. m.*, p. 66.) »

Des importateurs ont fait valoir que la limite de 15 centimètres devrait être abaissée à 13 centimètres. Le Gouvernement a reconnu l'observation fondée; il propose d'y faire droit.

Texte de l'amendement :

Papiers et cartons, importés en rouleaux ou en bandes de moins de 13 centimètres de largeur.

Droits des papiers et cartons, selon l'espèce, avec augmentation de 100 kil. 6 2 (1)

(1) Coefficients des papiers et cartons, selon l'espèce.

N° 755. Registres, cahiers, livres de commandes et de bureau, carnets, agendas, portefeuilles, porte-monnaie, albums pour portraits, images ou cartes postales, albums de poésie, buvards, sous-main, couvertures pour livres, pour reliure et tous articles similaires, même avec impressions :

Projet de tarif :

a) en papier ou carton, entièrement ou partiellement recouverts ou garnis :

1. de cuir ou de peau	valeur	20 p. c.
2. d'ivoire, de nacre, de celluloïd et matières plastiques similaires . .	100 kil.	150 × 4
3. de tissus.	100 kil.	35 × 4

b) exclusivement en papier ou carton. . . 100 kil. 20 × 4

Tarif actuel :

100 kil. 4 × 5; 18-35-30-60 avec coefficient 4; valeur 5-15 p. c.

La Convention avec la France ajoute au libellé de l'article la note suivante :

« Sont exemptes de droit, les couvertures spécialement préparées pour la reliure de livres, de journaux ou de publications périodiques déterminées, à l'exclusion des couvertures amovibles dites *liseuses*. »

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 757. Papiers, cartes et enveloppes à lettres, en contenants renfermant moins de 500 pièces et tous articles de luxe ou de fantaisie					
100 kil.		60 »	4	45 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 4×5 ; 18 — 35					
— 60 avec coefficient 4; valeur					
15 p. c.					

N° 759. Sacs, sachets et cornets, en papier d'emballage commun, sans impression, ni ornementation quelconque.

Projet de tarif : 100 kil. 10×4 .

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

Le droit de $(10 \times 4) = 40$ francs est loin d'atteindre le taux de 15 p. c. à la valeur. (*Exp. m.*, p. 67.)

L'Exposé des motifs ne motive pas cette réduction; des industriels demandent, en vue de maintenir le taux actuel, de porter le droit à 15×4 .

La Convention avec la France réduit le coefficient de 4 à 3; le droit, au lieu d'être augmenté, sera réduit à $10 \times 3 = 30$ francs.

La Commission a voté le maintien du droit inscrit au projet de tarif.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Base.					
		Fr.	c.	Fr.	c.
N° 760. Boîtes, étuis, écrins, tubes, cornets, sacs, sachets, poches, bourses et autres articles similaires destinés à emballer, contenir, protéger ou présenter des marchandises (2) :					
a) en papier ou carton, avec ou sans impression, entièrement ou partiellement recouverts ou garnis :					
1. de cuir	valeur	20 p. c.	—	15 p. c.	—
2. de soie, d'ivoire, de nacre, de métal commun, de pierres, de celluloïd et autres matières plastiques similaires	id.	—	—	20 p. c.	—
	100 kil.	150 »	4	—	3.5
3. de tissus autres que de soie.	id.	40 »	4	40 »	3.5
b) exclusivement en papier ou carton :					

	Base.	Tarif minimum		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
1. simplement montés sans ornementation quelconque ni impressions, même avec charnières ou attaches en métal commun	100 kil.	10 »	4	10 »	3.5
2. autres, y compris ceux avec impressions.	id.	35 »	4	35 »	3.5

Tarif actuel :

a) valeur 15 p. c.

b) 1. valeur 15 p. c.

2. valeur 15 p. c. 100 kil. 18-30-60 avec coefficient 4.

N° 761. Tubes coniques et cylindriques dits busettes, pour filature et retordage.

Projet de tarif : 100 kil. 10 × 4.

Tarif actuel : 100 kil. 12 × 6.

« Tenant compte de la destination industrielle de ces articles, il est prévu un taux moindre que celui des droits en vigueur. » (*Exp. m.*, p. 67.)

Le Gouvernement propose un amendement au n° 761.

« Les produits en papier rentrant sous cette position, dit la note explicative, comprennent des tubes ordinaires, de consistance molle, et des tubes spéciaux tels que ceux imprégnés, comprimés, durcis, rayés, gaufrés, perforés, etc.

» Les prix des deux genres d'articles étant sensiblement différents, on propose de subdiviser la rubrique en appliquant des taux proportionnels aux valeurs respectives.

» Le taux primitivement fixé serait conservé pour les tubes ordinaires, tandis que les articles spéciaux seraient frappés, en tarif minimum, d'un droit de 16 francs les 100 kilogrammes avec coefficient 4. »

Texte de l'amendement :

Tubes coniques et cylindriques (busettes, canettes, tubes de préparation, etc.) pour filature, retordage et tissage :

a) ordinaires, mous	100 kil.	30 »	10 »	4
b) autres (imprégnés, comprimés, durcis, rayés, gaufrés, perforés, etc.).	100 kil.	48 »	16 »	4

N° 775. Livres ⁽¹⁾ et manuscrits.

Projet de tarif : exempts.

Tarif actuel : exempts.

(1) Y compris les livres illustrés avec texte interprétatifs considérés comme livres dans le commerce de librairie.

La Convention avec la France modifie ainsi le libellé et la note du n° 775.

Livres en feuilles, brochés, cartonnés
ou reliés et manuscrits exempts. exempts.

(1) Y compris les albums illustrés en noir ou en couleurs, avec texte interprétatif, et tous ouvrages (même en feuilles volantes contenues en portefeuilles ou autrement conditionnés) considérés comme livres dans le commerce de librairie.

N° 776. Journaux périodiques à l'exclusion des publications de modes.

Projet de tarif : exempts.

Tarif actuel : exempts.

La Convention avec la France modifie le libellé en ces termes :**Journaux et publications périodiques, y compris les journaux de modes.**

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 779. Cartes postales, cartes-vues, cartes de souhaits et autres cartes de l'espèce, même importées en feuilles ou en carnets :					
a) avec impressions photographiques :					
1. coloriées à la main	400 kil.	200 »	4	200 »	2.4
2. autres	id.	150 »	4	80 »	2.4
b) avec autres impressions :					
1. en une couleur	id.	50 »	4	80 »	2.4
2. en deux couleurs.	id.	70 »	4	120 »	2.4
3. en trois couleurs et plus ou coloriées à la main	id.	100 »	4	190 »	2.4
Tarif actuel : a) valeur 15 p. c. ;					
b) 1 et 2 (18-35) × 4 ;					
b) 3 (18-30-60) × 4.					

N° 780. Cartes postales, cartes-vues, cartes et lettres de souhaits, images de première communion et autres images religieuses, calendriers de poche, toutes cartes, lettres et articles illustrés ou de fantaisie non dénommés ailleurs, agrémentés de tissus, de rubans, de fleurs naturelles ou artificielles, de mica, de celluloïd ou d'autres matières de l'espèce ou avec application d'autres ornements ou images.	id.	200 »	4	225 »	2.4
Tarif actuel : 400 kil. 18-35-30-60 avec coefficient 4 ; valeur 15 p. c.					

N° 781. Calendriers collés sur cartons et calendriers à effeuiller, vide-poches, porte-journaux et articles similaires :					
a) en une couleur	id.	30 »	4	20 »	2.4
b) en deux couleurs	id.	50 »	4	25 »	2.4
c) en trois couleurs et plus	id.	70 »	4	60 »	2.4
Tarif actuel : 400 kil. 18-35-30-60 avec coefficient 4 ; valeur 15 p. c.					

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 782. Imprimés de tout genre sans illustrations, non dénommés ailleurs, obtenus par tout procédé de reproduction, sur papier, carte ou carton, pesant par mètre carré :					
a) moins de 200 grammes :					
1. en une couleur	100 kil.	25 »	4	40 »	2.1
2. en deux couleurs	id.	35 »	4	55 »	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	50 »	4	70 »	2.1
b) de 200 à 500 grammes :					
1. en une couleur	id.	20 »	4	30 »	2.1
2. en deux couleurs	id.	30 »	4	40 »	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	45 »	4	50 »	2.1
c) 500 grammes et plus :					
1. en une couleur	id.	15 »	4	20 »	2.1
2. en deux couleurs	id.	25 »	4	30 »	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	40 »	4	40 »	2.1
Tarif actuel :					
a) 1 et 2 100 kil.	(18-35) × 4				
a) 3 100 kil.	(18-60) × 4				
b) 1 et 2 100 kil.	18 × 4				
b) 3 100 kil.	(18-30) × 4				
c) 1 et 2 100 kil.	18 × 4				
c) 3 100 kil.	(18-30) × 4				
N° 783. Imprimés de tout genre avec illustrations, non dénommés ailleurs, obtenus par tout procédé de reproduction, sur papier, carte ou carton, pesant par mètre carré :					
a) moins de 200 grammes :					
1. en une couleur	100 kil.	50 »	4	50 »	2.1
2. en deux couleurs	id.	70 »	4	65 »	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	100 »	4	85 »	2.1
b) de 200 à 500 grammes :					
1. en une couleur	id.	40 »	4	40 »	2.1
2. en deux couleurs et plus	id.	60 »	4	50 »	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	90 »	4	60 »	2.1
c) 500 grammes et plus :					
1. en une couleur	id.	30 »	4	30 »	2.1
2. en deux couleurs	id.	50 »	4	40 »	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	80 »	4	50 »	2.1
Tarif actuel :					
a) 1 et 2 100 kil.	(18-35) × 4				
a) 3 100 kil.	(18-60) × 4				
b) 1 et 2 100 kil.	18 × 4				
b) 3 100 kil.	(18-30) × 4				
c) 1 et 2 100 kil.	18 × 4				
c) 3 100 kil.	(18-30) × 4				

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.			
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.		
		Fr.	c.	Fr.	c.		
N° 784. Images, vignettes, étiquettes, chromos, affiches, gravures, simili-gravures, photographies, photogravures et tous articles d'imagerie non dénommés ailleurs, obtenus par tout procédé de reproduction, sur papier, carte ou carton, pesant par mètre carré :							
a) moins de 200 grammes :							
1. en une couleur	100 kil.	75	»	4	80	»	2.1
2. en deux couleurs	id.	105	»	4	120	»	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	150	»	4	200	»	2.1
b) de 200 à 500 grammes :							
1. en une couleur	id.	60	»	4	50	»	2.1
2. en deux couleurs	id.	90	»	4	70	»	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	135	»	4	120	»	2.1
c) 500 grammes et plus :							
1. en une couleur	id.	45	»	4	20	»	2.1
2. en deux couleurs	id.	75	»	4	25	»	2.1
3. en trois couleurs et plus	id.	120	»	4	60	»	2.1
Tarif actuel :							
a) 1 et 2	100 kil.	$(18-35) \times 4$					
a) 3	100 kil.	$(18-60) \times 4$					
b) 1 et 2	100 kil.	18×4					
b) 3	100 kil.	$(18-30) \times 4$					
c) 1 et 2	100 kil.	18×4					
c) 3	100 kil.	$(18-30) \times 4$					

SECTION XIII

Ouvrages en pierres et autres matières minérales; poteries.

*Résumé analytique.*1 classe, n^{os} 785 à 828 : 88 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	27	14
Taxées :		
Valeur	45	14
Droit spécifique	16	60
	<u>61</u>	<u>74</u>
	61	74
	<u>88</u>	<u>88</u>

Les catégories exemptes du droit en tarif actuel et imposées par le projet de tarif, sont comprises dans les n^{os} 786, 793, 795, 796, 797, 805, 806, 807, 809, 812, 813, 815.

Le Gouvernement propose un amendement au n° 809.

La Convention avec la France modifie :

Droit seul	4 catégories.
Coefficient seul	10 id.
	<u>14</u> id.

N° 786. Ardoises (pierre d'ardoise ordinaire) :

Projet de tarif :

a) en dalles ou en tables :

1. taillées ou sciées exemptes.
 2. polies 100 kil. 1 × 4

b) Ardoises pour toitures. 100 kil. 0.60 × 3

c) Ardoises nues ou encadrées, pour l'écriture ou le dessin 100 kil. 3 × 4

d) Crayons d'ardoise (touches à écrire). 100 kil. 6 × 4

e) autres ouvrages, non dénommés ni compris ailleurs . valeur 15 p. c.

Tarif actuel :

- a) 1 et 2 exemptes.
 b) 1,000 pièces 1 × 4.
 c) et d) valeur 15 p. c.
 e) exempts; valeur 15 p. c.

« L'exemption a été supprimée pour les ardoises *en dalles ou en tables polies*, pour tenir compte de la main-d'œuvre incorporée. » (*Exp. m.*, p. 69.)

N° 789. Pierres à rasoïr.

Projet de tarif : 100 kil. 30 × 4.

Tarif actuel : exemptes ; valeur : 15 p. c.

« Non montés, dit l'Exposé des motifs, ces articles sont actuellement exempts de droits ; lorsqu'ils sont munis d'une monture ou d'une garniture en bois, ils paient 15 % *ad valorem*.

» Il n'existe aucune raison pour maintenir cette différence de régime.

» Les droits spécifiques prévus donneront satisfaction à une petite industrie belge très intéressante qui, depuis longtemps, réclame un léger soutien vis-à-vis de la concurrence étrangère. » (*Exp. m.*, p. 70.)

N° 790. Pierres à aiguïser, à affiler et à affûter, à la main.

Projet de tarif :

a) En pierre naturelle, travaillées, taillées ou polies : 100 kil. 15 × 4.

b) En émeri, carborundum et similaires : 100 kil. 20 × 4.

Tarif actuel : a et b) exemptes ; valeur 15 p. c.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 789.

La Ligne des Quincaillers et Marchands de fer belge réclame contre cette tarification qui, d'après elle, amènerait une hausse sur les prix en gros d'environ 40 francs.

Les grès rectangulaires employés pour l'ébarbage des meules en métal s'importaient ci-devant sans payer de droits ; ce sont des déchets de meules en grès, simplement coupés, sans être taillés ni polis et qui ne coûtent que quelques centimes ; or, en les assimilant à des pierres à aiguïser à la main en pierre naturelle, les droits dont cet article serait grevé seraient de 50 centimes à la pièce environ ; l'article ne supporterait pas cette hausse.

L'Administration a remis à la commission la note suivante :

« En ce qui concerne les blocs en grès visés, il n'y a pas lieu de les comprendre sous le n° 790a du projet de tarif ; ils seront admis sous la position n° 791a, pour laquelle l'exemption des droits est prévu en tarif minimum.

» D'autre part, parmi les pierres à faulx que l'on importe en Belgique, il s'en trouve beaucoup qui sont formées d'un éclat de pierre, sans taille ni polissage, et simplement sciées aux deux bouts. Ce genre d'articles n'est pas à comprendre non plus sous le n° 790a, mais bien sous le n° 795a, position exempte de droits en tarif minimum.

» Cette mise au point paraît devoir donner satisfaction aux pétitionnaires. »

La Commission a adopté le projet de tarif.

N° 791. Meules à aiguïser, en pierre naturelle.

Projet de tarif :

a) Non montées : exemptes.

b) Montées (sur axes, auges, etc) à main ou à pédale 100 kil. 6 × 4.

Tarif actuel :

a) exemptes ;

b) 100 kil. exemptes et 2-4-12 avec coefficient 6 ; valeur 10 p. c.

» Les meules montées (sur axes, auges, etc.) rentrent présentement dans la catégorie des *machines* et sont passibles de divers droits d'après la matière dominante (fr. 2.», 4.» ou 12.» les 100 kil., ou 10% *ad valorem*). On prévoit un taux unique de 6 francs les 100 kilogrammes. » (*Exp. m.* p. 70).

La Convention avec la France réduit le coefficient de 4 à 3.)

N° 793. Meules artificielles en émeri, carborundum et similaires.

Projet de tarif :

- | | | |
|--|----------|--------|
| a) non montées. | 100 kil. | 10 × 3 |
| b) montées (sur axes, auges, etc., à main ou à pédale) | 100 kil. | 15 × 4 |

Tarif actuel :

- a) exemptes;
b) 100 kil. Exemptes. 2-4-12 avec coefficient 6; valeur 10 p. c.

« Articles qui se fabriquent parfaitement en Belgique, dit l'Exposé des motifs, et qu'il y a lieu d'imposer, qu'ils soient montés ou non.

» Les droits spécifiques prévus ne dépassent pas 10 p. c. *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 70.)

La Convention avec la France réduit litt. b le coefficient de 4 à 3.

N° 795. Ouvrages non dénommés en albâtre, en lave, en marbre ou autres pierres :

Projet de tarif :

- a) simplement taillés ou sciés à surfaces planes . . . exemptes.
b) sculptés, polis, moulurés ou autrement ouvrés. . . valeur : 15 p. c.

Tarif actuel : a et b exempts.

« La franchise prévue actuellement quant aux pierres, marbres, etc., sculptés, polis, moulurés ou autrement ouvrés, dit l'Exposé des motifs, constitue une flagrante anomalie au regard de l'imposition qui frappe notamment les bois ouvrés, les métaux ouvrés, etc. La main-d'œuvre qui façonne la pierre ou le marbre n'est pas moins intéressante que celle façonnant le bois ou le métal, et il est de la plus élémentaire équité que le tarif douanier ne leur applique pas des traitements différents.

» Le droit de 15 p. c. *ad valorem* inscrit dans le projet de tarif pour les produits envisagés correspond à une imposition moyenne, admise dans beaucoup de cas à l'égard des objets manufacturés. » (*Exp. m.*, p. 71.)

La Convention avec la France réduit litt. b le coefficient de 4 à 3.

N° 796. Ouvrages en marbre artificiel.

Projet de tarif :

- | | | |
|---|----------|-----------------|
| a) En dalles ou carreaux, en colonnes et pour constructions | 100 kil. | 1.50 × 3 |
| b) Autres | | valeur 15 p. c. |

Tarif actuel :

- a. exempts.
b. exempts : valeur 15 p. c.

« Un droit de fr. 1.50 les 100 kil. est prévu pour les carreaux, dalles, etc., par assimilation aux carreaux et dalles pour pavement à dessins incrustés du n° 816. » (*Exp. m.*, p. 71.)

N° 797. Ouvrages en asphalte pur ou mélangé d'autres matières, en ciment de résine ou matières analogues (plaques, dalles et autres ouvrages).

Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3

Tarif actuel : exempts.

« Articles assimilables aux carreaux en ciment unicolores (n° 798, a-1), dit l'Exposé des motifs, sont impossables, comme ces derniers, au droit de fr. 0.50 les 100 kil. (*Exp. m.*, p. 72.)

N° 805. Briques réfractaires de toute espèce (briques de chamotte, de Dinas et autres briques quartzieuses, briques de bauxite et de magnésie, briques au carbure pour revêtement réfractaire de fourneaux ou de fours).

Projet de tarif :

a) rectangulaires, pesant moins de 5 kilos par pièce	100 kil.	0.50×3
b) rectangulaires, pesant 5 kil. ou plus par pièce ; autres que rectangulaires, quel que soit leur poids	100 kil.	0.60×3

Tarif actuel : a et b exempts.

« Le régime de la libre entrée, dit l'Exposé des motifs, est remplacé par des droits spécifiques, d'ailleurs très modérés, dans le but d'aider la main-d'œuvre belge. » (*Exp. m.*, p. 72.)

N° 806. Creusets, cornues, cassettes, mouffes, tuyaux, boisseaux, tuyères, busettes, buselures et autres ouvrages réfractaires moulés en terre ou en masse argileuse, autres que les briques; creusets en ciment de magnésie ou en stéatite.

Projet de tarif : 100 kil. 0.80×3 .

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 805.

N° 807. Creusets et autres ouvrages en pâte de graphite ou plombagine.

Projet de tarif : 100 kil. 1×3 .

Tarif actuel : Exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 805.

N° 809. Briques siliceuses, blanches ou de couleur claire, genre Silésie.

Projet de tarif : 100 kil. 0.50×3 .

Tarif actuel : exempts.

« Ces briques sont soumises à une imposition par assimilation aux briques vernissées, émaillées ou colorées (n° 808). » (*Exp. m.*, p. 72.)

A la suite d'observations présentées en Commission, le Gouvernement propose par amendement d'incorporer sous ce numéro les *briques en pierre ponce et*

chaux ou ciment assimilables aux produits figurant dans le texte primitif.

Texte de l'amendement :

Briques siliceuses, blanches ou de couleur claire,
genre Silésie; *briques en pierre ponce et chaux*
ou ciment

100 kil. 1.50 0.50 3

La Commission a adopté le texte amendé.

N° 812. Pots à fleurs, en terre commune.

Projet de tarif :

a) non vernissés ni émaillés.	100 kil.	0.50 × 3
b) vernissés ou émaillés	100 kil.	0.75 × 3

Tarif actuel : a) exempts.

b) valeur 10 p. c.

L'Exposé des motifs ne donne ici que cette explication : « des droits spécifiques correspondant à une taxe *ad valorem* ne dépassant pas 5 à 6 p. c. remplacent la tarification actuelle. (*Exp. m.*, p. 73.)

L'abandon du régime de la libre entrée est expliqué par cette considération, inscrite en tête de la section XIII, que « cette détermination s'imposait dans un intérêt de soutien de la main-d'œuvre belge ».

N° 813. Pipes de terre.

Projet de tarif :

a) d'une seule pièce, non vernissées ni émaillées	100 kil.	2.50 × 3.
b) d'une seule pièce, vernissées, émaillées ou décorées	100 kil.	6 × 3.

Tarif actuel :

a) exempts.

b) exempts ; valeur 10 p. c.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 812.

La Convention avec la France modifie les deux catégories :

- » Litt. a le droit est remplacé par l'exemption ;
- » Litt. b le droit est réduit de (6 × 3) 18 francs à (4 × 3) 12 francs par 100 kil. »

N° 815. Carreaux et dalles pour pavement, en terre cuite ordinaire (terre à briques).

Projet de tarif : 100 kil. 0.25 × 3.

Tarif actuel : exempts.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 812.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 818. Appareils sanitaires, y compris les éviers et les baignoires, en grès ou en faïence (1) :					
a) unicolores	id.	8	» 4	8	» 3
b) autres	id.	10	» 4	10	» 3
Tarif actuel : valeur 10 et 15 p. c.					

N° 821. Fleurs artificielles en faïence ou en porcelaine :

Projet de tarif :

a) pour couronnes : valeur 10 p. c.

b) autres (y compris les couronnes montées) : valeur 20 p. c.

Tarif actuel :

a) Valeur 5 p. c.

b) Valeur 10, 15 p. c.

La Convention avec la France modifie le litt. b) :

b) couronnes montées : valeur 12 p. c.

c) autres : valeur 15 p. c.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 824. Ouvrages en faïence, en majolique, en grès fin, en pâte argileuse fine, non dénommés ni compris ailleurs :					
a) unicolores	100 kil.	6 »	4	6 »	3
b) décorés en une seule couleur, sans or	100 kil.	8 »	4	8 »	3
c) décorés avec or ou en plusieurs couleurs	100 kil.	12 »	4	12 »	3
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					

N° 825. Ouvrages en porcelaine (y compris la porcelaine tendre, le biscuit, le parian et similaires), non dénommés ni compris ailleurs :

a) blancs	100 kil.	15 »	4	15 »	3
b) autres que blancs, ou décorés ou en une seule couleur . .	100 kil.	20 »	4	20 »	3
c) décorés avec or, ou en plusieurs couleurs	100 kil.	25 »	4	25 »	3

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

SECTION XIV

Verre et ouvrages en verre.

Résumé analytique.

1 classe, nos 829 à 864 : 72 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	2	3
Taxées :		
Valeur.	60	14
Droit spécifique	10	55
	<u>70</u>	<u>69</u>
	70	69
	<u>72</u>	<u>72</u>

Le projet de tarif n'impose aucune catégorie exempte sous le tarif actuel, mais il exempte les produits compris sous le n° 849, actuellement taxés.

Le Gouvernement propose un amendement au n° 829.

La Convention avec la France modifie :

Droit et coefficient	1 catégorie.
Droit seul	3 id.
Coefficient seul	8 id.
	<u>12</u> id.

N° 829. Verre en masse; émail et glaçure, en masse; déchets et tessons de verre; groisil ou grésil (verre pulvérisé).

Projet de tarif : Exempts.

Tarif actuel : Exempts.

Le Gouvernement propose par amendement de modifier le libellé par la suppression des mots *émail et glaçure, en masse*, par suite de l'amendement proposé sous le n° 435.

Texte de l'amendement :

Verre en masse; déchets et tessons de verre; groisil ou grésil (verre pulvérisé). Exempts.

La Commission a adopté le texte amendé par 8 voix contre 5.

N° 839. Plaques en verre pour la photographie, sensibilisées.

Projet de tarif : 100 kil. 35 × 4.

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

Tarif concédé à la France : 100 kil. 32 × 3.

« Les droits spécifiques proposés correspondent dans la plupart des cas, dit l'Exposé des motifs dans une note inscrite en tête de la Section, à la charge résultant du tarif actuel. » L'Exposé des motifs signale les articles pour lesquels le projet se départit du principe de l'équivalence entre le droit ancien et le droit nouveau; il ne mentionne pas le n° 839. (*Exp. m.*, p. 75.)

Une note remise à la Commission demande la réduction du coefficient de 4 à 3.

La Commission a adopté le projet de tarif.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 841. Réflecteurs, tulipes, abat-jour, globes ou verrines, pour appareils d'éclairage :					
c) autres	100 kil.	15 »	4 »	12 »	4
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					

N° 844. Bouteilles et flacons de formes ordinaires, d'une capacité supérieure à 25 centilitres, sans excéder 12 litres :

Projet de tarif :

a) en verre blanc ou demi-blanc . . .	100 kil.	3. »	4
b) en verre autre	100 kil.	2.50	4
c) munies d'un bouchon mécanique . .	100 kil.	3.50	4
d) se bouchant à l'émeri	Régime de la Gobeletterie selon l'espèce.		

Tarif actuel :

- a) 100 kil. 2 × 3,5; valeur 10 p. c.
- b) 100 kil. 1,50 × 3,5; valeur 10 p. c.
- c) 100 kil. (1,50 — 2) × 3,5; valeur 10 p. c.
- d) Valeur 10 p. c.

Les droits spécifiques ont, d'après l'Exposé des motifs, une incidence de 10 à 11 % *ad valorem* « ce qui est une légère augmentation sur les droits actuels pour soutenir l'industrie de la fabrication des bouteilles qui lutte péniblement contre l'afflux des produits étrangers ». (*Exp. m.*, p. 75.)

La Convention avec la France, pour un article compris litt. b : *bouteilles dites « champenoises »*, réduit le coefficient de 4 à 3.

La Commission a adopté le projet de tarif.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 845. Gobeletterie de verre ordinaire ⁽¹⁾, sans combinaison avec d'autres matières, non dénommée ailleurs :					
a) commune, c'est-à-dire unie ou moulée sans dessins, ni passée à la meule, ni polie, ni dépolie, ni taillée, ni gravée, ni décorée d'une manière quelconque :					
1. en verre verdâtre commun, ou brun	100 kil.	5 »	4	5 »	3
2. blanche. même mi-blanche (transparente)	100 kil.	7 50	4	7 50	3
3. colorée dans la masse ou doublée, ou d'un blanc opaque.	100 kil.	10 »	4	10 »	3
b) simplement moulée avec relief, ou avec bouchons façonnés ou ornements par la taille, le rodage à l'émeri, etc.					
	100 kil.	12 »	4	12 »	3
c) polie ou dépolie, rodée, taillée, gravée à l'acide ou autrement :					
1. de couleur naturelle ou blanche (transparente).	100 kil.	20 »	4	20 »	3
2. autre (teintée dans la masse, colorée, etc.)	100 kil.	25 »	4	25 »	3
d) peinte, dorée, argentée ou décorée autrement ⁽¹⁾.					
	100 kil.	30 »	4	30 »	3
⁽¹⁾ La gobeletterie comprend notamment :					
a) Les bouteilles, fioles et flacons dont la capacité n'excède pas 25 centilitres ;					
b) Les bouteilles, fioles et flacons de toute contenance, autres que de forme ordinaire, ou taillés, gravés ou décorés ;					
c) Tous verres creux tels que : verres à boire, carafes, gobelets, coupes, sucriers, beurriers, salières, bocaux, vases de toutes formes, etc.					
Tarif actuel :					
a 1 et 3	100 kil.	1,50 × 3,5; valeur 10 p. c.			
a 2	100 kil.	2 × 3,5; valeur 10 p. c.			
b	100 kil.	(1,50-2) × 3,5; valeur 10 p. c.			
c et d,	valeur 10 p. c.				

N° 849. Verres d'optique bruts; verre brut en boules ou segments pour la fabrication des verres d'horlogerie et de lunettes :

Projet de tarif : exempts.

Tarif actuel : valeur 10 p. c.

« Le droit de 10 p. c. *ad valorem* est remplacé par la libre entrée, dans le but de favoriser la main-d'œuvre qui transforme ces produits de fabrication exclusivement étrangère ». (*Exp. m.*, p. 75.)

N° 854. Ouvrages en vitrifications, en perles de verre ou en pierres de verre, non dénommés ni compris ailleurs :

Projet de tarif :

<i>a)</i> combinés avec des métaux communs dorés ou argentés . . .	valeur	20 p. c.
<i>b)</i> autres	valeur	20 p. c.

Tarif actuel, valeur 15 p. c.

La Convention avec la France modifie le libellé litt. *b* et le taux des droits pour litt. *a* et *b* :

Ouvrages en vitrifications, en perles de verre ou en pierres de verre, non dénommés ni compris ailleurs :

<i>a)</i> combinés avec des métaux communs dorés ou argentés . . .	valeur	15 p. c.
<i>b)</i> couronnes mortuaires	valeur	12 p. c.
<i>c)</i> autres	valeur	15 p. c.

SECTION XV

Métaux et ouvrages en métaux.

*Résumé analytique.*9 classes, n^{os} 865 à 1019 : 413 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	37	26
Taxées :		
Valeur.	132	18
Droit spécifique	244	369
	<u>376</u>	<u>387</u>
	376	387
	<u>413</u>	<u>413</u>

Les articles exempts de droit sous le tarif actuel, taxés par le projet de tarif, sont compris dans les n^{os} 865, 866, 969, 970, 992, 993, 994, 1004 et 1005.

Le Gouvernement propose des amendements aux n^{os} 882, 883, 885, 887, 889, 895, 902, 959, 1016.

La Convention avec la France modifie :

Droit et coefficient	10 catégories.
Droit seul	19 id.
Coefficient seul	133 id.
	<u>162</u> id.

N° 865. Argent.

Projet de tarif :

c) Argent battu, étiré ou laminé :

1. en feuilles minces (1), 100 kil. 500.

2. autre exempt.

e) Pièces coulées, estampées ou embouties, brutes ; ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées. Valeur 5 p. c.

Tarif actuel :

c) 1 et 2 exempts.

e) Exempts ; valeur 10 p. c.

« Dans l'intérêt de la main-d'œuvre, il a été prévu une légère taxe sur

l'argent en feuilles minces et le droit *ad valorem* de 10 p. c. a été réduit à 5 p. c. pour les ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées ». (*Exp. m.*, p. 76.)

N° 866. Or et platine :

Projet de tarif :

c) Or et platine battus, étirés ou laminés :

1. Or en feuilles minces	100 kil.	1,000 »
2. autres		exempts.

e) Pièces coulées, estampées ou embouties, brutes; ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées. valeur. 5 p. c.

Tarif actuel : c 1 et 2, e exempts; valeur 10 p. c.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 865.

N° 867. Fonte brute :

Projet de tarif : 100 kil. 0.20 × 3.

Tarif actuel : 100 kil. 0.20 × 2.

Les mines transformatrices du fer et de l'acier réclament contre l'élévation du coefficient de 2 à 3.

Le droit avec le coefficient 3 ne sera pas supérieur, en tenant compte de l'augmentation des prix, au droit appliqué en 1913.

D'autre part, la Convention avec la France réduit le coefficient de 3 à 2,5.

La Commission a maintenu le coefficient 3 du projet de tarif.

N° 868. Tuyaux droits de tous types :

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
a) à emboîtement, bruts de fonderie	100 kil	2 »	3	2 »	2.5
b) à brides, à corps lisses ou munis d'ailettes venues de fonte :					
1. bruts	100 kil.	2 »	3	2 »	2.5
2. ouvrés	100 kil.	2 50	3	2 50	2.5

Tarif actuel : a et b 100 kil. 2 × 4.

N° 869. Raccords pour tuyauteries, de tous systèmes et de tous types :

a) bruts	100 kil.	3 »	3	3 »	2.5
b) ouvrés	100 kil.	3 50	3	3 50	2.5

Tarif actuel : 100 kil. 2 × 4.

N° 870. Cuvelage de mines

Tarif actuel : 100 kil. 2 × 4.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 871. Autres ouvrages en fonte non spécialement tarifés :					
a) bruts pesant par pièce :					
1,000 kilogrammes ou plus . .	100 kil.	2 50	3	2 50	2.5
de 500 à 1,000 kilogrammes . .	100 kil.	3 »	3	3 »	2.5
de 200 à 500 kilogrammes . .	100 kil.	3 50	3	3 50	2.5
de 100 à 200 kilogrammes . .	100 kil.	4 »	3	4 »	2.5
de 50 à 100 kilogrammes . .	100 kil.	5 »	3	5 »	2.5
de 10 à 50 kilogrammes . .	100 kil.	6 »	3	6 »	2.5
moins de 10 kilogrammes	100 kil.	7 »	3	7 »	2.5
b) polis, laqués, cuivrés, nickelés, bronzés, émaillés, décorés avec or, dorés ou argentés, pesant par pièce :					
1,000 kilogrammes ou plus . .	100 kil.	5 »	4	5 »	3.5
de 500 à 1,000 kilogrammes . .	100 kil.	6 »	4	6 »	3.5
de 200 à 500 kilogrammes . .	100 kil.	7 »	4	7 »	3.5
de 100 à 200 kilogrammes . .	100 kil.	8 »	4	8 »	3.5
de 50 à 100 kilogrammes . .	100 kil.	10 »	4	10 »	3.5
de 10 à 50 kilogrammes . .	100 kil.	12 »	4	12 »	3.5
moins de 10 kilogrammes . .	100 kil.	15 »	4	15 »	3.5
c) autrement ouvrés, pesant par pièce :					
1,000 kilogrammes ou plus . .	100 kil.	4 »	4	4 »	3.5
de 500 à 1,000 kilogrammes . .	100 kil.	4 50	4	4 50	3.5
de 200 à 500 kilogrammes . .	100 kil.	5 »	4	5 »	3.5
de 100 à 200 kilogrammes . .	100 kil.	6 »	4	6 »	3.5
de 50 à 100 kilogrammes . .	100 kil.	7 »	4	7 »	3.5
de 10 à 50 kilogrammes . .	100 kil.	8 »	4	8 »	3.5
moins de 10 kilogrammes . .	100 kil.	10 »	4	10 »	3.5

Tarif actuel : a, b et c :

100 kil. 2×4 ; valeur 15 p. c.

N° 872. Fer brut, ébauché et massiaux :

Projet de tarif : 100 kil. 0.30×3 .

Tarif actuel : 100 kil. 0.30×2 .

Les usines transformatrices du fer et de l'acier demandent le maintien du coefficient 2.

La Commission, pour les motifs indiqués sous le n° 867, a maintenu le coefficient 3 dans le projet de tarif.

La Convention avec la France réduit le coefficient de 3 à 2.5.

N° 873. Acier fondu brut, en lingots :

Projet de tarif : 100 kil. 0.30×3 .

Tarif actuel : 100 kil. 0.30×2 .

La Convention avec la France réduit le coefficient à 2.5; même observation et décision que pour le n° 872.

N° 874. Acier fondu, dégrossi :

Projet de tarif :

- a) Brames et blooms, 100 kil. 0.40×3 ;
 b) Billettes et largets, 100 kil. 0.60×3 .

Tarif actuel :

- a) 100 kil. 0.40×2 ;
 b) 100 kil. 0.60×2 .

La Convention avec la France réduit le coefficient à 2.5; même observation et décision que pour les n° 872 et 873.

N° 879. Bandages de roues, bruts; centres de roues laminés, bruts :Projet de tarif : 100 kil. 2×3 .Tarif actuel : 100 kil. 1×3 .

La Convention avec la France réduit le coefficient à 2.5.

N° 882. Fer laminé à froid ou étiré à froid, en barres, quelle que soit la forme de la section, dont la plus petite dimension de la coupe transversale est :

Projet de tarif :

- a) de plus de 10 centimètres 100 kil. 1.50×3 .
 b) de plus de 1 centimètre jusqu'à 10 centimètres inclusivement 100 kil. 2×3 .

Tarif actuel :

- a) 100 kil. 4×4 .
 b) 100 kil. 2×4 .

Le Gouvernement propose, par amendement, de porter le coefficient de 3 à 3.5, au même titre qu'au numéro 883 d.

Texte de l'amendement :

Fer laminé à froid, ou étiré à froid, en barres, quelle que soit la forme de la section, dont la plus petite dimension de la coupe transversale est :

De plus de 10 centimètres	100 kil.	4.50	1.50	3.5
De plus de 1 centimètre jusqu'à 10 centimètres inclusivement ⁽¹⁾	100 kil.	6	2	3.5

⁽¹⁾ Maintien de cette note.

La Commission a adopté le texte amendé.

N° 883. Tôles, même ondulées ou découpées à angles droits, non autrement ouvrées :

Projet de tarif :

a) Brutes, d'une épaisseur :

De plus de 10 millimètres	100 kil.	1 20	3
De 10 millimètres inclusivement à 3 millimètres exclusivement	100 kil.	1 50	3
De 3 millimètres inclusivement à 1 millimètre exclusivement	100 kil.	1.75	3
De 1 millimètre ou moins	100 kil.	2 »	3

b) Étamées (fer-blanc) 100 kil. 3 » 3 5

c) Plombées, zinguées (galvanisées), d'une épaisseur :

De plus de 1 millimètre	100 kil.	3 »	3.5
De 1 millimètre ou moins	100 kil.	3.50	3.5

d) Blanchies, polies, étirées à froid, d'une épaisseur :				
De plus de 1 millimètre	100 kil.	3 »	3 5	
De 1 millimètre ou moins	100 kil.	3.50	3.5	
e) Brunies, oxydées artificiellement, vernies, laquées, bronzées ou recouvertes d'une couche d'oxyde brillant, cuivrées, nickelées, imprimées, d'une épaisseur :				
De plus de 1 millimètre	100 kil.	4 50	3.5	
De 1 millimètre ou moins	100 kil.	5 »	3.5	
Tarif actuel :				
a. 100 kil.		1 × 3		
b. Exemptes.				
c. 100 kil.		3 × 3		
d et e. 100 kil.		4 × 4		

« Les droits, dit l'Exposé des motifs, varient en proportion de la main-d'œuvre reçue de fr. 1.20 à 5 francs les 100 kilogrammes.

» La franchise concédée en faveur des tôles étamées (fer-blanc) ne se justifie plus dans l'état actuel de notre industrie. » (*Exp. m.*, p. 78.)

Cependant, des objections ont été présentées en Commission; il y a été exposé que certaines industries employant le fer-blanc, notamment pour les récipients de conserves alimentaires, seraient atteintes par cette imposition.

Le Gouvernement propose un amendement au n° 883 b :

« Il résulte d'une enquête faite par le Département de l'Industrie, dit la note explicative, que la fabrication du fer-blanc mince n'a pas encore été entreprise en Belgique; on propose de donner satisfaction aux pétitionnaires en conservant le régime de la libre entrée pour les tôles étamées d'une épaisseur de 35 centièmes de millimètre ou moins. »

Texte de l'amendement :

Tôles, même ondulées ou découpées à angles
droits, non autrement ouvrées :

b. Étamées (fer-blanc), d'une épaisseur :				
1. De plus de 35 centièmes de millimètre	100 kil.	9	3	3.5
2. De 35 centièmes de millimètre ou moins	id.	9	exemptes.	3.5

La Commission a adopté le texte du projet ainsi amendé.

N° 885. Tôles en bi-métal (fer ou acier et aluminium ou cuivre).

Projet de tarif : 100 kil.	10 × 3
Tarif actuel : 100 kil.	2 × 4

« Produits de valeur élevée pour lesquels le droit préconisé de 10 francs ne représente encore qu'un pourcentage *ad valorem* minime. » (*Exp. m.*, p. 78.)

La Convention avec la France ramène le coefficient de 3 à 2.5.

Une note parvenue à la Commission lui demande d'examiner le libellé en vue de préciser la signification du terme bi-métal.

Le Gouvernement propose une modification du texte « en vue de préciser la portée de la rubrique », dit la note explicative.

Texte de l'amendement :

Tôles en bi-métal (tôles de fer ou d'acier plaquées ou recouvertes d'aluminium, de cuivre, de nickel ou d'alliages de ces métaux)	100 kil.	30 »	40 »	3
---	----------	------	------	---

N° 887. Tôles cannelées, striées, losangées, mamelonnées, ou revêtues de dessins, reliefs, etc., obtenus par laminage ou estampage.

Projet de tarif : Droits des tôles, selon l'espèce avec augmentation de 20 p. c. et le coefficient des tôles selon l'espèce.

Tarif actuel : 100 kil. 1×3 et 4×4 .

« Le taux du projet est fixé en vue de tenir compte de la main-d'œuvre. » (*Exp. m.*, p. 78.)

La Convention avec la France réduit l'augmentation sur les droits selon l'espèce de 20 à 15 p. c.

Le Gouvernement propose par amendement d'ajouter un renvoi au texte du projet de tarif.

« Ce renvoi est justifié, dit-il, par le fait que les tôles de fer-blanc mince devenant exemptes de droits (amendement au n° 883 b-2), il ne peut être question d'admettre au même régime les tôles de l'espèce ayant subi une main-d'œuvre supplémentaire » ; en outre, l'amendement introduit dans le texte la mention des coefficients.

Texte de l'amendement :

Tôles cannelées, striées, losangées, mamelonnées, ou revêtues de dessins, reliefs, etc., obtenus par laminage ou estampage.

Droits et coefficients des tôles, selon l'espèce, avec augmentation de 20 p. c. sur les droits (*).

(*) A l'égard des tôles étamées d'une épaisseur de 55 centièmes de millimètre ou moins, l'augmentation est calculée sur les droits du n° 883-b-4.

N° 889. Tôles découpées autrement qu'à angles droits.

Projet de tarif : Droits des tôles selon l'espèce avec augmentation de 20 p. c. $\times 3.5$.

Tarif actuel : 100 kil. 2×4 et 4×4 .

« Les droits sont fixés dans le projet de tarif en tenant compte de la main-d'œuvre. » (*Exp. m.*, p. 8.)

La Convention avec la France réduit le droit de 20 à 15 p. c.

Le Gouvernement propose un amendement qui correspond à celui du n° 887.

Texte de l'amendement :

Tôles découpées autrement qu'à angles droits . . .

Droits et coefficients des tôles, selon l'espèce, avec augmentation de 20 p. c. sur les droits (*).

(*) A l'égard des tôles étamées d'une épaisseur de 35 centièmes de millimètre ou moins, l'augmentation est calculée sur les droits du n° 883 b-4.

N° 895. Tubes et tuyaux.

Projet de tarif :

a) Étirés à chaud, qu'ils soient ou non soudés par n'importe quel système ou sans soudure :

1. Non ouvrés (1)	100 kil.	4 »	3
2. Ouvrés	id.	5 »	3

b) Étirés à froid :

1. Non ouvrés (1)	id.	6 »	3.5
2. Ouvrés	id.	7 »	3.5
3. Étamés, plombés ou galvanisés	id.	7 »	3.5
4. Cuivrés, nickelés, émaillés, y compris les tubes et tuyaux en bi-métal	id.	10 »	3.5

Tarif actuel :

a) 1. 100 kil.	(24) × 4
2. 100 kil.	4 × 4
b) 1. 100 kil.	(24) × 4
2. 100 kil.	4 × 4
3. 100 kil.	4 × 4
4. 100 kil.	3 × 4

« Le projet de tarif comporte une tarification détaillée avec droits variant de 4 à 13 francs les 100 kil. ; il est calculé pour correspondre à une incidence moyenne de 10 p. % *ad valorem*. » (*Exp. m. p.* 79.)

Le Gouvernement propose un amendement.

« Le nouveau texte proposé, dit la note explicative, diffère du projet primitif en ce qu'on a ouvert une rubrique spéciale (litt. e) visant les tubes pour vélocipèdes, motocycles et appareils d'aviation.

» Suivant le projet non modifié, les tubes pour vélocipèdes et motocycles tomberaient parfois sous l'application du n° 1098 *f* et seraient soumis, de ce chef, à des droits spécifiques trop élevés comparativement à leur valeur.

» Les droits prévus à la nouvelle rubrique ont été calculés de façon à correspondre à une incidence *ad valorem* équivalente à celle des droits spécifiques afférents aux autres articles repris sous le n° 895. »

L'amendement précise en outre le libellé; il ajoute : *même coupés à longueur déterminée*.

Texte de l'amendement :

Tubes et tuyaux, *même coupés à longueur déterminée* :

a) Étirés à chaud, qu'ils soient ou non soudés par n'importe quel système ou sans soudure :

1. Non ouvrés ⁽¹⁾	100 kil.	12	4	3
2. Ouvrés.	100 kil.	15	5	3

b) Étirés à froid ⁽²⁾ ⁽³⁾ :

1. Non ouvrés ⁽¹⁾	100 kil.	18	6	3.5
2. Ouvrés.	100 kil.	21	7	3.5

c) Étamés, plombés ou galvanisés 100 kil. | 21 | 7 | 3.5 |

d) cuivrés, nickelés, émaillés, y compris les tubes et tuyaux en bi-métal 100 kil. | 30 | 10 | 3.5 |

e) Tubes pour vélocipèdes, motocycles et appareils d'aviation, d'une épaisseur de paroi de 15 dixièmes de millimètre ou moins ⁽³⁾ :

1. Non ouvrés ⁽¹⁾	100 kil.	36	12	3.5
2. Ouvrés	100 kil.	45	15	3.5

⁽¹⁾ Maintien de cette note

⁽²⁾ Y compris les tubes sans soudure d'une épaisseur de paroi n'excédant pas 3 millimètres.

⁽³⁾ Pour la tarification des tubes et tuyaux dont la paroi n'est pas d'épaisseur uniforme, on tient compte exclusivement de la plus petite épaisseur.

La Commission a adopté le texte amendé.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 896. Raccords pour tuyauteries :					
a) en fer ou en acier	100 kil.	9 »	3 3	9 »	3
b) en fonte malléable	id.	13 »	3.5	13 »	3
Tarif actuel :					
a) 100 kil. 4×4 ;					
b) 100 kil. 2×4 .					

N° 901. Réservoirs, foudres, cuves, tonneaux, tambours, chaudières découvertes et autres récipients d'une contenance supérieure à 100 litres, à l'exclusion des ouvrages repris au n° 898 :

c) émaillés ou étamés 100 kil. 10 × 4.

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.

La Convention avec la France réduit le droit litt. c, en ce qui concerne les foudres pour brasseries d'une contenance supérieure à 500 litres, émaillés ou étamés, de (10 × 4) 40 francs à (8 × 4) 32 francs les 100 kilogrammes.

N° 902. Ouvrages en tôle non dénommés ni compris ailleurs, mêmes combinés avec des matières communes (1) :

Projet de tarif :

a) En tôle noire, d'une épaisseur :

De 6 millimètres et plus	100 kil.	6 »	4
De 3 millimètres à 6 millimètres exclusivement	100 kil.	11 »	4
De moins de 3 millimètres	100 kil.	13 »	4

b) Peints, polis, plombés, zingués, galvanisés ou vernissés. 100 kil. 15 » 4

c) Émaillés-unis, laqués, étamés, cuivrés, étamés-peints, étamés-vernissés . . . 100 kil. 18 » 4

d) Émaillés-décorés sans or, nickelés, marbrés ou granités sans or, imprimés en une ou deux couleurs sans or . . . 100 kil. 25 » 4

e) Émaillés-décorés avec or; marbrés ou granités avec or; imprimés en plus de deux couleurs ou en or 100 kil. 30 » 4

Tarif actuel : valeur 10 et 15 p. c. ; et 100 kil., 4 × 4

Une note de l'Exposé des motifs sur les n°s 898 à 953 (ouvrages divers en fer) dit, quant au n° 902 :

« Si les taux prévus comportent d'assez nombreuses augmentations au regard du tarif actuel, il est non moins exact que beaucoup d'articles présentement imposés à 15 % *ad valorem* bénéficieront d'une réduction sensible; tel est le cas notamment pour les objets de ménage (ouvrages en tôle) tombant sous l'application du n° 902. »

Le Gouvernement propose par amendement de compléter le litt. c par l'inscription des articles émaillés dits « mouchetés », ceux-ci devant être assimilés entièrement, sous le rapport de la valeur, aux articles émaillés-unis.

Texte de l'amendement :

c) Émaillés-unis et émaillés dits « mouchetés »,
laqués, étamés, cuivrés, étamés-peints,
étamés-vernisés 100 kil. 54 » 18 » 4

Des membres de la Commission ont demandé d'établir ici le droit *ad valorem*.

Le texte du projet et l'amendement ont été adoptés par la Commission.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 903. Outils désignés ci-après, emmanchés ou non :					
a) Bêches	100 kil.	12 »	4	12 »	3.5
b) Pelles	id.	5 »	4	5 »	3.5
c) Pioches, pics, hoes	id.	7 »	4	7 »	3.5
d) Faux et faucilles	id.	25 »	4	20 »	3.5
e) Tondeuses à gazon	id.	15 »	4	15 »	3.5
f) Fourches et râteaux	id.	10 »	4	10 »	3.5
g) Scies circulaires (lames).	id.	45 »	4	40 »	3.5
h) Scies à ruban sans fin	id.	60 »	4	50 »	3.5
i) Lames de scies droites non montées	id.	30 »	4	30 »	3.5
j) Scies à main et scies montées	id.	25 »	4	25 »	3.5
k) Limes et râpes taillées ou piquées finies ou non :					
de 35 centimètres de longueur et au-dessus	id.	15 »	4	15 »	3.5
de moins de 35 centimètres de longueur	id.	25 »	4	25 »	3.5
l) Etaux de tous genres, cages de filières, tourne-à-gauche, cliquets, vilebrequins, porte-forêts, clés de serrage à molettes, anglaises et autres, pesant par unité :					
15 kilogrammes et plus	id.	10 »	4	10 »	3.5
de 3 à 15 kilogrammes	id.	15 »	4	15 »	3.5
de 1 à 3 kilogrammes	id.	20 »	4	20 »	3.5
moins de 1 kilogramme	id.	30 »	4	30 »	3.5
m) Marteaux, masses, pesant par pièce :					
10 kilogrammes et plus	id.	7 50	4	7 50	3.5
de 5 à 10 kilogrammes	id.	10 »	4	10 »	3.5
de 1 à 5 kilogrammes	id.	12 »	4	12 »	3.5
moins de 1 kilogramme	id.	15 »	4	15 »	3.5
n) Tenailles et pinces de toute espèce, pesant par pièce :					
5 kilogrammes et plus	id.	6 »	4	6 »	3.5
de 2 à 5 kilogrammes	id.	10 »	4	10 »	3.5
de 1 à 2 kilogrammes	id.	15 »	4	15 »	3.5
moins de 1 kilogramme	id.	20 »	4	20 »	3.5

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
n) Haches, hachettes, cognées, fendoirs, serpes, pesant par pièce :					
5 kilogrammes et plus . . .	100 kil.	12 »	4	12 »	3.5
moins de 5 kilogrammes. . .	id.	15 »	4	15 »	3.5
p) Leviers, pieds de biche, barres de mines, hies	id.	5 »	4	5 »	3.5
q) Truelles, polissoirs de plafonneurs, sarcloirs	id.	20 »	4	20 »	3.5
r) Enclumes, * bigornes, billots et étampes de forge	id.	12 »	4	12 »	3.5
s) Fers à rabots, ciseaux de menuisier, ciseaux à froid, burins, bédanes, bisaiguës, coupe-tuyaux, forets, vrilles, mèches et autres outils non dénommés ni compris ailleurs, pour le travail à la main du bois, de la pierre ou des métaux . .	id.	30 »	4	22 »	3.5
Tarif actuel : $2 \text{ et } 100 \text{ kil. } (2 - 4) \times 6$; les autres : $100 \text{ kil. } 4 \times 6$.					

N° 904. Outils pour machines-outils :

a) Outils à forer, aléser, tarauder, percer, fraiser, etc., tels que forets hélicoïdaux (mèches américaines), tarauds, poinçons et matrices, alésoirs et fraises en une pièce.	id.	70 »	4	70 »	3.5
b) Outils et lames à tourner, raboter, dresser, mortaiser, cisailier, etc., tels que lames de cisailles, crochets de tour, outils à mortaiser, lames à aléser, alésoirs et fraises à lames, etc.	id.	50 »	4	50 »	3.5
c) Accessoires pour montage des outils sur les machines, tels que porte-forets, mandrins, coussinets de filières, manchons, etc.	id.	20 »	4	20 »	3.5
Tarif actuel : $100 \text{ kil. } 4 \times 6$.					

N° 905. Outils non dénommés ni compris ailleurs, pesant par pièce :

10 kilogrammes et plus . . .	id.	10 »	4	10 »	3.5
de 5 à 10 kilogrammes. . . .	id.	15 »	4	15 »	3.5
de 1 à 5 kilogrammes	id.	20 »	4	20 »	3.5
moins de 1 kilogramme . . .	id.	25 »	4	25 »	3.5
Tarif actuel : $100 \text{ kil. } 4 - 2 \text{ avec coefficient } 6$.					

N° 906. Clous à ferrer.

Tarif actuel : $100 \text{ kil. } 4 \times 4$.

**N° 907. Clous forgés non dénommés,
pesant par mille :**

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
20 kilogrammes et plus.	100 kil.	4 »	4	4 »	3.5
de 5 à 20 kilogrammes	id.	5 »	4	5 »	3.5
de 1 à 5 kilogrammes	id.	6 »	4	6 »	3.5
de 0.2 à 1 kilogramme	id.	10 »	4	10 »	3.5
moins de 0.2 kilogramme	id.	15 »	4	15 »	3.5

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.

**N° 908. Pointes, crampons et crochets,
fabriqués à la mécanique,
qu'ils soient ou non étamés,
cuivrés, zingués ou coalta-
rés, ayant de diamètre ou
d'épaisseur :**

plus de 5 millimètres	id.	4 »	4	4 »	3.5
de 2 millimètres exclusivement à 5 millimètres inclusivement . . .	id.	5 »	4	5 »	3.5
de 1 millimètre exclusivement à 2 millimètres inclusivement. . .	id.	7 »	4	7 »	3.5
1 millimètre et moins	id.	10 »	4	10 »	3.5

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.

**N° 909. Tous articles de boulonnerie ou visserie, munis ou non de pas de vis,
même polis, vernis ou enduits d'un apprêt quelconque, tels que : vis,
pitons, gonds, crochets à pas de vis, tire fonds, boulons, axes, rivets,
écrous, goupilles, rondelles (y compris les rondelles brisées desti-
nées à faire ressort), etc. :**

Projet de tarif :

a) N'ayant subi aucun travail de tour ou de
décolletage (*), ayant de diamètre ou
d'épaisseur :

25 millimètres et plus	100 kil.	4 »	4
de 18 à 25 millimètres	id.	4.50	4
de 12 à 18 id.	id.	5 »	4
de 8 à 12 id.	id.	6 »	4
de 5 à 8 id.	id.	10 »	4
de 2 à 5 id.	id.	20 »	4
moins de 2 id.	id.	40 »	4

b) Tournés ou décolletés, ayant de diamètre ou
d'épaisseur :

25 millimètres et plus	id.	5 »	4
de 18 à 25 millimètres	id.	6 »	4
de 12 à 18 id.	id.	8 »	4
de 8 à 12 id.	id.	15 »	4
de 5 à 8 id.	id.	20 »	4
de 2 à 5 id.	id.	35 »	4
moins de 2 id.	id.	50 »	4

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.

« A part quelques rares exceptions, les droits ont été généralement calculés de façon à correspondre à un taux moyen de 10 p. c. *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 80.)

Un membre de la Commission a signalé que l'industrie luxembourgeoise achète en Allemagne les boulons dont s'agit, notamment ceux sub. litt. *a* (8 à 12 mill.), et qu'ils ne sont pas fabriqués en Belgique.

La Commission a adopté le projet de tarif.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
		Fr. c.		Fr. c.	
N° 911. Ronces artificielles . . .	100 kil.	4 »	4	4 »	3.5

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.

N° 913. Toiles métalliques, même galvanisées, étamées, etc., en fils d'un diamètre :

de 2 millimètres et plus.	id.	5 »	4	5 »	3.5
de 1 à 2 millimètres	id.	7 »	4	7 »	3.5
de 0.5 à 1 millimètre	id.	8 »	4	8 »	3.5
de moins de 0.5 millimètre.	id.	10 »	4	10 »	3.5

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.

N° 914. Articles en fil de fer ou d'acier, tels que brosses et paniers, grils, pièges, nasses, etc., même combinés avec du bois

id.	9 »	4	9 »	3.5
-----	-----	---	-----	-----

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4; valeur 15 p. c.

N° 918. Serrures, cadenas, et leurs clés, entièrement en fer, ou formés de plus de 90 p. c. de ce métal :

Projet de tarif :

- a) à combinaisons : 100 kil. 60 × 4.
- b) à gorges sans combinaisons : 100 kil. 30 × 4.
- c) autres : 100 kil. 20 × 4.

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.

La Convention avec la France réduit le droit pour litt. *a* de 60 × 4 à 40 × 4.

Des membres ont demandé le maintien du tarif actuel.

La Commission a adopté le texte du projet.

N° 919. Clés, pènes de toutes sortes, fiches, charnières, targettes, pentures, paumelles, loquets et loquetaux, arrêts, poulies, galets, pivots, roulettes, poignées, tirants, entrées pour boîtes aux lettres, crémones, doguets, équerres, ferrures de rideaux et de stores, clenches, consoles, coquilles de tiroirs, porte-chapeaux, articles pour cercueils et tous autres objets bruts, ébarbés ou non, tournés, limés ou polis, pour ferrures de meubles, portes, croisées.

Projet de tarif : 100 kil 12×4 .

Tarif actuel : 100 kil. 4×4 ; valeur 15 p. c.

Des membres de la Commission ont proposé d'appliquer un droit *ad valorem*. La Commission a adopté le texte du projet.

Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 920. Ferrures de voitures et spécialement celles rentrant dans la construction du matériel roulant de chemin de fer (y compris les tampons de choc, crochets de traction, tendeurs et timonerie de frein) pesant :				

15 kilogrammes et plus	100 kil.	5 »	4	5 »	3.
moins de 15 kilogrammes	id	7 »	4	7 »	3.5

Tarif actuel : 100 kil. 4 avec coefficients 4 et 6.

N° 921. Coffres-forts :

a) en plaques et barres non montés	id.	7 »	4	7 »	3.5
b) montés :					
1. avec matières isolantes	id.	12 »	4	12 »	3.5
2. sans matières isolantes	id.	10 »	4	10 »	3.5

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 922. Coffrets ou cassettes de sûreté. id. 15 » 4 15 » 3.5

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 924. Aiguilles à coudre, faufiler, broder et ravauder, passelacets, ayant de longueur :

Projet de tarif :

10 centimètres et plus	100 kil.	100×4 .
De 5 à 10 centimètres	id.	150×4 .
Moins de 5 centimètres	id.	200×4 .

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

Des membres de la Commission ont proposé le maintien du droit *ad valorem* de 15 p. c.

La Commission a adopté le texte du projet.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 925. Aiguilles pour machines à coudre, métiers à tulle, à dentelle, à tricot, à broder, etc.	100 kil.	250 »	4	250 »	3
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 6.					
N° 928. Hameçons	id.	100 »	4	100 »	3
Tarif actuel : valeur 15 p. c.; exempts.					
N° 930. Épingles de sûreté, en acier.	id.	60 »	4	60 »	3.5
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					
N° 933. Ouvrages en fer, en acier ou en fonte malléable, non spécialement tarifés :					
a) ordinaires, simplement limés, non ornements, non polis, non émaillés ni peints, pesant par pièce :					
1,000 kilogrammes ou plus	id.	5 »	4	5 »	3.5
de 100 à 1,000 kilogrammes . . .	id.	6 »	4	6 »	3.5
de 25 à 100 kilogrammes	id.	7 »	4	7 »	3.5
de 3 à 25 kilogrammes	id.	8 »	4	8 »	3.5
de 0.5 à 3 kilogrammes	id.	10 »	4	10 »	3.5
moins de 0.5 kilogramme	id.	12 »	4	12 »	3.5
b) étamés, cuivrés, galvanisés, plombés, peints ou vernissés, émaillés-unis, pesant par pièce :					
25 kilogrammes et plus	id.	10 »	4	10 »	3.5
de 3 à 25 kilogrammes	id.	12 »	4	12 »	3.5
de 0.5 à 3 kilogrammes	id.	14 »	4	14 »	3.5
de 50 à 500 grammes	id.	16 »	4	16 »	3.5
moins de 50 grammes	valeur	15 p. c.	—	15 p. c.	—
c) autres (polis, laqués, nickelés, bronzés, émaillés-décorés ou ornements), pesant par pièce :					
25 kilogrammes et plus	100 kil.	12 »	4	12 »	3.5
de 3 à 25 kilogrammes	id.	15 »	4	15 »	3.5
de 0.5 à 3 kilogrammes	id.	20 »	4	20 »	3.5
de 50 grammes à 0.5 kilogramme.	id.	25 »	4	25 »	3.5
moins de 50 grammes	valeur	15 p. c.	—	15 p. c.	—

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4; valeur 15 p. c.

	Base.	Droits.	Tarif minimum. Coefficients	Droits.	Tarif concédé à la France. Coefficients.
N° 936. Tôles, feuilles, plaques ou planches, battues ou laminées :					
c) polies, étamées, laquées, vernies ou perforées	100 kil.	20 »	3.5	20 »	3
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 937. Tôles en bi-métal (cuivre et aluminium ou cuivre ou zinc) ou en tri métal (cuivre, zinc et aluminium)					
	100 kil.	20 »	3	15 »	3
Tarif actuel : 100 kil. 10 × 2.					
N° 938. Feuilles minces de cuivre, de laiton, de tombac et d'alliages similaires					
	100 kil.	50 »	4	25 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 10 × 2.					
N° 939. Or faux battu en feuilles					
	100 kil.	150 »	4	40 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 10 × 2.					
N° 940. Barres et fils :					
a) simplement laminés ou étirés, d'une épaisseur :					
de plus de 10 millimètres	100 kil.	10 »	3	7 »	3
de 1 à 10 millimètres	100 kil.	12 »	3	10 »	3
de moins de 1 millimètre	100 kil.	15 »	3	12 »	3
b) autres (polis, laqués, vernis, nickelés, etc.)	100 kil.	30 »	3.5	20 »	3
Tarif actuel : a. 100 kil. 10 × 2.					
b. valeur 10 p. c.					
N° 941. Tubes et tuyaux :					
a) simplement étirés ou soudés, non autrement ouvrés	100 kil.	20 »	3	18 »	3
b) taraudés, tournés, rabotés, non autrement ouvrés	100 kil.	24 »	3.5	24 »	3
c) polis, laqués, nickelés, non autrement ouvrés	100 kil.	30 »	3.5	30 »	3.5
Tarif actuel : a. 100 kil. 10 × 2.					
b. et c. valeur 10 p. c.					
N° 942. Pièces en tôle emboutie (y compris les pièces pour machines), brutes, pesant par unité :					
50 kilogrammes et plus	100 kil.	15 »	3.5	15 »	3.2
de 25 à 50 kilogrammes	100 kil.	18 »	3.5	17 »	3.2
de 10 à 25 kilogrammes	100 kil.	20 »	3.5	18 »	3.2
moins de 10 kilogrammes	100 kil.	22 »	3.5	20 »	3.2
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 944. Réservoirs à eau et autres contenant, sans tuyaux ni dispositifs mécaniques, pesant par pièce :					
250 kilogrammes et plus	100 kil.	30 »	3.5	20 »	3
de 25 kilogrammes inclusivement à 250 kilogrammes	100 kil.	40 »	3.5	30 »	3
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 946. Toiles métalliques, même polies ou laquées, pesant par mètre carré :					
1.5 kilogramme et plus	100 kil.	25 »	3.5	25 »	3.5
de 1 à 1.5 kilogramme	100 kil.	40 »	3.5	40 »	3.5
de 0.750 à 1 kilogramme	100 kil.	70 »	3.5	60 »	3.5
Moins de 0.750 kilogramme	100 kil.	100 »	3.5	80 »	3.5
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 947. Treillis	100 kil.	20 »	3.5	16 »	3.5
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 948. Métal déployé.	100 kil.	28 »	3.5	20 »	3.5
Tarif actuel : valeur 10 p. c.					
N° 949. Clous, pointes et rivets, même partiellement en métal autre que le cuivre :					
a) dorés, argentés, bronzés ou laqués.	100 kil.	28 »	3.5	28 »	3
b) autres	100 kil.	20 »	3.5	20 »	3
Valeur actuel : a) valeur 10 p. c.					
b) 100 kil. 4 × 4.					
N° 951. Épingles ordinaires en laiton	100 kil.	35 »	4	35 »	3.5
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					
N° 953. Cuivreriers pour la construction et pour meubles ; non dénommées ailleurs, en cuivre ou contenant au moins 10 p. c. de cuivre, telles que : charnières, loquets, pènes, fiches, paumelles, poignées, appliques, etc. :					
c) Autres, spécialement celles dorées, argentées, ciselées, incrustées ou autrement ornementées	100 kil.	120 »	4	120 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4 ; valeur 10 p. c.					
ou 10 p. c. <i>ad val.</i> , au choix de l'importateur.					

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 955. Objets d'ornement, d'ameublement, de bureau ou de fantaisie, non dénommés ailleurs, tels que : bustes, statuettes, jardinières, vases, cache-pots, plateaux, coupes, cendriers, encriers, écri-toires, chandeliers, candélabres, cages de pendules, garnitures de cheminée, etc.	100 kil.	160 »	4	160 »	4

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

ou valeur 10 p. c. au choix de l'importateur.

N° 959. Ouvrages non spécialement tarifés ⁽²⁾ :

Projet de tarif :

a) Ordinaires, simplement ouvrés.	100 kil.	50 »	3.5
b) Simplement polis, laqués, vernis, bronzés, coloriés ou nickelés	id.	75 »	4
c) Autres, spécialement ceux dorés, argentés, ciselés, incrustés ou autrement ornementés	id.	160 »	4

Tarif actuel : Valeur 10 p. c.; 100 kil. 12×6 .

⁽²⁾ Y compris les outils pour professions manuelles, emmanchés ou non.

« Les droits spécifiques ont été calculés en tenant compte du degré d'avancement et de la valeur respective des divers ouvrages envisagés. Ils correspondent dans beaucoup de cas à une charge inférieure aux taux de 10 p. c. *ad valorem* perçus actuellement. » (*Exp. m.*, p. 81.)

L'Union des Fabricants d'Armes demande de ranger les douilles d'artillerie dans le littéra *b*, parce que la fabrication de ces objets est très compliquée (5 étirages ou plus, 2 bourreletages, nombreux recuits et décapages, fraisage, planage, etc.) et exige un outillage spécial d'une puissance et d'une précision inutiles pour d'autres fabrications; enfin, une douille bien achevée comporte toujours un brillantage extérieur.

Le Gouvernement propose, afin d'éviter toute contestation éventuelle dans l'application du tarif, d'ajouter une note au litt. *b* stipulant qu'il comprend notamment les douilles amorcées ou non pour bouches à feu.

Texte de l'amendement :

b) simplement polis, laqués, vernis, bronzés, coloriés ou nickelés ⁽¹⁾	100 kil.	225	75	4
---	----------	-----	----	---

⁽¹⁾ Y compris notamment les douilles amorcées ou non pour bouches à feu.

La Commission a adopté le texte amendé du projet de tarif.

N° 969. Tôles, feuilles, plaques ou planches, battues ou laminées :

Projet de tarif :

a) ordinaires, simplement battues ou laminées	100 kil.	3×3
b) les mêmes, ondulées ou découpées autrement qu'à angles droits	100 kil.	4×3.5
c) polies, laquées, vernies, recouvertes de métaux communs ou perforées.	100 kil.	12×3.5

Tarif actuel :

- a) exemptes;
- b) exemptes et valeur 10 p. c.;
- c) valeur 10 p. c.

« Les produits litt. a, dit l'Exposé des motifs, ont subi une main-d'œuvre qui justifie l'imposition. Le projet de tarif fixe des droits spécifiques pour les divers laminés, mais en réduisant notablement la charge qui affecte certains d'entre eux. Les taux proposés correspondent, dans leur ensemble, à un pourcentage inférieur à 3 p. c. » (*Exp. m.*, p. 82.)

N° 970. Barres et fils simplement laminés ou étirés.

Projet de tarif : 100 kil. 4×3 .

Tarif actuel : Exempt.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 969.

N° 992. Tôles, feuilles, plaques ou planches, battues ou laminées .

Projet de tarif :

- a) ordinaires, simplement battues ou laminées 100 kil. 12×3 ;
- b) les mêmes, ondulées ou découpées autrement qu'à angles droits 100 kil. 14×3.5 ;
- c) polies, laquées, vernies ou perforées 100 kil. 24×3.5 .

Tarif actuel :

- a) exemptes;
- b) 100 kil. 3×4 ; valeur 10 p. c.;
- c) valeur : 10 p. c.

Les produits litt. a sont imposés à raison de la main-d'œuvre incorporée. (*Exp. m.*, p. 83.)

N° 993. Feuilles minces d'aluminium.

Projet de tarif :

- a) simplement laminées, même avec dessins provenant du laminage 100 kil. 40×4 ;
- a) vernissées, colorées ou autrement ouvrées 100 kil. 80×4 .

Tarif actuel :

- a) exemptes;
- b) valeur 10 p. c.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 992.

N° 994. Barres ou fils :

Projet de tarif :

- a) simplement étirés ou laminés, d'une épaisseur (2) :

de plus de 10 millimètres	100 kil.	12×3
de 1 à 10 millimètres	100 kil.	15×3
de moins de 1 millimètre	100 kil.	20×3
- b) polis ou autrement ouvrés
 100 kil. | 35×3.5 |

Tarif actuel :

- a) exempts.
- b) valeur 10 p. c.

Voir l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 992.

	Base.	Tarif minimum:		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 1003. Plumes à écrire :					
a) dorées ou argentées.	100 kil.	500 »	4	500 »	3
b) autres	100 kil.	140 »	4	140 »	3

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 1004. Caractères d'imprimerie :

Projet de tarif : 100 kil. 60 × 4.

Tarif actuel : Exempts.

« La libre entrée dont bénéficient ces produits en vertu du tarif actuel, dit l'Exposé des motifs, constitue une anomalie au regard du régime assigné à la généralité des ouvrages en métaux dont les similaires sont fabriqués en Belgique.

» Pour répondre aux instances de nos fabricants de caractères typographiques et de nos maîtres photgraveurs, qui demandent un traitement égal à celui des autres industries, le projet de tarif soumet les produits en question à des droits spécifiques dont l'incidence ne dépasse pas le taux de 10 p. c. *ad valorem*. » (*Exp. m.*, p. 83.)

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
		Fr. c.		Fr. c.	
Ex. 1006. Couteaux non fermants, de table ou de cuisine :					
a) d'une seule pièce, tout acier.	100 kil.	30 »	4	30 »	3.5
b) autres :					
1. à manche en bois commun ou en métal commun	100 kil.	80 »	4	80 »	3.5
2. à manche en bois fin, os, corne foncée, celluloïd, caoutchouc durci, imitations d'écaille et d'ivoire, faïence, verre taillé, métal blanc non argenté, métal nickelé et similaires.	100 kil.	120 »	4	120 »	3.5

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

Ex. 1007. Services à découper :

b) autres 100 kil. 140 » 4 140 » 3.5

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 1008. Couteaux de boucher. 100 kil. 60 » 4 60 » 3.5

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 6.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 1009. Canifs, couteaux fermants, à deux ou plusieurs lames ou pièces :					
b) autres	100 kil.	180 »	4	180 »	3.5
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					
N° 1010. Serpettes et couteaux fermants similaires, à une seule lame					
	100 kil.	60 »	4	60 »	3.5
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					
N° 1011. Ciseaux à doubles branches, pesant par pièce :					
200 grammes et plus.	100 kil.	80 »	4	80 »	3
de 50 à 200 grammes	100 kil.	120 »	4	120 »	3
moins de 50 grammes	100 kil.	300 »	4	300 »	3
Tarif actuel : valeur 15 p. c.; 100 kil. 4 × 6.					
N° 1012. Tondeuses pour coiffeurs					
	100 kil.	150 »	4	150 »	3.5
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 6.					
N° 1013. Sécateurs pesant par pièce :					
150 grammes et plus	100 kil.	50 »	4	50 »	3.5
moins de 150 grammes	100 kil.	80 »	4	80 »	3.5
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 6.					
Ex 1014. Rasoirs :					
b) autres, y compris les lames complètement finies	100 kil.	250 »	4	250 »	3.5
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					
N° 1015. Rasoirs mécaniques, ou de sûreté, et leurs lames de rechange					
	100 kil.	600 »	4	600 »	3.5
Tarif actuel : valeur 15 p. c..					
N° 1016. Lames de rasoirs, de couteaux, de ciseaux :					
Projet de tarif :					
a) Brutes et portant encore leurs bavures de coulage et de matriçage	100 kil.	20 »	3		
b) Débarrassées de leurs bavures, sans autre ouvraison	id.	25 »	3.5		
c) Ayant reçu une main-d'œuvre supérieure, mais non finies	id.	60 »	4		
d) Entièrement finies, y compris les lames mi-polies (à l'exclusion des lames de rasoirs)	id.	400 »	4		

Tarif actuel :

a et *b*. 100 kil. 4 × 4.

c et *d*. valeur 15 p. c.

« Le pourcentage *ad valorem* qui a servi de base pour le calcul des nouveaux droits ne dépasse jamais 15 p. c. et dans beaucoup de cas, notamment pour les articles ordinaires, il reste sensiblement inférieur à cette limite. » (*Exp. m.*, p. 84.)

La Convention avec la France réduit, litt. *c* et litt. *d*, le coefficient de 4 à 3.5.

Le Gouvernement propose un amendement, litt. *d* :

« Les droits de base figurant au projet, dit la note explicative, sont trop élevés et résultent d'une erreur typographique. Il y a lieu de les réduire afin de ramener l'imposition dans les limites raisonnables ».

Texte de l'amendement :

d) Entièrement finies, y compris les lames
mi-polies (à l'exclusion des lames de
rasoirs) 100 kil. 360 » 120 » 4

Le texte du projet amendé a été adopté par la Commission.

Ex 1019. Ouvrages en métaux communs, non dénommés ailleurs :

- | | | | |
|---|---------|----------|----------|
| <i>a</i>) 1. Œillets, crochets et rivets tubulaires pour la fabrication des chaussures | valeur. | 15 p. c. | 10 p. c. |
| 2. Articles et accessoires pour toutes confections, tels que : agrafes, attaches, boucles, œillets non dénommés, etc. | valeur. | 15 p. c. | 12 p. c. |
| <i>b</i>) Moulins à café | valeur. | 15 p. c. | 12 p. c. |

Tarif actuel : valeur 15 p. c. :

SECTION XVI

**Machines, engins mécaniques et appareils, matériel de chemin de fer
et matériel électrique.**

Résumé analytique.

1 classe, n°s 1020 à 1089 : 215 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Taxées :		
Valeur	13	9
Droit spécifique	202	206
	215	215

Le Gouvernement propose des amendements aux n°s 1024, 1037, 1038, 1057, 1060, 1074.

L'accord avec la France modifie :

Droit et coefficient.	1	catégorie.
Droit seul	46	id.
Coefficient seul	2	id.
	49	id.

N° 1024. Surchauffeurs, réchauffeurs, économiseurs et tous appareils non dénommés, à surfaces chauffantes ou refroidissantes pour condenseurs, réfrigérants, aéro-chauffeurs, aéro-condenseurs, réchauffeurs d'eau d'alimentation et analogues :

Projet de tarif :

a) en fonte ou en acier moulé, la fonte ou l'acier moulé dominant en poids : 100 kil. 7×4 .

b) en tôle d'acier :

1. de plus de 2 millimètres d'épaisseur : 100 kil. 12×4 .

2. de 2 millimètres et moins d'épaisseur : 100 kil. 18×4 .

Tarif actuel : a) 100 kil. $(2 - 4) \times 6$.

b) 100 kil. 4×6 .

Il a été signalé au Gouvernement que les économiseurs en fonte non malléable ont une valeur moyenne sensiblement inférieure à celle des autres appareils compris sous le litt. a du n° 1024.

Afin d'égaliser la taxation, il propose de ranger les dits économiseurs dans une catégorie spéciale et de ne leur appliquer que le droit de base

de 4 francs les 100 kilogrammes, au lieu du taux de 7 francs primitivement fixé.

Texte de l'amendement :

Surchauffeurs, réchauffeurs, économiseurs et tous appareils non dénommés, à surfaces chauffantes ou refroidissantes pour condenseurs, réfrigérants, aéro-chauffeurs, aéro-condenseurs, réchauffeurs d'eau d'alimentation et analogues :

a) en fonte ou en acier moulé, la fonte ou l'acier moulé dominant en poids :

1. Economiseurs en fonte non malléable.	100 kil.	12 »	4 »	4
2. Autres	100 kil.	21 »	7 »	4

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 1025. Machines à vapeur fixes toujours séparées de leurs chaudières, pompes à vapeur et autres, actionnées mécaniquement, compresseurs d'air et de gaz divers; moteurs à gaz, à pétrole, à alcool, à air chaud, à air comprimé et à tout autre mélange gazeux ou explosif et tous autres moteurs non spécialement dénommés :					
a) Moteurs à explosion	100 kil. valeur	24 »-150 »	4	—	—
		—	—	10 p. c.	—
b) Autres :					
1. A piston pesant :					
De 2,500 à 10,000 kil. . . .	100 kil.	12 »	4	11 »	4
De 1,000 à 2,500 kil. . . .	id.	15 »	4	13 »	4
De 500 à 1,000 kil. . . .	id.	18 »	4	15 »	4
De 250 à 500 kil. . . .	id.	25 »	4	17 »	4
De 100 à 250 kil. . . .	id.	30 »	4	20 »	4
De 50 à 100 kil. . . .	id.	40 »	4	30 »	4
Moins de 50 kil. . . .	id.	50 »	4	40 »	4
2. Sans piston, pesant :					
Moins de 500 kil. . . .	100 kil.	45 »	4	40 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 40-2-4-12 avec coefficient 6.					

N° 1027. Machines à vapeur demi-fixes, y compris les chaudières, pesant :

Moins de 6,000 kilogrammes .	100 kil.	15 »	4	14 »	4
------------------------------	----------	------	---	------	---

Tarif actuel : 100 kil. 2-4 avec coefficient 6.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 1035. Appareils de levage et de manutention :					
a) Appareils transportables tels que crics, vérins, poulies, moufles, palans, etc.					
	100 kil.	20	» 4	12	» 4
b) Autres, non dénommés ni compris ailleurs					
	100 kil.	10	» 4	8	» 4

Tarif actuel : 100 kil. 2-4-12, coefficient 6; valeur 10 p. c.

N° 1037. Compteurs à gaz, y compris leurs pièces détachées :

Projet de tarif : 100 kil. 60 × 4.

Tarif actuel : 10 kil. 2-4-12, coefficient 6.

La Convention avec la France réduit le droit de base de 60 à 40 francs par 100 kil.

Le Gouvernement, à la suite d'observations présentées en Commission, propose un amendement au n° 1037. « Cette position, dit la note explicative, vise exclusivement les compteurs à gaz pour abonnés.

» En vue d'éviter toute erreur d'interprétation, il est nécessaire de compléter le texte par une note suivant laquelle le régime des *machines, engins mécaniques, etc.*, du n° 1064, est assigné aux grands appareils dits « compteurs de fabrication » destinés à contrôler la marche des usines à gaz et à enregistrer la totalité des gaz émis ».

Texte de l'amendement :

Compteurs à gaz, y compris leurs pièces détachées (1)	100 kil.	180 »	60 »	4
---	----------	-------	------	---

(1) Les compteurs de fabrication suivent le régime des machines, engins mécaniques, etc., du n° 1064.

N° 1038. Compteurs de filatures, compteurs à eau et, en général, tous compteurs ou appareils similaires non dénommés ni compris ailleurs, dans lesquels entre un mouvement d'horlogerie; pièces détachées pour ces compteurs ou appareils.

Projet de tarif : 100 kil. 150 × 4.

Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4 — 12 avec coefficient 6.

Le projet de tarif modifie profondément la tarification de la section XVI pour des raisons longuement traitées dans l'Exposé des motifs.

« Une des hérésies les plus choquantes du régime actuel, y est-il dit notamment, c'est que les droits sur les machines sont, dans beaucoup de cas, inférieurs aux droits qui frappent les divers éléments entrant dans leur fabrication, de sorte que la charge fiscale pèse en raison inverse de la main-d'œuvre incorporée...

» Sauf quelques rares positions qui demeurent affectées d'un droit *ad valorem*, les taux prévus sont spécifiques; la quotité en a été établie en tenant compte des valeurs respectives des produits. L'incidence *ad va-*

lorem de ces taux reste dans les limites modérées de 8 à 10 p. c. — soit la charge prévue pour beaucoup d'ouvrages en métaux — et descend parfois au-dessous de 8 % lorsqu'il s'agit de machines ou d'appareils qui ne sont pas de fabrication courante en Belgique. » (*Exp. m.*, p. 86.)

La Convention avec la France réduit le droit de (150×4) 600 francs à (100×4) 400 francs par 100 kil.

La Chambre a renvoyé à la Commission une pétition demandant, au nom de certains importateurs de compteurs d'eau, le maintien des droits d'entrée actuels sur cet article.

Ils signalent que ces appareils, qui jusqu'à ce jour payaient un droit d'entrée variant suivant la matière dominante dans leur construction, se voient rangés par le projet dans une catégorie unique, sans tenir compte s'ils sont en cuivre, fer, acier ou fonte. Les droits ainsi établis sont, pour certains types, de trois cents fois supérieurs à ceux de 1914. Les droits s'élèveraient, d'après des tableaux annexés à la pétition, de 1 à 25 p. c. de la valeur.

Ces observations ont amené le Gouvernement à proposer un amendement au n° 1038.

« En vertu de la nouvelle tarification proposée, dit la note explicative, ce numéro ne comprendrait plus que les compteurs et leurs pièces détachées dont le poids n'excède pas 20 kilogrammes, les articles plus lourds devant suivre le régime des *Machines, engins mécaniques, etc.* Quant aux appareils de 20 kilogrammes ou moins, le taux initial de 150 francs les 100 kilogrammes serait maintenu pour ceux en cuivre ou formés d'au moins 10 p. c. de cuivre, tandis que les objets d'une autre composition — notamment ceux en fonte — seraient affectés d'un droit de base de 80 francs les 100 kilogrammes.

« Ces modifications auraient pour résultat de rendre plus uniforme la charge fiscale des produits envisagés, et elles répondent aux desiderata exprimés par les importateurs. »

Texte de l'amendement :

Compteurs de filatures, compteurs à eau et, en général, tous compteurs ou appareils similaires non dénommés ni compris ailleurs, dans lesquels entre un mouvement d'horlogerie, et pièces détachées pour ces compteurs ou appareils, pesant par unité :

a) 20 kilogrammes ou moins :

1. En cuivre ou formés d'au moins 10 p. c.

de cuivre.	100 kil.	450 »	150 »	4
--------------------	----------	-------	-------	---

2. Autres	100 kil.	240 »	80 »	4
---------------------	----------	-------	------	---

b) plus de 20 kilogrammes	Régime des Machines, engins mécaniques et appareils complets, ou des pièces détachées de machines, etc., selon l'espèce.
-------------------------------------	---

Le texte du projet ainsi amendé a été adopté en la Commission par 9 voix contre 4 abstentions.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex. 1040. Machines-outils (1) pesant :					
	de 5,000 à 10,000 kilogrammes . . . 100 kil.	12	»	4	10 » 4
	de 1,000 à 5,000 kilogrammes . . . id.	14	»	4	13 » 4
Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4 — 12; coeffic. 6.					
N° 1045. Machines à bouter les plaques et rubans de cardes id.					
		25	»	4	10 » 4
Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4 — 12; coeffic. 6.					
N° 1049. Mécaniques Jacquard. . . . id.					
		20	»	4	10 » 4
Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4 coeff. 6.					
N° 1050. Métiers à tricot et à bonneterie :					
Projet de tarif : 100 kil. 15 × 4.					
Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4 coeff. 6.					

La Convention avec la France réduit le droit de base de 15 à 10 francs par 100 kil.

Des constructeurs de machines à tricoter signalent que le droit d'entrée en France est (n° 569) à la valeur de 10 ou 15 % et que ce droit représente 150 francs les 100 kil.; ils demandent l'élévation du droit prévu au tarif.

Il a été observé que les métiers visés dans cette demande sont compris non dans le n° 1050, mais dans le n° 1051 et taxés à 50 × 4.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 1052. Métiers à tulle, à broderie, à dentelle, à guipure	100 kil.	15 »	4	7 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 2— 4; coeffic. 6.					

N° 1055. Machines à coudre de toute espèce, machines à broder à manivelle.

Projet de tarif :

a) Avec bâti	100 kil.	10 × 4
b) Têtes de machines et machines sans bâti	100 kil.	50 × 4
Tarif actuel	100 kil.	2 × 6

La Convention avec la France réduit le droit litt. a, de (10 × 4) 40 francs à (8 × 4) 32 francs, et litt. b de (50 × 4) 200 francs à (35 × 4) 140 francs.

Les droits de base du tarif français sont identiques; le coefficient est 4.1 au lieu du coefficient 4 appliqué en Belgique.

Des membres ont demandé le maintien du tarif actuel, en signalant l'usage fait des machines à coudre en Belgique.

La Commission, tenant compte de la relation existant entre les diverses taxations de la section, a adopté le texte du projet.

N° 1056. Machines à écrire, à calculer, simples ou combinées, caisses enregistreuses, caisses-contrôle et leurs pièces détachées, pesant :

Projet de tarif :

50 kilogrammes et plus 100 kil. $200 \times 4 = 800$ francs.

Moins de 50 kilogrammes 100 kil. $350 \times 4 = 1,400$ francs.

Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4, coefficient 6; valeur 15 p. c.

La Convention avec la France réduit le droit des deux catégories :

Pour la première de 125×4 .

Pour la seconde de. 300×4 .

Une note, communiquée à la Commission, signale que les caisses enregistreuses ne sont pas fabriquées en Belgique, et qu'une caisse enregistreuse n° 150 — 9, qui pèse environ 150 kilogrammes, paiera 3,600 francs, à peu près son prix d'achat, soit 100 p. c.

La Commission, tenant compte de l'ensemble de la tarification de la section, a adopté le projet.

N° 1057. Machines pour l'agriculture (moteur non compris) et leurs pièces détachées :

Projet de tarif :

a) Ecrémeuses 100 kil. 25 » 4

b) Charrues, cultivateurs, extirpateurs, arracheurs de
pommes de terre, etc., faucheuses mécaniques,
batteuses mécaniques, semoirs, faneuses et autres
machines agricoles non spécialement dénommées. id. 8 » 4

Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4 avec coefficient 6 et valeur 10 p. c.

La Convention avec la France réduit le droit litt. a : écrémeuses, de (25×4) 100 francs à (20×4) 80 francs.

Une note remise à la Commission signale que suivant le projet de tarif, les batteuses mécaniques, trieurs et autres machines agricoles à bois dominant, tombent sous la rubrique b, pour laquelle figure, en minimum, un droit de 8 francs les 100 kil., avec coefficient 4. Cette imposition ne représente, pour les machines en question, qu'environ 5 p. c. *ad valorem*, soit la moitié du droit appliqué en vertu du tarif actuel (10 p. c. *ad valorem*).

Le Gouvernement, en présence des réclamations émanant de l'industrie belge des machines agricoles, propose de scinder la position b du projet primitif et d'imposer séparément les machines à bois dominant au taux de 15 francs les 100 kilogrammes, avec coefficient 4, de façon à conserver à peu près l'incidence du droit actuel.

Texte de l'amendement :

Machines pour l'agriculture (moteur non compris)
et leurs pièces détachées :

a) Écrémeuses	100 kil.	75 »	25 »	4
b) Batteuses mécaniques et trieurs, et autres machines à bois dominant	id.	45 »	15 »	4
c) Charrues, cultivateurs, extirpateurs, arracheurs de pommes de terre, etc., faucheuses mécaniques, semoirs, faneuses et autres machines agricoles non spécialement dénommées	id.	24 »	8 »	4

Le n° 1059 ainsi amendé a été adopté par la Commission.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 1058. Machines à rincer, à boucher, à capsuler, à remplir les bouteilles et les tonneaux.	100 kil.	15 »	4	12 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 2-4-12 coefficient 6; valeur 10 p. c.					
Ex 1059. Appareils à vaporiser, chauffer, distiller, et similaires, pour sucreries, siroperies, raffineries, brasseries, distilleries, glucoseries, fabriques de liqueurs, levures, conserves, parfumeries, confiseries, pour pharmacies, cuisines, teintureries et toutes autres industries, y compris les tuyaux en cuivre façonnés ou cintrés :					
a) en aluminium ou contenant au moins 10 p. c. d'aluminium, pesant :					
250 kilogrammes et plus	id.	50 »	4	25 »	4
moins de 250 kilogrammes.	id.	60 »	4	40 »	4
b) contenant plus de 50 p. c. de cuivre, pesant :					
250 kilogrammes et plus	id.	35 »	4	25 »	4
moins de 250 kilogrammes	id.	50 »	4	40 »	4
Tarif actuel :					
a) 100 kil. 40-2-4-12; coefficient 6.					
b) 100 kil. 12 × 6.					
c) 100 kil. 2-4; coefficient 6.					

N° 1060. Radiateurs pour calorifères, en fonte :

Projet de tarif : 100 kil. 4 × 4.

Tarif actuel : 100 kil. 2 × 6.

Le projet ne vise que les radiateurs en fonte, mais on importe également des radiateurs en tôle de fer ou d'acier.

Le Gouvernement propose un amendement qui comprend ces derniers, avec des droits spécifiques dont l'incidence correspond à environ 10 p. c. *ad valorem*.

Texte de l'amendement :

Radiateurs pour calorifères :

a) En fonte.	100 kil.	12	4	4
b) En tôle de fer ou d'acier	100 kil.	24	8	4

Le texte du projet avec l'amendement sont adoptés.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
		Fr. c.		Fr. c.	
Ex1061. Matériel fixe de chemins de fer et de tramways :					
b) cœurs de croisement	100 kil.	12 »	4	10 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.					
Ex1064. Machines, engins mécaniques et appareils complets, non spé- cialement tarifés :					
a) en aluminium ou contenant au moins 10 p. c. d'aluminium, pesant :					
250 kilogrammes et plus	id.	40 »	4	25 »	4
moins de 250 kilogrammes.	id.	50 »	4	40 »	4
b) en fonte, en fer ou en acier, pesant :					
de 500 à 1,000 kilogrammes	id.	12 »	4	10 »	4
de 250 à 500 kilogrammes	id.	16 »	4	12 »	4
de 100 à 250 kilogrammes	id.	20 »	4	15 »	4
de 50 à 100 kilogrammes	id.	25 »	4	18 »	4
moins de 50 kilogrammes	id.	30 »	4	20 »	4
c) en cuivre, ou contenant plus de 50 p. c. de cuivre, pesant :					
250 kilogrammes et plus	id.	35 »	4	25 »	4
moins de 250 kilogrammes.	id.	50 »	4	40 »	4
Tarif actuel :					
a) 100 kil. 40-2-4-12 coefficient 6; valeur 10 p. c.					
b) 100 kil. 2-4 coefficient 6.					
c) 100 kil. 12 × 6.					
N° 1071. Roulements annulaires à billes ou à rouleaux, les billes ou les rouleaux ayant un dia- mètre :					
supérieur à 5 millimètres	id.	50 »	4	30 »	4
de 5 millimètres ou moins	id.	80 »	4	50 »	4
Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.					

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 1072. Billes de roulement, d'un diamètre :					
supérieur à 5 millimètres . . .	100 kil.	100	» 4	60	» 4
de 5 millimètres ou moins . . .	id.	180	» 4	100	» 4

Tarif actuel : 100 kil. 4 × 4.

N° 1073. Cylindres en cuivre ou en laiton, gravés pour l'impression ou pour apprêts					
	id.	50 »	4	10 »	4

Tarif actuel : 100 kil. 12 × 6.

N° 1074. Pièces détachées de machines, d'engins mécaniques, d'appareils et de transmissions, non spécialement tarifées.

Le projet du tarif comprend 33 catégories, réparties sous les litt. *a, b, c, d, e, f, g, h, i*, suivant la matière employée; les droits sont spécifiques variant de 6 × 4 à 70 × 4 par 100 kil., sauf pour les articles en bois, en caoutchouc et en matières non dénommées, où ils sont fixés à 10 p. c. de la valeur.

Dans le tarif actuel les droits spécifiques sont par 100 kil. de 2, 4, 12, 40, avec coefficients 4 ou 6; les droits *ad valorem* sont de 10 p. c.

Le Gouvernement propose de modifier le libellé litt. *d* : « formées d'au moins 10 p. c. et pas plus de 50 p. c. de cuivre, pesant par pièce », en ajoutant après le mot *cuivre*, les mots *ou de nickel ou d'alliages de ces métaux avec d'autres métaux communs*.

« Cette modification est justifiée, dit-il, par le fait que dans beaucoup de cas les pièces mécaniques et notamment la robinetterie en général (vannes, soupapes, etc.) comprennent non pas 10 p. c. et pas plus de 50 p. c. de *cuivre*, mais bien du *nickel* ou des *alliages* de ces métaux avec d'autres métaux communs. »

Texte de l'amendement :

Pièces détachées de machines, d'engins mécaniques, d'appareils et de transmissions, non spécialement tarifées ⁽¹⁾ :

d) Formées d'au moins 10 p. c. et pas plus de 50 p. c. de cuivre *ou de nickel ou d'alliages de ces métaux avec d'autres métaux communs*, pesant par pièce ⁽²⁾ :

50 kilogrammes et plus	100 kil.	45	15	4
de 10 à 50 kilogrammes	100 kil.	60	20	4
de 1 à 10 kilogrammes	100 kil.	75	25	4
moins de 1 kilogramme	100 kil.	90	30	4

⁽¹⁾ Maintien de cette note.

⁽²⁾ Y compris les raccords de tuyauterie.

La Commission a adopté le texte du projet ainsi amendé.

		Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Base.	Droits.	Coefficients	Droits.	Coefficients.
Ex 1077 Accumulateurs électriques et leurs plaques de rechange (électrodes) :					
a) accumulateurs pour véhicules automobiles	100 kil. valeur	12 »-40 »	4 5	—	—
		—	—	20 p. c.	—
b) non dénommés :					
combinés avec du celluloïd, de l'ébonite ou des matières plastiques similaires; accumulateurs alcalins avec électrodes à base de métaux du groupe fer, nickel et récipients en fer nickelé, du type dit Edison; plaques assemblées					
	100 kil.	40 »	4.5	20 »	4.5
Tarif actuel :					
100 kil. 2-4-12; coefficient 6.					

N° 1086. Lampes électriques à incandescence.

Projet de tarif :

a) à filaments métalliques ou de terres rares dans des ampoules fermées :					
1. à gaz	100 kil.	250 »	4.5		
2. à vide	id.	150 »	4.5		
b) à filaments charbonneux et autres	id.	100 »	4.5		

Tarif actuel : 100 kil., 12 × 6.

Une note adressée à la Commission demande que le droit soit fixé à 1,200 francs les 100 kil. pour les lampes monowatt et 2,400 francs les 100 kilogr. pour les lampes demi-watt. La lampe moyenne pèse 50 grammes net; l'application du droit proposé, dit notamment la note, ne toucherait pas le consommateur et permettrait le développement de l'industrie belge des lampes électriques; le gros bénéfice sur les lampes est actuellement réalisé par une demi-douzaine d'intermédiaires grossistes qui obtiennent des Allemands, dont le prix est très bas, et des Hollandais, à qui leurs bénéfices antérieurs permettent le dumping, des rabais qui atteignent jusque 60 p. c. du tarif.

L'existence de la production indigène a fait baisser de plus de 20 p. c. les prix que certain producteur étranger faisait payer à la consommation en 1919-1920.

Le marché belge absorbe par an environ 6,500,000 lampes électriques. L'importation est de 5,000,000 au prix de 3 francs par lampe.

La Commission, tenant compte des intérêts des consommateurs, a, par 8 voix contre 7, rejeté le texte proposé et adopté les droits du tarif actuel.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 1087. Appareils de mesure électrique y compris leurs pièces détachées :					
a) Compteurs :					
de moins de 5 kilogrammes . . .	100 kil.	150 »	4.5	—	—
la pièce		—	—	10 »	—
de plus de 5 kilogrammes . . .	100 kil.	150 »	4.5	75 »	2
b) autres (*), y compris les pièces détachées de compteurs . . .	100 kil.	200 »	4.5	200 »	2
Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4 — 12; coefficient 6; valeur 10 p. c.					
N° 1088. Appareils télégraphiques et téléphoniques de toute espèce :	id.	150 »	4.5	150 »	2
Tarif actuel : 100 kil. 2 — 4 — 12; coefficient 6; valeur 10 p. c.					

SECTION XVII

Véhicules autres que pour voies ferrées.

Résumé analytique.

1 classe, n° 1090 à 1104 : 35 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	2	2
Taxées :		
Valeur	29	2
Droit spécifique	4	31
	<u>33</u>	<u>33</u>
	33	33
	<u>35</u>	<u>35</u>

Le Gouvernement propose deux amendements : l'un au n° 1100; le second à la note relative à la section XVII.

La Convention avec la France modifie :

Droit et coefficient	11 catégories.
Coefficient seul	1 id.
	<u>12 id.</u>

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
N° 1093. Vélocipèdes complets	100 kil.	150 »	4	150 »	3

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 1100. Voitures automobiles.

Projet de tarif :

a) Châssis avec ou sans moteur, avec ou sans carrosserie,
pesant par unité :

4,000 kilogrammes et plus	100 kil.	60 »	4
De 2,000 à 4,000 kilogrammes :			
1. Voitures à voyageurs	id.	160 »	4
2. Autres	id.	120 »	4
Moins de 2,000 kilogrammes	id.	160 »	4

b) Carrosserie :

1. Pour voitures automobiles destinées au transport des marchandises	100 kil.	12 »	4
2. Pour voitures automobiles destinées au transport des voyageurs	100 kil.	160 »	4

c) Cadres porteurs de châssis, en tôle d'acier emboutie	100 kil.	50 »	4
---	----------	------	---

d) Jantes en fer ou en acier :

1. En barres droites	100 kil.	12 »	3
2. Armatures pour bandages pleins de camions automobiles	100 kil.	20 »	3
3. Autres	100 kil.	20 »	3

e) Pièces détachées, non spécialement tarifées	Valeur.	12 p. c.	
--	---------	----------	--

Tarif actuel :

a. Valeur : 12-20 p. c.

b et c. Valeur : 12 p. c.

d. 1. 100 kil. 4 × 4

d. 2 et 3 et e. Valeur : 12 p. c.

Les droits proposés sous ce numéro du tarif ont donné lieu à une longue discussion en Commission.

L'Exposé des motifs signale le remplacement des droits *ad valorem* par des droits spécifiques : « Depuis l'instauration du régime *ad valorem*, par la loi du 21 mars 1921, l'Administration a constaté que des sous-évaluations se pratiquent fréquemment à l'entrée, de sorte que le droit réellement perçu est sensiblement inférieur au taux inscrit dans le tarif. D'autre part, en présence de l'instabilité des prix, il est malaisé de déterminer des valeurs normales, ce qui provoque des contestations incessantes avec la douane. Pour remédier à ces inconvénients, on propose d'en revenir à la tarification au poids. » (*Exp. m.*, p. 88.)

Le mouvement des importations et des exportations et un tableau des droits d'entrée dans certains pays sont donnés par l'Exposé des motifs : leur reproduction dans le rapport est justifiée par les débats que la tarification du n° 1100 a provoqués.

Voitures complètes et châssis.

Années.	Importation.		Exportation.	
	Quantités.	Valeurs.	Quantités.	Valeurs.
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
1912	1,059,000	5,445,000	3,082,000	25,523,000
1913	1,115,000	5,356,000	3,467,000	28,014,000
1920	5,604,000	86,227,000	3,002,000	37,051,000
1921	6,561,000	69,033,000	1,840,000	38,067,000
1922	9,459,000	66,690,000	912,000	16,744,000

(neuf premiers mois).

Années.	Importations de France en Belgique.		Exportations de Belgique en France.	
	Nombre d'automobiles.	Valeurs.	Nombre d'automobiles.	Valeurs.
1912	601	3,094,000	177	1,573,000
1913	587	3,073,000	264	2,313,000
1920	1,639	33,861,000	157	2,443,000
1921	2,096	32,135,000	85	2,000,000
1922 (9 premiers mois)	1,952	25,163,000	12	253,000

Le taux des droits d'entrée dans les principaux pays avec lesquels la Belgique est en relations d'affaires est :

Pays.	Marchandises.	Base.	Taux.
France.	Voitures automobiles de toute espèce.	Valeur	45 p. c.
Angleterre	Id.	Valeur	33 1/3 p. c.
Italie	Voitures automobiles pesant jusqu'à 2,500 kil.	100 kil.	de 65 à 120 liras or.
		(plus une surtaxe de :)	
		Valeur	35 p. c.
		(plus la taxe de luxe et une taxe additionnelle à la taxe de luxe).	
Espagne	Voitures automobiles valant :		Payables en or.
	a) jusqu'à 20,000 pesetas;	Valeur	25 p. c.
	b) plus de 20,000 pesetas.	Valeur	30 p. c.
États-Unis d'Amérique	Voitures automobiles.	Valeur	25 p. c.

L'Exposé des motifs en conclut : « Sans atteindre l'incidence de quelques-uns des taux *ad valorem* cités ci-dessus, les droits spécifiques inscrits au projet du nouveau tarif comportent cependant une majoration sensible de la charge fiscale qui frappe actuellement les automobiles à leur entrée en Belgique.

» Mais il faut considérer que ces droits se trouvent en quelque sorte dictés par la politique douanière des autres pays. Et ceci permet d'ajouter que les taux prévus pourraient être réduits, en échange de concessions équivalentes qui nous seraient faites sur les tarifs étrangers. » (*Exp. m.*, p. 87.)

L'accord avec la France modifie complètement les litt. *a* et *b*.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concedé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Voitures automobiles :					
a) Véhicules destinés au transport des personnes, y compris les véhicules industriels pesant moins de 2,000 kilogrammes :					
1. Châssis complets sans carros- serie (1), pesant :					
675 kil. et moins.	100 kil.	160	» 4	160	» 2.6
plus de 675 kil. jusqu'à 1,300 kil.	id.	160	» 4	160	» 3.1
plus de 1,300 kil.	id.	160	» 4	160	» 3.7

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
2. Châssis complets avec carrosserie (1). pesant :					
950 kil. et moins	100 kil.	160 »	4	160 »	2.6
plus de 950 kil. jusqu'à 1,800 kil.	id.	160 »	4	160 »	3 t
plus de 1,800 kil.	id.	160 »	4	160 »	3 7
b) Véhicules industriels :					
Châssis avec ou sans carrosserie, pesant 2,000 kil. et plus	id.	60/120 »	4	140 »	—

(1) Sera considérée comme carrosserie une construction faite suivant les règles de l'art, et comprenant, entre autres, pour les voitures ouvertes, les portières, pare-brise, capote, coussins, garniture, peinture, marchepieds et ailes, et, pour les voitures fermées, les mêmes organes plus les glaces.

Le Gouvernement propose un amendement au litt. e du projet de tarif: « Pièces détachées non spécialement tarifées ».

« Suivant le libellé figurant au projet, dit la note explicative, ces pièces seraient imposées, en tarif minimum, au taux de 12 p. c. *ad valorem*, sans avoir égard à leur état d'achèvement.

» On pourrait donc importer à ce taux des pièces entièrement achevées, qu'il suffirait d'assembler dans le pays pour en faire des voitures ou parties de voitures, et échapper ainsi aux droits sensiblement plus élevés prévus pour ces dernières.

» Afin de déjouer les manœuvres de l'espèce, susceptibles de porter un grave préjudice à l'industrie belge, on propose de prévoir une double imposition pour les parties et pièces détachées d'automobiles, suivant qu'elles sont importées *finies* ou *non finies*.

» Le droit de 12 p. c. *ad valorem* serait conservé pour les pièces et parties *non finies*, tandis que les autres seraient taxées au droit le plus élevé prévu pour les automobiles. Cette dernière imposition s'explique par le fait que, dans la majeure partie des cas, il n'est pas possible de déterminer à quel genre de véhicules appartiennent les pièces importées. »

Texte de l'amendement :

e) Parties et pièces détachées, non spécialement tarifées :

1. Finies	100 kil.	480 »	160 »	4
2. Non finies	valeur	36 p. c.	12 p. c.	—

Des membres de la Commission ont fait observer que l'automobile, et en tous cas le camion automobile, ne pouvaient plus être considéré comme objet de luxe, que les droits proposés en augmentaient le prix, et que l'industrie nationale n'était pas en mesure de fournir le nombre de voitures nécessaires pour répondre aux besoins du pays.

La Commission, par 9 voix contre 3, tenant compte des importations et des exportations, des droits établis de l'étranger et du caractère même des produits visés, a adopté le texte du projet de tarif et l'amendement.

NOTE RELATIVE A LA SECTION XVII.

Le Gouvernement propose, par amendement, de modifier la note relative à la section XVII dans le projet de tarif : « Les pièces détachées de véhicules, dit-il dans la note jointe à l'amendement, importées à l'état isolé et non spécialement tarifées en cet état, suivent le régime des ouvrages selon l'espèce. Les véhicules incomplets ou les groupes de pièces assemblées suivent le régime des véhicules complets.

« La nouvelle tarification prévue sous le n° 1100 *e* entraîne une légère modification du texte de la note relative à la Section XVII. »

Texte de l'amendement :

Les pièces détachées de véhicules, importées à l'état isolé et non spécialement tarifées en cet état, suivent le régime des ouvrages selon l'espèce. Les véhicules incomplets ou les groupes de pièces assemblées, *non spécialement tarifés en cet état*, suivent le régime des véhicules complets.

SECTION XVIII

Horlogerie; instruments et appareils non dénommés ailleurs.*Résumé analytique.*

2 classes, n° 1105 à 1123 : 51 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exemptes de droit	14	9
Taxées :		
Valeur.	37	24
Droit spécifique	»	18
	<u>37</u>	<u>42</u>
	51	51

Les articles exempts dans le tarif actuel, imposés par le projet de tarif, sont compris sous les n° 1118, 1120, 1121 et 1123.

Le Gouvernement propose des amendements aux n° 1107 et 1121.

La Convention avec la France modifie :

Droit seul 2 catégories.

N° 1107. Boîtes de montres et carrures de boîtes de montres :

Projet de tarif :

Droits des montres sans complication de système avec coefficient 2.

Tarif actuel : Valeur 10 p. c.

Le Gouvernement propose un amendement :

« Les droits sur les montres, dit la note explicative, sont prévus sous les n° 1105, montres sans complication de système, et n° 1106, montres compliquées, répétition, secondes indépendantes, etc., chronographes, montres-quantèmes, montres-réveils.

» L'article 1107 applique à toutes les boîtes de montres le droit du n° 1105, droit sensiblement inférieur à ceux du n° 1106.

» A la demande des négociants en horlogerie, on modifie le texte de façon à faire suivre aux dites boîtes et carrures le régime des montres

auxquelles elles sont destinées, ceci en vue d'empêcher l'importation séparée des boîtes et des mouvements, dans le but d'éviter une partie des droits. »

Texte de l'amendement :

Boîtes de montres et carrures de boîtes de montres : Droits et coefficients des montres, selon l'espèce.

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 1112. Montres pour voitures automobiles	valeur	15 p. c.	—	12 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					

N° 1113. Réveils avec ou sans musique ou sonnerie	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
Tarif actuel : valeur 15 p. c.					

N° 1118. Appareils et instruments exclusivement employés en médecine, en chirurgie et dans l'art vétérinaire.

Projet de tarif :

a) Appareils d'orthopédie, bandages herniaires . . .	valeur	15 p. c.
b) Tables pour opérations chirurgicales	valeur	15 p. .
c) Autres.	valeur	40 p.

Tarif actuel :

- a) et b) valeur 15 p. c.;
- c) exempts.

« Cette exemption se justifiait jadis, dit l'Exposé des motifs, par le fait que les articles de l'espèce étaient employés soit dans l'art de guérir, soit à des fins purement scientifiques; pour la plupart d'entre eux nous étions, au reste, tributaires de l'étranger.

» Il n'en est plus de même aujourd'hui. Nombre d'instruments et d'appareils, autrefois considérés, à bon droit, comme étant destinés exclusivement à l'étude des sciences, sont employés maintenant dans l'industrie, servent à l'exercice de professions ou sont utilisés au même titre que n'importe quel autre objet d'usage courant. Il suffit, pour s'en convaincre, de citer les balances de précision, les compas, les équerres, les calibres, les jauges, les micromètres, les alcoomètres, thermomètres et baromètres, les manomètres, les boussoles d'arpenteur, les niveaux d'eau, etc.

» D'un autre côté, ces instruments sont, en grand nombre, fabriqués actuellement en Belgique. Cette industrie — que d'autres pays se montrent attentifs à protéger chez eux — ne tardera pas à se développer aussi chez nous si, au moment où nos constructeurs se dépensent pour combler un vide qui existait dans l'économie de l'industrie nationale, on accorde un soutien qui leur permette de lutter à armes égales contre la concurrence étrangère.

» C'est dans cet esprit qu'un droit de 10 p. c. *ad valorem* — droit en somme très modéré — est proposé pour les appareils et instruments dont question. » (*Exp. m.*, p. 94.)

N° 1120. Instruments de précision, de mesurage, de dessin, d'arpentage, de nivellement et de levé de plans.

Pro et de tarif :

- a) Balances de précision et trébuchets, y compris leurs cages et boîtes de poids de précision.
- b) Etuis de mathématiques, compas, équerres, pistolets pour le tracé des courbes, pantographes, règles graduées, planimètres, appareils à diviser, calibres, jauges, palmers, micromètres et autres instruments de mesurage, de vérification et de calibrage non spécialement tarifés.
- c) Alcoomètres, aréomètres, densimètres et thermomètres.
- d) Manomètres.
- e) Baromètres, hygromètres.
- f) Equerres d'arpenteur, boussoles d'arpenteur, niveaux d'eau, niveaux à bulle d'air simples, planchettes et alidades.

Tous ces articles sont taxés valeur 10 p. c.

Tarif actuel :

- a, d et f exempts;
- b, c et e valeur 15 p. c.; exempts.

Voir, pour les articles exemptés par le tarif actuel et taxés par le n° 1120 du projet de tarif, l'Exposé des motifs ci-dessus, n° 1118.

Quant aux autres, « on note, dit l'Exposé des motifs, que le droit de 10 p. c. consacre une diminution pour certains articles taxés antérieurement à 15 p. c. *ad valorem* comme *Meubles* ou comme *Mercerie* et *Quincaillerie*. Tel est notamment le cas pour les thermomètres et les baromètres agrémentés de montures ou ornements non indispensables (ex n° 1120-c et e), les pistolets pour le tracé des courbes et les règles graduées (ex n° 1120-b). (*Exp. m.*, p. 95.)

N° 1121. Instruments d'observations, de géodésie, d'optique, de photographie, d'astronomie et de cosmographie.

Projet de tarif :

Les exemptions du tarif actuel sont maintenues pour :

- b) Microscopes.
- d) Lunettes marines et longues-vues.
- e) Appareils photographiques spécialement construits en vue de recherches scientifiques.
- h) Télescopes, lunettes astronomiques, méridiennes, équatoriaux, y compris les tubes et les bâtis.
- i) Globes terrestres et célestes.

Sont taxés :

- a) Cercles d'alignement, théodolites, niveaux à lunettes, tachéomètres, compas marines, octants, sextants et autres instruments comprenant des lunettes ou des limbes gradués Valeur 10 p. c.
- c) Loupes, compte-fils et stéréoscopes Valeur 15 p. c.

e) Appareils photographiques :

2. Autres Valeur 15 p. c.

f) Appareils autres que ceux servant de jouets, destinés à la prise ou à la projection de vues cinématographiques Valeur 15 p. c.

g) Lanternes et appareils de projection, autres que ceux servant de jouets, sans mouvement cinématographique Valeur 15 p. c.

Tarif actuel :

a) exempts.

c) exempts et valeur 15 p. c.

e2) valeur 15 p. c.

f et g) valeur 15 p. c.

La Société belge d'Optique a fait observer que les motifs invoqués par l'administration justifient la taxation de certains autres articles fabriqués en Belgique; elle demande de frapper d'un droit certains autres instruments destinés notamment à l'industrie (saccharimètres, polarimètres, etc.)

Le Gouvernement, tenant compte de ces observations, a proposé l'amendement suivant au n° 1121 :

b) Microscopes; *saccharimètres et polarimètres de toute espèce* Valeur 45 p. c. 15 p. c.

SECTION XIX

Instruments de musique.

Résumé analytique.

1 classe, n° 1124 à 1146 : 67 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Taxées :		
Valeur	67	9
Droit spécifique	»	58
	67	67

N° 1124. Pianos :

Projet de tarif :

a) Droits	100 kil.	55 × 3 ⁽¹⁾
b) A queue	100 kil.	100 × 3 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ En ce qui concerne les instruments importés en caisses fermées, d'usage courant et confectionnés en planches d'épaisseur normale, ce droit est calculé sur le poids brut, déduction faite d'une tare de 25 p. c.

Tarif actuel : valeur 20 p. c.

L'Exposé des motifs contient les explications suivantes :

« Une distinction s'impose entre les pianos droits et les pianos à queue, nécessitée par les prix très différents de ces instruments.

» Les droits proposés, qui sont respectivement de 55 francs et 100 francs les 100 kilogrammes pour ces deux genres de pianos, ont été établis en prenant pour base les valeurs moyennes d'avant-guerre, et correspondent au droit actuel de 20 p. c. *ad valorem*. Ce droit est nécessaire pour maintenir la fabrication belge des pianos, laquelle constitue une branche très intéressante de notre industrie d'art qu'il convient de ne pas laisser périliter.

» D'après les chiffres fournis par notre statistique commerciale, l'importation étrangère de pianos, orgues et harmoniums représente, pour l'année 1921, une valeur de 8,533,000 francs, tandis qu'à l'exportation il n'est consigné qu'une valeur de 940,000 francs. » (*Exp. m.*, p. 95.)

SECTION XX

Armes.

Résumé analytique.

1 classe, n°s 1147 à 1152 : 21 catégories.

	Tarif actuel :	Projet de tarif :
Exempts de droit	20	20
Taxées :		
Valeur	»	1
Droit spécifique	1	»
	<u>1</u>	<u>1</u>
	1	1
	<u>21</u>	<u>21</u>

La Convention avec la France modifie :

Coefficient seul 2 catégories.

N°1149. Armes à feu portatives se chargeant par la culasse.

Projet de tarif : Tous les articles sont exempts de droit, comme ils le sont dans le régime actuel

L'Union des Fabricants d'Armes dans la note d'observations qu'elle a fait parvenir aux membres de la Chambre demande une modification au tarif maximum.

La Commission, pour les motifs indiqués aux observations préliminaires, a porté son examen uniquement sur les droits proposés en tarif minimum.

SECTION XXI

Compositions diverses.

Résumé analytique.

1 classe, n°s 1153 à 1216 : 224 catégories.

	Tarif actuel :		Projet de tarif :	
Exemptes de droit	15		21	
Taxées :				
Valeur	200		137	
Droit spécifique	9		66	
	209	209	203	203
		224		224

Le projet de tarif n'impose aucun article actuellement exempt de droits : par contre il en exempte 5 actuellement taxés; ceux-ci sont compris dans les n°s 1165, 1171, 1172, 1176, 1178 et 1180.

Le Gouvernement propose des amendements aux n°s 1168, 1173, 1176 et 1203.

La Convention avec la France modifie :

Droit seul	21	catégories.
Coefficient seul	23	id.
	44	id.

N° 1153. Chaussures en tissus, feutres, lisières et autres ouvrages de matières textiles, sans semelles ou avec semelles autres qu'en caoutchouc ou en cuir ⁽¹⁾.

Projet de tarif :

a) En tissu de soie pure ou mélangé de soie, ou garni de soie.	paire.	1 50	4
b) Grossières, en tissu de jute même mélangé de lin, de chanvre ou de coton, avec semelles en fibres ou cordes tressées (dites espadrilles), ainsi que celles avec dessus tressé en lisières ou rognures de drap, en lacets, lanières ou cordonnets de coton, de laine ou de lin	100 kil.	40 »	4

c) En tissus ou étoffes autres, pesant par paire :

1. Moins de 250 grammes	100 kil.	200 »	4
2. 250 grammes et plus	id.	120 »	4

Tarif actuel :

a) Valeur 20 p. c.

b et c) Valeur 15 p. c.

« La tarification *ad valorem* mène dans la pratique douanière, dit l'Exposé des motifs, à des contestations résultant des grandes difficultés d'estimation d'articles excessivement variés et sujets à de nombreuses fluctuations de prix.

» Aussi a-t-on jugé expédient de remplacer cette tarification par des droits spécifiques qui sont fixés tantôt à la paire, tantôt aux 100 kilogrammes.

» La conversion a été opérée en prenant pour base un droit moyen de 15 p. c. *ad valorem*, qui est le taux minimum appliqué présentement aux articles achevés appartenant à la classe des *Habilllements, lingerie et confections de toute espèce.* » (*Exp. m.*, p. 99.)

Le projet de tarif n'introduit aucune modification pour cet article dans le droit de base.

En fait, par suite de la hausse des prix depuis mars 1922, date à laquelle le coefficient a été établi, le droit est actuellement inférieur à 15 p. c. de la valeur.

La Convention avec la France réduit le coefficient proposé de 4 à 3 pour toutes les catégories comprises dans le numéro 1153.

N° 1154. Chaussures en tissus, feutres, lisières et autres ouvrages de matières textiles, avec semelles en cuir ou en caoutchouc.

Projet de tarif :

a) Pantoufles et chaussures d'appartement (3) :

1. En tissu de soie pure ou mélangé de soie, ou garni de soie	Paire.	1 25	4
2. En lisières ou rognures de drap, en lacets, lanières ou cordonnets de coton, de laine ou de lin	100 kil.	60 »	4
3. En tissus ou étoffes autres	Paire.	0 50	4

b) Bottines et souliers :

1. En tissu de soie pure ou mélangé de soie, ou garni de soie.	Paire.	1 50	4
2. En tissus ou étoffes autres, sans garnitures fantaisie ni broderie	Paire.	0 75	4
3. En tissus ou étoffes autres, avec garnitures fantaisie, broderie, boucles, ou garnitures en peau	Paire.	1 »	4

Tarif actuel : valeur 10 p. c.

« Les nouveaux taux comportent, dit l'Exposé des motifs, une augmentation des droits actuels, notamment pour les chaussures de la classe des *peaux ouvrées*. Cette augmentation est corrélatrice à celle prévue dans les droits affectant les cuirs et peaux préparées de la Section VII. Elle se

justifie en outre par la nécessité de venir en aide à une industrie particulièrement intéressante, celle de la fabrication des chaussures.

» Comme le prouvent les chiffres cités (voir ci-après), nos fabricants ne souffrent pas seulement d'une âpre concurrence sur leur propre marché, mais leurs exportations fléchissent par suite notamment des hauts droits perçus à l'entrée de divers pays étrangers. » (*Exp. m.*, p. 99).

Chaussures :

1920	{	Importations	626,095	24,320,349	} (<i>Bull. m.</i> n° 400)
		Exportations	302,172	14,465,280	
1921	{	Importations	479,436	17,252,420	
		Exportations	193,936	8,492,345	
1923		Importations	435,880	13,796,550	
(10 mois)		Exportations	156,635	6,595,439	

La Convention avec la France réduit le coefficient et subdivise les catégories *a.* 3; *b.* 2 et 3. »

a) Pantoufles et chaussures d'appartement :

1. en tissu de soie pure ou mélangé de soie, ou garni de soie	paire	1 25	3.5
2. en lisières ou rognures de drap, en lacets, lanières ou cordonnets de coton, de laine ou de lin	100 kil.	60 »	3.5
3. en tissus ou étoffes autres :			
A. avec semelles en cuir	paire	0 50	3.5
B. avec semelles en caoutchouc	id.	0 50	3

b) Bottines et souliers :

1. en tissu de soie pure ou mélangé de soie, ou garni de soie	id.	1 50	3
2. en tissus ou étoffes autres, sans garnitures fantaisie ni broderie :			
A. avec semelles en cuir	id.	0 75	3
B. avec semelles en caoutchouc	id.	0 75	2.5
3. en tissus ou étoffes autres, avec garnitures fantaisie, broderie, boucles ou garnitures en peau :			
A. avec semelles en cuir	id.	1 »	3
B. avec semelles en caoutchouc	id.	1 »	2.5

N° 1155. Chaussures en caoutchouc (1) :

Projet de tarif :

a) Galoches	100 kil.	80 »	4
b) Autres	100 kil.	100 »	4

Tarif actuel : valeur 10 p. c.

La Convention avec la France réduit le coefficient de 4 à 2.

N° 1156. Chaussures pour enfants, avec semelles en toutes matières, ayant moins de 17 centimètres de longueur :

Projet de tarif :

a) En tout ou en partie de peau, ou en tissu, de soie pure ou mélangé de soie, ou garni de soie, cousues	Paire	0 50	4
b) Autres	Paire	0 15	4

Tarif actuel :

- a) Valeur 10-20 p. c.
b) Valeur 10-15 p. c.

La Convention avec la France réduit le coefficient de 4 à 3.5.

N° 1158. Chaussures en cuir, avec semelles autres qu'en bois :

Projet de tarif :

a) Bottes :

1. En cuirs ou peaux spécialement dénommés (1)	Paire	3 »	4
2. En cuirs ou peaux autres (2)	id.	2 »	4

b) Bottines et souliers brodequins :

1. En cuirs ou peaux spécialement dénommés (1)	id.	2 »	4
2. En cuirs ou peaux autres (2)	id.	1.50	4

c) Souliers découverts et souliers montant jusqu'à la cheville :

1. En cuirs ou peaux spécialement dénommés (1)	id.	1.25	4
2. En cuirs ou peaux autres (2)	id.	1 »	4

d) Pantoufles et chaussures d'appartement (3) :

1. En cuirs ou peaux spécialement dénommés (1)	id.	0.75	4
2. En cuirs ou peaux autres (2)	id.	0.50	4

e) Chaussons en basane, dits « Kroumirs » 100 kil. 80 » 4

Tarif actuel : valeur 10 p. c.

La Convention avec la France réduit, pour les catégories litt. a, le coefficient de 4 à 3.

N° 1160. Éventails et écrans à mains, montés :

		Tarif minimum.	Tarif concédé à la France.
	Base.	Droits.	Droits.
a) en ivoire, nacre ou écaille	valeur	20 p. c.	15 p. c.
b) en or ou en argent	valeur	20 p. c.	15 p. c.
c) autres, non dénommés ailleurs	valeur	20 p. c.	15 p. c.

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 1168. Perles fines et corail naturel, ouvrés :

		Tarif maximum.	Tarif minimum.
Projet de tarif :			
a) Non montés, simplement lissés, polis, percés ou ayant subi un traitement similaire, même enfilés, mais exclusivement pour la facilité de la conservation ou du transport	valeur	15 p. c.	5 p. c.
b) Montés ou préparés pour servir directement à la parure, non dénommés ni compris ailleurs	valeur	45 p. c.	15 p. c.
Tarif actuel : a exempts; b valeur 15 p. c.			

Le Gouvernement propose à cet article un amendement :

« Le projet d'imposition au droit de 5 p. c. *ad valorem* en tarif minimum, dit la note explicative, a rencontré une vive opposition de la part de la Chambre syndicale des Joailliers, Orfèvres et Diamantaires.

» Etant données les conditions particulières dans lesquelles s'exerce le commerce des pierres et perles fines, on estime qu'il y a lieu de donner satisfaction à la dite Chambre syndicale en conservant, tel quel, le régime actuel de la libre entrée. »

Texte de l'amendement :

	Tarif maximum.	Tarif minimum.
Perles fines et corail naturel, ouvrés :		
a) Non montés, simplement lissés, polis, percés ou ayant subi un traitement similaire, même enfilés, mais exclusivement pour la facilité de la conservation ou du transport	exempts.	exempts.

N° 1171. Jais et houille Kilkenny :

Projet de tarif :

a) en morceaux simplement coupés ou autrement débités, non autrement ouvrés.	—	exempts.
b) en morceaux polis ou ayant subi un traitement similaire à la surface: ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées .	valeur	5 p. c.
c) Ouvrages non dénommés ni compris ailleurs . . .	valeur	15 p. c.

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

« Pour les objets repris sous le litt. a, on prévoit la franchise des droits à titre de matière première, ce régime étant déjà appliqué maintenant à la grande majorité de ces articles. » (*Exp. m.*, p. 100.)

N° 1173. Celluloïd et matières plastiques similaires (viscoïd, cellophane, cellite, galalithe, masses cornées à base de gélatine, de caséine, etc.) (1) :

Projet de tarif :

a) En masses ou en plaques, feuilles, baguettes ou tubes, non polis ni autrement ouvrés	valeur	5 p. c.
b) En plaques, feuilles, baguettes ou tubes, meulés, polis ou ayant subi un traitement similaire à la surface; ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées	id.	5 p. c.

c) Rouleaux ou bandes pour cinématographes (films) :

1. Non sensibilisés	valeur	40 p. c.	
2. Sensibilisés, vierges	mètre	0 20	»
3. Simplement impressionnés	id.	0 30	»
4. Négatifs	id.	0 60	»
5. Positifs	id.	0 30	»

d) Pellicules et plaques sensibilisées pour la photographie :

1. En rouleaux (roll films)	100 kil.	350 »	4
2. Autres (portrait films).	id.	150 »	4

e) Ouvrages non dénommés ni compris ailleurs valeur 15 p. c.

Tarif actuel :

a.	valeur	5 p. c.
b.	id.	5 et 15 p. c.
c, d et e	id.	15 p. c.

La Convention avec la France exempte de droits les articles litt. a.

Une note remise à la Commission demande de porter le droit sur les rouleaux ou bandes sensibilisés, vierges, à 10 centimes au mètre.

Le Gouvernement, « dans le but de favoriser le développement d'une industrie qui s'est implantée récemment en Belgique, celle de la copie des films négatifs, » propose une réduction des taux primitifs à l'égard des films sensibilisés vierges (c 2), des films simplement impressionnés pour négatifs (c 3) et des films négatifs proprement dits (c 4).

Texte de l'amendement :

c) Rouleaux ou bandes pour cinématographes .
(films) :

1. Non sensibilisés	Valeur	30 p. c.	40 p. c.
2. Sensibilisés, vierges :			
Pour négatifs	mètre	0.60	0.20
Pour positifs.	id.	0.40	0.10
3. Simplement impressionnés :			
Pour négatifs	id.	0 60	0.20
Pour positifs.	id.	0.30	0.10
4. Négatifs	id.	0.60	0.20
5. Positifs	id.	0.90	0.30

N° 1176. Canne filée pour la fabrication des chaises et ouvrages similaires.

Projet de tarif : exemple.

Tarif actuel : valeur 5 p. c.

L'article est considéré comme matière première et, pour ce motif, le projet en propose l'exemption. (*Exp. m.*, p. 101.)

Le Département des Finances, « ayant appris qu'une usine s'est installée récemment en Belgique pour le traitement du rotin, propose de maintenir le droit très modéré de 5 p. c. *ad valorem* prévu au tarif actuel. »

Texte de l'amendement :

Canne filée pour la fabrication des chaises et usages similaires	Valeur.	15 p. c.	5 p. c.
---	---------	----------	---------

N° 1180. Tresses autres que pour la fabrication des chapeaux, en écorce, en jone, en roseau, en sparte, en rubans ou copeaux de bois, en lanières de végétaux ou en tiges végétales flexibles, non dénommées ni comprises ailleurs :

Projet de tarif :

a) brutes, non blanchies, non teintées : exemptes.

b) autres : valeur 5 p. c.

Tarif actuel : valeur 5-10 p. c.

L'Exposé des motifs explique la nouvelle tarification en ces termes :

« En régime actuel, les tresses pour paillassons, en alfa, en jone, écorce, rotin, sparte, etc., sont admises au droit réduit de 5 p. c. *ad valorem* comme *Produits divers pour l'industrie*. Les mêmes tresses, destinées à d'autres usages, sont taxées comme *Tissus non spécialement tarifés* à 10 p. c. *ad valorem*. La distinction à établir en l'espèce est plutôt subtile et ne se justifie guère; la nouvelle tarification ne retient que le droit de 5 p. c. et prévoit l'exemption pour les articles bruts, non blanchis et non teintés. » (*Exp. m.*, p. 101.)

Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
	Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
	Fr. c.	—	Fr. c.	—
Ex. 1186. Brosserie :				
b) fine :				
1. montée en écaille, ivoire ou nacre	valeur	20 p. c.	—	15 p. c. —
2. montée en métal commun nickelé, doré ou argenté	id.	20 p. c.	—	15 p. c. —
3. autre, et notamment celle montée en bois (autre que commune), en os, en corne, en caoutchouc durci, en écaille ou ivoire factices, en celluloïd, en caséine durcie ou en autres matières plastiques similaires	id.	20 p. c.	—	15 p. c. —

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

N° 1191. Boutons non dénommés ni compris ailleurs :

a) en bois	valeur	15 p. c.	—	12 p. c.	—
b) en papier mâché	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
c) en os	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
d) en cuir	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
e) en jais	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
f) en verre	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
g) en pierre, faïence, porcelaine ou biscuit	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
h) en corozo, corne, celluloïd, caséine durcie et autres matières non dénommées au présent numéro	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—

	Base.	Tarif minimum.		Tarif concédé à la France.	
		Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
i) en nacre, écaille, ivoire ou coquillage	Valeur	15 p. c.	—	12 p. c.	—
j) en métal commun	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
k) recouverts de filés ou d'ouvrages en filés	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—
l) à pression et parties de boutons à pression	id.	15 p. c.	—	12 p. c.	—

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

Ex 1193. Crayons :

b) communs, à gaine de bois blanc, vernis ou non vernis, avec mine de graphite, d'ardoise ou de pierre noire et crayons en gros bois avec mine de graphite pour charpentiers	100 kil.	50	3	50	2
d) autres, avec gaine en papier, en bois teint, bois de cèdre ou tout autre bois exotique, vernis ou non vernis :					
1. avec mine de graphite, d'ardoise ou de pierre noire	id.	140 »	3	140 »	2
2. avec mine de couleur ou à copier	id.	180 »	3	180 »	2

Tarif actuel : valeur 15 p. c.

Ex 1202. Artifices :

b) Bonbons et pois fulminants, amorces pour briquets ou pour jouets d'enfants	Valeur	20 p. c.	15 p. c.
c) autres	Valeur	20 p. c.	15 p. c.

Tarif actuel :

b) valeur 20 p. c.

c) valeur 15-20 p. c.

N° 1203. Munitions de sûreté :

Projet de tarif :

a) Capsules de poudre fulminante	Valeur	15 p. c.
b) Cartouches pour armes portatives :		
1. Cartouches de chasse	100 kil.	30 » 4
2. Cartouches pour pistolets et revolvers	100 kil.	80 » 4
3. Autres	100 kil.	50 » 4
c) Mèches de sûreté non amorcées pour mineurs :		
1. Ordinaires	Par 1,000 mètres	2 50 3
2. A rubans	Par 1,000 mètres	4 » 3
3. En gutta-percha	Par 1,000 mètres	6 » 3
d) Non spécialement dénommées	Valeur	15 p. c.

Tarif actuel :

- a) valeur 15 p. c.
- b) 1 et 2, valeur 15-20 p. c.
- b) 3, valeur 15-20 p. c.
- c et d), valeur 15 p. c.

L'Union des Fabricants d'Armes croit que la nomenclature litt. *b* peut donner lieu à des conflits de taxation; ainsi, par exemple, la nomenclature du projet fait rentrer dans les « autres » les cartouches pour carabines dont certaines espèces sont utilisées indifféremment dans les revolvers et les carabines et toute une série d'espèces de munitions qui doivent être mises sur le même pied que les cartouches pour pistolets. D'autre part, dit-elle, il faut distinguer les cartouches de chasse chargées à plomb (poids élevé) des cartouches de chasse sans plomb (poids moindre).

« Le Gouvernement, à la suite de ces observations et en vue de simplifier la classification et de rectifier quelque peu les droits de base figurant au projet, propose un amendement au litt. *b* de l'article. Les nouveaux taux correspondent plus justement, dit la note explicative, au droit de 20 p. c. *ad valorem* fixé par le tarif actuel. »

Texte de l'amendement :

b) Cartouches pour armes portatives :

1. Cartouches de chasse chargées à plomb ou à balle de plomb	100 kil.	120 »	40 »	4
2. Autres	id.	240 »	80 »	4

La Convention avec la France réduit pour litt. *c* le coefficient de 3 à 2.

N° 1205. Douilles vides, amorcées ou non, pour cartouches de toute espèce.

Projet de tarif : 100 kil. 50 × 4.

La Convention avec la France réduit le coefficient de 4 à 3.

Les votes dans les Sections se sont répartis ainsi :

	Oui.	Non.	Abstentions.
1	10	7	3
2	3	6	—
3	10	5	1
4	21	3	—
5	9	3	3
6	11	11	1
	<u>64</u>	<u>37</u>	<u>8</u>

La Commission vous propose, Messieurs, par 14 voix contre 5, d'adopter, avec les amendements indiqués dans le rapport, le projet de loi et le tableau qui y est annexé.

Le Président-Rapporteur,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE I
du
Rapport n° 60. (Tarif des douanes.)

- A. — Questions de la Commission et réponses du Gouvernement.
 - B. — Résumé analytique du projet de tarif.
 - C. — Marchandises servant à établir l'index des prix de détail.
-

A

Questions de la Commission. — Réponses du Gouvernement.

PREMIÈRE QUESTION. — *Dans quelle mesure et de quelle manière le Gouvernement a-t-il pu se rendre compte de l'opinion de l'industrie et du commerce ; quels ont été les organismes consultés et quelles sont leurs conclusions ?*

Voici la réponse :

« Cette opinion s'est révélée dans la multitude des requêtes et mémoires qui, après l'armistice, ont été envoyés aux Ministères de l'Industrie et du Travail, des Affaires Étrangères et des Finances. L'inspection générale de l'Industrie, de concert avec l'Administration des Douanes, a multiplié ses enquêtes dans tous les milieux. Le Comité central industriel, la Fédération des Constructeurs, nombre de groupements ont en quelque sorte collaboré à la revision par l'apport d'informations de tout ordre.

» On peut dire qu'une péréquation du tarif des douanes est dans le vœu général. La politique de refoulement pratiquée par certains États a pu contribuer à développer ces tendances, car souvent les requérants ont conclu dans le sens de la réciprocité des droits ; mais la réforme est sollicitée surtout parce que le tarif actuel, qui s'appliquait tant bien que mal à la situation d'avant-guerre, est trop entassé, trop lourd, trop périmé pour s'adapter encore aux contingences pleines d'acuité de l'après-guerre. »

DEUXIÈME QUESTION. — *Le Gouvernement pourrait-il indiquer, sur la base des importations de 1913 et de 1922, le produit des droits par application du tarif minimum ?*

La Commission a reçu le 26 juin la réponse suivante :

« Le projet de nouveau tarif réalise une refonte complète. Tandis que le tarif actuel comprend en majorité des rubriques fort étendues et aussi de vastes

catégories d'exclusion dans lesquelles se trouvent rassemblés des produits très divers, le nouveau tarif, au contraire, comporte de multiples sections avec, dans chacune de celles-ci, des subdivisions à leur tour très décomposées pour aboutir à des positions de détail bien définies. Il en est résulté, d'une part, des éparpillements et, d'autre part, des groupements qui ne permettent guère ou point d'établir des liens de correspondance entre nombre de spécifications de l'ancien et du nouveau tarif.

» On sait, par ailleurs, que les relevés de la statistique commerciale ont une structure qui est en dépendance de celle du tarif des douanes. Il s'ensuit que, dans ce domaine non plus, la corrélation n'existe pas présentement entre les classifications de la statistique et les positions du nouveau tarif. D'où la conséquence que, pour chacune de ces positions, il n'apparaît pas dans quelle proportion elle intervient dans les données statistiques actuelles, celles-ci se rapportant communément soit à un ensemble de produits parmi lesquels cette position se trouve noyée, soit à des groupements autrement conçus. Cependant, pour calculer le rendement de l'impôt-douane sur la base des taux inscrits dans le nouveau tarif, il faudrait connaître par position les quantités de telles marchandises qui furent importées.

» D'après ces considérations, les éléments font défaut pour répondre avec clarté à la question. Toutefois, pour satisfaire au vœu de la Commission spéciale, bien que le travail sera long et quand même précaire, l'Administration va procéder à des tentatives de supputations sur la base du tarif de 1922; mais elle ne peut se dispenser de formuler à cet égard, dès maintenant, les plus amples réserves. »

Malgré les difficultés qu'elle signalait, l'Administration a remis à la Commission divers tableaux.

Ils ont pour base les importations de 1913 et celles des douze premiers mois de l'Union économique belgo-luxembourgeoise : 2 mai 1922-30 avril 1923.

Votre Commission a réuni les renseignements qu'ils contiennent dans un tableau annexé au Rapport ⁽¹⁾.

En voici les principaux éléments :

a) Les importations pour la période 1^{er} mai 1922-30 avril 1923, se sont élevées à 23,447,942 tonnes pour une valeur de 10,021,614,000 francs.

b) Les droits d'après les lois actuelles (coefficients compris) sont de 399,571,605 francs.

c) L'application des droits prévus au tarif nouveau (coefficients compris) est présumée devoir produire 559,136,870 francs.

(1) *Annexe II* : Beaucoup de chiffres figurant dans ce tableau, colonnes 3 et 4 d'une part, 8 et 9 d'autre part, n'ont pu être calculés que par approximation, étant donné le manque de concordance entre les rubriques de la statistique commerciale et les positions du nouveau tarif.

d) Il résulterait du tarif proposé une augmentation de 159,565,265 francs environ; l'Administration estime, toutefois, que cette augmentation ne sera vraisemblablement pas atteinte, des déchets pouvant se produire, par l'effet même des droits nouveaux, dans l'importation de certaines marchandises.

Le tarif minimum, établi en vue de permettre des négociations et d'amener des accords internationaux, ne sera pas, en fait, le régime appliqué aux importations.

La Chambre est saisie d'une convention avec la France; une autre avec l'Espagne ne tardera vraisemblablement pas à lui être soumise; toutes les deux entraînent, dans le taux des droits des réductions, qui, en raison du traitement de la nation la plus favorisée accordé à presque tous les pays, deviendront d'application générale.

Le tableau indique les réductions à résulter des conventions franco-belge et belgo-espagnole; elles sont évaluées à 77,520,855 francs, ce qui ramène l'augmentation résultant du tarif minimum de 159,565,265 francs à 82,044,410 francs.

Ce chiffre résulte d'une augmentation :

sur les matières brutes ou simplement préparées. fr.	18,748,753
sur les produits fabriqués.	73,291,602
TOTAL. fr.	92,040,355
contre une diminution :	
sur les objets d'alimentation et les boissons de —	9,995,945
	82,044,410

TROISIÈME QUESTION. — *Quelles sont pour chacun des cas où un droit spécifique est proposé en remplacement d'un droit « ad valorem » et réciproquement, les conséquences de la transformation ? Y a-t-il augmentation ou diminution du droit prélevé ?*

Quelle est l'augmentation ou la diminution ?

Quelle est la valeur correspondant au poids ?

Il a été répondu, le 26 juin, en ces termes :

« Par suite de la décomposition des grandes rubriques de l'ancien tarif et de l'extrême diffusion des articles ainsi disjointes, la réponse à la question, en tant que celle-ci vise chaque cas dans le détail, se heurte à des complications dont la Commission se rendra certainement compte, rien qu'à considérer le développement du nouveau tarif par rapport à l'ancien.

Il semble bien, au reste, que l'intérêt de la réponse ne se trouvera point diminué du fait qu'elle ne toucherait pas tous les articles et que la lumière sera faite du moment où, pour les marchandises qui alimentent un trafic appréciable, apparaîtront les rapports visés par la Commission.

Ici, encore, il s'agit d'un travail laborieux pour la fourniture duquel un certain délai est indispensable. »

La Commission a reçu depuis lors, comme pour la deuxième question, des renseignements plus précis.

L'Administration lui a fait connaître les bases qui ont servi à fixer le taux des droits spécifiques et les coefficients :

a) Les droits spécifiques — au poids, au nombre ou à la mesure — du tarif minimum, sans les coefficients, ont été calculés en prenant comme base les valeurs d'avant-guerre (1913), tant pour ceux provenant de la conversion de droits *ad valorem* que pour ceux remplaçant d'autres droits spécifiques.

Ainsi, pour la grande catégorie des machines, mécaniques et matériel électrique, les droits de base (sans les coefficients) ont été fixés de manière à correspondre à environ 10 % (parfois 8 ou 9 %) des valeurs d'avant-guerre.

b) Quant aux coefficients, ils ont été fixés vers le mois de mars 1922 et correspondaient à cette époque, à peu près, à l'augmentation de la valeur des produits comparativement à la valeur de 1913. A l'heure actuelle, les coefficients, généralement, sont insuffisants pour nombre de produits, — entre autres les tissus, — de sorte que les conversions réalisées dans le projet correspondent, dans beaucoup de cas, à une diminution effective des droits *ad valorem* perçus d'après le tarif existant.

Cette diminution ressort des renseignements fournis par l'Administration et réunis dans le tableau annexé au rapport. Il indique, tant pour 1923 que pour les douze premiers mois de l'Union belgo-luxembourgeoise, — 1^{er} mai 1922-30 avril 1923, — quant aux marchandises taxées au droit spécifique, d'une part, le pourcentage des droits perçus par rapport à la valeur importée (col. 7 et 12), d'autre part, leur prix au kilo établi par le rapprochement des quantités et des valeurs des importations (col. 6 et 11); l'un explique l'autre : à l'augmentation dans le prix correspond une diminution dans le pourcentage du droit.

B

Résumé analytique du projet de tarif.

Sections.	NUMÉROS.	1. — Projet de tarif.						2. — Accord franco-belge.				3. — Tarif actuel.			
		Nombre de		Catégories.		Catégories taxées.		Nombre de réductions sur				Catégories.		Catégories taxées.	
		numéros.	catégories.	Exemples.	Taxées.	Ad valorem.	Droits spécifiques.	droits et coefficients.	droits.	coefficients.	TOTAL.	Exemples.	Taxées.	Ad valorem.	Droits spécifiques.
1	1 - 50	50	124	108	16	»	16	»	»	»	»	111	13	»	13
2	51 - 143	93	230	104	126	4	122	20	4	1	25	131	99	4	95
3	144 - 201	58	86	83	3	»	3	»	»	»	»	85	1	»	1
4	202 - 278	77	159	49	140	1	139	2	23	9	34	23	136	1	135
5	279 - 452	174	271	153	116	18	98	1	30	1	32	238	33	16	17
6	453 - 459	7	16	»	16	3	13	»	2	»	2	1	15	5	10
7	460 - 493	34	55	4	51	12	39	1	9	10	20	4	51	34	17
8	494 - 605	112	498	13	485	35	430	»	31	2	33	51	447	101	346
9	606 - 632	27	80	»	80	33	47	»	13	»	13	1	79	35	44
10	633 - 698	66	103	5	98	19	79	»	6	7	13	9	94	71	23
11	699 - 721	23	31	1	30	7	23	1	3	9	13	4	27	25	2
12	722 - 784	63	128	8	120	9	111	34	3	15	52	8	120	37	83
13	785 - 828	44	88	14	74	14	60	»	4	10	14	27	61	45	16
14	829 - 864	36	72	3	69	14	55	1	3	8	12	2	70	60	10
15	865 - 1019	155	413	26	387	18	369	10	19	133	162	37	376	132	244
16	1020 - 1089	70	215	»	215	9	206	1	46	2	49	»	213	13	202
17	1090 - 1104	15	35	2	33	2	31	11	»	1	12	2	33	29	4
18	1105 - 1123	19	51	9	42	24	18	»	2	»	2	14	37	37	»
19	1124 - 1146	23	67	»	67	9	58	»	»	»	»	»	67	67	»
20	1147 - 1152	6	21	20	1	1	»	»	»	2	2	20	1	»	1
21	1153 - 1216	64	224	21	203	137	66	»	21	23	44	15	209	200	9
		1,216	2,967	595	2,372	369	2,003	82	219	233	534	783	2,184	912	1,272

C

Marchandises servant à déterminer l'index des prix de détail.

MARCHANDISES.	Tarif actuel.		Tarif minimum projeté.			Accord franco-belge.		Observations.
	Base.	Quotité.	Numéro.	Base.	Quotité.	Base.	Quotité.	
1 Pain de ménage		Exempt.	205		Exempt.			
2 Pommes de terre		Exemptes.	70		Exemptes.			
3 { Café Santos : non torréfié		Exempt.	63a		Exempt.			
Id. torréfié	100 kil.	10 × 3	63b	100 kil.	10 × 3			
4 Chicorée en poudre et en paquet		Exempte	247	Id.	3 × 3			
5. Riz		Exempt.	51g		Exempt.			
6. Sucre blanc, scié rangé	100 kil.	40	25c. 2	Id.	40			
7 Haricots		Exempts	72a. 2		Exempts.			
8 Huile d'olive		Exempte.	117b 7	Id.	15 × 2	100 kil.	15 —	
9. Huile d'arachide		Id.	117b. 1	Id.	5 × 2			
10 Vinaigre l'Étoile	Hectol.	15 × 2	270a	Hectol.	15 × 2			
11. Lait écrémé		Exempts.	8c. d		Exempts.			
12 Lait complet		Exempts.						
13 Sel de cuisine		Exempt.	171b	100 kil.	0 50 × 4			
14 Oeufs		Exempts.	12 a		Exempts.			
15 Beurre indigène de ferme	100 kil.	20 —	9	Id.	20 »			
16 Beurre indigène de laiterie	100 kil.	20 —	245	Id.	20 »			
17 Margarine	100 kil.	20 —	16a		Exempt.			
18 Saindoux indigène		Exempt.	15a. 2		id.			
19 Graisse de bœuf fondue		Exempte.			id.			
20 Viande de bœuf : entrecôte au filet		Id.	2		id.			
21. Viande de bœuf bâchée		Id.	2		id.			
22 Viande de bœuf : bouilli plate côte		Id.	2		id.			
23. Viande de porc : côtelettes		Id.	2		id.			
24 Lard du pays		Id.	2		id.			
25. Lard américain		Id.	212a. 1		id.			
26. Boudin noir	100 kil.	12 —	210	100 kil.	12 »			
27. Pâté de foie	100 kil.	60 × 5	209a 209b	Id. Id.	100 × 5 60 × 3	100 kil. 100 kil.	100 × 4 2 45 × 2	a) Crèmes, galantines, etc. b) Roudins, saucisses et saucissons.
28 Poisson : hareng saur		Exempts.	217a		Exempts.			
29 Bière de ménage. en tonneau	Hectol.	10 × 3	259a	Hectol.	10 × 3			
30. Savon mou	100 kil.	6 × 2	437b	100 kil.	6 × 3	100 kil.	4 × 2	

MARCHANDISES.	Tarif actuel		Tarif minimum projeté.			Accord franco-belge.		Observations.
	Base.	Quotité.	Numéro.	Base.	Quotité.	Base.	Quotité.	
31. Savon Sunlight en briques . . .	100 kil.	7 × 3	457a. 1	100 kil	7 × 3			
32. Cacao	Id.	30 × 3	222a	id	30 × 3			en boîtes de plus de 5 kil. en boîtes de 5 kil. et moins.
33. Chocolat de ménage dit « légal »	Id.	30 × 3	222b	id.	40 × 3			
34. Thé		Exempt.	65	id.	30 × 3			
35. Macaroni	Id.	4 × 2	203a	id.	6 × 2	100 kil.	a) 5 × 2	a) cond. pr vente détail. b) autres.
			203b	id.	4 × 2			
36. Sardines Saint-Louis	Id.	15 × 2	219	id.	20 × 2			
37. Brosses en chiendient, type 13	Valeur.	15 p. c.	1186	Valeur.	15 p. c.			
38. Torchons américains 65 × 65	100 kil.	35 × 3	540a	100 kil.	35 × 4			
	Valeur.	15 p. c.	632b	Valeur.	15 p. c.			
39. Tabac pour la pipe	100 kil.	400	278c	100 kil	400			
40. Costume veston s./m. pour homme	Valeur.	15 p. c.	611b	Valeur	15 p. c.			
41. Chapeau boule en feutre	Id.	15 p. c.	615b. 2	pièce.	0.60 × 5			Droit spécifique équivalent au droit ad valorem.
42. Casquette de travail	Pièce.	0.20-0.12 × 3	617b. c	id.	(0.20-0.12) × 4			
					0.40			
43. Casquette pour s'habiller	Id.	0.40 × 4	617	id.	0.20 × 4			
44. Chemise blanche en coton pour homme		0.20 × 3			0.12 × 4			
45. Chemise en toile mixte pour homme		0.12 × 3			0.12			
	Valeur.	15 p. c.	611b	Valeur.	15 p. c.			
46. Col Richmond, modèle droit	Id.	15 p. c.	622	Valeur	20 p. c.	valeur.	15 p. c.	
47. Grosses chaussettes de travail		120						
		140						
		150	606a	100 kil.	150			
48. Chaussettes ordinaires	100 kil.	160 × 3	607b	id.	200 × 4			
		180	608b	id.	250			
		200						
		210						
49. Chaussures pour hommes	Valeur.	10 p. c.	1158b	paire.	(2 et 1.50) × 4			
50. Sabots	Id.	10 p. c.	670	100 kil	12 × 3			Droit spécifique équivalent au droit ad valorem.
51. Ressemelage				id	20 × 3.5			
52. Charbon tout-venant		Exempt.	185		Exempt.			
53. Gaz		Id.	296		Exempt			
54. Électricité								
55. Bougies de la cour	100 kil.	10 × 35	455b	id.	12 × 3			
56. Allumettes « Union »	Id.	250	1206b	id.	250 —			

Les n° 50 et 51 doivent être lus comme suit :

50. Sabots	Id.	10 p. c.	670	100 kil.	12 × 3			Droit spécifique équivalent au droit ad valorem.
				id.	20 × 3.5			
51. Ressemelage	100 kil.	18 × 4	468b	id.	30 × 3			

ANNEXE II

du

Rapport n° 60. (Revision du tarif des douanes.)

A. — *Tableau comparatif des droits :*

- a.* — Tarif actuel. (Col. 3 à 12 du tableau.)
- b.* — Tarif projeté. (Col. 13, 14 et 15 du tableau.)
- c.* — Tarif conventionnel (accord franco-belge.) (Col. 16 du tableau.)
- d.* — Résultat de la comparaison du tarif projeté et du tarif conventionnel. (Col. 17 à 20 du tableau.)

B. — *Statistiques commerciales :*

Importations et exportations.

A. — **TABLEAU COMPARATIF DES DROITS :**

- a.* — **Tarif actuel.** (Col. 3 à 12 du tableau.)
 - b.* — **Tarif projeté.** (Col. 13, 14 et 15 du tableau.)
 - c.* — **Tarif conventionnel (accord franco-belge).**
(Col. 16 du tableau.)
 - d.* — **Résultat de la comparaison du tarif projeté
et du tarif conventionnel.** (Col. 17 à 20 du
tableau.)
-

En remplacement de la première page de l'annexe II du rapport n° 60,
distribuée précédemment.

(9)

du 1 ^{er} mai 1922 1923			Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10).					Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

CONVENTIONS : RÉDUCTIONS.

vivants.

»	2.80	»	»	»	»	»	»	»	»	»
---	------	---	---	---	---	---	---	---	---	---

tation et boissons.

2,495	3 »	20.8	2,500	20.8						
1,351	12 »	11.2	1,300	10.8						
17,528	6.30	9.6	35,000	19.1						
10,481	9.80	11.9	10,500	11.9						
»	»	»	»	»						
31 855		10.7	49,300	16.7	17,445	»	17,445	»	49,300	16.7
151,007	26.60	11.3	225,000	16.8		67,500				
188,324	5.10	1	443,000	2.4						
339,331		1.6	668,000	3.3	328,669	67,500	261,169	»	600,500	3
142	0.85	2.4	150	2.5						
»	5.30	»	158,000	2.1						
142		0.0018	158,150	2.09	158,008	»	158,008	»	158,150	2.09
2,901,783	12.70	1.6	2,902 000	1.6						
149,765	4 20	4 7	150,000	4.7						
8,676	4.40	4.5	8,700	4.5						
3,060 224		1.6	3,060,700	1.6	476	»	476	»	3,060,700	1.6

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l' valorim (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
		5	4	5	6	7	8	9	
5. — Fromages.									
Fromages autres que les fromages com- muns, etc.	10	13,644	23,966	1,637,321	1.70	6.8	20,201	103,968	
6. — Poissons, crustacés et mollusques.									
Poissons, crustacés et mollusques :									
Coquillages. Huitres.	6 c.	»	»	»	»	»	412	2,678	
Conserves. Caviar	216	1,954	3,170	292,984	1.60	9.2	1	95	
Conserves autres.	218 219						5,457	28,171	
Homards et langoustes	6 b.	»	»	»	»	»	189	1,812	
		1,934	3,170	292,984		9.2	6,059	32,756	
7. — Miel.									
Miel	11	2,338	1,617	422,888	0.70	26.1	989	2,198	
8. — Avoine.									
Grains : Avoine.	51 a.	138,687	26,697	4,160,611	0.20	15.6	135,448	79,996	
9. — Farines.									
Farines de froment.	53 b.	3,207	808	64,133	0.25	8	12,718	12,414	
Id. d'avoine	53 a.	644	132	25,743	0.20	19	1,008	1,728	
Id. de maïs	53 d.	239	45	5,172	0.20	11.5	1,287	1,509	
Id. non dénommées	53 f.	1,074	335	21,486	0.30	6.4	1,218	1,496	
		5,184	1,320	116,534		8.8	16,231	17,147	
10. — Malt.									
Malt	52	11,327	3,398	169,911	0.30	5	17,434	21,917	
11. — Pâtes alimentaires.									
Pâtes alimentaires	203	1,572	1,179	62,891	0.80	5.3	2,432	5,094	

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présümées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présümés.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		13	14	15	16	17	18	19	20
4 849,584	5.20	4.6		4,850,000	4.6	416	»	416	»	4,850,000	4.6
82,346	6.50	3		247,200	9.2						
457	95 »	0.5		2,500	2.6						
4,616,693	5.10	5.7		2,401,000	8.5		F. 360,000				
75,704	9.50	4.2		227,100	12.5						
1,775,200		5.4		2,877,800	8.8	1,102,600	360,000	742,600	»	2,517,800	7.6
353,899	2.20	16		395,600	18	41,701	»	41,701	»	395,600	18
8,042,665	0.60	10		8 042,660	10	— 5	»	»	5	8,042,660	10
254,375	1 »	2		234,400	2						
80,647	1.70	4.6		80,600	4.6						
23,748	1.20	1.6		23,750	1.6						
24,367	1.20	1.6		24,370	1.6						
385,137		2.2		385,120	2.2	— 17	»	»	17	385,120	2.2
1,046,489	1.30	4.7		2,410,700	11.1	1,394,211	610,200	784,011	»	1,830,500	8.3
194,599	2.10	3.8		206,700	4	12,101	6,100	6,001	»	200,600	3.9

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif. 2	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes). 3	Valeurs (en mille francs). 4	Droits de douane perçus (en francs). 5	Valeurs moyennes au kilo. 6	Pourcen- tage à valorem (col. 4-5). 7	Quantités (en tonnes). 8	Valeurs (en mille francs). 9	
12. — Légumes.									
Denrées alimentaires :									
Légumes frais à cosse	71 e., f., g.	»	»	»	»	»	6,285	3,626	
Légumes frais :									
Artichauts, etc.	66	»	»	»	»	»	81	367	
Asperges	71 a.	»	»	»	»	»	14	40	
Choux de toute espèce	71 c.	»	»	»	»	»	22,738	5,332	
Scaroles, chicorées frisées, etc. . .	71 h.	»	»	»	»	»	2,733	3,463	
Tomates.	71 i.	»	»	»	»	»	1,169	1,268	
Légumes conservés en boîtes ou en bouteilles	233	2,303	2,374	345,416	1 »	15	2,512	10,112	
Légumes secs autres	72	»	»	»	»	»	527	378	
		2,303	2,374	345,416		14.5	36,050	24,586	
13. — Fruits.									
Fruits :									
Amandes	74	541	937	189,487	1.80	20	1,229	7,037	
Bananes	76	2,118	1,185	105,919	0.10	9	3,030	3,518	
Citrons, limons et oranges	78	26,441	6,768	2,379,658	0.25	35	36,361	20,738	
Figues	80	2,646	1,639	238,141	0.60	15	2,486	3,590	
Fruits frais :									
Abricots, etc.	73	»	»	»	»	»	54	159	
Ananas.	75	50	127	15,019	2.50	12	36	160	
Cerises et griottes	77	»	»	»	»	»	120	232	
Concombres et cornichons	68	»	»	»	»	»	344	361	
Fraises.	81	»	»	»	»	»	27	79	
Melons.	84	»	»	»	»	»	67	89	
Poires	93	»	»	»	»	»	71	93	
Pommes	95	14,762	2,633	»	0.20	»	1,557	452	
Prunes de toute espèce	96	»	»	»	»	»	229	297	
Raisins	98	53	86	15,994	1.60	18.6	109	175	
Autres	99 a.	845	929	106,449	1.10	11.5	51	144	

du 1 ^{er} mai 1922 1923			Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).					Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
13,117	0.60	0.5	21,800	0.6		5,400				
9,710	4.50	2.4	40,500	11		20,200				
132	3 »	0.3	550	1.4		275				
151,827	0.20	3	253,000	5		»				
97,202	1.40	2.8	162,000	4.7		40,500				
42,307	1.10	3.4	70,400	5.6		»				
1,135,771	4 »	11	1,884,000	18		502,400				
»	0.72	»	120	»		»				
1,450,066		5.9	2,432,370	9.9	932,304	568,775	413,529	»	1,863,595	7.5
859,802	5.70	12	1,352,000	19		E 281,400				
454,496	1.10	13	454,500	13		E 90,900				
6,547,466	0.60	31	6,545,000	31		E 2,664,000				
447,854	1.40	12	447,500	12		»				
64,212	3 »	40	37,800	24		10,800				
43,040	4.50	27	43,000	27		»				
46,113	2 »	20	46,100	20		15,300				
41,307	1 »	11	41,300	11		»				
9,236	3 »	12	9,200	12		3,100				
33,718	1.30	37.9	33,700	37.9		»				
29,994	1.30	32.2	30,000	32.3		5,000				
116,512	0.30	25.8	83,000	18.8		8,500				
97,912	1.30	32.9	97,900	32.9		9,800				
131,001	1.60	74.9	135,000	77.1		22,500				
15,238	2.80	10.8	15,300	10.8		5,100				

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril	
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).
		3	4	5	6	7	8	9
13. — Fruits (suite).								
Fruits secs :								
Abricots	73 b.	241	250	25,277	1.40	10.4	94	689
Dattes	79	2,434	725	56,798	0.30	7.8	734	1,487
Marrons et châtaignes	83	963	259	24,082	0.30	9.3	916	657
Noisettes, noix communes, etc.	85 à 88	1,128	824	73,031	0.70	8.9	2,082	6,610
Noyaux d'abricots, etc.	89	51	52	5,074	1 »	9.8	14	49
Pêches et autres fruits à noyaux, etc.	91	»	»	»	»	»	5	20
Pistaches	92	»	»	»	»	»	1	30
Poires et autres fruits à pépins, etc.	94	»	»	»	»	»	5	9
Pommes	95 b.	1,833	596	56,137	0.30	9.4	168	663
Pruneaux	97	2,168	2,000	375,338	0.90	18.8	2,254	5,629
Autres	99 b.	7	9	936	1.30	10.4	1	2
		56,251	19,039	3,667,337		19.2	52,045	52,966
14. — Raisins secs.								
Raisins secs de Corinthes	98 b 2.	1,563	1,294	390,697	0.80	30.2	1,129	4,023
Raisins secs autres	98 b 1.	2,722	2,635	680,404	1 »	25.8	2,475	13,054
		4,285	3,929	1,071,101		27.2	3,604	17,079
15. — Café.								
Café torréfié	63, 248 249	133	222	13,294	1.60	6	17	210
16. — Cacao.								
Cacao en fèves, etc.	62, 221	11,620	20,335	»	1.75	»	10,006	33,222
Cacao préparé :								
Chocolat	223	1,015	2,293	304,576	2.20	13.3	363	2,662
Autre que le chocolat	220 à 222	226	470	67,909	2.10	14.4	533	2,424
		1,241	2,763	372,485		13.4	896	5,086

du 1 ^{er} mai 1922 1923			Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).					Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
45,347	7 30	6 6	51,700	7.5		E 8,800				
80,378	2 »	5.4	88,000	5.9		14,600				
91,646	0.70	13.9	91,600	13.9		»				
710,533	3.20	10.7	710,500	10.7		E 36,900 E 103,200				
5,422	3.50	11.1	5,400	11						
2,175	4 »	10.9	3,000	15						
2,564	30 »	8.5	3,200	10.6						
304	1.80	3.4	300	3.4						
53,293	3.90	8	53,300	8						
1,529,779	2.50	27.2	1,758,000	31.2						
141	2 »	7	1,400	70						
11,459,453		21.6	12,139,700	22.9	680,247	3 279,900	»	2,599,653	8,859,800	16.7
1,128,731	3.60	28	1,129,000	28						
2,474,241	5.30	19	2,970,000	22.7						
3,602,972		21	4,099,000	24	496,028	E 500,000	»	3,972	3,599,000	21
5,150	12.40	2.4	5,100	2.4	— 50	»	»	50	5,100	2.4
»	3.30	»	»	»	»	»	»	»	»	»
327,145	7.40	12.3	399,300	15		36,300				
480,216	4.50	19.7	613,000	25.2		»				
807,361		15.8	1,012,300	19.9	204,939	36,300	168,639	»	976,000	19.1

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif. 2	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes). 3	Valeurs (en mille francs). 4	Droits de douane perçus (en francs). 5	Valeurs moyennes au kilo. 6	Pourcen- tage à l' valorem (col. 4-5). 7	Quantités (en tonnes). 8	Valeurs (en mille francs). 9	
17. — Sucres.									
Sucres :									
Jus de betterave	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jus de canne	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bruts de betterave	»	»	»	15	»	»	2	2	
Bruts de canne	235 b 2.	157	43	40,054	0.30	93.1	890	869	
Sucres raffinés :									
Candis.	235 c 3.	2	1	510	0.50	51	19	22	
En pains, etc.	235 c 2.	46	16	12,145	0.30	75.9	2,849	3,396	
Vergeoises, etc.	235 c 4.	409	135	104,211	0.30	77.1	1,951	2,065	
Poudres blanches de fabrique.	233 c 1.	7	2	1,996	0.30	99.8	3,353	4,100	
Glucoses	236 a.	12	3	3,100	0.30	103.3	1,752	1,801	
Sucre interverti	236 c.	»	»	»	»	»	»	»	
Sirops de toute espèce, etc.	238 b.	243	87	61,840	0.30	71	286	3,505	
Autres produits assimilés, etc.	236, 239	23	8	5,824	0.30	72.8	161	1,346	
Sucres : Sirops et mélasses, etc.	237, 238	109	32	16,072	0.30	50.2	393	264	
		1,008	327	245,767		75	11,658	17,370	
18. — Thés.									
Thés	65	586	1,645	»	2.80	»	373	2,218	
19. — Épicerie.									
Épicerie :									
Cannelle	64 b.	82	137	14,724	1.70	10.7	154	479	
Cardamomes	64 a.	»	»	57	»	»	»	6	
Feuilles de laurier	64 d.	»	»	»	»	»	19	25	
Girofle	64 e.	18	28	3,570	1.50	12.6	26	181	
Macis	64 f.	7	31	4,078	4.40	13.1	17	143	
Moutarde préparée	250	19	19	2,314	1. »	12.1	119	179	
Noix de muscade	64 g.	111	178	22,345	1.60	12.5	130	789	

(1) L'augmentation ne provient pas du tarif mais de l'application incomplète de la loi du 6 février 1923 pendant la période du 1^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valours moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		13	14	15	16	17	18	19	20
»	»	»	»	»	»						
»	»	»	»	»	»						
661	1 »	33		1,300	65						
336,888	1 »	41		356,000	40.9						
7,462	1.20	33.9		7,600	34.5						
1,021,502	1.20	30		1,140,000	33.5						
780,592	1 »	37.8		780,400	37.7						
1,082,317	1.20	26.4		1,342,000	32.7						
615,385	1 »	34.1		700,800	38.9						
»	»	»		»	»						
114,469	12 »	3.2		171,600	4.8						
64,241	8.40	4.7		64,200	4.7						
89,332	0.70	33.8		157,200	59.5						
4,132,819		23.8		4,721,100	27.1	588,281 ⁽¹⁾	»	588,281	»	4,721,100	27.1
»	3.90	»		333,700	15.1	333,700	»	333,700	»	333,700	15.1
83,393	3.10	17.4		83,400	17						
842	»	14		800	13.3						
2,209	1.30	9.2		2,300	9.2						
15,515	7 »	8.5		15,500	8.5						
29,773	8.40	20.8		29,800	20.8						
42,669	1.50	23.8		42,700	23.8		14,230				
78,279	6 »	9.9		78,200	9.9						

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage au valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
19. — Épiceries (suite).									
Épiceries (suite) :									
Piments	64 h.	46	39	4 608	0.80	11 8	75	515	
Poivre	64 i.	335	500	67,026	1.50	13 4	343	1,263	
Safran	64 j.	2	202	8,808	101 »	4 3	2	767	
Sauces	251	86	105	13,827	1.20	15 1	132	804	
Truffes	69, 231	13	194	40,501	15 »	20.8	7	340	
Vanille	64 k.	9	286	32,417	32 »	11 3	19	1,298	
Non dénommées	64 l.	15	8	1,146	0.50	14.3	17	38	
		743	1,727	217,421		12 6	1,060	6,827	
20. — Huiles d'arachide et d'olive.									
Huiles végétales d'arachide	117	1,512	1,625	»	1 10	»	2,113	7,587	
Huiles végétales d'olive	117	2,018	3,564	»	1.75	»	1,242	6,606	
		3,530	5 189	»		»	3,355	14,193	
21 — Conserves.									
Conserves au sucre :									
Biscuits	207 a.	490	686	84,677	1 40	12.3	175	1,536	
Fruits confits, etc.	224, 227	712	998	116,279	1 40	11.6	976	2,390	
Fruits entiers ou divisés, etc. . . .	225	1,058	1,481	196,232	1.40	13.2	1,455	4,352	
Lait condensé	224 c.	»	»	»	»	»	283	881	
Miel artificiel	240	»	»	»	»	»	1	5	
Non dénommées	202 241 à 243 382, 443, 253 244 a. b., 254, 275	2,142	2,999	474,745	1 40	15 8	1,619	15,267	
Conserves à l'eau-de-vie	226, 242	1	2	1,664	2 »	83 2	1	10	
Conserves non dénommées	229 a. 230 a., 252, 256, 207 b., 258, 225 a., 232	658	846	79,007	1 30	9 3	1,421	5,900	
		5,061	7,012	952,604		13.5	5,931	30,341	
22. — Pain d'épice.									
Pain d'épice	208	55	44	9 945	0.80	22.6	19	95	

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923. 15	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13) 14	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté. 15	Réductions présu- mées en suite d'accords com- merciaux. 16	Résultat net.		Droits nets présu- més. 19	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-19). 20
Droits de douane perçus (en francs). 10	Valeurs moyennes au kilo. 11	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10). 12	Augmenta- tion. 17					Diminu- tion. 18			
22,555	6 90	4 3	45,000	8 7							
205,541	3 70	16 2	205,500	16 2							
22,604	383 50	2 9	22,600	2 9			E 11,300				
74,267	6 10	9 2	74,000	9 2							
63,006	46 50	18 7	70,000	20 5			21,000				
203,356	68 50	15 6	203,100	15 6							
5 067	2 20	13 3	5,100	13 4							
849,966		12 4	878,200	12 8	28,234	46,530	»	18,296	831,670	12 1	
»	3 60	»	211,300	2 8		»					
»	5 30	»	372,600	5 6		186,300					
»		»	583,900	4 1	583,900	186,300	397,600	»	397,600	2 8	
100,225	8 80	6 5	210,000	13 6		52,500					
396,107	2 40	16 5	1,269,000	53		292,800					
889,171	3 »	20 4	1,756,000	40 3		E 60,000 439,000					
77,436	3 10	8 8	169,800	19 2							
521	1 »	1	2,400	48							
1,150,690	9 40	7 5	1,619,000	10 6		161,900					
6,146	10 »	61 4	6,100	61							
511,922	4 50	8 7	568,000	9 6		71,050					
3,132,218		10 3	5,600,300	18 4	2,468,082	1,077,250	1,390,832	»	4,523,050	14 9	
10,024	5	10 5	12,300	13	2,276	3,800	»	1,524	8,500	9	

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l' valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
23. — Vinaigres et acide acétique.									
Vinaigres en bouteilles	270	1	1	343	1 »	34 3	16	61	
Vinaigres logés autrement qu'en bou- teilles	270	571	229	85,823	0 40	37 5	292	374	
Acide acétique cristallisé	307 a.	»	»	135	»	»	»	1	
		572	230	86 301		37 5	308	436	
24. — Sel.									
Sel raffiné	171	76,700	2,454	»	0 03	»	49,258	7,100	
25. — Féculs de pommes de terre.									
Féculs de pommes de terre	57 e.	10,000	2,510	»	0 25	»	10,000	10,000	
26. — Vins.									
Vins, moût en bouteilles, stérilisé, sans alcool	262	2	1	400	0 50	40	»	3	
Vins, moût en bouteilles, ne contenant pas plus de 21 % d'alcool	265	»	»	»	»	»	1	5	
Vins, moût logés autrement qu'en bou- teilles, ne contenant pas plus de 15 % d'alcool	265	»	»	»	»	»	»	»	
Vins, moût logés autrement qu'en bou- teilles, contenant plus de 15 % et pas plus de 21 % d'alcool	265	»	»	»	»	»	»	»	
Vins autres que moût en bouteilles, pré- parés, etc.	264 a.	967	3,383	580,200	3 50	14	514	2,030	
Vins autres que moût en bouteilles, mousseux	265 a.	3,119	10,916	1,871,400	3 50	17 1	3,576	43,362	
Vins autres que moût en bouteilles, non dénommés	265 a.	483	1,708	292,800	3 50	16 9	1,507	7,580	
Vins autres que moût logés autre- ment, etc., préparés, etc.	264 b.	127	102	76,200	0 80	74 7	2,384	5,366	
Vins autres que moût logés autre- ment, etc., ne contenant pas plus de 15 % d'alcool	265 b.	29,166	23,333	5,833,200	0 80	24 9	41,846	92,102	
Vins autres que moût logés autre- ment, etc., contenant plus de 15 % et pas plus de 21 % d'alcool	265 b.	1,463	1,172	424,850	0 80	36 2	7,149	15,262	
		1913 : « et moins de 24 % d'alcool ».							
		35,334	40,615	9,079,050		22 3	56,977	165,680	

du 1 ^{er} mai 1922 1923			Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présu- mées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présu- més.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10).					Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
56,030	3 80	91.8	56,000	91.8						
103,837	1.30	27.7	104,000	2.78						
950	»	95	1,000	100						
160,817		36.8	161,000	36.8	183	»	183	»	161,000	36.8
»	0 14	»	985,200	13.8	985,200	»	985,200	»	985,200	13.8
»	1 »	»	1,200,000	12	1,200,000	400,000	800,000	»	800,000	8
»	»	»	»	»						
1,800	5 »	36	1,800	36						
»	»	»	»	»						
»	»	»	»	»						
925,200	3 90	46.2	1,233,600	61.6		411,200				
6 436,800	12.10	14.8	8,582,400	19.8		2,860,800				
2,712,600	5 »	35.7	2,712,600	35.7		904,200				
4,291,200	2.25	79.9	4,291,200	79.9		1,430,400				
25,107,600	2.20	27.3	25,107,600	27.3		6,276,600				
6,863,000	2.13	44.9	6,863,000	44.9		E 2,092,600				
						E 1,300,000				
46 338,200		28	48,792,200	29.4	2,454,000	15,275,800	»	12,821,800	33,516,400	20.2

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril	
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l valorim col. 4-5	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).
	2	3	4	5	6	7	8	9
27. — Bières et autres boissons fermentées.								
Bières en bouteilles	259 b.	93	39	6,497	0.40	16.4	18	45
Bières logées autrement qu'en bouteilles.	259 a.	36,923	13,040	1,811,163	0.36	13.8	17,709	17,328
Autres boissons fermentées en bouteilles	260 a.	25	11	1,738	0.44	15.8	16	35
Autres boissons fermentées logées autrement, etc.	260 b.	222	89	13,336	0.40	14.9	405	175
		36 563	13,179	1,832,734		13.9	18,148	17 583
28. — Boissons distillées.								
Eaux-de-vie en bouteilles	266 c.	17	57	66,068	3.35	115.8	19	367
Eaux-de-vie logées autrement, etc.	266 a-b.	1,723	3,015	3,371,996	1.75	111.8	2,139	12,424
Liqueurs en bouteilles.	267	59	237	229,205	4 »	96.7	29	388
Liqueurs logées autrement, etc.	267	9	22	35,201	2.44	160	14	171
		1,808	3,331	3,702,470		111.1	2,201	13,550
29. — Eaux de source et eaux minérales.								
Eaux de source et eaux minérales, etc.	257 a.	11,411	4,168	»	0.36	»	5,210	3,551
30. — Boissons fabriquées au moyen de fruits secs.								
Boissons fabriquées au moyen de fruits secs	268	»	»	»	»	»	1	10
31. — Chicorée brûlée.								
Drogueries, Chicorée brûlée, etc	247	5,770	1,200	»	0.21	»	2,165	2,004
TOTAUX.		4,181,184 (1)	1,034,779 (1)	30,121,089 (1)		2.91	2,944,410 (1)	2,861,351 (1)

(1) Chiffres se rapportant aux importations totales (marchandises imposées et marchandises libres).

du 1 ^{er} mai 1922 1923			Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10).					Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
8,361	2.26	18.5	8 100	18						
5,312,696	0.98	30.6	5,313,000	30.6						
7,124	2.18	20.3	7,100	20.3						
122,461	0.43	69.9	122,400	69.9						
5,450,642		31	5 450,600	31	— 42	»	»	42	5,450,600	31
383,813	19.30	104.06	397,000	108.1		88,200				
20,510,677	5.80	165	20,511,000	165		1,025,500				
578,024	20.50	98.3	605,500	102.9		134,500				
268,895	12.20	157.2	292,000	170.7		64,880				
21,741,409		160.4	21,805,500	160.9	64.091	1,313,080	»	1,248,989	20,492,420	151.2
522,966	0.68	14.7	523,000	14.7	34	»	34	»	523,000	14.7
2,441	10 »	24.4	2,400	24	— 41	»	»	41	2,400	24
»	0.93	»	194,900	9.7	194,900	»	194,900	»	194,900	9.7
119,745,629 (¹)		4.18	134,069,500	4.68	14,323,871 + 14,324,026 — 155	23,731,533	7,286,725	16,694,389	110,337,965	3.89
							Différence :			
							— 9,407,664			

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril	
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à valorem (col. 4-5)	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).
	2	3	4	5	6	7	8	9

III. — Matières brutes

1. — Métaux.

Métaux :

Aluminium en tôles, etc.	992 b.	13	51	739	3.40	1.4	74	638
Aluminium en pièces simplement cou- lées	997	4	17	837	4.20	4.9	4	55
Fonte brute	867	579,388	46,351	1,158,776	0.08	2.5	285,314	97,782
Fer ébauché et massiaux	872	213	26	639	0.12	2.4	238	98
Acier fondu brut.	873	6,028	693	18,084	0.11	2.5	2,434	1,000
Acier fondu dégrossi. Billettes et lar- gets	874 b.	20,962	2,652	125,771	0.12	4.7	17,807	6,510
Acier fondu dégrossi. Brames et blooms	874 a.	54,390	6,527	217,862	0.12	3.3	81,399	23,591
Or non ouvré autre qu'en masses, etc.	866	»	»	»	»	»	1	1,259
Argent non ouvré autre qu'en masses, etc.	865	»	»	»	»	»	6	1,707
Fer-blanc (fer étamé) non ouvré . .	883 b.	12,421	4,844	»	0.39	»	12,981	20,519

		673,421	61,121	1,522,408		2.49	400,258	153,159
--	--	---------	--------	-----------	--	------	---------	---------

2. — Pierres.

Pierres. Ardoises pour toitures . . .	786 b.	8,618	645	105,301	0.07	16.3	1,083	518
---------------------------------------	--------	-------	-----	---------	------	------	-------	-----

3. — Essences de pétrole.

Résines, etc. Bitumes. Huiles de pé- trole, etc. Huiles raffinées, etc., inférieures à 0.77, etc.	195 b	73,660	18,415	»	0.25	»	73,661	75,314
---	-------	--------	--------	---	------	---	--------	--------

4. Levure et levain.

Levure et levain de brasserie.	255	149	75	14,916	0.50	19.8	15	72
Levure et levain de distillerie . . .	255						35	140
		149	75	14,916		20	50	212

5. Fleurs coupées.

Végétaux. Fleurs coupées.	126	466	380	»	0.81	»	466	1,518
-----------------------------------	-----	-----	-----	---	------	---	-----	-------

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).	Augmenta- tion.					Diminu- tion.			
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	

ou simplement préparées.

14,774	8.60	2 3	36,260	5.6						
3,618	13.70	6.5	5,000	9						
1,141,274	0 34	1 1	1,711,800	1 7		285,000				
1,429	0.41	1.4	2,100	2.1		350				
14,606	0 41	1.4	21,900	2 1		3,650				
213,684	0.36	3 2	320,500	4 9		53,400				
651,191	0.28	2.7	976,800	4.1		162,800				
»	1259 »	»	15,700	1 25						
»	284.50	»	21,300	1.25						
»	1.58	»	1,363,000	6 6						
2,040,576	»	1.3	4,474,360	2.9	2,433,784	505,200	1,928,584	»	3,960,160	2.59
10,856	0.47	2.1	19,500	3.7	8,644	»	8 644	»	19,500	3.7
10,130,640	1 »	13.3	20,261,000	26.6	10,130,360	»	10,130,360	»	20,261,000	26.6
4,466	4 80	6.2	4,500	6.2						
10,629	4 »	7.5	10,600	7.5						
15,095		7.1	15,100	7.1	5	»	5	»	15,100	7.1
»	3.25	»	932,000	61.3	932,000	»	932,000	»	932,000	61.3

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril	
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage de la valeur (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).
	2	3	4	5	6	7	8	9
6. Houblon.								
Houblon	131	3,164	11,286	»	3 60	»		13,549
7. Essence de térébenthine.								
Résines. Térébenthine.	122	9,777	7,144	»	0 73	»	2,868	15,026
8. Tabacs.								
Tabacs non fabriqués, non écôtés	277 a.	9,215	14,238	5,081,108 1,382,250	1 50	45 3	21,068	95,481
Tabacs non fabriqués, écôtés.	277 b.	427	853	320,750 64,050	2 »	45	427	3,062
Tabacs non fabriqués, côtes de tabac.	277 c.	»	»	»	»	»	»	»
		9,642	15,093	6,848,158		45.4	21,493	98,543
9. — Bois.								
Bois de chêne et de noyer en grume ou non sciés	633	47,970	3,448	53,667	0 06	1 7	46,127	5,871
Bois de chêne et de noyer simplement refendus	633	1,486	195	1,651	0 13	0 8	12,172	2,730
Bois de chêne et de noyer sciés	638-640	146,348	15,596	163,608	0.10	1	147,403	32,583
Bois de construction autres, etc., en grume ou non sciés	633	242,417	11,995	346,307	0.05	2.8	53,142	5,972
Bois de construction autres, sciés. Poutres	638	34,931	3,232	93,209	0.09	2 8	15,859	5,657
Bois de construction autres, sciés. Traverses pour voies ferrées.	639	662,000	59,916	5,389,849	0 09	8 9	34,852	7,037
Bois de construction sciés, autres	638-640						784,142	235,368
Bois de construction rabotés	647	1,336	199	16,031	0 15	8	3,079	1,799
Bois d'ébénisterie autres, etc., en grume ou non sciés	633	9,827	1,429	9,827	0.14	0 6	6,744	3,407
Bois d'ébénisterie autres, etc., sciés. Poutres	638-640	4,346	690	26,074	0 15	3.7	152	70
Bois d'ébénisterie autres, etc., sciés, autres que les poutres	638-640						3,381	2,342
Bois d'ébénisterie, rabotés	647	908	601	8,166	0.66	1.3	236	366
Perches et pièces de bois en grume, etc.	634	308,490	9,829	421,387	0 03	4 2	111,005	9,280
		1,460,059	106,830	6,529,776		6.1	1,220,294	332,432

(1) L'augmentation ne provient pas du tarif mais de ce que la loi du 6 février 1923 n'a été appliquée que pendant une partie de la période du 1^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).	Augmenta- tion.					Diminu- tion.			
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
»	5.15	»	1,050,800	7.7	1,050,800	»	1,050,800	»	1,050,800	7.7	
»	5.20	»	430,200	2.8	430,200	E 143,400	286,800	»	286,800	1.7	
{ 14,876, 262 16,854, 400	4.50	33.2	25,281,600 16,854,400	44.1							
{ 603, 788 341, 600	7.10	30.8	1,024,800 341,600	44.6							
15	»	»	»	»							
32,676,065		33.1	43,502,400	45.1	10,826,335	»	10,826,335 ⁽¹⁾	»	43,502,400	45.1	
102,649	0.12	1.7	153,700	2.6							
27,049	0.22	0.9	40,500	1.4							
491,985	0.35	0.9	2,456,000	4.6							
157,592	0.10	2.6	236,300	3.3							
103,565	0.35	1.8	126,700	2.2							
278,917	0.20	3.9	418,000	5.9							
14,412,983	0.29	6.2	15,683,000	6.6							
114,033	0.58	6.3	323,300	17.9							
18,407	0.50	0.5	18,400	0.5							
1,236	0.46	1.7	1,200	1.9							
81,232	0.69	3.5	81,000	3.4							
10,749	1.60	3	24,780	6.8							
304,177	0.08	3.2	456,000	4.9							
16,106,574		4.9	20,018,880	6	3,912,306	»	3,912,306	»	20,018,880	6	

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril	
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).
	2	3	4	5	6	7	8	9
10. — Tresses pour la fabrication des chapeaux.								
Tresses pour la fabrication des cha- peaux, en coton, etc.	1178	18	107	5,387	5.90	5	8	611
11. Matières animales.								
Matières animales. Cire brute	13	1,169	4,343	»	3.70	»	413	1,948
Matières animales non dénommées . .	Divers.	31,903	18,138	»	0.57	»	15,077	30,064
		33,072	22,481	»		»	15,490	32,012
12. Drogueries.								
Drogueries. Éponges	37	84	963	»	11.40	»	77	2,941
Drogueries non dénommées	134 - 117 120 - 126a. 201 - 448 380	29,234	13,618	»	0.46	»	8,640	22,376
		29,318	14,581	»		»	8,717	25,517
13. Écorces à tan.								
Écorces à tan	141 b.	11,170	894	»	0.08	»	1,832	687
14. Superphosphates de chaux.								
Superphosphates de chaux	392	28,012	1,401	»	0.03	»	37,516	6,096
15. Drilles et chiffons.								
Drilles et chiffons	605	67,117	12,649	»	0.19	»	36,437	18,805
16. Matières textiles.								
Matières textiles non dénommées . .	»	7,937	2,840	»	0.36	»	4,042	5,881
17. Peaux d'oiseaux.								
Peaux d'oiseaux décolorées, etc. . .	33 - 34 627	18	262	»	14.50	»	28	1,787
18. Charbon de bois.								
Charbons de bois	»	415	37	»	0.09	»	525	132
TOTAUX.		26,740,483 (1)	2,643,478 (1)	15,472,135 (1)		0.58	19,369,983 (1)	4,112,127 (1)

(1) Chiffres se rapportant aux importations totales, marchandises imposées et marchandises libres.

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
29,596	76 »	4.8	30,500	5	904	»	904	»	»	30,500	
»	4.70	»	12,400	0.64							
»	2 »	»	»	»							
»		»	12,400	0.04	12,400	»	12,400	»	»	12,400	0.04
»	38 »	»	5,800	0.2							
»	2 60	»	»	»							
»		»	5,800	0.02	5,800	»	5,800	»	»	5,800	0.02
»	0 37	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	0 16	»	562,700	9.2	562,700	187,600	375,100	»	»	375,100	6 4
»	0.51	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1.45	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	64 »	»	89,350	5	89,350	»	89,350	»	»	89,350	5
»	0.25	»	15,700	11.9	15,700	»	15,700	»	»	15,700	11.9
61,009,402 (1)		1.48	91,420,690	2.22	30,411,288	836,200	29,575,088	»	»	90,584,490	2.20

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à la valeur (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
	2	3	4	5	6	7	8	9	

IV. — Produits

1. — Savons.

Savons de parfumerie	457	549	752	88,006	1.40	11.7	2,063	9,635
Savons autres que les savons de parfumerie, durs, etc.	457 b.	944	652	56,663	0.77	8.6	1,434	3,025
Savons autres que les savons de parfumerie, mous	457 b., 458	357	136	21,412	0.38	15.7	514	463
		1,850	1,540	166,081		10.8	4,011	13,123

2. — Bougies.

Bougies (y compris les cierges et les chandelles).	455	329	363	32,915	1.40	9	75	229
--	-----	-----	-----	--------	------	---	----	-----

3. — Parfumeries.

Parfumeries alcooliques	448, 449, 452	83	1,202	277,526	14.50	23.1	50	2,791
Parfumeries autres que les parfumeries alcooliques.	104, 142, 448, 449, 452	172	983	147,565	5.70	15	278	9,652
		255	2,185	425,091		19.5	328	12,443

4. — Produits chimiques.

Produits chimiques :

Acétate de chaux	323 b.	»	»	»	»	»	202	285
Acétate de méthyle	364	»	»	»	»	»	»	»
Acétate de soude.	323 f.	»	»	»	»	»	1	2
Acétone	363	»	»	»	»	»	67	396
Acide carbonique liquéfié	292	1,468	572	73,422	0.39	12.8	1,309	916
Acide chlorhydrique.	307 c.	»	»	»	»	»	102	76
Acide nitrique	307 g.	»	»	»	»	»	4 162	3,519
Acide sulfureux et sulfurique	291, 307 m.	»	»	»	»	»	7,018	2,215
Aluns	322	»	»	»	»	»	236	164
Ammoniaque anhydre	294	»	»	»	»	»	45	83
Carbonates de potasse	310	»	»	»	»	»	909	1,510
Carbonate de soude	313 et 314	21,293	1,916	»	0.09	»	42,073	13,959
Chloroforme	369	»	»	»	»	»	5	36

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		15	16	17	18	19	20		

fabriqués.

1.057.839	4.30	11	1,058,000	11		6,160					
172,209	2.10	5.7	258,000	8.5		86,000					
61,725	0.90	13.4	77,000	16.6		25,700					
1,291,773		9.9	1,393,000	10.6	101,227	117,860	»	16,633	1,275,140	9.7	
30,675	3 »	13.4	27,800	12.1	— 2,875	»	»	2,875	27,800	12.1	
888,637	55.80	31.8	889,000	31.8		88,900					
1,651,710	34.70	17.1	1,641,000	17		410,210					
2,540,347		20.4	2,530,000	20.4	— 10,347	499,110	»	509,457	2,030,890	16.3	
»	1.40	»	»	»		»					
»	»	»	»	»		»					
»	2 »	»	»	»		»					
»	5.90	»	10,000	2.5		»					
327,131	0.70	35.9	392,700	42.6		65,450					
»	0.75	»	1,500	2		»					
»	0.85	»	374,600	10.6		»					
»	0.31	»	105,000	4.7		52,500					
»	0.70	»	7,000	4.3		»					
»	1.84	»	16,200	19.5		5,400					
»	1.66	»	54,400	3.6		13,625					
»	0.33	»	631,000	4.5		631,000					
»	7.20	»	»	»							

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l' valorim (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
4. — Produits chimiques (suite) :									
Produits chimiques (suite) :									
Chlorure de chaux	315 c.	»	»	»	»	»	3,976	1,177	
Chlorure de potasse raffiné.	315 n.	»	»	»	»	»	108	69	
Créosote, carbonate de créosote	374	»	»	»	»	»	3	45	
Éther acétique	365	»	1	23	»	2.3	2	7	
Éther sulfurique	367	1,609	1,139	80,469	0.70	7	22	56	
Gaiacol, carbonate de gaiacol	375	»	»	»	»	»	»	11	
Hydrogène liquide	288	»	»	»	»	»	22	6	
Hyposulfite de potasse	320 b.	»	»	»	»	»	1	1	
Hyposulfite de soude	320 c.	»	»	»	»	»	156	106	
Lithopone.	420	»	»	»	»	»	538	535	
Minium	415	»	»	»	»	»	371	770	
Nitrate de potasse	334, 394	»	»	»	»	»	3,814	3,443	
Oxygène liquide	289	»	»	»	»	»	13	15	
Potasse caustique	308, 309	»	»	»	»	»	4,835	3,694	
Silicate de potasse	338	»	»	»	»	»	116	37	
Silicate de soude	338	»	»	»	»	»	880	203	
Soude caustique	311, 312	»	»	»	»	»	13,170	11,586	
Sulfate d'alumine	321 a.	»	»	»	»	»	2,215	357	
Sulfate de cuivre	321 c.	»	»	»	»	»	19	28	
Sulfate de fer	321 d.	»	»	»	»	»	109	33	
Sulfate de potasse	321 g.	»	»	»	»	»	109	89	
Sulfate de soude	321 h.	66,983	3,349	»	0.05	»	20,078	5,714	
Sulfites de potasse	320 b.	»	»	»	»	»	13	25	
Sulfites de soude	320 c.	42	6	»	0.14	»	548	206	
Sulfure de soude	319 d.	»	»	»	»	»	166	117	
Trioxyméthylène.	361	»	»	»	»	»	1	9	
Sulfate d'ammoniaque	321, 389	17,763	6,013	»	0.34	»	2,626	2,916	
Produits chimiques non dénommés	Sect. III et V	241,988	49,931	»	0.21	»	222,291	85,822	
		351,146	62,927	133,914		0.24	332,331	140,738	

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10).	Augmenta- tion.					Diminu- tion.			
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
»	0.30	»	59,700	5.1		29,850					
»	0.64	»	3,200	4.6							
»	15. »	»	2,250	5							
642	3.50	9.1	300	4.2							
5,437	2.50	9.6	3,300	6							
»	»	»	550	5							
»	0.27	»	4,900	81		650					
»	1 »	»	30	3							
»	0.68	»	3,500	3.3							
»	1 »	»	24,200	4.5							
»	2.10	»	27,800	3.6							
»	0.90	»	»	»							
»	1.15	»	3,900	26		1,365					
»	0.76	»	386,800	10.5							
»	0.32	»	4,300	11.6							
»	0.23	»	33,000	16.25							
»	0.88	»	526,800	4.5		263,400					
»	0.38	»	33,200	3.9							
»	1.47	»	1,400	5							
»	0.30	»	1,600	4.8							
»	0.81	»	3,300	3.7							
»	0.28	»	301,000	5.3		60,200					
»	1.92	»	400	1.6							
»	0.37	»	12,300	6							
»	0.70	»	7,500	6.4							
»	9 »	»	2,500	27.7							
»	1.11	»	118,200	4							
»	0.38	»	200,000	0.23							
333,210		0.23	3,358,430	2.3	3,025,220	1,123,440	1,901,780	*	2,234,990	1.5	

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril	
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).
		3	4	5	6	7	8	9
5. — Liquides alcooliques.								
Liquides alcooliques :								
Alcools amyliques	356	4	4	3,064	1 »	306	4	42
Méthylène	357	»	»	613	»	»	»	5
Alcool méthylique	358	4	4	3,041	1 »	304	6	87
Vernis à l'alcool	431 a	4	14	10,299	3.50	73.5	6	107
Non dénommés	269, 356 359	39	316	87,813	8 »	27.8	100	2,666
		45	332	104,830		31.6	113	2,877
6. — Huiles.								
Huiles végétales de coco	417	3,834	4,313	»	1.12	»	13,162	43,534
Huiles végétales de coton	417	6,820	5,954	»	0.87	»	764	2,529
Huiles végétales de lin	417	8,213	4,919	»	0.60	»	668	1,733
Huiles végétales de palme et de palmiste	417	7,549	6,945	»	0.92	»	3,881	7,895
Huiles végétales de ricin	417	377	266	»	0.70	»	258	551
Huiles végétales non dénommées	417	12,067	6,585	»	0.55	»	10,269	26,863
		38,860	28,982	»		»	29,002	83,105
7. — Teintures et couleurs.								
Teintures et couleurs :								
Bleu d'outre-mer	424	»	»	»	»	»	200	1,147
Céruse et blanc de zinc	413, 419	»	»	»	»	»	3,711	6,592
Extraits tannants, etc.	400	»	»	»	»	»	2,879	3,153
Laques et vernis, etc.	431 b	1,506	2,862	»	1.90	»	836	4,429
Noir de fumée, noir minéral	422	»	»	»	»	»	1,102	1,609
Couleurs préparées n. sp. t.	431 à 434, 436	»	»	»	»	»	1,918	6,723
Teintures et couleurs non dénommées	Section V	83,606	41,074	»	0.50	»	28,658	65,182
		85,112	43,936	»		»	39,304	88,835
8. — Tabacs fabriqués.								
Cigares	278 a	31	981	182,963	32 »	18.6	19	1,482
Cigarettes	278 b	66	2,477	396,356	37.50	16	51	3,359
Tabacs à mâcher, à fumer, etc.	278 d, e	96	481	115,534	5 »	24	74	922
Tabacs fabriqués non dénommés	278 f, g	4	3	1,041	5 »	34.7	7	56
		194	3,942	695,894		17.9	151	5,819

(*) Cette augmentation ne provient pas du tarif mais du fait que la loi du 6 février 1923 n'a été appliquée que pendant une partie de la période du 1^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
19	11	12		15	14	15	16	17	18	19	20
16,470	12 »	137		1,500	12.5		250				
1,386	»	27.7		»	»		»				
32,618	14.50	39.8		900	1		150				
52,825	18 »	49.4		7,200	6.5		»				
750,781	27 »	28		750,000	28		»				
854,080		29.6		759,600	26.4	— 94,480	400	»	94,880	759,200	26.4
»	3.30	»		2,369,000	5.4		»				
»	3.30	»		76,400	3		»				
»	2.60	»		66,800	3.8		»				
»	2 »	»		232,900	2.9		»				
»	2.10	»		25,800	4.7		»				
»	2.60	»		1,026,900	3.8		»				
»		»		3,797,800	4.5	3,797,800	»	3,797,800	»	3,797,800	4.5
»	5.70	»		60,000	5.2		»				
»	1.80	»		278,300	4.2		»				
»	1.10	»		43,200	1.4		21,600				
»	5.30	»		251,000	5.6		»				
»	1.46	»		»	»		»				
»	3.50	»		202,000	3		»				
»	2.27	»		1,000,000	1.5		100,000				
»		»		1,834,500	2.1	1,834,500	121,600	1,712,900	»	1,712,900	1.9
226,528	78 »	15.3		228,000	15.3		»				
663,833	66 »	19.7		612,000	18		»				
207,742	12.50	22.5		296,000	32		»				
16,575	8 »	20.6		16,800	29.6		»				
1,114,678		19.1		1,152,800	19.8	38,122 (1)	»	38,122	»	1,152,800	19.8

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ou valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
9. — Peaux.									
Peaux vernies, laquées, teintes ou maro- quinées	463, 465 à 467	839	10,488	251,704	12.50	2 4	vernies 235 autres 691	19,171 33,449	
Peaux autrement préparées	468	1,097	5,954	165,200	5 40	2 8	1,019	16,957	
		1,936	16,442	416,904		2.5	1,945	69,577	
10. — Pelleteries.									
Pelleteries apprêtées	489	131	8,934	39,369	68 »	0.44	176	32,303	
11. — Chaussures.									
Chaussures	1154, 1156, 1157, 1158	855	6,353	635,377	7 40	10	765	20,579	
12. — Gants de peau.									
Gants de peau	476	19	693	69,271	36.40	10	16	2,530	
13. — Maroquinerie.									
Maroquinerie	487	149	1,798	269,836	12 »	15	54	2,599	
14. — Pelleteries ouvrées.									
Pelleteries ouvrées.	490	11	292	29,569	26.50	10	15	1,316	
15. — Ouvrages en peaux non dé- nommés.									
Ouvrages en peaux non dénommés . . .	465, 472, 473, 474, 477, 478, 479, 480, 484, 485, 486, 488	272	1,011	101,077	3.70	10	309	4,159	
16. — Fils.									
Fils de laine cardée, non tors et non teints	512	45	220	2,270	5 »	1	151	1,852	
Fils de laine cardée, tors ou teints . .	512	314	1,601	15,699	5 »	1	232	2,586	
Fils de laine peignée, simples non teints.	513	241	1,503	36,079	6.20	2 4	850	21,630	
Fils de laine peignée, simples teints	513	67	457	13,355	6.80	2.9	106	3,246	
Fils de laine peignée, retors non teints	513	204	1,370	40,887	6.70	3	872	23,540	
Fils de laine peignée, retors teints . .	513	81	590	20,344	7.30	3.4	362	11,689	

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		15	11	15	16	17	18	19	20
293,863	81.50	1.5		881,200	4.6		293,700				
706,803	49 »	2.1		1,413,600	4.2		141,400				
594,942	16.50	3.5		815,000	4.8		»				
1 595,608		2.3		3,109,800	4.4	1,514,192	435,100	1,079,092	»	2,674,700	3.8
1,659 211	183 »	5.1		1,615,100	5	— 44,111	538,300	»	582,411	1,076,800	3.3
2,059,670	26.90	10		3,086,900	15	1,027,230	205,800	821,430		2,881,100	14
374,550	158 »	15		375,000	15	450	125,000	»	124,550	250,000	9.8
445,735	48 »	17.1		519,800	20	74,065	129,900	»	55,835	389,900	15
269,041	88 »	20		269,000	20	— 41	26,900	»	26,941	242,100	18.4
419,642	13.40	10		415,900	10	— 3,742	»	»	3,742	415,900	10
19,078	12 »	1		22,600	1.2						
29 044	11 »	1.1		58,000	2.2						
318 412	25.50	1.5		382,500	1.8						
53,069	30 50	1.6		63,600	2						
435,975	27 »	1.9		523,200	2.2						
925 336	32.50	1.9		271,500	2.3						

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif. 2	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
		5	4	5	6	7	8	9	
16. — Fils (suite) :									
Fils de poils de chèvre, etc., non tors et non teints	512	57	183	2,819	3 20	1.5	26	523	
Fils de poils de chèvre, etc., tors ou teints	513	20	68	1,001	3.40	1.5	6	153	
Fils de coton, simples ou retors, écrus ou blanchis.	534 à 536	2,531	9,728	350,684	3 80	3.6	1,367	25,656	
Fils de coton, simples ou retors, teints ou ourdis	534 à 536, 538	250	942	40,128	3 80	4.2	182	3,788	
Fils de coton mélangé d'au moins 20% de laine, etc.	534 à 536, 538	52	194	2,620	3.70	1 3	9	95	
Fils préparés pour la vente au détail :									
Fils de coton.	539	315	1,456	161,604	4.60	11.1	371	16,224	
Fils de laine	514	117	703	64,262	6 »	9 1	125	4,701	
Fils de lin.	563	35	144	12,662	4 »	8.7	56	2,647	
Fils de soie	498 a.	2	86	7,191	43 »	8.3	1	373	
Fils de bourre de soie, etc.	498 b.	5	116	11,403	23 »	.	5	706	
Fils de chanvre, etc.	563	87	182	17,355	2.10	9.5	114	985	
Fils de soie non préparés pour la vente au détail.	494 à 497	169	3,577	»	21 10	»	188	10,324	
Fils de lin, etc., non tors et non teints .	539 à 562	12,521	49,457	»	3.90	»	4,579	26,330	
Fils de lin, etc., tors ou teints	539 à 562	280	1,139	»	4.10	»	183	891	
		17,393	73,716	800,363		1 08	9,785	157,939	
17. — Tissus.									
Tissus de laine :									
Châles et écharpes	516	18	169	15,846	9 »	9 3	5	167	
Couvertures	517	»	»	»	»	»	179	3,338	
Passementerie et rubanerie	522	18	135	14,572	7 60	10.8	6	238	
Tapis de laine : tapis de pied	523	177	1,620	240,572	9 »	13	363	10,374	
Tapis de laine : tapis de table. . . .	524	3	34	4,614	11 »	13.5	1	28	
Tapissiererie de laine	525	2	29	4,380	14.50	15	4	250	
Tissus de laine pesant moins de 200 gr. par mètre carré	527, 528 a. b.	326	4,098	581,821	12 »	14.2	465	26,958	
Tissus de laine autres	515, 518, 519, 520, 521, 526, 527, 528	3,748	19,214	2,043,489	5 »	10.6	3,400	128,661	
		4,292	25,299	2,875,294		11.3	4,423	170,014	

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		13	14	15	16	17	18	19	20
3,912	20 »	0.7		11,700	2.2						
908	25.50	0.6		3,600	2.4						
796,549	18 »	3.1		880,000	3.4						
129,061	20 »	3.4		143,000	3.7						
1,821	10.50	1.9		2,000	2.1						
790,485	43 »	4.8		800,000	4.9						
275,385	37 »	5.9		275,000	5.9						
89,399	47 »	3.3		90,000	3.4						
14,648	373 »	3.9		14,600	3.9						
53,897	141 »	7.6		54,000	7.6						
92,108	8.60	9.3		138,000	14						
»	55 »	»		211,500	2						
»	5.75	»		572,400	2.2		429,300				
»	4.90	»		30,500	3.4		30,500				
3,329,087		2.1		4,547,700	2.9	1,218,613	459,800	758,813	»	4,087,900	2.5
21,995	33 »	13.1		22,000	13.1						
267,429	18 »	8		374,000	11.2						
25,347	39 »	10.6		20,100	8.4						
2,079,987	28.50	20		2,178,000	21						
3,996	28 »	14.2		6,000	21.4						
49,546	62.50	20		50,000	20						
2,098,135	58 »	7.8		2,557,000	9.4		340,900				
8,779,561	38 »	6.8		12,240,000	9.5		240,000				
13,325,996		8.4		17,447,100	10.2	4,121,104	580,900	3,540,204	»	16,866,200	9.9

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l' valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
		2	3	4	5	6	7	8	9
17. Tissus (suite) :									
Tissus de soie :									
Passementerie et rubanerie	501, 502, 503	92	717	102,142	132 60	14 2	106	16,603	
Tapis de pied et tapisseries	506	»	»	»	»	»	»	30	
Tulles et dentelles	500, 504	8	353	41,990	44 40	11 8	19	3,494	
Tissus de soie, autres	499, 504, 505, 508, 509	332	13,512	1,790,534	40 60	13 2	774	127,882	
		362	14,582	1,934,666		14	899	148,009	
Tissus de coton unis, etc., écrus	540, 541	77	337	40,003	4 40	11 8	356	6,479	
Tissus de coton unis, etc., blanchis	540, 541	574	3,027	430,909	5 20	14 2	781	21,713	
Tissus de coton unis, etc., teints	540, 541	1,798	10,878	1,367,531	6 »	12 3	1,836	62,568	
Tissus de coton unis, etc., imprimés	540, 541	700	4,396	509,567	6 30	11 6	874	26,938	
Tissus de coton unis, etc., fabriqués, etc.	540, 541	56	340	42,049	6 »	12 3	113	3,777	
Tissus de coton unis, etc., pesant moins de 3 kil. les 100 m. c.	542	44	206	23,314	4 70	11 3	31	764	
Tissus de coton : velours de coton	555	241	1,775	196,414	7 30	11	196	7,992	
Tissus de coton, piqués, basins, etc.	543	228	1,570	247,862	6 90	15 8	257	11,089	
Tissus de coton : tulles et dentelles	548, 554	618	4,946	608 197	Tulles : 4 10 Dentelles : 21 »	15 2 Exemptes et 15	487	21,112	
Tissus de coton : passementerie	551	144	1,245	190,482	8 60	13	61	2,950	
Tissus de coton autres	544, 545, 546 547, 549 550 552, 553, 556 557, 558	1,013	12,601	1,856,521	9 10 13 40	13 4 15	549	26,339	
		5,493	41,321	5,512,849		13 3	5 541	191,721	
Tissus de lin, etc. :									
Tissus de jute, écrus, etc.	574	54	65	4,496	1 20	6 9	40	226	
Toiles unies, etc., écruës, etc.	570	4	14	1,415	3 50	10	1	15	
Toiles unies, etc., blanchies, etc.	570	10	74	7,447	7 40	10	1	72	
Toiles unies, etc., teintes	570	7	29	2 859	4 10	10	»	1	
Passementerie et rubannerie	566	12	56	5,609	4 60	10	2	62	
Tulles et dentelles	565	16	266	26,591	16 60	10	1	34	
Autres	564, 567, 568 569, 570, 571 572 573, 577 564.	488	1,982	216,033	4 10	10	207	3,652	
		591	2,486	264,450		10 6	252	4,062	

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présu- més.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		15	13	15	16	17	18	19	20
2,496,233	156 »	15		2,496,000	15		332,000				
6,093	»	20		6 000	20		»				
524,100	184 »	15		524,100	15		69,880				
19,195,629	165 »	15		19,196,000	15		2,559,400				
22,222,055		15		22,222,100	15	45	2,961,280	»	2,961,235	19,260,820	13
503,225	18 »	7.7		603,200	9.3						
1,657,916	27 »	7.6		2,148,000	9.8						
4,400,000	34 »	7		5,875,000	9.3						
1,940,839	31 »	7.2		2,534,600	9.4						
240,298	33 »	6.3		310,700	8.2						
61,411	25 »	8		61,400	8						
546,546	41 »	6.8		862,400	10.7						
1,010,761	43 »	9.1		1,011,000	9.1						
2,017,418	Tailles : 44 » Dentelles : 48 »	6.9 15		2,017,000	Tailles : 6.9 Dentelles : 15						
248,443	48 »	8.4		248,000	8.4						
3,473,408	33 » 59 »	8.9 15		3,424,000	13						
16,100,265		8.3		19,097,300	9.9	2,997.035	»	2,997,035	»	19,097,300	9.9
10,806	5.60	4.7		14,700	6.5						
1,111	15 »	7.4		1,500	10						
9,318	72 »	12.9		7,200	10						
115	»	10		100	10						
6,050	31 »	10		9,300	15						
4,409	34 »	12.9		5,100	15						
337,123	17.60	10		365,000	10						
368,934		9.08		402,900	9.9	33,966	»	33,966	»	402,900	9.9

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l' valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
17. — Tissus (suite):									
Tissus :									
Linoléum	582	2,374	6,234	289,133	2.60	4.6	3,792	15,550	
Toiles cirées	584	741	2,984	248,279	4 »	8.3	1,373	12,197	
		3,115	9,218	537,412		5.8	5,163	27,747	
Broderies à la main	625	1	21	4,125	21 »	20	»	35	
Pégamoïd et produits similaires . .	583	20	72	15,546	3.40	21.6	30	692	
Tissus non dénommés	575 à 577 579 c, 580 581, 586, 587	1,402	1,979	198,249	1.40	10	1,070	10,177	
		1,423	12,072	217,920		10.5	1,100	10,904	
18. — Bonneterie.									
Habilllements, etc. :									
Bonneterie de coton	606	423	4,185	611,975	9.90	14.6	644	31,196	
Bonneterie de laine	607, 608	250	2,526	359,774	10 »	14.2	243	16,642	
Bonneterie de soie pure, etc. . . .	609	13	424	65,488	32.60	15.3	66	8,259	
Bonneterie non dénommée.	610	3	29	3,150	9.70	10.8	3	325	
		689	7,164	1,040,387		14.5	956	56,423	
19. — Casquettes et chapeaux.									
Casquettes et bérets	617	59	336	49,081	5.70	14.5	6	392	
Chapeaux non garnis	614	144	1,223	122,351	8.40	10	106	5,606	
Chapeaux garnis pour femmes . . .	616	12	234	40,551	19.50	17.3	5	555	
Chapeaux pour hommes	615	161	1,913	248,703	11.80	1	97	8,060	
		376	3,706	460,686		12.4	214	14,613	
20. — Lingerie et vêtements.									
Lingerie	620, 622 623, 631 612	379	3,231	528,478	8.50	16.3	182	8,480	
Vêtements pour femmes	612	165	2,946	535,795	17.80	18.2	87	7,845	
Vêtements pour hommes	611	121	1,382	193,522	11.40	14	163	4,264	
		665	7,559	1,257,795		16.6	432	20,589	

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		13	14	15	16	17	18	19	20
1,839,230	24.40	11.8		2,844,000	18.2						
1,115,835	9 »	9.1		1,922,000	15.7						
2,955,065		10.7		4,766,000	17.1	1,810,935	»	1,810,935	»	4,766,000	17.1
6,995	»	20		7,000	20						
89,203	23 »	12.9		90,000	13						
1,034,889	9.50	10		1,018,000	10						
1,131,087		10.3		1,115,000	10.2	— 16,087	»	»	16,087	1,115,000	10.2
2,365,156	48 »	7.6		4,055,000	13	1,689,804	»	1,689,804	»	4,055,000	13
1,173,680	68 »	7		2,163,500	13	989,820	»	989,820	»	2,163,500	13
1,671,095	125 »	20		1,671,000	20	— 95	167,100	»	167,195	1,503,900	18.2
10,543	108.70	3.2		42,400	13	31,857	»	31,857	»	42,400	13
5,220,514		9.2		7,931,900	14		»	»			
25,769	65 »	6.5		32,700	8.3						
704,055	52.90	12.5		700,800	12.5						
103,951	111 »	18.7		104,000	18.7		10,400				
1,229,724	83 »	15.2		1,230,000	15.2						
2,063,499		14.1		2,067,500	14.1	4,001	10,400	»	6,399	2,057,100	14
1,448,855	46.60	17.1		1,442,000	17		74,000				
1,519,544	90 »	19.4		1,520,000	19.4		133,000				
659,945	26 »	15.5		661,000	15.5		6,700				
3,628,344		17.6		3,623,000	17.6	— 5,344	213,700	»	219,044	3,409,300	16.5

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage ad valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
		3	4	5	6	7	8	9	
21. — Sacs en jute usagés, vides.									
Habilllements, etc., sacs en jute, usagés, vides	630	»	»	»	»	»	13,071	11,317	
22. — Objets confectionnés.									
Objets confectionnés, etc.	619, 620, 621, 624, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 1153, 1156, 1266 1208	2,039	7,137	1,074,358	3.70	15	1,339	18,817	
23. — Caoutchouc.									
Caoutchouc ouvré	Section XI.	88	375	37,461	4.30	10	1,035	15,738	
		(Mois de novembre et de décembre).							
Caoutchouc ouvré (ancien régime 1913-10 mois)		1,255	8,694	869,577	6.90	10	»	»	
		1,343	9,069	907,038		10	1,035	15,738	
24. — Ouvrages en bois.									
Futaillies montées ou démontées	668	419	166	12,568	0.39	7.6	3,565	4,649	
Ouvrages en bois non dénommés	Section X.	7,002	2,896	290,643	0.41	10	11,153	14,830	
		7,421	3,062	303,211		10	14,718	19,479	
25. — Papiers.									
Papiers à meubler	744	1,920	1,661	156,391	0.86	9.4	1,506	6,884	
Papiers pour journaux.	734	»	»	»	»	»	5,886	5,912	
Papiers autres	Divers.	20,455	11,551	807,148	0.56	7	26,732	49,215	
		22,375	13,212	963,539		7.3	34,124	62,011	
26. — Produits typographiques.									
Produits typographiques non dénommés	Divers.	1,864	4,578	511,653	2.40	11.2	1,359	13,672	
27. — Poteries.									
Poteries :									
Faïences	Divers.	10,417	3,673	367,287	0.35	10	7,438	16,197	
Porcelaines	Divers.	3,240	2,718	271,927	0.85	10	2,750	11,504	
Terre cuite. Briques, etc., en terre réfractaire	805, 806	»	»	»	»	»	35,985	8,262	

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-12).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).	Augmenta- tion.					Diminu- tion.			
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
577,146	0 86	5	566,000	5	—	11,146	»	»	11,146	566,000	5
3 211,317	14 »	17 1	3,199,000	17	—	12,347	300,000	»	312,347	2,899,000	15 4
1,571,994	15 20	10	1,889,000	12			944,500				
»			»				»				
1,571,994		10	1,889,000	12		317,006	944,500	»	627,494	944,500	6
416,148	1 30	8 9	428,000	9 2			57,000				
1,539,610	1 33	10 4	1,483,000	10			25,000				
1,935,758		10	1,911,000	9 8	—	44,758	82,000	»	126,758	1,829,000	9 4
413,739	4 60	6	903,600	13 1							
235,838	1 »	4	471,000	8							
4,554,463	1 80	9 2	6,683,000	13 6			500,000				
5,204,062		8 3	8,037,600	13		2,853,538	500,000	2,353,538	»	7,557,600	12 2
1,529,105	10 »	11 2	2,038,000	15		508,895	900,000	»	391,105	1,138,000	8 3
1,587,680	2 20	9 8	1,620,000	10			405,000				
1,454,768	4 20	12 6	1,726,000	15			431,500				
»	0 23	*	647,700	7 8							

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l' valeur (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
		3	4	5	6	7	8	9	
27. — Poteries (suite):									
Poteries (suite) :									
Terre cuite. Tuiles vernissées, etc. . .	810	18,035	812	90,275	0.04	11 1	16,538	2,100	
Carreaux en terre fine	816	1,976	375	22,702	0.19	6	1,252	690	
Carreaux en ciment comprimé. . .	798	79	7	909	0.08	13	168	103	
Carreaux en faïence ou en porcelaine	817	685	354	31,714	0.51	8 9	686	1,801	
Poteries communes	818, 819, 814	1,757	451	21,994	0.26	4.8	3,218	3,068	
		36,209	8,390	806,808		9.6	68,035	43,725	
28. — Pierres ouvrées.									
Pierres de construction polies, sculp- tées, etc.	486	767	237	»	0.31	»	383	456	
Pierres :									
Marbres et albâtres polis, etc. . .	795	584	427	»	0.73	»	219	455	
Ouvrages en ciment ou en plâtre . .	798, 800	955	214	»	0.22	»	2,312	272	
Ouvrages autres	795	4,708	931	»	0.20	»	5,869	2,526	
		7,014	1,809	»		»	8,783	3,709	
29. — Verrerie.									
Verrerie :									
Glaces brutes.	831	901	110	11,009	0.12	10	622	271	
Glaces polies.	832	294	221	22,262	0.75	10	56	313	
Glaces étamées ou argentées . . .	832 c.	22	21	2,102	0.95	10	1	6	
Verres de vitrage ordinaires . . .	835	843	156	15,560	0.18	10	709	644	
Verres de vitrage mats, sans des- sins, etc.	831	911	112	11,225	0.12	10	68	41	
Verres de vitrage coloriés (y com- pris, etc.)	831, 838	340	80	7,986	0.24	10	50	185	
Bouteilles, etc., en verre blanc ou demi-blanc.	844, 845	3,536	1,099	70,728	0.31	6 4	5,533	5,004	
Bouteilles, autres qu'en verre blanc, etc.	844, 845	11,098	3,258	211,597	0.23	6.5	19,099	10,494	
Bonbonnes, dames-jeannes, etc., cli- sées	842 c.	69	36	2,764	0.52	7 4	48	79	
Commune (Objets de toute espèce, etc.)	848, 864	95	32	991	0.34	3 1	398	972	
Gobeletterie (unie, moulée, etc.) . .	845	318	320	31,984	1 »	10	688	3,488	
Verrerie non dénommée (comprenant la marmorite, etc.)	836, 837, 840, 841, 843 847, 849 à 851 857, 858, 860, 864	4,072	2,831	283,053	0.70	10	3,327	8,592	
		25,499	8,276	671,261		8.1	30,599	30,089	

du 1 ^{er} mai 1922 1923.			Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présu- mées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présu- més.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).					Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
253,179	0 13	12	264,600	12.6						
32,091	0 50	4.6	31,300	4.5						
5,830	0.60	5.5	3,800	3.7						
90,797	2.60	5	137,000	7.6						
174,546	0.95	5.6	307,000	10						
3,598,891		8.2	4,737,400	10.8	1,138,509	836,500	302,009	»	3,900,900	9
»	1.20	»	68,400	15		36,500				
»	2.10	»	68,200	15		36,400				
»	0.12	»	20,400	7 5						
»	0.43	»	189,400	7 5		100,900				
»		»	346,400	9 3	346,400	173,800	172,600	»	172,600	4.6
27,148	0.44	10	27,100	10						
31,323	5 60	10	31,300	10						
615	6 »	10	600	10						
65,332	0.91	10	54,700	8.5						
4,108	0.60	10	3,500	8 5						
18,747	3.70	10	18,500	10						
401,847	0 90	8	664,000	13 3						
1,396,754	0 55	13 3	1,910,000	18.2		50, 00				
7,086	1 60	8.9	4,300	5 4						
98,361	2.40	10	97,200	10						
346,850	5 10	10	453,000	13		113,200				
873,143	2.60	10 2	859,200	10						
3,271,314		10.8	4,123,400	13.6	852,086	163,200	688,886	»	3,960,200	13.1

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l' valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
30. — Ouvrages en métaux.									
Métaux :									
Aluminium battu, étiré ou laminé. . .	992, 993, 994	144	425	»	2.95	»	334	3,063	
Aluminium ouvré	936 à 1001	10	50	5,060	5 »	10	121	1,581	
Cuivre battu, étiré ou laminé . . .	936 à 940	3,327	6,876	333,949	2.10	4.9	4,767	26,637	
Cuivre ouvré	936 à 939	1,171	2,952	296,768	2.50	10	976	8,987	
Étain battu, étiré ou laminé . . .	983 à 985	441	2,455	6,677	5.50	0 3	262	3,626	
Étain ouvré	984 à 990 1018	14	70	7,016	5 »	10	50	1,005	
Fonte ouvrée. ^{Sen} XV, fonte ordinaire et fonte malléable		10,177	1,730	203,544	0.16	11.7	7,959	10,677	
Fer, etc., fer battu, etc.; poutrelles	876	1,517	243	15,169	0.15	6.3	6,645	2,383	
Fer battu, etc.; rails.	878	4,537	703	45,970	0.15	6.5	10,060	3,206	
Id. tôles.	887, 883	15,221	2,253	154,562	0.15	6.7	11,917	10,687	
Id. non dénommés	875, 877, 879, 880, 881, 882, 884	39,007	11,392	394,520	0.29	3.4	22,585	22,716	
Fils d'acier, clairs ou galvanisés, etc.	891	2,711	1,132	27,106	0.40	2.4	3,912	6,852	
Fils ou verges de fer ou d'acier . .	894	6,266	1,097	285,884	0.17	26	2,977	4,819	
Tubes et tuyaux (y compris, etc.) . .	895, 896	14,659	7,696	306,040	0.52	4	11,448	13,215	
Ouvrages spécialement dénommés, etc.	876, 882, 885, 886, 894, 900,	6,667	2,912	134,092	0.43	4.6	2,827	4,957	
Autres ouvrages; clous	906 à 908	903	190	36,074	0 21	18 9	773	2,567	
Id. ronces artificielles	911	31	10	1,234	0 32	12 3	1	»	
Id. tubes et tuyaux ta- raulés, etc.	895	5,631	3,196	226,015	0 57	7	903	2,065	
Id. non dénommés	Sect. XV	17,448	15,394	701,716	0.88	4.5	18,185	50,239	
Fer-blanc (fer étamé) ouvré	902	631	630	63,003	1 »	10	1,144	5,698	
Fer cuivré, nickelé, etc.	883, 895	1,003	394	30,285	0.39	7.7	1,429	2,205	
Nickel battu, etc.	961, 962	15	71	1,531	4 70	2 1	9	126	
Nickel ouvré	961, 963, 964, 967, 1018	1	5	479	5 »	10	1	16	
Plomb battu, etc.	976, 977	1,485	832	22,281	0.56	2.5	448	1,254	
Plomb ouvré, etc.	978 à 981	5,908	4,243	424,282	0.71	10	972	2,465	
Zinc ouvré.	969 à 972 974	75	89	8,889	1 20	1 0	193	914	
Zinc étiré ou laminé.	969, 970	2,911	1,826	»	0.63	»	31	151	
		141,914	68,866	3,732,146		5.4	110,929	192,111	

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923. 15	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13) 14	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté. 13	Réductions présu- mées en suite d'accords com- merciaux. 16	Résultat net.		Droits nets présu- més. 19	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10). 20
Droits de douane perçus en francs). 10	Valeurs moyennes au kilo. 11	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10). 12	Augmen- ta- tion. 17					Diminu- tion. 18			
»	9.40	»	130,200	4.2							
134,579	13.40	8.5	158,000	10							
969,172	5.60	3.6	1,716,000	6.4			174,600				
893,553	9.20	10	898,700	10			89,900				
23,704	13.80	0.6	131,000	3.6							
100,647	20 »	10	120,600	12							
578,080	1.30	5.4	1,067,700	10			152,500				
199,889	0.35	8.3	199,300	8.2							
302,861	0.31	9.4	301,800	9.6							
342,603	0.89	3.2	625,600	5.8							
672,099	1 »	2.9	677,500	2.9							
117,349	1.70	1.7	117,300	1.7							
310,945	1.60	6.4	327,000	6.7							
667,522	1.10	5	1,832,000	13.9							
207,870	1.70	4.1	226,200	4.5							
141,508	3.30	5.5	193,200	7.4			24,100				
237	»	»	250	»			30				
146,340	2.20	7	180,600	8.6							
2,909,569	2.70	5.3	5,024,000	10			502,400				
584,447	4.90	10	569,800	10							
133,413	1.50	6	171,500	7.7							
1,377	14 »	1	4,000	3.1							
1,509	16 »	10	1,600	10							
27,715	2.80	22	44,800	3.5							
248,575	2.50	10	221,800	9							
83,613	4.70	9.1	91,400	10							
—	5 »	»	2,800	1.8							
9,799,176		5.1	15,034,650	7.8	5,235,474	940,530	4,294,944	»	14,094,120	7.3	

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif. 2	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes). 3	Valeurs (en mille francs). 4	Droits de douane perçus (en francs). 5	Valeurs moyennes au kilo. 6	Pourcen- tage à l' valorem (col. 4-5). 7	Quantités (en tonnes). 8	Valeurs (en mille francs). 9	
31. — Bijouterie et orfèvrerie.									
Métaux :									
Bijouterie d'or et de platine	866 g.	2	5,800	»	2,900 »	»	»	1,049	
Bijouterie d'argent	865 g.	10	2,963	»	296 »	»	3	2,279	
Orfèvrerie d'or et de platine	866 f.	»	10	488	»	5	»	154	
Orfèvrerie d'argent	865 f.	14	1,652	82,644	118 »	5	6	2,030	
		26	10,425	83,129		0.8	9	5,512	
32. — Machines et outils.									
Machines, etc. :									
Courroies pour machines en cuir, etc.	483, 705	53	306	16,182	5.80	5 3	64	1,331	
Id. en toute autre matière	599	128	422	25,563	3 30	6	86	1,715	
Machines non dénommées, en alumi- nium	1059 a. 1064 a. 1074 e.	22	121	8,885	5 50	7 3	30	1,084	
Machines non dénommées, en fonte .	Sect. XVI	69,179	61,639	1,384,964	0 90	2.4	60,255	257,747	
Id. non dénommées, en fer, etc.	Sect. XVI	29,012	27,063	1,162,638	0.90	4.3	29,374	168,790	
Id. non dénommées, en bois	1053 1064 e 1074 f., 662	1,826	1,520	152,666	0 83	10	1,747	7,481	
Id. non dénommées, en cuivre, etc.	Sect. XVI	3,704	14,441	444,786	3 90	3 1	4,766	63,889	
Outils en aluminium.	1001	1	6	220	6 »	3 6	»	10	
Id. en fonte	903 à 905	272	289	5,452	1.10	1 9	510	1,501	
Id. en fer ou en acier	903 à 905	3,099	4,418	123,938	1 40	2.8	3,489	19,702	
Id. en bois.	662	128	208	20,947	1.62	10	131	1,193	
Id. en cuivre, etc.	959	37	176	4,444	4.70	2.5	82	791	
		107,461	110,609	3,350,685		3 02	100,534	525,234	
33. — Voitures pour chemins de fer.									
Voitures pour chemins de fer, etc., en aluminium.	1032	»	»	10	»	»	»	1	
Voitures pour chemins de fer, en fonte.	1032, 1033	107	269	2,366	2 50	0 9	53	91	
Id. pour chemins de fer, en fer, etc.	1032, 1033	845	497	35,463	0 60	7.1	570	1,221	
Id. pour chemins de fer, en bois.	1032, 1033	67	10	1,097	0 14	10	»	»	
Id. pour chemins de fer, en cuivre, etc.	1032, 1033	9	41	1,067	4 50	2 6	3	39	
		1,028	817	40,003		4 9	626	1,352	

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13)	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présu- mées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présu- més.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		15	14	13	12	17	18	19	20
126,049	»	12		105 000	10						
230 222	760 »	10		228,000	10						
15,651	»	10		15,600	10						
193,534	338 »	9 5		203,000	10						
565,456		10.2		551 600	10	— 13,856	»	»	13,856	551,600	10
57 979	20 70	4 3		89,600	6.7		8,900				
51,479	20 »	3		111,800	6.5						
71,862	36 »	6.6		54,000	5		16 200				
7,257,463	4 30	2 8		25,775,000	10		3,866 200				
7 366,670	5.70	4 4		16,879,000	10		2,532,000				
748,118	4 30	10		748,100	10						
3,455,863	13 50	5 4		6,389,000	10		1,277 800				
537	»	5 4		1,000	10						
61,239	2 90	4.1		150,000	10		21,400				
837,306	5.60	4 2		1,970,000	10		281,400				
121,773	9 10	10.2		121,800	10 2						
59,232	9 60	7.5		79,100	10						
20,089 521		3.8		52,368,400	9 96	32,278,879	8,003,900	24,274,979	»	44,364,500	8.4
»	»	»		»	»						
6,383	1 70	7		9,100	10						
129,410	2 10	10 6		122,000	10						
9	»	»		»	»						
875	13 »	2.2		3,900	10						
136,677		10 1		135,000	10	— 1,677	»	»	1,677	135 000	10

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage al valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
34. — Automobiles.									
Voitures, etc. Véhicules automobiles. Voitures automobiles.	1100	1,115	5,356	653,274	4.80	12.2	12,698	99,548	
35. — Motocycles.									
Motocycles	1094	45	301	36,703	6.70	12.2	232	4,500	
36. — Véhicules automobiles. — Parties et accessoires.									
Voitures :									
Véhicules automobiles. Parties, etc. Bandages, etc.	704	84	597	81,335	7.10	13.6	1,569	27,123	
		(mois de novembre et de décembre)							
Véhicules automobiles. Parties, etc. Autres	1100	78	270	34,219	3.50	12.7	2,832	36,812	
Véhicules automobiles. Accessoires .	1101	»	»	»	»	»	308	5,102	
		162	867	115,554		13.3	4,709	69,037	
37. — Vélocipèdes.									
Voitures, etc. :									
Vélocipèdes complets	1093	185	625	75,512	3.40	12	120	1,602	
Vélocipèdes. Parties et pièces déta- chées	1096, 1098, 1099	1,123	3,294	395,483	2.90	12	3,124	33,226	
		1,308	3,919	470,995		12	3,244	34,828	
38. — Vélocipèdes. — Accessoires.									
Voitures. Vélocipèdes. Accessoires .	1101	»	»	»	»	»	504	6,237	
39. — Autres véhicules.									
Voitures :									
Autres véhicules complets	1090 à 1092	483	391	47,644	0.80	12	1,185	2,111	
Autres véhicules. Parties, etc . .	1090 à 1092 et régime des ouvrages.	22	50	6,056	2.30	12	937	1,830	
		505	441	53,700		12.2	2,122	3,941	

du 1 ^{er} mai 1922 1923			Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présu- mées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présu- més.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-19).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).					Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
19,303,199	7.80	19.4	73,648,000	74	54,342,801	26,666,000	27,676,801	»	46,982,000	47.1
911,384	19.40	20.2	1,392,000	30.9	480,616	»	480,616	»	1,392,000	30.9
3,255,050	17.30	12	4,068,000	15		2,034,000				
4,484,432	13. »	12	4,417,000	12		»				
768,423	16.30	15	765,300	15		»				
8,507,905		12.3	9,250,300	13.4	742,395	2,034,000	»	1,291,605	7,216,300	10.4
252,500	13.30	15.7	720,000	45		180,000				
3,996,019	10.60	12	3,996,000	12		»				
4,248,519		12.2	4,716,000	13.5	467,481	180,000	287,481	»	4,536,000	13
938,553	12.40	15	938,500	15	— 53	»	»	53	938,500	15
321,155	1.80	15.2	274,400	13		»				
218,912	2. »	12	238,000	13		»				
540,067		13.7	512,400	13	— 27,667	»	»	27,667	512,400	13

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à valorem (col. 4-5).	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
40. — Instruments de musique.									
Instruments de musique :									
Pianos, etc., complets	1124 à 1128	»	»	»	»	»	1,400	11,871	
Pianos, etc., parties, etc.	1124, 1125 à 1128	»	»	»	»	»	86	779	
Appareils à musique, mécaniques .	1131, 1134, 1128	»	»	»	»	»	450	4,694	
Instruments de musique, autres . .	Sect. XIX	1,129	3,278	329,044	2 90	10	63	2,161	
		1,129	3,278	329,044		10	1,999	19,505	
41. — Amidons et féculés.									
Amidon de froment	57 a.	»	»	»	»	»	214	339	
Amidon de maïs	57 b.	»	»	»	»	»	3,242	3,139	
Amidon de riz	57 c.	»	»	»	»	»	287	568	
Amidon, autre	57	4,614	1,845	»	0.40	»	3,621	2,840	
Féculés non alimentaires	58	1,991	756	»	0.38	»	2,013	2,500	
		6,635	2,601	»		»	9,377	9,386	
42. — Instruments et appareils scientifiques									
Instruments et appareils scientifiques.	1120	346	3,461	»	10 »	»	407	12,195	
43. — Montres.									
Montres	1105, 1106	pièces 243,576	3,053	140,142	pièces 12.40	4.6	pièces 360,428	10,994	
Boîtes de montres	1107	pièces 224	5	210	pièces 22 30	4 2	pièces 21,478	367	
Fournitures pour montres. Mouvements de montres	1108	»	»	»	»	»	»	547	
		pièces 245,800	3,058	140,352		4.6	pièces 381,906	11,908	
44. — Caractères typographiques.									
Caractères typographiques	655, 1004	157	666	»	4 20	»	179	2,459	

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présümées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présümés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		13	14	15	16	17	18	19	20
2,388,407	8.50	20		2,374,000	20.1						
155,825	9 »	20		155,800	20						
942,613	10 40	20		939,000	20						
217,370	34.30	10		259,300	12						
3,704,215		19.1		3,728,100	19.1	23,885	»	23,885	»	3,728,100	19.1
»	1.60	»		25,700	7.6						
»	0.96	»		583,600	18.5						
»	2 »	»		51,700	9.1						
»	0.80	»		434,500	15.2						
»	1 20	»		241,600	9.7						
»		»		1,337,100	14.2	1,337,100	»	1,337,100	»	1,337,100	14.2
»	30 »	»		976,000	8	976,000	»	976,000	»	976,000	8
1,100,378	pièces 30 50	10		1,099,400	10						
36,773	pièces 17.10	10		36,700	10						
»	»	»		»	»						
1,137,151		9.6		1,136,100	9.5	— 1,051	»	»	1,051	1,136,100	9.5
»	13 70	»		246,000	10	246,000	»	246,000	»	246,000	10

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif.	Importations de 1913.					Importations au 30 avril	
		Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).	Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage à l' exportation (col. 4-5)	Quantités (en tonnes).	Valeurs (en mille francs).
		3	4	5	6	7	8	9
45. — Cordages.								
Cordages.	601	2,183	2,837	»	1.30	»	1,026	3,737
46. — Allumettes.								
Mercerie, etc. Allumettes en cire, etc. .	1206 a	1	1	163	1 »	16.3	»	»
Mercerie, etc. Allumettes autres . . .	1206 b	712	344	64,110	0.50	18.6	406	1,385
		713	345	64,273		18.6	406	1,385
47. — Mercerie.								
Mercerie :								
Appareils photographiques complets .	1121 e	»	»	»	»	»	26	687
Appareils photographiques. Pièces détachées, etc	1123 b 1121 e	»	»	»	»	»	81	986
Bouchons en liège	693	169	414	67,451	2.40	16.2	218	1,474
Cartouches de chasse, etc.	1203, 1204, 1205	»	»	»	»	»	111	1,047
Jeux, jouets et engins sportifs. . . .	1195, 715, 771, 917, 1197, 1213, 1202	»	»	»	»	»	2,452	15,352
Photographies de tout genre	784, 1196	»	»	»	»	»	50	896
Rouleaux, bandes ou films, etc. . .	1173	»	»	»	»	»	51	3,616
Ustensiles, etc., en fonte	871	527	266	34,568	0.50	15	233	603
Ustensiles en tôle de fer ou d'acier .	902						617	1,917
Autres articles	divers	13,595	31,450	4 089,690	2.30	15	12 137	125,398
		14,291	32 130	4,191,709		13.4	15 976	151,976
48. — Meubles.								
Meubles	673, 674 675 à 679 923, 921 1019, 800 818, 825 à 827, 815, 846, 862, 863, 864, 935, 956, 967, 973, 1002, 1018	8,655	10,804	1,081,071	1.25	10	9,654	43,334

(1) Cette augmentation ne provient pas du tarif mais du fait que la loi du 6 février 1923 n'a été appliquée que pendant une partie de la période du 1^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923. 15	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13). 14	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté. 15	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux. 16	Résultat net.		Droits nets présu- més. 19	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13). 20
Droits de douane perçus (en francs). 10	Valeurs moyennes au kilo. 11	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10). 12	Augmenta- tion. 17					Diminu- tion. 18			
»	3 60	»	461,700	12.3	461,700	»	461,700	»	461,700	12.3	
34	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
109,647	3.40	7.9	1,015,000	73	»	»	»	»	»	»	
109,681		8	1,015,000	73.2	905 319 (1)	»	905,319	»	1,015,000	73.2	
104,296	26 40	15	104,300	15	»	»	»	»	»	»	
147,925	12 20	15	147,900	15	»	»	»	»	»	»	
263,268	6 70	17.8	348,800	23 7	87,200	»	»	»	»	»	
209,617	9 40	20	157,900	15	15,700	»	»	»	»	»	
3,083,398	6 30	20	3,070,400	20	»	»	»	»	»	»	
134 829	17.90	15	134,400	15	67,200	»	»	»	»	»	
544,007	70 90	15	578,500	15 9	»	»	»	»	»	»	
90,388	2 60	15	60,300	10	8,600	»	»	»	»	»	
287,671	3.10	15	191,700	40	»	»	»	»	»	»	
18,809,771	10 40	15	16,302,000	13	2,508,000	»	»	»	»	»	
23,675,170		15.5	21,096 200	13 8	— 2,578,970	2,686,700	»	5,265,670	18,409,500	12.1	
6,500,093	4 50	15	5,633,000	13	— 867,093	216 700	»	1,083,793	5,416 300	12.5	

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif. 2	Importations de 1913.					Importations au 30 avril		
		Quantités (en tonnes). 3	Valeurs (en mille francs). 4	Droits de douane perçus (en francs). 5	Valeurs moyennes au kilo. 6	Pourcen- tage ad valorem (col. 4-5). 7	Quantités (en tonnes). 8	Valeurs (en mille francs). 9	
49. — Poudre à tirer.									
Poudre à tirer	1198, 1199 1200	415	747	62,253	1.80	8.3	891	8,247	
50 — Produits divers pour l'in- dustrie.									
Produits divers pour l'industrie.	588, 589 592, 593 594, 595 596, 598 1194, 1201 1209	9,155	8,546	432,819	0.93	5	6,334	42,273	
51. — Spécialités pharmaceutiques.									
Spécialités pharmaceutiques	382	»	»	»	»	»	320	11,635	
52. — Drogueries.									
Drogueries :									
Colle forte.	441	2,813	2,757	»	0 98	»	1,601	4,988	
Colle de poisson	440	123	3,443	»	27.90	»	56	540	
		2,936	6,200	»		»	1,657	5,528	
TOTAUX.		1,394,758 (1)	828,168 (1)	37,695,838 (1)		4.55	1,085,884 (1)	2,914,469 (1)	

(1) Chiffres se rapportant aux quantités totales importées, marchandises imposées et marchandises libres.

du 1 ^{er} mai 1922 1923.				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).						Augmenta- tion.	Diminu- tion.		
10	11	12		15	14	15	16	17	18	19	20
400,871	9.30	4.8		534,000	6.4	133,729	»	133,729	»	534,600	6.4
1,674,318	6 60	3.9		2,113,600	5	439,282	»	439,282	»	2,113,600	5
»	36 »	»		2 327,000	20	2,327,000	581,750	1,745,250	»	1,745,250	15
»	3.10	»		128,100	2.6		21,350				
»	9 60	»		33,600	6.2		5,600				
»		»		161,700	2.9	161,700	26,950	134,750	»	134,750	2.4
206,496,639 (1)		7 08		333,646,680	11.45	127,150,041	52,953,120	88,138,427	13,941,506	280,693,560	9.63
						+ 130,885,781		+ 74,196,921			
						— 3,735,740					

RÉCAPI

MARCHANDISES.	Numéros du projet de tarif. 2	Importations de 1913.					Importations au 30 avril	
		Quantités (en tonnes). 3	Valeurs (en mille francs). 4	Droits de douane perçus (en francs). 5	Valeurs moyennes au kilo. 6	Pourcen- tage à l' valorim col. 4-5. 7	Quantités (en tonnes). 8	Valeurs (en mille francs). 9
I. — Animaux vivants	»	59,287	65,268	1,227,683		1.88	47,665	133,667
II. — Objets d'alimentation et boissons	»	4,181,184	1,034,779	30,121,089		2.91	2,944,410	2,861,351
III. — Matières brutes ou simplement préparées	»	26,740,483	2,643,478	15,472,135		0.58	19,369,983	4,112,127
IV. — Produits fabriqués	»	1,394,758	828,168	37,695,838		4.55	1,085,884	2,914,469
TOTAUX . . . fr	»	32,375,712	4,571,693	84,516,745		1.85	23,447,942	10,021,614

OBSERVATIONS.

A. — 1. Les chiffres de la colonne 10 représentent les droits perçus du 1^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.

Ils ne comprennent que partiellement le montant des droits sur les sucres, les tabacs et les allumettes à percevoir en vertu de la loi du 6 février 1923; pour établir la comparaison entre le régime actuel et le régime à résulter du tarif proposé, il faut tenir compte des droits qui auraient été perçus sur les sucres, les tabacs et les allumettes du 1^{er} mai 1922 jusqu'au moment de l'application de la loi du 6 février 1923.

2. Ces droits s'établissent ainsi :

Marchandises.	Importations.		Droits à percevoir.	Droits perçus.	Différence.
	Tonnes.	Valeurs.			
Sucres . . .	11,658	17,370,000	4,721,100	4,132,819	588,281
Tabacs . . .	21,495	98,543,000	26,306,400	15,480,065	10,826,335
			17,196,000	17,196,000	
Allumettes.	406	1,385,000	1,015,000	109,681	905,319
			49,238,500	36,918,565	12,319,935

TULATION.

du 1 ^{er} mai 1922 1923				Application du tarif projeté aux impor- tations du 1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13.	Augmenta- tions à résulter du tarif projeté.	Réductions présumées en suite d'accords com- merciaux.	Résultat net.		Droits nets présumés.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-13).
Droits de douane perçus (en francs).	Valeurs moyennes au kilo.	Pourcen- tage <i>ad</i> <i>valorem</i> (col. 9-10).	Augmenta- tion.					Diminu- tion.			
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
119,745,629		4.18	134,069,500	4.68	14,323,871	23,731,535	—	9,407,664	110,337,965	3.89	
61,009,402		1.48	91,420,690	2.22	30,411,288	836,200	29,575,088	—	90,584,490	2.20	
206,496,639		7.08	333,646,680	11.45	127,150,041	52,953,120	74,196,921	—	280,693,560	9.63	
387,251,670		3.86	559,136,870	5.57	171,885,200	77,520,855	103,772,009	9,407,664	481,616,015	4.85	
								Augmentation :			
								94,364,345			

3. Les chiffres des colonnes 10, 12, 13 et 15 doivent, en conséquence, pour permettre de comparer les deux régimes, être établis ainsi :

Marchandises.	Col. 10.	Différence à ajouter. Loi du 6 février 1923.	Col. 10 rectifiée.	Col. 12.
I. Animaux vivants . . .	»	»	»	
II. Objets d'alimentation et boissons	119,745,629	588,281	120,333,910	4.20
III. Matières brutes ou sim- plement préparées . . .	61,009,402	10,826,335	71,835,737	1.74
IV. Produits fabriqués . . .	206,496,639	905,319	207,401,958	7.11
TOTAUX . . .	387,251,670	12,319,935	399,571,605	3.98

L'augmentation signalée :

Colonne 15 est réduite à (171,885,200 — 12,319,935) = 159,565,265
et celle colonne 17 à (94,364,345 — 12,319,935) = 82,044,410.

B. — Les droits dans les tableaux ci-dessus sont établis en tenant compte des coefficients.

Il n'y est pas tenu compte des droits supplémentaires résultant du tarif différentiel appliqué aux marchandises allemandes.

I. Animaux vivants	»
II. Objets d'alimentation et boissons	710,207
III. Matières brutes ou simplement préparées	15,481
IV. Produits fabriqués	67,107,318
TOTAL	67,833,006

561

B. — STATISTIQUES COMMERCIALES :
Importations et exportations.

I

Classement des pays d'après leur rang d'importance.

PAYS.	IMPORTATIONS.					EXPORTATIONS.				
	Valeurs mai- décembre 1922 — Mille francs	RANG D'IMPORTANCE.				Valeurs mai- décembre 1922 — Mille francs.	RANG D'IMPORTANCE.			
		1922	1921	1920	1913		1922	1921	1920	1913
France	1,347,154	1	1	1	1	1,114,029	1	1	1	2
Grande-Bretagne	929,084	2	4	5	3	719,654	2	2	2	3
Union douanière alle- mande	870,298	3	3	4	2	608,579	3	3	3	1
États-Unis d'Amérique	746,653	4	2	2	4	147,134	5	6	6	5
Pays-Bas	703,466	5	5	6	5	456,359	4	4	4	4
Argentine	467,203	6	6	8	6	138,159	6	10	10	6
Canada	154,445	7	10	12	18	31,715	19	22	26	24
Australie	122,834	8	9	25	9	19,521	28	20	29	19
Inde britannique .	121,650	9	7	7	8	103,894	8	11	11	12
Italie	88,056	10	16	10	15	87,231	9	9	7	8
Finlande	87,150	11	15	26	×	16,795	29	43	40	×
Suisse	84,255	12	17	3	25	136,079	7	5	5	10
Espagne	54,298	17	11	19	12	82,569	10	8	8	13
Autres pays	705,941					738,826				
TOTAL	6,482,487					4,400,544				

II

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS (Commerce spécial).

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.		DIFFÉRENCE entre les exportations et les importations.	
	Quantités. (Tonnes.)	Valeurs. (Mille francs.)	Quantités. (Tonnes.)	Valeurs. (Mille francs.)		
					Quantités.	Valeurs.

II. — Objets d'alimentation et boissons.

1913	4,181,250	1,034,822	1,297,830	327,663	- 2,883,420	- 707,159
1919	1,049,120	1,500,950	361,600	509,359	- 687,520	- 991,591
1920	2,344,372	3,252,092	348,241	663,465	- 1,996,131	- 2,588,627
1921	3,045,143	3,194,054	763,257	931,760	- 2,281,886	- 2,262,294
1922	2,999,371	2,664,362	476,965	512,149	- 2,522,406	- 2,152,213
1923 (8 mois)	1,915,432	2,182,900	350,955	378,735	- 1,564,477	- 1,804,165
1923 (9 mois)	2,158,814	2,463,594	383,404	440,007	- 1,775,410	- 2,023,587

III. — Matières brutes ou simplement préparées.

1913	26,920,240	2,667,035	16,155,696	1,826,078	- 10,764,344	- 840,957
1919	3,062,108	1,770,134	5,830,913	948,247	+ 2,768,805	- 821,887
1920	9,628,484	6,007,136	7,676,445	3,345,387	- 1,952,039	- 2,661,749
1921	13,171,570	4,035,786	13,896,316	3,155,935	+ 724,746	- 879,851
1922	18,469,342	3,644,645	12,943,180	2,117,477	- 5,526,162	- 1,527,168
1923 (8 mois)	14,037,404	3,376,543	8,101,415	1,637,422	- 5,935,989	- 1,739,121
1923 (9 mois)	16,944,201	3,865,426	9,219,005	1,871,505	- 7,725,196	- 1,993,921

IV. — Produits fabriqués.

1913	1,493,638	869,478	3,410,738	1,436,430	+ 1,917,100	+ 566,952
1919	620,035	1,835,088	715,187	831,849	+ 95,152	- 1,003,239
1920	1,326,331	3,479,237	2,587,395	4,834,878	+ 1,261,064	+ 1,355,641
1921	1,410,673	2,827,892	2,588,811	3,126,810	+ 1,178,138	+ 298,918
1922	1,143,402	2,991,980	3,558,553	3,612,975	+ 2,415,153	+ 620,995
1923 (8 mois)	827,773	2,268,994	2,566,513	3,185,586	+ 1,738,740	+ 916,592
1923 (9 mois)	940,176	2,590,044	2,924,680	3,700,479	+ 1,984,504	+ 1,110,435

V. — Commerce spécial (total).

1913	32,656,283	5,049,859	20,885,182	3,715,814	- 11,771,101	- 1,334,045
1919	4,768,534	5,245,778	6,908,373	2,300,450	+ 2,139,839	- 2,945,328
1920	13,347,058	12,941,765	10,613,185	8,862,011	- 2,733,873	- 4,079,754
1921	17,664,865	10,198,288	17,287,428	7,273,350	- 407,437	- 2,924,938
1922	22,558,424	9,451,745	17,000,320	6,358,229	- 5,558,104	- 3,093,516
1923 (8 mois)	16,804,411	7,916,693	11,029,443	5,276,868	- 5,774,968	- 2,639,825
1923 (9 mois)	20,068,640	9,016,012	12,538,785	6,099,374	- 7,529,855	- 2,916,638

69

III

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE

DE

LA BELGIQUE AVEC LES PRINCIPAUX PAYS

en 1913, 1919, 1920, 1921, 1922 et pendant les 9 premiers mois
de 1923

1. — FRANCE.

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	
I. — Animaux vivants.	1913.	8,074	9,457	3,348	7,284	
	1919	8,029	23,035	510	2,324	
	1920.	1,951	7,512	870	6,036	
	1921.	603	3,434	4,027	23,901	
	1922.	9,333	23,516	17,289	69,950	
	1923 {	Janvier . .	2,065	4,950	754	3,575
		Février . .	2,247	5,850	1,150	5,532
		Mars . . .	2,544	6,808	1,277	6,656
		Avril . . .	740	2,025	1,030	5,368
		Mai	118	366	1,073	5,578
		Juin	63	234	1,084	6,270
		Juillet . .	72	272	874	5,200
	Août	82	410	847	5,071	
	Septembre .	109	493	807	4,860	
	9 mois	8,040	21,408	8,896	48,110	
II. — Objets d'alimentation et boissons.	1913	196,789	81,895	329,773	66,695	
	1919.	69,570	152,551	128,742	50,955	
	1920.	164,191	308,534	73,963	88,245	
	1921.	216,952	280,933	143,664	158,069	
	1922.	208,397	249,695	145,661	124,201	
	1923 {	Janvier . .	14,940	21,087	17,697	14,486
		Février . .	23,842	23,025	33,445	25,093
		Mars . . .	22,012	26,089	33,402	21,205
		Avril . . .	23,936	30,273	23,641	17,565
		Mai	23,170	25,446	8,764	6,894
		Juin	26,155	30,424	6,980	10,844
		Juillet . .	23,693	22,641	10,660	10,199
	Août	15,883	27,142	6,626	11,969	
	Septembre .	36,017	23,770	6,881	13,063	
	9 mois	209,648	229,897	148,096	131,318	

FRANCE (suite).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
III. — Matières brutes ou simplement préparées.	1913.	773,892	344,415	8,001,023	480,794
	1919.	525,995	246,220	2,415,799	311,558
	1920.	2,163,101	966,982	3,639,824	1,089,177
	1921.	2,380,502	627,554	6,461,701	944,358
	1922.	5,386,342	711,142	7,072,408	776,618
	1923 { Janvier . . .	621,639	74,611	588,440	59,755
	1923 { Février . . .	681,605	70,577	551,271	68,956
	1923 { Mars . . .	405,692	68,907	329,696	73,641
	1923 { Avril . . .	1,242,448	81,336	700,735	88,584
	1923 { Mai. . .	590,005	66,397	499,237	55,525
	1923 { Juin . . .	730,512	96,210	613,849	86,034
	1923 { Juillet . . .	761,925	93,951	374,881	83,492
	1923 { Août . . .	848,925	120,340	687,088	88,036
	1923 { Septembre . . .	1,836,522	107,796	707,457	93,272
	9 mois	7,719,273	780,125	5,252,674	697,295
IV. — Produits fabriqués.	1913.	185,347	191,244	228,662	130,510
	1919.	121,604	564,337	196,363	225,079
	1920.	369,744	1,032,700	782,120	1,341,919
	1921.	424,863	872,238	402,853	542,154
	1922.	392,084	999,932	955,381	574,243
	1923 { Janvier . . .	48,946	86,252	54,246	47,132
	1923 { Février . . .	47,596	91,203	59,085	49,348
	1923 { Mars . . .	35,143	119,170	87,844	61,715
	1923 { Avril . . .	52,180	117,277	101,953	60,007
	1923 { Mai. . .	19,930	92,856	64,121	50,404
	1923 { Juin . . .	44,081	122,263	78,412	80,010
	1923 { Juillet . . .	36,670	100,734	73,617	60,540
	1923 { Août . . .	39,572	113,436	61,679	57,893
	1923 { Septembre . . .	62,322	137,027	58,682	71,316
	9 mois	386,440	980,218	639,639	538,365

FRANCE (*suite et fin*).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
TOTAL. (Page 318, 1921.)	1913.	7,465,941	1,000,297	8,563,184	762,187
	1919.	725,204	938,007	2,741,415	590,302
	1920.	2,698,990	2,317,974	4,556,781	2,526,836
	1921.	3,022,920	1,784,539	7,012,245	1,638,760
	1922.	5,996,186	1,990,350	8,190,675	1,546,994
	1923 {	Janvier . . .	687,589	186,901	668,158
		Février . . .	755,291	190,656	644,950
		Mars	463,391	220,975	652,220
		Avril	1,319,304	230,912	827,380
		Mai.	633,223	185,066	573,195
		Juin	800,811	249,132	700,327
		Juillet . . .	822,361	217,598	460,034
		Août	904,471	261,330	749,221
		Septembre . .	1,934,970	269,086	773,837
	9 mois	8,323,401	2,011,656	6,049,322	1,422,161

2. — GRANDE-BRETAGNE

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	
I. — Animaux vivants.	1913.	14,099	14,409	275	851	
	1919.	3,636	11,900	5	153	
	1920.	15,343	48,790	56	597	
	1921.	9,332	34,520	53	1,268	
	1922.	4,254	8,404	65	724	
	1923 {	Janvier . . .	81	196	2	46
		Février . . .	43	83	5	56
		Mars	95	200	4	64
		Avril	309	711	13	109
		Mai	274	752	2	26
		Juin	306	786	18	275
		Juillet	247	807	6	53
		Août	424	1,110	6	91
	Septembre . .	422	1,157	17	272	
	9 mois	2,201	5,802	73	992	
II. — Objets d'alimentation et boissons.	1913.	94,266	40,746	162,033	50,746	
	1919.	108,224	168,525	26,332	27,890	
	1920.	92,652	190,043	65,097	85,125	
	1921.	92,802	175,708	112,901	173,523	
	1922.	97,686	169,519	93,365	128,059	
	1923 {	Janvier . . .	5,587	14,826	9,923	13,094
		Février . . .	5,561	11,635	4,836	8,529
		Mars	6,370	8,123	2,818	7,160
		Avril	3,944	7,108	1,538	3,660
		Mai	6,337	7,301	1,835	4,726
		Juin	5,707	7,636	2,719	7,800
		Juillet	2,552	3,853	3,543	9,238
		Août	3,332	6,620	9,117	16,751
	Septembre . .	4,860	10,462	9,503	17,694	
	9 mois	44,250	77,564	45,832	88,652	

GRANDE-BRETAGNE (suite).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
III. — Matières brutes ou simplement préparées.	1913.	2,942,529	318,949	1,078,725	153,241
	1919.	573,247	465,556	191,296	79,289
	1920.	1,297,568	1,017,073	585,162	403,722
	1921.	1,053,033	535,639	1,548,204	444,239
	1922.	2,970,184	579,940	683,011	204,944
	1923 {	Janvier . .	401,432	61,583	19,960
		Février . .	360,742	80,269	33,865
		Mars . . .	444,411	104,421	48,833
		Avril . . .	515,515	100,556	40,736
		Mai. . . .	512,416	102,344	40,115
		Juin . . .	487,686	80,153	40,870
		Juillet . .	420,229	89,673	38,672
		Août . . .	386,074	93,184	40,878
		Septembre .	374,363	71,016	32,231
	9 mois. . .	3,902,868	834,435	786,199	336,160
IV. — Produits fabriqués.	1913.	126,600	140,282	569,346	306,029
	1919.	203,064	767,811	58,752	132,075
	1920.	290,945	927,482	265,772	889,194
	1921.	87,497	449,467	387,277	651,927
	1922.	103,892	637,527	317,498	670,506
	1923 {	Janvier . .	6,364	25,117	45,604
		Février . .	5,633	39,463	68,386
		Mars . . .	7,576	51,723	102,651
		Avril . . .	7,614	48,232	83,277
		Mai. . . .	8,130	34,319	70,530
		Juin . . .	10,067	48,235	93,797
		Juillet . .	7,794	44,657	92,248
		Août . . .	7,331	46,313	89,058
		Septembre .	7,535	40,921	99,025
	9 mois. . .	68,044	449,330	378,980	744,576

GRANDE-BRETAGNE (suite et fin).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
TOTAL.	1913.	3,177,504	588,475	1,810,388	511,710
	1919.	888,171	1,414,372	276,387	240,152
	1920.	1,696,510	2,184,313	916,103	1,384,715
	1921.	1,242,663	1,196,935	2,048,466	1,279,066
	1922.	3,176,021	1,398,343	1,093,984	1,019,267
	1923 {	Janvier . . .	413,465	144,882	99,628
		Février . . .	371,978	119,967	124,379
		Mars . . .	458,451	154,396	158,970
		Avril . . .	527,383	156,323	150,345
		Mai.	527,156	153,757	138,505
		Juin	503,767	178,272	131,130
		Juillet . . .	430,822	146,912	137,883
		Août	397,161	157,382	148,622
		Septembre . .	387,180	153,784	121,458
	9 mois	4,017,363	1,369,675	1,211,120	1,184,715

3. — ALLEMAGNE (Zollverein).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	
I. — Animaux vivants.	1913.	377	789	12,840	27,318	
	1919.	792	2,688	»	2	
	1920.	134	413	»	»	
	1921.	107	360	803	4,167	
	1922.	820	1,737	2,888	14,737	
	1923 {	Janvier. . .	45	94	51	444
		Février. . .	9	18	82	330
		Mars . . .	1	7	8	24
		Avril . . .	4	17	444	2,222
		Mai. . .	5	23	162	1,007
		Juin. . .	10	47	197	1,197
		Juillet . . .	»	3	314	2,071
		Août . . .	29	156	186	1,026
	Septembre. .	7	27	194	1,324	
	9 mois	110	392	1,638	9,645	
II. — Objets d'alimentation et boissons.	1913.	357,763	73,418	371,458	89,381	
	1919.	21,536	3,390	118,314	302,803	
	1920.	149,337	27,477	64,526	157,324	
	1921.	99,659	34,712	111,643	135,499	
	1922.	153,622	60,050	31,220	28,378	
	1923 {	Janvier. . .	11,372	3,678	2,049	1,777
		Février. . .	6,845	3,037	1,424	1 706
		Mars . . .	10,454	3 895	2,961	2,673
		Avril . . .	10,302	3,208	2,784	3 542
		Mai. . .	4,856	2,809	2,799	2,679
		Juin. . .	4,937	2,105	1,768	2,667
		Juillet . . .	8,169	2,076	6,013	4,004
		Août . . .	10 485	2,941	3,870	4 515
	Septembre. .	11,491	2,191	4,353	6,868	
	9 mois	78,911	25,940	28,021	30,432	

ALLEMAGNE (Zollverein) (suite).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
III. — Matières brutes ou simplement préparées.	1913.	7,614,642	311,177	3,183,255	618,276
	1919.	80,573	28,033	132,952	174,296
	1920.	1,790,491	337,767	441,110	801,413
	1921.	5,161,063	675,797	714,525	701,556
	1922.	5,033,944	550,623	1,486,271	433,804
	1923 { Janvier. . .	329,364	39,063	141,448	36,607
	1923 { Février. . .	36,885	7,528	18,894	7,250
	1923 { Mars . . .	16,409	10,288	3,653	12,877
	1923 { Avril . . .	56,898	10,006	21,339	13,963
	1923 { Mai. . . .	63,627	10,589	16,551	11,661
	1923 { Juin. . . .	155,749	22,048	19,670	16,865
	1923 { Juillet . . .	190,393	24,217	27,871	13,037
	1923 { Août . . .	171,431	21,349	32,321	12,766
	1923 { Septembre. .	178,023	23,337	31,440	15,467
	9 mois	1,198,779	168,425	313,187	140,513
IV. — Produits fabriqués.	1913.	642,825	339,345	295,116	176,477
	1919.	65,804	65,575	39,116	189,629
	1920.	279,878	585,802	60,295	323,657
	1921.	374,294	697,348	46,906	255,628
	1922.	394,565	724,273	376,335	378,506
	1923 { Janvier. . .	40,860	57,643	38,704	24,738
	1923 { Février. . .	15,844	20,769	2,104	5,625
	1923 { Mars . . .	13,723	32,779	903	4,900
	1923 { Avril . . .	13,513	35,310	2,675	9,678
	1923 { Mai. . . .	9,095	31,280	4,329	8,432
	1923 { Juin. . . .	15,985	45,408	8,546	14,444
	1923 { Juillet . . .	19,789	47,391	20,794	15,395
	1923 { Août . . .	16,453	39,008	10,396	15,133
	1923 { Septembre. .	20,486	39,512	19,146	21,716
	9 mois	165,778	349,100	107,597	120,061

ALLEMAGNE (Zollverein) (suite et fin).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
TOTAL.	1913.	8,615,609	730,573	3,862 671	901,713
	1919.	168,709	99,788	290,382	666,730
	1920.	2,219,810	931,836	565,891	1,282,394
	1921.	5,635,127	1,408,957	873,877	1,096,812
	1922.	5,582,965	1,338,729	1,896,714	855,440
	1923 {	Janvier. . .	381,614	101,272	182,252
		Février. . .	59,583	31,532	22,505
		Mars . . .	40,587	47,093	7,523
		Avril . . .	80,748	48,942	27,242
		Mai. . . .	77,583	44,700	23,840
		Juin. . . .	176,684	70,114	30,180
		Juillet . . .	218,352	74,157	54,993
		Août . . .	198,398	63,455	46,774
		Septembre. .	210,008	65,744	53,133
	9 mois	1,443,587	547,015	450,444	300,651

4. — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
I. — Animaux vivants.	1913.	41	69	514	1,202
	1919.	6,307	28,038	»	»
	1920.	17,017	82,791	»	17
	1921.	1,727	4,892	1	1
	1922.	3,223	9,539	2	29
	1923 { Janvier . . .	12	30	»	»
	Février . . .	»	»	»	2
		»	»	»	1
		»	»	»	3
		413	1,084	»	»
		350	1,314	1	8
		39	201	»	4
		»	»	7	151
	Septembre . .	»	»	»	26
	9 mois	814	2 629	8	195
II. — Objets d'alimentation et boissons.	1913.	655,517	150,727	31 441	5,007
	1919.	384,998	506,013	456	2,010
	1920.	629,795	893,778	8,056	28,575
	1921.	827,187	868,817	1 600	4,232
	1922.	481,791	419,854	1,846	4,677
	1923 { Janvier . . .	46,107	52,367	94	122
	Février . . .	41,871	50,722	437	811
		43,722	53,125	566	978
		34,850	45,968	659	709
		35,625	43,375	416	384
		55,056	61,564	334	321
		41,341	47,528	47	130
		30 903	41,021	122	458
	Septembre . .	28,163	39,848	202	870
	9 mois	357,638	435,518	2,877	4,783

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (suite).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
III. — Matières brutes ou simplement préparées.	1913.	841,998	244,255	164,162	64,685
	1919.	283,541	377,440	247,646	29,446
	1920.	613,342	1,001,783	226,326	111,835
	1921.	457,561	577,815	146,137	58,036
	1922.	415,637	460,241	173,795	59,585
	1923 { Janvier . . .	39,145	52,145	17,810	3,942
	Février . . .	30,814	43,320	14,775	8,655
	Mars . . .	37,559	41,930	16,170	7,980
	Avril . . .	37,907	51,346	14,846	8,683
	Mai . . .	68,826	52,836	17,862	9,809
	Juin . . .	54,610	53,429	18,423	7,199
	Juillet . . .	40,228	58,212	21,798	7,371
	Août . . .	40,499	64,284	22,473	8,498
	Septembre . .	41,509	49,681	17,681	6,235
	9 mois	391,097	470,183	161,838	68,372
IV. — Produits fabriqués.	1913.	34,726	20,926	72,069	35,487
	1919.	46,265	171,977	25,303	14,185
	1920.	78,357	301,642	178,952	175,149
	1921.	61,780	163,516	118,561	160,179
	1922.	30,875	136,641	92,761	157,716
	1923 { Janvier . . .	2,790	15,511	4,133	6,676
	Février . . .	1,577	10,243	8,534	18,979
	Mars . . .	2,294	16,166	17,720	19,944
	Avril . . .	3,135	19,858	11,859	16,328
	Mai . . .	3,329	24,299	10,831	16,680
	Juin . . .	4,809	40,531	11,316	20,645
	Juillet . . .	1,640	15,520	7,820	18,492
	Août . . .	1,694	15,494	8,836	13,127
	Septembre . .	2,806	28,489	10,813	22,223
	9 mois	24,074	186,111	91,862	153,094

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (suite et fin).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
TOTAL.	1913.	1.532,283	420,496	269 186	106,381
	1919	721,111	1,086,739	273,406	50,010
	1920.	1 368,511	2,279,998	413,334	313,661
	1921.	1,343,255	1,615,040	266 299	222,471
	1922.	931,516	1,027,119	268,404	222,007
	1923 {	Janvier . . .	88,053	120,013	22,037
		Février. . . .	74,262	104,286	23,745
		Mars	83,575	114,221	34,456
		Avril	75,892	117,172	27,364
		Mai.	108,194	121,593	29,110
		Juin	114,825	156,839	30,074
		Juillet	83,248	121,460	29 665
		Août	73,096	120,799	31,438
		Septembre . .	72 477	118,017	28 696
	9 mois	773,624	1,094,440	256,585	226,443

5. — PAYS-BAS.

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	
I. — Animaux vivants.	1913.	31,941	34,219	1,959	4,092	
	1919.	14,079	49,626	9	112	
	1920.	6,998	32,833	33	448	
	1921.	8,406	37,975	446	3,766	
	1922.	19,128	59,019	467	2,627	
	1923 {	Janvier. . .	900	2,664	9	49
		Février . . .	834	2 849	41	176
		Mars	1,230	4,372	194	1,074
		Avril	735	2,672	153	969
		Mai.	892	3,286	143	879
		Juin	715	2,709	58	370
		Juillet . . .	217	856	103	740
	Août	295	1,274	93	783	
	Septembre	624	2,808	96	663	
	9 mois	6,442	23,490	890	5,703	
II. — Objets d'alimentation et boissons.	1913.	504,522	150,711	221,754	57,728	
	1919.	109,733	129,714	57,589	88,763	
	1920.	179,861	279,382	72,880	109,010	
	1921.	470,076	485,496	125,306	124,037	
	1922.	396,311	510,041	89,980	82,812	
	1923 {	Janvier. . .	36,698	48,497	4,235	4,857
		Février . . .	28,682	38,246	7,320	7,054
		Mars	37,242	42 751	7,506	7,550
		Avril	17,956	33,887	7,844	5,257
		Mai.	34,499	51,854	2,678	3,268
		Juin	31,187	55,118	4,758	5 539
		Juillet . . .	14,608	33,349	4,878	6,064
	Août	19,569	42,744	6,173	9,957	
	Septembre.	27,145	49,491	7,355	10,624	
	9 mois	247 586	395,937	52,747	60,170	

PAYS-BAS (suite).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
III. — Matières brutes ou simplement préparées.	1913.	1,853,851	127,968	1,656,035	133,968
	1919.	319,606	83,695	1,906,176	226,343
	1920.	669,292	276,649	1,120,712	379,214
	1921.	1,471,186	279,968	2,756,044	478,451
	1922.	1,912,754	284,170	1,808,154	236,953
	1923 Janvier.	160,650	23,959	151,609	22,610
	Février	130,077	20,330	137,527	29,861
	Mars	187,898	36,141	163,481	29,636
	Avril	191,606	34,195	150,543	20,923
	Mai.	193,264	28,357	127,420	18,888
	Juin	208,105	38,567	179,115	36,943
	Juillet	224,358	28,864	189,629	36,168
	Août	165,773	28,637	181,474	37,379
	Septembre	201,875	32,651	178,377	42,843
	9 mois	1,663,606	271,701	1,482,175	275,251
IV. — Produits fabriqués.	1913.	109,669	40,597	580,825	124,863
	1919.	71,752	120,206	294,317	132,643
	1920.	74,233	188,918	642,679	548,482
	1921.	86,004	148,336	923,605	348,189
	1922.	92,434	162,361	469,658	343,969
	1923 Janvier	8,508	15,781	25,067	30,047
	Février	9,481	17,809	135,830	37,134
	Mars	11,257	23,839	48,281	56,890
	Avril	12,595	24,806	43,470	44,596
	Mai.	8,993	17,290	38,545	45,325
	Juin	14,785	31,818	58,930	70,605
	Juillet	12,796	23,178	60,498	56,117
	Août	10,571	25,073	74,549	58,387
	Septembre	8,470	21,538	61,905	72,340
	9 mois	97,456	201,132	447,075	471,441

PAYS-BAS (*Suite et fin*).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
TOTAL.	1913	2,499,985	356,998	2,460,573	320,930
	1919	515,170	383,261	2,258,091	447,885
	1920	930,384	777,915	1,836,304	1 037,184
	1921	2,035,673	951,940	3,805,401	954,443
	1922	2,420,927	1,015,634	2 368,259	666 001
	Janvier	206,656	90,902	183,921	57,563
	Février	169,074	79,235	200,718	74,225
	Mars	237,627	107,102	219,462	95,150
	Avril	222,893	95,560	202,009	71,745
	1923 { Mai	237,647	100,787	168,786	68,359
	Juin	254,792	128,212	242,861	113,495
	Juillet	251,979	86,248	255,108	99,117
	Août	196,307	97,727	262,290	106,551
	September	238,116	106,490	247,734	126,471
TOTAL		2,015,091	892,263	1,982,889	812,676

6. — ITALIE.

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
I. — Animaux vivants.	1913	474	1,523	203	588
	1919	»	»	1	25
	1920	1	2	54	605
	1921	187	1,631	17	189
	1922	385	2,513	14	167
	1923 {	Janvier . . .	7	66	»
		Février . . .	1	10	5
		Mars	4	23	17
		Avril	1	6	4
		Mai	13	123	4
		Juin	35	400	9
		Juillet	59	634	6
		Août	69	828	1
		Septembre . .	78	1,108	1
	9 mois	267	3,198	47	461
II. — Objets d'alimentation et boissons.	1913	16,621	9,473	9,456	4,567
	1919	3,724	11,406	136	541
	1920	13,512	32,542	2,032	9,739
	1921	17,832	27,036	12,264	25,130
	1922	30,790	46,378	3,294	8,331
	1923 {	Janvier . . .	1,274	3,213	373
		Février . . .	866	2,495	182
		Mars	990	1,991	170
		Avril	990	3,042	115
		Mai	2,408	3,452	13
		Juin	6,661	5,626	60
		Juillet	1,506	3,421	130
		Août	533	1,730	37
		Septembre . .	1,291	2,623	29
	9 mois	16,519	27,593	1,109	2,139

ITALIE *(suite)*.

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
III. — Matières brutes ou simplement préparées.	1913	146 064	22,966	133,977	31,465
	1919	35,253	21,964	85,641	11,873
	1920	98,089	98,273	140,250	48,032
	1921	63,950	26,249	32,250	38,783
	1922	85,027	49,464	32,327	47,578
	Janvier	13,957	7,467	829	738
	Février	15,421	8,477	860	7,295
	Mars	4,973	3,223	505	1,938
	Avril	7,234	8,468	3,789	7,564
	1923 Mai	8,173	5,358	541	2,947
	Juin	6,290	7,611	6,428	4,600
	Juillet	9,869	8,856	13,647	6,843
	Août	13,768	9,186	18,764	6,669
	Septembre	3,218	5,713	5,438	6,804
	9 mois	82,903	64,359	50,801	45,418
	1913	6,604	9,912	59,696	39,306
	1919	2,466	15,596	3,920	15,134
	1920	4,509	54,537	22,425	104,975
	1921	3,627	36,220	16,761	58,928
	1922	3,638	32,224	22,921	71,481
IV. — Produits fabriqués.	Janvier	331	6,028	1,094	1,868
	Février	546	3,917	2,134	11,095
	Mars	596	6,753	2,112	4,480
	Avril	383	4,067	2,834	15,765
	1923 Mai	538	2,859	2,717	7,063
	Juin	1,074	7,092	1,959	11,810
	Juillet	595	5,079	1,765	9,866
	Août	617	6,861	1,390	7,813
	Septembre	957	6,310	2,079	10,070
	9 mois	5,637	48,966	18,084	79,830

ITALIE (*suite et fin*).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
TOTAL.	1913.	169,763	44,007	203,332	75,931
	1919.	41,443	48,989	89,698	27,573
	1920.	116,111	185,356	164,761	163,351
	1921.	85,596	91,136	61,292	120,030
	1922.	119 840	130,599	58,566	127,537
	1923 {	Janvier . . .	15,569	16,774	2,993
		Février . . .	16,834	14,898	3,182
		Mars	6,562	11,992	2,804
		Avril	8,609	15,583	6,742
		Mai.	11,132	11,791	3,275
		Juin	14,060	20,729	8,435
		Juillet . . .	12,028	17,992	15,549
		Août	14,987	18,604	20,192
		Septembre .	5,546	15,755	7,548
	TOTAL	105,327	144,118	70,042	127,849

7. — SUISSE.

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
I. — Animaux vivants.	1913.	1	5	197	534
	1919.	»	»	27	147
	1920.	1	10	10	85
	1921.	8	42	2,944	11,779
	1922.	17	48	56	192
	1923 { Janvier . . .	»	»	»	»
	1923 { Février . . .	1	4	14	97
	1923 { Mars	»	1	6	40
	1923 { Avril	1	2	24	152
	1923 { Mai	»	»	8	83
	1923 { Juin	»	»	4	36
	1923 { Juillet	»	»	1	12
	1923 { Août	»	2	1	10
	1923 { Septembre . .	»	»	5	48
	TOTAL.	2	9	63	478
II. — Objets d'alimentation et boissons.	1913.	1,565	2,862	12,028	8,702
	1919.	1,120	6,298	1,143	5,924
	1920.	13,044	13,419	5,356	16,006
	1921.	1,418	8,672	85,150	90,606
	1922.	1,290	9,892	20,887	26,042
	1923 { Janvier . . .	123	1,026	1,377	2,036
	1923 { Février . . .	89	771	4,427	7,502
	1923 { Mars	1,110	1,326	2,052	3,956
	1923 { Avril	231	1,537	2,419	5,038
	1923 { Mai	95	617	449	1,313
	1923 { Juin	236	597	770	2,501
	1923 { Juillet	45	517	704	2,349
	1923 { Août	316	1,560	627	2,499
	1923 { Septembre .	166	1,839	607	1,869
	TOTAL.	2,411	9,790	13,432	29,063

SUISSE (suite).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	
III. — Matières brutes ou simplement préparées.	1913.	1,586	3,222	68,969	21,243	
	1919.	4,479	3,233	329,516	51,621	
	1920.	29,445	27,237	180,954	139,614	
	1921.	3,357	3,939	363,483	127,550	
	1922.	2,523	6,619	430,893	73,524	
	1923 {	Janvier . .	474	1,617	10,834	1,662
		Février . .	390	1,039	49,682	13,168
		Mars . . .	417	893	2,205	1,488
		Avril . . .	892	1,560	74,593	24,070
		Mai	657	1,244	12,696	4,691
		Juin	613	848	37,689	9,766
		Juillet . . .	1,218	1,324	33,915	10,309
		Août	708	752	22,889	9,321
	Septembre .	858	1,494	42,877	13,199	
	TOTAL	6,227	10,771	287,380	87,674	
IV. — Produits fabriqués.	1913	4,038	13,287	20,697	22,706	
	1919.	4,827	63,777	9,195	23,761	
	1920	7,658	94,972	59,095	198,804	
	1921.	5,679	75,262	20,060	85,247	
	1922.	8,232	109,500	31,381	89,943	
	1923 {	Janvier . .	774	9,465	893	4,589
		Février . .	678	9,546	4,764	15,766
		Mars . . .	1,067	12,934	516	7,285
		Avril . . .	1,866	12,158	12,951	31,448
		Mai	431	8,749	3,683	11,161
		Juin	989	15,108	4,258	18,800
		Juillet . . .	1,213	11,030	3,631	16,129
		Août	1,246	12,796	2,847	12,636
	Septembre .	1,150	10,971	3,162	14,942	
	TOTAL	9,414	102,757	36,705	132,756	

SUISSE (*suite et fin*).

MARCHANDISES.		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.	Quantités en tonnes.	Valeurs en mille francs.
TOTAL.	1913.	7,190	19,379	101,892	53,416
	1919.	10,426	73,308	339,881	81,457
	1920.	50,148	135,704	245,416	354,701
	1921.	10,462	87,915	471,637	315,215
	1922.	12,062	126,059	483,249	196,200
	Janvier	1 372	12,108	13,105	8,287
	Février	1,158	11,361	58,888	36,533
	Mars	2,595	15,153	4,779	12,768
	Avril	2,989	15,257	89,986	60,707
	1923 { Mai	1,183	10,609	16,837	17,248
	Juin	1,838	16,559	32,722	31,104
	Juillet	2,475	12,872	38,250	28,799
	Août	2,270	15,111	36,363	24,466
	Septembre	2,175	14,345	46,652	30,060
	TOTAL.	18,055	123,375	337,582	249,972

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1923.

WETSONTWERP TOT HERZIENING VAN HET TOLTARIEF ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **MECHELYNCK**.

MIJNE HEEREN,

1. — Het u tot onderzoek voorgelegd ontwerp omvat twee deelen : de eigenlijke artikelen der wet en eene tabel als bijlage. Deze maakt het hoofdzakelijk deel van het ontwerp uit ; zij bepaalt de inkomende rechten op de in België ingevoerde goederen ; de artikelen omschrijven de wijze van toepassing.

In een algemeen gedeelte zet het verslag de heerschende wetgevingsbeginselen uiteen betreffende het toltarief, alsmede het stelsel van het wetsontwerp (I), vervolgens de bestanddeelen welke toelaten den aard van de voorgestelde rechten te bepalen (II).

In de volgende gedeelten onderzoekt het :

De artikelen van het wetsontwerp (III) ;

Het toegevoegd tarief (IV).

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 191 (zittingsjaar 1922-1923).

⁽²⁾ Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren MECHELYNCK, voorzitter, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DE LIEDEKERKE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.
- b) De leden door de *Afdeelingen benoemd* : de heeren HELLEPUTTE, SOUDAN, DE WOUTERS, D'OPLINTER, VAN ACKERE, PONCELET, FLAGEY, DE GERADON en DELVIGNE.

H

Deel IV van het verslag (artikelen van het tarief) wordt eerlang rondgedeeft.

I

Toelichting van de wetgeving.**§ 1. — Algemeen tarief.**

2. — Het toltarief heeft als uitgangspunt de wet van 26 Augustus 1822 « houdende het tarief der invoer-, uitvoer- en doorvoerrechten van alle effecten, waren en goederen », ter uitvoering van de wet van 12 Juli 1821 « tot vaststelling der grondslagen van het belastingstelsel in het Koninkrijk vanaf het jaar 1822 ».

3. — De talrijke en aanzienlijke wijzigingen gebracht in het toltarief van 1822 hadden een groote verwarring gebracht in de classificatie der koopwaren en in de aanduiding van de rechten, waaraan zij onderscheidenlijk onderhevig waren. De herleiding van de munt der Nederlanden in franken maakt de berekeningen in de toepassing der rechten nog meer ingewikkeld ⁽¹⁾. De wet van 21 Maart 1846 (eerste artikel) gelastte de Regeering, een officieele lijst op te maken van het tarief der invoer-, uitvoer- en doorvoerrechten.

Onderscheidene tarieven werden door de Regeering uitgegeven krachtens de wet van 1846; het jongste is het tarief, dat gehecht is aan het Koninklijk besluit van 5 Februari 1906 ⁽²⁾.

Het Beheer der financiën heeft sindsdien verscheidene brochures laten verschijnen met den titel *Tabel der invoerrechten*. Zij dienen enkel tot inlichting en hebben slechts ten doel, aan het publiek en aan de ambtenaren van het Beheer toe te laten zich rekenschap te geven van de toepasselijke rechten, zooals vermeld staat in eene voorafgaande nota bij de tabel, op 1 Januari 1914 uitgegeven. Een laatste tabel verscheen op 1 Juli 1921; zij dient alleen voor de ambtenaren van het Beheer.

(1) Wet van 21 Maart 1846. — Memorie van Toelichting, zittingsjaar 1845-1846. *Stuk* n^o 96. *Handel.* bladz. 469.

(2) *Tarif officiel des douanes de Belgique* uitgegeven door het Departement van Financiën en van Openbare Werken ter uitvoering van de wet van 21 Maart 1846 en goedgekeurd bij Koninklijk besluit van 5 Februari 1906.

Het wordt onderverdeeld in vier hoofddeelen :

1^o *De voorafgaande beschouwingen* : zij vatten de hoofdpunten samen van de tolwetten, die inzonderheid betrekking hebben op het tarief;

2^o *Het algemeen register* : het vermeldt de koopwaren onder de in den koophandel meest gebruikelijke benamingen en geeft er de indeeling van, alsmede den grondslag en het beloop der van toepassing zijnde rechten;

3^o *De tabel der invoerrechten* : zij vermeldt de wettelijke benamingen, den grondslag en het beloop der in de wet geschreven en vastgestelde rechten welke als titels van inning gelden; deze staan vermeld ten overstaan van elke rubriek;

4^o *De bijlage* : Zij omvat onderscheidene tabellen opgevende de dienstverstrekkingsbureelen, der hulpbureelen en der tolmagazijnen.

4. — Het van kracht zijnde officieel tarief stelt niet vast welke de invoerrechten zijn; het maakt enkel de samenordering van de rechten, door de wet vastgesteld.

De meeste wetsbepalingen, waarbij de douanerechten worden gewijzigd, hebben alleen betrekking op eene of andere categorie van koopwaren.

Alzoo heeft, sedert den oorlog, de wet van 14 Juli 1919 de invoerrechten afgeschaft op het vee en het versch vleesch; de wet van 29 Augustus 1919 regelde de rechten op de alcoholische vloeistoffen en de met brandewijn verduurzaamde eetwaren; die van 22 Juni 1922 heeft betrekking op de vluchtige oliën of essences; die van 6 Februari 1923, op de suikers, siropen en melassen, alsmede op de tabak en de lucifers.

De wet van 31 Maart 1924 strekt zich verder uit; zij betreft negentien artikelen van het tarief ⁽¹⁾.

5. — De aanzienlijkste wijzigingen van het toltarief vloeien voort uit de handelsverdragen, alsmede uit de onderscheidene wetten die de algemeenmaking er van hebben gemachtigd.

De door België gesloten handelsovereenkomsten behelzen, ten voordeele van beide verdragsluitende partijen, de behandeling der meest begunstigde natie.

Anderzijds, in 1892, op het oogenblik waarop verscheidene handelsverdragen, namelijk het Fransch-Belgisch verdrag van 1881, waren opgezegd geworden en hun vervalltermijn naderde, heeft eene wet van 30 Januari 1892 « de Regeering gemachtigd om op de vreemde landen, welke zich oogenblikkelijk zonder verdrag met België zouden bevinden, voorloopig, geheel of gedeeltelijk, de behandeling der meest begunstigde natie toe te passen in zake koophandel, scheepvaart en

(1) Artikel 17. — Groenten.

» 19. — Minerale wateren.

» 25. — Vruchten.

» 27. — Kleedingstukken, linnengoed, confecties.

» 29 en 38. — Fotografietoestellen.

» 30. — Muziekinstrumenten.

» 38. — Kramerij en ijzerwaren.

» 39. — Voorwerpen in goud, zilver en platina.

» 40. — Meubelen.

» 42. — Zakuurwerken en kassen voor zakuurwerken.

» 44. — Borstbeelden, standbeelden, standbeeldjes, beelden en beeldjes in albast, in hout, in marber of anderen steen, in pleister of in cement.

» 47. — Alcohol bevattend reukwerk.

» 48. — Pelterijen en leeren handschoenen.

» 49. — Meubileeringsvoorwerpen.

» 50. — Oesters, kreeften en langoustes.

» 51. — Aardewerk.

» 64. — Weefsels.

» 66. — Gewoon glaswerk.

» 70. — Rijtuigen.

douanen, in zooverre dat België in dit zelfde opzicht, in gezege lande, aan het regime der meest begunstigde natie onderworpen zij. »

Ten einde de handelsbetrekkingen met Frankrijk in stand te houden, heeft de Regeering van deze vrijheid dadelijk gebruik gemaakt door een Koninklijk besluit dat, evenals de wet, de dagteekening draagt van 30 Januari 1892.

De bepaling der wet van 30 Januari 1892 werd overgenomen in artikel 1 der wet van 19 Mei 1902.

Alzoo werden, hetzij door overeenkomsten, hetzij in feite, tot bijna al de natiën, welke in België koopwaren invoeren, de rechtenverminderingen uitgebreid, welke het bij overeenkomst aan zekere landen had verleend. De uitzonderingen op den regel der behandeling van de meest begunstigde natie zijn zoo weinig belangrijk dat het er toe gebracht werd, de bij overeenkomst vastgestelde tarieven, door onderscheidene wetten, algemeen te maken en op te nemen in zijn algemeen tarief.

Het is niet zonder belang, een gedeelte over te nemen uit het verslag der wet van 14 Augustus 1865 :

« Op dit oogenblik, zegt het verslag van de Middenafdeeling, heeft België verscheidene toltarieven : het algemeen tarief en het conventioneel tarief voortvloeiende uit onze onderscheidene handelsverdragen; het eerste, in stede van het tarief te zijn dat toepasselijk is op de meeste in België ingevoerde koopwaren, is een gansch uitzonderlijk tarief geworden; de conventionele tarieven, daarentegen, beheerschen thans nagenoeg al onze ingevoerde artikelen, omdat wij, door internationale overeenkomsten, het met Frankrijk gesloten verdrag van 1864 alsmede de wijzigingen, welke sindsdien daaraan werden toegebracht, toepasselijk gemaakt hebben op bijna al de landen.

Het is dus wenschelijk, zoowel voor den handel en de nijverheid als voor het beheer zelf, een eenvoudig en eenvormig tarief te bezitten ⁽¹⁾. »

6. — De wet van 14 Augustus 1865 heeft de Regeering gemachtigd om de tarieven en tolbeschikkingen, voortvloeiende uit de handels- en scheepvaartverdragen, gesloten op 1 Mei 1864 (Fransch-Belgisch Verdrag) en nadezen datum, algemeen te maken. Een Koninklijk besluit van 16 Augustus 1865, genomen ingevolge de wet van 14 Augustus, regelt het tarief der invoer-, uitvoer- en doorvoerrechten.

Sindsdien heeft de Regeering, bij Koninklijk besluit van 13 Mei 1882, krachtens de wet van denzelfden datum, de toepassing algemeen gemaakt van het tarief voortvloeiende uit het handelsverdrag, op 31 October 1881 met Frankrijk gesloten.

Bij Koninklijk besluit van 31 Januari 1906, krachtens de wet van 16 Juni 1905, heeft zij van algemeene toepassing gemaakt het tarief voortvloeiende uit het bij het handelsverdrag van 6 December 1891 toegevoegd verdrag, op 22 Juni 1904 tusschen België en Duitschland gesloten.

Bij Koninklijk besluit van 1 Maart 1906 werd van algemeene toepassing gemaakt het tarief voortvloeiende uit het handelsverdrag, op 12 Februari 1906

(1) Zittingsjaar 1864-1865; Kamer der Volksvertegenwoordigers, Stuk n^o 253, bl. 146.

tusschen België en Oostenrijk-Hongarije gesloten en goedgekeurd door de wet van 1 Maart 1906.

De uit de alzoo algemeen gemaakte handelsverdragen voortvloeiende wijzigingen zijn het bestendig stelsel in het land geworden; zij maken het hoofdgedeelte uit van het bestaande officieel tarief.

7. — Om dit betoog te volledigen, is het noodig den toestand van België tegenover de onderscheidene landen, wat aangaat zijne handelsbetrekkingen, uiteen te zetten ⁽¹⁾.

A. — De verdragen met Duitschland (6 December 1891, 22 Juni 1904), Oostenrijk-Hongarije (12 Februari 1906), Bulgarije [(16-29 Augustus 1908)] zijn ten gevolge van den oorlog krachteloos geworden. De Vredesverdragen van Versailles en van Neuilly-s/-Seine leggen onderscheidenlijk aan Duitschland en aan Bulgarije de verplichting op, de behandeling van de meest begunstigde natie op België toe te passen, zonder wederkeerigheid van zijnentwege, gedurende een tijdsverloop van vijf jaar vanaf het in werking stellen van deze verdragen ⁽²⁾; de vredesverdragen van St-Germain en van Trianon leggen dezelfde verplichting op onderscheidenlijk aan Oostenrijk en aan Hongarije voor een termijn van drie jaar.

Wat Turkije betreft is het verdrag van 3 Augustus 1838 *in stricto jure* nog steeds van kracht, daar het Verdrag van Lausanne België niet als oorlogsvoerende natie heeft beschouwd.

De termijn van vijf jaar aan Duitschland en aan Bulgarije opgelegd vervalt onderscheidenlijk op 10 Januari 1925 en 27 Augustus 1925. De termijn van drie jaar aan Oostenrijk opgelegd is vervallen sedert 16 Juli 1923; een nieuw handelsverdrag werd met dit land geteekend op 14 December 1923, maar werd nog niet bekrachtigd. De termijn van drie jaar aan Hongarije opgelegd vervalt op 26 Juli 1924.

B. — De overige handelsverdragen behelzen het beding der behandeling van de meest begunstigde natie; zij zijn verlopen, maar gaan voort hunne uitwerking te doen gevoelen tot zij worden opgezegd hetzij krachtens eene bepaling van verlenging, in het verdrag zelf geschreven, hetzij krachtens voorloopige schikkingen.

⁽¹⁾ Inlichtingen verstrekt door het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

⁽²⁾ *Duitschland.* — Verdrag van Versailles d.d. 28 Juni 1919, artikelen 264, 267, 280; inwerkingtreding : 10 Januari 1920.

Oostenrijk. — Verdrag van Saint-Germain d.d. 4 September 1919, artikelen 217, 220, 232; inwerkingtreding : 16 Juli 1920.

Bulgarije. — Verdrag van Neuilly-s/-Seine d.d. 27 April 1919, artikelen 147, 151, 160; inwerkingtreding : 9 Augustus 1920.

Hongarije. — Verdrag van Trianon d.d. 4 Juni 1920; artikelen 200, 203, 915; inwerkingtreding : 26 Juli 1921.

Het tijdsverloop van opzegging is gewoonlijk van één jaar :

	Datum der verdragen of der voorloopige overeenkomsten.
<i>Bolivia</i>	18 April 1912.
<i>Denemarken</i>	18 Juni 1895.
<i>Egypte</i>	24 Juni 1891.
<i>Ecuador</i>	5 Maart 1887.
<i>Vereenigde-Staten van Amerika</i>	8 Maart 1875.
<i>Ethiopië</i>	6 September 1906.
<i>Honduras</i>	25 Maart-30 Augustus 1909.
<i>Italië</i>	11 December 1882.
<i>Liberia</i>	1 Mei 1885.
<i>Mexico</i>	7 Juni 1895.
<i>Nicaragua</i>	8 Mei 1858.
<i>Noorwegen</i>	24 Juni 1910.
<i>Paraguay</i>	15 Februari 1894.
<i>Nederland</i>	12 Mei 1863-7 December 1865.
<i>Perzië</i>	31 Juli 1857.
<i>Salvador</i>	21 Maart 1906.
<i>Servië</i>	24 April 1907.
<i>Siam</i>	29 Augustus 1868-4 Augustus 1883.
<i>Zweden</i>	11 Juni 1895.
<i>Zwitserland</i>	3 Juli 1889.
<i>Venezuela</i>	1 Maart 1884.

Het tijdsverloop van opzegging is van zes maand :

Portugal 11 December 1897-22 Januari 1920.

Het is van drie maanden :

Groot-Brittannië, Britsch Indië
en de koloniën van Chypre,
Nieuwland, Ceyland, Luçon en
Queensland 27 Juli 1898.
Griekenland 1 November 1904.
Rumenië 5 Juni 1906-20 April 1922.
Polen 30 December 1922.

C. — De verdragen blijven in werking
 totdat een nieuw verdrag gesloten is :

Japan 17 Juli 1911.
Zanzibar 30 Mei 1885.

D. — Het verdrag met *China* (2 November 1865) is in werking tot 27 October 1926 ; zoo het niet zes maanden vóór dezen datum opgezegd wordt, herneeft het zijne werking voor een nieuwen termijn van tien jaar.

Wat betreft *Marokko* (4 Januari 1862), en *Turkije* (3 Augustus 1838), behelzen de verdragen geene bepaling noch van duur noch van opzegging.

E. — Drie landen genieten den feitelijken toestand voorzien door de wet van 19 Mei 1902 : *Frankrijk, Tunesië en Spanje.*

Bij de Kamer werd reeds een handelsovereenkomst met Frankrijk aanhangig gemaakt; deze conventie werd slechts voor één jaar gesloten; zij kan, mits opzegging van zes maanden, verbroken worden.

F. — Eene bijzondere schikking werd getroffen met Canada.

G. — België heeft niet de minste handelsschikkingen getroffen met de volgende landen :

Europa : Rusland, wiens verdrag van 9 Juni-28 Mei 1858 tijdens den oorlog werd opgezegd; Esthonië, Finland, Lettonië, Lithuanië, Tscheco-Slowakije (met dit laatste land zijn onderhandelingen aangeknoopt).

Afrika : Zuid-Afrikaansche Unie.

Amerika : Argentinië, Brazilië, Chili, Colombië, Costa-Rica, Cuba, Dominicaansche Republiek, Guatemala, Haïti, Panama, Uruguay.

Azië : Republiek van Georgië, Hedjaz.

Oceanië : Australië, Nieuw-Zeeland.

§ 2. — *Differentieele tarieven.*

8. — Artikel 2 der wet van 19 Mei 1902 laat toe, met een bijzonder recht de koopwaren te belasten herkomstig uit landen, die met België geen handelsschikkingen hebben getroffen en die daarop niet het regime der meest begunstigde natie toepassen; het is het recht van het toltarief vermeerderd met 50 t. h., en, indien de koopwaren niet belast zijn door het tarief, met 15 t. h. van hunne waarde of met een specifiek recht van gelijk bedrag op den grondslag van hunne gemiddelde waarde.

De Regeering, naar luid van artikel 3 der wet, wordt bovendien gemachtigd om bij den invoer der goederen, welke in hun land van herkomst of van oorsprong eene rechtstreeksche of onrechtstreeksche premie bij den invoer genieten, een compensatierecht te heffen van gelijk bedrag als deze premie.

Deze twee bepalingen werden niet toegepast.

9. — De wet van 10 Juni 1920 machtigt de Regeering om, wegens dringende redenen van economischen aard, de invoering te bevelen van nieuwe rechten mits bij de Kamers wordt ingediend — onverwijld, zoo ze vergaderd zijn, zooniet tijdens het eerstvolgend zittingsjaar — een wetsontwerp tot goedkeuring van den maatregel.

Bij Koninklijk besluit van 3 November 1921 worden bijzondere inkomende rechten geheven van sommige uit Duitschland herkomstige of oorspronkelijke koopwaren.

Door de volgende beschouwing wordt de maatregel in het besluit gerechtvaardigd :

« Overwegende, dat ten gevolge der plotselinge en aanzienlijke daling van den geldwissel van Duitschland, de bestanddeelen van den kostenden prijs der

in dat land gefabriceerde goederen, namelijk de aankoop prijs der grondstoffen van Duitschen oorsprong en het bedrag der dagloonen, zich in zulke verhoudingen voordoen dat de normale voorwaarden der mededinging daardoor volkomen worden gestoord; dat daaruit voor de Belgische nijverheid, op een tijdstip van reeds verscherpte crisis, een klaarblijkelijke toestand van minderheid voortvloeit, dewelke het aan den gang houden van talrijke fabrieken in gevaar brengt en aldus de groote massa van haar personeel tot werkloosheid dreigt te doemen... »

Het besluit van 3 November werd door de wet van 8 April 1922 bekrachtigd.

10. — De wet van 8 April 1922 heeft, door haar artikel 2, 3^o, de Regeering gemachtigd om de regeling betreffende de Duitsche koopwaren geheel of gedeeltelijk van toepassing te maken op koopwaren herkomstig of oorspronkelijk van andere landen dan Duitschland, « wanneer, door de merkelijke daling van den muntwissel in die landen en de economische nawerking welke daarmede verband houdt, de normale voorwaarden der mededinging volstrekt geschokt zijn en de Belgische nijverheid diensgevolge bedenkelijk in gevaar gebracht wordt ».

Bij Koninklijk besluit van 29 Mei 1923, genomen ter uitvoering van die bepaling, werd een differentieel tarief toegepast op de koopwaren oorspronkelijk of herkomstig van Tscheco-Slowakije.

Het werd op 8 Juni 1923 aan de Kamer medegedeeld.

11. — De bepalingen der wetten van 8 April 1922 zijn slechts van tijdelijken aard; gemachtigd voor een duur van één jaar, werd ten laatste hun duur verlengd, door de wet van 29 Juni 1923, tot 31 December 1923.

§ 3. — *Verhoogingscoëfficiënten.*

12. — De wet van 10 Juni 1920 machtigt de Regeering, gedurende één jaar vanaf hare afkondiging, om verhoogingscoëfficiënten toe te passen op de in het toltarief ingeschreven bedragen der specifieke rechten.

Deze reeds in Frankrijk toegepaste maatregel is gebillijkt zoowel door de aanzienlijke verhooging der prijzen als door de verstoring van den wissel ⁽¹⁾; zij is slechts eene schijnbare verhooging, en heeft voor eenig doel het specifiek recht in verhouding te stellen met de waarde van de ingevoerde koopwaar.

Deze beweegreden gaf aanleiding, in 1921, tot eene vermeerdering van de verhoogingscoëfficiënten; de uiterste grens, door de wet van 10 Juni 1920 op 3 bepaald, werd, door die van 31 Maart 1921, op 6 gebracht.

(1) Zittingsjaar 1919-1920 : *Stuk* n^o 30, Memorie van Toelichting : *Stuk* n^o 158, Verslag van den heer de Liedekerke.

De wetten van 10 Juni 1920 en 31 Maart 1921 waren slechts aangenomen geworden voor één jaar; zij werden achtereenvolgens verlengd :

- tot 30 Juni 1922 (Wet van 14 Juni 1921);
- tot 30 Juni 1923 (Wet van 30 Juni 1922);
- tot 31 December 1923 (Wet van 29 Juni 1923).

De Regeering is verplicht, aan de Kamers de maatregelen mede te deelen, getroffen krachtens de wet van 10 Juni 1920.

Buiten de drie verlengingsbesluiten, — 15 Juni 1921, 30 Juni 1922, 29 Juni 1923, — heeft de Kamer mededeeling ontvangen van vijf Koninklijke besluiten tot vaststelling of wijziging der verhoogingscoëfficiënten ⁽¹⁾.

De coëfficiënten worden in deze besluiten vastgesteld, volgens de goederen, op 1.50; 2; 2.50; 3; 3.50; 4; 5 en 6.

(1)	Datum van het besluit.	Datum van den zendbrief.	Datum der mededeeling aan de Kamer.
	—	—	—
1.	12 Juni 1920	19 Juni 1920	23 Juni 1920
2.	31 Maart 1921	11 April 1921	12 April 1921
3.	30 Juni 1921	2 Juli 1921	7 Juli 1921
4.	14 November 1921	27 December 1921	24 Januari 1922
5.	28 Juli 1922	14 Augustus 1922	18 October 1922

II

Algemeen onderzoek van het tariefontwerp.

Alvorens de beginselen te onderzoeken toegepast in het tariefontwerp, heeft de Commissie tot de Regeering onderscheidene vragen gericht; de vragen en de antwoorden zijn te vinden in de bijlage I; daarop wordt herhaaldelijk in dit verslag gewezen.

§ 1. — *Onrechtstreeksche belastingen en gewone inkomsten van den Staat.*

13. — Het ontwerp tot herziening van het toltarief behoort tot de onderscheidene belastingwetten, door de Regeering gedurende het zittingsjaar 1922-1923 ingediend.

Het Belgisch fiscaal stelsel werd tot stand gebracht met het doel zekere evenredigheid te behouden tussehen de voornaamste bronnen van de gewone Staatsinkomsten : de rechtstreeksche belastingen; de registratie-, successie-, zegel- en griffierechten; de onrechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.

In 1913, brachten de onrechtstreeksche belastingen in de Schatkist 56 t. h. der inkomsten; de beide overige categorieën, elk 22 t. h.

Sedert 1918, verminderde het aandeel der onrechtstreeksche belastingen die de levensmiddelen sterk beïnvloeden; in de Begrooting voor 's Lands Middelen voor 1923 was de opbrengst van elke der drie categorieën van belastingen vermeld voor eene nagenoeg gelijke som; de rechtstreeksche belastingen kwamen echter op de eerste plaats met 35.9 t. h., de overige gaven elk 32.5 t. h.

De volledige toepassing van het tariefontwerp zou, volgens de zeer benaderende ramingen van het Departement van Financiën, aan den Staat eene ontvangst van ongeveer 560 millioen opleveren, of 160 millioen meer dan hij tegenwoordig optrekt ⁽¹⁾.

Echter, werd het tarief opgevat met het oog op het sluiten van handelsovereenkomsten welke wederzijdsche toegevingen vereischen en vermindering der voorziene rechten verwekken.

Het aan de Kamer onderworpen Franco-Belgisch akkoord wijzigt de rechten voor 534 categorieën op de 2,967 welke het tarief omvat.

Zijne uitslagen zullen algemeen worden gemaakt wegens het beding van behandeling der meest begunstigde natie dat in al de door België gesloten handelsovereenkomsten geschreven is; daaruit zal eene vermindering van 78 millioen voortvloeien en de vermeerdering zal dus van 160 tot op 82 millioen worden teruggebracht.

In het Begrootingsontwerp voor 1924, heeft de Regeering rekening gehouden met de reeds aangenomen belastingen en met de douaneontvangsten die het nieuwe tarief zal opleveren.

(1) Zie tabel, bijlage II.

Het onderscheidenlijk deel van de onderscheidene reeksen van belastingen volgens de Begrootingen van 1913 en 1924, wordt in de volgende tabel aangeduid ⁽¹⁾ :

	1913		1924	
	Millioen.	t. h.	Millioen.	t. h.
Rechtstreeksche belastingen.	85	22.4	947	34.0
Registratie, successie, zegel, griffie.	84	21.9	1,063	38.1
Douanen en accijnzen	215	56.0	778	27.9
	384	100.0	2,788	100.0

De ontvangsten van de registratie, van de successie en van het zegel, geraamd op 1,063,000,000 frank, omvatten de opbrengst van de overdrachtsbelasting, en de heffing van de facturen; de aard van deze heffingen brengen hen nader bij de onrechtstreeksche belastingen; het is redematig daarvan eene bijzondere categorie te vormen; ingevolge de toelichting der begrooting, komen zij tusschenbeide in de 1,063 miljoen : de overdrachtsbelasting voor 380 miljoen, de heffing van de facturen voor 20 miljoen; te zamen 400 miljoen.

In de Algemeene toelichting der begrooting, raamt de Regeering, anderzijds, de vermeerdering van ontvangsten, voort te vloeien uit de toepassing van het nieuwe tarief, op 90 miljoen; maar rekening houdende met het tijdstip waarop het nieuwe tarief zal in werking treden, vermeldt zij die slechts voor 50 miljoen.

De toestand van 1913, zelfs rekening houdende met deze twee beschouwingen, wordt omvergeworpen; de rechtstreeksche belastingen stijgen van 21.9 t. h., in 1913, tot 33.5 t. h. in 1924; de registratie-, de successierechten, enz., van 21.9 t. h. tot 23.5 t. h.; de douanen en accijnzen vallen van 56 t. h. op 28.9 t. h. en, als men daarbij voegt de taxes voor overdracht en facturen, bereiken zij nog enkel 43 t. h. van het totaal der ontvangsten aan de belasting verschuldigd ⁽²⁾.

§ 2. — Aard van het minimum-tarief.

14 — De Memorie van Toelichting zegt, dat de « Regeering, zooals hare voorgangsters, van meening blijft dat de Belgische tolpolitiek haar traditioneel vrijheidskarakter moet behouden ⁽³⁾ ».

(1) Cijfers van de Algemeene toelichting der Begrooting voor 1924, bl. 4.

	Millioen.	t. h.
(2) Rechtstreeksche belastingen	947	33.5
Registratie, enz. (1063-400)	663	23.5
Overdrachts- en factuurbelasting	400	14.1
Douanen en accijnzen (778 + 40)	818	28.9
	8,828	100.0

(3) Memorie van Toelichting, bl. 1.

Echter zijn de goederen zeer talrijk welke thans zijn vrijgesteld en waarvan door het ontwerp rechten worden geheven; die welke reeds getaxeerd zijn zullen bijna alle meer aangeslagen worden door de verhooging of van het recht, of van den coëfficiënt, of zelfs van het recht en van den coëfficiënt te zamen.

Uwe Commissie, met het doel het algemeen kenmerk te doen blijken van de wijzigingen welke het ontwerp aan de bestaande regeling toebrengt, heeft de goederen in vier groote categorieën ingedeeld :

- I. — De levende dieren;
- II. — De voedingsartikelen;
- III. — De ruwe grondstoffen noodig voor de nijverheid en die welke eenvoudig zijn toebereid en door 's lands nijverheid worden vervormd;
- IV. — De fabrikaten.

Deze indeeling, welke in de officieele statistische uitgaven wordt gevolgd : *Tableau annuel du commerce extérieur, Bulletin mensuel du commerce*, werd, op aanvraag van de Commissie, door het Departement van Financiën toegepast op de inlichtingen die het haar heeft verstrekt omtrent de uitkomsten van het bestaande tarief en omtrent die welke verondersteld worden door het tarief-ontwerp en door het wegens de Franco-Belgische overeenkomst verminderd tarief te zullen opgeleverd worden.

De drie toestanden worden in de volgende cijfers omgezet, indien men als grondslag neemt den invoer van het eerste jaar der Belgo-Luxemburgsche Economische Overeenkomst, dd. 1 Mei 1922-30 April 1923 ⁽¹⁾ :

Goederen.	Rechten onder het bestaande stelsel.	Rechten voorzien op het minimum-tarief.	Rechten voorzien op het stelsel bij overeenkomst.
—	—	—	—
I. — Levende dieren . . . fr.	Vrij.	Vrij.	Vrij.
II. — Eetwaren en dranken. . .	120,333,910	134,069,500	110,337,965
III. — Bruto of eenvoudig be- reide grondstoffen . . .	71,835,137	91,420,690	90,584,490
IV. — Fabrikaten	207,401,958	333,646,680	280,693,560
TOTAAL fr.	399,571,605	559,136,870	481,616,015

(1) Zie tabel, bijlage II, blz. 54 en 55.

Op de waarde van den invoer, gedurende hetzelfde tijdsverloop, vertegenwoordigen deze rechten een percentage van :

Goederen.	Waarde in duizend frank.	Bestaande tarief. t. h.	Minimum- tarief. t. h.	Tarief bij overeen- komst. t. h.
I. — Levende dieren. . . .	133,667	vrij	vrij	vrij
II. — Eetwaren en dranken . .	2,861,351	4.20	4.68	3.89
III. — Bruto of eenvoudig be- werkte grondstoffen	4,112,127	1.74	2.22	2.20
IV. — Fabrikaten	2,914,469	7.11	11.45	9.63
	<u>10,021,614</u>	<u>3.98</u>	<u>5.57</u>	<u>4.85</u>

Tusschen de huidige regeling en die van het voorgestelde minimum-tarief ligt het volgende onderscheid :

I. . . .	vrij	vrij	vrij
II. . . .	4.20 tot	4.68 =	+ 0.48 %.
III. . . .	1.74 tot	2.22 =	+ 0.48 %.
IV. . . .	7.11 tot	11.45 =	+ 4.34 %.

GEMIDDELDE CIJFERS . . . 3.98 tot 5.57 = + 1.59 %.

en tusschen de huidige regeling en die van het verminderde tarief bij overeenkomst :

I. . . .	vrij	vrij	vrij
II. . . .	4.20 tot	3.89 =	— 0.31 %.
III. . . .	1.74 tot	2.20 =	+ 0.46 %.
IV. . . .	7.11 tot	9.63 =	+ 2.52 %.

GEMIDDELDE CIJFERS . . . 3.98 tot 4.85 = + 0.87 %.

Uit deze cijfers blijkt, dat het verschil zoodanig gering is, dat alle schijn van wijziging in de beginselen zelf van de tolwetgeving moet worden afgewezen.

15. — Bijzondere aandacht moet gehecht worden aan de voedingsartikelen. Met dezelve te vereenigen met de dranken, in eene en dezelfde categorie, zou men een onjuist denkbeeld hebben van de rechten die ervan geheven worden.

De dranken — wijnen, bieren, gedistilleerde dranken — worden, inderdaad, bezwaard met bijzondere rechten die den algemeenen last vergrooten en die voor de voedingsartikelen een percentage doen voorkomen dat zij in werkelijkheid niet te dragen hebben.

De verhouding tusschen het recht en de waarde, onder het regime van het huidige tarief, van het voorgesteld tarief en van het verminderd tarief die, voor de categorie II, onderscheidenlijk bedraagt : 4.20 — 4.68 — 3.89, wordt volkomen gewijzigd wanneer elk dezer bestanddeelen afzonderlijk wordt genomen ⁽¹⁾.

Zij bereikt voor de dranken : 36.95 — 38.01 — 29.93 t. h. en daalt af voor de voedingsartikelen tot 1.73 — 2.16 — 1.85 t. h.

Nog lager wordt het percentage indien men rekening houdt, eensdeels, met de levende dieren die vrij zijn van het recht, anderdeels, met de suiker, die getroffen door een bijzonder recht dat niet door het ontwerp wordt gewijzigd en met zekere artikelen van weeldeverbruik ⁽²⁾, waar het wordt vermindert tot 1.48 — 1.85 — 1.59 t. h. van de waarde der ingevoerde goederen.

16. — De aandacht van de Commissie wordt getrokken op de wijzigingen welke het nieuwe tarief toebrengt in de rechten geheven van de goederen vermeld door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid in het *Index* voor kleinhandel.

Het « index » omvat 57 artikelen, waarvan er 55 door de Commissie werden onderzocht ⁽³⁾ :

a) Het huidige stelsel wordt behouden voor 42 artikelen.

18 zijn en blijven vrij van rechten :

1. Brood.	10. Gesmolten rundervet.
2. Aardappelen.	11. Rundvleesch : tussenribstuk.
3. Ongebrande koffie.	12. Gehakt rundvleesch.
4. Rijst.	13. Rundvleesch : bouilli plat ribstuk.
5. Boonen.	14. Varkensvleesch : ribben.
6. Afgeroomde melk.	15. Inlandsch spek.
7. Volle melk.	16. Amerikaansch spek.
8. Eieren.	17. Rookharing.
9. Inlandsche reuzel.	18. Steenkool.

(1)	Waarde in duizend frank.	Huidig tarief. Geïnde rechten.	t. h.	Minimum-tarief. Geraamde rechten.	t. h.	Convent. tarief. Geraamde rechten.	t. h.
Voedingsartikelen . . .	2,660.977	46,278.252	1.73	57,495.800	2.16	50,353.145	1.85
Dranken	200.374	74,055.658	36.95	76,573.700	38.01	59,984.820	29.93
TE ZAMEN	2,861.351	110,333.910	4.20	134,069.500	4.68	110,337.965	3.89

(2)	Waarde in duizend frank.	Huidig tarief. Geïnde rechten.	t. h.	Minimum-tarief. Geraamde rechten.	t. h.	Convent. tarief. Geraamde rechten.	t. h.
Levende dieren . . .	133.667	»	»	»	»	»	»
Voedingswaren . . .	2,629.578	40,954.102	1.48	51,145.400	1.85	44,116.775	1.59

⁽³⁾ De artikelen gas en electriciteit, in het *Index* vermeld, komen hier niet voor.

Zie in de bijlage 1 van het verslag eene tabel aangevende voor elk artikel het huidige recht alsmede het nummer en het recht van het tariefontwerp.

24 blijven aan de huidige rechten onderworpen :

1. Gebrande koffie.	13. Boenders.
2. Suiker.	14. Amerikaansche dweilen ⁽³⁾ .
3. Azijn.	15. Tabak.
4. Boerenboter.	16. Veston-kostuum op maat voor heeren.
5. Melkerijboter.	17. Viltten bolhoed ⁽³⁾ .
6. Margarine.	18. Arbeidsmuts ⁽²⁾ .
7. Bloedworst.	19. Gekleede muts ⁽²⁾ .
8. Leverpastei ⁽⁴⁾ .	20. Wit katoenen manshemd.
9. Bier.	21. Halffinnen manshemd.
10. Sunlight-zeep in stukken.	22. Blokken ⁽³⁾ .
11. Groene zeep ⁽²⁾ .	23. Kaarsen ⁽⁴⁾ .
12. Keukenchocolade.	24. Lucifers.

b) Het huidige stelsel wordt gewijzigd voor 13 artikelen.

5 van rechten vrijgestelde artikelen worden door het tariefontwerp belast :

1. Chicorei	100 kil.	3 × 3	9 frank.
2. Olijfolie	100 kil.	15 × 2 ⁽⁵⁾	30 id.
3. Aardnotenolie	100 kil.	5 × 2	10 id.
4. Keukenzout	100 kil.	0,50 × 4	2 id.
5. Thee	100 kil.	30 × 3	90 id.

(1) *Leverpastei*. Het huidig recht bedraagt (60 × 5) 300 frank per 100 kil. ; het wetson-
twerp maakt twee categorieën :

a) Worst (van allerlei vorm en aard), verminderd recht (60 × 3) 180 frank ;

b) Crèmes, galantines, enz., recht gebracht op (100 × 5) 500 frank.

De overeenkomst met Frankrijk vermindert het eerste op (45 × 2) 90 frank ; het tweede
op (100 × 4,2) 420 frank.

(2) *Groene zeep, Amerikaansche dweilen, Arbeidsmutsen, Gekleede mutsen* : het tarief-
ontwerp beperkt zich tot wijziging van den coëfficiënt, ten gevolge van de verhooging van
prijs der koopwaar. De overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht op de groene
zeep per 100 kil. op (4 × 2) 8 frank.

(3) *Viltten bolhoed, Blokken* : het voorgestelde specifieke recht stemt overeen met het
huidige recht naar de waarde.

(4) *Kaarsen* : het huidige recht bedraagt (10 × 3,5) 35 frank ; het voorgestelde recht
(12 × 3) 36 frank.

(5) *Olijfolie* : de overeenkomst met Frankrijk schaft den coëfficiënt af ; het recht wordt
aldus gebracht op 15 frank.

8 Artikelen werden hooger getaxeerd dan het huidige recht bedraagt :

	Huidig tarief :		Tariefontwerp :	
1. Cacao in dozen van 5 kil. en minder	100 kil.	30×3	100 kil.	40×3
2. Macaroni om in 't klein te worden uitverkocht.	100 kil.	4×2	100 kil.	6×2 ⁽¹⁾
3. Sardienen	100 kil.	15×2	100 kil.	20×2
4. Boordjes	Waarde	20 t. h.	Waarde	20 t. h. ⁽²⁾
	100 kil.	120		
	id.	140		
5. Dikke arbeiderssokken	id.	150		
6. Gewone sokken.	id.	160	100 kil. $\left\{ \begin{array}{l} 150 \\ 200 \\ 250 \end{array} \right\} \times 4$	
	id.	180		
	id.	200		
	id.	210		
7. Mansschoenen	Waarde	10 t. h.	paar (2 en 1,50) $\times 4$	
8. Herzoling (lapleer)	100 kil.	15×4	100 kil.	30×3

17. — Deze beschouwingen 15 en 16 bevestigen het besluit getrokken uit het onderzoek van de rechten in hun geheel. Voorzeker verhoogt het tariefontwerp het cijfer der tolbelasting uit fiskale noodzakelijkheid; zeer waarschijnlijk behelst het eenige artikelen die te zeer belast zijn, wat door nader onderzoek zal blijken en kunnen verholpen worden; doch in zijn algemeene uitslagen beschouwd, laat het geene wijziging blijken in de traditioneele tolpolitiek van België.

De vergelijking van de uitslagen bekomen door de Fransche en Belgische stelsels komt dit besluit nog bevestigen.

De rechten en taxes door den Franschen toldienst in 1922 geïnd, bedragen, volgens de handelsstatistiek van Frankrijk, — December 1922, blz. 4 en 259, — 2,400,210,000 frank, na aftrek van de zeevaartrechten, de boeten en verbeurdverklaringen en van de belasting op het zakencijfer.

De waarde van den invoer (bijzondere handel) bedraagt 23,900,601,000 frank; de geheven rechten vertegenwoordigen 10 t. h..

Voor eene waarde van 10,021,614,000 frank ingevoerde goederen zullen, in België, de vermoedelijke rechten bedragen :

Met het minimum-tarief : 559,136,870 frank, hetzij 5.57 t. h.

Met het bij overeenkomst verminderd tarief : 481,616,015 frank, hetzij 4.85 t. h.

§ 3. — *Beloop der rechten met het minimumtarief.*

18. — Het aandeel te dragen door de tolbelasting in de nieuwe belastingsinkomsten wordt door het ontwerp van tarief omgeslagen over een zeer groot aantal goederen : weinige categorieën ontsnappen aan de verhooging, hetzij aan

⁽¹⁾ Macaroni om in 't klein te worden uitverkocht : de Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht op 5×2 .

⁽²⁾ Boordjes : de Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht op 15 t. h. naar de waarde.

het recht naar den grondslag, hetzij naar den coëfficiënt, hetzij tegelijkertijd naar het recht en naar den coëfficiënt; het treft zelfs categorieën die heden van de belasting vrij zijn.

Dit stelsel werd gecritiqueerd; de Regeering zou wel verplicht zijn geweest — naar men zegt — het Engelsch stelsel te volgen waarbij slechts eenige producten worden belast. De Memorie van Toelichting komt deze opwerping te gemoet: zij vermeldt voor 1920-1921, dat de Engelsche tolrechten, geraamd op 150,000,000 p. s., door vier artikelen bijna in hun geheel zijn gedekt geworden:

Tabak	62,470,000 £
Suiker	31,000,000 £
Alcohol	22,000,000 £
Thee	17,000,000 £
TE ZAMEN . . .	132,470,000 £

Diezelfde artikelen, in België, leveren op 137,500,000 frank op de 10 milliard ingevoerde artikelen en ongeveer 60 millioen op de 400 millioen geheven rechten ⁽¹⁾.

Tabak, suiker, gedistilleerde dranken werden door onlangs aangenomen wetten belast: een inkomrecht, per 100 kil., van 30 frank met coëfficiënt 3 is voorzien voor de thee in het nieuwe tarief (n^o 65).

Kan men er aan denken nog rechten te heffen van die artikelen, en daarvan te eischen, zelfs met er de wijnen ⁽²⁾ aan toe te voegen zooals een lid van de Commissie het voorstelde, de bijna totale opbrengst der 400 millioen ontvangsten die thans door de douanen worden opgeleverd, ofwel de 500 millioen voorzien voor het nieuwe tarief?

De heffing, tot eenige artikelen beperkt, terzijde gelaten, is het redematigste en voordeeligste stelsel wel datgene waarbij zooveel mogelijk de last van de belasting wordt verdeeld om hem minder zwaar te maken, zonder nochtans de vrijstellingen af te schaffen of het beloop van het recht te verminderen meer dan dit in 't algemeen belang wordt noodig geacht.

(1) Zie de tabellen in de bijlagen van dit verslag.

	Invoer, Waarde.	Geheven rechten.
Tabak fr.	98,543,000	32,676,068
Id.	5,819,000	1,114,678
Suiker	17,370,000	4,132,819
Gedistilleerde dranken .	13,550,000	21,741,409
Thee.	2,218,000	vrij.
TE ZAMEN . . . fr.	137,500,000	59,664,971

(2) De invoerrechten op den wijn vertegenwoordigen eene waarde van 165,680,000 frank en hebben opgebracht eene ontvangst van 46,338,200 frank.

De Regeering verklaart dat zij die beginselen heeft nageleefd bij het opmaken van het nieuwe tarief, en dat zij de heffingen heeft uitgebreid ten einde de belaste artikelen slechts beperkt te belasten; hier, zooals hooger, laat de studie van het tarief en van de redenen, opgegeven door de Memorie van Toelichting om de belasting te billijken, toe na te gaan of deze regelen werden nageleefd.

19. — De Regeering, zoo zegt de Memorie van Toelichting, heeft er zich op toegelegd de rechten te gradueeren volgens den aard van de koopwaar en het gebruik waartoe zij bestemd is; dit stelsel heeft hun toegelaten binnen zekere perken te blijven in het bepalen van het bedrag der rechten :

« Het zal niet onopgemerkt blijven, dat in 't algemeen, voor de aan rechten onderworpen goederen, de hooge bedragen 15 t. h. der waarde niet overtreffen, behalve voor de artikelen, welke niet van dagelijksch gebruik zijn, welke zich niet als onontbeerlijk vertoonen, en welke voor het meerendeel eerder behooren tot hetgeen men gewoonlijk als weeldeartikelen beschouwt. Welnu, op grond dat het recht van 15 t. h. niet overschreden wordt (de opmerking slaat én op de specifieke rechten én op de rechten *ad valorem*) mag gezegd worden dat de belasting in den regel der fiscale taxatie blijft zonder dat een blijkbaar kenteecken van bescherming daaraan kleeft. » (*Mem. van Toel.*, bl. 110.)

Een vlug onderzoek van het tariefontwerp laat toe zich rekenschap te geven van de gebruikelijke taxatieschaal voor de rechten *ad valorem*; de cijfers zijn : 5, 10, 15, 20 t. h. ⁽¹⁾; voor 59 categorieën op 369 bereikt het recht, dat 15 t. h. overschrijdt, 20 t. h.; bij toepassing van de overeenkomst met Frankrijk wordt dit getal met de helft verminderd. De goederen die met dit bedrag zijn aangeslagen, behooren meestal tot de categorieën bedoeld in bovenstaand uittreksel van de Memorie van Toelichting.

Het verband tusschen de belasting en de waarde kan, door het enkel onderzoek van het tarief, niet worden opgemaakt voor de goederen getaxeerd met het

(1) Voorgesteld tarief :		Na toepassing van de overeenkomst met Frankrijk :	
t. h.	Aantal categorieën.	t. h.	Aantal categorieën.
5	97	5	97
10	51	8	1
12	1	10	52
15	161	12	20
20	59	13	19
		15	140
		18	9
		20	31
TE ZAMEN.	369	TE ZAMEN.	369

specifieke recht; de Memorie van Toelichting herhaalt het menigmaal. Het wordt insgelijks bepaald, per groep van goederen, in de bijgaande tabel (1) welke, opgemaakt volgens de inlichtingen, door het departement van Financiën verstrekt, het benaderend cijfer van het recht (col. 12 en 14) aangeeft door vergelijking van de geheven rechten en de waarden aangegeven in de handelsstatistieken (Tabel van den Buitenlandischen Handel- en Maandbulletijn).

Daaruit vloeit een algemeene bemerking voort: het percentage van de voorgestelde rechten, coëfficiënten er bij begrepen, in vergelijking met de naar de waarde ingevoerde goederen, is in vele gevallen beneden dat van 1913. Dit kan niet anders, daar het Departement van Financiën de grondslagbedragen heeft bepaald volgens de waarden van 1913 en de verhoogingsscoëfficiënten in Maart 1922 ⁽²⁾; sinds dien tijd, verhoogde de prijs voor den groothandel en den kleinhandel der goederen in zulke verhoudingen dat het behoud van de verhouding door het beheer gezocht, verbroken wordt ⁽³⁾.

Eenige voorbeelden bewijzen het ⁽⁴⁾.

De prijs der margarine bereikt fr. 1,60 tot 4,20 per kilogram; het bedrag van het recht *ad valorem* valt van 13,3 t. h. op 4,7 t. h. Voor het meel, stijgt de prijs van 0,25 tot 1 frank; het procent van het recht valt van 8 t. h. op 2 t. h. De waarde van de katoen bewerkt voor den kleinhandel, blijkt uit de handelsstatistiek tegen fr. 4.60 per kilogram, in 1913, en tegen 43 frank in 1922-1923; het procent valt van 11,1 t. h. op 4,8 t. h., gelijk ook voor de ongebleekte katoenstoffen: de prijsverhoogingen van 4.40 tot 18 frank doet het procent vallen van 11,8 op 7,7 t. h.

Ondanks dit algemeen verschijnsel van de prijsverhoging op het cijfer van het recht, worden artikelen, met het specifiek recht belast, met hogere bedragen dan 15 t. h. aangeslagen.

Buiten de dranken (wijn, bier, gedistilleerde dranken) die aan een bijzondere regeling zijn onderworpen, is hun aantal tamelijk groot in de categorie II: *Voedingsartikelen*; het zijn over 't algemeen artikelen van weeldeverbruik: wild, leverpastij; vruchten, inzonderheid weeldevruchten en primeurs; chocolade, kruiderijen, truffels, geconfijte vruchten, verduurzaamde geheele vruchten.

Voor de *ruwe stoffen of halffabrikaten* (categorie III), buiten tabak en essences, vermeldt de bijliggende tabel slechts het geschaafd timmerhout als onderworpen aan een recht boven 15 t. h.; voor het grootste aantal der overige groepen is het bedrag lager dan 5 t. h.

Eindelijk, onder de *bewerkte producten* (categorie IV) komt het bedrag van meer dan 15 t. h. voor in de groepen zeep, reukwerken, scheikundige pro-

(1) Bijlage II.

(2) Derde antwoord van de Regeering, Bijlage I.

	Maart 1922.	October 1923.
(3) Index van de prijzen in den groothandel :	350	515
Index van de prijzen in den kleinhandel :	371	463

Zie *Arbeidsblad* 1922, bl. 676, 534; 1923, bl. 2369, 2370.

(4) Zie tabel, bijlage II. kol. 6 en 11 voor de prijzen, 7, 12 en 14 voor het procent.

ducten, in de weefsels voor de wollen tapijten, de linoleum en wasdoeken, verder eindelijk voor de automobielen, motorwielen en rijwielen.

Een studie van de rechten dezer onderscheidene artikelen, bij gelegenheid van het onderzoek van het tariefontwerp, zal toelaten de beweegredenen te bepalen van de belastingsbedragen en te doen uitmaken of zij gebillijkt zijn.

De opsomming van deze enkele goederen, op nagenoeg 3,000 categoriën, welke het tarief voorstelt wijzigt geenszins het besluit hooger getrokken uit de vergelijking, voor de ingevoerde goederen in 't algemeen, van de vermoedelijke opbrengst der rechten de waarde van de ingevoerde goederen.

§ 4. — *Rechten tot steun, hulp, verweer.*

20. — De beschouwingen uiteengezet in de Memorie van Toelichting, daar waar, afdeeling na afdeeling, de door het tariefontwerp gevestigde rechten gebillijkt worden, wijzen herhaaldelijk op de noodzakelijkheid van aan zekere industrieën een steun te verschaffen tegen de buitenlandsche concurrentie; steun, hulp, onderstand, verweer: die woorden en andere van dezelfde waarde schijnen eene strekking weer te geven die in tegenstelling is met die welke de Regeering, in haar eerste gedeelte van de Memorie van Toelichting, verklaart te willen aannemen: « De huidige Regeering, evenals hare voorgangsters, blijft van gevoelen, dat België's tolpolitiek haar traditioneel vrijheidskarakter moet behouden, dank zij hetwelk het land vroeger duurzame tijdperken van welvaart heeft gekend ». Ook wijst zij, aan het slot van hare Toelichting, de bewering af, dat zij die politiek zou opgegeven hebben. « Niet werd ontveinsd, zegt zij, dat het nieuwe regime, op plaatsen, de sporen draagt van de behoefte den moeilijken toestand waarin sommige onzer nijverheden zich bevinden, te verbeteren; die maatregelen bleven nochtans beperkt binnen de grenzen eener wijze gematigdheid » ⁽¹⁾.

Reeds vóór den oorlog, zochten onderscheidene Staten door hunne tolpolitiek voor hunne productie het monopolie van het landsmarkt te behouden; deze kritische toestand verergerde gedurende de jongste tijden en de economische regeling strekt, in sommige landen, er zelfs toe een protectionnistisch regime door een regime van verbod te vervangen.

Uwe Commissie heeft in eene bijlage van het verslag de statistiek gegevens verzameld van den bijzonderen handel (in- en uitvoer) sedert 1913, zoowel die over het geheel als die betreffende de landen waarmede België zijn voornaamste handelsbetrekkingen onderhoudt. In het verslag worden hier de uitkomsten van 1913 en die der eerste elf maanden van 1923, volgens het maandbulletijn van November, weergegeven en tegenover elkander geplaatst. Om daarover te oordeelen moet men rekening houden met twee gegevens; het jaar 1923 is onvolledig, de twaalfde maand ontbreekt, en ook de handel van het Groother-

⁽¹⁾ Memorie van Toelichting, blz. 10.

togdom Luxemburg, welke niet begrepen is in de cijfers voor 1913 en deel uitmaakt van de statistieken voor 1923.

	INVOER.		UITVOER.	
	Hoeveelheden (ton).	Waarde (duizend frank.)	Hoeveelheden (ton).	Waarde (duizend frank.)
Eetwaren en dranken, 1913	4,181,250	1,034,822	1,297,830	327,663
Id. 1923 (11 maanden)	2,644,152	3,082,234	528,416	653,417
	- 1,537,098	+ 2,047,412	- 769,714	+ 325,454
Ruwe of enkel toebeide stoffen, 1913	26,920,240	2,667,035	16,155,896	1,826,078
Id. 1923 (11 maanden)	20,832,288	4,831,634	11,327,878	2,354,707
	- 6,087,952	+ 2,164,599	- 4,828,018	+ 528,629
Fabrikaten, 1913	1,493,638	869,478	3,410,738	1,436,430
Id. 1923 (11 maanden)	1,109,525	3,168,843	3,649,695	4,738,495
	- 384,113	+ 2,299,365	+ 238,957	+ 3,302,065
TOTAAL in 1913	32,656,283	5,049,859	20,885,482	3,715,814
Id. 1923 (11 maanden)	24,615,505	11,198,576	15,519,234	7,852,631
	- 8,040,778	+ 6,148,717	- 5,365,948	+ 4,136,817

Frankrijk.

Eetwaren en dranken, 1913	196,789	81,895	329,773	66,695
Id. 1923 (11 maanden)	257,565	289,413	193,757	184,984
	+ 60,776	+ 207,518	- 131,016	+ 118,289
Ruwe of enkel toebeide stoffen, 1913	7,073,892	344,415	8,001,023	480,794
Id. 1923 (11 maanden)	9,237,564	974,260	6,798,097	889,902
	+ 2,163,672	+ 629,845	- 1,202,926	+ 409,108
Fabrikaten, 1913	185,347	191,244	228,662	130,510
Id. 1923 (11 maanden)	462,937	1,214,461	731,301	657,759
	+ 277,590	+ 1,023,217	+ 502,639	+ 527,249
TOTAAL in 1913	7,465,941	1,000,297	8,563,184	762,187
Id. 1923 (11 maanden)	9,966,353	2,500,718	7,738,471	1,800,080
	+ 2,500,412	+ 1,509,421	- 824,713	+ 1,037,893

	INVOER.		UITVOER.	
	Hoeveelheden (ton).	Waarde (duizend frank).	Hoeveelheden (ton).	Waarde (duizend frank).
Groot-Britannië.				
Eetwaren en dranken, 1913	94,266	40,746	162,033	50,746
Id. 1923 (11 maanden)	59,405	110,769	73,905	144,611
	— 34,861	+ 70,023	— 88,128	+ 93,865
Ruwe of enkel toebeide stoffen, 1913	2,942,529	318,949	1,078,725	153,241
Id. 1923 (11 maanden)	4,769,178	1,060,361	961,358	419,884
	+ 1,826,649	+ 741,412	— 117,367	+ 266,643
Fabrikaten, 1913	126,600	140,282	569,346	306,029
Id. 1923 (11 maanden)	85,407	551,904	478,795	957,250
	— 41,193	+ 411,622	— 90,551	+ 651,221
TOTAAL in 1913	3,177,504	518,475	1,810,388	511,710
Id. 1923 (11 maanden)	4,917,021	1,733,760	1,514,198	1,539,939
	+ 739,517	+ 1,215,285	— 296,190	+ 1,028,229
Vereenigde Staten van Amerika.				
Eetwaren en dranken, 1913	653,517	150,727	31,441	5,007
Id. 1923 (11 maanden)	420,427	524,896	3,134	6,238
	— 233,090	+ 374,169	— 28,307	+ 1,231
Ruwe of enkel toebeide stoffen, 1913	841,998	244,255	164,162	64,685
Id. 1923 (11 maanden)	472,789	604,226	201,891	82,487
	— 369,209	+ 359,971	+ 37,729	+ 17,802
Fabrikaten, 1913	34,726	20,926	72,069	35,487
Id. 1923 (11 maanden)	26,474	208,025	128,108	201,136
	— 8,252	+ 187,099	+ 56,039	+ 165,649
TOTAAL in 1913	1,532,283	420,496	268,186	106,381
Id. 1923 (11 maanden)	920,558	1,340,023	332,751	290,134
	— 611,725	+ 919,527	+ 64,565	+ 183,753

De onderscheidene inlichtingen worden aangevuld voor bijzondere nijverheden, inzonderheid voor die waarop van toepassing zijn de zoogezegde rechten tot steun, hulp, enz., in het gedeelte van het verslag waar de artikelen van het tarief worden onderzocht.

21. — In de algemeene behandeling van het wetsontwerp tot herziening van het toltarief, heeft uwe Commissie geen aanvang gemaakt met het onderzoek der vraagpunten opgeworpen door de tolpolitiek van onderscheidene vreemde landen.

Zij legde er zich evenwel op toe den aard der rechten te bepalen welke inzonderheid het voorwerp uitmaken van dit gedeelte van het verslag.

Het onderzoek van het tarief liet toe vast te stellen dat meestendeels, de rechten het gevolg zijn van het beginsel der verspreiding der rechten toegepast om met het minste kwaad de verhooging te bekomen der douane-belasting vereischt voor het begrootingsevenwicht; dat andere werden gevestigd om te dienen als ruilmunt bij de onderhandelingen voor de hernieuwing der handelstractaten; het was moeilijk ze aan te duiden zonder het argument te ontzenuwen, dat zij bestemd zijn te bezorgen aan de onderhandelaars, maar het nagestreefde doel, met de vaststelling ervan, blijkt uit de verminderingen van rechten reeds ingeschreven in het akkoord met Frankrijk.

De belasting, of de vermeerdering van rechten, wordt aldus verklaard door gronden die verschillen van deze aangegeven door de Memorie van Toelichting. Het schijnt dus dat ook hier het tariefontwerp geene principiësquëstie uiteenzet; bij het onderzoek van elk der tariefartikelen zal de Kamer de toepassing moeten verzekeren van de rechten die aan 't algemeen belang beantwoorden.

§ 5. — *Maximum-tarief. Minimum-tarief. Conventioneel tarief.*

22. — Het ontwerp omvat twee tarieven : een maximum-tarief en een minimum-tarief; de voorgestelde rechten staan in twee kolommen vermeld, in de tabel toegevoegd aan het wetsontwerp; de eerste is die van het maximum-tarief; de tweede die van het minimum-tarief. Een derde kolom bepaalt de verhoogings-coëfficiënten, die kunnen toegepast worden, zoowel in maximum-tarief als in minimum-tarief op de cijfers der specifieke rechten ten einde ze in overeenstemming te brengen met de waarde der ingevoerde goederen.

23. — In de Memorie van Toelichting wordt *het maximum-tarief* voorgesteld als een wapen tot verdediging en bescherming, dat slechts bij uitzondering moet worden toegepast. De Regeering zou daar slechts bij uitzonderlijke gevallen gebruik van maken om in te werken tegen buitensporige stelsels waarvan de Belgische nijverheids- en handelsbedrijven of de Belgische scheepvaart in het buitenland het slachtoffer zouden zijn, hetzij om de Belgische markt te behoeden tegen de concurrentie van landen met lagen wisselkoers.

In het maximum-tarief worden de rechten gebracht op driemaal het gewoon

recht, en sommige goederen die vrij zijn in minimum-tarief, worden er bezwaard met eene belasting.

In artikel 3 van het wetsontwerp worden de omstandigheden vastgesteld waaronder de Regeering gebruik kan maken van het maximum-tarief; het bepaalt insgelijks de vereischten daartoe : beraadslaging in Ministerraad, dadelijke mededeeling aan de Kamers; de maatregel wordt alleen behouden als hij door de Kamers wordt bekrachtigd.

Het beginsel van het maximum-tarief is niet nieuw in de Belgische wetgeving; het staat geschreven in de wet van 19 Mei 1902 en in de jongste wetten van 10 Juni 1920 en 8 April 1922; het wordt toegepast op de betrekkingen van België met Duitschland en met Tchecho-Slowakije.

Het maximum-tarief gaf in de Commissie aanleiding tot een levendig debat. Men zegde, dat het zelfs de eetwaren en de onbewerkte grondstoffen met hooge rechten belast; de maatregelen welke het toelaat, en die dadelijk toepasselijk zijn, storen op de ergste wijze de handelsbetrekkingen.

Het zou moeten verworpen worden; indien het in de tabel werd behouden, zouden de Kamers moeten tusschenbeide komen, niet om de toepassing ervan te bekrachtigen, maar om de machtiging te verleenen.

Sommige leden deden aanmerken dat het maximum-tarief niet noodzakelijkerwijs moet worden toegepast zooals het in de tabel wordt opgegeven; artikel 3 van het wetsontwerp voorziet dat de Regeering het slechts gedeeltelijk mag toepassen, voor sommige goederen, en de rechten mag verlagen daar, waar zij het noodig oordeelt, tot op het bedrag van het minimum-tarief.

De voorwaarden gesteld voor de uitoefening van het recht aan de Regeering verleend, zullen de misbruiken verhinderen; het recht van bekrachtiging aan de Kamers verleend door het wetsontwerp en nader bepaald door een amendement van de Commissie, verzekert aan de Kamers eene contrôle welke haar zal toelaten iedere tariefstoepassing af te wijzen, welke in strijd is met het algemeen belang.

Ten slotte, zoo voegden zij er bij, met de Regeering te verplichten van de Kamers te eischen de toepassing zelf van de in het tarief geschreven rechten in plaats van de bekrachtiging van den door de Regeering uitgevaardigden maatregel, zou men de kracht verminderen van het wapen dat het maximum-tarief de Regeering moet ter hand stellen.

Rekening houdende hoofdzakelijk met de dadelijke bekrachtiging door de Kamers, opgelegd door artikel 3, heeft de Commissie met 9 tegen 6 stemmen en eene onthouding, het beginsel van het maximum-tarief goedgekeurd.

Het *minimum-tarief* zal, volgens de Memorie van Toelichting, het gebruikelijk tarief zijn ⁽¹⁾.

De Regeering neemt zich voor hetzelfde als grondslag te nemen voor hare onderhandelingen met het oog op nieuwe handelsovereenkomsten; zij heeft het zoodanig opgemaakt dat zij er de « ruilmunt » in kan vinden, welke zij klaagt thans te kort te hebben.

Het tolregiem van onderscheidene landen omvat een algemeen of maximum-

(1) Memorie van Toelichting, bl. 5.

tarief en een minimum-tarief ⁽¹⁾; doch het begrip van deze tarieven verschilt, in 't algemeen, van hetgeen door het wetsontwerp wordt voorgesteld. Alzoo, een land dat geen overeenkomst met Frankrijk bezit, is er aan het algemeen tarief onderworpen; de Regeering kan hem het voorrecht van het minimum-tarief toestaan; om hem een voordeeligere behandeling te verzekeren is er eene bijzondere wet vereischt. Daarentegen, is het land zonder overeenkomst met België aan het minimum-tarief onderworpen, niet aan het maximum-tarief, dat een uitzonderlijke regeling is, toepasselijk onder strenge vereischten; het voorrecht bij overeenkomst bestaat, niet in de toepassing van het minimum-tarief, maar in de vermindering van dit tarief door middel van conventionele rechten; deze conventie moet goedgekeurd worden door de Wetgevende macht.

24. — Het minimum-tarief zal niet lang het « gebruikelijk tarief » zijn. De regel van de behandeling der meest begunstigde natie heeft ten gevolge de algemeemmaking van de vermindering van rechten door haar aan een bepaald land toegestaan, zonder eenige toegeving van hnnentwege ten voordeele van België; op deze wijze zal een conventioneel tarief tot stand komen naast een minimum-tarief ⁽²⁾.

De conventionele verminderingen zijn echter uitteraard slechts tijdelijk; zij duren slechts zoolang als de overeenkomst en verdwijnen met haar; het einde der overeenkomst brengt van rechtswege de toepassing mede van het minimum-tarief. Alzoo zal de goedkeuring van het akkoord met Frankrijk aan al de landen, die in België — hetzij bij overeenkomst hetzij feitelijk — de behandeling der meest begunstigde natie genieten, verminderingen geven van rechten, welke door het akkoord ten profijte van Frankrijk zijn bedoongen. Indien het wordt opgezegd en ten einde loopt, verdwijnen de verminderingen voor die landen zooals voor Frankrijk en de in het minimum-tarif geschreven rechten treden opnieuw in werking.

Het ware anders, indien eene wet, evenals die van 1865, 1882, 1905 ⁽³⁾, zonder voorbehoud de conventionele rechten moest algemeen maken; deze

⁽¹⁾ *Frankrijk.* Algemeen tarief en minimum tarief.

Spanje. Eerste tarief en tweede tarief.

Zwitserland. Algemeen tarief en gebruikelijk tarief.

Oostenrijk. Algemeen recht en minimum-recht.

Noorwegen. Maximum-tarief en minimum-tarief.

Servië. Maximum-tarief en minimum-tarief.

Groot Brittanje. Gewoon tarief en preferentieel tarief voor de Koloniën.

Canada. Preferentieel tarief voor Groot-Brittanje, tusschentarief en algemeen tarief.

Australische Confederatie. Preferentieel tarief voor Groot-Brittanje, tusschentarief en algemeen tarief.

Nieuw-Zeeland. Preferentieel tarief voor Groot Brittanje, tusschentarief en algemeen tarief.

⁽²⁾ Zie hooger, bl. 3, n^o 8.

⁽³⁾ Zie hooger, n^o 6.

zouden alsdan het wettelijk, bepaald regime uitmaken en in de plaats worden gesteld van de verdwijnende rechten geschreven in het tarief.

§ 6. — *Rangschikking der goederen.*

25. — Het gebruikelijk tarief, dat zijn oorsprong heeft in het tarief van 1822 en waarvan de wijzigingen gedurende de verloopende eeuw een lange uiteenzetting zouden vergen, beantwoordt niet meer aan de hervorming door de industrie ondergaan noch aan den internationalen handel.

Het omvat slechts 70 artikelen alphabetisch gerangschikt.

Onder sommige dezer artikelen (voornamelijk n^o 33, werktuigen, machines en gereedschap, n^o 38, kramerij en ijzerwaren), moesten tal van goederen, de meest verscheiden van aard en van waarde, worden verzameld en belast. Het tarief vertoont onregelmatigheden die niet te rechtvaardigen zijn; b. v. de rechten op de werktuigen zijn in vele gevallen lager dan de rechten geheven van de verschillende bestanddeelen die voor hunne fabricatie worden gebruikt, in omgekeerde verhouding tot den ingelijfden handenarbeid. (*Memorie van Toelichting*, bl. 89.)

Met het herzieningswerk is het Bestuur sedert verscheidene jaren bezig; het was niet voleindigd op het oogenblik dat de handelsonderhandelingen met Frankrijk zijn aangevangen: en vooraleer het door de Kamers werd goedgekeurd, zelfs vóór dat het hun werd voorgelegd, wordt het opgenomen in het akkoord ontstaan tusschen Frankrijk en de Belgo-Luxemburgsche Overeenkomst.

Het ontwerp omvat 21 afdeelingen met 38 onderverdeelingen betreffende 1,216 nummers die, op hunne beurt, 2,967 categorieën uitmaken.

De goederen worden in het nieuw tarief gegroepeerd « volgens hunne onderlinge overeenkomst en aangelegenheid, zooveel mogelijk gaande van het enkele naar het samengestelde ⁽¹⁾ ».

De eerste drie afdeelingen omvatten de levende dieren en de voortbrengselen van het dierenrijk, de voortbrengselen van het plantenrijk, de minerale voortbrengselen; daarna kunnen de voortbrengselen van de voedingsnijverheid, en het tarief breidt zich uit per groep van stoffen en producten. Dezelfde orde wordt in acht genomen in de onderscheidene afdeelingen; de katoengarens, b. v., volgens, hunne bijzondere aangelegenheid, worden verdeeld over verscheidene nummers van het tarief, op hunne beurt onderverdeeld volgens den ingelijfden handenarbeid. (Afdeling VIII, D, n^o 334 en volgende).

Door deze rangschikking wordt eene meer redematige en meer juiste toepassing der rechten mogelijk gemaakt.

Bovendien hoopt de Regeering in het aldus bewerkte tarief « het werktuig te vinden, waarmee wij tijdens de onderhandelingen op gebied van koophandel onze kansen tegenover het buitenland kunnen verdedigen ⁽²⁾ ».

Het tarief eindigt met eene alphabetische tabel der goederen welke er nader

(1) *Memorie van Toelichting*, bl. 4.

(2) *Memorie van Toelichting*, bl. 4.

zijn omschreven met de vermelding, tegenover elk hunner, van het tariefnummer waaronder zij aangeduid zijn.

26. — De rechten in minimum-tarief worden aldus verdeeld :

Categorieën vrijgesteld van recht	595
Getaxeerde categorieën :	
Waarde	369
Specifiek recht	2,003
	2,372
TOTAAL DER CATEGORIEËN.. . . .	2,967

De handelsovereenkomst met Frankrijk vermindert :

Recht en coëfficiënt.	82 categorieën.
Recht alleen	219 id.
Coëfficiënt alleen	233 id.
TE ZAMEN.	534 categorieën.

Eene tabel als bijlage van het verslag ⁽¹⁾ duidt aan hoe deze cijfers worden verdeeld onder de 21 afdelingen; zij geeft insgelijks, voor het huidig tarief, het getal categorieën op die vrijgesteld zijn van het recht en die welke *ad valorem* of met een specifiek recht worden getaxeerd.

§ 7. — *Rechten ad valorem en specifieke rechten.*

27. — Door de wet van 16 Juni 1905 is de Regeering gemachtigd de rechten *ad valorem*, voorkomend op het toltarief, te veranderen in specifieke rechten.

Daarvan heeft zij herhaaldelijk gebruik gemaakt in 1905, 1910, 1911, 1912 en 1913 ⁽²⁾.

De wet van 31 Maart 1921 wees op een terugkeer tot het recht *ad valorem* : de moeilijkheid die deze wijze van taxatie in de praktijk medebrengt, het bedrog dat er door in de hand wordt gewerkt, hebben de administratie doen terugkeeren tot de specifieke rechten.

(1) Tabel, bijlage I.

(2) Koninklijke besluiten tot vaststelling van de specifieke rechten :

1905 : 11 Maart, 12 Augustus ;

1910 : 21 September, 19 October ;

1911 : 27 Februari, 6 Mei, 14 Augustus, 23 November, 26 December ;

1912 : 23 Maart, 18 Mei, 25 Juni, 20 Augustus, 11 October, 27 November, 30 December ;

1913 : 23 Maart, 20 Juli.

Het tariefontwerp verandert voor talrijke categorieën van koopwaren, meer dan 700, zelfs voor zekere producten vermeld in de wet van 1921, de rechten *ad valorem* in specifieke rechten.

De goede en kwade kanten van deze twee wijzen van taxatie werden door de Commissie uitvoerig besproken; de rechten *ad valorem* vonden daar overtuigende verdedigers.

Het specifiek recht heeft als uitgangspunt eene schatting *ad valorem*; het wordt vastgesteld door rekening te houden met het verband dat er ligt tusschen de maat, het gewicht, den omvang, enz., en de overeenstemmende waarde op het oogenblik waarop het wordt bepaald en neergeschreven in het tarief. Deze waarde is van dit oogenblik af onveranderlijk; hetzelfde nettorecht zal toegepast worden op eene koopwaar ondanks al de prijschommelingen die zij zal ondergaan zoolang als het tarief niet zal gewijzigd zijn.

De grondslagwaarde van het recht dat op eene categorie wordt toegepast, is de gemiddelde waarde van de verschillende producten die zij omvat; voorzeker, het tarief voorziet talrijke rangschikkingen van gewicht, omvang, lengte, enz., om de koopwaren die ongeveer dezelfde relatieve waarde hebben te groepeeren, maar het recht is hetzelfde voor al de koopwaren van de groep, ondanks de prijsverschillen die onvermijdelijk tusschen hen bestaan.

Het recht *ad valorem* daarentegen neemt de koopwaar op zich zelf zooals zij aangeboden wordt bij den invoer, en de belasting naar rato van hare waarde op dit oogenblik.

Theoretisch komt het voor als de redematigste en billijkste wijze van taxeerling; het is echter meer schijn dan werkelijkheid.

De waarde van eene koopwaar is, ten aanzien van den koper, een relatief begrip; zij verschilt volgens de voorwaarde van den aankoop, naar gelang het geldt een koop in 't groot, half-groot, in 't klein, een uitzonderlijke koop of een koop bij gelegenheid. Dat alles hangt af van den koper, een oneindig getal gevallen kunnen zich voordoen, die niet te controleeren zijn en die niet als grondslag kunnen dienen voor de heffing van het recht, hetwelk op de koopwaar moet toegepast worden op eene eenvormige wijze, onafhankelijk van den persoon van den koper. Met dit doel beslist de wet dat het recht valt op de normale waarde van de koopwaar (art. 7 van het wetsontwerp). Maar deze waarde, hoe nauwkeurig de wet ze dan ook tracht te omschrijven, blijft moeilijk te bepalen; als gevolg : voortdurend betwistingen tusschen invoerders en douane.

Een lid van de Commissie heeft gevraagd of de taxe van overdracht de heffing *ad valorem* niet kon vergemakkelijken en zelfs daartoe als grondslag dienen.

Het overleggen der oorspronkelijke facturen, op het oogenblik van de aangifte bij de douane, is niet verplichtend; de bedienden hebben enkel het recht kennis te nemen van de facturen, geleibrieven, cognoscementen, enz., wanneer deze stukken hun worden voorgelegd. Maar het begrip zelf van de normale waarde, welke de wet niet mag weglaten als grond van de heffing van het tolrecht, laat enkel toe ze te beschouwen als gegevens voor de narekening, en niet als bestanddeel dat er de waarde van uitmaakt.

De wet op de overdrachtstaxie is bovendien nog nieuw. De toepassing doet hevige critiek oprijzen; zij legt zware belastingen, achtereenvolgens te betalen door den voortbrenger en den verbruiker, op de producten die in 't verbruik worden gebracht. De inrichting zelf van het tolstelsel mag daarvan niet afhangen.

Een tweede bemerking betreft de heffing van het recht; zij heeft als grondslag de aangifte van den invoerder; deze aangifte moet onderzocht en aangenomen worden door de tolbedienden.

Niemand zal ontkennen dat ten allen tijde de aangiften de ingevoerde koopwaar gewoonlijk onderschatten; meer nog, dat eene stelselmatige en doorlopende ontduiking, — welke de fiscus slechts bij toeval ontdekt, ondanks zijn waakzaamheid — door zekere verzenders wordt ingericht? Anderzijds bereikte de jaarlijksche waarde van den invoer in den bijzonderen handel, ternauwernood 500 miljoen frank in 1861; in 1890 beliep zij nog maar tot anderhalf milliard frank; thans overschrijdt zij, voor de eerste elf maanden van 1923, in kwantiteit 24 miljoen ton en in waarde 11 milliard frank.

Welke verificateur zal genoeg kennis en ondervinding hebben om, op het oogenblik van de aangifte, de juiste waarde te bepalen van die duizenden soorten van koopwaren, van alle herkomst en van alle kwaliteit, en die, in de normale waarde, onderhevig is aan voortdurende veranderingen? Moet men er bijvoegen dat de uitbreiding van het recht *ad valorem* de praktijk van het benaderingsrecht, afgeschaft door de wet van 28 April 1920 moet doen herleven? Het zou inderdaad onmogelijk zijn, zonder heel den internationalen handel, evenals den toldienst te belemmeren, aan de Commissiën, ingesteld met de traagheid die aan dergelijk stelsel eigen is, al de geschillen te onderwerpen over de waren der koopwaren, die dit stelsel van taxatie onvermijdelijk moet doen oprijzen.

De geschillen met de administratie zijn veel minder talrijk, zelfs zeldzaam en gemakkelijk op te lossen, onder een stelsel van specifiek recht, waarvan de heffing niet afhangt van de schatting door een bediende, maar van stoffelijke en gemakkelijk te controleeren gegevens.

De Memorie van Toelichting stelt vast dat er in de nijverheids- en handelswereld een duidelijke voorkeur merkbaar is voor eene vastere en stevigere specifieke heffing, die beter de gelijkheid verzekert van de lasten op rekening van al de aangevers. (*Memorie van Toel.*, bl. 4)

De Commissie was eenparig om te erkennen dat noch de eene noch de andere van beide wijzen van taxatie kon toegepast worden op al de artikelen van het tarief, doch de meerderheid van de Commissie, zonder de theoretische waarde van het recht *ad valorem* te ontkennen, legde zich toe op de practische voordeelen van het specifiek recht in de huidige voorwaarden van den internationalen handel en is, in beginsel toegetreden tot de uitbreiding welke de Regeering heeft gegeven in het tariefontwerp aan het specifiek recht. Zij heeft zich echter voorbehouden, om in den loop van het onderzoek der artikelen, aan te nemen het recht *ad valorem* toe te passen op zekere koopwaren door het ontwerp met het specifiek recht getaxeerd.

III

Artikelen van het wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Door het eerste artikel wordt het voorwerp der wet bepaald :

« De invoerrechten op de ingevoerde goederen worden gevestigd overeenkomstig de bepalingen dezer wet en der daarbijgevoegde tabel. »

Het eerste artikel, zegt de Memorie van Toelichting, « verleent aan het nieuwe toltarief uitvoerbare kracht en huldigt aldus zijne dubbele samenstelling in minimum- en maximum-tarief ».

Het bepaalt bovendien het maximum-coëfficiënt dat in ieder geval moet worden toegepast op het bedrag van het recht, zoowel van maximumtarief als van het minimumtarief.

De volgende artikelen bepalen de voorwaarden van toepassing van het minimumtarief (art. 2), van het maximum-tarief (art. 3), van de coëfficiënten (art. 6).

De Commissie stelt voor in den wetstekst de bestanddeelen van de tabel aan te duiden en het eerste artikel te doen luiden als volgt :

De invoerrechten op de ingevoerde goederen worden bepaald door de aan deze wet toegevoegde tabel, waarbij een minimum- en een maximum-tarief wordt gevestigd; zij worden toegepast overeenkomstig het bepaalde bij de volgende artikelen. »

ART. 2.

1. — Naar luid van artikel 2, is het minimum-tarief in beginsel het gebruikelijk tarief.

Het bijzonder stelsel, dat evenwel in zijn plaats zal komen, zal voortvloeien hetzij, wat de wet uitdrukkelijk zegt, uit de toepassing van het maximum-tarief, in de voorwaarden bepaald door artikel 3, hetzij, wat de wet niet zegt maar wat de Memorie van Toelichting voorziet, uit de toepassing van het beding der behandeling van de meest begunstigde natie ingevolg van tractaten of krachtens het eerste artikel der wet van 17 Mei 1902 ⁽¹⁾.

2. — De Toelichting voegt erbij : « dat, behoudens tegenstrijdige bepalingen in de vergelijken, de overeengekomen bedragen doorgaans het voorwerp van algemeenmakingen zouden uitmaken; in de practijk zouden zij in de

⁽¹⁾ Zie hoger.

plaats van de rechten van het minimumtarief treden. » (*Memorie van Toel.*, bl. 5.)

De algemeenmaking van de conventionele tarieven heeft gevolgen welke in het verslag over 't algemeen werden onderzocht; hier wordt enkel verwezen naar de beschouwingen die en in ontwikkeld zijn ⁽¹⁾.

De Commissie stelt op artikel 2 een amendement voor in den tekst :

Het minimumtarief is toepasselijk op al de goederen ten opzichte waarvan een verschillend regime niet uitdrukkelijk wordt vastgesteld.

ART. 2^{bis}.

3. — De Regeering wordt, door artikel 1 der wet van 19 Mei 1902, gemachtigd, de behandeling als de meest begunstigde natie op het gebied van handel, scheepvaart of invoerrechten voorloopig toe te passen op die vreemde landen welke tijdelijk geen verdrag met België hebben, mits België, in die landen, op hetzelfde gebied, de behandeling als de meest begunstigde natie geniete.

De wet van 1902 stelt verscheidene voorwaarden tot het verleenen van de behandeling der meest begunstigde natie.

De Regeering machtigt slechts eene voorloopige concessie en enkel bij tijdelijk ontbreken van verdrag. Intusschen worden door het feitelijk regime, voorzien door de wet van 1902, waarbij tekstueel de regeling van 30 Januari 1892 wordt weergegeven, de economische betrekkingen tusschen België en Frankrijk, sedert 1892 geregeld.

De behandeling van meest begunstigde natie kan, volgens de wet van 1902, niet worden toegekend dan bij aldien België hetzelfde voorrecht geniet in het land waaraan het dezelfde verleent. Ondanks dezen tekst, schenkt België aan Spanje de behandeling van meest begunstigde natie zonder wederkeerigheid te bekomen; zij schenkt ze aan Groot-Britannië die het dezelve slechts in beperkten zin toekent en bij uitsluiting van de preferentieele concessie welke het verleent aan zijne Dominions en Koloniën.

De Regeering onderwerpt, bij amendement, aan de Kamer een artikel 2^{bis} ter vervanging van het eerste artikel der wet van 19 Mei 1902.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de bepaling de wet van 1902 slechts moet wijzigen in de mate als noodig is om den tekst in overeenstemming te brengen met de feiten; het nieuw artikel, dat voor doel heeft concessiën te machtigen op het minimum-tarief, vindt zijne plaats achter artikel 2 waarbij de toepassing van dit tarief geregeld wordt.

De door de Regeering getroffen maatregelen moeten, naar luid van de wet van 1902, aan de Kamers onderworpen worden.

(1) Zie hooger, bl. 23, n° 24, en bl. 25, n° 25.

Uwe Commissie stelt u dienvolgens dezen tekst voor :

ART. 2^{bis}

De Regeering wordt gemachtigd om de behandeling van meest begunstigde natie toe te passen op de vreemde landen die met België geen verdrag bezitten. Zij kan die behandeling enkel gedeeltelijk toepassen of ze geheel weigeren aan de Staten die, wederkerig, dergelijk regime slechts ten deele aan België zouden verleen en of het er geheel zouden buitensluiten.

De maatregelen, genomen krachtens vorige alinea, worden aan de goedkeuring der Kamers onderworpen onmiddellijk, zoo zij vergaderd zijn : zoo niet in den loop van hun eerstkomenden zitting.

ART. 3.

1. — Artikel 3 stelt de vereischen vast voor de toepassing van het maximum-tarief.

Het recht dat het aan de Regeering verleent, is niet nieuw in de Belgische wetgeving; het werd gevestigd bij de wet van 19 Mei 1920; sedert de oorlog, heeft de wet van 10 Juni 1920 de Regeering gemachtigd om er gebruik van te maken tegenover Duitschland; deze laatste wet werd voorloopig uitgebreid door de wet van 8 April 1922, welke van toepassing is tot 31 Décembre 1923, op de betrekkingen met Tchecho-Slowakijë.

2. — De vergelijking van de bepalingen der bestaande wetgeving en van die van het wetsontwerp, laat toe vast te stellen dat het wetsontwerp geene hoofdzakelijke wijziging in de bestaande wetten brengt :

A. — *Omstandigheden die toelaten het tarief toe te passen.*

Wet van 19 Mei 1902.

« ART. 2, al. 1. — De goederen, afkomstig uit landen die geen handelsverdrag met België hebben, en die op het gebied van handel, scheepvaart en invoerrechten België niet behandelen als de meest begunstigde natie, zijn onderworpen...

ART. 3. — De Regeering is ertoe gemachtigd op den invoer van goederen die in hun land van afkomst of van oorsprong eene rechtstreeksche of onrechtstreeksche uitvoerpremie genieten, een compensatierecht te stellen, even groot als die premie. »

Wetsvoorstel.

1° Op de goederen oorspronkelijk of herkomstig uit landen die met België geen handelsvergelijk mochten hebben, die het niet de behandeling op den voet der meest begunstigde natie in alles wat betreft den handel, de scheepvaart en de douane mochten verleen en...

of die, bij verbodsbepalingen of beperkingen bij den in- of uitvoer, of bij toepassing van overdreven rechten of taxes, aan België's handel, zeevaart of nijverheid bedenkelijk mochten afbreuk doen.

Wet van 10 Juni 1920.

Art. 2. — Moeten, wegens dringende redenen van economische orde, bij hoogdringendheid in het toltarief wijzigingen worden gebracht...

Wet van 8 April 1922.

Wanneer door de merkelijke daling van den muntwissel in die landen en de economische naderking welke daarmede verband houdt, de normale voorwaarden der mededinging volstrekt geschokt zijn en de Belgische nijverheid dichtenvolge bedenkelijk in gevaar gebracht wordt.

2° Tijdelijk op de goederen, die, ten gevolge van diepgaande economische terugwerkingen in de landen van oorsprong of herkomst veroorzaakt door de aanzienlijke inzinking van den wisselkoers, in België mochten indringen met zulke voordeelen dat de normale voorwaarden der mededinging daardoor in de kern mochten geschokt worden, in zooverre onze nationale nijverheid ernstig in gevaar te brengen.

In dit gedeelte van artikel 3, beperkt zich het ontwerp met de bestaande bepalingen samen te ordenen.

B. Toepasselijke rechten.**Van kracht zijnde bepalingen.**

a) De wet van 19 Mei 1902 machtigt de Regeering de rechten bepaald in het toltarief met 50 t. h. te verhoogen en de door het tarief niet getroffen goederen met 15 t. h. van hunne waarde te bezwaren of met een gelijkwaardig specifiek recht op den grondslag van hunne gemiddelde waarde;

b) Naar luid van artikel 2, lid 2, der wet van 1902, bepaalt een Koninklijk besluit welke ruwe stoffen of fabrikaten noodig voor de nijverheid, alsmede welke produkten noodig voor de voeding zullen vrij zijn van het bepaalde in vorig alinea;

c) De wet van 10 Juni 1920 bepaalt noch grondslag, noch perk voor de te heffen rechten.

Wetsontwerp.

In het voorgestelde maximum-tarief worden de rechten op het driedubbel der gewone bedragen gebracht, en verschillende koopwaren, bij het minimum-tarief vrijgesteld, komen er belast in voor (*Mémoire van Toel.*).

Artikel 3 van het ontwerp laat aan de Regeering toe in ruime mate, volgens de omstandigheden, de toepassing te matigen van het maximum-tarief.

Het ontwerp bepaalt dat het maximum-tarief kan toegepast worden op alle of slechts op zekere goederen.

De rechten kunnen zijn ofwel deze van het maximum-tarief ofwel rechten tusschen dit tarief en het minimum-tarief.

C. — *Voorwaarden tot de toepassing van het minimum-tarief.*

a) Artikel 3 van het ontwerp is veel strenger dan de wetten van 19 Mei 1902, 10 Juni 1920 en van 8 April 1922; het eischt eene voorafgaande beraadslaging in den Ministerraad.

b) De maatregelen getroffen krachtens artikel 3 moeten, naar luid van artikel 10 van het ontwerp, onderworpen worden aan de goedkeuring der Kamers, onmiddellijk, indien zij vereenigd zijn, zoo niet in haar eerstkomende zittingsjaar.

Deze bepaling is eene herhaling van artikel 4 der wet van 1902, en van de slotalinea van artikel 2 der wet van 8 April 1922; zij is min duidelijk dan artikel 2 der wet van 10 Juni 1920; dit artikel eischt het indienen van een wetsontwerp waardoor de maatregel bekrachtigd wordt en het voorziet de verwerping van de bekrachtiging; wordt het ontwerp niet aangenomen, dan worden de geïnde rechten, of in voorkomend geval, het te veel van deze rechten, met betrekking tot deze welke op het vroegere tarief voorkomen, teruggegeven onder den vorm door den Minister van Financiën te bepalen.

Met het oog om beter den uitzonderlijken aard van het maximum-tarief aan te geven, stelt de Commissie voor die bepalingen te hernemen en aan artikel 3 de volgende alinea toe te voegen :

De Regeering onderwerpt aan de goedkeuring der Kamers, — onmiddellijk indien zij vergaderd zijn, zoo niet in den loop van den eerstvolgenden zitting, — een wetsontwerp tot goedkeuring van de maatregelen krachtens het eerste lid genomen. Wordt het ontwerp niet aangenomen, dan worden de geïnde rechten, of, in voorkomend geval, het te veel dezer rechten, in vergelijking met die welke voortvloeien uit het tarief dat werd toegepast vóór dat dit besluit in voege kwam, teruggegeven in den vorm door den Minister van Financiën te bepalen.

De Commissie heeft het beginsel van het maximum-tarief, na eene lange beraadslaging waarvan melding wordt gemaakt in het algemeen gedeelte van het verslag, goedgekeurd met 9 tegen 6 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus gewijzigd artikel 3 werd met 8 tegen 5 stemmen aangenomen.

ART. 3^{bis}.

Krachtens artikel 3 van de wet van 19 Mei 1902, wordt de Regeering gemachtigd, bij den invoer van de goederen welke in dezer land van herkomst of oorsprong eene rechtstreeksche of onrechtstreeksche premie van herkomst zouden genieten, daarvan een compensatierecht, gelijk aan die premie, te heffen.

Die bepaling is algemeener dan deze van artikel 3 van het wetsontwerp, dat geen anderen maatregel voorziet dan de eventueele toepassing van het maximum-tarief, geheel of gedeeltelijk, of van rechten tusschen dit tarief en het minimum-tarief; er wordt dus, volgens de algemeene regelen van het recht, niet aangeraakt door de intrekking bij artikel 12 van het ontwerp voorzien. Daarover ondervraagd op verzoek van een lid der Commissie, oordeelt de Regeering insgelijks dat de bepaling van artikel 3 van de wet van 1902 wordt behouden.

volgens noodig zijn ze op te nemen, zooals de andere maatregelen voorzien door de wet van 1902, in de nieuwe wet, waarvan zij artikel 3^{bis} zou uitmaken.

De machtiging compensatierechten te heffen, is door artikel 4 van de wet van 1902 onderworpen aan dezelfde formaliteiten als de machtiging de koopwaren van sommige landen te onderwerpen aan differentieele rechten (art. 2 van de wet van 1902).

Uwe Commissie stelt u voor artikel 3^{bis} aan te vullen door de herhaling van de voorwaarden bepaald door artikel 3 : beraadslaging in den ministerraad; goedkeuring door de Kamers; eventueele terugbetaling van de geheven rechten.

De Commissie stelt een artikel 3^{bis} voor :

ART. 3^{bis}. — *De Regeering wordt door in den Ministerraad genomen beslissing gemachtigd om, bij den invoer van de goederen, waaraan, in hun land van herkomst of oorsprong, eene rechtstreeksche of onrechtstreeksche invoerpremie is toegekend, een beschermend recht van gelijk bedrag als deze premie vast te stellen.*

Lid 2 van artikel 3 is van toepassing op de maatregelen krachtens die machtiging getroffen.

ART. 3^{ter}.

De voortdurende uitbreiding van de nijverheid laat niet toe, in een tarief, met hoeveel zorg het ook werde opgemaakt, al de koopwaren op te sommen, die voor den invoer kunnen aangegeven worden.

In de wet van 1822 staat de volgende, thans nog van kracht zijnde bepaling :

« ART. 2. — Voor de koopwaren die in het tarief niet zijn vernoemd zal bij den invoer 2 t. h. van de waarde moeten betaald worden ».

In artikel 2 van de wet van 21 Maart 1846, over de openbaarmaking van een officieel toltarief, wordt anderzijds gezegd :

« De Koning mag de niet genoemde koopwaren gelijkstellen met deze waarmee zij het meest overeenkomst hebben, en waarvan zij het stelsel volgen voor de toepassing van de invoer-, doorvoer- en uitvoerrechten.

» De besluiten van gelijkstelling worden onderworpen aan de goedkeuring der Kamers vóór het einde van het zittingsjaar wanneer zij vergaderd zijn, anders in de volgende zitting. Zij zijn van kracht tot aan de beslissing der wetgevende macht ».

In het tariefontwerp bevatten al de afdeelingen algemeene rubrieken, met taxatie *ad hoc*, in dewelke al de koopwaren vallen die niet bij name zijn vermeld (1).

(1) Bij voorbeeld.

N^o 99. Niet bijzonder getarifeerde vruchten.

N^o 384. Niet genoemde noch elders vervatte chemische producten.

N^o 488. Niet genoemde noch elders vervatte werken in huid of leer.

N^o 721. Niet genoemde noch elders vervatte werken in gummi.

N^o 774. Niet genoemde noch elders vervatte werken van allen aard in papier of karton.

N^o 905. Niet genoemde werktuigen (ijzer, staal of bewerkbaar gentijzer.

N^o 933. Niet bijzonder getarifeerde werken in ijzer, in staal of in bewerkbaar gentijzer.

Het recht de koopwaren, die niet vervat zijn in de tabel van de invoerrechten, gelijk te stellen met de geclasseerde koopwaren, zal slechts in zeer uitzonderlijke gevallen toegepast worden. Het zal meestendeels maar gebeuren wanneer het een product geldt bij den invoer onder eene twijfelachtige benaming aangegeven, dan moet bepaald worden of dit product onder deze of geene rubriek van het tarief moet geclasseerd worden.

Steunend op deze gronden stelt de Regeering een amendement voor waarbij het Koninklijk besluit vereischt door artikel 2 van de wet van 21 Maart 1846 door een ministerieel besluit vervangen wordt.

Dit amendement heeft in de Commissie geen tegenstand ontmoet. Zij stelt u nochtans voor de contrôle door de Kamer te behouden zooals voorzien wordt in de wet van 1846, en het amendement van de Regeering aan te vullen, zoodat het zou luiden :

De Minister van Financiën kan de in de tabel der invoerrechten niet genoemde goederen gelijkstellen met de geclasseerde goederen, waarmede zij het meest overeenkomen en waarvoor de regeling voor de toepassing van het tarief gelden zal.

De besluiten tot gelijkstelling worden aan de Kamers voorgelegd, dadelijk zoo zij vereenigd zijn of, zoo niet, in het eerstkomende zittingsjaar.

ART. 4.

1. — Artikel 4 eischt het bewijs van oorsprong voor al de koopwaren die een « verminderd tarief » genieten.

Het « verminderd tarief » zal over het algemeen het tarief zijn toepasselijk op de koopwaren komende uit de landen met dewelke België handelsverdragen heeft gesloten waarin verminderingen worden bepaald van de rechten door het minimum-tarief vastgesteld.

Het zal echter ook het tarief zijn van de koopwaren onderworpen aan het minimum-tarief, wanneer het maximum-tarief geheel of gedeeltelijk van kracht zal zijn.

Krachtens het koninklijk besluit van 3 November 1920, dat een differentiaal-tarief bepaalt voor zekere koopwaren oorspronkelijk of herkomstig uit Duitschland, worden van nu af de koopwaren herkomstig uit Europeesche landen andere dan Duitschland, alleen toegelaten aan de gewone voorwaarden van het toltarief wanneer zij vergezeld zijn van bewijsstukken van oorsprong.

Het besluit van 29 Mei 1923 betreffende de koopwaren van Tsjeko-Slowakije, genomen krachtens artikel 2 van de wet van 8 April 1922, schrijft dezelfde maatregelen voor wat betreft de koopwaren herkomstig uit de Europeesche landen buiten Duitschland en Tsjeko-Slowakije.

Deze bepalingen zijn maar tijdelijk, zij blijven maar van kracht tot op 31 December 1923.

De omzendbrieven van 13 Januari, 6 Maart, 12 April 1922, 17 en 27 Januari, 19 Maart, 20 April, 1 Juni, 24 Augustus 1923 schrijven verschillende maatregelen voor met het oog op eene gemakkelijkere toepassing.

2. — Artikel 4 laat aan de Regeering de zorg over de vormen en voorwaarden te bepalen voor de bewijslevering van den oorsprong der koopwaren voor dewelke een verminderd tarief wordt aangevraagd.

« Doorgaans bestaan deze bewijsleveringen, zegt de Memorie van Toelichting, in het vertoonen van door de Consuls geteekende getuigschriften van oorsprong; het is nochtans beter dat op dit stuk de wet niet gebiedend optrede, ten einde toe te laten de meest praktische middelen aan te wenden. »

3. — Lid 2 voorziet strafbepalingen voor het geval van valsche verklaringen van oorsprong of herkomst; het stelt ze gelijk met de valsche verklaringen over de benaming der koopwaren en straft ze als dusdanig; de straf bestaat in beslaglegging en verbeurdverklaring, overeenkomstig artikel 213 van de algemeene wet van 26 Augustus 1922.

ART. 5.

Artikel 5 regelt de toepassing der specifieke rechten.

Het tarief gevoegd bij de wet van 2 Augustus 1822 bepaalt een wettelijk tarra voor zekere koopwaren; voor de koopwaren belast bij het gewicht, waarvan de tarra door het tarief zelf niet is aangeduid, bepaalt artikel 4 van de wet van 1822 de af te trekken tarra.

Artikel 4 is nog gedeeltelijk van kracht ⁽¹⁾.

De wettelijke tarra werd vastgesteld voor sommige verpakkingen door de wetten van 10 Maart 1848 ⁽²⁾ en van 21 Augustus 1903 ⁽³⁾.

Deze bepalingen worden vervangen door artikel 5: dit bepaalt, behalve de uitzonderingen vastgesteld in het tarief, het gewicht van de goederen, voor dewelke het specifiek recht berekend wordt bij het gewicht: 1° bruto gewicht; 2° wettelijk netto gewicht; 3° werkelijk netto gewicht (§1); het bepaalt de wijze van berekening van het gewicht voor elk der drie gevallen (§2); het verleent aan de Regeering het recht de tabel van de wettelijke tarra's vast te stellen en te bepalen « in welke gevallen en voor welke goederen » de rechten zullen kunnen betaald worden op voet van het wettelijk netto-gewicht (§3).

De Memorie van Toelichting billijkt de machtiging aan de Regeering verleend, aldus:

« Deze tarra's — hooger aangeduid — beantwoorden niet genoegzaam meer,

(1) Voor alle houten vaten, zonder onderscheid: 15 pond (kil.) op 100 pond bruto-gewicht.

Voor alle verpakkingen in leer, manden, kanastors en andere dergelijke: 8 pond op 100 pond bruto-gewicht.

(2) Voor de verpakkingen in vlechtwerk, in lijnwaad, en voor alle andere verpakking van denzelfden aard: 3 kilog. op 100 kilog. bruto-gewicht.

(3) Bijzondere tarra's voor de ruwe rietsuiker ingevoerd in verpakking gebruikelijk in het land van oorsprong.

eenenzijds aan de zeer verschillende wijzen van inpakking der goederen, anderdeeds aan het belastingstelsel zelf, hetwelk gevestigd is op oneindig meer specificaties dan voorheen.

» De aan de Regeering verleende bevoegdheid, de tabel der wettelijke tarra's vast te stellen, kan geene bezorgdheid verwekken aangezien dat, mocht de aangever oordeelen dat de verrekening der rechten naar het zuiver wettelijk gewicht hem nadeelig is, het hem steeds vrij staat de belasting naar het werkelijk zuiver gewicht te eischen. (Art. 5, § 1, *b in fine*). »

ART. 6.

1. — De wet van 10 Juni 1920 en deze van 31 Maart 1921 laten aan de Regeering de vrijheid, voor goederen die onderworpen zijn aan een specifiek recht, het coëfficiënt te bepalen toepasselijk binnen de grenzen van het maximum dat zij aanwijzen : 3 (wet van 10 Juni 1920), 6 (wet van 31 Maart 1921).

In het ontwerp bepaalt het tarief zelf, in elk geval, het toepasselijk maximum-tarief.

2. — De Regeering wordt, krachtens artikel 6 van het ontwerp, gemachtigd deze coëfficiënten lager te stellen of op te heffen, en ze zelfs te herstellen binnen de maximagrens door het tarief vastgesteld.

Dit recht van de Regeering wordt in de Toelichting als volgt gebillijkt : « Deze coëfficiënten, die uiteraard slecht tijdelijke factoren zijn, moeten zich kunnen aanpassen aan de toestanden die zullen voortvloeien uit de schommelingen der waarden. »

3. — Door de Regeering te machtigen de verhoogingscoëfficiënten toe te passen, legt de wet van 10 Juni 1920 haar de verplichting op, de maatregelen getroffen krachtens de bepalingen dezer wet, onmiddellijk te onderwerpen aan de Kamers, indien zij vereenigd zijn, of anders in den eerstkomenden zitting.

Deze verplichting wordt herhaald in het tweede lid van artikel 10.

Zij verschilt van deze opgelegd voor de toepassing van het maximum-tarief; artikel 10 eischt in dit geval eene bekrachtiging door de Kamers; hier is er enkel sprake van eene mededeeling.

De Commissie stelt voor die bepaling op te nemen in artikel 6; de tekst, waarbij de Regeering wordt gemachtigd de coëfficiënten vast te stellen, zal tevens vermelden onder welke voorwaarden zal kunnen gebruik gemaakt worden van die bevoegdheid.

De Commissie stelt voor artikel 6 door het volgende lid aan te vullen :

Elke maatregel, ter uitvoering van de vorige alinea's genomen, moet aan de Kamers voorgelegd worden, dadelijk indien zij vereenigd zijn en, zoo niet, in hun eerstvolgenden zitting.

ART. 7.

1. — Artikel 7 duidt aan welke waarde dient aangegeven te worden bij de douane wanneer de rechten *ad valorem* bepaald zijn.

De bepaling van de aan te geven waarde, vastgesteld in artikel 3 van het Duitsch-Belgisch Verdrag van 22 Juni 1904, goedgekeurd door de wet van 16 Juni 1905, werd vervangen door deze van artikel 4 der wet van 10 Juni 1920.

Deze laatste bepaling heeft aanleiding gegeven tot moeilijkheden van toepassing en tot betwistingen.

Het voorgesteld artikel 7 vermengt de bepalingen van 1904 en van 1920, en omschrijft ze nader.

Lid 1 herneemt de bepaling van 1904, lid 2 komt overeen met artikel 4 der wet van 10 Juni 1920.

**Verdrag van 1904. — Wet
van 16 Juni 1905.**

De ter douane aangegeven waarde wordt berekend naar de waarde ter plaatse van oorsprong of van vervaardiging van de goederen, verhoogd met de noodige vervoer-, verzekerings- en commissiekosten voor den vervoer tot op de plaats waar de tolformaliteiten werden vervuld.

Wet van 10 Juni 1920.

ART. 4. — Tot verevening van de rechten naar de waarde is de aan te geven waarde diegene welke de koopwaren hebben ter plaatse en op het oogenblik dat zij bij den toldienst worden aangeboden, de invoerrechten niet inbegrepen.

Wetsontwerp.

ART. 7, lid 1. — Voor de verevening der rechten *ad valorem* is de aan te geven waarde diegene welke de goederen *op normale wijze* hebben op de plaats van oorsprong of van vervaardiging, vermeerderd met de kosten van *verpakking*, van vervoer, van verzekering, van commissieloon, en *alle andere* kosten noodig voor den invoer tot op de plaats der inklaring.

Wetsontwerp.

ART. 7, lid 2. — Deze waarde mag in geen geval minder bedragen dan de normale grossiersprijs van soortgelijke koopwaren op de Belgische markt op het oogenblik van den invoer, na aftrek eener som in verhouding tot de rechten, berekend volgens het minimumtarief, waaraan de producten van dien aard bij den invoer onderworpen zijn.

De Commissie heeft aan de Regeering gevraagd de beteekenis der woorden *normale waarde*, in de eerste alinea gebruikt, nader te omschrijven; zij kreeg volgende antwoord :

« Tal van lieden meenen graag dat, in zake inning der tolrechten, als belastbare waarde moet worden verstaan de *aankoopprijs* van de goederen, verhoogd met de bijkomende kosten. Deze meening is verkeerd : de kostende prijs van

een voorwerp, zelfs wanneer het zonder bedrog werd aangegeven, is niet noodzakelijkerwijs de intrinsieke waarde van dat voorwerp. De koper kan, dank zij gunstige omstandigheden de handelswaar onder den koers hebben gekocht. Moet aan dit eerste voordeel een tweede worden toegevoegd met de inkomrechten enkel te innen op een gedeelte der *werkelijke* waarde, namelijk op den aankoopprijs? Wordt daarop bevestigend geantwoord, dan moet men — het beginsel drijvend tot in zijne uiterste gevolgen — daaruit besluiten, dat een gevonden voorwerp of een voorwerp in het buitenland bij begiftiging of erfslating verkregen, in België vrij kan inkomen, vermits het aan den huidige bezitter niets heeft gekost. Dergelijk besluit veroordeelt de eerste stelling.

Elke handelswaar heeft dus eene intrinsieke waarde (eene *normale* waarde zegt het ontwerp). Daaronder moet worden verstaan de prijs in 't groot gebruikelijk voor gezonde en regelmatige handelsverrichtingen betreffende koopwaren van denzelfden aard, op het tijdstip dat de aangifte bij de douane wordt gedaan.

Een voorbeeld zal de zaak beter verklaren. Een Fransch fabrikant die overlast is met een stock fluweel en geld nodig heeft om eene som op de bank te regelen, laat aan een Belgischen koper een gedeelte zijner handelswaar over tegen 70 t. h. van den kostenden prijs. Het fluweel, waarvan sprake, dat aangekocht werd tegen een uitzonderlijken prijs, heeft geene mindere waarde dan de stof van denzelfden aard die aangekocht werd tegen den vollen prijs en dezelfde inkomrechten moet dragen als de eerste.

De Commissie heeft zich bij deze verklaring aangesloten ⁽¹⁾.

Aangevers hebben zich beklagd over de moeilijkheid waarop zij stuitten om de waarde der producten op de inlandsche markt te kennen. Dit wordt overigens erkend in de Toelichting, er anderzijds op wijzend, dat de moeilijkheid echter niet mag overdreven worden. « Men kan aannemen dat de belanghebbenden, vernomen hebben naar de mogelijkheden en voorwaarden tot aankoop in het land zelf; daarenboven zijn de kooplieden en handelaars niet onwetend nopens den prijs hunner producten op de nationale markt en zij zijn aldus bij machte goede toelaangiften op te stellen » (*Toelichting*, bl. 40).

4. — Bij artikel 4 der wet van 16 Juni 1905 wordt de Regeering gemachtigd, de rechten *ad valorem* die op het toltarief voorkomen, om te zetten in gelijkwaardige specifieke rechten; de krachtens dit artikel getroffen maatregelen moeten onverwijld aan de Kamers worden voorgelegd, en zijn deze niet vergaderd, dan wordt het gedaan in den eerstkomenden zittingstijd; de aldus bepaalde specifieke rechten zijn slechts toepasselijk negen maanden na de bekendmaking der desbetreffende Koninklijke besluiten.

Het ontwerp van het nieuw tarief bevat inzonderheid specifieke rechten; 2,003 soorten handelswaren zijn belast met een specifiek recht; slechts 369 met een recht *ad valorem*.

In de Memorie van Toelichting ⁽²⁾ wijst de Regeering erop dat, indien later eene ruimere algemeenmaking van de specifieke belasting wenschelijk bleek, zij

(1) Zie hooger, II, § 7.

(2) Memorie van Toelichting, *bl. 4.

gemachtigd zou wezen zulks tot stand te brengen bij toepassing der wet van 16 Juni 1905.

De bespreking die in de Commissie werd gevoerd over de specifieke rechten en de rechten *ad valorem* ⁽¹⁾ werd samengevat in het algemeen gedeelte van het verslag.

Ten aanzien van de gebruiken in den toldienst, van de gemakkelikheden welke de specifieke rechten voor handel en nijverheid opleveren, van de vastheid zelf welke zij verzekeren in de opbrengst der rechten, heeft de meerderheid der Commissie zich aangesloten bij het stelsel der Regeering; niemand heeft overigens de intrekking van artikel 4, der wet van 16 Juni 1905 voorgesteld.

Deze wet bevat vier artikelen : het eerste artikel houdt goedkeuring van de toegevoegde overeenkomst met Duitschland gesloten den 22 Januari 1904; het tweede machtigt de Regeering het daaruit volgend tarief algemeen te maken; het derde wijzigt sommige inkomrechten; alleen artikel 4, waardoor machtiging wordt verleend de rechten *ad valorem* om te zetten in gelijkwaardige specifieke rechten, wordt nog toegepast.

Ten einde zooveel mogelijk de wetsbepalingen over de inkomrechten in een geheel samen te vatten, stelt de Commissie u voor, zooals zij het deed bij artikel 3 voor de bepalingen van artikel 3 der wet van 19 Mei 1902, in de nieuwe wet artikel 4 der wet van 16 Juni 1905 in te lasschen; dienvolgens stelt zij het volgend amendement voor :

ART. 7^{bis}

De Regeering wordt gemachtigd om de rechten ad valorem vermeld in de tabel der invoerrechten, te veranderen in specifieke rechten.

De krachtens dit artikel getroffen maatregelen worden aan de Kamers voorgelegd, dadelijk indien zij vereenigd zijn of, zoo niet, in het eerstkomend zittingsjaar.

De specifieke rechten zijn slechts van toepassing drie maand na de bekendmaking der desbetreffende Koninklijke besluiten.

ART. 8.

1. De uit den vreemde weder ingevoerde koopwaren, na eene bewerking te hebben ondergaan, zijn onderworpen aan de bepalingen van de wet van 29 Maart 1873 en van het Koninklijk besluit van 20 Maart 1873, die er van de tenuitvoerlegging regelt.

Het voordeel van de wet werd bij algemeene bepalingen verleend aan sommige koopwaren :

Zijden weefsels om bereid te worden (17 Mei 1873);

Vlassen weefsels om gebleekt en bereid te worden in Ierland (12 Juli 1873);

Wollen weefsels (merinos) om geverfd en bereid te worden (24 December 1875);

(1) Zie hoger.

Weefsels van gekamde wol en katoen om geveerd en bereid te worden (2 Augustus 1877);

Ongebleekt katoenfluweel om geveerd en bereid te worden (20 Augustus 1878);

Producten bestemd om hersteld of opnieuw bereid te worden, teruggezonden aan de fabrikanten.

Er zijn bovendien talrijke bijzondere toelatingen.

Eene lijst van deze koopwaren, met de aangifte van de hoeveelheden en waarden van den uitvoer en den invoer, en den aard van de ondergane bewerking, wordt geregeld bekendgemaakt door het Ministerie van Financiën in de jaartabel van België's handel met het buitenland; gedurende het jaar 1922 bedroeg de uitvoer 1,042,753 kilogram en 16,534,639 frank; de wederinvoer 901,761 kilogram en 13,996,100 frank ⁽¹⁾.

2. — In artikel 8 worden wijzigingen aan de wet van 1873 voorgesteld.

Wet van 1873.

« De Regeering is gemachtigd onder » de door haar te bepalen voorwaarden » toe te laten den vrijen wederinvoer » der koopwaren in den vreemde gezon- » den om er eene bewerking te onder- » gaan, wanneer die bewerking niet » behoorlijk in het land geschieden kan.

» Evenwel zullen deze machtigingen » maar ten voorloopigen titel verleend » worden en de rechten door het tarief » van invoer voor elke koopwaar be- » paald, zullen, in het voorkomende » geval, moeten gekweten worden op » de vermeerdering van waarde, van » gewicht of van massa bij den weder- » invoer vastgesteld of naar rato van de » nieuwe tarifeering voortvloeiende uit » de bewerking. »

Wetsontwerp (Art. 8).

Met wijziging in het eenig artikel der wet van 29 Maart 1873, worden de goederen, uit den vreemde wederingevoerd na aldaar eene bewerking te hebben ondergaan, aan de rechten onderworpen op den grondslag der waardenverhooging welke uit deze bewerking voortspruit.

Deze rechten worden door den Minister van Financiën bepaald, zonder dat zij het bedrag van 15 t. h. *ad valorem* in minimum-tarief of dat van 30 t. h. *ad valorem* in maximum-tarief mogen te boven gaan.

Eene eerste wijziging betreft den grondslag van de heffing; deze is niet meer, zooals in de wet van 1873, de vermeerdering van het gewicht of den omvang, maar de vermeerdering van de waarde voortvloeiend uit de bewerking in het buitenland.

De Memorie van Toelichting doet terecht opmerken dat de bewerking over het algemeen niet voor gevolg heeft eene vermeerdering van gewicht of van omvang,

(1) Tabel van den buitenlandschen handel van België en van het Groothertogdom Luxemburg, jaar 1922, bl. 845.

en dat aldus, wanneer het toepasselijk recht een specifiek recht is, de weder ingevoerde goederen aan alle belasting ontsnappen ondanks de vermeerdering van waarde die zij in 't buitenland ondergingen. (*Mem. van Toelichting*, bl. 11.)

De tweede wijziging heeft voor doel in de wet het maximumbedrag van het te innen recht te bepalen; het bedrag zal binnen deze grenzen vastgesteld worden door den Minister van Financiën die tot de verrichting machtigt en er de voorwaarden van regelt.

3. — De Commissie stelt niet voor, zooals zij deed voor andere bepalingen, in de nieuwe wet den geheelen tekst op te nemen van artikel 1 van de wet van 1873.

Deze wet heeft aanleiding gegeven tot een groot getal besluiten ter uitvoering, waarvan het behoud zou kunnen in twijfel getrokken worden indien zij, niet gewijzigd, maar vervangen werd door een nieuwen tekst.

De door de Regeering voorgestelde wijzigingen werden door de Commissie aangenomen; eenige leden zullen nochtans voor de Kamer opmerkingen maken over den tekst van het ontwerp.

De Commissie stelt evenwel voor in artikel 8 den titel van de wet van 1873 te herhalen en te zeggen :

« Bij wijziging in het eenig artikel der wet van 29 Maart 1873, *betreffende den vrijen wederinvoer der goederen naar het buitenland ter verwerking gezonden*,... » Verder zooals in het ontwerp.

4. — Een lid van de Commissie heeft gevraagd hier te wijzen op het regime van goederen welke worden ingevoerd om in het Rijk eene bewerking te ondergaan et daarna weer uitgevoerd te worden.

Het werd geregeld door artikel 40 van de wet van 4 Maart 1846 betreffende de handelsopslagplaatsen, gewijzigd door artikel 4 der wet van 12 Juli 1895, in zijn tegenwoordigen tekst aldus luidend : De Regeering wordt gemachtigd om onder borgstelling voor de rechten, het tijdelijk wegnemen toe te taten, met geheele of gedeeltelijke vrijstelling, van de goederen bestemd om in het Rijk eene bewerking te ondergaan.

Deze bepaling wordt ruimschoots toegepast.

De lijst van de goederen, die tijdelijk worden ingevoerd met geheele of gedeeltelijke vrijstelling, om in het Rijk eene bewerking te ondergaan, en om daarna weder uitgevoerd te worden, is voor het jaar 1922 ingelascht in de tabel van den buitenlandschen handel van België en van het Groothertogdom Luxemburg (bl. 337) :

de tijdelijke toelatingen bedroegen 153,997,720 kil. en 127,062,552 frank ;

de wederuitvoeringen bedroegen 116,981,132 kil. voor 176,473,162 frank.

Het *Bulletin mensuel du commerce spécial* voor de maand October geeft voor de negen eerste maanden van 1923 :

Tijdelijke toelatingen. . . . 113, 374, 184 kil. en 136, 350, 475 fr.

Wederuitvoeringen 81, 727, 367 kil. en 152, 835, 923 fr.

ART. 9.

Artikel 9, lid 1, legt aan den Minister van Financiën op de maatregelen te nemen ter uitvoering van de wet.

Welke zijn deze maatregelen? De vorige artikelen machtigen de Regeering de beslissingen te treffen over de maatregelen voorzien in de artikelen 3, 4 § 2, 5 § 3, 6 § 2; zij worden genomen bij Koninklijk besluit.

Andere artikelen vergen enkel ministerieele besluiten. Buiten deze gevallen blijft de uitvoering van de wet onderworpen aan de algemeene regelen van het recht; het eerste lid is overbodig.

Lid 2 voorziet de bekendmaking van een algemeene lijst van de goederen, met verklarende nota's, die het tolstelsel voor elk geval aanwijzen; dit valt onder de bevoegdheid van den Minister van Financiën.

De Commissie stelt voor lid 1 te doen wegvallen en dienvolgens lid 2 te doen aanvangen :

De Minister van Financiën... het overige zooals in het ontwerp.

ART. 10.

Het eerste van de twee alinea's van dit artikel slaat op het maximum-tarief, artikel 3; het tweede op den verhoogingscoëfficiënt, artikel 6. Zij werden onder deze twee artikelen onderzocht.

De Regeering vraagt in lid 2 de melding bij te voegen van de artikelen 2^{bis} en 6, § 2; uwe Commissie stelt U voor de goedkeuring door de Kamers te eischen niet enkel voor artikel 3, maximum-tarief, maar ook voor artikel 3^{bis}, compensatierecht; zij stelt U eveneens voor de mededeeling aan de Kamers uit te breiden tot de besluiten van gelijkstelling, artikel 3^{ter}. Artikel 10, reeds gewijzigd door de Regeering, zou eventueel moeten aangevuld worden na de stemming van de Kamer over deze bepalingen.

De Commissie oordeelt evenwel dat het beter zou zijn de bepalingen in artikel 10 vast te knopen aan de verschillende maatregelen waarop zij toepasselijk zijn, en ze aldus, ondanks het bezwaar van eene herhaling van denzelfden tekst, in te lasschen in de artikelen die deze maatregelen ordenen; werd deze toevoeging aangenomen dan zou artikel 10 nutteloos worden en kunnen wegvallen.

ART. 11.

1. — Onder artikel 11 wordt ingetrokken « al hetgeen bij de vroegere wetten in strijd met de voorgaande bepalingen wordt bedongen ».

De met de tegenwoordige wet onvereinbare bepalingen van de vroegere wet moeten verdwijnen en worden van rechtswege ingetrokken; de vermelding van de intrekking is alleen van nut wanneer zij de ingetrokken wetten opnoemt;

maar de algemeene vermelding van intrekking zooals zij wordt voorgesteld is overbodig. « Tenzij men aanneemt, zegt eene verhandeling over de intrekking van de wetten ⁽¹⁾, dat de wetgever een nutteloos werk heeft verricht, moet men de vroegere regelen als ingetrokken beschouwen, vermits zij in strijd zijn met de nieuwe regelen, en dat de eene en de andere niet te gelijktijd kunnen uitgevoerd worden. Het is dus eene onachtzaamheid van de zijde der opstellers onzer moderne wetten dit als slotartikel er bijna altijd bij te voegen : « Al de bepalingen van de thans van kracht zijnde wetten en decreten, *in strijd met de onderhavige wet*, worden ingetrokken. » Deze voorzorg is geheel nutteloos, men spreekt om niets te zeggen. »

« Deze nietszeggende uitdrukking, voegen de *Pandectes Belges* er bij, is niets anders, zooals wel eens gezegd wordt, dan eene onnoodige toevoeging, die maar moet dienen om de onwetendheid of de vadsigheid onzer wetgevers te verbergen ⁽²⁾. »

Iets anders zou het zijn zoo deze formule voorafgegaan was van eene opsomming van de ingetrokken bepalingen; in dit geval zou zij als een voorzorgsformule kunnen beschouwd worden om de veronderstelling te vermijden als zou de intrekking enkel toepasselijk zijn op de opgesomde bepalingen en om de mogelijke verzuimen te voorkomen.

Tijdens de besprekingen van de Commissie heeft een lid gevraagd wat er ging gebeuren met artikel 2 van de wet van 25 April 1896 waarbij sommige vloeistoffen met geheele of gedeeltelijke vrijstelling van invoerrechten kunnen toegelaten worden onder de voorwaarden te bepalen door den Minister van Financiën, wanneer zij uitsluitend zijn bestemd voor nijverheidsgebruik. Deze bepaling is niet uitdrukkelijk ingetrokken door eenige bepaling noch van de wet noch van de bijgevoegde tabel. Zij vloeit niet voort uit het feit dat het tariefontwerp een invoerrecht legt op eenige van deze vloeistoffen die thans vrij van rechten zijn. De Regeering heeft aan de Commissie verklaard dat zij akkoord ging met deze verklaring, en dat zij artikel 2 van de wet van 15 April 1896 beschouwde als nog van kracht zijnde.

2. — Het ontwerp voorziet geene enkele overgangsbepaling.

Maatregelen getroffen krachtens wetsartikelen, overgenomen door het ontwerp en aldus stilzwijgenderwijze ingetrokken, volgen het lot van deze en verdwijnen met dezelve; zoo o. m. het Koninklijk besluit van 29 Mei 1923, waarbij het differentieel tarief, vastgesteld voor Duitschland, wordt toegepast op de koopwaren van Tsjeko-Slowakije. Dit besluit werd genomen krachtens art. 2, 3°, van de wet van 8 April 1922, hetwelk werd vervangen door art. 3, 2°, van het ontwerp.

Indien de wet geene bijzondere bepaling inhoudt voor deze koopwaren, zal men, met den voorgestelden tekst om het tegenwoordig regime te dien opzichte te

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, bl. 91, n° 228.

(2) PAND. BELGES, zie *Abrogation*, n° 55.

behouden, al de formaliteiten, voorgeschreven door artikel 3 van het ontwerp moeten in toepassing brengen.

Wijzigingen bij artikel 11 en overgangsbepalingen zullen echter alleen in den loop van de behandeling nuttig kunnen voorgesteld worden, na het onderzoek van de talrijke wijzigingen die het ontwerp in de bestaande wetgeving voorstelt.

ART. 12.

Over artikel 12 werden in de Commissie geene opmerkingen gemaakt.

IV

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN VAN HET TARIEF.

Voorafgaande opmerkingen.

1. — De meerderheid van de leden der Commissie heeft besloten, de rechten van het maximum-tarief niet te bespreken.

Zij werd daartoe gebracht door de beweeggronden die haar hebben bewogen dit tarief in beginsel aan te nemen, en die in het algemeen gedeelte (II) van het verslag zijn uiteengezet :

- a) De Regeering is vrij het maximum-tarief slechts toe te passen op zekere koopwaren ;
- b) De Regeering is vrij enkel rechten toe te passen die lager zijn dan de bedragen in het maximum-tarief aangegeven, staande tusschen dit tarief en het minimum-tarief ;
- c) Beraadslaging in den Ministerraad ;
- d) En vooral, noodzakelijkheid alle toepassingsmaatregelen onmiddellijk aan de goedkeuring van de Kamers te onderwerpen.

2. — Het verslag wijst in de rangorde van de tabel op :

- a) De artikelen, waarover aanmerkingen werden ingebracht hetzij in de verzoekschriften aan de Kamer gericht en in de nota's aan de Commissie overhandigd, hetzij tijdens het onderzoek in de afdeelingen of in de Commissie ;
- b) De artikelen vrijgesteld in het tegenwoordig tarief en aan belasting onderworpen in het tariefontwerp ;
- c) De artikelen, voor dewelke het recht is aangegeven in de Memorie van Toelichting als onderstandsrecht, steunrecht, weerstandsrecht, enz. ;
- d) De artikelen gewijzigd door de Overeenkomst gesloten tusschen Frankrijk en het Belgisch-Luxemburgsch Verbond, thans aan de goedkeuring der Kamers onderworpen ;
- e) De artikelen, waarover de Regeering amendementen heeft ingediend.

3. — De rechten, die moeten ingeschreven worden in het tarief, zijn onafhankelijk van deze ingeschreven in eene internationale overeenkomst ; het tarief, uitsluitend het werk van de wetgevende macht, blijft geheel, ondanks alle overeenkomst ; de overeenkomst heeft uitsluitend voor gevolg, dat, tijdens den duur er van, de overeengekomen rechten alleen toepasselijk zijn tegenover het contracteerende land op de koopwaren die zij aangeeft, en, indien zij lager zijn dan deze van het tarief, op de koopwaren oorspronkelijk of herkomstig uit de landen die in België het voorrecht van de meest begunstigde natie genieten.

De overeengekomen rechten zouden de rechten van het tarief enkel vervangen krachtens eene bijzondere wet.

AFDEELING I.

Levende dieren en dierlijke producten.

*Analytische samenvatting.*5 klassen, n^{rs} 1 tot 50 : 124 categorieën.

Tegenwoordig tarief : Tariefontwerp :

Vrij van rechten	111	108
Rechten :		
<i>Ad valorem</i>		»
Specifiek recht.	13	16
	<u>124</u>	<u>124</u>

De artikelen, die vrij zijn in het bestaand tarief, en getaxeerd in het ontwerp, zijn vervat in de n^{rs} 13, 31 en 37.

N^r 6 b. Zeekreeften, langousten en kreeften.

De kreeften, vrij van rechten in het tegenwoordig tarief, worden door het ontwerp gelijkgesteld met de zeekreeften en de langousten die belast zijn :

Tariefontwerp	100 kil.	40 × 3
Huidig tarief	100 kil.	40 frank.

Luxeverbruiksartikel, wat de voorgestelde vermeerdering van recht verklaart. (*M. T.*, blz. 13.)

N^r 13 b. Gebleekte of gekleurde was van bijen en andere insecten.

Tariefontwerp	100 kil.	40 × 3
Huidig tarief	Vrij.	

Getaxeerd op voet van de daarbij berekende bewerking (*M. T.*, blz. 13).

N^r 31 b. Bereid of gekruld paardenhaar.

Tariefontwerp	100 kil.	5 × 3
Huidig tarief	Vrij.	

Zelfde reden als voor n^r 13 b.

N^o 37 b. Bereide sponsen.

Tariefontwerp	100 kilogr.	25 × 3
Huidig tarief	Vrij.	

Zelfde reden als voor n^o 13.

AFDEELING II.**Plantaardige Producten.***Analytische samenvatting.*

9 klassen, n^{os} 51 tot 143 : 230 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht.	131	104
Getaxceerd :		
Waarde.	4	4
Specifiek recht.	95	122
	99	126
	230	230

De artikelen, belastingvrij in het huidig tarief en belast in het tariefontwerp, staan onder de nummers 57, 58, 65, 70, 72, 115, 117, 122, 126, 131.

De Regeering stelt amendementen voor bij de nummers 97, 116 en 117.

De overeenkomst met Frankrijk vermindert :

Recht en coëfficiënt	20 categorieën.
Recht alleen	4 id.
Coëfficiënt alleen.	1 id.
	25 categorieën.

N^o 52. Mout, zelfs gebrand of gemalen :

Tariefontwerp.	100 kilogr.	3.50 × 4
Huidig tarief	100 kilogr.	1.50 × 4

De Memorie van Toelichting verklaart de bepaling als volgt :

« De Belgische mouterij verkeert in eenen neteligen toestand, ingevolge den invoer in België van belangrijke hoeveelheden buitenlandsche mout, waarvan de

toevloed bevoordeeld wordt door de speling in het land van herkomst, van de borgquantiën uitgereikt voor gerst, welke zoogezegd bestemd is om voor den uitvoer gemout te worden.

Het voorgesteld recht werd noodig geoordeeld om onze mouters toe te laten aan de vreemde mededinging te weerstaan; dit recht is overigens merkbaar lager dan hetgene dat het Belgisch mout bij zijnen invoer in Frankrijk treft (thans 15 t. h. van de waarde). » (*M. T.*, bl. 14).

Het voorgestelde recht, $3.50 \times 4 = 14$ frank, vertegenwoordigt *ad valorem* 11.1 t. h.

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1913	{ Invoer	11,327,402 kgr.	3,398,221 frank	} Alg. tabel n° 69.
	{ Uitvoer. . . .	3,367,701 kgr.	1,010,310 frank	
1923 (10 maand).	{ Invoer. . . .	16,866,299 kgr.	21 184,582 frank	} Bull. m. n° 73.
	{ Uitvoer. . . .	2,117,928 kgr.	1,954,347 frank	

Voor den invoer komt Frankrijk aan het hoofd :

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1913	Invoer. . . .	5,265,099 kil.	1 579,570 frank	Alg. tabel n° 73.
1923 (10 maand)	Uitvoer . . .	9,001,271 kil.	11,340,601 frank	Bull. m. n° 73.

De Belgische mouterij eischt een hooger recht; sommige leden, steunend op den aard van het artikel, hebben het behoud van het bestaande recht gevraagd.

De Fransch-Belgische overeenkomst vermindert den coëfficiënt van 4 tot 3.

De meerderheid van de Commissie vraagt de goedkeuring van het bedrag in het tariefontwerp.

N° 53. Meel.

Tariefontwerp :

a) van haver	100 kil.	4 »	2
b) van tarwe	100 kil.	2 »	
c) van rogge	100 kil.	2 »	
d) van maïs.	100 kil.	2 »	
e) van rijst	100 kil.	2 »	
f) van andere graangewassen	100 kil.	2 »	

Huidig tarief : zelfde rechten als in het tariefontwerp.

De Commissie heeft van de Belgische maalterij mededeeling gekregen van de nota's, welke zij aan het Departement van Financiën heeft gezonden.

Zij wijst er op, dat Frankrijk voor de tarwe het stelsel aangenomen heeft van de betalingen op borgstelling, wat eene premie is op den uitvoer.

Dit stelsel, hetwelk indertijd voor gevolg had dat er een recht van

2 frank in België werd opgelegd, wordt thans nog verscherpt; de rechten op de graangewassen werden in Frankrijk verdubbeld, en de premie op den uitvoer werd het dus ook.

De maalterij vraagt dat op het recht op het tarwemeel de coëfficiënt, toegepast op het havermeel, zou toegepast worden.

Er zijn in België, volgens de inlichtingen van het Departement van Nijverheid en Arbeid, 43 werkhuizen met 3,000 arbeiders.

Tarwemeel :

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1913.	{ Invoer	3,206,717 kil.	808,093 frank	} Algemeene tabel. nr 65
	{ Uitvoer.	57,427,856 kil.	14,471,815 frank	
1923 (10 maand)	{ Invoer	16,916,035 kil.	19,759,059 frank	} Bull. m., nr 69.
	{ Uitvoer.	16,752,971 kil.	2,639,561 frank	

Als invoerende landen staan aan 't hoofd :

Frankrijk :

	Hoeveelheid :	Waarde :
1913. Invoer	1,925,303 kil.	485,176 frank.
1923 (10 maand). Uitvoer	12,492,972 kil.	14,487,553 frank.

Vereenigde-Staten van Amerika :

1913. Invoer	934,426 kil.	235,475 frank.
1923 (10 maand). Uitvoer	2,765,203 kil.	3,318,904 frank.

Het invoerrecht in Frankrijk op het tarwemeel is :

Art. 68. 100 K. tot 11-13,50-16 met coëfficiënt 2, hetzij 22, 27, 52.

Het is in België 2 frank de 100 kil., zooals in 1913, maar de prijs van die koopwaar is gestegen van 0.25 tot 1 frank per kilo en dienvolgens is het recht *ad valorem* gedaald van 8 tot 2 t. h.

De meerderheid van de Commissie heeft beslist, de rechten en den coëfficiënt van het tariefontwerp te behouden.

N° 57. Stijfsel en zetmeel.

Tariefontwerp :

a) van tarwe	100 kil.	4 »	
b) maïs	100 kil.	6 »	3
c) rijst	100 kil.	6 »	3
d) andere graangewassen	100 kil.	4 »	3
e) aardappelen	100 kil.	4 »	3
f) tapioca	100 kil.	4 »	3
g) niet genoemd	100 kil.	4 »	3

Huidige tarief : Vrij.

N° 58. Gebrand stijfsel en zetmeel (zetmeelgom leiogom, en dergelijke).

Tariefontwerp	100 kil.	4 × 3
Huidig tarief	Vrij.	

De Memorie van Toelichting rechtvaardigt de belasting voor de twee nummers 57 en 58 als volgt :

« De vrije invoer, thans toegestaan ten opzichte van deze artikelen, heeft heftig protest uitgelokt vanwege de Belgische stijfselabrikanten, des te meer daar zij moeilijk kunnen uitvoeren ingevolge de hoge rechten waarmede de meeste vreemde landen het stijfsel belasten,

» Dank zij de bescherming, welke zij genieten, kunnen de vreemde nijveraars in hun land hoge koersen behouden, welke hun toelaten hunne uitvoerprijzen zoodanig te verminderen dat zij op de Belgische markt er beter aan toe zijn dan onze voortbrengers zelf. Zulks doet afbreuk aan de normale voorwaarden der mededinging en, van dit standpunt uit, dienen de voorgestelde rechten, bij slot van rekening, slechts om het evenwicht te herstellen. Deze rechten zijn overigens matig, aangezien zij 10 tot 12 t. h. der waarde niet te boven gaan.

» Ter opheldering weze vermeld dat het Fransche tarief, in minimum, een grondslagrecht voorziet van fr. 18.» voor het eigenlijk gezegd stijfsel, van fr. 12.» voor het zetmeel van aardappelen, Turksche tarwe en ander, en van fr. 16.50 voor zetmeelgom en andere van zetmeel afgeleide producten. » (Memorie van T., bl. 14-15).

Deze grondslagrechten ondergaan den invloed van coëfficiënten welke ze verhoogen tot :

$$\begin{aligned} 18.00 \times 5.4 &= 97.20 \text{ frank} \\ 12.00 \times 3 &= 36 \quad \text{»} \\ 16.50 \times 5 &= 82.50 \quad \text{»} \end{aligned}$$

	<i>Stijfsel van tarwe.</i>	<i>Hoeveelheid.</i>	<i>Waarde.</i>	
1913	Invoer :			{
	Uitvoer :			
1923	Invoer	259,682 kil.	326,019 frank	{
(10 maanden)	Uitvoer	22,900 kil.	39,245 frank	
				Maandbull. n° 589.
	<i>Stijfsel van Turksche tarwe.</i>			
1913	Invoer :			{
	Uitvoer :			
1923	Invoer	3,522,852 kil.	4,003,095 frank	{
(10 maanden)	Uitvoer	47,606 kil.	632,601 frank	
				Maandbull. n° 590.
	<i>Stijfsel van rijst.</i>			
1913	Invoer :			{
	Uitvoer :			
1923	Invoer	260,616 kil.	533,390 frank	{
(10 maanden)	Uitvoer	3,708,343 kil.	8,234,036 frank	
				Maandbull. n° 591.

Stijfsel van andere graangewassen.

1913	{ Invoer :				
	{ Uitvoer :				
1923	Invoer	722,514 kil.	699,270 frank	} Bull. m. n° 592.	
(10 maanden)	Uitvoer	40,157 kil.	51,589 frank		

De rechten op het stijfsel en het zetmeel van aardappelen en op de tapioca worden door het Fransch-Belgisch accoord verminderd van 3 tot 2.

Volgens het Beheer, zijn er slechts drie stijfsel- en zetmeelfabrieken in België, waar 1,500 werklieden arbeiden.

Er bestonden er veel meer vóór 35 a 40 jaar; zij zijn verdwenen; konden ze herrijzen, dan zou het mogelijk zijn, in België de teelt van de industriele aardappelen uit te breiden.

2. — Het tariefontwerp vermeldt in nota bij artikel 57 :

« Stijfsel en zetmeel bestemd tot het vervaardigen van glucose mag men met totale of gedeeltelijke vrijstelling van invoerrechten laten volgen, mits nakoming der formaliteiten te bepalen door den Minister van Financiën. »

Deze bepaling verwekte tegenstrijdige opmerkingen.

In België zijn zes glucosefabrieken.

Drie, die zetmeel en aardappelmeel zelf voortbrengen, vragen dat de nota zou wegvallen; het ware, zeggen zij, een gevaarlijk wapen; de Minister zou het tarief naar goedgevallen kunnen toepassen; het tarief moet als wet gelden en de vastheid verzekeren aan 's lands nijverheid.

De drie overigen, die de noodige grondstoffen voor hunne nijverheid invoeren, vragen dat de nota behouden worde, daar zij eventueel de misbruiken van een monopool moet tegengaan.

3. — Het bedrag der rechten en de nota werden door de meerderheid van de Commissie goedgekeurd.

N° 65. Thee.

Tariefontwerp	100 kil.	30 × 3
Huidig tarief		Vrij.

« De taxatie wordt voorgesteld, zegt de Memorie van Toelichting, omdat het hier eene waar geldt waarvan het verbruik in België weinig verspreid is en die eerder onder de weeldeverbruiksartikelen kan gerangschikt worden ».

		Ontworpen minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.		
		Grondslag.	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N ^o 66.	Artisjokken, eierplanten, kampernoeliën en Ja- paansche andoorns . .	400 kil.	50 »	—	25 »	—
	Huidig tarief.		100 kil.	12 frank.		

	Grondslag.	Minimum tarief.		Tarief toegestaan aan Frankrijk.	
		Recht.	Coëfficiënt.	Recht.	Coëfficiënt.
N ^o 67. Kappers en olijven	100 kil.	30 »	—	20 »	—

Huidig tarief : 100 kil. 30 frank.

N ^o 69. Truffels	100 kil.	300 »	3	300 »	
---------------------------------------	----------	-------	---	-------	--

Huidig tarief : 100 kil. 300×3

N^o 70. Aardappelen :

Tariefontwerp :

- a) ingevoerd vóór 1 Juni en klaarblijkelijk voortkomende
van den oogst van het loopende jaar 100 kil. 3 »
- b) andere Vrij.

Huidig tarief :

- a) vrij.
- b) vrij.

De belasting wordt aldus toegelicht in de Memorie van Toelichting :

« Een recht van 3 frank de 100 kil. wordt voorzien voor de *aardappelen* ingevoerd vóór 1 Juni en klaarblijkelijk voortkomend van den oogst van het loopend jaar. De nieuwe aardappelen zijn een weeldeproduct, waarvoor het voorgestelde recht evenzeer gewettigd is, als degene op de andere jonge groenten. » (*Memorie van Toel.*, bl. 15.)

N^o 71. Versche groenten : a) Asperges :

Tariefontwerp :

1. ingevoerd van 1 December tot 30 April 100 kil. 50 »
2. ingevoerd gedurende de andere tijdperken Vrij.

Huidig tarief :

1. 100 kil. 12 »
2. Vrij.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert voor n^o 1 het recht van 50 op 25 frank per 100 kil.

Versche groenten :

c) bloemkoolen :

Tariefontwerp :

1. ingevoerd van 1 December tot 30 April 100 kil. 10 »
2. ingevoerd gedurende de andere tijdperken Vrij.

Huidig tarief :

1. 100 kil. 6 »
2. Vrij.

Door leden van de Commissie werd er op gewezen, dat de bloemkoolen geen weeldeartikel zijn, doch algemeen verbruikt worden, zelfs gedurende de tijdruimte van 1 December tot 30 April; zij stelden voor, het huidig recht te handhaven.

Met 8 stemmen tegen 4 heeft de Commissie beslist aan de Kamer voor te stellen, vanaf 1 December tot 30 April het recht van 6 frank per 100 kil. (huidig recht) te behouden.

De Overeenkomst met Frankrijk bepaalt den termijn, gedurende welken het recht zal verschuldigd zijn vanaf 1 Februari tot 30 April. Er bestaat vrijstelling voor den invoer vanaf 1 Mei tot 31 Januari.

Versche groenten : e) Groote tuinboonen en kleine erwten :

Tariefontwerp :

- | | | |
|---|----------|-------|
| 1. Ingevoerd van 1 Januari tot 31 Mei | 100 kil. | 20 » |
| 2. Ingevoerd gedurende de andere tijdperken | | Vrij. |

Huidig tarief :

- | | | |
|------------|----------|-------|
| 1. | 100 kil. | 12 » |
| 2. | | Vrij. |

De Overeenkomst met Frankrijk verminderd het recht e, 1, van 20 tot 15 frank per 100 kil.

Versche groenten : f) Boonen :

Tariefontwerp :

- | | | |
|---|----------|-------|
| 1. Ingevoerd van 1 November tot 15 Juni | 100 kil. | 20 » |
| 2. Ingevoerd gedurende de andere tijdperken | | Vrij. |

Huidig tarief :

- | | | |
|------------|----------|-------|
| 1. | 100 kil. | 12 » |
| 2. | | Vrij. |

De Overeenkomst met Frankrijk bepaalt van 15 November tot 15 Juni den termijn gedurende welken de boonen worden belast; het verlaagt daarentegen het recht van 20 op 15 frank per 100 kil. en stelt ze vrij van 15 Juni tot 14 November.

Versche groenten : h) Wilde latuw, andijvie, krulandijvie, latuw en wortelen in bussels :

Tariefontwerp :

- | | | |
|---|----------|-------|
| 1. Ingevoerd van 1 November tot 31 Maart. | 100 kil. | 20 » |
| 2. Ingevoerd gedurende de andere tijdperken | | Vrij. |

Huidig tarief :

- | | | |
|------------|----------|-------|
| 1. | 100 kil. | 12 » |
| 2. | | Vrij. |

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht, verschuldigd gedurende den termijn van 1 November tot 31 Maart, tot 15 frank per 100 kil.

Versche peulvruchten (tuinboonen, kleine erwten, boonen, linzen, paardenboonen, wikken, enz.):

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1923	Invoer	2,241,692 kil.	2,539,807 frank.	} <i>Bull. m.</i> , n ^r 76.
(10 m.)	Uitvoer	245,362 kil.	353,340 frank.	

Asperges :

1923	Invoer	2,713 kil.	11,420 frank.	} <i>Bull. m.</i> , n ^r 78.
(10 m.)	Uitvoer.	47,366 kil.	144,056 frank.	

Wilde latuw, krulandijvie, latuw en wortels in bussels :

1923	Invoer	3,164,077 kil.	3,558,039 frank.	} <i>Bull. m.</i> , n ^r 82.
(10 m.)	Uitvoer.	209,655 kil.	183,032 frank.	

N^r 72. Gedroogde groenten :

Tariefontwerp :

a) met peulen :

1. Erwten	—	vrij
2. Boonen en snijboonen	—	id.
3. Linzen.	—	vrij
4. Paardenboonen, wikken en andere	—	id.

b) andere :

1. ingevoerd in verpakkingen voor den kleinverkoop.	100 kil.	12 »
2. anders ingevoerd	—	vrij

Huidig tarief : al de artikelen zijn vrijgesteld.

« Bij gelijkstelling met de waren, welke belast worden uit hoofde hunner conditioneering en hunner betrekkelijk hooge waarde (ingelegde groenten, enz.), wordt een recht van 12 frank de 100 kil. vastgesteld voor de *gedroogde groenten andere dan met peulen*, ingevoerd in verpakkingen voor den kleinhandel. » (*Memorie*, p. 16 D, *groenten*.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van 12 op 8 frank per 100 kilo.

1923 (10 maanden) :	Hoeveelheid :	Waarde :	
Gedroogde groenten . . . invoer :	14,555,423 kil.	16,661,869 frank.	} Bull. m., n° 85.
Peulgroenten uitvoer :	4,682,810 kil.	6,677,711 frank.	
Gedroogde groenten . . . invoer :	781,147 kil.	515,907 frank.	} Bull. m., n° 86.
Andere uitvoer :	715,463 kil.	638,251 frank.	
Ingelegde groent-n . . . invoer :	2,408,413 kil.	10,324,661 frank.	} Bull. m., n° 87.
Groenten in dozen of in flesschen uitvoer :	6,133,806 kil.	17,519,130 frank.	
Ingelegde groenten . . . invoer :	250,798 kil.	235,691 frank.	} Bull. m., n° 88.
Andere, enz. uitvoer :	12,376 kil.	8,570 frank.	

Ex 73. Abrikozen :

Tariefontwerp :

a) versehe :

Fr. c.

1. ingevoerd vanaf November tot 30 Juni 100 kil. (bruto gewicht) 120 » --
2. ingevoerd gedurende de andere tijdperken id. 60 » --

b) gedroogde :

1. ingevoerd in verpakkingen wegende meer dan 25 kilogram . 100 kil. 15 » 3
2. anders ingevoerd id. 30 » 3

Huidig tarief :

- a) 1 en 2 100 kilogram (bruto gewicht) 120 frank.
- b) 1 en 2 100 kilogram 12 × 4

Het ontwerp van tarief verminderd het recht van 120 tot 60 frank voor de abrikozen ingevoerd gedurende het normale tijdperk van productie in België, « met het doel de ontwikkeling onzer konfijt- en siroopfabrieken in de hand te werken ». (*Mem. v. T.*, bl. 17.)

De verhooging voor de gedroogde abrikozen wordt verklaard door de Memorie van Toelichting :

« Eene heraanpassing der rechten heeft zich opgedrongen, wat de producten betreft waarvan het verbruik eerder een weeldekarakter verdraagt of waarvan eene zekere conditioneering eene waardevermeerdering verleent. » (*Mem. v. T.*, blz. 16., n° 73-99, *E. Tafelfruit.*)

De Overeenkomst met Frankrijk verminderd het recht voor de categorieën :

- a) 1. van 120 op 100 frank.
- a) 2. van 60 op 40 frank.

Ex 77. Versche kriecken en morellen :

- b) ingevoerd van 16 Juni tot 31 October. 100 kil. 30 frank { Recht verminderd tot 20 frank krachtens de Overeenkomst met Frankrijk.

Huidig tarief : 100 kil. 30 frank.

N^o 79. Dadels :

Tariefontwerp :

a) eetbare :

1. ingevoerd in verpakkingen van 10 kilogram of minder	100 kil. (ruw gewicht)	10 »	4
2. anders ingevoerd	100 kil.	2 50	4

b) uitsluitend bestemd tot het stoken of tot de vervaardiging van azijn.	100 kil.	1 40	4
---	----------	------	---

Huidig tarief :

a. 1. 100 kil.	8.00 × 4
2. 100 kil.	2.50 × 4
b. 100 kil.	1.40 × 4

De verhooging voor litt. a 1, steunt op de reden aangegeven in n^o 73, b, 2 (Droge abrikozen). (M. T., n^o 73-99.)

De Overeenkomst met Frankrijk verminderd het recht : a, 1, van 10×4 tot 6×4 ; a, 2, van 2.50×4 tot 2×4 .

N^o 81. Aardbeziën :

Tariefontwerp :

a) ingevoerd van 1 November tot 30 Juni	100 k. (ruw gewicht)	120 »
b) ingevoerd gedurende de andere tijdperken	100 kil.	30 »

Huidig tarief :

a)	100 kil.	120 frank;
b)	100 kil.	30 frank.

Krachtens de Overeenkomst met Frankrijk omvat het tijdperk, vermeld bij litt. a, de periode van 1 November tot 15 Juni, en is het recht litt. b verminderd tot 20 frank.

N^o 90. Versche perziken en bloedperziken :

Tariefontwerp :

a) ingevoerd van 1 November tot 30 Juni	100 k. (ruw gewicht)	120 »
b) ingevoerd gedurende de andere tijdperken	100 k. (ruw gewicht)	60 »

Huidig tarief : a et b 100 k. (ruw gewicht) 120 »

Het recht is verminderd van 1 Juli tot 31 October om de ontwikkeling onzer konfijt- en siroopfabrieken in de hand te werken. (M. T. bl. 17.)

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt den tekst en het recht voor litt. b op volgende wijze :

b) ingevoerd van 1 Juli tot 31 October	100 kil.	50 frank.
--	----------	-----------

	Grondslag.	Minimum-tarief		Tarief toegestaan aan Frankrijk.	
		Recht.	Coëfficiënt.	Recht.	Coëfficiënt.
N ^o 93. Versche peren :					
a) ingevoerd in kassen, kistjes, dozen, manden of andere verpakkingen van 20 kilogram of minder (1) (2)	100 kil.	100	» —	75	» —
b) anders ingevoerd	100 kil.	12	» —	10	» —
Huidig tarief : Zelfde rechten als in het ontwerp van tarief.					

Ex 95. Appelen :

Ontwerp van tarief :

a) versche :

1. ingevoerd in kassen, kistjes dozen, manden of andere verpakkingen van 20 kilogram of minder (1) (3)	100 kil.	100 »	—	75	—
2. oningepakt ingevoerd	100 kil.	3 »	—	10	—
3. anders ingevoerd	100 kil.	5 »	—	—	—

b) gedroogde :

1. geschild (6)	100 kil.	9 »	—	4 »	—
2. niet geschild (6)	100 kil.	3 »	—	4 »	—

Huidig tarief : Zelfde rechten als in het ontwerp van tarief, behalve wat betreft litt. a. 2, oningepakte appelen. Het huidig tarief bepaalt de rechten op 5 frank per 100 kil.; door het tariefontwerp worden de rechten tot 3 frank verminderd ten einde onze konfijt- en siroopfabrieken te bevorderen. (*Mem. van Toel.*, bl. 16.)

N^o 96. Versche pruimen van allen aard :

a) ingevoerd van 1 November tot 31 Juli	100 k. (ruw gew.)	100 »	—	100 »	—
b) ingevoerd gedurende de andere tijdperken	100 kil.	25 »	—	20 »	—

Huidig tarief : Zelfde rechten als in het tariefontwerp.

N^o 97. Gedroogde pruimen :

Ontwerp van tarief :

a) ingevoerd in kistjes of andere verpakking van 10 kil. of minder (1)	100 kil. (ruw gew.)	50 × 4	
b) ingevoerd in tonnen van minstens 180 kil. of in zakken van minstens 80 kil., zonder inwendige verpakking (1)	100 kil.	15 × 4	
c) anders ingevoerd	100 kil.	25 × 4	

Huidig tarief :

a en.	100 kil.	(25 × 4)	100 frank.
b)	100 kil.	(15 × 4)	60 frank.

De Regeering stelt bij amendement twee wijzigingen in n^o 97 voor : Het werd erkend, zegt zij in hare toelichtende nota, « dat het grondslagrecht van 50 frank per 100 kilogram op de gedroogde pruimen, ingevoerd in kistjes of in andere verpakkingen van 10 kilogram of minder, te hoog is, vergeleken met de waarde van bewust product »; zij stelt diensvolgens voor, het tot 30 frank terug te brengen.

Ten opzichte van de in grootere verpakkingen ingevoerde en onderscheidenlijk tegen 15 en 25 frank per 100 kilogram belast gedroogde pruimen, hebben de voornaamste importeurs van Antwerpen aangedrongen op een eenvoudigen aanslag, ongeacht de wijze van invoer.

Om dat verzoek recht te doen wedervaren, wordt voorgesteld het onderscheid van littera *b* en *c* van het oorspronkelijk ontwerp weg te laten en een eenig recht te voorzien van 20 frank, cijfer dat tusschen de beide huidige cijfers in staat.

Tekst van n^o 97 geamendeerd :

Gedroogde pruimen :

a) ingevoerd in kistjes of andere verpakkingen				
van 10 kil. of minder (1)	100 kil.	90	30	4
	(bruto gewicht.)			
b) anders ingevoerd				
	100 kil.	75	20	4

N^o 98. Druiven :

Tariefontwerp :

a) verse :

1. geplet, ingevoerd in recipiënten van minder dan 400 kil. (1); — druivenmoer	100 kil.	30	3
2. geplet, ingevoerd in recipiënten van 400 kil. of meer (1).	100 kil.	45	3
3. andere	100 kil.	190	
	(bruto gewicht).		

b) gedroogde :

1. in trossen	100 kil.	50	4
2. andere	100 kil.	25	4

(1) Gewicht blijkende uit het gezamenlijk wegen van recipiënt en inhoud.

Huidig tarief : Zelfde recht als in het tariefontwerp.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt litt. *a* voor eene bijzondere categorie :

3. andere, ingevoerd vanaf 1 Augustus tot 15 September, 100 frank.

N^o 99. Vruchten niet afzonderlijk getarifeerd :

Huidig tarief : Zelfde rechten als in het tariefontwerp.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt litt. a voor eene bijzondere categorie :

a) Versche : Aalbessen en zwarte aalbessen . 100 kil. 20 frank.

Tariefontwerp :

a) versche 100 kil. 30 » —
b) gedroogde. 100 kil. 5 » 4

N° 104 Zaden gebruikt voor reukwerk (Tonkaboonen, zaden van abelmosch of amberbloem en dergelijke).

Tariefontwerp waarde : 10 t. h.

Huidig tarief waarde : 20 t. h.

Het recht wordt verminderd van 20 op 10 t. h. *ad valorem* « ten titel van grondstof, zooals voorgesteld wordt voor de essences, sectie F, n° 448 tot 450 ». (*Mem. van T.*, bl. 17).

N° 115. Plantenwas.

Tariefontwerp :

a) ruw of gezuiverd » vrij.
b) gebleekt of gekleurd. 100 kil. 10 × 3

Huidig tarief : a) en b) vrij.

« Het recht van (10 × 3) 30 frank per 100 kil. vertegenwoordigt ongeveer 4 t. h. *ad valorem*; het wordt voorgesteld bij gelijkens met wat voorzien wordt ten opzichte van het dierlijk was van dezelfde categorie. » (*Mem. van T.*, bl. 17.)

N° 116. Cacaoboter.

Tariefontwerp vrij.

Huidig tarief vrij.

	Hoeveelheid.	Waarde.	
1923 Invoer : 2,786,191 kil.		28,207,029 frank	} <i>Bul. m.</i> , n° 120.
10 maanden Uitvoer: 23,268 kil.		195,990 frank	

Om te beantwoorden aan een ingeving van de Syndicale Kamer der Chocolate- en Konfijtfabrieken, aangesloten bij de Handelskamer van Brussel, welke erkent dat de Staat noodig heeft zich inkomsten te bezorgen, stelt de Regeering, in minimum-tarief, een recht van 10 frank per 100 kil. met coëfficiënt 3 voor bij amendement.

Op grondslag van den invoer in het jaar 1922 (3,380,000 kil., 24,940,000 frank) en met toepassing, op iedere herkomst, van een recht van 30 frank per 100 kil., « zou de jaarlijksche ontvangst ongeveer 1,000,000 frank bedragen ».

Tekst van het amendement :

Cacaoboter 100 kil. 30 10 3

N° 117. Plantenboter, andere dan van cacao, zoete en vaste oliën.

Tariefontwerp :

a) Gebruikt in geneeskunde (1)		Vrij	
b) Andere :			
1. Van aardnoten.	100 kil.	5 »	2
2. Van kokosnoten, coprah, toulouconna, van illipé en van dwergpalm :			
A. Ruw	100 kil.	5 »	2
B. Geraffineerd.	100 kil.	20 »	»
3. Van koolzaad en raapzaad	100 kil.	5 »	2
4. Van katoen	100 kil.	5 »	2
5. Van vlaszaad	100 kil.	5 »	2
6. Van turksche tarwe	100 kil.	5 »	2
7. Van olijven.	100 kil.	15 »	2
8. Van palmnoten	100 kil.	2 30	2
9. Van castorolie	100 kil.	5 »	2
10. Niet genoemd	100 kil.	5 »	2

Huidig tarief : Al de artikelen van n° 117 zijn vrij.

De Overeenkomst met Frankrijk schaft den coëfficiënt af voor 7,
« Olijfolie ».

Invoer.		Uitvoer.			
Hoeveelheid.	Waarde.	Hoeveelheid.	Waarde.		
Olie van aardnoten :					
1913 1,511,655 kil.	1,625,029 fr.	879,544 kil.	945,510 fr.	Algem. tabel	130
1923 1,442,538 kil.	6,604,558 fr.	1,059,701 kil.	194,144 fr.	Maandbull.	152
(10 maanden).					
Olie van kokosnoten :					
1913 3,833,896 kil.	4,313,133 fr.	1,094,590 kil.	1,711,464 fr.	Algem. tabel	276
1923 10,796,291 kil.	43,853,053 fr.	1,211,106 kil.	4,961,984 fr.	Maandbull.	378
(10 maanden).					
Coprah :					
1913 19,552,024 kil.	14,908,414 fr.	6,957,363 kil.	5,304,986 fr.	Algem. tabel	238
1923 6,872,199 kil.	13,409,564 fr.	7,600 kil.	10,727 fr.	Maandbull.	303
(10 maanden).					

De Memorie van Toelichting onderzoekt de drie categorieën afzonderlijk :

« a) Olijfolie. — Het grondslagrecht van 15 frank de 100 kilogram betreffende de *olijfolie* stemt overeen met een gematigden last van ongeveer 10 t. h. der vooroorlogsche waarde.

» Deze waar dient voor keukengebruik, soms in vereeniging met de kruiden en azijn. Daar deze laatste producten onderhevig zijn aan rechten, is het natuurlijk dat de olijfolie ingelijks haar belastingaandeel aanbrengt.

» b) Oliën of geraffineerde kokosboter. — Een grondslagrecht van 20 frank

(zonder coëfficiënt) wordt voorzien voor de *geraffineerde* oliën of boter van kokosnoten, van coprah, van touloucouna, van illipé en van dwergpalm.

» Het geldt hier vooral de kokosboter (kokoline, copraline, enz.) die, onder het genot van den vrijen invoer, thans in groote hoeveelheden ons land binnenkomt en wel in zulke mate dat onze nijverheden, die zich bezighouden met het vervaardigen en het raffineeren van eetbare oliën, in gevaar worden gebracht.

» Daar het in zwang zijnde tarief de margarine en de andere kunstboter met een recht van 20 fr. de 100 kil. belast, is het redematig hetzelfde regime te doen volgen aan de geraffineerde kokosboter, die aan het verbruik kan geleverd worden, soms zooals zij is, of ten minste, na een eenvoudige bewerking van kneding of gladmaking, en die werkelijk, in dien staat, kunstboter uitmaakt.

» Het aangeprezen invoerrecht kan tot geene stijging van den prijs der margarine leiden, aangezien deze beïnvloed wordt door de mededinging van de inlandsche en vreemde boter en van de vreemde margarine, welke op de markt zou toestroomen indien de margarinefabrikanten hunne prijzen verhoogden.

» c) *Palmolie en andere.* — Behalve de palmolie, welke tegen fr. 2.50 de 100 kil. belast is, — gering recht dat met ongeveer 3 t. h. der waarde overeenstemt, — zijn de andere tot den post 117 behorende producten (oliën van aardnoten, van koolzaad, van katoen en van vlaszaad, castorolie, enz.) belast met een recht van fr. 5. » de 100 kil. waarvan de toepassing 5 tot 6 t. h. *ad valorem* niet overtreft. »

De Memorie van Toelichting voegt er de volgende beschouwingen bij : « Het vestigen dezer taxe zal niet enkel leiden tot stabielmaking der binnenlandsche markt, maar ook tot een accres van den invoer der ruwe producten dienende tot het uittrekken der oliën, en zal aldus den Belgischen handenaarbeid grootendeels bevorderen.

» In aanmerking dient eveneens genomen dat de bewerking van oliehoudende zaden of producten (coprah, vlaszaad, enz.) raapkoeken van groote voedingswaarde voor het vee oplevert. Welnu, gedurende het jaar 1921 alleen, heeft België 120 millioen kilogram raapkoeken voor een aangegeven waarde van 85 millioen frank ingevoerd ; het heeft er 23 millioen kilogram voor een waarde van 15 millioen frank uitgevoerd, zegge een verschil van 97 millioen kilogram voor eene som van 70 millioen frank.

» Het spreekt vanzelf dat deze groote bijdrage, door onzen landbouw aan het buitenland betaald, in hooge mate zou afnemen indien, ingevolge de ontwikkeling onzer nijverheden van uittrekking van oliën, grootere hoeveelheden raapkoeken in het binnenland konden geleverd worden. (*Memorie van Toel.* blz. 18).

Het Departement van Nijverheid en Arbeid vermeldt 42 plantenoliefabrieken met 500 werklieden.

Handelaars van eetbare oliën wijzen er op, dat er in België slechts eene enkele fabriek van aardnotenolie bestaat en dat het recht van $5 \times 2 = 10$ frank per 100 kil. haar een monopolie verzekert.

Fabrieken van verduurzaamde sardienen komen op tegen het recht op de oliën, welke den kostenden prijs van hunne producten verhoogt.

Een derde bezwaar gaat uit van de margarinefabrikanten.

De margarine wordt belast onder n° 245 van het ontwerp : Kunstboter :

a) Margarine	20 frank.
b) Kunstreuzel	20 —
c) Andere	20 —

Dit recht is het huidige recht; het werd gevestigd in 1895.

De in- en uitvoer van margarine staat vermeld in de statistieken als volgt :

1913.	Invoer.		Uitvoer.		
—	Hoeveelheid.	Waarde.	Hoeveelheid.	Waarde.	
Margarines	7,311 kil.	10,611 frank.	374,767 kil.	543,412 frank.	} Alg. tabel, 43 en 44.
Andere	56,454 kil.	73,390 frank.	1,426,546 kil.	1,854,510 frank.	
1921.					
—					
Margarines	1,262,891 kil.	5,222,932 frank.	1,863,367 kil.	13,482,494 frank.	} Alg. tabel, 44 en 45.
Andere	50,162 kil.	167,931 frank.	1,750,909 kil.	9,628,363 frank.	
1923, 10 maanden.					
—					
Margarines	694,268 kil.	2,941,832 frank.	458,441 kil.	2,039,129 frank.	} Bull. m., 46 en 47.
Andere	9,787 kil.	47,641 frank.	1,777,736 kil.	10,209,970 frank.	

De margarinefabrikanten komen op tegen de heffing van een recht op de aardnotenoliën en de kokosoliën of -boter; zij vestigen anderzijds de aandacht op het recht van (4 × 3) 12 frank per 100 kil. op het zetmeel van aardappelen, thans vrijgesteld, welk product, zoo zij zeggen, zij door de wet verplicht worden in de margarine te verwerken.

Zij vragen, indien de voorgestelde rechten behouden worden, den coëfficiënt 2 toe te passen op het recht van 20 frank op de margarine.

De nota voegt er bij :

« De voornaamste margarinefabrikanten van België vertegenwoordigen ongeveer 80 t. h. van de Belgische productie; zij hebben belangrijke fabrieken van margarine in Holland en in Engeland.

» Indien de rechten werden geheven zooals zij zijn voorzien, zouden de Belgische fabrikanten er alle belang bij hebben, hunne fabrieken in België volkomen te sluiten en van hunne fabrieken in het buitenland de noodige hoeveelheden margarine voor hun verkoop in België in te voeren.

» Indien de Regeering een inkomrecht heft op de margarine, dat ten minste gelijk is aan het dubbel van het huidige recht, dan kan de margarinefabricatie in België voortbestaan en is het mogelijk dat de fabrikanten het voordeelig vinden,

ter plaatse oliëfabrieken op te richten voor het vervaardigen van hunne noodige vetstoffen. »

Een « groep van oliëfabrikanten » heeft aan de leden van de Kamer en van den Senaat eene antwoord-nota doen geworden.

Zij zeggen dat de voornaamste margarinefabrikanten in België aanzienlijke margarinefabrieken bezitten in Holland en in Engeland; al die fabrieken doen niet alleen de toebereiding der margarine, welke slechts een eenvoudige bewerking is van kneden of van karnen, maar tevens het uittrekken van oliën uit coprah, uit dwergpalmnoten en het raffineeren dezer oliën. Waarom dit verschil in de inrichting? Omdat de invoerrechten op de margarine, hoewel zij de geraffineerde oliën niet belasten welke dienen om dezelve voort te brengen, de vreemde margarinefabrikanten er toe gebracht hebben om filialen te stichten in België, filialen die zich uitsluitend voorzien van in den vreemde uitgetrokken en geraffineerde oliën en die, in België, slechts eene enkele industricele bewerking doen : het kneden.

Onze handelsmetropool ziet haar ontgaan den handel in coprah, dwergpalmnoten, oliehoudende zaden; 's lands handel trekt zelfs geen voordeel uit den invoer van oliën, daar het vervoer van de Hollandsche hoofdzetels naar de Belgische bijkantoren zonder de minste tusschenkomst geschiedt. »

Deze onderscheidene beschouwingen waren het voorwerp van een lang debat in de Commissie; rekening houdende met de belangrijke plaats welke de margarine in de voeding heeft ingenomen, heeft zij de verhooging van het recht afgewezen en het recht behouden, dat vermeld staat in n^o 245 van het tariefontwerp. Zij stemde vervolgens over de bij artikel 117 voorgestelde rechten en nam deze aan met 8 tegen 4 stemmen.

De Regeering stelt bij artikel 117 een amendement voor, dat deze drie punten betreft :

a) De rubriek n^o 117 b-2 wordt aangevuld door het bijvoegen van de *mourah*-, de *shea*- en de *galamolie* of -boter, welke producten volkomen kunnen gelijkgesteld worden met die vermeld in den oorspronkelijken tekst.

b) Het voor *katoenolie* (n^o 117 b-4) voorziene recht blijft enkel gehandhaafd voor de ruwe olie, terwijl de geraffineerde, evenals de door waterstof hard gemaakte katoenolie, onderworpen wordt aan het grondslagrecht van 10 frank met coëfficiënt 2, bij gelijkstelling met de geraffineerde boter van kokosnoten, coprah, enz.

c) Onder n^o 117 b-8 wordt voorgesteld de *ruwe palmolie* vrij toe te laten, omdat die olie slechts kan geslagen worden ter plaatse waar men de palmnoten wint. Het gebruik van dit product, waarvan de uitvoer uit onze Kolonie een aanzienlijken handel uitmaakt, verdient overigens in de hand te worden gewerkt.

Harerzijds zou de geraffineerde palmolie op gelijken voet gesteld worden met de soortgelijke producten van n^{os} 117 b-2 en 117 b-4.

Tekst van het amendement :

Ex 117. Plantenboter, andere dan van cacao; zoete en vaste oliën :

b) andere :

2. van kokosnoten, coprah, tou-
loucouna, van illipé, van
dwergpalm, van mowrah,
van shea en van gulam :

A. ruw.	100 kil.	15 »	5 »	2
B. geraffineerd	100 kil.	30 »	10 »	2

4. van katoen :

A. ruw.	100 kil.	15 »	5 »	2
B. geraffineerd, met inbegrip van katoenolie verstijfd door waterstofverbin- ding	100 kil.	30 »	10 »	2

8. van palmnoten :

A. ruw.	100 kil.	7 50	vrij.	2
B. geraffineerd	100 kil.	30 »	10 »	2

N° 122. Terpentijngceest :

Tariefontwerp :	100 kil.	5 × 3
Huidig tarief :	Vrij.	

« Het voorgesteld recht van fr. 5.» de 100 kil., gelijk aan ongeveer 6 t. h. *ad valorem*, houdt verband met de belasting voorzien voor de plantaardige oliën en de lichte oliën van steenkool of van petroleum. » (*Memorie van Toel.* bl. 18).

N° 126. Bloemen, knoppen, loofwerk, bladeren, kruiden en twijgen voor bloemtuijen of voor versieringen :

Tariefontwerp :

- a) verse of enkel gedroogd 100 kil. 200 frank.
b) geverft, doorweekt of anders bereid om hunne
bewaring te verzekeren waarde 20 t. h.

Huidig tarief :

- a) vrij
b) waarde 15 t. h.

« Weeldeartikelen, waarvoor een recht van fr. 200.» de 100 kil. voorzien werd, gelijk aan datgeen dat de producten onzer bloementeel bij den invoer in Frankrijk treft. » (*Memorie van Toel.* bl. 19).

N° 131. Hop :

Tariefontwerp :

- a) bellen 100 kil. 20 × 2
b) lupuline 100 kil. 40 × 2

Huidig tarief a en b : Vrij.

« Onze hopvoortbrengers, zegt de Memorie van Toelichting, klagen hevig over het huidige regime.

» Deze waar, wier invoer in België vrij is, wordt in meest alle andere landen met zeer hooge invoerrechten belast.

» Daaruit volgt dat de Belgische hop, ten opzichte der vreemde mededinging, in ongunstige voorwaarden verkeert. Onze voortbrengers kunnen er niet aan denken, hunne hop in den vreemde af te zetten, terwijl de vreemde hop daarentegen onze markt overstroomt.

» Dergelijke toestand is voor de Belgische productie zeer nadeelig : sedert 1895 is de oppervlakte der hopbeplantingen met meer dan 50 t. h. achteruit gegaan ; het staat buiten kijf dat deze vermindering grootendeels aan het in zwang zijnde tolregime moet toegeschreven worden. Welnu, allerwege gaan stemmen op ter opvoering der inlandsche landbouwopbrengst om in de hoogst mogelijke mate de aankopen in het buitenland te doen afnemen.

« De handelaars in en de voortbrengers van Belgische hop vragen dat de gelijkheid hersteld worde tusschen hen en hunne vreemde mededingers, hetzij door de vervanging van het huidige regime door een regime van wederzijdschen vrijen invoer, hetzij door het vestigen, bij den invoer in België, van een recht gelijk aan dat, waarmede de Belgische hop in de andere landen belast wordt.

« In afwachting dat handelsovereenkomsten gesloten worden, welke ons gebeurlijk zouden toelaten toegevingen te bekomen op de vreemde tarieven, denkt de Regeering, aan de wenschen der Belgische teelt te moeten tegemoetkomen door in het ontwerp invoerrechten op de hop te begrijpen.

« Deze rechten, vastgesteld op fr. 20.» voor de hobbellen en op fr. 40.» voor de lupuline, zijn overigens matig vermits hunne toepassing 5 t. h. *ad valorem* niet overtreft. Zij blijven merkbaar beneden de Fransche percentcijfers, welke onderscheidenlijk fr. 35.» en fr. 160.» voor dezelfde producten bedragen. » (*Mem. v. Toel.* bl. 19).

Fabrieken, die koelinrichtingen exploiteeren, vragen aan de Kamer het voorgestelde recht niet aan te nemen.

Zij beweren dat 9/10 der hop, welke in België wordt ingevoerd, slechts in doorvoer zijn en dat de toepassing van de invoerrechten geen andere gevolgen zou hebben dan naar andere landen het trafiek der hop af te leiden, welk een bron is van gewin voor allerlei bedrijven en namelijk voor de Belgische koelinrichtingen waar deze hop tijdelijk wordt opgeslaan.

Het Beheer deed aanmerken dat een opslagregime, mits door den Minister van Financiën te bepalen formaliteiten, zou toelaten de vrijstelling van de invoerrechten te verleenen.

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1913	{ Invoer.	3,164,024 kil.	11,286,307 frank.	} Algemeen. tabel, n° 206.
	{ Uitvoer	2,679,901 kil.	7,345,609 frank.	
1923 (10 maanden)	{ Invoer.	1,676,423 kil.	10,379,515 frank.	} Bull. m , n° 267.
	{ Uitvoer	865,521 kil.	6,649,057 frank.	

Met 7 tegen 3 stemmen en 1 onthouding heeft de Commissie de rechten, in het tariefontwerp vermeld, aangenomen.

AFDEELING III.

Minerale producten.

*Analytische samenvatting,*4 klassen, n^{rs} 144 tot 201 : 86 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht.	85	83
Getaxeerd :		
Waarde.	»	»
Specifiek recht.	1	3
	86	3
		86

De artikelen, vrij van rechten onder het huidig tarief en door het tariefontwerp belast, zijn begrepen in de n^{rs} 171 en 193.

De Regeering stelt vier amendementen voor, waarvan er drie (n^{rs} 163, 172, 173) den tekst betreffen; het vierde (n^o 159) betreft het maximum-tarief.

N^o 159. Gewone- en hydraulische kalk en kalkmortels :

Tariefontwerp (maximum en minimum) . . .	Vrij.
Huidig tarief	Vrij.

Om gevolg te geven aan het aandringen van de Groothertogelijke Regeering, stelt onze Regeering voor, alleen als maximum-tarief, een gering recht van fr. 1.25 de 100 kil. te vestigen, t. w. de helft van het voorzien bedrag onder n^o 163 voor de verschillende soorten cement.

Text van het amendement :

<i>Gewone- en hydraulische kalk en kalk-</i> <i>mortels.</i>	100 kil.	1 25	vrij.	3
---	----------	------	-------	---

N^o 163. Portland-, water-, puzzolaan-, magnesia- en glasschuimcement en dergelijke :

Tariefontwerp	Vrij.
Huidig tarief.	Vrij.

Met het oog op de juiste beteekenis van deze rubriek en om mogelijke betwistingen te vermijden, stelt de Regeering voor, den tekst der rubriek aan te vullen. (*Verklarende nota.*)

Tekst van het amendement :

Portland-, water-, puzzolaan-, magnesia-, glasschuim-			
cement en dergelijke, <i>klinker of gemalen</i>	100 kil.	2 50	Vrij. 3

N^o 171. Zee-, saline-, steenzout :

Tariefontwerp :

a) ruw, zelfs grofgemalen.	Vrij.
b) geraffineerd, met inbegrip van het fijn gemalen zout	100 kil. 0,50 × 4

Huidig tarief :

a en b vrij.

De Memorie van Toelichting verklaart het voorgestelde recht aldus :

« Wat het zout (zeezout, salinezout, steenzout) aangaat, merkt men vooreerst op dat het zout in ruwen staat, zelfs grofgemalen, van alle invoerrecht vrij blijft. Het gaat natuurlijk niet op, eenigerlei recht te heffen van een product dat de grondstof vormt, door de zoutzieders behandeld voor het raffineeren, of in een aantal andere fabricages gebezigd (scheikundige nijverheden, koper- en zink-fabrieken, enz.). Maar het kwam gepast voor, een gering invoerrecht te heffen van het geraffineerd en van het fijn gemalen zout, om ter hulp te komen aan de Belgische zoutziederij.

» Onze zoutzieders klagen er bitter over, dat, bij gebreke van alle invoerrecht, de buitenlandsche mededinging — welke soms premiën bij den uitvoer geniet — alle gemak heeft het teveel harer opbrengst bij ons op de markt te brengen, voor prijzen welke veel geringer zijn dan de prijzen, waarop het zout den Belgischen fabrikanten te staan komt.

» De Belgische zoutziederij wordt bijzonder getroffen door den invoer van niet geraffineerd, doch fijn gemalen zout, dat rechtstreeks aan het verbruik kan geleverd worden. Het geldt hier eene *ruwe* waar, meer slecht dan goed gemalen, zonder eenige raffineering en welke bij groote hoeveelheden op de markt gebracht wordt, in onmiddellijke mededinging met het *geraffineerde* product, van betere hoedanigheid en bijgevolg van merkbaar hoogere waarde. Men begrijpt dat de strijd, door de Belgische fabrikanten, in deze voorwaarden, niet kan volgehouden worden.

» Het voorgestelde recht, dat slechts fr. 0.50 de 100 kil. in minimum-tarief bedraagt (fr. 2. » met toepassing van den coëfficient), is te gering om op merkbare wijze den prijs in 't klein van het zout voor het verbruik te kunnen beïnvloeden; maar het kan wellicht vernieuwde levenskracht schenken aan eene oude nationale nijverheid.

» In het belang der verbruikers zelve is het onmisbaar dat de zoutziederijen voortgaan tussehen onze nationale nijverheden op te treden, want anders konden de vreemde fabrikanten bij ons vrij hunnen gang gaan, en zouden zij weldra overdreven prijzen toepassen. » (*Memorie van Toel.*, blz. 21.)

		Invoer :		Uitvoer :			
1913	Ruw zout . .	135,054,539	2,228,400	142,786	2,336	Alg. tab.	n ^o 137
	Geraff. zout. .	76,700,469	2,454,465	3 060,394	97,933		n ^o 138
1923 (10 maanden)	Ruw zout . .	185,914,795	10,805,440	116,750	13,256	Muandbull.	n ^o 164
	Geraff. zout. .	40,654,398	6,813,946	413,183	175,773		n ^o 165

		1913	1923 (10 maanden).
Geraff. zout.	Frankrijk	27,999,608.	16,351,535
	Engeland	19,405,034.	10,310,068
Invoer.	Duitschland	19,349,102.	9,422,429

In Frankrijk is het recht :

$$\text{N}^{\circ} 0164 \quad 100 \text{ kil. } 3.30 \times 2.5 = 8.25 \text{ frank.}$$

In België zijn er 32 werkhuizen met 500 werklieden.

Eene nota van de zoutzieders doet opmerken dat het zout thans 23 tot 24 frank de 100 kil. verkocht wordt, en dat een recht van 4 tot 5 frank de 100 kil. op het buitenlandsch zout en van 10 tot 12 frank de 100 kil. op het ruw gemalen wit zout zonder invloed zou zijn op de prijzen.

Thans vertegenwoordigt de invoer van het geraffineerd zout eene uitbetaling van (16 fr. de 100 kil.) 9,600,000 frank.

Indien deze 60,000 ton vervangen werden door ruw zout, dat 30 tot 35 frank kost, dan zou de uitbetaling slechts zijn 2,000,000 frank, hetzij per jaar een verschil van 7,600,000 frank.

Het voorgestelde recht (0.50×4) : 2 frank de 100 kil., is op den aangegeven prijs fr. 0.02 per kilo.

Het vestigen van een recht werd in de Commissie bestreden, daar het zout eene waar van eerste noodzakelijkheid is.

De meerderheid van de aanwezige leden der Commissie (6 tegen 3 en 1 onthouding) heeft den voorgestelden tekst goedgekeurd.

N^o 172. Magnesia (zelfs geroost).

Tariefontwerp	Vrij.
Huidig tarief	Vrij.

De Regeering stelt eene wijziging voor in den tekst, daar deze gedeeltelijk hetzelfde is als n^o 297 (Afdeling V).

Tekst van het amendement :

Ruw magnesia

N° 173. Ruwe of geraffineerde borax (boorzure of dubbel boorzure soda).

Tariefontwerp	Vrij.
Huidig tarief.	Vrij.

Om de *geraffineerde* borax uit dit nummer uit te schakelen, een product dat eigenlijk onder Afdeling V moet vallen, stelt de Regeering den volgende tekst voor :

Ruwe borax (kalkboorzure, ruwe zuivere borax) Vrij.

N° 193. Producten van de distillatie der lichte oliën voortkomende van steenkool of van minerale teer, zooals : benzol, toluol of toluène, solvent-naphta, xylol, regiebenzol, ontvettingbenzols, enz. (producten distilleerende tusschen 75 en 175 graden centigraad en van eene dichtheid van minder dan 0.90 aan 15 graden centigraad).

Tariefontwerp	10 × 2
Huidig tarief	Vrij

De gelijkenis van deze artikelen met de petroleum-essences en de mogelijkheid ze in vele gevallen tot hetzelfde gebruik te doen dienen, deed hetzelfde toltarief op deze twee soorten van producten toepassen (*Memorie van Toel.*, bl. 20.)

Zie petroleum-essences, n° 195.

AFDEELING IV.

**Producten der voedingsbedrijven; dranken, alcoholhoudende vloeistoffen
en azijn; tabak.**

Analytische samenvatting.

9 klassen, n^o 202 tot 278 : 159 categorieën.

	Bestaande tarief.	Ontwerp van tarief.
Van rechten vrijgesteld	23	19
Belast :		
Waarde	1	1
Specifiek recht	135	139
	136	140
	159	159

De artikelen, door het bestaande tarief vrijgesteld en belast door het ontwerp, zijn begrepen in de n^o 221, 244, 247.

De Regeering stelt amendementen voor in de n^o 207, 214, 262.

Door de Overeenkomst met Frankrijk wordt wijziging gebracht in :

Recht en coëfficiënt	2 categorieën.
Recht alleen	23 id.
Coëfficiënt alleen.	9 id.
	34 id.

	Grondslag.	Tariefontwerp.		Tarief toegestaan aan Frankrijk.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Ex 203. Eetbare deegen (vermicelli, macaroni. Italiaausche deegen, enz.) :					
a) geregeld voor den verkoop in					
't klein 100 kil.		6 »	2	5 »	2
Bestaande tarief : 100 kil.	4 × 2				

N^o 207. Producten der fijnbakkerij en beschuiten :

Tariefontwerp :

a) Vermengd met suiker en cacao :

1. — ingevoerd in hermetisch gesloten verpakkingen.	100 kil.	40 × 3
2. — anders ingevoerd.	100 kil.	20 × 3

b) Andere :

1. — ingevoerd in hermetisch gesloten verpakkingen.	100 kil.	15 × 3
2. — Anders ingevoerd	100 kil.	10 × 3

Bestaande tarief :

a) 100 kil.	(12 — 20 — 30) × 3
b) 100 kil.	12 × 3

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het voorgesteld recht *a*, 1. per 100 kil., van (40 × 30) 120 frank op (30 × 3) 90 frank.

In n^o 207 stelt de Regeering een amendement voor.

Luidens den eersten tekst van het ontwerp zijn de *producten der fijnbakkerij en beschuiten* aan de hoogste rechten onderhevig (litt. *a*) wanneer zij suiker in welkdanige verhouding ook bevatten.

In de verklarende nota wordt opgemerkt, « dat de beschuiten, welke eene geringe hoeveelheid suiker bevatten, over het algemeen onder de gewone artikelen worden gerangschikt en niet veel duurder komen te staan dan de niet gesuikerde beschuiten.

» Krachtens den nieuwen tekst worden de artikelen, die niet meer dan 10 t. h. suiker bevatten, buiten de categorie 207 *a* gesloten en vallen dus onder toepassing der geringste rechten van categorie 207 *b*. »

Tekst van het amendement :

a) Vermengd met cacao, met fruit of met meer dan 10 t. h. suiker :

1. Ingevoerd in hermetisch gesloten verpakkingen.	100 kil.	120	40	3
2. Anders ingevoerd.	100 kil.	60	20	3

Grondslag.	Minimum-tarief.		Tarief toegestaan aan België.	
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.

N^o 208. Peperkoek :

a) vermengd met gekonfijt fruit.	100 kil.	30 »	3	30 »	2
b) andere	id.	20 »	3	20 »	2

Bestaande tarief : 100 kil. 18 × 3

N^o 209. Leverpastei van alle soort, al dan niet getruffeerd :

a) Brij, galantines, leverpastei en leverbrij, in doozen, teilen, korsten of andere dergelijke verpakkingen ingevoerd	id.	100 »	5	100 »	4 2
b) Leverbenlingen, leverbraadworsten en leverworsten	id.	60 »	3	45 »	2

Bestaande tarief : 100 kil. 60 × 5

N° 211. Ingemaakt wild of pluimgedierte :

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Tarief toegestaan aan Frankrijk.	
		Recht.	Coëfficiënt.	Recht.	Coëfficiënt.
a) ingevoerd in dozen, teilen, in korsten of andere dergelijke verpakkingen.	100 kil.	60 »	4	50 »	4
b) anders ingevoerd :					
1. getruffeerd.	id.	40 »	4	40 »	3
2. niet getruffeerd	id.	25 »	4	25 »	3

Bestaande tarief :

a) 100 kil. 30 × 4.

b) 100 kil. 12 × 4.

De producten worden bruto belast, na aftrek van 40 t. h. tarra, wanneer zij worden ingevoerd in aarden of glazen recipiënten.

N° 214. Vleesch niet genoemd, ingemaakt op allerlei wijzen, ingevoerd in dozen, teilen, korsten of andere dergelijke verpakkingen.

	Grondslag.	Tarief maximum.	Tarief minimum.
Ontwerp van tarief.	100 kil.	30 »	10 »
Huidig tarief : Vrij	100 kil	15 frank.	

Op deze bepaling stelt de Regeering een amendement voor :

« De voorgestelde wijziging, aldus de verklarende nota, voorziet den vrijen invoer in minimum-tarief, voor het ingemaakt vleesch, dat enkel gekookt, gerookt of gezouten en in dozen, in teilen, in korsten of op andere dergelijke wijzen verpakt is. Tot dat ingemaakt vleesch behoort de zoogenaamde « corned beef », die in vrij groote hoeveelheden in België binnenkomt.

« De nieuwe tekst van n° 214 is de woordelijke overname van het voor gelijkaardige producten bij het geldend tarief (ex n° 67) voorziene regime ».

Tekst van het amendement :

Ingelegd vleesch niet genoemd, ingevoerd in dozen, teilen, korsten of andere dergelijke verpakkingen ⁽¹⁾ :

a) Enkel gekookt, gerookt of gezouten	100 kil.	30	Vrij.
b) Anderszins bereid . . .	100 kil.	45	15

⁽¹⁾ Deze nota wordt behouden.

N° 215. Vaste of vloeibare vleesch-extracten; vloeibaar vleeschnat of vleeschnat in tabletten; vleesch-peptones :

Ontwerp van tarief :

a) ingevoerd in verpakkingen geregeld voor den verkoop in 't klein; ingevoerd in pakjes al dan niet .	100 kil.	20 »
---	----------	------

b) anderszins ingevoerd :

1. Enkel gezouten		Vrij
2. Anders voorbereid.	100 kil.	12 »

Bestaande tarief :

- a 100 kil. 15 frank.
 b 1. vrij.
 b 2. 100 kil. 12 frank.

Een lid der Commissie heeft voorgesteld, in litt. a het bestaande recht te behouden. De tekst van het ontwerp werd door de meerderheid der Commissie voorgesteld.

N° 220. Cacao geplet, doch niet in broodjes gevormd (cacaodeeg) :

Tariefontwerp	100 kil.	20 × 3
Bestaande tarief	100 kil.	30 × 3

Het basisrecht werd door het tariefontwerp van 30 op 20 frank gebracht.

N° 221. Gemalen doppen, pellen en vliegen van cacao :

Tariefontwerp	20 × 3
Bestaande tarief	Vrij.

De Memorie van Toelichting verklaart aldus de wijziging :

« Anderzijds werden sommige posten opgesteld met de bezorgdheid de ongerijmdheden uit het huidig regime uit te schakelen (producten van gelijk gebruik en van bijna gelijke waarde, welke verschillend getarifeerd zijn) of het tolonderzoek te vergemakkelijken en de oorzaken van geschillen of moeilijkheden ter gelegenheid van hetzelfde onderzoek uit den weg te ruimen (afschaffing, voor de verduurzaamde levensmiddelen, van de belasting volgens het percentage suiker, het ontbreken of voorhanden zijn van al dan niet aan tol- of accijnsrechten onderworpen stoffen). (*Memorie van Toel.*, bl. 22.)

N° 222. Cacao in poeder :

Tariefontwerp :

- a) in dozen of andere recipiënten wegende meer dan 5 kilogram ⁽¹⁾. 30 × 3
 b) in dozen of andere recipiënten wegende 5 kilogram en minder ⁽¹⁾. 40 × 3

Bestaande tarief : a en b 100 kil. 30 × 3.

De verhooging van het recht wordt verklaard voor litt. b wegens dezelfde redenen aangeduid onder n° 221 (*Memorie van Toel.*, bl. 22.)

N° 223. Chocolade.

Tariefontwerp :

- a) In reepen, pastilles, pralines, snoepgoed
 en dergelijke wegende minder dan
 50 gram per eenheid 100 kil. 60 3
 b) Anders geregeld 100 kil. 60 3

Bestaande tarief : a en b 100 kil. 30 × 3.

Door de Overeenkomst met Frankrijk wordt het onder litt. a bedoelde recht op de chocolade van (60 × 3) 180 frank gebracht op (45 × 3) 135 frank per 100 kil.

Chocolade-fabrikanten doen gelden, dat het accijnsrecht op de suiker 40 frank bedraagt en eene surtaxe van 20 frank per 100 kil. kan worden geheven; daardoor zou het maximum-recht op 60 frank worden gebracht.

Chocolade kan 65 t. h. suiker bevatten, wat neerkomt op een recht van fr. 0.39; zij bevat vanilla met fr. 10.50 per kil. belast (n^o 64); een kil. chocolade bevat daarvan 6 tot 10 gram; er moet dus fr. 0.49 betaald worden als recht per kil. gefabriceerde chocolade, terwijl het invoerrecht slechts fr. 0.30 bedraagt. Dit is niet in verhouding tot de geheven rechten op de grondstoffen.

De Commissie heeft de voorgestelde rechten aangenomen met 8 tegen 5 stemmen.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Tarief aan Frankrijk toegestaan.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N^o 224. Vruchten, schillen van vruchten, moesplanten en andere planten of deelen van planten, met suiker gekonfijt, in drogen of gekristalliseerden staat . . .	100 kil.	50 "	3	35 "	3
Bestaande tarief: 100 kil. (12-20-30) × 3.					
Ex 225. Geheele of verdeelde vruchten in hun natuurlijken staat bewaard of verduurzaamd met suiker of azijn :					
b) in recipiënten van minstens 3 kilogram (1)	id.	40 "	3	30 "	3
Bestaande tarief: 100 kil. (30) × 3.					
Ex 227. Konfijten, geleien, moezen, deegen en verdichte sappen van vruchten :					
b) in recipiënten van minstens 3 kilogram (1)	id.	50 "	3	35 "	3
Bestaande tarief: 100 kil. (30) × 3.					
N^o 229. Vloeibaar sap van vruchten, geschikt voor het verbruik, ander dan van druiven, appelen en peren :					
a) houdende minder dan 10 t. h. alcohol	hectoliter.	60 "	240 » ⁽¹⁾	50 "	—
b) houdende 10 tot 15 t. h. alcohol	id.	240 "	—	240 "	—
c) houdende meer dan 15 tot 50 t. h. alcohol	id.	Regeling van het likeurenbedrijf.	—	1,400 » ⁽²⁾	—
d) houdende meer dan 50 t. h. alcohol	id.	Regeling van het likeurenbedrijf.	—	1,800 » ⁽³⁾	—
Bestaande tarief :					
a) 100 kil. (12-20) × 3.					
b, c et d) hectoliter : 1,800 frank bovendien 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten.					
(1) a) minder dan 8 t. h. alcohol	Hectol.	60 "			
b) van 8 tot 15 t. h. alcohol	id.	240 "			
(2) Deze producten zijn bovendien onderhevig aan eene bijkomende belasting tot beloop van 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten.					

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Grondslag.	Rechten.	Coefficienten.	Rechten.	Coefficienten.
Nr 230. Gedistilleerd fruitwater zooals van zwarte aalbessen, kriecken, frambozen, enz., geschikt voor het verbruik :					
a) houdende minder dan 40 t. h. alcohol	id.	— ⁽¹⁾	—	50 »	—
b) houdende minder dan 40 tot 45 t. h. alcohol	id.	240 »	—	240 »	—
c) houdende meer dan 45 tot 50 t. h. 50 t. h. alcohol	id.	Regeling van het likeurenbedrijf.		1,400 » ⁽²⁾	—
d) houdende meer dan 50 t. h. alcohol	id.	Regeling van het likeurenbedrijf.		1,800 » ⁽²⁾	—

Bestaande tarief :

a) 100 kil. 12×3 .

b), c) et d) hectol. : 360 », 900 », bovendien 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

⁽¹⁾ a) Minder dan 8 t. h. alcohol. hectol. 60 »

b) van 8 tot 45 t. h. alcohol . id. 240 »

Het tarief ontwerp vereenigt onder litt. c, de litt. c en d van de Overeenkomst met Frankrijk.

⁽²⁾ De producten zijn bovendien onderhevig aan een bijkomende belasting van 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

Nr 231 Ingelegde truffels (geheele stukken of schillen), welk ook het inpakgoed weze, zelfs vermengd met campernoeliën.

400 kil. 500 » 3 300 »

Bestaande tarief : 400 kil. 300×3 .

Nr 232. Groentemeel geschikt voor soep, zelfs in tabletten samengeperst

id. 12 » 3 12 » 2

Bestaande tarief : 400 kil. 12×3 .

Ex 233. Ingelegde groenten en moesvruchten ingevoerd in dozen, flesschen, flacons of andere verpakkingen wegende ten minste 3 kilogram ⁽¹⁾ :

b) Artisjokken, asperges, eierplanten, kampernoeliën en Japansche andoorns

id. 40 » 3 30 » 2

c) andere

id. 20 » 3 20 » 2

Bestaande tarief :

b) 400 kil. 15×3 .

c) 400 kil. $(12-15) \times 3$.

	Grondslag	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Nr 242. Suikerlekkergoed, zooals gombollen, fondants, doopsuiker, caramellen, gerst- en appelsuiker :					
a) vermengd met cacao of bevattende konfijten, stropen, amandelkoekjes (nougat), amandels, hazelnoten, enz.	100 kil.	60 »	3	45 »	3
b) andere.	id.	40 »	3	36 »	3
Bestaande tarief : a) en b) 100 kil. 30 × 3.					

Nr 244. Verduurzaamde room en melk :

Tariefontwerp.

a) in blokken :

1. zonder toevoeging van suiker	100 kil.	12 »	1 5
2. met toevoeging van suiker	id.	30 »	2

b) in poeder :

1. zonder toevoeging van suiker	100 kil.	12 »	1 5
2. met toevoeging van suiker	id.	30 »	2

c) gecondenseerd (siroopachtig) :

1. zonder toevoeging van suiker	100 kil.	12 »	1 5
2. met toevoeging van suiker	id.	30 »	2

Bestaande tarief :

a) 1.	Vrij.		
2.	100 kil.	(12 — 20 — 30)	3
b) 1.	Vrij.		
2.	id.	(12 — 20 — 30)	3
c) 1.	Vrij.		
2.	id.	(12 — 20 — 30)	3

De voorgestelde tarificeering wordt in de Memorie van Toelichting gebillijkt door de beschouwingen onder n° 224 vermeld.

De Commissie is van gevoelen, dat de vrijstelling in het bestaande tarief dient behouden te worden. Zij stelt voor, de litt. a, 1; b, 1; c, 1 te wijzigen en er telkenmale het aangeduid recht in minimum-tarief te vervangen door het woord : *vrij*.

Het artikel zou aldus luiden :

Verduurzaamde room en melk :

a) in blokken :

1. zonder toevoeging van suiker	100 kil.	36	Vrij.	1 5
2. met toevoeging van suiker	100 kil.	90	30	2

b) in poeder :

1. zonder toevoeging van suiker	100 kil.	36	Vrij.	1 5
2. met toevoeging van suiker	100 kil.	90	30	2

c) gecondenseerd (siroopachtig) :

1. zonder toevoeging van suiker	100 kil.	36	Vrij.	1 5
2. met toevoeging van suiker	100 kil.	90	30	2

Nr 245. Kunstboter :

Tariefontwerp :

a) margarine	100 kil.	20 »
b) kunstreuzel	100 kil.	20 »
c) andere	100 kil.	20 »

Bestaande tarief : a, b en c 100 kil. 20.

Het voorstel om het recht te verhoogen bij toepassing van een verhoogings-coëfficiënt werd door de Commissie afgewezen (zie hooger, n^o 117).

N^o 247. Chicorei en chicoreisurrogaten, gebrande, gekorrelde of gemalen.

Tariefontwerp : 100 kil. 3 × 3
Huidig tarief : vrij

De Regeering verklaart deze taxatie op de volgende wijze :

« Van de bereide chicorei (n^o 247), thans vrij bij den invoer, is ons land terzelfdertijd groote voortbrenger en groote verbruiker. Wij voeren belangrijke hoeveelheden (32.352,306 kil. in 1921) chicoreiwortelen uit, welke, in den vreemde, dienen tot het vervaardigen der gebrande chicorei, hoofdzakelijk der chicorei in korrels. Deze vervaardiging laat echter tamelijk groote hoeveelheden chicorei in poeder, van ondergeschikte hoedanigheid na, welke het den buitenlandschen fabrikant niet mogelijk is, in hun geheel op zijne inlandsche markt af te zetten. De hooge prijzen, welke hem voor de chicorei in korrels betaald worden, laten hem toe zijne prijzen voor den uitvoer op de chicorei in poeder aanzienlijk te verminderen, want deze laatste is voor hem, per slot van rekening, slechts een bijproduct. Het is om deze mededinging te keer te gaan dat onder n^o 247 een, overigens weinig belangrijk recht van 3 frank de 100 kil. voorzien is voor de chicorei en hare surrogaten, gebrande, gekorrelde of gemalen. » (*Memorie van Toel.*, bl. 25.)

		Hoeveelheid :	Waarde :	
		—	—	
1923 (10 maanden) .	Invoer :	1,778,612 kil.	1,762,658 frank	} Bull. m., n ^o 164.
	Uitvoer :	54,209 kil.	858,196 frank	

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
Grondslag.		Rechten.	Coëff.	Rechten.	Coëff.
N ^o 250. Bereide mosterd :					
a) Mosterdmeel bereid voor het verbruik		100 kil. (bruto)	12 » 3	12 » 2	
b) Vloeibare mosterd		100 kil. (bruto)	12 » 3	12 » 2	
Huidig tarief : a en b 100 kil. (bruto) 12 × 3.					

N^o 262. Wijnmost (ongegist sap van versche druiven) :

Tariefontwerp :

a) Gesteriliseerd, zonder alcohol :

1. In flesschen vervat	Hectol.	180 »
2. Niet in flesschen vervat	Hectol.	60 »

b) Andere Regime van den wijn.

Huidig tarief :

- a) 1 en 2 hect. 20 × 3;
b) Regime van den wijn.

De Regeering stelt een amendement op n° 262 voor :

« De gesteriliseerde wijnmost, zonder alcohol en op flesschen, wordt thans slechts belast tegen het recht van 60 frank per hectoliter, dat den *anders dan op flesschen ingevoerden wijn* treft.

» Een bezwaarschrift is ingediend geworden tegen het ontworpen recht van 180 frank per hectoliter op bewusten most, die enkel voor het behandelen van zekere ziekten, en dan nog maar bij geringe hoeveelheden, ingevoerd wordt.

» Voorgesteld wordt, in dat bezwaarschrift te bewilligen met het recht van het geldend tarief onveranderd te behouden. »

Tekst van het amendement :

Wijnmost (ongegist sap van versehe druiven) :

a) gesteriliseerd, zonder alcohol :

1. in flesschen verrat hectol. . . 180 ⁽¹⁾ . . . 60 ⁽¹⁾
2. niet in flesschen verrat Regime van den wijn.

b) andere Regime van den wijn.

Grondslag.	Ontworpen minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Rechten.	Coëffic.	Rechten.	Coëffic.
N° 264. Wijn bereid met aromatische planten, kina of andere geneeskrachtige zelfstandigheden, of wijn welke eene bereiding ondergaan heeft met het oog op de vervaardiging van schuimwijnen, welke niet meer dan 21 graden van alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15 graden centigraad titreert :				
a) ingevoerd op flesschen hectoliter	240 »	—	160 »	—
b) anders ingevoerd id.	180 »	—	120 »	—
Huidig tarief : a en b hectol. 60 × 3.				

N° 265. Andere wijnen, welke niet meer dan 21 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15 graden centigraad titreert :

a) verrat in flesschen :

1. schuimwijnen. id. . . . 240 » . . . — . . . 160 » . . . —
2. niet genoemde id. . . . 180 » . . . — . . . 120 » . . . —

b) niet in flesschen verrat :

1. welke niet meer dan 15 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15 graden centigraad titreert ⁽¹⁾ . . . id. . . . 60 » . . . — . . . titreerende minder dan 12 % . . . 40 » . . . —

⁽¹⁾ Accijnsrecht.

2. welke meer dan 15° van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15° centigraad titreert.	hectoliter	60 » ^(*)	—	Titreerend meer dan 12° :	60 » ^(*)	—
---	------------	---------------------	---	------------------------------	---------------------	---

Huidig tarief :

a) Hectol. 60 × 3.

b) Hectol. 20 × 3^(*).

(*) Bovendien — voor elken graad alcohol boven 15 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac — een recht dat gelijkstaat met het recht op de buitenlandsche sterke dranken, alsmede eene bijzondere taxe van 16 t. h. van het bedrag dezer rechten.

Nr 266. Brandewijn van alle soort :

a) op vaten, aan 35° of minder van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15° centigraad	id.	900 » ^(*)	—	630 » ^(*)	—
	id.	tot 50°	900 » ^(*)	—	—
b) op vaten, voor elken graad boven de 35° ^(*)	id.	—	—	18 » ^(*)	—
		boven 50°, 18 frank per graad en per hectoliter ^(*)			
c) op flesschen, titreerende 50° of minder van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15° centigraad .	id.	1,800 » ^(*)	—	1,400 » ^(*)	—
d) op flesschen, titreerende meer dan 50° van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15° centigraad.	id.	1,800 » ^(*)	—	1,800 » ^(*)	—

Huidig tarief: Hectol. 900 — 18 — 1,800^(*).

(*) Bovendien eene bijkomende belasting van 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

Nr 267. Likeuren zonder onderscheid van vaatwerk :

a) titreerend 50° of minder van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15° centigraad	id.	1,800 » ^(*)	—	1,400 » ^(*)	—
b) titreerend meer dan 50° van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij 15° centigraad	id.	1,800 » ^(*)	—	1,800 » ^(*)	—

Huidig tarief: Hectol. 1,800^(*).

(*) Bovendien eene bijkomende belasting van 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

N^r 269. Alcoholische bereidingen elders
niet genoemd, noch begrepen,
houdende in gewonen of an-
deren alcohol :

a) 10 t. h. of minder	id.	360 » ⁽³⁾	—	180 » ⁽³⁾	—
b) meer dan 10 t. h. en niet meer dan 20 t. h.	id.	360 » ⁽³⁾	—	360 » ⁽³⁾	—
c) meer dan 20 t. h. en niet meer dan 50 t. h.	id.	900 » ⁽³⁾		900 » ⁽³⁾	—
d) meer dan 50 t. h. en niet meer dan 75 t. h.	id.	1,800 » ⁽³⁾	—	1,350 » ⁽³⁾	—
e) meer dan 75 t. h.	id.	1,800 » ⁽³⁾	—	1,800 » ⁽³⁾	—

Huidig tarief: Hectol. 360 — 900 — 1,800 ⁽³⁾.

⁽³⁾ De alcoholische bereidingen, elders niet genoemd, noch begrepen, houdende ethylalcohol, zijn bovendien onderworpen aan eene bijtaxe vastgesteld op 10 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

AFDEELING V.

Scheikundige en artsenijkundige producten ; bereide scheikundige meststoffen ;
 kleur-, looi- en verfstoffen, lak, vernis en verkitsel ; lijm en gelatine ;
 essences, reukwerken en cosmetiek.

Analytische samenvatting.

5 klassen, n^{rs} 279 tot 452 : 271 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht	238	155
Getaxeerd :		
<i>Ad valorem</i>	16	18
Specifieke rechten	17	98
	<u>33</u>	<u>116</u>
	271	271

De 83 categorieën van rechten, vrijgesteld in het huidig tarief en door het ontwerp getaxeerd, zijn begrepen in de volgende nummers van het tariefontwerp :

288	303	313	322	351	374	415	431	440
289	307	315	327	360	375	419	432	441
290	308	317	328	361	399	420	433	442
291	309	318	330	363	392	424	434	451
293	310	319	334	364	400	425	435	
294	311	320	337	366	401	426	436	
295	312	321	338	368	413	428	438	

De Regeering stelt amendementen voor aan in de n^{rs} 307, 338, 340, 382, 384, 400, 401, 422, 435, 449.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht en coëfficiënt	1 categorie.
Recht alleen	30 id.
Coëfficiënt alleen	1 id.
	<u>32 id.</u>

Algemeene aanmerking.

In de Commissie werden opmerkingen aangevoerd wat betreft de wijze van belasting der recipiënten die de producten inhouden, vermeld onder Afdeeling V. Betreffende deze aangelegenheid heeft het Beheer de volgende nota overgemaakt :

« Het ontwerp van nieuw toltarief, aldus de Memorie van Toelichting, bevat

voornamelijk rechten vastgesteld volgens het gewicht, hetgeen meer dan voorheen het nut deed uitschijnen, een stelsel van verrekening uit te denken, dat aan den handel gemakkelikheden bezorgt en terzelfder tijd de fiscale belangen vrijwaart.

» Eene ernstige verwikkeling spruit, voor de ingepakte waren, voort uit de verplichting, deze uit te pakken om te voldoen aan de behoeften van het toltoezicht.

» Ten einde de invoerders uit dien hoofde zware lasten te besparen en insgelijks de onderzoekende beambten van ingewikkelde weegverrichtingen te ontslaan, wordt in vele tarieven, ten opzichte van laag belastbare waren, voorzien dat hunne belasting op grondslag van het ruw gewicht zal geschieden, het bedrag der rechten overigens dienovereenkomstig vastgesteld zijnde.

» In dienzelfden geest bepaalt artikel 5, § 1, litt. a, dat, behoudens de door het tarief gevestigde uitzonderingen, de invoerrechten naar het gewicht verrekend worden op het ruw gewicht voor de goederen onderworpen aan rechten welke in minimum-tarief fr. 10.» de 100 kil. en in maximum-tarief fr. 30.» de 100 kil. niet overtreffen, de coëfficiënten niet medegerekend. »

Deze bepalingen dienen hier te worden in acht genomen.

Onder de producten der Afdeeling V komen er voor, waarop toepasselijk zijn de uitzonderingen voorzien bij (litt. a), § 1 van voormeld artikel 5, en die kunnen worden belast.

Deze producten zijn :

- N^o 288. — Vloeibaar gemaakte of samengeperste waterstof.
- 289. — Vloeibaar gemaakte of samengeperste zuurstof.
- 290. — Vloeibaar gemaakt of samengeperst chloor.
- 291. — Vloeibaar gemaakt of samengeperst zwaveligzuur (watervrij zwaveligzuur).
- 292. — Vloeibaar gemaakt of samengeperst koolzuur (watervrij koolzuur).
- 293. — Samengeperst acetyleen.
- 294. — Door samenpersing vloeibaar gemaakte ammoniak (watervrije ammoniak).
- 296. — Elders niet genoemde, noch begrepen samengeperste gassen.

De rechten werden op deze artikelen gesteld inzonderheid met het oog op eene netto-taxatie, vermits deze in onderhavig geval de meest redelijke is. In deze zaak is inderdaad het onderscheid te groot tusschen het gewicht van den inhoud en van het inhoudende recipiënt en, anderzijds, levert het vaststellen van het netto gewicht geen bezwaar op, vermits de stalen recipiënten, die de goederen inhouden, op hunne buitenzijde hun gewicht (zonder goederen) aangeven.

In zake producten, die bruto worden belast, vermeldt men hoofdzakelijk onder die welke gewoonlijk worden ingevoerd in tankwagons, in aarden kruiken, in ijzeren vaten of glazen kruiken, de hierna volgende soorten :

- N^o 307c. — Zoutzuur.
- g. — Salpeterzuur (sterk water).
- m. — Zwavelzuur.
- 309. — Loogwaters van bijtende potasch.
- 312. — Loogwaters van bijtende soda.
- 317. — Bleekwater (Javel-water).
- 318. — Labarraque-water.
- 319d. — Natriumzwavel (gekristalliseerd of verdicht), en sodasulphydraat.
- 320c. — Sodasulfiet (het bisulfiet en het hyposulfiet inbegrepen).
- 363. — Gewoon aceton (propanon).
- 364. — Methylazijnether (methylacetaat).
- 365. — Azijnether (ethylacetaat).
- 366. — Salpeterether (ethylnitraat).
- 367. — Zwavelether (ethyloxyd, gewone ether).

N^o 288. Vloeibaar gemaakte of samengeperste waterstof.

Tariefontwerp : 100 kil. (netto gewicht) $7,50 \times 3$.
 Huidig tarief : vrij.

De Memorie van Toelichting verklaart de belasting als volgt :

« Onder het huidig regime (n^o 53) zijn de chemicaliën vrij van invoerrechten, behoudens het vloeibaar koolzuur, de azijnether en de zwavelether, welke onderscheidenlijk tegen fr. 5., 8. en 5. de 100 kil. belast zijn. Dit volslagen gemis aan verdediging tegenover de buitenlandsche mededinging heeft niet nagelaten onze nijveraars te bekommeren en, van hunnentwege, levendigen aandrang uit te lokken, opdat hun de noodige steun verleend worde.

» Voorgesteld wordt het vestigen van, overigens zeer gematigde rechten, — vermits zij, over 't algemeen, tusschen 5 en 10 t. h. der waarde schommelen — enkel op de producten waarvan gelijkaardige soorten in ons land vervaardigd worden. » (*Memorie van Toel.*, bl. 28.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van $(7,50 \times 3)$ fr. 22,50 op $(6,50 \times 3)$ fr. 19,50.

N^o 289. Vloeibaar gemaakte of samengeperst zuurstof.

Tariefontwerp : 100 kil. (netto gewicht) 10×3 .
 Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

De Overeenkomst van Frankrijk vermindert het recht van (10×3) 30 frank op $(5,50 \times 3)$ fr. 16,50.

N^o 290. Vloeibaar gemaakt of samengeperst chloor.

Tariefontwerp : 100 kil. (netto gewicht) $2,50 \times 3$.
 Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

N^o 291. Vloeibaar gemaakt of samengeperst zwavelzuur (watervrij zwavelzuur).

Tariefontwerp : 100 kil. (netto gewicht) $2,50 \times 3$.
 Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

N^o 292. Vloeibaar gemaakt of samengeperst koolzuur (watervrij koolzuur).

Tariefontwerp : 100 kil. (netto gewicht) 10×3 .
 Huidig tarief : 100 kil. 5×5 .

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt van 3 tot 2,5.

N^o 293. Samengeperste acetyleen.

Tariefontwerp : 100 kil. (netto gewicht) 2×3 .
 Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

	Grondslag	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten	Coefficienten	Rechten	Coefficienten.
N° 294. Door samenpersing, vloeibaar gemaakte ammoniak (water-vrije ammoniak)	100 kil. netto gewicht.	12 »	3	8 »	3
Huidig tarief : Vrij.					

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

N° 295. Oplossingen van ammoniak	100 kil.	2.50	3	1.50	3
Huidig tarief : Vrij.					

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

N° 303. Watervrij arsenikzuur (wit arsenik)	100 kil.	2.50	3	1 »	3
Huidig tarief : Vrij.					

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

N° 307. Zuren : b) natuurlijk of ander boorzuur.

Tariefontwerp : 100 kil. 2.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt den tekst en het recht :

b) boorzuur :

1. geraffineerd : 100 kil. 2.50 × 3.

2. andere : Vrij.

c) Zoutzuur.

Tariefontwerp : : 100 kil. 0.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

d) Citroenzuur.

Tariefontwerp : Vrij.

Huidig tarief : Vrij.

De Regeering stelt voor, bij amendement, dit artikel te belasten.

« Daar vastgesteld werd dat deze producten in België vervaardigd worden, stelt men voor, hun, in minimum-tarief, het gematigd recht van 10 t. h. *ad valorem* toe te passen, tenzelfden titel als op andere in afdeeling V begrepen fabrikaten der Belgische nijverheid, die insgelijks aan invoerrechten onderworpen zijn. (Verklarende nota). »

Tekst van het amendement :

d) Citroenzuur Waarde 30 % 40 %.

f) Melkzuur.

Een aan de Commissie gezonden nota vermeldt dat het melkzuur zou belast worden met een recht van 15 t. h. *ad valorem*.

Dit recht wordt enkel voorzien in maximum-tarief.

Het melkzuur is *vrij* in minimum-tarief

Acide : g) salpeterzuur (sterk water) :

Tariefontwerp : 100 kil. 3 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

Acide : h) oliezuur :

Tariefontwerp : 100 kil. 2 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

Acide : l) stearinezuur :

Tariefontwerp : 100 kil. 5 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

Acide : m) Zwavelzuur :

Tariefontwerp : 100 kil. 0.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (0.50×3) fr. 1.50 tot (0.25×3) fr. 0.75.

Acide : n) Wijnsteenzuur :

Tariefontwerp : Vrij.

Huidig tarief : Vrij.

De Regeering stelt bij amendement voor, dit artikel te belasten om dezelfde redenen als hierboven, n^o 307 d.

Tekst van het amendement :

n) Wijnsteenzuur Waarde 30 % 10 %.

N^o 308. Gekristalliseerde of geraffineerde bijtende potasch.

Tariefontwerp : 100 kil. 5 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

N^o 309. Loogwaters van bijtende potasch.

Tariefontwerp : 100 kil. 2.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

N^o 310. Kallum-Carbonaat :

Tariefontwerp :

b) Geraffineerd : 100 kil. 2 × 3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (2×3) 6 frank tot (1.50×3) fr. 4.50.

N° 311. Gekritalliseerde of geraffineerde bijtende soda :Tariefontwerp : 100 kil. 2.50×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (2.50×3) 7.50 tot (1.25×3) fr. 3.75.**N° 312. Loogwaters van bijtende soda :**Tariefontwerp : 100 kil. 1×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (1×3) 3 frank tot (0.50×3) fr. 1.50.**N° 313. Soda carbonaat (koolzure soda) :**Tariefontwerp : 100 kil. 0.50×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

De Overeenkomst met Frankrijk stelt artikel n° 313 vrij van recht.

N° 315. Chloor : e) chloorkalk :Tariefontwerp : 100 kil. 0.50×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (0.50×3) 1.50 tot (0.25×3) fr. 0.75.**Chloor : n) chloorkalium :**Tariefontwerp : 100 kil. 1×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

N° 317. Bleekwater (Javel-water).Tariefontwerp : 100 kil. 0.50×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

N° 318. Labarraque-water :Tariefontwerp : 100 kil. 0.50×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

N° 319. Sulfuren :*b)* Koolstofsulfide :Tariefontwerp : 100 kil. 2×3 *d)* Natriumzwavel (gekrist, of verdicht), en sodasulfhydraat :Tariefontwerp : 100 kil. 1.50×3 *b* en *d)* Huidig tarief : Vrij.Zie voor *b* en *d* Memorie van Toelichting, n° 288.

N^r 320. Sulfieten.

a) kalksulfiel (het bisulfiel inbegrepen) :

Tariefontwerp : 100 kil. 0.50×3

b) kaliumsulfiel (het bisulfiel en het hyposulfiel inbegrepen) :

Tariefontwerp : 100 kil. 1×3

c) sodasulfiel (het bisulfiel en het hyposulfiel inbegrepen) :

Tariefontwerp : 100 kil. 0.75×3

Huidig tarief : a, b en c. Vrij.

Zie voor a, b en c Memorie van Toelichting, n^r 288.

N^r 321. Sodasulfaat en -bisulfaat (Glauberzout).

Tariefontwerp : 100 kil. 0.50×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^r 288.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (0.50×3) fr. 1.50 tot (0.40×3) fr. 1.20.

De Belgische Vereeniging van Glasblazers vestigt de aandacht van de Kamer op het feit, dat de fabricatie van het sodasulfaat in België niet voldoende is voor de behoeften der nijverheid, en dat de industrieelen, wegens die ontoereikende productie, genoodzaakt zijn zich te richten tot de buitenlandsche voortbrengers.

Het onmiddellijk gevolg van de toepassing van dit recht zal zijn, zeggen ze, eene vermeerdering van den aankoop prijs van het product en eene vermeerdering van den kostenden prijs van hun fabricaat, bijna geheel voor den uitvoer bestemd, terwijl zij al doen wat zij kunnen om dien prijs te verminderen.

Zij eischt de afschaffing van de rechten.

<i>Sodasulfaat.</i>			
	Hoeveelheid :	Waarde :	
1913	Invoer. 66,938,256 kil.	3,349,163 frank.	} Algem. tabel, n ^r 26.
	Uitvoer 9,563,627 id.	478,181 id.	
1923	Invoer. 15,749,582 kil.	6,436,457 frank.	} Bull. mens. n ^r 36.
(10 maand)	Uitvoer 5,920,005 id.	1,664,854 id.	

De Commissie heeft het recht van het tariefontwerp aangenomen.

N^r 322. Aluinen :

Tariefontwerp :

a) Ammoniakaluin (dubbel aluminium- en ammoniaksulfaat) 100 kil. 1×3

b) Potaschaluin (dubbel aluminium- en kaliumsulfaat) — (witte aluin, gewone aluin). 100 kil. 1×3

c) Sodaaluin (dubbel aluminium- en natriumsulfaat) 100 kil. 1×3

d) Chroomaluin en andere aluinen elders niet genoemd noch begrepen.

Huidig tarief : a, b, c en d vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^r 288.

N^o 327. Calciumcarbid.Tariefontwerp : 100 kil. 0.25×3 .

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (0.50×3) fr. 1.50 tot (0.25×3) fr. 0.75.

N^o 328. Potaschchromaat en- bichromaat, natriumchromaat en- bichromaat.Tariefontwerp : 100 kil. 5×3 .

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.**N^o 330. Mangaanzure en overmangaanzure kali.**Tariefontwerp : 100 kil. 4×3 .

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.**N^o 334. Geraffineerd salpeterzuurkalium.**Tariefontwerp : 100 kil. 2.30×3 .

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.**N^o 337. Phosphorkoper en phosphorin.**Tariefontwerp : 100 kil. 5×3 .

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.**N^o 338. Waterglas, watervrij, gekristalliseerd of in oplossing; vloeispaat-kiezelzure soda.**Tariefontwerp : 100 kil. 1.25×3 .

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

Deze taxatie werd in de Commissie beknipteld om de reden van de verschillende waarde der producten die er zijn in vervat.

Daar de watervrije of gekristalliseerde silicaten eene merkelyk grootere waarde hebben dan de waterbevattende of in oplossing zijnde silicaten stelt de Regeering voor, de rubrick onder te verdeelen met aangepaste taxatie.

Tekst van het amendement :

Natrium- en potaschsilicaat; vloeispaat kiezelsure soda :

a) watervrij of gekristalliseerd	100 kil.	7 50	2 50	3
b) waterbevattend	100 kil.	3 75	1 25	3

De Commissie heeft den gewijzigden tekst van het ontwerp aangenomen.

N^o 340. Wijnsteenzure potasch, met inbegrip van het wijnsteenzure kalinatron.

Tariefontwerp : Vrij.

Huidig tarief : Vrij.

Door een amendement van de Regeering wordt dit artikel getaxeerd; de beweeggronden zijn dezelfde als deze aangegeven onder n^o 307 d.

Tekst van het amendement :

Wijnsteenzure potasch en andere, met inbegrip van wijnsteenzure kalinatron waarde . 30 % . 40 %

N° 351. Naphtaline :

Tariefontwerp :

- a) ruwe, of rooskleurige gekristalliseerde vrij
 b) witte, in den handel. 100 kil. 1 × 3

Huidig tarief : a) en b) vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

N° 356. Amylalcohol en dergelijke alcoholen (butyl-, propyl-, enz.) scheikundig zuiver).

Tariefontwerp : 100 kil. 30 × 5.

Huidig tarief : hect. 1,800 frank.

De Memorie van Toelichting verklaart deze wijziging van de rechten als volgt :

« Op den amylalcohol staat thans een recht van 1,800 frank den hectoliter, wat overeenkomt met fr. 22.50 per kil. Het tariefontwerp taxeert hem slechts met 30 frank de 100 kil., met coëfficiënt 5, hetzij 1.50 per kilogr.

» Deze wijziging is eene aanzienlijke vermindering van de bestaande rechten; zij werd toegestaan om de nijverheden, welke deze producten bezigen, te bevoordeelen. »

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (30 × 5) 150 frank de 100 kil. tot (25 × 5) 125 frank.

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1913	Invoer	1,242.48 hect.	118,036 frank.	} Algem. Tabel, n° 273.
	Uitvoer.	0.01 hect.	1 frank.	
1923 (10 m.)	Invoer	117.12 hect.	98,684 frank.	} Bull. mens., n° 375.
	Uitvoer.	1,915.43 hect.	925,806 frank.	

De Commissie heeft den tekst van het tariefontwerp aangenomen.

N° 357. Ruwe methylalcohol (methyleen).

Tariefontwerp : 100 kil. 30 × 5.

Huidig tarief : Hect. 360 — 900 — 1,800 frank.

« Deze wijziging is eene aanzienlijke vermindering van de bestaande rechten; zij werd toegestaan om de nijverheidsondernemingen, die deze producten gebruiken, te steunen. » (*Mem. van Toel.*, bl. 28.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert de rechten van (30 × 5) 150 frank de 100 kil. tot (25 × 5) 125 frank.

N° 358. Gezuiverde methylalcohol.

Tariefontwerp : 100 kil. 30 × 5.

Huidig tarief : Hect. 360 — 900 — 1,800 frank.

Zelfde opmerking als bij n° 357. (*Mem. van Toel.*, bl. 28.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (30 × 5) 150 frank de 100 kil. tot (25 × 5) 125 frank.

Naar luid der wet van 15 April 1896, artikel 13, kan geheele of gedeeltelijke ontlasting worden verleend van de rechten, mits voorafgaande ontaarding, van alcohol uitsluitend bestemd voor industrieele gebruiken, daarbij begrepen de verwarming en de verlichting.

Een verzoekschrift, bij de Kamer ingediend, vraagt of deze ontlasting verdwijnt wegens artikel 11 van het wetsontwerp tot intrekking der vorige wetten « in zooverre zij in strijd zijn met de voorgaande bepalingen » :

- a) Het recht te verminderen op 2 frank de 100 kil. met coëfficiënt 5;
- b) Van de rechten vrij te stellen de ongezuiverde methyleen-alcohol 50°, herkomstig uit de Kolonie.

Geene uitdrukkelijke of stilzwijgende intrekking der wet van 1896 blijkt noch uit het wetsontwerp noch uit het tariefontwerp; de Regeering verklaarde zich 't akkoord over deze verklaring. Zie het verslag over artikel 11 van het wetsontwerp.

De Commissie heeft het recht, in het tariefontwerp vermeld, aangenomen.

N^o 360. Mierenzure aldehyd (formaldehyd, formol) in oplossing van 40° of minder.

Tariefontwerp : 100 kil. 35 × 5.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht met (35 × 5) 175 frank per 100 kil. tot (30 × 5) 150 frank.

N^o 361. Trioxymethyleen; hexamethyleentetramine.

Tariefontwerp : 100 kil. 50 × 5.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

N^o 363. Gewoon aceton (propanon).

Tariefontwerp : 100 kil. 5 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

N^o 364. Methylazijnether (methylacetaat).

Tariefontwerp : 100 kil. 5 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

N^o 366. Salpeterether (ethylnitraat).

Tariefontwerp : 100 kil. 5 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 288.

N° 368. Collodium.Tariefontwerp : 100 kil. 30×5 .

Huidig tarief : vrij.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (30×5) 150 frank per 100 kil. tot (20×3) 60 frank.

N° 374. Creosoot, carbonaat van creosoot (uit hout).

Tariefontwerp : waarde 5 t. h.

Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 288.

N° 375. Gaïacol, carbonaat van gaïacol.

Tariefontwerp : waarde 5 t. h.

Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 285.

N° 382. Bereide geneesmiddelen, gedoseerde bereidingen en artseneijkundige specialiteiten.

Tariefontwerp : waarde 20 t. h.

Huidig tarief : onderscheidene rechten.

Eene nota voegt er bij : « Ten opzichte der alcoholhoudende producten, mag het recht niet minder bedragen dan dat, welk de alcoholische bereidingen van n° 269 treft. »

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van 20 t. h. tot 15 t. h. naar de waarde.

De Regeering stelt een amendement bij n° 38 voor. « Op aanvraag van de « Nationale Pharmaceutique » — Fédération des Unions et des Œuvres pharmaceutiques belges — werd nota ⁽¹⁾ betreffende dezen tariefpost volgenderwijze aangevuld :

« De rechten worden berekend volgens den verkoopprijs aangeteekend op de fleschjes, doozen, pakken, enz.

» Eene soortgelijke bepaling komt voor in de Fransche wet van 19 April 1923 betreffende den invoer van samengestelde geneesmiddelen.

» Het spreekt van zelf dat de vooropgezette wijze van berekening groote moeilijkheden zou opleveren, zoowel voor de invoerders als voor den toldienst. De op de buitenste verpakking vermelde verkoopprijs stelt den toezichtsdienst in staat, eene snelle en onmiddellijke taxatie te vestigen, zonder te moeten stilstaan bij het ontleden van de verpakking en den inhoud der specialiteit. »

Ziehier den tekst van het amendement :

Bereide geneesmiddelen, gedoseerde bereidingen en artseneijkundige specialiteiten.	Waarde.	60 % ⁽¹⁾	20 % ⁽¹⁾
---	---------	---------------------	---------------------

⁽¹⁾ De rechten worden berekend volgens den verkoopprijs aangeteekend op de fleschjes, doozen, pakken, enz. — Ten opzichte der alcoholhoudende producten, mag het recht niet minder bedragen dan dat, welk de alcoholische bereidingen van n° 269 treft.

N^o 384. Scheikundige producten elders niet genoemd, noch begrepen.

Tariefontwerp : Vrij.

Huidig tarief : Vrij.

Een door hoogerstaande beschouwingen gestaafd amendement (307 d), vestigt een recht op sommige producten :

Ex 384	Geraffineerde borax (boorzure soda).	waarde	30 t. h.	40 t. h.
	Citroenzuurzouten van kalk en andere	waarde	30 t. h.	40 t. h.

N^o 389. Zwavelzure ammoniak.Tariefontwerp : 100 kil. 1.50×3

Huidig tarief : Vrij.

De vrijstelling, zegt de Memorie van Toelichting, wordt voor dit product niet behouden, dat in ons land in groote hoeveelheid wordt voortgebracht. (*Mem. van Toel.*, blz. 29.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (1.50×3) fr. 4.50 tot (1×3) 3 frank.

N^o 392. Kalksuperphosphaat, fosphaatneerslag.Tariefontwerp : 100 kil. 0.50×3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 389.

Het Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (0.50×3) fr. 1.50 per 100 kil. tot fr. 0.25 zonder coëfficiënt.

N^o 400. Looiextracten.

Tariefontwerp :

a) van eikenhout	100 kil. 0.50×3	
b) van kastanjarahout	id.	id.
c) van sumac	id.	id.
d) van galnoten	id.	id.
e) van Quebrachohout, vloeibare, deeg- achtige of droge.	id.	id.
f) andere	id.	id.

Huidig tarief : Vrij.

« De Belgische nijverheden, welke deze stoffen verwerken, zegt de Memorie van Toelichting, bevinden zich in denzelfden toestand als de tak « scheikundige producten ».

» Het ontwerp-tarief voorziet insgelijks een klein onderstandsrecht, waarvan de toepassing, in het meerendeel der gevallen, minder dan 5 t. h. der waarde bedraagt, voor de artikelen, waarvan gelijkaardige soorten in België vervaardigd worden en die, vroeger, vrij toegelaten werden. » (*Mem. van Toel.*, blz. 29.)

De Overeenkomst met Frankrijk stelt vrij :

- b) looiextract van kastanjarahout;
- c) looiextract van sumak.

De Regeering stelt bij amendement voor, de vrijstelling van het huidig tarief te behouden :

« Alhoewel het voor de looistoffen voorziene recht uiterst gering is (fr. 0.50 de 100 kil. met coëfficiënt 3, in minimum-tarief), bleekt het,

in 't belang van de Belgische looierij, verkieslijk, het regime van vrijen invoer, dat deze producten thans genieten, te handhaven. »

De Commissie heeft het amendement verworpen en den tekst van het ontwerp aangenomen.

N° 401. Looizuur, galzuur, gallominique en dergelijke.

Tariefontwerp : 100 kil. 0.50 × 3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 400.

Om de reden, in n° 400 vermeld, stelt de Regeering bij wijze van amendement voor, de vrijstelling van het huidig tarief te behouden.

De Commissie verwierp het amendement en nam den tekst en het recht van het tariefontwerp aan.

N° 413. Koolzuurlood (loodwit).

Tariefontwerp : 100 kil. 2.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 400.

N° 415. Loodmenie (rood loodoxyde, mine-orange).

Tariefontwerp : 100 kil. 2.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 400.

N° 419. Zinkoxyde (zinkwit en zinkgrijs).

Tariefontwerp : 100 kil. 2.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 400.

N° 420. Zinksulfide, zelfs vermengd met andere producten (lithopone, Grifflithwit).

Tariefontwerp : 100 kil. 1.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 400.

N° 422. Rookzwart.

Tariefontwerp : Vrij.

Huidig tarief : »

Bij amendement, gerechtvaardigd door de hoogerstaande beschouwingen (n° 307 d), stelt de Regeering voor, deze artikelen te taxeren overeenkomstig den volgende tekst :

N° 422. Rookzwart en mineraalzwart.

Waarde 30 t. h. 40 t. h.

N^r 424. Natuurlijk of nagemaakt ultramarijn.

Tariefontwerp : 100 kil. 10 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^r 400.**N^r 425. Pruisisch blauw, zuiver of met minerale stoffen of met stijfsel vermengd, droog of in deeg.**

Tariefontwerp : 100 kil. 1.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^r 400.**N^r 426. Graphiet geconditioneerd voor den verkoop in 't klein.**

Tariefontwerp : waarde 15 t. h.

Huidig tarief : Vrij.

Het gewone recht van 15 t. h. naar de waarde werd in de plaats gesteld van den vrijen invoer. (*Mem. van Toel.*, bl. 29.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van 15 t. h. tot 13 t. h.

N^r 427. Verven van alle soort in stiften, kokers, capsules, napjes, pastilles, kleine blaasjes fleschjes, zakjes, blokjes, buisjes, zelfs geconditioneerd, op kaarten of in doozen.

Tariefontwerp : waarde 15 t. h.

Huidig tarief : Vrij ; waarde 15 t. h.

Deze meestal bazar- of kleinhandelsartikelen worden met het gewone recht getaxeerd, in plaats van den tolvrijdom. (*Mem. van Toel.*, bl. 29.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van 15 t. h. tot 12 t. h. voor allerhande kleuren in buisjes.

N^r 428. Inkt en inktpoeders.

Tariefontwerp :

a) schrijf- of teekeninkt, met inbegrip van den Oost-Indischen inkt waarde 15 t. h.

b) drukinkt, met inbegrip van de inkten voor gravuren, schrijfmachines, telegraaf toestellen, enz. :

1. zwarte :

A. ingevoerd op fusten 100 kil. 10 " 3

B. anders ingevoerd 100 kil. 20 " 3

2. kleurinkt 100 kil. 25 " 3

Huidig tarief :

a) waarde : 15 t. h.

b) Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^r 400.

N^o 431. Vernis, lak en siccatieven, al dan niet met kleurstoffen vermengd; verven gezegd « email ».

Tariefontwerp :

a) Met alcohol	100 kil.	120 frank.
b) Andere	100 kil.	10 × 3

Huidig tarief :

a) Hect. 360-900-1,800 frank, meer dan 16 t. h. van het beloop der invoerrechten voor de ethyl-alcohol bevattende producten, met uitzondering der vernissen.

b) Vrij.

De Memorie van Toelichting wijst op de vermindering van het recht voor vernis met alcohol dat door sommige Belgische nijverheden in groote hoeveelheid verbruikt wordt (fabrieken van doppen in tin, namelijk). (*Memorie van Toelichting*, bl. 30.)

In een brief, gevoegd bij het proces-verbaal van een der afdeelingen, wordt verzet aangeteekend tegen het recht van artikel 431 b, daar vernis hoofdzakelijk een Engelsch product is, dat hier wordt ingevoerd en in zijn land niet getaxeerd is; daarin wordt ook gezegd dat er in België slechts een twintigtal fabrieken bestaan met slechts 100 tot 150 werklieden en dat de invoerrechten bijna niets aan de Thesaurie zullen opbrengen.

Anderzijds, vragen fabrikanten van alcoholvernis het behoud van het huidig recht, dat een recht van 9 tot 18 frank per liter vertegenwoordigt; het recht van 120 frank staat gelijk met een recht van 11 t. h. per hectoliter, de dichtheid der alcoholvernissen gemiddeld 0.9 zijnde. Zij wijzen er ook op, dat de vreemdelingen het gansche ristorno krijgen van de accijnsrechten op den alcohol, terwijl de Belgische nijverheid 0.72 betaalt aan accijnsrechten op 100°. De alcohol, welke aan de Fransche nijveraars op 145 frank per hectoliter komt te staan, kost in België 200 tot 300 frank per hectoliter volgens de kwaliteit. Indien men rekening houdt met het bedrag van het accijnsrecht, is het douanerecht niet slechts meer fr. 1.10 per liter, maar wel fr. 0.60.

Vernis met alcohol :		Hoeveelheid :	Waarde :	} Bull. m., n ^o 376.
1923 (10 m.)	Invoer	47 90 hectol.	96,365 frank	
	Uitvoer	4 24 hectol.	3,052 frank	

Lak en vernis zonder alcohol :

		Hoeveelheid :	Waarde :	} Bull. m.
1923 (10 m.)	Invoer	628 199 kil.	3,852,533 frank	
	Uitvoer	470,862 kil.	2,332,544 frank	

De Commissie heeft den tekst en het recht van het tariefontwerp goedgekeurd.

N^o 432. Verven met, als grondstof, krijt, zwavelzuurbarium of andere producten, gekleurd door middel van aniline (kunstmatige verven).

Tariefontwerp : 100 kil. 2 50 × 3.

Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 400.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (2.50 × 3) fr. 7.50 de 100 kil. tot (2 × 3) 6 frank.

De Commissie heeft den tekst en het recht van het tariefontwerp goedgekeurd.

N^o 433. Verven met, als grondstof, krijt, zwavelzuurbarium of andere producten, gekleurd door middel van minerale kleurstoffen.

Tariefontwerp : 100 kil. 2.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 400.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (2.50 × 3) fr. 7.50 de 100 kil. tot (2 × 3) 6 frank.

De Commissie heeft den tekst en het recht van het tariefontwerp goedgekeurd.

N^o 434. Brons- of aluminiumvervoer.

Tariefontwerp : 100 kil. 5 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 400.

N^o 435. Glazuur in poeder voor het brandschilderen der metalen.

Tariefontwerp : 100 kil. 10 × 3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 400.

« Dat glazuur wordt in klompen, in poeder of ook nog in vloeibaren staat ingevoerd, zoodat men gemeend heeft den tekst van het ontwerp te moeten wijzigen om de draagwijdte van den post te verduidelijken en de gebeurlijke betwistingen te voorkomen.

» Het amendement behelst daarenboven eene verhooging van het aanvankelijk bepaald recht, dat te gering was om onzen voortbrenger toe te laten de mededinging met den buitenlandschen invoer onder gelijke voorwaarden aan te binden. »

Tekst van het amendement :

Glazuur in massa, in poeder of vloeibaar, voor het brandschilderen der metalen of andere producten. . . . 100 kil. 90 » 30 » 3

Het amendement werd door de Commissie met 8 tegen 5 stemmen aangenomen.

N^o 436. Bereide verven niet afzonderlijk getarifeerd, ingevoerd in allerlei recipiënten, wegende :

Tariefontwerp :

a) 10 kilogram en meer (1) 100 kil. 3.50 × 3

b) van 1 tot 10 kilogram (1) id. 5 » × 3

c) minder dan 1 kilogram (1) id. 7 50 × 3

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 400.

N^r 438. Olieverkitsel, harsachtig verkitsel, gewoon verkitsel en gutta-percha-verkitsel, lijmverkitsel en andere verkitsels elders niet genoemd, noch begrepen.

Tariefontwerp	100 kil.	2.50 × 3
Huidig tarief		vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^r 400.

N^r 439. Alle alcoholhoudende verven, verfstoffen of kleurstoffen.

Tariefontwerp : Regiem der alcoholische bereidingen van n^r 269.
 Huidig tarief : Hect. 360 — 900 — 1,800 frank, meer 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten voor de ethylalcoholhoudende producten, met uitzondering van de vernissen.

De Overeenkomst met Frankrijk bepaalt het recht voor deze artikelen op 120 frank de 100 kil.

N^r 440. Vischlijm, walvischpeeslijm en andere dergelijke :

Tariefontwerp	100 kil.	20 × 3.
Huidig tarief		vrij.

« Altijd in denzelfden gedachtengang werd een klein onderstandsrecht voorzien voor de producten der klasse D, welke vroeger vrij toegelaten werden (n^{rs} 440 tot 443).

» De rechten zijn zeer gematigd en wisselen tusschen 1 en 6 t. h. van de waarde der beschouwde producten. » (*Mem. van Toel.*, bl. 50.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt van 3 tot 2.5.

N^r 441. Beenderlijm, peeslijm, huidlijm, enz. :

Tariefontwerp :

a) in platen, in bladen of in poeder	100 kil.	3 × 3.
b) vloeibare, in gelei of in deeg	100 kil.	2.50 × 3.

Zie Memorie van Toelichting, n^r 440.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt voor a en b van 3 tot 2.5.

N^r 442. Gelatine :

Tariefontwerp :

a) in poeder	100 kil.	10 × 3.
b) in bladen, in blaadjes of in platen :		
1. gemetaliseerde, gefriseerde, gewaterde, ge- verniste of verglaasde	100 kil.	10 × 3.
2. andere	100 kil.	10 × 3.

Huidig tarief :

a) vrij.	
b) 1 en 2 waarden, 15 t. h.	

Zie Memorie van Toelichting, n^r 44.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt van 3 tot 2.5.

N^r 443. Gelatinehoudende deegen, met of zonder toevoeging van suiker, voor inktcylinders, toestellen tot graphisch nadrukken en dergelijke gebruiken :

Tariefontwerp	100 kil.	15 × 3.
Huidig tarief	Vrij. 100 kil. (12 — 20 — 30) × 3.	

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt van 3 tot 2.5.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Recht.	Coëfficiënt.	Recht.	Coëfficiënt.
N ^o 445. Alcoholhoudende lijmen	100 kil.	—	—	120 »	—
	hectoliter	360 »	—	—	—
		900 »	—	—	—
		1,800 » ⁽¹⁾	—	—	—

Huidig tarief: hectol. 360-900-1,800⁽¹⁾

⁽¹⁾ meer 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten voor de producten welke ethyl-alcohol bevatten.

N^o 446. Lijmen ingevoerd in allerlei recipienten met een bruto gewicht van 1 kilogr. of minder. waarde 15 t. h. — 12 t. h. —
Huidig tarief: onderscheidene rechten.

N^o 447. Lijmen elders niet genoemd, noch begrepen id. 15 t. h. — 12 t. h. —

N^o 449. Kunstmatige essences, elders niet genoemd noch begrepen, gebruikt in den reukwerkhandel, pasteibakkerij, suikerbakkerij, vervaardiging der likeuren en voor alle dergelijke gebruiken :

Tariefontwerp :

- a) welke alcohol bevatten, waarde 10 t. h. ⁽¹⁾;
- b) welke geen alcohol bevatten, waarde 10 t. h.

⁽¹⁾ Zonder dat het recht beneden de rechten mag zijn, welke de andere alcoholische bereidingen van n^o 269 treffen.

Huidig tarief: onderscheiden rechten.

Door het ontwerp worden de rechten op eene eenvormige taxatie van 10 t. h. teruggebracht. « Deze eenmaking, zegt de Memorie van Toelichting, zal groot gemak geven voor de verificatie en een einde stellen aan de betwistingen wegens de verschillen in de vroegere taxatie ».

Zij voegt er bij : « Deze stoffen moeten eerder beschouwd worden als grondstoffen en het scheen beter te zijn, om de ontwikkeling of het oprichten van nijverheden, welke deze stoffen gebruiken (fabrieken van reukwerk namelijk), te bevoorstellen, deze producten met een gematigd recht, 10 t. k. naar de waarde, te belasten. » (*Mem. van Toel.*, bl. 30.)

De Regeering heeft een amendement ingediend, dat den tekst van n^o 449 wijzigt :

« De in den reukwerkhandel, de pasteibakkerij, enz., gebruikte *scheikundig samengestelde producten* kunnen in elk opzicht gelijkgesteld worden met de tot dezelfde doeleinden dienende kunstmatige essences en zouden aan eenzelfde regime moeten onderworpen worden. »

Tekst van het amendement :

Kunstmatige essences en synthetische producten elders niet genoemd, noch begrepen, gebruikt in den reukwerkhandel, pasteibakkerij, vervaardiging der likeuren en voor alle dergelijke gebruiken :

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Recht.	Coëfficiënt.	Recht.	Coëfficiënt.
N^o 452. Reukwerken (alle zelfstandigheden en mengsels, niet afzonderlijk getarifeerd, die wegens hunnen aard of hunne conditioneering als reukwerk betiteld worden, zooals : reukwater, toiletwater, tandwater, waschwater en verfwater voor het haar; geparfumeerde- of toiletazijn; aromatische oliën, geparfumeerde oliën of antieke oliën; geparfumeerde deeg, vet en pommade, geparfumeerde reukpoeder, tandpoeder en toiletpoeder; blanketsel; welriekende pastillen om te branden, Armenisch papier, enz.) :				
a) Welke alcohol bevatten . . .	waarde	20 t. h. (*)	—	18 t. h. (*) (*) —
b) Welke geen alcohol bevatten . . .	id.	20 t. h.	—	15 t. h. —
Huidig tarief : a en b waarde 20 t. h. (*)				

(*) Zonder dat het recht geringer mag zijn dan de rechten op de alcoholische bereidingen van n^o 269 (Hect. 360-900-1,800 plus 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten).

(*) Echter zijn deze producten niet onderworpen aan de bijkomende taxe bepaald op 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten. (Overeenkomst met Frankrijk.)

AFDEELING VI.

Allerlei was, bewerkt, zeep, evenals artikelen vervaardigd met was, oliën, vetten en dergelijke artikelen.

Analytische samenvatting.

1 klasse, n^o 453 tot 459 : 16 categorieën.

	Bestaande tarief :	Tariefontwerp :
Vrijgesteld van rechten	1	»
Belast :		
Waarde	5	3
Specifiek recht	10	13
	<u>15</u>	<u>16</u>
	15	16
	<u>16</u>	

Eene categorie, n^o 453, welke vrijgesteld is onder het bestaand tarief, wordt door het tariefontwerp belast.

Door de Overeenkomst met Frankrijk wordt gewijzigd :

Recht alleen 2 categorieën.

N^o 453. Was in raten voor bijenkorven.

Tariefontwerp : 100 kil. 15 × 3.

Bestaande tarief : Vrij.

De Memorie van Toelichting billijkt de wijziging als volgt :

« Bleef het regime der vrijstelling, dat het *ruwe* was van bijen en andere insecten thans geniet, in het nieuwe tarief behouden (n^o 13), zoo scheen nochtans dat het in raten geconditionneerd was, de ondergane bewerking in aanmerking genomen, aan een invoerrecht kon onderworpen worden, ten zelfden titel als de andere werken in deze stof, welke, bij het thans van kracht zijnde tarief, tegen 15 t. h. belast zijn.

» Het voorgestelde recht van 15 frank de 100 kil. vertegenwoordigt overigens slechts een gering percentage. » (*Mem. van Toel.*, bl. 31.)

N° 457. Zeep.

Tariefontwerp :

a) Reukzeep of toiletzeep en geneeskrachtige zeep (2) :

1. Gewone zeep (3)	100 kil.	7 »	3
2. Zeeproom, harde scheerzeep, vloeibare zeep en zeepoeder, in kleine recipiënten ingevoerd (doozen, busen, kokers, fleschjes, potjes, enz.) waarvan het gewicht niet 250 gram te boven gaat	id.	60 »	3
3. Zeeproom en vloeibare zeep, ingevoerd in recipiënten wegende meer dan 250 gram (4).	id.	30 »	3
4. Zeep in bollen, stukken of brooden, ingevoerd in doozen welke niet meer dan drie stukken bevatten ; — omhulde zeep (2) ; — zeep in bladen	id.	40 »	3
5. Niet genoemde artikelen.	id.	18 »	3
b) Andere zeep	id.	6 »	2

Bestaande tarief : Zelfde rechten als in het tariefontwerp.

Door de Overeenkomst met Frankrijk wordt het recht : a) 2 verminderd tot 55×3 ; 2° wijzigt b als volgt :

1. Harde zeep	100 kil.	6×2 ;
2. Groene zeep.	id.	4×2 .

AFDEELING VII.

Leder en pelterijen en werken uit deze stoffen vervaardigd.

Analytische samenvatting.

4 klassen, n° 460 tot 493 : 55 categorieën.

	Bestaande tarief :	Tariefontwerp :
Vrijgesteld van rechten	4	4
Belast :		
Waarde	34	12
Specifiek recht	17	39
	<u>51</u>	<u>51</u>
	55	55

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht en coëfficiënt	1 categorie.
Recht	9 id.
Coëfficiënt	10 id.
	<u>20 id.</u>

Algemeene aanmerking.

De rechten op een aanzienlijk getal artikelen dezer afdeeling worden door het tariefontwerp verhoogd.

Deze verhoogingen worden in de Memorie van Toelichting inzonderheid door de volgende beschouwingen gebillijkt :

« In het huidig tarief, bevat de algemeene rubriek *huiden* (n° 48) namelijk twee belangrijke categorieën : deze der *verniste, verlakte, geveerde of als marokijn bereide huiden* en deze der *anders bereide huiden*. De grondslagrechten in verband met beide categorieën bedragen onderscheidenlijk fr. 30.» en fr. 15.» de 100 kilogram.

» Deze classificeering is volstrekt te oppervlakkig, geeft aanleiding tot opvallende ongelijkheid van belastingdruk, in dien zin dat een zelfde recht toepasselijk is op talrijke goederen van zeer uiteenlopende waarde.

» Eene uitvoerigere specificatie werd in het nieuw tarief voorzien en de producten werden gegroepeerd derwijze een gelijkmatigeren belastingdruk te verkrijgen.

» De onder beide voormelde groote rubrieken opgenomen huiden zijn in België het voorwerp van een belangrijken handel.

» De bedenkelijke crisis, welke de Belgische nijverheid der lederfabricage doormaakt, is in hoofdzaak toe te schrijven aan de steeds hoogere toewallen welke voor onze producten op de uitvoermarkten opgeworpen worden; zij moet ook geweten worden aan den toevloed van vreemde producten welke bij ons ingevoerd worden, dikwijls tegen lagere prijzen dan degene geldende in het land van oorsprong.

» Herhaaldelijk kloegen onze leerlooiers over de noodlottige mededinging welke hun gedaan wordt onder begunstiging van de matigheid der in ons toltarief voorkomende rechten.

» Om in ons land eene zeer belangwekkende nijverheid in stand te houden, komt het verstandig voor, dezen tak eenen lichten steun te verleenen door de huidige rechten op te voeren, zonder nochtans redelijke perken te buiten te gaan, ten einde de schoennijverheid niet te schaden. De voorziene rechten blijven beneden diegene welke in menig vreemd tarief, namelijk in het Fransch tarief, gesteld zijn. » (*Mem. van Toel.*, bl. 32 en 33.)

In de Memorie van Toelichting worden deze beschouwingen gestaafd door de gegevens der statistiek over den in- en den uitvoer tijdens de jaren 1912, 1913, 1920 en 1921 :

« Indien men in voorgaande tabel, de hoeveelheden in verband met de jaren 1912 en 1913 vergelijkt met degene betreffende de naoorlogsche jaren (1920 en 1921), zoo bespeurt men, eenerzijds, eene aanzienlijke toeneming van den invoer, en anderzijds, eene belangrijke slinking van onzen uitvoer, bijzonderlijk van « anders bereide huiden. » (*Mem. van Toel.*, bl. 33.)

De statistiek, vermeld in de Memorie van Toelichting, dient te worden vergeleken met den in- en uitvoer over de eerste tien maanden van 1923 :

Verniste of verlakte, geverfde of als marokijnleder bewerkte vellen :

	Hoeveelheid.	Waarde.	
Invoer	795,236 kil.	49,072,814 frank.	} <i>Bull. m.</i> , n ^o 379.
Uitvoer	342,700 kil.	20,075,470 frank.	

Anders bereide vellen :

	Hoeveelheid.	Waarde.	
Invoer	526,822 kil.	12,400,468 frank.	} <i>Bull. m.</i> , n ^o 399.
Uitvoer	3,769,015 kil.	61,654,122 frank.	

De algemeene aanmerkingen der Memorie van Toelichting komen insgelijks van toepassing op de « enkel toegereede pelterijen »; aan de gegevens, welke er worden vermeld (bl. 38), dienen te worden toegevoegd die der eerste tien maanden van 1923 :

	Hoeveelheid.	Waarde.	
Invoer	123,418 kil.	29,521,320 frank.	} <i>Bull. m.</i> , n ^o
Uitvoer	205,895 kil.	15,730,998 frank.	

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Tarief aan Frankrijk toegestaan.			
		Rechten.	Coefficienten.	Rechten.	Coefficienten.		
		Fr. c.		Fr. c.			
N^o 466. Geverfde of als marokijnleder bewerkte huiden, elders niet genoemd :							
a) Geiten-, geitjes-, schapenvellen en andere kleine vellen evenals hunne namaaksels	100 kil.	60	»	3	55	»	3
b) andere :							
1. in 't zwart geverfd	id.	40	»	3	36	»	3
2. in andere kleuren dan in 't zwart geverfd	id.	50	»	3	45	»	3
Bestaande tarief :							
a. 100 kil. $30 \times (2,5 - 4)$.							
b. 1. 100 kil. $30 \times 2,5$; 45×5 .							
b. 2. 100 kil. $30 \times 2,5$.							
N^o 467. Verniste of verlakte vellen :							
a) voor rijtuigen	id.	125	»	3	125	»	3
b) voor schoeisels	id.	125	»	3	75	»	3
Bestaande tarief : 100 kil. 30×4 .							
Ex 472. Zolen en brandzolen	id.	50	»	3	50	»	2,5
Bestaande tarief : Waarde 10 t. h.							
Ex 473. Schachten van laarzen, halve laarzen, bottillons, overschoenen, voorstukken en zijstukken, slobkousen, beenbanden en beenstukken, al dan niet gekromd, gestikt, genaaid, gevoerd of in enkel uitgesneden stukken :							
a) geheel of gedeeltelijk in vernist leder	id.	140	»	3	140	»	2,5
b) andere	id.	100	»	3	100	»	2,5
Bestaande tarief :							
a. 100 kil. 30×4 ; waarde 10 t. h.							
b. 100 kil. $(15 - 30) \times (2,5 - 5)$; waarde 10 t. h.							
N^o 475. Wandelsokken, rijzweepen, sticks, zweepen en dergelijke artikelen							
	id.	120	»	4	120	»	3,5
Bestaande tarief : Waarde 15 t. h.							
N^o 476. Handschoenen in vel :							
a) enkel uitgesneden, niet genaaid	waarde	10 t. h.	-		8 t. h.	-	
b) andere	id.	15 t. h.	-		10 t. h.	-	
Bestaande tarief :							
a. waarde 10 t. h.							
b. waarde 15 t. h.							

**Nr 487. Marokijnwerk niet afzonderlijk
genoemd :**

a) malsch	id.	20 t. h.	—	15 t. h.	—
b) stijf	id.	20 t. h.	—	15 t. h.	—

Bestaande tarief: *a* en *b*. waarde 15 t. h.

Nr 489. Pelterijen enkel toegereed :

Tariefontwerp :

a) chincilla; hermelijn; marters; Canadeesche wezel; zilvervos, witte vos, gekruiste vos en gerookte vos; echte vison en sabelmarter	kilogram	40	3
b) wezels; bever; civet-skungs; vliegend eikhoorn; fluwijn- nen; kolinsky; zeeotter; nutria; noordsch eikhoorn (petit gris); bunsing; ragondin; muscusdier; Cana- deesche vos	id.	15	3
c) Astrakan; das; breitschwanz; caracul; hamster; veel- vraat; wolven; rivierotter; lynx; marmot; opossum van Australie; pahmis; persianer; vossen andere dan deze onder litt <i>a</i> en <i>b</i> hierboven opgesomd; ringtail van Australiën; skungs en aap	id.	8	3
d) Emus; zilverduiker; hyena; lama guanaco; luipaard; leeuw; Sardinisch schaap; opossum van Amerika; beer; panter; tarabagan; tijger; wallaby	id.	3	3
e) Konijn en haas	id.	2	3
f) Lam; jakhals; kat; reegeit; geiten; hond; zeehond; rendier en andere niet afzonderlijk genoemde huiden.	id.	1	3
g) Staarden van bontwerk	id.	3	3

Bestaande tarief: waarde 5 t. h.

Het recht van 30 frank de 100 kil. werd, krachtens de wet van 31 Maart 1924, vervangen door het recht *ad valorem*.

« De omzetting van dit recht *ad valorem* in specifieke rechten gaat in op de wenschen der Belgische invoerders van pelterijen, daar deze de geschillen verlangen te vermijden welke, bij het tolonderzoek, oprijzen in verband met de waarde dezer moeilijk te schatten producten. » (*Mem. van Toel.*, bl. 38.)

Door de Overeenkomst met Frankrijk wordt, voor al de artikelen onder n° 489 vermeld, de coëfficiënt verminderd van 3 tot 2.

Nr 490. Bewerkte of vervaardigde pelterijen	Grondslag.	Minimum- tarief.		Tarief aan Frankrijk toegestaan.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Waarde	20 %	—	—	18 %	—

Bestaande tarief: waarde 20 t. h.

(108)

AFDEELING VIII.

Producten van de weefnijverheid.

Analytische samenvatting.

9 klassen, n° 494 tot 605 : 498 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht.	51	13
Getaxeerd :		
Waarde	105	35
Specifiek recht.	346	450
	<u>447</u>	<u>485</u>
	447	485
	<u>498</u>	<u>498</u>

De artikelen, die vrij zijn van rechten in het bestaande tarief en zijn belast door het tariefontwerp, staan onder de n° 496, 497, 520, 529, 559, 560, 561, 562, 578, 601 en 602.

De Regeering stelt amendementen voor bij de n° 523, 526, 528, 539, 540, 541, 555, 584.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht alleen.	31 categorieën.
Coëfficiënt alleen	2 »
	<u>33</u> »

N° 496. Garens van kunstzijde.

Tariefontwerp :

a) ongeverfde.	100 kil.	100 × 3
b) geverfde	100 kil.	120 × 3

Huidig tarief : a en b vrij.

« De vrije invoer werd niet gehandhaafd voor deze garens, welke eene bloeiende nijverheid vormen in België. De voorziene rechten komen overeen met bedragen van 5 tot 7 % *ad valorem*. (M. T., bl. 39). »

N° 497. Garens, koordzijde, liskoorde, niet gevlochten, getwijnd en geverfd, niet bestemd voor het weven, maar geconditionneerd voor den verkoop in 't klein.

Tariefontwerp :

a) van zijde	100 kil.	250 × 3
b) van vlokzijde	100 kil.	150 × 3
c) van kunstzijde.	100 kil.	150 × 3

Huidig tarief : vrij.

« De vrije invoer werd niet behouden voor deze artikelen, bewerkte producten, die in België ingevoerd worden om tot den verkoop in 't klein bereid te worden, bewerking welke niet veel arbeid vraagt. De voorziene rechten komen overeen met 5 tot 7 t. h. naar de waarde. » (M. T., bl. 39.)

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Tarief aan Frankrijk toegestaan.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N° 499. Borduurwerk werktuiglijk vervaardigd.	Waarde	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N° 500. Kanten en guiporen van allen aard	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N° 501. Passementwaren met inbegrip van de gefatsoeneerde linten andere dan van fluweel :					
a) uit loutere zijde	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
b) gedeeltelijk van zijde.	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief, a en b : waarde 15 t. h.					
N° 502. Linten van fluweel :					
a) uit loutere zijde	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
b) gedeeltelijk van zijde	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N° 503. Linten niet gefatsoeneerd, andere dan fluweel :					
a) uit loutere zijde	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
b) gedeeltelijk van zijde.	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief, a en b : waarde 15 t. h.					
N° 504. Tule en netweefsels fatsoen tule: krip en grove krip; gaas, filterdoek en andere lichte weefsels	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten	Rechten.	Coëfficiënten.
Nr 505. Fluweel en pluiz met uitzondering der linten van fluweel :					
a) Uit loutere zijde	Waarde	15 t. h.	—	13 t. h.	—
b) Gedeeltelijk van zijde	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief, a en b : waarde 15 t. h.					
Nr 508. Dichte weefsels voor meubelen en behangsels (met uitzondering van fluweel en pluiz van de tapijtwerken) :					
a) Uit loutere zijde.	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
b) Gedeeltelijk van zijde	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief, a en b : waarde 15 t. h.					
Nr 509. Weefsels van breiwerk	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
Nr 511. Weefsels elders niet genoemd of begrepen :					
a) Uit loutere zijde.	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
b) Gemengd met wol	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
c) Gemengd met katoen	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
d) Gemengd met andere stoffen	id.	15 t. h.	—	13 t. h.	—
Huidig tarief, a, b, c en d : waarde 15 t. h.					
Nr 520. Zelfkanten van laken	100 kil.	Fr. c. 20 »	4	Fr. c. 20 »	2
Huidig tarief : vrij.					
« Het voorgestelde recht is gelijk aan het thans bestaande, da wordt behouden voor de <i>kunstmatige zelfkanten</i> en de <i>vilten banden</i> (nr 521) — (<i>Mem. v. Toel.</i> , bl. 40).					
Nr 521. Kunstmatige zelfkanten en vilten banden voor het vervaardigen van schoeisel					
	id.	20 »	4	20 »	—
Huidig tarief : 100 kil. 20 × 4.					
Nr 523. Voettapijten :					
Tariefontwerp :					
a) Met geknoopte of gewikkelde steken wegende per vierkanten meter					
1. Minder dan 3 kil.		100 kil.	200 × 4		
2. 3 kil. en meer		100 kil.	135 × 4		
b) Bedrukte		100 kil.	65 × 4		
c) Andere		100 kil.	90 × 4		
Huidig tarief : waarde 20 t. h.					

« De specifieke rechten werden vastgesteld, zegt de Memorie van Toelichting, derwijze dat zij overeenstemmen met het bestaande recht van 20 t. h. *ad valorem*. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 40).

« De Belgische nijverheidsgroepering van de tapijtfabrikanten beweert dat deze aanwijzing in het ontwerp niet tot zijn recht komt, en zij leggen een stelsel voor, eveneens met specifiek recht, gegrond op het getal rijen van punten, in de hoogte genomen in den zin van de schering op eene lengte van één meter. »

De Regeering heeft een amendement ingediend.

« Het ontwerp, zegt de verklarende nota, herneemt de rangschikking van vóór de wet van 31 Maart 1921.

« Bevonden werd dat aan deze rangschikking, welke slechts twee aanslagcijfers voorziet volgens het gewicht der artikelen, bedenkelijke nadeelen verbonden zijn, in dien zin dat de zeer dure tapijten, echte weeldeartikelen, evenredig minder belast zijn dan meer gewone artikelen.

« Volgens de voorgestelde nieuwe tarifiering, waarbij voorbeeld genomen werd aan het Fransch regime, zouden de tapijten met geknoopte steken belast worden per vierkanten meter, op den grondslag van het aantal rijen steken per strekkenden meter, eenigen toetssteen voor eene rechtvaardige toepassing der specifieke rechten.

« De in minimumtarief vermelde rechten, die met den coëfficiënt 5 moeten vermenigvuldigd worden, stemmen overeen met het thans van bedoelde producten geheven recht van 20 t. h. *ad valorem*.

« De aanslagcijfers van het ontwerp worden gehandhaafd ten opzichte van 'de onder litt. b en c gerangschikte voettapijten, maar de coëfficiënt 4 wordt tot 5 opgevoerd daar laatstvermeld cijfer thans tenauwernood volstaat om de waardeverhooging der producten, in vergelijking met de vooroorlogische prijzen, weer te geven. »

Tekst van het amendement :

Voettapijten (2 en 3) :

- a) Met geknoopte of gewikkelde steken, van allen oorsprong, met inbegrip der nabootsingen, vertoonende per loopenden meter in de richting van de schering :

	Grondslag.	Maximum-tarief.	Minimum-tarief.	Coëfficiënten.
1. 150 reeksen steken en minder	vierkante meter (*)	9 »	3 »	5
2. 151 tot 200 reeksen	id.	15 »	5 »	5
3. 201 tot 250 reeksen	id.	21 »	7 »	5
4. 251 tot 300 reeksen	id.	30 »	10 »	5
5. 301 tot 350 reeksen	id.	43 »	15 »	5
6. 351 tot 400 reeksen	id.	60 »	20 »	5
7. boven de 400 reeksen	id.	75 »	25 »	5
b) bedrukte (4).	100 kil.	195 »	65 »	5
c) andere	id.	270 »	90 »	5

(2), (3) en (4) Behoud dezer nota's.

(*) De oppervlakte wordt gemeten op het lichaam van het tapijt, met inbegrip der uiteinden, zelfkanten en franjes.

N^o 526. Fluweelen en pluizen (2 en 6) :

Tariefontwerp :

- a) voor stoffeering 100 kil. 90 × 4.
b) andere 100 kil. 100 × 4.

Huidig tarief :

- a) 100 kil. 85 × 5 en 75 × 5.
b) 100 kil. 90 × 4 en waarde 10 t. h.

« De nieuwe bedragen, zegt de Memorie van Toelichting beantwoorden beter aan de onderscheidenlijke waarde dezer producten; zij vertegenwoordigen overigens ternauwernood 10 t. h. dezer waarde. » (*M. T.* bl. 4.)

De industrieelen, die onder n° 526 bedoelde artikelen vervaardigen, beweren nochtans dat het recht, ten gevolge van de groote stijging der prijzen van de goederen, op verre na de 10 t. h., door de Memorie van Toelichting voorzien, niet bereikt.

De Regeering stelt een amendement voor; zij verklaart het als volgt :

« Dat verschil van aanslag, dat van het geldend tarief werd overgenomen, is bij den huidige stand van den invoer, niet meer te rechtvaardigen zooals blijkt uit hiernavermelde, door de handelsstatistiek verstrekte cijfers :

Invoer voor het verbruik, gedurende de eerste acht maanden van het jaar 1923 :

	Hoeveel- heden.	Aangegeven waarden.	Gemiddelde waarde per kil.
	Kil.	Fr.	Fr.
Fluweelen en pluizen in wol :			
Voor stoffeering	13,339	821,933	62
Andere	29,866	1,849,013	62

» Ten einde de aangestipte ongerijmdheid te doen verdwijnen, wordt, in minimumtarief, voor alle onder n° 526 vallende artikelen, het eenig recht van 120 frank de 100 kil. met coëfficiënt 5 voorgesteld, zegge een recht dat ongeveer overeenkomt met 10 t. h. *ad valorem*. »

Tekst van het amendement :

Fluweelen en pluizen (2 en 6), voor stoffeering en andere	100 kil.	360 »	120 »	5
(2), (6) — Behoud van deze nota's				

De Commissie heeft den geamendeerden tekst aangenomen.

Grondslag.	Minimum-tarief.		Tarief toegestaan aan Frankrijk.	
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.

N° 527. Weefsels in breiwerk.

a) in loutere wol, wegende per vierkanten meter :

1. minder dan 200 gram	100 kil.	150 »	4	130 »	4
2. 200 gram en meer	id.	120 »	4	115 »	4

Huidig tarief :

- a) 1. 100 kil. 150×3
2. 100 kil. 120×3

N° 528. Wollen weefsels elders niet genoemd of begrepen.

Tariefontwerp :

a) Uit loutere wol (2), wegende per vierkanten meter :

1. Minder dan 200 gram	100 kil.	150×4
2. Van 200 tot 350 gram (excl.)	id.	120×4
3. Van 350 tot 550 gram (excl.)	id.	100×4
4. 550 gram en meer	id.	80×4

b) Andere, wegende per m² :

1. Minder dan 200 gram.	100 kil.	100 × 4
2. Van 200 tot en zonder 350 gram . . .	id.	70 × 4
3. Van 350 tot en zonder 550 gram . . .	id.	60 × 4
4. 550 gram en meer.	id.	50 × 4

Huidig tarief :

a 1 en b 1	150 × 3	
a 2	70 — 125 × 3	b. 2 — 70 × 3
a 3	60 — 105 × 3	b. 3 — 60 × 3
a 4	50 — 85 × 3	b. 4 — 50 × 3

« De onder dit nummer gerangschikte producten, zegt de Memorie van Toelichting, omvatten het grootste gedeelte der in België ingevoerde wollenweefsels. »

De handelsstatistieken klasseeren ze onder twee nummers; de Memorie van Toelichting geeft deze statistieken voor 1921; hier volgen deze voor 1913 en voor de eerste tien maanden van 1923 :

		Wollen weefsels van minder dan 200 gr. per m ² .		Andere wollen weefsels.		
		Hoeveelheid :	Waarde :	Hoeveelheid :	Waarde :	
1923.		Kil.	Fr.	Kil.	Fr.	
<i>Invoer</i>		419,398	4,628,998	2,942,854	14,595,625	1913 Algemeene tabel n ^{rs} 325 et 32.
<i>Uitvoer</i>		72,233	686,179	1,261,276	8,781,270	
1923	<i>Invoer</i>	427,060	28,017,120	2,673,725	119,422,981	Bull. m., n ^{rs} 433 en 432.
(10 m.)	<i>Uitvoer</i>	139,063	6,390,174	1,217,461	56,707,131	

« Steunend op de gemiddelde waarden, welke uit de hoogervermelde cijfers voortspruiten, zullen de voorgestelde rechten in het meerendeel der gevallen minder dan 10 t. h. der waarde bedragen. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 41.)

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt drie categorieën.

a) Weefsels uit zuivere wol wegend per m² :

1. Minder dan 200 gram 100 kil. 130 × 4;
2. Van 200 gram tot en zonder 350, 100 kil. 115 × 4.

b) Andere wegende per m² :

1. Minder dan 200 gram per 100 kil. 85 × 4.

In een amendement stelt de Regeering voor, er nog twee te wijzigen.

« Ten opzichte van bewuste weefsels, zegt de verklarende nota, belast het geldend tarief afzonderlijk de artikelen in gekeerde wol welke minder dan 31 enkele draden in ketting en inslag per vierkanten centimeter tellen, tegen een verlaagd recht.

» Deze rubriek werd, eenvoudigheds- en gemakshalve voor het toelonderzoek, uit het ontwerp van nieuw tarief weggelaten.

» Invoerders van weefsels deden terecht gelden dat het nieuw stelsel van tarifeering het al te zwaar belasten van sommige artikelen van gemeene hoedanigheid zou ten gevolge hebben; het bleek dus verkieslijk, tot het huidig regime terug te keeren en de rubrieken van het thans bestaand tarief met de daarmee verband houdende grondslagrechten onveranderd over te nemen. »

Tekst van het amendement :

Wollen weefsels elders niet genoemd, noch begrepen :

a) Uit loutere wol ⁽²⁾ wegende per vierkanten meter :

3. — Van 350 tot en zonder 550 gram :

A. — Weefsels van gekaarde wol minder dan 34 enkele draden vertoonende in ketting en inslag per vierkanten centimeter ⁽³⁾ 100 kil. 180 » 60 » 4

B. — Andere 100 kil. 315 » 105 » 4

4. 550 gram en meer :

A. — Weefsels van gekaarde wol minder dan 34 enkele draden vertoonende in ketting en inslag per vierkanten centimeter ⁽³⁾ 100 kil. 150 » 50 » 4

B. Andere 100 kil. 255 » 85 » 4

⁽²⁾ Behoud dezer nota.⁽³⁾ Ter uitsluiting der artikelen bevattende draden van gekaarde wol. Voor het vaststellen van het aantal draden, wordt geene rekening gehouden der katoendraden op woltraad getwijd.

Het invoerrecht in Frankrijk op de weefsels van dit soort werd eveneens door de overeenkomst verminderd. Lijst A :

	Grondslag.	Min. tarief.		Tarief aan België toegestaan.	
		Recht.	Coëfficiënt	Recht.	Coëfficiënt.
Ex 440 Weefsels van loutere wol :					
tot					
441 ^{bis} Laken, kazimier, en andere gevolde weefsels, en niet-gevolde gansch gladde weefsels :					
Weefsels voor kleeding, draperie en ander gebruik, wegende per vierkanten meter, de zoomen inbegrepen :					
250 gram ten hoogste.	100 kil.	140 »	4	140 »	3.7
Van 251 gram tot en met 400 gram.	id.	220 »	4	220 »	3.7
Van 401 gram tot en met 550 gram.	id.	180 »	4	180 »	3.7
Van 551 gram tot en met 700 gram.	id.	140 »	4	140 »	3.7
Meer dan 700 gram	id.	110 »	4	110 »	3.7

De « Société Industrielle d'Ecclou » vraagt aan de Kamer, de rechten van invoer in Frankrijk en in België op gelijken voet te brengen.

Met 8 tegen 3 stemmen heeft de Commissie den tekst van het ontwerp, zooals door de Regeering gewijzigd, aangenomen; zij heeft evenwel den coëfficiënt van 4 op 6 gebrrecht.

N° 529. Garens in ruw dierenhaar (van rundvee en dergelijke).

Tariefontwerp :

a) Vermengd met wol Stelsel van het wollen garen.

b) Andere Vrij.

Huidig tarief : a en b vrij.

« De vrijstelling bleef niet gehandhaafd ten opzichte der met wol ver-

mengde garens zonder onderscheid nopens de hoofdstof, omdat de douane over geen enkel practisch middel beschikt om de verhoudingen der voorhanden zijnde stoffen met juistheid te onderzoeken. » (*Mem. van Toel.*, bl. 42.)

N^o 534, 535, 536. De aanmerkingen geldende voor deze drie nummers volgen n^o 536.

N^o 534. Garens van louter katoen, enkele, metende per $\frac{1}{2}$ kil. in enkel garen.

Tariefontwerp :

a) ongebleekte 20,000 meter of minder	100 kil.	10 × 4
20,000 meter tot 40,000 meter	100 kil.	15 × 4
40,000 meter tot 63,000 meter	100 kil.	20 × 4
meer dan 63,000 meter	100 kil.	5 × 4

Huidig tarief : zelfde rechten en zelfde coëfficiënten als in het tariefontwerp.

De navolgende onderverdeelingen van n^o 534 omvatten elk dezelfde 4 categorieën voor de garens die eene bewerking hebben ondergaan :

- b) ongebleekte, geglansd of gemerceriseerd;
- c) gebleekte;
- d) gebleekte, geglansd of gemerceriseerd;
- e) geverfde of gevlamde;
- f) geverfde, geglansd of gemerceriseerd.

Het gevestigde recht (litt. a) is « in elk van deze onderverdeelingen derwijze verhoogd dat het recht in verhouding is gebracht met de bewerkingskosten ». (*Mem. van Toel.*, bl. 42.)

N^o 535. Garens van louter katoen, getwijnde met twee of meer uiteinden, met enkele wringing, metende per $\frac{1}{2}$ kil. in enkel garen.

Het gevolgde stelsel bij n^o 535 wordt hier toegepast; het recht litt. a is dit van het bestaande tarief; het is vervolgens vermeerderd litt. b, c, d, e en f om rekening te houden met de bijgerekenende arbeidskosten. (*Mem. van Toel.*, bl. 42.)

N^o 536. Garens van louter katoen, ineengedraaid getwijnde (met dubbelen wrong).

Zelfde beginsel als onder de n^o 534 en 535; het recht litt. a, is dit van het bestaande tarief; het is vervolgens verhoogd voor litt. b, c, d, e en f, om rekening te houden met de bijgerekenende arbeidskosten. (*Mem. van Toel.*, bl. 42.)

INVOER EN UITVOER.

Garens van louter katoen of getwijd, ongebleekt of gebleekt :

		Hoeveelheid : Waarde :		
		Invoer	Uitvoer	
1913	Invoer	3,546,212	43,628,093	{ (<i>Alg. tab.</i> , n ^o 306.)
	Uitvoer	5,641,823	42,835,147	
1921	Invoer	1,636,900	36,994,262	{ (<i>Alg. tab.</i> , n ^o 368.)
	Uitvoer	7,193,066	64,231,848	
(10 m.)	Invoer	1,637,427	37,615,565	{ (<i>Bull. m.</i> , n ^o 416.)
	Uitvoer	5,124,701	68,593,701	

Garens van louter katoen of getwijd, geverfd of geweven :

1913	{	Invoer	251,646	947,573	{	(Alg. tab. n ^o 307.)
		Uitvoer	614,908	1,706,370		
1921	{	Invoer	110,320	1,984,333	{	(Alg. tab. n ^o 369)
		Uitvoer	236,230	2,854,800		
1923 (10 maanden)	{	Invoer	160,241	3,935,271	{	(M. B. n ^o 417.)
		Uitvoer	233,318	3,414,933		

De gemiddelde waarde per kilo, blijkende uit deze statistieken, is :

	Enkele garens getwijd, gebleekt of ongebleekt :	Enkele of getwijnde garens, geverfd of geweven :
1913	fr. 3.80	fr. 3.80
1921	»	»
1923	18.00	20.00

De waarde van de koopwaar is meer dan 5 maal deze van 1913.

De maximum-coëfficiënt 4, toegepast op het specifiek grondslagrecht bepaald volgens de waarde van 1913, komt niet overeen met deze verhooging.

De katoennijverheid, de weverij en de spinnerij klagen heftig over het zoo verschillend stelsel toegepast op de katoenen garens en weefsels bij den invoer in Frankrijk en bij den invoer in België.

De enkele garens van louter katoen, ongebleekt, bedoeld onder artikel 534, litt. a, zijn door het Fransche tarief getaxeerd per 100 kil. n^o 368 :

45 tot 50×4.5	hetzij 67.50 tot 225 frank
60 tot 340×5	hetzij 300 tot 1.700 frank.

Dezelfde koopwaar betaalt bij den invoer in België slechts een recht tusschen $5 \times 4 = 20$ en $20 \times 4 = 80$ frank.

De nota, welke de industrieelen aan de Commissie hebben overhandigd, geeft voorbeelden :

Een katoengaren N ^o 36a betaalt bij den invoer in België	0.60 frank (Belg.)
Id. id. in Frankrijk	1.26 frank (Fr.)
Een katoengaren 36a, getwijd, betaalt bij den invoer in België	0.60 frank (Belg.)
Id. id. in Frankrijk	1.90 frank (Fr.)

Reeds in 1914 waren de Fransche rechten gemiddeld 80 t. h. hooger dan de Belgische rechten. Het verschil werd nog verscherpt door de toepassing in Frankrijk van hoogere coëfficiënten dan deze, in België gevestigd.

Deze verscherping kan zelfs het bestaan van de katoennijverheid in gevaar brengen, die gerekend wordt bij de groote industrieën van het land : de katoen-spinnerijen tellen 1,700.000 spindels, de katoenweverijen 40,000 getouwen ; het aangewend kapitaal overschrijdt 500 millioen ; in de katoennijverheid werken ongeveer 60,000 arbeiders ; deze cijfers houden dan nog geen rekening met de bijkomende industrieën zooals de bleekerij, ververij, bereiding, enz.

Het verslag van de Commissie over de Overeenkomst met Frankrijk stelt vast, dat er voor de Fransche tarieven geen enkele toegeving werd gedaan, wat betreft de katoennijverheid :

« In dit vak der textielindustrie is onze eisch op een volstrekt *non possumus* gestuit vanwege de Fransche industrieelen. Wij moeten erkennen dat wij voor het katoengaren en de katoenen stoffen niet de voornaamste bevoorraders zijn der Fransche markt. Vooral Engeland wordt door de Fransche industrie gevreesd. De weigering is vooral voortgesproten uit de vrees dat zij de ons toegestane toegeving ook aan Engeland hadden moeten geven.

» Anderzijds was de Fransche Regeering van gevoelen, dat zij bij hare industrieelen niet moest aandringen, vermits zij hun reeds offers had moeten vragen in zake overeenkomst met Italië. » (*Stuk n° 11*, bl. 20.)

De Commissie, rekening houdende met de aanzienlijke prijsstijging, zonder het grondslagrecht te wijzigen, stelt aan de Kamer voor, met 8 tegen 4 stemmen, den maximum-coëfficiënt in het tariefontwerp te brengen van 4 op 6.

N° 537. Vermengde garens van katoen, het katoen de hoofdstof zijnde in gewicht.

Tariefontwerp : Regime der Garens van louter katoen.

Huidig tarief : Regime der katoengarens.

« Men merkt nochtans op, zegt de Memorie van Toelichting, dat dit tarief eenen post bevat, met een recht van 5 frank de 100 kil., aldus opgesteld : *garens van katoen gemengd met minstens 20 t. h. wol, katoen de hoofdstof zijnde volgens het gewicht*. Daar onze nijverheid die soort draden in groote hoeveelheden voortbrengt, bestaat er geen enkele reden om langer een bevoorrecht regime op hen toe te passen en moeten zij, in alle opzichten, met de andere garens van katoen gelijkgesteld worden. » (*M. van Toel.*, bl. 43.)

N° 539. Garens van katoen geconditioneerd voor den verkoop in 't klein.

Tariefontwerp :

a) Merceriseerde 100 kil. 70 × 4.
b) Andere 100 kil. 50 × 4.

Huidig tarief :

a) 100 kil. (40-70) × 4.
b) 100 kil. (40-50) × 4.

« De nieuwe bedragen, zegt de Memorie van Toelichting, zijn dezelfde als deze welke het huidig tarief bepaalt (onderscheidenlijk 70 en 50 frank) voor de garens, welke 65,000 meter of minder per $\frac{1}{2}$ kil. meten. De bedragen van 70 frank en van 50 frank worden insgelijks toepasselijk gemaakt op de garens, welke meer dan 65,000 meter per $\frac{1}{2}$ kil. meten (thans 10 frank); dit zijn zeer dure producten, die in België heel goed vervaardigd worden en die dezelfde rechten als de garens van hoogere nummers kunnen dragen. » (*M. van Toel.*, bl. 43.)

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1913	{ Invoer	314,503 kil.	1,456,020 franken.	{ <i>Alg. tab.</i> , n° 344.
	{ Uitvoer	1,560,532 kil.	8,252,188 franken.	
1921	{ Invoer	275,863 kil.	8,858,885 franken.	{ <i>Alg. tab.</i> , n° 373.
	{ Uitvoer	1,056,461 kil.	34,054,750 franken.	
1923	. Invoer	270,760 kil.	13,164,666 franken.	{ <i>Bull. m.</i> , n° 421.
(10 maanden).	Uitvoer	1,400,232 kil.	26,658,390 franken.	

De Regeering stelt voor, den tekst van n° 539 te wijzigen :

Litt. a van den oorspronkelijken tekst beoogt enkel de *gemerce-
riseerde* garens; voorgesteld wordt er de *geglansde* garens bij te voegen,
overeenkomstig de onder n° 534 tot 536 voor de *geglansde* of *gemer-
ceriseerde* katoenen garens voorziene tarifeering.

Tekst van het amendement :

a) Geglansde of gemerceiseerde 100 kil. 210 » 70 » 4
N° 540, 541, 542, 543. De aanmerkingen gemeenzaan aan deze vier n° volgen het n° 543.

N° 540. Weefsels van louter katoen, niet gefatsoeneerd, niet gemerceiseerd.

Dit artikel neemt de rechten over van het bestaand tarief.

Door een amendement stelt de Regeering eene wijziging voor in den
tekst om dezen overeen te brengen met de wijziging in n° 541.

Weefsels van louter katoen, niet gefatsoeneerd, niet gemerceiseerd, *noch geheel of
gedeeltelijk vervaardigd met geglansde of gemerceiseerde draden :*

N° 541. Weefsels van louter katoen, niet gefatsoeneerd, gemerceiseerd.

Tariefontwerp : Rechten van de niet gemerceiseerde weefsels de voort niet verho-
ging per 100 kil. van 10 × 4.

Huidig tarief : Recht van de niet gemerceiseerde weefsels volgens de soort.

« De surtaxe is gevestigd om rekening te houden met den bijko-
menden handenarbeid. » (*M. T.*, bl. 44).

In een amendement stelt de Regeering voor, den tekst van n° 541 te
wijzigen.

« Daar de *geglansde* garens van katoen met de *gemerceiseerde* garens
gelijkgesteld worden ten opzichte der tarifeering (n° 534 tot 536), dient
hetzelfde beginsel te worden aangenomen voor de katoenen weefsels van
n° 541. Daar de oorspronkelijke tekst de bijtaxe slechts voorziet in geval
van merceiseering, wordt voorgesteld de rubriek aan te vullen door
daaronder de geheel of ten deele met geglansde garens vervaardigde
weefsels te begrijpen. » (*Verkl. Nota.*)

Tekst van het amendement :

Weefsels van louter katoen, niet gefatsoeneerd, gemerceiseerd *of geheel of gedeeltelijk
vervaardigd met geglansde of gemerceiseerde draden.*

Rechten van de weefsels van louter katoen, *niet gefatsoeneerd, van n° 540, met verho-
ging van :*

100 kil. 30 » 10 » 4 »

**N° 542. Weefsels van louter katoen, niet gefatsoeneerd, wegende minder dan
3 kilogram de 100 vierkante meter.**

Het tariefontwerp neemt de bestaande tarifeering over. (*M. T.*)

N° 543. Weefsels van louter katoen, gefatsoeneerd.

« Dit opschrift stemt overeen, zegt de Memorie van Toelichting, met
den vroegeren post (ex. n° 64) : *Weefsels van katoen : Piqués, bombazijn,
gefatsoneerd, damastvormig gewezen en geglansd.*

» Noch rangschikking, noch voorziene rechten brengen wijziging in het
huidig regime, behalve dat de rubriek thans de artikelen omvat, welke
minder dan 3 kil. de 100 vierkante meter wegen (onbeduidende invoer)
en welke tot nog toe aan het recht van 10 t. h. naar de waarde onder-
worpen waren. » (*M. T.*, bl. 44.)

INVOER EN UITVOER.

*Effen weefsels van katoen, dril, wegende 3 kil. en meer de
100 vierkante meter, ongebleekt.*

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1913	Invoer	315,351 kil.	1,387,544 frank.	} <i>Alg. tab., nr 332.</i>
	Uitvoer	3,447,933 kil.	10,860,787 frank.	
1921	Invoer	359,779 kil.	5,442,418 frank.	} <i>Alg. tab., nr 394.</i>
	Uitvoer	7,919,975 kil.	12,806,375 frank.	
1923	Invoer	474,777 kil.	3,865,437 frank.	} <i>Bull. m., nr 439.</i>
(10 maand)	Uitvoer	12,166,853 kil.	34,490,359 frank.	

Zelfde weefsels gebleekt :

1913	Invoer	608,286 kil.	3,209,317 frank.	} <i>Alg. tab., nr 333.</i>
	Uitvoer	315,673 kil.	1,120,646 frank.	
1921	Invoer	610,636 kil.	15,032,412 frank.	} <i>Alg. tab., nr 392.</i>
	Uitvoer	435,436 kil.	8,629,749 frank.	
1923	Invoer	398,744 kil.	15,257,600 frank.	} <i>Bull. m., nr 440.</i>
	Uitvoer	1,089,597 kil.	18,482,982 frank.	

Zelfde weefsels (geverfd) :

1913	Invoer	1,823,596 kil.	11,032,756 frank.	} <i>Alg. tab., nr 334.</i>
	Uitvoer	1,335,862 kil.	5,811,000 frank.	
1921	Invoer	1,573,546 kil.	42,110,893 frank.	} <i>Alg. tab., nr 399.</i>
	Uitvoer	1,646,069 kil.	33,918,931 frank.	
(10 maand) 1923	Invoer	1,372,687 kil.	57,234,172 frank.	} <i>Bull. m., nr 441.</i>
	Uitvoer	4,578,472 kil.	82,008,496 frank.	

Zelfde weefsels (gedrukt) :

1913	Invoer	699,856 kil.	4,396,495 frank.	} <i>Alg. tab., nr 335.</i>
	Uitvoer	485,950 kil.	2,283,955 frank.	
1921	Invoer	616,857 kil.	17,687,826 frank.	} <i>Alg. tab., nr 394.</i>
	Uitvoer	356,877 kil.	6,965,271 frank.	
(10 maand) 1923	Invoer	717,429 kil.	26,812,719 frank.	} <i>Bull. m., nr 442.</i>
	Uitvoer	495,693 kil.	11,986,348 frank.	

Eene bijlage bij de nota van de katoennijveraars, hooger aangehaald onder de n^{os} 534, 535 en 536 voor de katoengarens, maakt voor eenige categorieën van weefsels de vergelijking tusschen de Fransche rechten en de Belgische rechten in 1914 en onder de bestaande respectieve rechten.

Weefsels van louter katoen, gekeperd, en linnen met inschering en luslag in een vierkant van 5 millimeter van terzijde deze wegende :

Ongebleekt.				
1914.		Thans.		
Belgische rechten.	Fransche rechten.	Belgische rechten.	Fransche rechten.	
Van 11 tot 13 kilogram :				
27 draden en minder . . .	40 »	70 »	160 »	350 »
28 tot 35 draden.	50 »	87 »	200 »	435 »
36 tot 43 draden.	60 »	107 »	240 »	535 »
44 draden en meer	70 »	131 »	280 »	655 »
Van 9 tot 11 kilogram :				
27 draden en minder . . .	50 »	90 »	200 »	450 »
28 tot 35 draden.	60 »	111 »	240 »	535 »
36 tot 43 draden.	80 »	138 »	320 »	690 »
44 draden en meer	100 »	172 »	400 »	860 »

Gebleekt.				Geverfd.			
1914.		Thans.		1914.		Thans.	
Belgische rechten.	Fransche rechten.	Belgische rechten.	Fransche rechten.	Belgische rechten.	Fransche rechten.	Belgische rechten.	Fransche rechten.
Van 11 tot 13 kilogram :							
27 draden en minder. 46 »	84 »	184	204	60 »	100 »	240	500
28 tot 35 draden . . . 57 50	104 40	230	522	70 »	117 »	280	585
36 tot 43 draden . . . 69 »	128 40	276	642	80 »	137 »	320	685
44 draden en meer . . 80 50	157 20	322	786	90 »	161 »	360	805
Van 9 tot 11 kilogram :							
27 draden en minder. 57 50	108 »	230	530	70 »	120 »	280	600
28 tot 35 draden . . . 69 »	133 20	276	666	80 »	141 »	320	705
36 tot 43 draden . . . 92 165	« 60	368	828	100 »	168 »	400	840
44 draden en meer . . 115 »	206 40	460	1032	120 »	202 »	480	1010

Bij benadering komt het overeen :

In 1914, 1 tot 1.80, verschil van 80 $\frac{1}{2}$ t. h.

In 1923, 1 tot 2.20, verschil van 125 t. h.

Het recht, per meter betaald bij den invoer in Frankrijk en bij den invoer in België, wordt evenzoo bij die inlichtingen aangegeven.

Een ongebleekt weefsel betaalt bij den invoer in België	per meter . . .	0.27 frank (Belg.).
Id.	id. in Frankrijk per meter . . .	0.59 frank (Fr.).
Een flanel betaalt bij den invoer in België	per meter	0.182 frank (Belg.).
Id.	id. in Frankrijk per meter	0.34 frank (Fr.).
Een geveerd fluweel betaalt bij den invoer in België	per meter . . .	0.66 frank (Belg.).
Id.	id. in Frankrijk per meter . . .	4.40 frank (Fr.).

De uitvoer van katoenen weefsels bedroeg :

	1913	1921	1922
Van Frankrijk in België fr.	3,464,830	33,121,296	40,617,731
Van België in Frankrijk fr.	141,577	8,171,515	2,269,579
Fr.	— 3,323,253	— 24,948,781	— 38,348,152

De aanhechting van Elzas-Lotharingen heeft de Fransche textiel voortbrenging aanzienlijk vermeerderd; in groote hoeveelheden komen de producten van Elzas-Lotharingen reeds in België, en nochtans mogen deze producten tot in 1923 vrij naar hunne Duitsche cliënteel gezonden worden. Wat zal de toestand zijn zoodra dit afzetgebied hun zal ontbreken, of wanneer de Belgische frank zal stijgen met betrekking tot den Franschen frank?

Met 8 tegen 4 stemmen heeft de Commissie besloten, aan de Kamer voor te stellen den coëfficiënt voor de katoenen weefsels te brengen van 4 op 6, zooals zij voorstelt voor de katoengarens

N^o 555. Fluweel en pluis, al dan niet gesneden, niet afzonderlijk getarifeerd.

Huidig tarief :

a) Per inslag, wegende per vierkanten meter :

1. Ongebleekte.	Minder dan 500 gram.	100 kil.	100 »	4
	Van 500 tot en zonder 750 gram . . .	id.	85 »	4
	750 gram en meer.	id.	75 »	4
2. Andere.	Minder dan 500 gram.	id.	120 »	4
	Van 500 tot en zonder 750 gram . . .	id.	100 »	4
	750 gram en meer.	id.	90 »	4

b) Per ketting, wegende per vierkanten meter :

1. Ongebleekte.	Minder dan 500 gram.	id.	115 »	4
	Van 500 tot en zonder 750 gram . . .	id.	100 »	4
	750 gram en meer.	id.	85 »	4
2. Andere.	Minder dan 500 gram.	id.	130 »	4
	Van 500 tot en zonder 750 gram . . .	id.	115 »	4
	750 gram en meer.	id.	100 »	4

Huidig tarief :

100 kil. (50 — 70 — 75 — 90 — 95) × 4; waarde 15 t. h.

« Volgens het geldend tarief, zegt de Memorie van Toelichting, zijn de sub n° 555 bedoelde producten in drie verschillende rubrieken gerangschikt :

1° Katoen fluweel :

Zijde fatsoen	{ Ruw	fr. 75 » de 100 kil.
(velvets).	{ Geverfd of bedrukt . . .	fr. 95 » de 100 kil.
Ander (cords,	{ Ruw	fr. 50 » de 100 kil.
moleskins, enz.).	{ Geverfd of bedrukt . . .	fr. 70 » de 100 kil.

2° Fluweel en pluis niet afzonderlijk getarifeerd . fr. 90 » de 100 kil.

3° Weefsels van katoen : alle andere weefsels (voor
het pluis in den trant der moketten) 15 t. h. naar de waarde.

» Deze tarifiering vertoont eene in 't oog vallende ongerijmdheid, in dien zin dat de artikelen, welke als fluweel van katoen, *velvets* genaamd, tegen 75 frank of 95 frank de 100 kil. belast worden, dikwijls eene veel geringer waarde hebben dan sommige fluweelen per ketting, welke in de klasse *ander fluweel* vallen (rechten 50 en 70 frank).

» De voorgestelde rangschikking heeft tot doel, deze onjuistheid te herstellen en terzelfder tijd het verschillend fluweel en pluis in eenen zelfden post te groepeeren, afgezien van het fluweel of pluis in linten of in voettapijten, welke afzonderlijk getarifeerd zijn.

» De specifieke rechten in het ontwerp van tarief werden berekend om, gemiddeld, met een bedrag van 15 t. h. naar de waarde overeen te stemmen. » (*M. T.*, bl. 45.)

De Regeering stelt twee amendementen voor bij n° 555.

Het eerste wijzigt de categorieën : « De voorgestelde nieuwe tekst, zegt de Verklarende Nota, vervangt de in het ontwerp, voor elke categorie weefsels, voorziene drie trappen van rechten door vier, in dien zin dat de minder dan 500 gram per vierkanten meter wegende artikelen in twee rubrieken ingedeeld worden, naar gelang zij minder dan 300 of van 300 tot 500 gram wegen.

» De voor de lichtste artikelen voorziene geringe opvoering van rechten wordt daardoor gerechtvaardigd dat zij bij een gegeven gewicht hogere waarde bezitten. »

Het tweede amendement wijzigt den coëfficiënt; het brengt dezen van 4 op 5.

« Dit cijfer 5, zegt de Verklarende Nota, is nog op verre na niet voldoende om de huidige werkelijke waardeverhoging te weerspiegelen.

» Ter beoordeeling van de gematigdheid der onder n° 555 voorziene rechten volstaat het, een blik te werpen op de cijfers, door onze handelsstatistiek verstrekt nopens den invoer gedurende de eerste acht maanden van het jaar 1923.

» Zij vermeldt, inderdaad, voor het katoenfluweel zijdefatsoen, *geverfd of bedrukt*, eenen invoer van 16,879 kil. met eene waarde van 1,280,266 frank, hetzij eene gemiddelde waarde van ongeveer 76 frank per kilogram.

» Daar die artikelen begrepen zijn onder den post 555 a-2, met aanslagcijfers die, coëfficiënt inbegrepen, wisselen tusschen 450 frank en 700 frank de 100 kil., volgt daaruit dat zij zullen belast zijn tegen heel wat minder dan 10 t. h. *ad valorem*. »

Tekst van de amendementen :

Fluweel en pluis, al dan niet gesneden, niet afzonderlijk getarifeerd (*) :

a) Per inslag, wegende per vierkanten meter :**1. Ongebleekte :**

Minder dan 300 gram	100 kil.	360 »	120 »	5
Van 300 tot en zonder 500 gram	id.	300 »	100 »	5
Van 500 tot en zonder 750 gram	id.	255 »	85 »	5
750 gram en meer	id.	225 »	75 »	5

2. Andere :

Minder dan 300 gram	id.	420 »	140 »	5
Van 300 tot en zonder 500 gram	id.	360 »	120 »	5
Van 500 tot en zonder 750 gram	id.	300 »	100 »	5
750 gram en meer	id.	270 »	90 »	5

b) Per ketting, wegende per vierkanten meter :**1. Ongebleekte :**

Minder dan 300 gram	id.	390 »	130 »	5
Van 300 tot en zonder 500 gram	id.	345 »	115 »	5
Van 500 tot en zonder 750 gram	id.	300 »	100 »	5
750 gram en meer	id.	255 »	85 »	5

2. Andere :

Minder dan 300 gram	id.	450 »	150 »	5
Van 300 tot en zonder 500 gram	id.	390 »	130 »	5
Van 500 tot en zonder 750 gram	id.	345 »	115 »	5
750 gram en meer	id.	300 »	100 »	5

(*) Behoud van deze nota.

De Commissie heeft met 8 tegen 4 stemmen den gewijzigden tekst aangenomen, doch zij heeft den coëfficiënt van 4 op 6 gebracht.

N° 559 Garens van vlas, garens van hennep en garens van chinagras.**Tariefontwerp :****a) enkele, ongebleekte :**

1. tot het Engelsch n° 8	100 kil.	8	4
2. boven het Engelsch n° 8 tot het n° 20	100 kil.	12 »	4
3. boven het Engelsch n° 20	100 kil.	Vrij	4

b) enkele, gebleekte, roomkleurige of geverfde :

1. tot het Engelsch n° 8	100 kil.	13 »	4
2. boven het Engelsch n° 8 tot het n° 20	100 kil.	17 »	4
3. boven het Engelsch n° 20	100 kil.	Vrij	4

c) getwijnde, ongebleekte :

1. tot het Engelsch n° 8	100 kil.	10.50	4
2. boven het Engelsch n° 8 tot het n° 20	100 kil.	14.50	4
3. boven het Engelsch n° 20	100 kil.	Vrij	4

d) getwijnde, gebleekte, roomkleurige of geverfde :

1. tot het Engelsch n° 8	100 kil.	15.50	4
2. boven het Engelsch n° 8 tot het n° 20	100 kil.	19.50	4
3. boven het Engelsch n° 20	100 kil.	Vrij	4

Huidig tarief : al de artikelen zijn vrij

De Memorie van Toelichting motiveert de belasting als volgt :

« Het regime van de vrijstelling van rechten, door het geldend tarief aan de garens in quaestie verleend, is eerder moeilijk te verklaren wanneer men bedenkt dat hetzelfde tarief invoerrechten voorziet op de producten van soortgelijke nijverheden, zooals de garens van katoen en de garens van wol.

» Het kwam dus gepast voor, ter gelegenheid der algeheele omwerking van ons tarief, rechten te voorzien, welke overigens zeer gematigd zijn, maar die eenen lichten steun zullen verleen en aan de nijverheid van het spinnen van vlas, van hennep en van de andere plantaardige weefstoffen, het katoen uitgezonderd.

» In minimumtarief werden slechts rechten voorzien voor de garens wier fijnheid niet boven het Engelsch n° 20 gaat, dit wil zeggen deze die bijzonder de Belgische producten concurrentie aandoen. Voor de garens boven het Engelsch n° 20, welke ons hoofdzakelijk door Engeland geleverd worden, bleef het regime van den vrijen invoer gehandbaafd.

» Het is niet zonder belang op te merken dat de in de nieuwe rangschikking voorziene rechten het grondslagbedrag van fr. 19.50 de 100 kil. niet overtreffen, terwijl het Fransch tarief voor soortgelijke producten rechten bepaalt, welke tot 200 frank. » de 100 kil. gaan, coëfficiënten niet inbegrepen. » (*M. T.*, blz. 47.)

De overeenkomst met Frankrijk herstelt de vrijstelling voor al de artikelen van n° 559, door het tariefontwerp getaxeerd.

N° 560. Garens van jute :

Tariefontwerp :

a) enkele, ongebleekte :

1. tot het Engelsch n° 8	100 kil.	5 »	3
2. boven het Engelsch n° 8 tot het n° 14.	100 kil.	7 »	3
3. boven het Engelsch n° 14	100 kil.	10 »	3

b) enkele, gebleekte of geverfde :

1. tot het Engelsch n° 8	100 kil.	10 »	3
2. boven het Engelsch n° 8 tot het n° 14	100 kil.	12 »	3
3. boven het Engelsch n° 14	100 kil.	15 »	3

c) getwijnde, ongebleekte :

1. tot het Engelsch n° 8	100 kil.	7.50	3
2. boven het Engelsch n° 8 tot het n° 14	100 kil.	9.50	3
3. boven het Engelsch n° 14	100 kil.	12.50	3

d) getwijnde, gebleekte of geverfde :

1. tot het Engelsch n° 8	100 kil.	12.50	3
2. boven het Engelsch n° 8 tot het n° 14	100 kil.	14.50	3
3. boven het Engelsch n° 14	100 kil.	17.50	3

Huidig tarief : vrij.

« Het regime van den vrijen invoer wordt afgeschaft om dezelfde redenen als deze, welke onder n° 559 uiteengezet werden.

» In minimumtarief gaan de voorziene rechten van 5 frank tot fr. 17.50 de 100 kil., volgens de fijnheid der garens en den ontvangen handenarbeid.

» In het Fransch tarief zijn dezelfde producten, in minimum belast, met rechten, welke tusschen fr. 6.75 tot fr. 29.90 de 100 kil. wisselen, » (*M. T.*, bl. 47.)

N° 561. Garens van papier.

Tariefontwerp : 100 kil. 5 × 3
 Huidig tarief : Vrij

« Deze tarifeering is in strijd met het gezond verstand, zegt de Memorie van Toelichting, aangezien het papier, grondstof der garens, aan rechten onderworpen is.

» De taxe van 5 frank is even hooger dan deze in verband met het gemeen papier. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 47).

N° 562. Garens van abaca (Manillahennep), phormium tenax (Nieuw-Zeelandse hennep), agavevezels, ananasvezels, aloëvezels, kokosvezels, of van plantaardige weefstoffen elders niet genoemd.

Tariefontwerp : 100 kil. 5 × 3
 Huidig tarief : Vrij.

« Deze producten zijn getaxeerd bij gelijkstelling met de wijzigingen, voor de andere garens der klasse E voorgesteld (*Mem. v. Toel.*, bl. 47).

N° 578. Watte.

Tariefontwerp :

a) van katoen :

- | | | | |
|---|----------|------|---|
| 1. pharmaceutische (hydrophiele, antiseptische, enz.). | 100 kil. | 15 » | 3 |
| 2. andere, zelfs bestreken met lijm of met stijfzel, alsmede de reepen en kussens van watte voor het dichtmaken | 100 kil. | 10 » | 3 |

b) van zijde of van zijdeafval Vrij.

c) van andere weefstoffen 100 kil. 8 »

Huidig tarief : vrij :

« Sedert lang reeds, zegt de Memorie van Toelichting, drongen de Belgische fabrikanten aan op een invoerrecht op de watten, inroepende dat eene bescherming hun onontbeerlijk is om tegen de buitenlandsche mededinging te kunnen kampen; voorgesteld wordt op deze wenschen in te gaan met het vaststellen van zeer gematigde specifieke rechten — zij zijn ongeveer gelijk aan 5 tot 6 t. h. der waarde — op de watten andere dan deze in zijde of in afval van zijde. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 50).

N° 584. Wasdoek.

Tariefontwerp :

- | | | | |
|--------------------------------------|----------|------|---|
| a) voor verpakking | 100 kil. | 18 » | 4 |
| b) voor parketvloeren : | | | |
| 1 Eenkleurig | 100 kil. | 15 » | 4 |
| 2 Met gedrukte teekeningen | 100 kil. | 25 » | 4 |
| c) Voor behangsels | 100 kil. | 90 » | 4 |
| d) Niet genoemd | 100 kil. | 40 » | 4 |

Huidig tarief :

- | | |
|------------------------|--------|
| a) 100 kil. | 18 × 3 |
| b) 1. 100 kil. | 10 × 4 |
| 2. 100 kil. | 12 × 4 |
| c) 100 kil. | 90 × 3 |
| d) 100 kil. | 35 × 3 |

De Memorie van Toelating verklaart de wijzigingen in de grondslag-rechten volgenderwijze :

1° De rechten op het wasdoek voor parketvloeren worden in verhouding gesteld met deze, voor het linoleum (n^r 582) bepaald; deze zijn :

a) eenkleurig	100 kil.	15 × 4
b) met gedrukte teekeningen	100 kil.	18 × 4
c) met geïncrusteerde teekeningen	100 kil.	22 × 4

2° De rechten op het niet genoemd wasdoek komen van fr. 35.» op fr. 40.» de 100 kil., om juist het bedrag van 15 t. h. naar de waarde te bereiken, bedrag dat, vóór 1 Maart 1912, op deze soort producten toepasselijk was. (*M. T. blz. 50.*)

		Hoeveelheid :	Waarde :	
1913	{ invoer	753,923	2,986,423	{ Alg. tab.,
	{ uitvoer	1,181,941	1,564,124	{ n ^r 356
1923	invoer	1,057,177	12,291,394	{ (<i>Bull. m., n^r 460.</i>
(10 maanden)	uitvoer	116,717	1,387,782	

Door een amendement stelt de Regeering voor, de categorie *b* 2 te wijzigen : wasdoek voor parketvloeren, met gedrukte teekeningen :

« Het voor deze artikelen in minimumtarief voorziene recht bedraagt 25 frank de 100 kilogram, met coëfficiënt 4, terwijl een soortgelijk product, met linoleum voor parketvloeren, met gedrukte teekeningen, enkel belastbaar is tegen 18 frank, met denzelfden coëfficiënt (n^r 582 *b*).

» Men heeft doen opmerken dat beide soorten van producten nagenoeg dezelfde betrekkelijke waarde hebben en dat het billijk zou zijn ze aan eenzelfde regime te onderwerpen.

» De voorgestelde wijziging brengt dus het oorspronkelijk op 25 frank vastgesteld recht tot 18 frank terug. » (*Verkl. nota., blz. 8.*)

Tekst van het amendement :

Wasdoek (2) :

b) voor parketvloeren (4) :

2. met gedrukte teekeningen 100 kil. 54 » 18 » 4

(2) et (4) Behoud van deze nota's.

De Commissie heeft den gewijzigden tekst van het ontwerp aangenomen.

N^r 601. **Touwwerk, kabels, koorden en bindgarens van plantaardige weefstoffen der klasse E, hebbende eene doorsnede of dikte van :**

Tariefontwerp :

a) meer dan 15 millimeter	100 kil.	10 »	4
b) meer dan 10 tot en met 15 millimeter	100 kil.	12 »	4
c) meer dan 5 tot en met 10 millimeter	100 kil.	15 »	4
d) meer dan 2 tot en met 5 millimeter	100 kil.	20 »	4
e) 2 millimeter of minder (1).	100 kil.	25 »	4

Huidig tarief : Vrij.

« De touwslagerij is eene der zeldzame Belgische nijverheidstakken, waarvan de producten volkomen vrij van invoerrechten bleven, hoewel het hier geene halffabricaten geldt, bestemd om eenen lateren handenarbeid te ontvangen, maar wel afgewerkte artikelen, welke doorgaans als dusdanig ten verbruik geleverd worden.

» Deze staat van zaken heeft niet nagelaten hevige protesten uit te lokken en de belanghebbenden dringen er met nadruk op aan opdat de touwslagerij, ten zelfden titel als de andere takken der weefnijverheid, eenen steun bekomme, die haar toelate op hare eigen markt met de sterke buitenlandsche mededinging te kampen.

» Daar de aanvraag gerechtvaardigd is, werden in het nieuw tarief rechten ingeschreven, welke van fr. 10.» tot fr. 20.» de 100 kil. gaan; deze rechten zijn overigens zeer gematigd vermits hunne toepassing geene 8 t. h. der waarde overtreft, en soms onder deze grens blijft.

» Men weet dat de garens en bindgarens van vlas, hennep enz., van minder dan 2 millimeter doorsnede en geconditioneerd voor den verkoop in 't klein vroeger tegen 8 t. h. naar de waarde belast waren, recht dat met ingang van 1 October 1912 door gelijkwaardige specifieke rechten vervangen werd » (*Mem. v. Toel.*, bl. 51).

N^o 602. Touwwerk van dierlijke vezels.

Tariefontwerp : 100 kil. 20 × 4.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 601.

AFDEELING IX.

Kleedingstukken, Linnengoed en allerlei vervaardigde voorwerpen.

*Analytische samenvatting.*1 klasse, n^o 606 tot 632 : 80 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van rechten	1	»
Getaxeerd :		
Waarde	35	33
Specifiek recht	44	47
	<u>79</u>	<u>80</u>
	79	80
	<u>80</u>	<u>80</u>

Het artikel, onder het huidig tarief vrijgesteld, door het tariefontwerp getaxeerd, is begrepen onder n^o 617.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht alleen : 13 categorieën.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Recht.	Coëfficiënten.	Recht.	Coëfficiënten.
N ^o 609. Breiwerk van loutere zijde en breiwerk vermengd met zijde.	waarde	20 t. h.	—	48 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 20 t. h.					
N ^o 611. Manskleederen, elders niet genoemd, noch begrepen : van zijde of gedeeltelijk van zijde, of met versiersels.	id.	20 t. h.	—	48 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 en 20 t. h.					
N ^o 612. Vrouwenkleederen elders niet genoemd noch begrepen : van zijde of gedeeltelijk van zijde, of met versiersels.	id.	20 t. h.	—	48 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 20 t. h.					

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Grondslag.	Recht.	Coëfficiënt.	Recht.	Coëfficiënt.
— — — — —					
Nr 613. Keurslijven :					
a) van katoen, wol, vlas of hennep, effen, zonder waaierstukken noch bezetsel.	per stuk waarde	— 20 t. h.	— —	0 60 —	4 —
b) van katoen, wol, vlas of hennep, met bezetsel en waaierstukken	per stuk waarde	— 20 t. h.	— —	0 73 —	4 —
c) van gemengde zijde of niet, met of zonder waaierstukken of bezetsel.	per stuk waarde	— 20 t. h.	— —	1 25 —	4 —
Huidig tarief : waarde 15 en 20 t. h.					
Ex 615. Manshoeden : van zijde of gedeeltelijk van zijde					
	per stuk waarde	— 20 t. h.	— —	1 50 —	3 —
Huidig tarief : waarde 20 t. h.					
Ex 616. Vrouwenhoeden : van zijde of gedeeltelijk van zijde, of met versiersels					
	waarde	20 t. h.	—	18 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 20 t. h.					
Ex 620. Zakdoeken, halsdoekjes en halsdoeken : zijde bevattend of met versiersels.					
	waarde	20 t. h.	—	18 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 en 20 t. h.					
Nr 621. Dassen van allen aard.					
	waarde	20 t. h.	—	18 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 en 20 t. h.					
Nr 622. Losse halsboordjes en manchetten, borsten en voorhemden.					
	waarde	20 t. h.	—	15 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 en 20 t. h.					
Ex 624. Dekens en spreien, voor bedden of voor andere gebruiken ⁽¹⁾ :					
b) andere (namelijk deze met versiersels	waarde	20 t. h.	—	18 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 en 20 t. h.					
⁽¹⁾ Ter uitzondering der dekens gemaakt uit twee opeengelegde weefsels en der gewatteerde of opgevulde dekens.					
Ex 626. Kuntsbloemen, -loofwerk en -fruit, voor modewerken, en dergelijke artikelen voor versieringen van zijde of gedeeltelijk van zijde.					
	waarde	20 t. h.	—	15 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 20 t. h.					

N° 627. Sierpluimen.

Tariefontwerp :

- a) enkel ontleurd, gebleekt of geverfd waarde 5 t. h.
 b) toegereed of opgemaakt waarde 15 t. h.

Huidig tarief :

- a) vrij.
 b) waarde 15 t. h.

« De vrijstelling, welke de enkel ontkleurde, gebleekte of geverfde pluimen genieten, is op geenerlei wijze te rechtvaardigen, indien men bedenkt dat deze artikelen, dikwijls zooals zij zijn, of na eenen geringen aanpassingsarbeid te hebben ondergaan, tot het tooien gebruikt worden.

» Deze vrijstelling is dus afgeschaft en vervangen door het matig recht van 5 t. h. *ad valorem*, en zulks geheel ten voordeele der Belgische nijveraars, die ruwe pluimen koopen om ze te ontkleuren, te bleeken of te verven. » (*Mem. van Toel.*, bl. 56.)

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van 15 op 10 t. h.

		Minimum tarief	Aan Frankrijk toegestaan tarief.
N° 628. Artikelen vervaardigd uit pluimen (boa's en dergelijke artikelen)	Waarde	20 t. h.	15 t. h.
Huidig tarief : waarde 15 t. h.			

AFDEELING X

Hout en fabrikaten van hout; werken van kurk.

*Analytische samenvatting.*1 klasse, n^o 633 tot 698 : 103 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht	9	5
Getaxeerd :		
Waarde	71	19
Specifiek recht	23	79
	<u>94</u>	<u>98</u>
	94	98
	<u>103</u>	<u>103</u>

De onder het huidige tarief van rechten vrijgestelde en door het tariefontwerp getaxeerde artikelen, zijn begrepen in de artikelen 637, 642, 646 en 655.

De Regeering stelt amendementen voor bij de n^o 633, 638, 650.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht alleen	6 categorieën.
Coëfficiënt alleen.	7 id.
	<u>13 id.</u>

N^o 633. Timmer- en meubelhout, in de schors of ongezaagd in de lengte, of enkel met bijl vierkant behakt.

Tariefontwerp : kub. met. 1 × 3

Huidig tarief : kub. met. 1 × (2 — 3)

De Regeering stelt eene wijziging voor bij n^o 633.

« Volgens den oorspronkelijken tekst viel niet enkel het hout in de schors, maar ook het *met de bijl vierkant behakt hout* onder dit nummer. Dit laatste hout heeft doorgaans eene veel hoogere waarde dan dat in de schors en daarom wordt voorgeslagen het gelijk te stellen met de gezaagde balken die tot n^o 638 behooren. »

Tekst van het amendement :

Timmer- en meubelhout, in de schors of ongezaagd in de lengte, *met of zonder schors, maar niet vierkant behakt*. kub. met. 3 4 3

De gewijzigde tekst werd door de Commissie goedgekeurd.

N° 637. Houtskool, zelfs in poeder; houtskoolbriketten.

Tariefontwerp : 100 kil. 1 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

« Het geldt hier een in België vervaardigd product dat het matig recht van 1 frank de 100 kil., in het ontwerp van tarief vermeld, kan dragen. Dit recht is gelijk aan hetgene dat, voor hetzelfde product, door het Fransch minimum-tarief voorzien wordt. » (*M. T.* bl. 58.)

N° 638. Gezaagt hout, eene dikte hebbende :

Tariefontwerp :

van meer dan 25 centimeter	Kubieke meter	2 × 3
van meer dan 8 centimeter tot 25 centimeter	Id.	4 × 3
van meer dan 3.5 centimeter tot 8 centimeter	Id.	6 × 3
van 3.5 centimeter en minder.	Id.	8 × 3

Huidig tarief : m³ 1 — 2 — 6 met coëfficiënten van 2.5, 3 en 4.

De « Union des Importateurs de bois en Belgique » heeft zich bezwaard tegen zulke indeeling, die zij te ingewikkeld acht en die, volgens haar, den handel moeilijkheden zou berokkenen en bedrog bij het inklaren zou verwekken.

Gemelde vereeniging stelt voor, het ontwerp te vereenvoudigen met enkel twee categorieën in te stellen (op 15 centimeter en meer, en op minder dan 15 centimeter gezaagd), met onderscheidenlijke grondslag-rechten van 5 en 7 frank per kubieken meter, ter vervanging der oorspronkelijke cijfers 2, 4, 6 en 8 frank per kubieken meter.

Na grondig onderzoek meent men dat het request der betrokken importeurs inwilliging verdient; de volgende tekst wordt bij wijze van amendement voorgesteld :

Gezaagd hout, elders niet genoemd :

- a) Balken en balkjes, gezaagd, van 15 centimeter of meer dikte, met inbegrip van het hout vierkant behakt met de bijl, van alle dikte Kubieke meter 15 » 5 » 3 »
- b) Ander id. 21 » 7 » 3 »

N° 642 Hoephout (hout voorbereid voor hoepels van vaten) : vervaardigde hoepels, in bussels of in kronen :

Tariefontwerp : 100 kil. 0.50 × 3.

Huidig tarief : Vrij,

« Op deze producten is een zeer gemachtigd recht geheven in verhouding tot den onderganen handenarbeid. » (*M. T.* bl. 60.)

N° 646. Houtdraad of houtwol, zelfs geverfd of in koorden; houtspaanders voor de klaring van vloeistoffen.

Tariefontwerp : 100 kil. 1 × 3.

Huidig tarief : Vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 642

N^o 647. Timmer- en meubelhout, geschaafd, met inbegrip van het hout voorzien van groeven of messingen :

Tariefontwerp : 100 kil. 3×3.5 .

Huidig tarief : m³ 1 — 9 met coëfficiënt 3 of 5.

Het huidig tarief maakt een onderscheid tusschen het eikenhout en het notenhout en het ander timmer- en meubelhout; de eerste soorten getaxeerd aan 1 frank per kubieke meter, de andere aan 9 frank.

Het ontwerp doet het verschil wegvallen zooals werd gedaan voor het gezaagd hout.

Wat betreft het beloop van het recht, dit werd, volgens de Memorie van Toelichting, dusdanig gevestigd dat het rekening houdt met het verschil in den handenarbeid tusschen het gezaagd en het geschaafd hout.

Het Landbouwmance van het kanton Florenville doet opmerken dat de nieuwe rechten fr. 10.50 de 100 kil. of 1,050 frank per 10,000 kil. zullen bedragen, hetzij op de eiken vloeren 35 maal het huidige recht en op de dennen vloeren 32 maal het huidige recht. België hangt af van het buitenland voor het dennenhout en voor de eiken vloeren.

Het verzoekschrift vraagt dat het recht wordt bepaald op 2 frank per 100 kil. zonder coëfficiënt.

De Commissie heeft inlichtingen gevraagd welke haar nog niet toegekomen zijn.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N ^o 648. Fineerhout, enkel gezaagd, gesneden of ontroid	100 kil.	10 »	3.5	10 »	2
Huidig tarief : m ³ 1 — 6 — 9 met coëfficiënt 2, 3; 3 of 5.					
N ^o 649. Bladen van fineerhout op elkan- der liggend en geplakt; bla- den van fineerhout op ander hout gelegd :					
a) ruwe.	id.	10 »	3.5	10 »	3
b) gepolijste, verlakte, geverfde of met een strijksel bedekt	id.	20 »	3.5	20 »	3
Huidig tarief : waarde 10 t. h.					

N^o 650. Houtdraad voor het vervaardigen van lucifers of van stores :

100 kil. 2.50×3

Huidig tarief : waarde 10 t. h.

De Regeering stelt een amendement voor op den tekst van dit artikel :
« wijziging van louter technischen aard », zegt de Verklarende Nota.

Tekst van het amendement :

Hout in draden of sneden voor het vervaardigen van lucifers of van stores.

100 kil. 7.50 2.50 3

De gewijzigde tekst werd aangenomen.

N^o 655. Houten drukletters.

Tariefontwerp : waarde 10 t. h.

Huidig tarief : exempts.

« De thans vrijgestelde houten drukletters worden, tenzelfden titel als de algemeenheid der werken in hout, aan het recht van 10 t. h. ad valorem onderworpen. » (*Mem. van Toel.*, bl. 59.)

	Grondslagen.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Ex 668. Vaten, kuipen en kuipjes, al dan niet gemonteerd, met inbegrip van de duigen en bodems, afgewerkt, in eikenhout, nieuwe . . .	100 kil.	5 »	3.5	5 »	3
Huidig tarief : 100 kil. 5 × 3.					

N^o 681. Keukengereedschap in gewoon hout, niet vernist, niet geverfd.

Tariefontwerp : 100 kil. 20 × 4.

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

Welke betrekking is er tusschen het huidige recht naar de waarde en het voorgesteld specifiek recht?

De « Ligue des Quinecailliers et Marchands de fer belges » vestigt de aandacht op de onder dit nummer getaxeerde linnenknijpers; voor deze artikelen, zeggen zij, bestaat er in België slechts een fabriek; zij brengt maar weinig voort en die voortbrenging is lange maanden vooraf verkocht.

In het laatste seizoen werden de Zweedsche linnenknijpers gekocht tegen fr. 2.95 de grosse, wat 44 centiem als rechten opleverde. Welnu, de linnenknijpers met 4 spiraalwendingen wegen per kist van 50 grossen : bruto 70 kil. en netto 55 kil., wat 44 frank de 50 grossen geeft; het recht zal 88 centiem per grosse bedragen in plaats van 44 centiem, dus 30 t. h. minimum der waarde.

Sommige leden hebben voorgesteld, het huidige recht *ad valorem* te handhaven.

De Commissie vroeg uitleggingen aan het Beheer. Dit verklaarde dat het specifiek recht werd voorgesteld om reden van het zeer groot onderscheid van voorwerpen, onder deze rubriek begrepen, en om de zeer groote moeilijkheid die er voor de douanebeambten bestaat om de waarde van elk dezer voorwerpen vast te stellen; het voegt er bij dat, volgens zijne opzoekingen, het vermeld artikel — inzonderheid in het geheel van die welke onder n^o 681 zijn getaxeerd — een uitzondering uitmaakte en dat zijn invoer niet belangrijk genoeg was om eene wijziging der voorgestelde taxatie te wettigen.

Met 7 tegen 3 stemmen heeft de Commissie n^o 681 aangenomen, zooals het in het tariefontwerp is vermeld.

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Grondslag.	Rechten.	Coefficient.	Rechten.	Coefficient.
Ex 684. Pijpen, pijpestelen, sigaren- en sigarettenpijpjes in hout :					
a) gansch in hout	waarde	15 t. h.	—	12 t. h.	—
c) anders gemonteerd	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 p. c.					
Ex 685. Stores in houtdraad					
	id.	10 en 15 t. h.	—	10 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 10 en 15 t. h.					
689. Schijfjes in natuurlijk kurk of in gemalen en samengeperst kurk voor inwendig beslag van metallenen stoppen.					
	100 kil.	60 "	4	60 "	3
Huidig tarief : waarde 5 t. h.					
690. Kurk tot planken, platen, teerlingen, vierkanten of bladen, bereid en gesneden, elders niet genoemd, noch begrepen					
	id.	30 "	3	20 "	3
Huidig tarief : vrij; waarde 15 t. h.					
691. Schijven, schijfjes en wielen in kurk, om het glas te polijsten.					
	id.	30 "	3	20 "	3
Huidig tarief : waarde 5 t. h.					
693. Stoppen in kurk					
	id.	40 "	4	40 "	3
Huidig tarief : 100 kil. 40 × 3					
Ex 698. Zolen, hieltjes, handvatsels voor rijwielen, tapijtjes voor het bad, in kurk					
	waarde	15 t. h.	—	12 t. h.	—
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					

AFDEELING XI

Caoutchouc en werken in caoutchouc.

*Aanalytische samenvatting.*1 klasse, n^o 699 tot 721 : 31 categorieën.

	Bestaande tarief :	Tariefontwerp :
Vrijgesteld van rechten	4	1
Belast :		
Waarde	25	7
Specifiek recht	2	23
	<u>27</u>	<u>30</u>
	27	30
	<u>31</u>	<u>31</u>

De categorieën, die onder het bestaande tarief vrij zijn van rechten en belast worden door het tariefontwerp, staan vermeld onder de nummers 699 en 703.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Rechten en coëfficiënten.	1 categorie.
Rechten alleen	3 id.
Coëfficiënten alleen	9 id.
	<u>13 id.</u>

N^o 699. Caoutchouc in oplossing.

Tariefontwerp :

- a) ingevoerd in allerlei recipiënten, met een ruw gewicht van een kilogram of minder;
100 kil. (ruw gewicht) 20×2 .
b) anders ingevoerd; 100 kil. 40×2 .

Bestaande tarief : Vrij.

« Volgens het bestaand stelsel van tolrechten, aldus de Memorie van Toelichting, worden het caoutchouc in oplossing, het caoutchouc in bladen niet op maat gesneden voor een bepaald gebruik en de niet met weefstoffen overtrokken draden in caoutchouc, — alle artikelen, welke geen *ruw* caoutchouc meer zijn — niettemin met dit laatste gelijkgesteld en genieten zij, uit dien hoofde, het regime van den vrijen invoer.

« Het nieuw tarief behoudt natuurlijk de vrijstelling voor het *ruw* caoutchouc (zie n^o 120), maar deze vrijstelling wordt niet meer tot het caoutchouc in oplossing, noch tot het caoutchouc in bladen of in draden uitgebreid. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 61.)

N^r 703. Caoutchoucdraden met cirkelvormige, rechthoekige, enz.

Tariefontwerp:

- a) van 3 millimeter of minder diameter of dikte, niet verbonden met spinsels, 100 kil. 10 × 2.
 b) overtrokken met zijde of met spinsels welke zijde bevatten, 100 kil. 50 × 2.
 c) overtrokken met andere spinsels, 100 kil. 30 × 2.

Huidig tarief: a) vrij; b) en c) waarde 10 t. h.

De toepassing van het recht wordt gebillijkt door de beschouwingen onder n^r 699 vermeld. De Memorie van Toelichting voegt er aan toe: « Deze draden worden gebezigd voor de vervaardiging van sommige soorten weefsels. Het komt dus, in het belang onzer weefnijverheid, gepast voor, dat de aangeprezen rechten binnen zeer gematigde perken blijven.

« Zij stemmen overeen met een recht naar de waarde van minder dan 5. t. h. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 63.)

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.			
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.		
		—	—	—	—		
Nr 704. Banden in caoutchouc voor wiel- len van voertuigen :							
a) Volle banden	100 kil.	80	»	3	80	»	1.25
b) Luchtbanden :							
1. Buitenbanden voor automobielen en motorrijwielen :							
a) met zool in leder voorzien van ijzerbeslag of anders met ijzer beslagen . . .	id.	150	»	3	150	»	1.5
b) andere	id.	140	»	3	140	»	2
2. Buitenbanden voor andere voertuigen	id.	120	»	3	120	»	1.5
3. Buitenbanden :							
a) voor automobielen en motorrijwielen	id.	200	»	3	200	»	—
b) voor andere voertuigen . . .	id.	200	»	3	200	»	1.5
Huidig tarief : waarde 12 t. h.							

Huidig tarief: waarde 12 t. h.

N^r 705. Riemen voor machines, in caoutchouc, gutta-percha, balata, en andere dergelijke stoffen, zelfs met weefsels verbonden of met tusschengevoegd weefsel . . .

id. 50 » 3 50 » 2.5

Huidig tarief: 100 kil. 30 × 3.

N^r 708. Ballons en dubbele ballons; spuitpijpjes, clysopompen en klis-teertrechters, vingerlingen, sponzen; inspuiters, irrigators, moederkransen, peren voor inspuiting of inblazing; peer-vormige blazers voor toethorens; zakinalators, slokdarmsondes, en urethrasondes, spuiten, handschoenen, spenen en dergelijke artikelen . . .

id. 300 » 4 240 » —

Huidig tarief: waarde 10 t. h.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Tarief aan Frankrijk toegestaan.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Nr 709. Banden voor biljarten . . .	100 kil.	120 »	3	120 »	1.5
Bestaande tarief : waarde 10 t. h.					
Nr 711. Blokken en schijfjes voor schokkenverzachting; blokken voor remmen van rijtuigen of andere voertuigen	id.	60 »	3	60 »	1.5
Bestaande tarief : waarde 10 t. h.					
Nr 714. Luchtkussens, luchtmatrassen en luchttoorkussens; waterflesschen, ijszakjes, pneumatische vlotbootjes en dergelijke artikelen	id.	300 »	4	240 »	—
Bestaande tarief : waarde 10 t. h.					
Nr 715. Speeltuigen en speelgoed; ballen en luchtballen voor kaartsspeelen en andere, zelfs met leder of met weefsel overtrokken .	waarde	20 t. h.	—	15 t. h.	—
Bestaande tarief : waarde 20 t. h.					
Nr 718. Tabletterie van verhard caoutchouc, omvattende namelijk de voorwerpen gebruikt als juweelen of bestemd voor het tooisel (ringen, halssnoeren, borstspelden, kruisen, uurwerkkettingen, kammen, enz.); rookgerief met of zonder montuur van gewoon metaal; de wandelstokken, de regels en ander dergelijke kleine voorwerpen elders niet genoemd, noch begrepen	waarde	15 t. h.	—	15 t. h.	—
Bestaande tarief : waarde 10 en 15 t. h.					
Nr 720. Tapijten voor kamers en gangen, matten, enz.	100 kil.	60 »	4	60 »	3
Bestaande tarief : waarde 10 t. h.					
Nr 721. Werken van caoutchouc, elders niet genoemd, noch begrepen.					
Tariefontwerp : waarde 10 t. h.					
Bestaande tarief : waarde 10 t. h.					

De Overeenkomst met Frankrijk brengt slechts wijziging in n^o 721; zij vermeldt « namelijk de radeergoms ».

AFDEELING XII.

Papier en zijne toepassingen.

Analytische samenvatting.

2 klassen, n° 722 tot 784 : 128 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht	8	8
Getaxeerd :		
Waarde	37	9
Specifiek recht	83	111
	<u>120</u>	<u>120</u>
	120	120
	<u>128</u>	<u>128</u>

De Regeering stelt amendementen voor op de n° 728, 729, 730, 733, 734, 741, 751, 752, 753, 754, 761.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht en coëfficiënt	34 categorieën.
Recht alleen	3 id.
Coëfficiënt alleen	15 id.
	<u>52</u> id.

N° 728 Gemeen pakpapier, in bladen of in rollen, wegende van 50 tot en zonder 200 gram per vierkanten meter :

Tariefontwerp :

- a) In zuivere cellulose, half wit of gekleurd . . . 100 kil. 3 × 3
 b) Ander 100 kil. 4 × 3

Huidig tarief : 100 kil. a et b 4 × 4.

Het onderscheid te maken tusschen de beide rubrieken wordt in de Memorie van Toelichting door deze algemeene bemerking gebillijkt : verschillende categorieën werden voorzien volgens den aard, den graad van voltooiing, het gewicht per vierkanten meter en de handelswaarde van het karton en het papier. De rechten staan in verhouding tot deze waarde. (*Mem. van Toel.*, bl. 64.)

De Regeering stelt een amendement voor; zij wijzigt in den tekst het gewicht en verwijdt uit dit nummer litt. *a* om het over te brengen op n^o 733, litt. *b*.

De verklarende nota luidt als volgt :

« Om op eene aanvraag van verschillende invoerders van papier in te gaan, wordt de draagwijdte der rubriek uitgebreid om er ook de artikelen tusschen 40 en 50 gram in op te nemen.

» Anderzijds is het papier bedoeld onder litt. *a* van het ontwerp eigenlijk geen gemeen pakpapier, het wordt naar n^o 733, litt. *b*, overgebracht. »

Tekst van het amendement :

Gemeen pakpapier ⁽¹⁾, in bladen of in rollen, wegende

van 40 tot en zonder 300 gram per vierkanten meter. 100 kil. 12 » 4 » 3 »

(1) Worden als dusdanig beschouwd, het grof bezwaard pakpapier, zelfs op eene zijde gesatineerd, min of meer gelijkmd, dat doorgaans niet gebezigd wordt als drukpapier, als vloeipapier, als schrijfpapier of als tekenpapier.

N^o 729. **Pakpapier, vernist of met eene laag teer bedekt (gewast genoemd), in bladen of in rollen, wegende van 50 tot en zonder 200 gram per vierkanten meter.**

Tariefontwerp : 100 kil. 3 × 3.

Huidig tarief : 100 kil. 4 × 3.

De verhooging van het recht is gegrond op de hierboven in n^o 728 aangegeven reden.

De Regeering stelt voor, voor de reden in n^o 728, in den tekst de vermeldingen betreffende het gewicht te wijzigen.

Tekst van het amendement :

Pakpapier, vernist of met eene laag teer bedekt (gewast genoemd), in bladen of in rollen, wegende van 40 tot en zonder

300 gram per vierkanten meter . . . 100 kil. 15 » 5 » 3 »

N^o 730. **Pakpapier of pakkarton, in bladen of in rollen, al dan niet met eene laag teer bedekt (gewast genoemd), al dan niet vernist, versterkt met weefsel of met tusschenvoeging van weefsel, zelfs metallisch.**

Tariefontwerp : 100 kil. 6 × 3.

Huidig tarief : waarde 10 t. h.

De Regeering stelt voor het woord *gemeen* toe te voegen, ten einde, zegt de verklarende nota, de beteekenis van den post te verduidelijken.

Tekst van het amendement :

Gemeen pakpapier of pakkarton, in bladen of in rollen, al dan niet met eene laag teer bedekt (gewast genoemd), al dan niet vernist, versterkt met weefsel of met tusschenvoeging van weefsels, zelfs metallisch.

100 kil. 18 » 6 » 3 »

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toeges'aan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N ^o 731. Gemeen pakpapier pakkarton, in bladen of in rollen, gegolfd, gegaufreerd, geplooid, gefronst, zelfs met een ander blad papier versterkt.	100 kil.	6 »	4	6 »	3

Huidig tarief : 100 kil. 4×5 en waarde 15 t. h.

N^o 733. Simili-gezwavelzuurd papier; ongebleekt perkamentachtig papier waarin mechanisch houtdeeg voorkomt, in rollen of in bladen, wegende van 50 tot en zonder 200 gram per vierkanten meter.

Tariefontwerp : 100 kil. 7×3 .

Huidig tarief : 100 kil. 4×5 .

Zie Memorie van Toelichting, n^o 729.

De Regering stelt voor, evenals in de n^os 528 en 733 en om dezelfde redenen, het gewicht te wijzigen in den tekst; zij stelt een tweede wijziging voor als gevolg van die aan den tekst van n^o 729 toegebracht.

Tekst van het amendement :

Pakpapier *elders niet genoemd*, in bladen of in rollen wegende van 40 tot en zonder 300 gram per vierkanten meter :

a) Simili-gezwavelzuurd papier gezegd « grease-proof »	100 kil.	21	7	3
b) Ander	100 kil.	15	5	3

N^o 734. Papier voor dagbladen ⁽¹⁾.

Tariefontwerp	100 kil.	4×2
Huidig tarief	100 kil.	2×2

⁽¹⁾ « Om tot dit recht toegelaten te worden, moet het papier, ten opzichte van de soort en den staat waarin het ingevoerd wordt, voldoen aan de door den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden.

« Daar de gemiddelde waarde van dit papier sedert 1913 vervijfdubbeld is, zegt de Memorie van Toelichting, schijnt het niet overdreven het bedrag van het recht van 2 frank op 4 frank te brengen. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 66.)

De vereeniging der Brusselsche dagbladschrijvers vraagt dat het invoerrecht op het krantenpapier niet boven 4 centiem per kil. wordt gesteld en dat de coëfficiënt 2 slechts wordt toegepast met het huidig tarief van 2 centiem per kil. als grondslag te nemen.

De Regering stelt een amendement voor, dat zij aldus toelicht in de verklarende nota :

« Bij de wet van 30 Augustus 1913 werd het recht van 4 frank per 100 kil. op het ander papier in 't algemeen, voor het papier van dagbladen tot 2 frank teruggebracht.

» Dit laatste recht is gebleven tot 11 April 1921, van welken datum af het bezwaard werd met den coëfficiënt 2, overeenkomstig het Koninklijk besluit van 31 Maart daartevoren.

» Volgens het ontwerp van tarief zou bewust papier, in minimum,

belast worden tegen een grondslagrecht van 4 frank met coëfficiënt 2, zegge te zamen 8 frank per 100 kilogram.

» Afgaande op de gegevens der handelsstatistiek, ziet men dat het papier voor dagbladen einde 1913 ongeveer fr. 0.27 per kilogram, in September 1923 daarentegen gemiddeld fr. 1.48 per kilogram waard was.

» De werkelijke coëfficiënt van de waardeverhooging is dus ongeveer 5,5 en om den voorooologschen belastingdruk naar de waarde te behouden, zou het recht logischerwijze tot 14 frank de 100 kilogram moeten opgevoerd worden.

» Op te merken valt evenwel dat de prijs der kranten, evenals die der publiciteit, niet in dezelfde verhouding als de waarde van het papier gestegen zijn. Met inachtneming van die omstandigheid en uit aanmerking der bij het Departement van Financiën ingediende bezwaarschriften, wordt voorgesteld terug te komen tot het vroeger grondslagrecht van 2 frank, en daarop den coëfficiënt 3, die vergeleken met den werkelijken coëfficiënt zeer gematigd is, toe te passen. »

Tekst van het amendement :

Papier voor dagbladen (1) 100 kil. 6 » 2 » 3 »

(1) Om tot *dit recht* toegelaten te worden, moet het papier, ten opzichte van de soort en den staat waarin het ingevoerd wordt, voldoen aan de door den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden.

De Commissie is tot dit amendement niet toegetreden; zij heeft het zoowel door het tariefontwerp als door het amendement voorgestelde recht afgewezen; zij stelt aan de Kamer voor het huidige recht en den huidige coëfficiënt te handhaven :

Papier voor dagbladen 100 kil. 6 » 2 » 2 »

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk. Toegestaan tarief.	
		Rechten. Fr. c.	Coëfficiënten.	Rechten. Fr. c.	Coëfficiënten.
N ^o 735. Sigarettenpapier, zelfs bedrukt gekurkt of gemetaliseerd :					
a) in boeken, in buisjes of op formaat gesneden.	100 kil.	60 »	4	60 »	2.5
b) ander.	id.	20 »	4	20 »	2.5

Huidig tarief :

a) waarde 15 t. h.;

b) 100 kil. 4 × 5;

18 — 35 — 60 met coëfficiënt 4.

N^o 741. Papier en karton, voor lichtdruk vatbaar gemaakt.**Tariefontwerp :**

a) Met ijzerzouten (ferro-prussiaat, cyano-ijzer, ijzergallaat) 100 kil. 30 » 4 »

b) Met zilver- of platinazouten en andere :

1. Wegende minder dan 180 gram per vierkanten meter id. 150 » 4 »
2. Wegende 180 gram of meer per vierkanten meter id. 100 » 4 »
3. Ingevoerd in rollen of klossen van ten minste 50 kilogram, voor nijverheidsgebruiken ⁽¹⁾ id. 45 » 4 »

Huidig tarief : waarde 15 p. c.

⁽¹⁾ Wordt slechts in deze categorie toegelaten, het photokarton wegende ten minste 250 gram per vierkanten meter en waarvoor, ten genoegen der douane, bewezen wordt dat het werkelijk tot een nijverheidsgebruik bestemd is.

« Dit eenig recht wordt in specifieke rechten omgezet waarbij rekening gehouden wordt met de wijzen van fabricage en met de bestemming der producten. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 67.)

Een aan de Commissie overhandigde nota vraagt drie wijzigingen aan dit nummer :

- 1^o Het gewicht van 220 gr. in de plaats van 180 gr. bij litt. b, n^{os} 1 et 2;
- 2^o De vermindering van den coëfficiënt van 4 op 3.75 in dezelfde categorieën b, 1 et 2;
- 3^o De wijziging van litt. b, 3, ten einde het papier 220 gram wegende of meer per vierkanten meter uit te sluiten.

De Regeering stelt bij amendement voor den tekst van litt. b, 1 en 2, te wijzigen :

« Volgens ingewonnen inlichtingen, zegt zij, ware het juister het gewicht van 180 gram, dat de grens tusschen beide nummers vormt, tot 220 op te voeren. »

Tekst van het amendement :**Papier en karton, voor lichtdruk vatbaar gemaakt :**

b) Met zilver- of platinazouten en andere :

1. Wegende minder dan 220 gram per vierkanten meter 100 kil. 450 150 4
2. Wegende 220 gram of meer per vierkanten meter 100 kil. 300 100 4
3. Ingevoerd in rollen of klossen van ten minste 50 kilogram, voor nijverheidsgebruiken ⁽¹⁾ 100 kil. 135 45 4

⁽¹⁾ Deze nota te behouden.

De Commissie heeft den tekst gehandhaafd van het tariefontwerp gewijzigd door het Regeeringsamendement.

N^o 742. Geregeld, gelijnd of gestreept papier voor registers, schrijfboeken, muziek, enz. id. 12 » 4 12 » 3.5

Huidig tarief : 100 kil. 4 × 5.

N° 744. Behangselpapier :

Tariefontwerp :

a) Speciaal (1). 100 kil. 25 × 4

b) Gewoon :

1. Op natuurlijke grond. 100 kil. 12 × 4

2. Op papier met gekoetsten of gekleurden grond. 100 kil. 18 × 4

Huidig tarief :

a) 100 kil. 8 × 3.

b) 100 kil. 8 × 3.

Een lid van de Commissie heeft voorgesteld voor de gewone behangselpapieren het bedrag van het huidig tarief te behouden.

Er werd opgemerkt dat in 't algemeen het gewicht van het papier in verhouding is met zijne hoedanigheid.

De Commissie heeft den tekst van n° 744 uit het ontwerp aangenomen.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N° 747. Papier en karton, gekoetst of geëmailleerd, in 't wit of in kleur	100 kil.	10 »	4	10 »	3
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 3.					
N° 748. Geleistof-, eiwitstof-, stearine of paraffinehoudend papier, wegende per vierkanten meter :					
a) minder dan 50 gram	id.	13 »	4	13 »	3.5
b) 50 gram of meer	id.	12 »	4	12 »	3.5
Huidig tarief : a en b 100 kil. 4 × 3.					
N° 749. Ivoorkarton, bristolkarton en dergelijke	id.	10 »	4	10 »	3.5
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 3.					
N° 750. Handpapier (met de handvormen geschept)	id.	20 »	4	20 »	3
Huidig tarief : 100 kil. 4 met coëfficiënt 4 of 5.					
N° 751. Speciaal papier en karton, in bladen of in rollen, elders niet genoemd, zooals gemarmerd, geaderd, geïndienneerd, verguld, verzilverd, gemetalliseerd, tweekleurig, fluweelig, glimmerachtig, gevlamd, met hout, met kurk bekleed, geolied, vernist, gewast, gegomd, ge-gaufreerd, gekorrelt, gegolfd, fijn geplooid, gefronst, gestampt, enz., papier en karton.	id.	45 »	4	15 »	4
Tariefontwerp : 100 kil. 15 × 4.					
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 3.					

Papierfabrikanten vragen in den tekst de woorden « MET WEEFSEL VERSTERKT » te lusschen.

Ingevolge deze opmerking, stelt de Regeering voor den tekst van n° 751 te wijzigen als volgt : « Afgezien van de gemeene artikelen, die onder n° 730 vallen, behoort het papier dat met weefsel versterkt is of

waar weefsel tusseengevoegd is logischerwijze tot de categorie van het speciaal papier en karton van n^o 751. »

Tekst van het amendement :

Speciaal papier en karton, in bladen of in rollen, elders niet genoemd, zoals het papier en karton : gemarmerd, geaderd, geïndienneerd, verguld, verzilverd, gemetaliseerd, tweekleurig, fluweelig, glimmerachtig, gevamd met hout, met kurk bekleed, geolied, verniis, gewast, gegomd, gegaufreerd, gekorrelid, gegolfd, fijn geplooid, gefronst, gestampt, met weefsel versterkt of met tusseenvoeging van weefsel, enz. 100 kil. 15 » 4

De Commissie heeft den gewijzigden tekst goedgekeurd.

N^o 752. Papier en karton niet genoemd, waarin geen mechanisch houtdeeg voorkomt, in rollen van meer dan 15 centimeter breedte of in bladen, wegende per vierkanten meter :

Tariefontwerp :

a) minder dan 50 gram	100 kil.	12 × 3
b) van 50 tot 200 gram	100 kil.	10 × 3
c) 200 gram en meer	100 kil.	8 × 3
Huidig tarief : a, b et c	100 kil.	4 × 4

« Om in den aanslag evenredigheid te brengen, werd een onderscheid gemaakt waarbij verschillende rechten in verband met de gemiddelde waarde der producten gevestigd werden. De voorgestelde rechten bedragen ongeveer 10 t. h. *ad valorem*. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 68.)

« Ingevolge verscheidene aan het Departement van Financiën gerichte bezwaarschriften, heeft de Regeering bevonden dat de aanvankelijk onder litt. a en b vastgestelde gewichtsgrens voordeelig zou kunnen gewijzigd worden.

» De vooropgezette verandering heeft tot gevolg dat de in het ontwerp voorziene rechten verminderen, wat betreft het papier, dat van 40 tot 50 gram per vierkanten meter weegt. » (*Verklarende nota.*)

Tekst van het amendement :

Papier en karton niet genoemd, waarin geen mechanisch houtdeeg voorkomt, in rollen hebbende niet minder dan 15 centimeter breedte, of in bladen, wegende per vierkanten meter :

a) minder dan 40 gram	100 kil.	36	12	3
b) van 40 tot 200 gram	100 kil.	30	10	3
c) 200 gram en meer	100 kil.	24	8	3

De Commissie heeft den gewijzigden tekst aangenomen.

N^o 753. Papier et karton niet genoemd, waarin mechanisch houtdeeg voorkomt, in rollen van meer dan 15 centimeter breedte of in bladen, wegende per vierkanten meter :

Tariefontwerp :

a) minder dan 50 gram	100 kil.	8 × 3
b) van 50 tot 200 gram	100 kil.	7 × 3
c) 200 gram en meer	100 kil.	6 × 3
Huidig tarief : 100 kil.	4 × 4.	

« De gevestigde verschillen hebben voor doel het recht in verband te brengen met de gemiddelde waarde der producten. De voorgestelde rechten bedragen ongeveer 10 t. h. *ad valorem*. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 68.)

Voor de redenen vermeld onder n° 752, stelt de Regeering eene wijziging van gewicht voor, aangeduid litt. *a* en *b*.

Tekst van het amendement.

Papier en karton niet genoemd, waarin méchanisch houtdeeg voorkomt, in rollen hebbende niet minder dan 13 centimeter breedte of in bladen, wegende per vierkanten meter :

a) Minder dan 40 gram	100 kil.	24 »	8 »	3 »
b) Van 40 tot 200 gram	100 kil.	24 »	7 »	3 »
c) 200 gram en meer	100 kil.	18 »	6 »	3 »

De Commissie heeft den gewijzigden tekst aangenomen.

N° 754. Papier en karton, ingevoerd in rollen of in banden van 15 centimeter of minder breedte.

Tariefontwerp : Rechten van papier en karton, volgens soort, met verhooging van : 100 kil. 2.00

Huidig tarief : 100 kil. 4 met coëfficiënt 3, 4 of 5; waarde 15 t. h.

« Sommige papier- en kartonsoorten worden vóór hunnen invoer, in banden of in rollen gesneden. Deze bewerking brengt eene waardevermeerdering mede welke een bijrecht van 2 frank de 100 kil. ruimschoots billijkt. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 68.)

Sommige invoerders hebben doen gelden dat het voordeelig ware de grens van 15 centimeter tot 13 te verlagen. De gegrondheid van dat request wordt door de Regeering erkend en er wordt dan ook voorgesteld er in te bewilligen.

Tekst van het amendement :

Papier en karton, ingevoerd in rollen of in banden van minder dan 13 centimeter breedte.

Recht van het papier en het karton, volgens de soort, met verhooging van 100 kil. 6 2 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Coëfficiënt van het papier en het karton, volgens de soort.

N° 755. Registers, schrijfboeken, bestelling- en kantoorboeken, zakboekjes, agenda's, brieventasschen, geldtasschen, albums voor portretten, prenten of postkaarten, albums voor gedichten, buvards, onderleggers (bij schrijven), omslagen voor boeken, voor het boekbinden, en alle dergelijke artikelen, zelfs gedrukt :

Tariefontwerp :

a) van papier of karton, geheel of gedeeltelijk overtrokken of versierd :

1. met leder of met vel waarde 20 t. h.

2. met ivoor, paarlemoer, celluloid en dergelijke plastische stoffen . . . 100 kil. 150 × 4

3. met weefsels 100 kil. 35 × 4

b) uitsluitend van papier of karton . . . 100 kil. 20 × 4

Huidig tarief :

100 kil. 4 × 5; 18-35-30-60 met coëfficiënt 4; waarde 5-15 t. h.

De Overeenkomst met Frankrijk voegt aan den tekst van het artikel de volgende nota bij :

« Zijn vrijgesteld van rechten de omslagen die speciaal vervaardigd zijn voor het inbinden van bepaalde boeken, dagbladen of tijdschriften, met uitsluiting der losse omslagen, genoemd *leesomslagen*. »

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Ex 757. Briefpapier, briefkaarten en briefomslagen in pakmiddelen bevattende minder dan 500 stuks en alle weelde- of fantasieartikelen.	100 kil.	60 »	4	45 »	4
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 5; 18 — 35					
— 60 met coëfficiënt 4; waarde					
15 t. h.					

N° 759. Zakken, zakjes en peperhuisjes, van gemeen pakpapier, niet bedrukt, noch versierd op om 't even welke wijze.

Tariefontwerp : 100 kil. 10×4 .

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

« Het recht van $(10 \times 4) = 40$ frank bereikt op veel na het huidig recht van 15 t. h. *ad valorem* niet. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 69).

De Memorie van Toelichting wettigt deze vermindering niet; sommige nijveraars vragen, met het oog op het handhaven van het huidig bedrag, het recht te brengen op 15×4 .

De overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt van 4 op 3; het recht, in plaats van te worden verhoogd, zal verminderd worden op $10 \times 3 = 30$ frank.

De Commissie heeft de handhaving goedgekeurd van het recht vermeld in het tariefontwerp.

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
	Fr.	c.	Fr.	c.

N^o 760. Doozen, kokers, juweelkistjes, buisjes, peperhuisjes, zakken, zakjes, tasschen, beurzen en andere dergelijke artikelen bestemd om koopwaren te verpakken, in te houden, te beschermen of aan te bieden (*) :

a) van papier of van karton, al dan niet bedrukt, geheel of gedeeltelijk overtrokken of versierd :

1. met leder	waarde	20 t. h.	—	15 t. h.	—
2. met zijde, ivoor, paarlemoer, gewoon metaal, steenen, celluloid en andere dergelijke plastische stoffen.	id.	—	—	20 t. h.	—
	100 kil.	150 »	4	—	3.5
3. met weefsels, andere dan van zijde	id.	40 »	4	40 »	3.5

b) uitsluitend van papier of van karton :

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
1. enkel gemonteerd, zonder welk ornament ook noch druksel, zelfs met scharnieren of hechtsels in gewoon metaal	100 kil.	10 »	4	10 »	3.5
2. andere, met inbegrip van degenen met drukwerk	id.	35 »	4	35 »	3.5

Huidig tarief :

a) waarde 15 t. h.

b) 1. waarde 15 t. h.

2. waarde 15 t. h. 100 kil. 18-30-60 met coëfficiënt 4.

N^r 761. Kegelvormige en rolvormige buizen, gezegd « busettes » voor de spinnerij en het twijnen.

Tariefontwerp : 100 kil. 10 × 4.

Huidig tarief : 100 kil. 12 × 6.

« In aanmerking genomen dat deze producten voor nijverheidsdoeleinden bestemd zijn, werden doorgaans lagere dan de geldende rechten voorgesteld. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 69).

De Regeering stelt een amendement voor op n^r 761.

« De producten uit papier, welke onder dien post vallen, omvatten gewone, weeke buizen en speciale buizen zooals gedrenkte, geperste, geharde, gestreepte, gegaufreerde, doorboorde, enz.

« Daar de prijzen van beide soorten vrij wat verschillen, wordt voorgesteld de rubriek te splitsen en rechten in verhouding tot de onderscheidenlijke waarden toe te passen.

« Het aanvankelijk bepaald bedrag zou gehandhaafd blijven voor de gewone buizen, terwijl op de speciale artikels in minimumtarief een recht van 16 frank per 100 kil. met coëfficiënt 4 zou komen. »

Tekst van het amendement :

Kegelvormige en rolvormige buizen (Buisjes, spoelen, preparatiebuisjes, enz.) voor de spinnerij, het twijnen en de weverij :

a) gewone, slappe	100 kil.	30 »	10 »	4
b) andere (gedrenkte, samengeperste, verharde, gestreepte, gegaufreerde, doorboorde, enz.)	100 kil.	48 »	16 »	4

N^r 775. Boeken ⁽¹⁾ en handschriften.

Tariefontwerp : vrij.

Huidig tarief : vrij.

⁽¹⁾ Met inbegrip van de geïllustreerde boeken met uitleggenden tekst, in den boekhandel als boeken beschouwd.

De overeenkomst met Frankrijk wijzigt aldus den tekst en de nota van n^r 775.

**Boeken in bladen, ingenaaid, gecar-
tonneerd of ingebonden, en hand-
schriften**

vrij.

vrij.

⁽¹⁾ Met inbegrip van in 't zwart of in kleuren geïllustreerde albums, met uitleggenden tekst, en alle werken (zelfs in losse bladen vervat in omslagen, of anders geconditionneerd) die in den boekhandel als boeken beschouwd worden.

N° 776. Periodieke kranten, ter uitsluiting van de modebladen.

Tariefontwerp : vrij.

Huidig tarief : vrij.

De overeenkomst met Frankrijk wijzigd den tekst als volgt :

Dagbladen en tijdschriften, met inbegrip der modebladen.

	Grondslag	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N^o 779. Postkaarten, prentkaarten, wenschkaarten en andere dergelijke kaarten, zelfs ingevoerd in bladen of in boekjes :					
a) met photographisch drukwerk :					
1. met de hand gekleurd	100 kil.	200 »	4	200 »	2.1
2. andere	id.	150 »	4	80 »	2.1
b) met ander drukwerk :					
1. in één kleur	id.	50 »	4	80 »	2.1
2. in twee kleuren	id.	70 »	4	120 »	2.1
3. in drie kleuren en meer of met de hand gekleurd (*).	id.	100 »	4	190 »	2.1
Huidig tarief: a) waarde 15 t. h. :					
b) 1 en 2 (18-35) $\times$ 4;					
b) 3 (18-30-60) $\times$ 4.					

N° 780. Postkaarten, prentkaarten, wenschkaarten en -brieven, prenten voor eerste communie en andere godsdienstige prenten, zakalmanakken, alle geïllustreerde fantasiekaarten, brieven en artikels elders niet genoemd, verfraaid met weefsels, linten, natuurlijke of kunstmatige bloemen, mica, celluloid of met andere soortgelijke stoffen of met aanwending van andere versiersels of prenten					
	id.	200 »	4	225 »	2.1

Huidig tarief : 100 kil. 18-35-30-60
met coëfficiënt 4; waarde 15 t. h.

N° 781. Op karton geplakte kalenders en scheurkalenders, vide-poches, courantenhangers en dergelijke artikelen :

a) in één kleur	id.	30 »	4	20 »	2.1
b) in twee kleuren	id.	50 »	4	25 »	2.1
c) in drie kleuren en meer	id.	70 »	4	60 »	2.1

Huidig tarief : 100 kil. 18-35-30-60
met coëfficiënt 4; waarde 15 t. h.

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Rechten.	Coefficienten.	Rechten.	Coefficienten.
N° 782. Drukwerken van allen aard, zonder illustratie's, elders niet genoemd, door om't even welke drukwijze verkregen, op papier, kaartpapier, of karton, wegende per vierkanten meter :				
a) minder dan 200 gram :				
1. in 1 kleur	100 kil.	25 » 4	40 » 2.1	
2. in 2 kleuren	id.	35 » 4	53 » 2.1	
3. in 3 kleuren en meer	id.	50 » 4	70 » 2.1	
b) van 200 tot 500 gram :				
1. in 1 kleur	id.	20 » 4	30 » 2.1	
2. in 2 kleuren	id.	30 » 4	40 » 2.1	
3. in 3 kleuren en meer	id.	45 » 4	50 » 2.1	
c) 500 gram en meer :				
1. in 1 kleur	id.	15 » 4	20 » 2.1	
2. in 2 kleuren	id.	25 » 4	30 » 2.1	
3. in 3 kleuren en meer	id.	40 » 4	40 » 2.1	
Huidig tarief :				
a) 1 en 2 100 kil.	$(18-35) \times 4$			
a) 3 100 kil.	$(18-60) \times 4$			
b) 1 en 2 100 kil.	18×4			
b) 3 100 kil.	$(18-30) \times 4$			
c) 1 en 2 100 kil.	18×4			
c) 3 100 kil.	$(18-30) \times 4$			

N° 783. Drukwerken van allen aard met illustratie's, elders niet genoemd, door om't even welke drukwijze verkregen, op papier, kaartpapier of karton, wegende per vierkanten meter :

a) minder dan 200 gram :				
1. in 1 kleur	100 kil.	50 » 4	30 » 2.1	
2. in 2 kleuren	id.	70 » 4	65 » 2.1	
3. in 3 kleuren en meer	id.	100 » 4	85 » 2.1	
b) van 200 tot 500 gram :				
1. in 1 kleur	id.	40 » 4	40 » 2.1	
2. in 2 kleuren	id.	60 » 4	50 » 2.1	
3. in 3 kleuren en meer	id.	90 » 4	60 » 2.1	
c) 500 gram en meer :				
1. in 1 kleur	id.	30 » 4	30 » 2.1	
2. in 2 kleuren	id.	50 » 4	40 » 2.1	
3. in 3 kleuren en meer	id.	80 » 4	50 » 2.1	

Huidig tarief :

a) 1 en 2 100 kil.	$(18-35) \times 4$			
a) 3 100 kil.	$(18-60) \times 4$			
b) 1 en 2 100 kil.	18×4			
b) 3 100 kil.	$(18-30) \times 4$			
c) 1 en 2 100 kil.	18×4			
c) 3 100 kil.	$(18-30) \times 4$			

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.		
	Rechten.	Coëfficiënt.	Rechten.	Coëfficiënt.	
	Fr. c.	—	Fr. c.	—	
N ^o 784. Prenten, vignetten, etiketten, chromos, aanplakbrieven, gravures, simili-gravures, photos, photogravures en alle prentartikelen elders niet genoemd, door om 't even welke drukwijze verkregen, op papier, kaartpapier of karton, wegende per vierkanten meter :					
a) minder dan 200 gram :					
1. in een kleur	100 kil.	75 »	4	80 »	2.1
2. in twee kleuren	id.	105 »	4	120 »	2.1
3. in drie kleuren en meer. . .	id.	150 »	4	200 »	2.1
b) van 200 tot 500 gram :					
1. in een kleur	id.	60 »	4	50 »	2.1
2. in twee kleuren	id.	90 »	4	70 »	2.1
3. in drie kleuren en meer. . .	id.	135 »	4	120 »	2.1
c) 500 gram en meer :					
1. in een kleur	id.	45 »	4	20 »	2.1
2. in twee kleuren	id.	75 »	4	25 »	2.1
3. in drie kleuren en meer. . .	id.	120 »	4	60 »	2.1
Huidig tarief :					
a) 1 en 2	100 kil.	$(18-35) \times 4$			
a) 3	100 kil.	$(18-60) \times 4$			
b) 1 en 2	100 kil.	18×4			
b) 3	100 kil.	$(18-30) \times 4$			
c) 1 en 2	100 kil.	18×4			
c) 3	100 kil.	$(18-30) \times 4$			

AFDEELING XIII

Werken in steen en andere minerale stoffen; aardewerk.

*Analytische samenvatting.*1 klasse, n^{rs} 785 tot 828 : 88 categorieën.

	Bestaande tarief :	Tariefontwerp :
Vrijgesteld van rechten	27	14
Belast :		
Waarde	45	14
Specifiek recht	16	60
	<u>61</u>	<u>74</u>
	88	88

De categorieën die in het bestaande tarief vrij zijn van rechten en door het tariefontwerp worden belast, zijn bevat in de n^{rs} 786, 793, 795, 796, 797, 805, 806, 807, 809, 812, 813, 815.

Op n^o 809 stelt de Regeering een amendement voor.

De overeenkomst met Frankrijk brengt wijziging in :

De rechten alleen	4 categorieën.
De coëfficiënten alleen	10 id.
	<u>44</u> id.

N^o 786. Lei (gewone leisteel) :

Tariefontwerp :

a) in tegels of in tafels :

1. behouwd of gezaagd vrij.
2. gepolijst 100 kil. 1×4
- b) dakleien 100 kil. 0.60×3
- c) schrijf- of teekenleien, al dan niet omlijst 100 kil. 3×4
- d) griffels 100 kil. 6×4
- e) andere werken, elders niet genoemd, noch begrepen waarde 15 t. h.

Huidig tarief :

- a) 1 en 2 vrij.
- b) 1,000 stuks 4×4 .
- c) en d) waarde 15 t. h.
- e) vrij; waarde 15 t. h.

« De vrijstelling werd afgeschaft voor de leien in *gepolijste tegels of in tafels*, zulks om rekening te houden met den daaraan verbonden handenarbeid. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 71.)

N° 789. Steenen voor scheermessen.

Tariefontwerp : 100 kil. 30×4 .

Huidig tarief : vrij; waarde : 15 t. h.

« Niet gemonteerd, zegt de Memorie van Toelichting, zijn deze artikelen thans tolvrij; wanneer zij van ~~eene~~ montuur of eene garnituur in hout voorzien zijn, kwijten zij 15 t. h. *ad valorem*.

» Geene enkele reden pleit voor handhaving van dit verschil van regime.

» De specifieke rechten zullen voldoening schenken aan eene zeer belangwekkende kleine Belgische nijverheid, welke sedert lang om eenen lichten steun tegen de vreemde mededinging verzoekt. » (*Mem. v. Toel.*, p. 72.)

N° 790. Handwet-, aanzet- en slijpsteen.

Tariefontwerp :

a) In natuurlijken steen, bewerkt, behouwd of gepolijst : 100 kil. 15×4 .

b) In amari, carborundum en dergelijke : 100 kil. 20×4 .

Huidig tarief : a) en b) vrij; waarde 15 t. h.

Zie Memorie van Toelichting, n° 789.

De Belgische Bond der Kramers en IJzerhandelaren komt in verzet tegen deze tarifeering welke, volgens hem, een verhooging der grosprijzen van ongeveer 40 frank zou veroorzaken.

De rechthoekige zandsteen gebruikt voor het afschuinen der metalen molensteen werden voorheen vrij van rechten ingevoerd; het is afval van zandsteen molensteen, eenvoudig gesneden, zonder geslepen noch gepolijst te zijn, en dat slechts eenige centiemen kost; welnu, met dit gelijk te stellen aan de handslijpsteen in natuurlijken steen, zouden de rechten op dit artikel ongeveer 50 centiem per stuk bedragen; dit artikel ware tegen deze verhooging niet bestand.

Het Beheer heeft de volgende nota aan de Commissie togezonden :

« Wat de bedoelde zandsteen blokken betreft, deze moeten niet begrepen worden onder n° 790a van het tariefontwerp; zij zullen begrepen worden onder post n° 791a, voor dewelke de vrijstelling der rechten is voorzien in minimum-tarief.

» Anderzijds, onder de in België ingevoerde zeiswetsteen zijn er vele welke bestaan uit een steenscherf, ongeslepen en ongepolijst, en eenvoudig aan beide uiteinden bezaagd. Dit soort van artikelen mag ook niet begrepen worden onder n° 790a, maar wel onder n° 795a, welke post vrij is van de rechten in minimum-tarief.

» Deze verklaring schijnt aan de aanzoekers voldoening te moeten schenken. »

De Commissie heeft het tariefontwerp aangenomen.

N° 791. Ronde slijpsteen, in natuurlijken steen.

Tariefontwerp :

a) Niet gemonteerd : vrij.

b) Gemonteerd (op assen, troggen, enz.) met de hand of met den voet bewogen. 100 kil. 6×4 .

Huidig tarief :

a) vrij;

b) 100 kil. vrij en 2-4-12 met coëfficiënt 6; waarde 10 t. h.

» De ronde gemonteerde slijpsteen (assen, troggen, enz.) vallen thans in de categorie der *machines* en zijn aan verschillende rechten volgens de hoofdstof onderworpen (fr. 2., 4. of 12. de 100 kil. of 10 t. h. *ad valorem*). Een eenig recht van 6 frank de 100 kil. wordt voorzien. » (*Mem. van Toel.*, bl. 72.)

De overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt van 4 op 3.

N° 793. Kunstmatige slijpsteen in amaril, carborandum en dergelijke.

Tariefontwerp :

a) niet gemonteerd	100 kil.	10 × 3
b) gemonteerd (op assen, troggen, enz.), met de hand of met voetplank	100 kil.	15 × 4

Huidig tarief :

- a) vrij;
b) 100 kil. Vrij. 2-4-12 met coëfficiënt 6; waarde 10 t. h.

« Artikelen die zeer wel in België vervaardigd worden en die dienen belast te worden, of zij al dan niet gemonteerd wezen.

» De voorziene specifieke rechten overtreffen 10 t. h. *ad valorem* niet. » (*Mem. van Toel.*, bl. 72.)

De overeenkomst met Frankrijk vermindert litt. b den coëfficiënt van 4 op 3.

N° 795. Niet genoemde werken in albast, in lava, in marmer, of andere steenen.

Tariefontwerp :

- a) enkel behouwd of gezaagd met effen vlakken vrij.
b) gebeeldhouwd, gepolijst, van lijstwerk voorzien of anders bewerkt waarde : 15 t. h.

Huidig tarief : a en b vrij.

« De vrije invoer thans voorzien voor de steenen, het marmer, enz., *gebeeldhouwd, gepolijst, van lijstwerk voorzien of anders bewerkt*, is, zegt de Memorie van Toelichting, ten aanzien van den aanslag die thans het bewerkt hout, de bewerkte metalen, enz. treft, eene opvallende ongerijmdheid. De handenarbeid die den steen of het metaal bewerkt; verdient niet minder gesteund te worden, als degene die het hout of het metaal bewerkt; het spreekt dus vanzelf, dat zij billijkheidshalve, op dezelfde wijze dienen behandeld.

» Het voor de beschouwde producten in het ontwerp van tarief voorziene recht van 15 t. h. *ad valorem*, stemt overeen met een gemiddeld recht, in menig geval ten opzichte der gefabriceerde producten aangenomen. » (*Mem. van Toel.*, bl. 73.)

De overeenkomst met Frankrijk vermindert litt. b den coëfficiënt van 4 op 3.

N° 796. Werken van kunstmarmer.

Tariefontwerp :

- a) in vloersteen of vloertegels, in kolommen en voor bouwwerken 100 kil. 1.50 × 3
b) andere waarde 15 t. h.

Huidig tarief :

- a) vrij.
b) vrij : waarde 15 t. h.

« Een recht van fr. 1.50 de 100 kil. wordt voorzien voor de vloersteen, vloertegels, kolommen, enz., bij gelijkstelling met de vloersteen en vloertegels, met ingelegde teekeningen, van n° 816. » (*Mem. van Toel.*, bl. 73.)

N^o 797. Werken in zuiver of met andere stoffen gemengd asphalt, harscement of dergelijke stoffen (platen, tegels en andere werken).

Tariefontwerp : 100 kil. 0.50 × 3.

Huidig tarief : vrij.

« Werken welke kunnen gelijkgesteld worden met de tegels in cement, eenkleurig (n^o 798 a-1) en als deze belast tegen fr. 0,50 de 100 kilogrammen. » (*Mem. v. Toel., blz. 73.*)

N^o 805. Vuurvaste baksteen en van allen aard (chamottesteenen, Dinassteen en andere kwartsachtige steenen, steenen van bauxiet en van magnesia, carbuursteen voor vuurvaste bekleedingen van fornuizen of van ovens) :

Tariefontwerp :

a) rechthoekige, wegende minder dan 5 kil. per stuk. 100 kil. 0.50 × 3

b) rechthoekige, wegende 5 kil. of meer per stuk : andere dan rechthoekige, welk ook hun gewicht zij 100 kil. 0.60 × 3

Huidig tarief : a en b vrij.

« Ten einde den Belgischen handenarbeid te steunen, werd het regime van vrijen invoer door, overigens zeer matige, specifieke rechten vervangen, » (*Mem. v. Toel., blz. 74.*)

N^o 806. Smeltkroezen, retorten, kapsels (cassettes), moffels, buizen, bussen zonder bodem (boisseaux), blaasgaten, pijpjes (busettes), goten (buselures) en andere vuurvaste werken gevormd in klei of in kleimassa, andere dan baksteen ; smeltkroezen van magnesiacement of in speksteen.

Tariefontwerp : 100 kil. 0.80 × 3.

Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 805.

N^o 807. Smeltkroezen en andere werken in graphiet- of potloodertsdeeg.

Tariefontwerp : 100 kil. 4 × 3.

Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n^o 805.

N^o 809. Kiezelachtige baksteen, witte of van lichte kleur, trant Silezië.

Tariefontwerp : 100 kil. 0.50 × 3.

Huidig tarief : vrij.

« Deze baksteen worden, bij gelijkstelling met de verglaasde, geëmailleerde of geverfde steenen, aan hetzelfde recht onderworpen (n^o 808). » (*Mem. v. Toel., blz. 74.*)

Op voorstel van de Regeering en, na opmerkingen van de Commissie, wordt, bij amendement, onder dit nummer de *steen in puimsteen en kalk of cement*

begrepen dewelke kunnen gelijkgesteld worden met de in den oorspronkelijken tekst voorkomende producten.

Tekst van het amendement :

Kiezelachtige baksteen, witte of van lichte
 kleur, trant Silezië; *steen in puimsteen en kalk*
of cement 400 kil. 1.50 0.50 3

De Commissie heeft den gewijzigden tekst goedgekeurd.

N° 812. Bloempotten in gemeene aarde :

Tariefontwerp :

a) niet verniste, noch geëmailleerde 400 kil. 0.50 × 3
 b) verniste of geëmailleerde 400 kil. 0.75 × 3

Huidig tarief : a) vrij.

b) waarde 10 t. h.

De Memorie van Toelichting geeft enkel de volgende verklaring :

« Specifieke rechten, overeenstemmende met een recht *ad valorem* dat 5 tot 6 t. h. niet te boven gaat, vervangen de huidige tarifeering (vrijen invoer of 10 t. h. *ad valorem*.) » (*Mem. Toel.*, bl. 75.)

Het afzien van het regime van vrijen invoer wordt verklaard aan het hoofd der sectie XIII als volgt : « in 't belang van den Belgischen handarbeid werd van dit regime afgezien ».

N° 813. Steenen pijpen :

Tariefontwerp :

a) uit een stuk, niet vernist, noch geëmailleerd. 400 kil. 2.50 × 3.
 b) uit een stuk, vernist, geëmailleerd of versierd 400 kil. 6 × 3.

Huidig tarief :

a) vrij.

b) vrij; waarde 10 t. h.

Zie Memorie van Toelichting, n° 812.

De overeenkomst met Frankrijk wijzigt beide categorieën :

- » Litt. a het recht wordt vervangen door de vrijstelling ;
- » Litt. b het recht is verminderd van (6×3) 18 frank op (4×3) 12 frank per 400 kil. »

N° 815. Vloertegels en vloersteen in
 gewone gebakken aarde
 (steenaarde) :

Tariefontwerp : 400 kil. 0.25 × 3.

Huidig tarief : vrij.

Zie Memorie van Toelichting, n° 812.

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N ^o 818. Gezondheidstoestellen, met inbegrip der gootsteen en der badkuipen in zandsteen of in plateelwerk (1) :					
a) eenkleurige	id.	8 »	4	8 »	3
b) andere	id.	10 »	4	10 »	3
Huidig tarief : waarde 10 en 15 t. h.					

N^o 821. Kunstbloemen in plateelwerk of in porselein :

Tariefontwerp :

a) voor kransen : waarde 10 t. h.

b) andere, met inbegrip der gemonteerde kransen : waarde 20 t. h.

Huidig tarief :

a) Waarde 5 t. h.

b) Waarde 10, 15 t. h.

De overeenkomst met Frankrijk wijzigd litt. b) :

b) gemonteerde kransen : waarde 12 t. h.

c) andere : waarde 15 t. h.

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Grondslag.	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N ^o 824. Werken in plateelwerk, in majolica, in fijnen zandsteen, in fijne kleideeg, elders niet genoemd, noch begrepen :					
a) eenkleurige	100 kil.	6 »	4	6 »	3
b) met een enkele kleur versierd, zonder goud	100 kil.	8 »	4	8 »	3
c) met goud of met verschillende kleuren versierd.	100 kil.	12 »	4	12 »	3
Huidig tarief : waarde 10 t. h.					

N^o 825. Werken in porselein (met inbegrip van het glasporselein, het mat porselein (biscuit), het parian en dergelijke), elders niet genoemd, noch begrepen :

a) witte	100 kil.	15 »	4	15 »	3
b) andere dan witte, of met eene kleur versierd	100 kil.	20 »	4	20 »	3
c) met goud of met verscheidene kleuren	100 kil.	25 »	4	25 »	3

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

AFDEELING XIV

Glas en glaswerk.

*Analytische samenvatting.*1 klasse, n^o 829 tot 864 : 72 categorieën.

	Bestaande tarief :	Tariefontwerp :
Vrijgesteld van rechten	2	3
Belast :		
Waarde	60	14
Specifiek recht	10	55
	<u>70</u>	<u>69</u>
	70	69
	<u>72</u>	<u>72</u>

Door het tariefontwerp wordt geen enkele categorie, die vrij is onder het bestaande tarief, belast, doch de goederen vermeld onder n^o 849 en die thans belast zijn, worden vrijgesteld.

Op n^o 829 stelt de Regeering een amendement voor.

De overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht en coëfficiënt	1 categorie.
Recht alléén	3 id.
Coëfficiënt alléén	8 id.
	<u>12 id.</u>

N^o 829. Glas in massa ; email en glazuur, in massa ; afval en scherven van glas ; glasgruis (glaspoeder).

Tariefontwerp : Vrij.

Bestaande tarief : Vrij.

Naar aanleiding van het amendement voorgesteld op n^o 435, stelt de Regeering bij wijze van amendement voor, in den tekst de woorden *email en glazuur, in massa* te laten wegvallen:

Tekst van het amendement :

Glas in massa ; afval en scherven van glas ; glasgruis (glaspoeder). Vrij.

Met 8 stemmen tegen 5 heeft de Commissie den gewijzigden tekst aangenomen.

N^o 839. Glasplaten voor de photographie, gevoelig gemaakt.

Tariefontwerp : 100 kil. 33 × 4.

Bestaande tarief : waarde 15 t. h.

Tarief aan Frankrijk toegestaan : 100 kil. 32 × 3.

« De voorgestelde specifieke rechten, aldus de Memorie van Toelichting, stemmen in het meerendeel der gevallen overeen met den last welke uit het gekend tarief voortspruit. » De Memorie van Toelichting vermeldt de artikelen voor dewelke het ontwerp afwijkt van het gelijkheidsbeginsel tusschen de bestaande rechten en de nieuwe; zij maakt geen melding van nummer 839. (*Mem. van Toel.*, bl. 77.)

Bij nota, aan de Commissie overgemaakt, wordt gevraagd den coëfficiënt van 4 op 3 te verminderen.

De Commissie heeft het tariefontwerp goedgekeurd.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Ex 841. Reflectoren, tulpen, lampekappen, ballons of verrines, voor lichttoestellen :					
c) andere	100 kil.	15 »	4 »	12 »	4
Bestaande tarief : waarde 10 t. h.					

N^o 844. Flesschen en flacons, van gewonen vorm, eenen inhoud hebbende van meer dan 25 centiliter, zonder 12 liter te overtreffen :

Tariefontwerp :

a) in wit of halfwit glas	100 kil.	3. »	4
b) in ander glas	100 kil.	2.50	4
c) voorzien van een mechanischen stop	100 kil.	3.50	4
d) met amarilsluiting	Regeling van het Tafelglaswerkbedrijf volgens soort.		

Bestaande tarief :

- a) 100 kil. 2 × 3,5; waarde 10 t. h.
- b) 100 kil. 4,50 × 3,5; waarde 10 t. h.
- c) 100 kil. (4,50 - 2) × 3,5; waarde 10 t. h.
- d) Waarde 10 t. h.

Naar luid der Memorie van Toelichting, beloopt de specifieke rechten 10 tot 11 t. h. naar de waarde, « waardoor zij eventjes hooger komen te staan dan de huidige bedragen, dit om onze nijverheid van flesschenvervaardiging te ondersteunen, welke moeizaam tegen den overvloed der vreemde producten kampt. » (*Mem. van Toel.*, bl. 77.)

Door de overeenkomst met Frankrijk wordt voor een artikel onder litt. b vermeld : *flesschen* genoemd « *champenoises* », de coëfficiënt van 4 op 3 verminderd.

De Commissie heeft het tariefontwerp goedgekeurd.

		Minimum-tarief.		Tarief aan Frankrijk toegestaan.	
	Grondslag.	Rechten.	Coefficienten.	Rechten.	Coefficienten.
N^o 845. Tafelglaswerk in gewoon glas ⁽¹⁾, zonder verbinding met andere stoffen, elders niet genoemd :					
gewoon, 't is te zeggen effen of gegoten zonder teekeningen, noch geslepen, noch gepolijst, noch mat geslepen, noch gesneden, noch gegraveerd, noch versierd op om 't even welke wijze :					
1. in gewoon groenachtig of bruin glas	100 kil.	5 »	4	5 »	3
2. wit, zelfs half-wit (doorschijnend)	100 kil.	7 50	4	7 50	3
3. gekleurd in de massa of gedubbelde of ondoorschijnend wit	100 kil.	10 »	4	10 »	3
b) enkel met relief gegoten, of met stoppen afgewerkt of versierd door het snijden, of het effenslijpen met amaril, enz.					
	100 kil.	12 »	4	12 »	3
c) gepolijst of mat geslepen, effengeslepen, gesneden, gegraveerd met zuur of anders :					
1. van natuurlijke kleur of wit (doorschijnend)					
	100 kil.	20 »	4	20 »	3
2. ander (getint in de massa, gekleurd, enz.)					
	100 kil.	25 »	4	25 »	3
d) geverfd, verguld, verzilverd of anders versierd ⁽⁴⁾					
	100 kil.	30 »	4	30 »	3
⁽⁴⁾ Het tafelglaswerk omvat namelijk :					
a) de flesschen, fleschjes en flacons, waarvan de inhoud 25 centiliter niet overtreft ;					
b) de flesschen, fleschjes en flacons van allen inhoud, andere dan van gewonen vorm of gesneden, gegraveerd of versierd ;					
c) alle holle glaswaren zooals : drinkglazen, karaffen, bekers, kelken, suikerpotten, boterpotten, zoutvaatjes, bokalen, vazen van allerlei vormen, enz.					
Bestaande tarief :					
a 1 en 3	100 kil.	1,50 × 3,5; waarde 10 t. h.			
a 2	100 kil.	2 × 3,5; waarde 10 t. h.			
b	100 kil.	(1,50-2) × 3,5; waarde 10 t. h.			
c en d,	waarde 10 t. h.				

N° 849. Ruwe optische glazen; ruw glas in bollen of segmenten voor de vervaardiging van uurwerk- en brillenglazen.

Tariefontwerp : vrij.

Bestaande tarief : waarde 10 t. h.

« Het recht van 10 t. h. naar de waarde wordt vervangen door het regime van den vrijen invoer, met het doel de nijverheid te bevoordeelen, welke deze producten van uitsluitend uitheemsche vervaardiging bewerkt. » (*Memorie van Toel.*, blz. 77.)

N° 854. Werken in verglazingen, in glaspaarlen of in glassteenen, elders niet genoemd noch begrepen :

Tariefontwerp :

- | | | |
|--|--------|----------|
| a) verbonden met vergulde of verzilverde gemeene metalen . . . | waarde | 20 t. h. |
| b) andere | waarde | 20 t. h. |

Bestaande tarief, waarde 15 t. h.

Door de overeenkomst met Frankrijk wordt wijziging gebracht in den tekst van litt. *b* en het bedrag der rechten onder litt. *a* en *b* :

Werken in verglazingen, in glaspaarlen of in glassteenen, elders niet genoemd noch begrepen :

- | | | |
|--|--------|----------|
| a) verbonden met vergulde of verzilverde gemeene metalen . . . | waarde | 15 t. h. |
| b) rouwkronen | waarde | 12 t. h. |
| c) andere | waarde | 15 t. h. |

AFDEELING XV

Metalen en werken in metaal.

*Analytische samenvatting.*9 klassen, n^o 865 tot 1019 : 413 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht	37	26
Getaxeerd :		
Waarde	132	48
Specifiek recht	244	369
	<u>376</u>	<u>387</u>
	413	413

De artikelen, vrij van rechten in het bestaand tarief, getaxeerd in het wetsontwerp, zijn vervat onder de n^os 865, 866, 969, 970, 992, 993, 994, 1004 en 1005.

De Regeering stelt amendementen voor bij de n^os 882, 883, 885, 887, 889, 895, 902, 959, 1016.

De overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht en coëfficiënt	10 categorieën.
Recht alleen	19 id.
Coëfficiënt alleen	133 id.
	<u>162</u> id.

N^o 865. Zilver.

Tariefontwerp :

c) geslagen, getrokken of geplet zilver :		
1. — in dunne bladen	100 kil.	500 »
2. — ander		Vrij
e) ruwe gegoten, uitgeperste of uitgedreven stukken; schetsen van voorwerpen klaar- blijkelijk bestemd om later bewerkt te worden	Waarde	5 t. h.

Huidig tarief :

- c) 1 en 2 vrij
e) Vrij; waarde 10 t. h.

« In 't belang van den Belgischen handenarbeid, werd eene geringe

taxe op het goud en zilver in bladen voorzien en dat het recht van 10 t. h. *ad valorem*, in verband met de schetsen van werken klaarblijkelijk bestemd om later bewerkt te worden, tot 5 t. h. verminderd werd. (*Mem. van Toel.*, bl. 79.)

N° 866. Goud en platina :

Tariefontwerp :

c) geslagen, getrokken of geplet goud en platina :

1. goud in dunne bladen	100 kil.	1,000 »
2. andere		vrij.

e) ruwe gegoten, uitgedreven of uitgeperste stukken; schetsen van voorwerpen klaarblijkelijk bestemd om later bewerkt te worden

waarde. 5 p. c.

Huidig tarief : c 1 en 2, e vrij; waarde 10 t. h.

Zie Memorie van Toelichting bij n° 865.

N° 867. Ruw gietijzer :

Tariefontwerp : 100 kil. 0.20 × 3.

Huidig tarief : 100 kil. 0.20 × 2.

De fabrieken die ijzer en staal verwerken hebben bezwaren tegen de verhooging van den coëfficiënt van 2 op 3.

Het recht met den coëfficiënt 3 zal niet hooger zijn, wanneer men rekening houdt met de prijsverhoging, dan het recht toegepast in 1913.

Anderzijds brengt de overeenkomst met Frankrijk den coëfficiënt van 3 op 2,5.

De Commissie heeft den coëfficiënt 3 van het tariefontwerp behouden.

Grondslag.	Minimum-tarief.		Tarief toegestaan aan Frankrijk.	
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.

N° 868. Rechte buizen van alle typen :

a) met ineensluiting, ruwe van gietij	100 kil.	2 »	3	2 »	2.5
b) met flenzen, met glad lichaam of voorzien van bij de gieting bekomen vleugeltjes :					
1. ruwe	100 kil.	2 »	3	»	2.5
2. bewerkte	100 kil.	2 50	3	2 50	2.5

Huidig tarief : a en b 100 kil. 2 × 4.

N° 869. Verbindingsstukken voor buiswerk, van alle stelsels en van alle typen :

a) ruwe.	100 kil.	3 »	3	3 »	2.5
b) bewerkte	100 kil.	3 50	3	3 50	2.5

Huidig tarief : 100 kil. 2 × 4.

N° 870. Mijnpuitbekleedingen

Huidig tarief : 100 kil. 2 × 4.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N^o 871. Andere werken in gietijzer niet afzonderlijk getarifeerd :					
a) ruwe, wegende per stuk :					
1,000 kilogram of meer . . .	100 kil.	2 50	3	2 50	2.5
van 500 tot 1,000 kilogram . . .	100 kil.	3 »	3	3 »	2.5
van 200 tot 500 kilogram . . .	100 kil.	3 50	3	3 50	2.5
van 100 tot 200 kilogram . . .	100 kil.	4 »	3	4 »	2.5
van 50 tot 100 kilogram . . .	100 kil.	5 »	3	5 »	2.5
van 10 tot 50 kilogram . . .	100 kil.	6 »	3	6 »	2.5
minder dan 10 kilogram . . .	100 kil.	7 »	3	7 »	2.5
b) gepolijst, verlakt, verkoperd, vernikkeld, gebronsd, geëmailleerd, versierd met goud, verguld of verzilverd, wegende per stuk :					
1,000 kilogram of meer . . .	100 kil.	2 50	3	2 50	2.5
van 500 tot 1,000 kilogram . . .	100 kil.	6 »	4	6 »	3.5
van 200 tot 500 kilogram . . .	100 kil.	7 »	4	7 »	3.5
van 100 tot 200 kilogram . . .	100 kil.	8 »	4	8 »	3.5
van 50 tot 100 kilogram . . .	100 kil.	10 »	4	10 »	3.5
van 10 tot 50 kilogram . . .	100 kil.	12 »	4	12 »	3.5
minder dan 10 kilogram . . .	100 kil.	15 »	4	15 »	3.5
c) anders bewerkt, wegende per stuk :					
1,000 kilogram of meer . . .	100 kil.	4 »	4	4 »	3.5
van 500 tot 1,000 kilogram . . .	100 kil.	4 50	4	4 50	3.5
van 200 tot 500 kilogram . . .	100 kil.	5 »	4	5 »	3.5
van 100 tot 200 kilogram . . .	100 kil.	6 »	4	6 »	3.5
van 50 tot 100 kilogram . . .	100 kil.	7 »	4	7 »	3.5
van 10 tot 50 kilogram . . .	100 kil.	8 »	4	8 »	3.5
minder dan 10 kilogram . . .	100 kil.	10 »	4	10 »	3.5
Huidig tarief : a, b et c :					
100 kil. 2×4 ; waarde 15 t. h.					

N^o 872. Ruw ijzer, ijzer ruw bewerkt (massiaux) :

Tariefontwerp : 100 kil. 0.30 × 3.

Huidig tarief : 100 kil. 0.30 × 2.

De fabrieken die ijzer en staal bewerken vragen het behoud van den coëfficiënt 2.

Om de redenen aangehaald bij n^o 867, heeft de Commissie den coëfficiënt 3 van het tariefontwerp behouden.

De overeenkomst met Frankrijk brengt den coëfficiënt van 3 op 2.5.

N^o 873. Ruw gegoten staal in staven :

Tariefontwerp : 100 kil. 0.30 × 3.

Huidig tarief : 100 kil. 0.30 × 2.

De overeenkomst met Frankrijk brengt den coëfficiënt op 2.5; zelfde aanmerking en beslissing als voor n^o 872.

N° 874. Gegoten staal uit den ruwe bewerkt :

Tariefontwerp :

- a) Brames en blooms, 100 kil. 0.40×3 ;
 b) Billettes en largets, 100 kil. 0.60×3 .

Huidig tarief :

- a) 100 kil. 0.40×2 ;
 b) 100 kil. 0.60×2 .

De overeenkomst met Frankrijk brengt den coëfficiënt op 2.5; zelfde aanmerking en beslissing als voor n° 872 en 873.

N° 879. Wielbanden, ruwe; geplette naven, ruwe :Tariefontwerp : 100 kil. 2×3 .Huidig tarief : 100 kil. 4×3 .

De overeenkomst met Frankrijk brengt den coëfficiënt op 2.5.

N° 882. IJzer, koud geplet, of koud getrokken, in baren, welke ook de vorm der doorsnede weze, waarvan de kleinste afmeting der dwarssnede bedraagt :

Tariefontwerp :

- a) Meer dan 10 centimeter 100 kil. 4.50×3 .
 b) Meer dan 1 centimeter tot en met 10 centimeter 100 kil. 2×3 .

Huidig tarief :

- a) 100 kil. 4×4 .
 b) 100 kil. 2×4 .

De Reggering stelt in een amendement voor den coëfficiënt van 3 op 3.5 te brengen, zooals gedaan werd bij n° 883 d.

Tekst van het amendement :

Ijzer, koud geplet, of koud getrokken, in baren,
 welke ook de vorm der doorsnede weze,
 waarvan de kleinste afmeting der dwarssnede
 bedraagt :

Meer dan 10 centimeter	100 kil.	4 50	1.50	3.5
Meer dan 1 centimeter tot en met 10 centimeter (1).	100 kil.	6	2	3.5

(1) Behoud dezer nota.

De Commissie heeft dit amendement aangenomen.

N° 883. Platen, zelfs gegolfd of met rechte hoeken gesneden, niet anders bewerkt :

Tariefontwerp :

- a) Ruwe, hebbende eene dikte :

Van meer dan 10 millimeter	100 kil.	1 20	3
Van 10 millimeter inbegrepen tot en zonder 3 millimeter	100 kil.	1 50	3
Van 3 millimeter inbegrepen tot en zonder 1 millimeter	100 kil.	1.75	3
Van 1 millimeter of minder	100 kil.	2 »	3

- b) Vertind (blik). 100 kil. 3 » 3.5

- c) Verlood, verzinkt (gegalvaniseerd), hebbende eene dikte :

Van meer dan 1 millimeter	100 kil.	3 »	3.5
Van 1 millimeter of minder	100 kil.	3.50	3.5

d) Blank gemaakt, gepolijst, koud getrokken, hebbende eene dikte :

Van meer dan 1 millimeter	100 kil.	3 »	3.5
Van 1 millimeter of minder	100 kil.	3.50	3.5

e) Gebruineerd, kunstmatig geoxydeerd, vernist, verlakt, gebronsd of bedekt met eene laag blinkend oxyde, verkoperd, vernikkeld, bedrukt, hebbende eene dikte :

Van meer dan 1 millimeter	100 kil.	4.50	3.5
Van 1 millimeter of minder	100 kil.	5 »	3.5

Huidig tarief :

a. 100 kil.	1 × 3
b. Vrij.	
c. 100 kil.	3 × 3
d. en e. 100 kil.	4 × 4

« De rechten, zegt de Memorie van Toelichting, verschillen in verhouding tot den onderganen handenarbeid, van fr. 1.20 tot 5 frank de 100 kilogram.

De vrijstelling, vroeger ten gunste van de vertinde platen verleend, kan, gezien den huidige toestand onzer nijverheid, niet meer gerechtvaardigd worden. » (*Mem. van Toel.*, bl. 78.)

Daar werden echter in de Commissie opmerkingen gemaakt; er werd uiteengezet dat sommige industrieën die het blik gebruiken, namelijk de doozen voor de voedingsconserven, door deze belasting zouden getroffen zijn.

De Regeering stelt een amendement voor bij n° 883 b :

« Daar uit een door het Departement van Nijverheid ingesteld onderzoek blijkt, zegt de verklarende nota, dat in België geen dun blik wordt vervaardigd, wordt voorgesteld den verzoekers voldoening te schenken door het regime van den vrijen invoer te handhaven voor de vertinde platen eener dikte van 35 honderdsten van millimeter of minder. »

Tekst van het amendement :

Platen, zelfs gegolfd of met rechte hoeken gesneden niet anders bewerkt :

b. Vertind (blik) hebbende eene dikte :

1. Van meer dan 35 honderdsten van millimeter	100 kil.	9	3	3.5
2. Van 35 honderdsten van millimeter of minder	id.	9	vrij.	3.5

De Commissie heeft het aldus gewijzigd artikel aangenomen.

N° 885. Platen in dubbel-metaal (ijzer of staal en aluminium of koper).

Tariefontwerp : 100 kil.	10 × 3
Huidig tarief : 100 kil.	2 × 4

« Producten van hooge waarde waarvoor het aangeprezen recht van 10 frank slechts nog maar een gering percentsbedrag *ad valorem* vertegenwoordigt. (*Mem. van Toel.*, bl. 78.)

De overeenkomst met Frankrijk brengt den coëfficiënt van 3 op 2.5.

Eene nota bij de Commissie toegekomen vraagt den tekst te herzien met het oog op de juiste beteekenis van het woord : *dubbel-metaal*.

De Regeering stelt eene wijziging van den tekst voor om de juiste beteekenis van de rubriek aan te geven.

Tekst van het amendement :

Platen in dubbel metaal (platen van ijzer of staal belegd of bedekt met aluminium, koper, nikkel, of legeringen dezer metalen).

100 kil.	30 »	10 »	3
----------	------	------	---

N^o 887. Platen bekomen door pletting of drukking, met ribben, strepen, ruiten, knobbels, teekeningen, verheven werk, enz.

Tariefontwerp : Rechten der platen, volgens de soort, met verhooging van 20 t. h., en den coëfficiënt der platen volgens soort.

Huidig tarief : 100 kil. 1 × 3 en 4 × 4.

« Ten einde rekening te houden met den handenarbeid, zijn deze rechten vastgesteld. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 78).

De overeenkomst met Frankrijk brengt de verhooging op de rechten volgens de soort van 20 op 15 t. h.

Door een amendement stelt de Regeering voor eene verwijzing maar den tekst van het tariefontwerp bij te voegen.

« Deze verwijzing wordt gerechtvaardigd, zegt de nota, door het feit dat, gezien de platen in dun blik tolvrij worden (amendement bij n^o 883 b-2), er geen sprake van kan zijn de platen dier soort die eenen bijkomenden handenarbeid ondergaan hebben tot hetzelfde regime toe te laten »; bovendien brengt het amendement de coëfficiënten in den tekst.

Tekst van het amendement :

Platen bekomen door pletting of drukking,
met ribben, strepen, ruiten, knobbels.
teekeningen, verheven werk, enz. . . .

Rechten en coëfficiënten der platen, volgens de
soort, met verhooging van 20 t. h. op de rechten (*).

(*) Ten opzichte der vertinde platen eener dikte van 35 honderdsten van millimeter of minder, wordt de verhooging berekend op de rechten van n^o 883 b-1.

N^o 889. Platen anders gesneden dan met rechte hoeken.

Tariefontwerp : Rechten der platen, volgens de soort, met verhooging van 20 t. h. × 3.5.

Huidig tarief : 100 kil. 2 × 4 en 4 × 4.

« De rechten zijn in het tariefontwerp bepaald met inachtneming van den handenarbeid. » (*Mem. v. Toel.*, p. 78.)

De overeenkomst met Frankrijk brengt het recht van 20 op 15 t. h.

De Regeering stelt een amendement voor dat overeenkomt met dit van n^o 887.

Tekst van het amendement :

Platen anders gesneden dan met rechte hoeken.

Rechten en coëfficiënten der platen, volgens de soort, met verhooging op de rechten (*).

(*) Ten opzichte der vertinde platen eener dikte van 35 honderdsten van millimeter of minder, wordt de verhooging berekend op de rechten van n^o 883 b-1.

N^o 895. Pijpen en buizen :

Tariefontwerp :

a) Warm getrokken, al dan niet gesoldeerd door
welkdanig systeem ook, of naadloos :

1. Onbewerkte	100 kil.	4 »	3
2. Bewerkte	id.	5 »	3

b) Koud getrokken :

1. Onbewerkte (1)	id.	6 »	3.5
2. Bewerkte	id.	7 »	3.5
3. Vertinde, verloode of gegalvaniseerde	id.	7 »	3.5
4. Verkoperde, vernikkelde, geëmailleerde, met inbegrip van de pijpen en buizen in dubbel- metaal	id.	10 »	5

Huidig tarief :

a) 1. 100 kil.	(24) × 4
2. 100 kil.	4 × 4
b) 1. 100 kil.	(24) × 4
2. 100 kil.	4 × 4
3. 100 kil.	4 × 4
4. 100 kil.	3 × 4

« Het voorgestelde tarief bevat eene omstandige rangschikking met rechten welke van fr. 4 tot fr. 13 de 100 kil. verschillen en berekend zijn om met een gemiddelden grondslag van 10 t. h. *ad valorem*, » (M. v. T. bl. 79.)

De Regeering stelt een amendement voor.

« De voorgestelde nieuwe tekst, zegt de verklarende nota, verschilt van den oorspronkelijken hierin dat eene bijzondere rubriek (litt. e) geopend werd voor de buizen voor rijwielen, motorcycles en vliegtuigen.

» Volgens het niet gewijzigd ontwerp, zouden de buizen voor rijwielen en motorcycles soms onder toepassing vallen van n^o 1098 f, en uit dien hoofde, onderworpen worden aan rechten te hoog, in vergelijking met hunne waarde.

» De onder de nieuwe rubriek voorziene rechten werden derwijze berekend dat zij overeenstemmen met eenen belastingdruk *ad valorem* gelijk aan dezen der specifieke rechten in verband met de andere onder n^o 895 opgenomen artikelen. »

Het amendement bepaalt ook nader den tekst; het voegt er bij : *zelfs op eene bepaalde lengte gesneden*.

Tekst van het amendement :

Pijpen en buizen, *zelfs op eene bepaalde lengte gesneden* :

a) Warm getrokken, al dan niet gesoldeerd door welkdanig systeem ook, of naadloos :

1. Onbewerkte ⁽¹⁾	100 kil.	12	4	3
2. Bewerkte	100 kil.	15	5	3

b) Koud getrokken ⁽²⁾ ⁽³⁾ :

1. Onbewerkte ⁽¹⁾	100 kil.	18	6	3.5
2. Bewerkte	100 kil.	21	7	3.5

c) Vertinde, verloode of gegalvaniseerde . . . 100 kil. 21 7 3.5

d) verkoperde, vernikkelde, geëmailleerde, met inbegrip van de pijpen en buizen in dubbel-metaal . . . 100 kil. 30 10 3.5

e) Buizen voor rijwielen, motorcycles en vliegtuigen, eener wanddikte van 15 tienden van millimeter of minder ⁽³⁾ :

1. Onbewerkte ⁽¹⁾	100 kil.	36	12	3.5
2. Bewerkte	100 kil.	45	15	3.5

⁽¹⁾ Behoud dezer nota.

⁽²⁾ Inbegrepen de naadloze buizen, eener wanddikte welke 3 millimeter niet te boven gaat.

⁽³⁾ Voor de tarifiering der pijpen en buizen waarvan de wanddikte niet eenvormig is, wordt enkel rekening gehouden van de kleinste dikte.

De Commissie heeft den gewijzigden tekst aangenomen.

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.

N° 896. Verbindingsstukken voor buiswerk .

a) in ijzer of in staal	100 kil.	9 »	3.5	9 »	3
b) in smeedbaar gietijzer	id.	13 »	3.5	13 »	3

Huidig tarief :

- a) 100 kil. 4 × 4;
b) 100 kil. 2 × 4.

N° 901. Vergaarbakken, voedervaten, kuipen, vaten, trommels, open ketels en andere receptiënten hebbende eenen inhoud van meer dan 100 lit., met uitsluiting der werken opgenomen onder n° 898 :

c; geëmailleerde of vertinde 100 kil. 10 × 4.

Huidig tarief : 100 kil. 4 × 4.

De overeenkomst met Frankrijk brengt het recht litt. c, wat betreft de *voeders voor brouwerijen van een inhoud boven de 500 liter, geëmailleerd of vertind*, van (10 × 4) 40 frank op (8 × 4) 32 frank de 100 kilogrammen.

N° 902. Werken in plaat elders niet genoemd, noch begrepen, zelfs samengevoegd met gemeene stoffen.

Tariefontwerp :

a) in zwarte plaat, hebbende eene dikte :			
— van 6 millimeter en meer	100 kil.	6 »	4
— van 3 millimeter tot en zonder 6 millimeter	100 kil.	11 »	4
— van minder dan 3 millimeter	100 kil.	13 »	4
b) geverfde, gepolijste, verloode, verzinkte, gegalvaniseerde of verniste	100 kil.	15 »	4
c) éénkleurig geëmailleerde, verlakte, vertinde, verkoperde, vertind-geverfde, vertind-verniste	100 kil.	18 »	4
d) geëmailleerde-versierd zonder goud, vernikkeld, gemarmerd of gegranieteerd zonder goud, in een of twee kleuren zonder goud bedrukt	100 kil.	25 »	4
e) geëmailleerd-versierd met goud; gemarmerd of gegranieteerd met goud; in meer dan twee kleuren of met goud bedrukt	100 kil.	30 »	4

Huidig tarief : waarde 10 en 15 t. h.; 100 kil., 4 × 4.

Eene nota van de Memorie van Toelichting bij de n° 898 tot 953 (verschillende werken in ijzer) zegt, wat betreft n° 902 :

« Indien de voorgestelde rechten ten opzichte van het huidig tarief tamelijk talrijke verhoogingen begripen, dan is het niet minder waar dat vele, thans tegen 15 t. h. *ad valorem* belaste artikelen, eene gevoelige vermindering zullen genieten; zulks is namelijk het geval voor het huisgerief (werken in platen) dat onder toepassing van n° 902 valt. »

De Regeering stelt in een amendement voor litt. c aan te vullen door de bijvoeging van de artikelen « *en gespikkelde geëmailleerde* » daar deze geheel gelijkgesteld moeten worden, wat betreft de waarde, met de *geëmailleerde eenkleurige* artikelen :

Tekst van het amendement.

c) éénkleurig geëmailleerde « *gespikkelde- geëmailleerde, verlakte, vertinde, verkoperde, vertind-geverfde, vertind-verniste* . . . 100 kil. 54 » 18 » 4

Eenige leden van de Commissie hebben gevraagd hier het recht *ad valorem* te vestigen.

De tekst van het ontwerp en het amendement werden door de Commissie aangenomen.

N° 903. Gereedschappen hierna vermeld, met of zonder steel :

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Fankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten
a) Spaden	100 kil.	12 »	4	12 »	3.5
b) Schoppen	id.	5 »	4	5 »	3.5
c) Houweelen, pieken, hakken.	id.	7 »	4	7 »	3.5
d) Zeisens en sikkels	id.	25 »	4	20 »	3.5
e) Grasscheermachines	id.	15 »	4	15 »	3.5
f) Vorken en harken	id.	10 »	4	10 »	3.5
g) Cirkelzagen (bladen)	id.	45 »	4	40 »	3.5
h) Lintzagen zonder einde	id.	60 »	4	50 »	3.5
i) rechte zaagbladen niet gemonteerd	id.	30 »	4	30 »	3.5
j) Handzagen en gemonteerde zagen.	id.	25 »	4	25 »	3.5
k) Vijlen en raspvijen gescherpt of niet :					
van 35 centimeter lengte en meer	id.	15 »	4	15 »	3.5
van minder dan 35 centimeter lengte	id.	25 »	4	25 »	3.5
l) Schroefstoelen van alle soort, gestellen van trekplaten, draadsnijders, pallen, handboren boordragers, schroef-sleutels met kartelradje, Engelsche en andere, wegende per eenheid :					
15 kilogram en meer	id.	10 »	4	10 »	3.5
van 3 tot 15 kilogram	id.	15 »	4	15 »	3.5
van 1 tot 3 kilogram	id.	20 »	4	20 »	3.5
minder dan 1 kilogram	id.	30 »	4	30 »	3.5
m) Hamers, bankhamers, wegende per stuk :					
10 kilogram en meer	id.	7 50	4	7 50	3.5
van 5 tot 10 kilogram	id.	10 »	4	10 »	3.5
van 1 tot 5 kilogram	id.	12 »	4	12 »	3.5
minder dan 1 kilogram	id.	15 »	4	15 »	3.5
n) Nijptangen en tangen van alle soort, wegende per stuk :					
5 kilogram en meer	id.	6 »	4	6 »	3.5
van 2 tot 5 kilogram	id.	10 »	4	10 »	3.5
van 1 tot 2 kilogram	id.	15 »	4	15 »	3.5
minder dan 1 kilogram	id.	20 »	4	20 »	3.5

	Grondslag.	Minimum tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
o) Bijlen, bijltjes, aksen, kloofbeitels, kapmessen, wegende per stuk :					
5 kilogram en meer	100 kil.	12 »	4	12 »	3.5
minder dan 5 kilogram	id.	15 »	4	15 »	3.5
p) Hefboomen, koevoeten, mijnstaven, heien	id.	5 »	4	5 »	3.5
q) Truweelen, polijstijzers voor plafonneerders, schoffels	id.	20 »	4	20 »	3.5
r) Aambeelden, speerhaken, aanbeeldblokken en drevels voor smidse	id.	12 »	4	12 »	3.5
s) Ijzers voor schaven, beitels voor schrijnwerkers, koudbeitels, graveerstiften, hakbeitels, dwarsaksen, pijpsnijders, boren, fretboren, boorijzers en andere gereedschappen elders niet genoemd, noch begrepen, voor handbewerking van hout, van steen of van metalen	id.	30 »	4	22 »	3.5
Huidig tarief : e et r 100 kil. (2 — 4) × 6; de andere : 100 kil. 4 × 6.					

N° 904. Gereedschappen voor werktuigmachines.

a) Werktuigen om te boren, rondboren, draadsnijden, doorboren, uitzinken, enz., zooals spiraalboren (amerikaansche boorijzers), schroefboren, priemen en matrijzen, polijstboren en uitzinkers uit een stuk	id.	70 »	4	70 »	3.5
b) Werktuigen en bladen om te draaien, schaven, dresseeren, spiesleuvenmaken (mortaiser), knippen, enz., zooals bladen van knipscharen, baken voor draaibank, werktuigen om spiesleuven te maken, bladen voor het rondboren, polijstboren en uitzinkers met bladen, enz.	id.	50 »	4	50 »	3.5
c) Onderdeelen voor het opstellen der werktuigen op de machines zooals boordragers, drevels, trekplatenkussens, boorkoppen, enz.	id.	20 »	4	20 »	3.5
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 6.					

N° 905. Werktuigen, elders niet genoemd, noch begrepen, wegende per stuk.

10 kilogram en meer	id.	10 »	4	10 »	3.5
van 5 à 10 kilogram	id.	15 »	4	15 »	3.5
van 1 à 5 kilogram	id.	20 »	4	20 »	3.5
minder dan 1 kilogram	id.	25 »	4	25 »	3.5
Huidig tarief : 100 kil. 4 — 2 avec coëfficiënt 6.					

N° 906. Hoefnagels	id.	7 »	4	7 »	3.5
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 4.					

**N° 907. Gesmede nagels, niet genoemd,
wegende per duizend :**

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
20 kilogram en meer.	100 kil.	4 »	4	4 »	3.5
van 5 tot 20 kilogram	id.	5 »	4	5 »	3.5
van 1 tot 5 kilogram	id.	6 »	4	6 »	3.5
van 0.2 tot 1 kilogram	id.	10 »	4	10 »	3.5
minder dan 0.2 kilogram	id.	15 »	4	15 »	3.5

Huidig tarief : 100 kil. 4×4 .

**N° 908. Spijkers, krammen en haken,
mechanisch vervaardigd, al
dan niet vertind, verko-
perd, verzinkt of met kool-
teer bedekt, hebbende eene
doorsnede of eene dikte
van :**

meer dan 5 millimeter	id.	4 »	4	4 »	3.5
van 2 millimeter niet inbegrepen tot en met 5 millimeter	id.	5 »	4	5 »	3.5
van 1 millimeter niet inbegrepen tot en met 2 millimeter	id.	7 »	4	7 »	3.5
1 millimeter en minder	id.	10 »	4	10 »	3.5

Huidig tarief : 100 kil. 4×4 .

**N° 909. Alle artikelen voor bout- of schroefwerk, al dan niet voorzien van eenen
schroefgang, zelfs gepolijst, vernist of bestreken met om 't even
welke bereiding, zooals : schroeven, ringbouten, harren, haken met
schroefgang, trekhaken, bouten, assen, klinknagels, moeren, spieën,
sluitplaten (met inbegrip van de gebroken sluitplaten bestemd om
als veer te dienen), enz. :**

Tariefontwerp :

a) Die geene draai- of decolleteerbewerking
ondergaan hebben (*), met eenen diameter
of dikte van :

25 millimeter en meer	100 kil.	4 »	4
18 tot 25 millimeter	id.	4.50 »	4
12 tot 18 id.	id.	5 »	4
8 tot 12 id.	id.	6 »	4
5 tot 8 id.	id.	10 »	4
2 tot 5 id.	id.	20 »	4
minder dan 2 millimeter	id.	40 »	4

b) Gedraaid of gedecolleteerd, hebbende eenen
diameter of eene dikte van :

25 millimeter en meer	id.	5 »	4
18 tot 25 millimeter	id.	6 »	4
12 tot 18 id.	id.	8 »	4
8 tot 12 id.	id.	15 »	4
5 tot 8 id.	id.	20 »	4
2 tot 5 id.	id.	35 »	4
minder dan 2 millimeter	id.	50 »	4

Huidig tarief : 100 kil. 4×4 .

« Op enkele uitzonderingen na, werden de rechten in 't algemeen berekend derwijze dat zij overeenkwamen met het gemiddelde bedrag van ongeveer 10 t. h. *ad valorem*. » (*M. v. T.*, bl. 80.)

Een lid van de Commissie heeft er op gewezen dat de Luxemburgsche nijverheid in Duitschland de genaamde bouten aankoopt, namelijk deze onder litt. *a* (8 tot 12 mill.), en dat zij niet in België vervaardigd zijn.

De Commissie heeft het tariefontwerp aangenomen.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëffic.	Rechten.	Coëffic.
		Fr. c.		Fr. c.	
N° 911. Prikkel draad	100 kil.	4 »	4	4 »	3.5

Huidig tarief : 100 kil. 4×4 .

N° 913. Metalgaas, zelfs gegalvaniseerd, vertind, enz., uit draden hebbende eenen diameter :

van 2 millimeter en meer	id.	5 »	4	5 »	3.5
van 1 tot 2 millimeter	id.	7 »	4	7 »	3.5
van 0.5 tot 1 millimeter	id.	8 »	4	8 »	3.5
van minder dan 0.5 millimeter	id.	10 »	4	10 »	3.5

Huidig tarief : 100 kil. 4×4 .

N° 914. Artikelen in ijzer- of staal draad, zoals borstels en manden, roosters, strikken, fuiken, enz., zelfs samengevoegd met hout

id.	9 »	4	9 »	3.5
-----	-----	---	-----	-----

Huidig tarief : 100 kil. 4×4 ; waarde 15 t. h.

N° 918. Sloten, hangsloten en hunne sleutels, gansch in ijzer of bevattende meer dan 90 t. h. van dit metaal :

Tariefontwerp :

- a) geheimsloten : 100 kil. 60×4 .
- b) gorgesloten zonder geheim : 100 kil. 30×4 .
- c) andere : 100 kil. 20×4 .

Huidig tarief : 100 kil. 4×4 .

De overeenkomst met Frankrijk brengt het recht voor litt. *a* van 60×4 op 40×4 .

Eenige leden hebben gevraagd het bestaand tarief te behouden.

De Commissie heeft den tekst van het ontwerp aangenomen.

N° 919. Sleutels, allerlei schoten, fiches, scharnieren, schuiven (targettes), hengsels, knieren, klinken en veerklinken, pallen, katrollen, rolschijfjes, spillen, rolletjes, grepen, trekkers, ingangplaten voor brievenbussen, spanjoletten, doguets, winkelhaken, beslagwerk voor gordijnen en rolgordijnen, deurklinken, consoles, ladeschelpen, hoedstanders, artikelen voor doodkisten en alle andere ruwe, al dan niet afgebraamde, afgedraaide, gevijlde of gepolijste voorwerpen voor beslag van meubels, deuren, vensters.

Tariefontwerp : 100 kil. 12 × 4.

Huidig tarief : 100 kil. 4 × 4; waarde 15 t. h.

Eenige leden van de Commissie hebben voorgesteld een recht *ad valorem* toe te passen. De Commissie heeft den tekst van het ontwerp aangenomen.

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N° 920. IJzerwerk van rijtuigen en inzonderheid datgene behoorende tot de constructie van rollend spoorwagemateriaal (met inbegrip van buffers, trekhaken, koppelschroeven en remverband) wegende :				

15 kilogram en meer	100 kil.	5 »	4	5 »	3.
minder dan 15 kilogram	id.	7 »	4	7 »	3.5

Huidig tarief : 100 kil. 4 met coëfficiënten 4 en 6.

N° 921. Brandkasten :

a) in platen en staven, niet gemonteerd	id.	7 »	4	7 »	3.5
b) gemonteerd :					
1. met isoleerstoffen	id.	12 »	4	12 »	3.5
2. zonder isoleerstoffen	id.	10 »	4	10 »	3.5

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

N° 922. Veiligheidskoffertjes of -kistjes. id. 15 » 4 15 » 3.5

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

N° 924. Naai-, drieg-, borduur- en stopnaalden, nestelrijgnaalden, hebbende eene lengte.

Tariefontwerp :

10 centimeter en meer	100 kil.	100 × 4.
van 5 tot 10 centimeter	id.	150 × 4.
minder dan 5 centimeter	id.	200 × 4.

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

Eenige leden van de Commissie vroegen het recht *ad valorem* van 15 t. h. te behouden.

De Commissie heeft den tekst van het ontwerp aangenomen.

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Grondslag	Rechten	Coëfficiënten	Rechten	Coëfficiënten
N^r 925. Naalden voor naaimachines, tule-, kantwerk-, breiwerk-, borduurwerkgetouwen, enz.					
	100 kil.	250 "	4	250 "	3
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 6.					
N^r 928. Vischhaken					
	id.	100 "	4	100 "	3
Huidig tarief : waarde 15 t. h.; vrij.					
N^r 930. Veiligheidsspelden, in staal.					
	id.	60 "	4	60 "	3.5
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N^r 933. Werken in ijzer, in staal of in smeedbaar gietijzer, niet afzonderlijk getarifeerd :					
a) gewone, enkel gevijld, niet versierd, niet gepolijst, niet geëmailleerd, noch geverfd, wegende per stuk :					
1,000 kilogram of meer	id.	5 "	4	5 "	3.5
van 100 tot 1,000 kilogram	id.	6 "	4	6 "	3.5
van 25 tot 100 kilogram	id.	7 "	4	7 "	3.5
van 3 tot 25 kilogram	id.	8 "	4	8 "	3.5
van 0.5 tot 3 kilogram	id.	10 "	4	10 "	3.5
minder dan 0.5 kilogram	id.	12 "	4	12 "	3.5
b) vertind, verkoperd, gegalvaniseerd, verlood, geverfd of vernist, eenkleurig geëmailleerd, wegende per stuk :					
25 kilogram en meer	id.	10 "	4	10 "	3.5
van 3 tot 25 kilogram	id.	12 "	4	12 "	3.5
van 0.5 tot 3 kilogram	id.	14 "	4	14 "	3.5
van 50 tot 500 gram	id.	16 "	4	16 "	3.5
minder dan 50 gram	waarde	15 t. h.	—	15 t. h.	—
c) andere (gepolijst, verlakt, vernikkeld, gebronsd, geëmailleerd-versierd of versierd), wegende per stuk :					
25 kilogram en meer	100 kil.	12 "	4	12 "	3.5
van 3 tot 25 kilogram	id.	15 "	4	15 "	3.5
van 0.5 tot 3 kilogram	id.	20 "	4	20 "	3.5
van 50 gram tot 0.5 kilogram	id.	25 "	4	25 "	3.5
minder dan 50 gram	waarde	15 t. h.	—	15 t. h.	—
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 4; waarde 15 t. h.					

		Minimum tarief.		Aan Frankrijk verleend tarief.	
	Grondslag.	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N ^r 936. Platen of bladen, geslagen of geplet :					
c) gepolijst, vertind, verlakt, vernist of doorboord	100 kil.	20 »	3.5	20 »	3
Huidig tarief : waarde 10 t. h.					
N ^r 937. Platen in dubbelmetaal (koper en aluminium of koper en zink) of driedubbelmetaal (koper, zink en aluminium) .					
	100 kil.	20 »	3	15 »	3
Huidig tarief : 100 kil. 10 × 2.					
N ^r 938. Dunne koper-, messing-, tom- bakbladen en dunne bladen van dergelijke mengsels . .					
	100 kil.	30 »	4	25 »	4
Huidig tarief : 100 kil. 10 × 2.					
N ^r 939. Valsch goud in bladen geslagen					
	100 kil.	150 »	4	40 »	4
Huidig tarief : 100 kil. 10 × 2.					
N ^r 940. Baren en draden :					
a) enkel geplet of getrokken, met eene dikte :					
van meer dan 10 millimeter . .	100 kil.	10 »	3	7 »	3
van 1 tot 10 millimeter . . .	100 kil.	12 »	3	10 »	3
van minder dan 1 millimeter .	100 kil.	15 »	3	12 »	3
b) andere (gepolijst, verlakt, vernist, vernikkeld, enz.)	100 kil.	30 »	3.5	20 »	3
Huidig tarief : a. 100 kil. 10 × 2.					
b. waarde 10 t. h.					
N ^r 941. Pijpen en buizen :					
a) enkel getrokken of gelascht, niet anders bewerkt.	100 kil.	20 »	3	18 »	3
b) schroefvormig uitgeboord, ge- draaid, geschaafd, niet anders bewerkt	100 kil.	24 »	3.5	24 »	3
c) gepolijst, verlakt, vernikkeld, niet anders bewerkt	100 kil.	30 »	3.5	30 »	3.5
Huidig tarief : a. 100 kil. 10 × 2.					
b. en c. waarde 10 t. h.					
N ^r 942. Stukken in gedreven platen (met inbegrip van de stukken voor machines), ruwe, we- gende per eenheid :					
50 kilogram en meer	100 kil.	15 »	3.5	15 »	3.2
van 25 tot 50 kilogram	100 kil.	18 »	3.5	17 »	3.2
van 10 tot 25 kilogram	100 kil.	20 »	3.5	18 »	3.2
minder dan 10 kilogram	100 kil.	22 »	3.5	20 »	3.2
Huidig tarief : waarde 10 p. c.					

	Grondslag.	Minimum-tarief		Aan Frankrijk-toegestaan tarif	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N^r 944. Watervergaarbakken en andere recipiënten, zonder buizen, noch mechanische toestellen, wegende per stuk :					
250 kilogram en meer	100 kil.	30 »	3.5	20 »	3
van 25 kilogram inbegrepen tot 250 kilogram	100 kil.	40 »	3.5	30 »	3
Huidig tarief : waarde 10 t. h.					
N^r 946. Draadweefsels, zelfs gepolijst of verlakt, wegende per vierkanten meter :					
1.5 kilogram en meer	100 kil.	25 »	3.5	25 »	3.5
vau 1 tot 1.5 kilogram	100 kil.	40 »	3.5	40 »	3.5
van 0.750 tot 1 kilogram	100 kil.	70 »	3.5	60 »	3.5
minder van 0.750 kilogram.	100 kil.	100 »	3.5	80 »	3.5
Huidig tarief : waarde 10 t. h.					
N^r 947. Traliewerk.	100 kil.	20 »	3.5	16 »	3.5
Huidig tarief : waarde 10 t. h.					
N^r 948. Métal déployé.	100 kil.	28 »	3.5	20 »	3.5
Huidig tarief : waarde 10 t. h.					
N^r 949. Nagels, spijkers en klinknagels, zelfs gedeeltelijk in ander metaal dan koper :					
a) verguld, verzilverd, gebronsd of verlakt	100 kil.	28 »	3.5	28 »	3
b) andere	100 kil.	20 »	3.5	20 »	3
Huidig tarief : a) waarde 10 t. h.					
b) 100 kil. 4 × 4.					
N^r 951. Gewone spelden in messing.	100 kil.	35 »	4	35 »	3.5
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N^r 953. Koperwerk voor den opbouw en voor meubels, elders niet genoemd, in koper of ten minste 10 t. h. koper bevattende, zooals : scharnieren, klinken, schoten, fiches, knieren, handvatsels, belegsels, enz. :					
c) Ander, bijzonderlijk het vergulde verzilverde, geciseleerde, ingelegde of anders versierde koperwerk.	100 kil.	120 »	4	120 »	4
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 4 : waarde 10 t. h.					
of 10 t. h. <i>ad val.</i> , ter keuze van den invoerder.					

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N° 955. Versierings-, stoffeerings-, bureel- of fantasievoorwerpen, elders niet genoemd, zooals : borstbeelden, standbeeldjes, jardinières, vazen, potovertreksels, schalen, bekers, aschbakjes, inktpotten, schrijfkokers, kandelaars, kroonkandelaars, pendulekasten, schouwgarituren, enz.	100 kil.	160 »	4	160 » 4
Huidig tarief : waarde 15 t. h.				of 10 t. h. <i>ad valorem</i> naar keuze van den invoerder.

N° 959. Werken niet afzonderlijk getarifeerd ⁽¹⁾ :

Tariefontwerp :

a) gewone, enkel bewerkt.	100 kil.	50 »	3.5
b) enkel gepolijst, verlakt, vernist, gebronsd, geverfd of vernikkeld	id.	75 »	4
c) andere, bijzonderlijk de vergulde, verzilverde, geciseleerde, ingelegde of anders versierde werken	id.	160 »	4

Huidig tarief : waarde 10 t. h. 100 kil. 12 × 6.

⁽¹⁾ Met inbegrip der gereedschappen voor handbedrijven al dan niet van eenen steel voorzien.

« De specifieke rechten werden becijferd, rekening houdende met den graad van voltooiing en de onderscheidenlijke waarde der verschillende bedoelde werken. Zij stemmen, in vele gevallen, overeen met een geringer recht dan 10 t. h. en 15 t. h. *ad valorem* dat thans geheven wordt. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 81.)

De « Union des Fabricants d'Armes » vraagt de hulzen voor de artillerie te rangschikken onder littera b, omdat de vervaardiging er van zeer ingewikkeld is (5 of meer uittrekkingen, 2 opvullingen, uitgloeien afbijten, fraisceren en effen maken, enz.) en vergt bijzondere werktuigen van zeer groote kracht en nauwkeurigheid welke in andere fabricaties niet noodig zijn; eene wel afgewerkte huls vergt ten slotte altijd eene uitwendige polijsting.

Ter voorkoming van alle mogelijke betwisting bij het toepassen van het tarief, stelt de Regeering voor bij litt. b eene nota te voegen bepalende dat deze namelijk de al dan niet geamorceerde hulzen voor vuurmonden omvat.

Tekst van het amendement :

b) enkel gepolijst verlakt, vernist, gebronsd, geverfd of vernikkeld ⁽²⁾	100 kil.	225	75	4
---	----------	-----	----	---

⁽²⁾ Met inbegrip namelijk van de al of niet geamorceerde hulzen voor vuurmonden.

De Commissie heeft den gewijzigden tekst van het tariefontwerp aangenomen.

N° 969. Platen of bladen, geslagen of geplet.

Tariefontwerp :

a) gewone, enkel geslagen of geplet	100 kil.	3 × 3
b) dezelfde, gegolfd of anders gesneden dan met rechte hoeken	100 kil.	4 × 3.5
c) gepolijst, verlakt, vernist, met gewoon metaal bedekt of doorboord	100 kil.	12 × 3.5

Huidig tarief :

- a) vrij;
- b) vrij en waarde 10 t. h.;
- c) waarde 10 t. h.

« De producten onder litt. a, hebben eene bewerking ondergaan die de belasting wettigen. Het tariefontwerp bepaalt specifieke rechten voor de verschillende geplette werken, maar met merkbare vermindering van den last van 10 t. h. welke sommige onder hen treft. De voorgestelde rechten, stemmen, in hun geheel, met een geringer percentsbedrag *ad valorem* dan 5 t. h. overeen. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 84.)

N^o 970. Baren en draden enkel gesplet of getrokken.

Tariefontwerp : 100 kil. 4×3 .

Huidig tarief : Vrij.

Zie hooger Memorie van Toelichting, bij n^o 969.

N^o 992. Platen of bladen, geslagen of geplet.

Tariefontwerp :

- a) gewone, enkel geslagen of geplet 100 kil. 12×3 ;
- b) dezelfde, gegolfd of anders uitgesneden dan met rechte hoeken 100 kil. 14×3.5 ;
- c) gepolijst, verlakt, vernist of doorboord 100 kil. 24×3.5 .

Huidig tarief :

- a) vrij;
- b) 100 kil. 5×4 ; waarde 10 t. h.;
- c) waarde : 10 t. h.

De producten onder litt. a zijn belast wegens den bijgerekenen handenarbeid. (*Mem. v Toel.*, bl. 84.)

N^o 993. Dunne aluminiumbladen.

Tariefontwerp :

- a) enkel geplet, zelfs met teekeningen voortkomende van het pletten 100 kil. 40×4 ;
- b) vernist, geverfd of anders bewerkt 100 kil. 80×4 .

Huidig tarief :

- a) vrij;
- b) waarde 10 t. h.

Zie Memorie van Toelichting bij n^o 992.)

N^o 994. Baren of draden.

Tariefontwerp :

- a) enkel getrokken of geplet, eene dikte hebbende (2) :

van meer dan 10 millimeter	100 kil.	12×3
van 1 tot 10 millimeter	100 kil.	15×3
van minder dan 1 millimeter	100 kil.	20×3
- b) gepolijst of anders bewerkt

Huidig tarief :

- a) vrij.
- b) waarde 10 t. h.

Zie Memorie van Toelichting bij n^o 992.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk verleend tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N° 1003. Schrijfpennen :					
a) vergulde of verzilverde	100 kil.	500 »	4	500 »	3
b) andere.	100 kil.	140 »	4	140 »	3
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					

N° 1004. Drukletters :

Tariefontwerp : 100 kil. 60 × 4.

Huidig tarief : Vrij.

« De vrije invoer welke deze producten krachtens het huidig tarief genieten, is eene ongerijmdheid ten opzichte van het regime opgelegd aan het meerendeel der werken in metalen waarvan de verwante soorten in België vervaardigd worden.

Om in te gaan op de dringende aanvragen onzer fabrikanten van drukletters en van onze meesters photografeerders, die eene gelijke behandeling verzoeken als deze der andere nijverheden, onderwerpt het ontwerp van tarief de bedoelde producten aan specifieke rechten waarvan de grondslag het bedrag van 10 t. h. *ad valorem* niet te boven gaat. (*Mem. van Toel.*, blz. 86.)

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk verleend tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
		Fr.	c.	Fr.	c.
N° 1006. Niet sluitende tafel- of keukenmessen :					
a) uit een stuk, gansch staal	100 kil.	30 »	4	30 »	3.5
b) andere :					
1. met hecht in gemeen hout of in gemeen metaal	100 kil.	80 »	4	80 »	3.5
2. met hecht in fijn hout, been, donker hoorn, celluloid, verharde caoutchouc, namaaksels van schildpad en van ivoor, gleiswerk, geslepen glas, niet verzilverd wit metaal, vernikkeld metaal en dergelijke	100 kil.	120 »	4	120 »	3.5
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					

N° 1007. Voorsnijmessen en -vorken :

b) andere 100 kil. 140 » 4 140 » 3.5

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

N° 1008. Beenhouwersmessen 100 kil. 60 » 4 60 » 3.5

Huidig tarief : 100 kil. 4 × 6.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk verleend tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Ex 1009. Zakmessen; sluitende messen met twee of meer lemmers of stukken :					
b) andere.	100 kil.	180 »	4	180 »	3.5
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N° 1010. Snoeimessen en dergelijke sluitende messen, met één lemmer					
	100 kil.	60 »	4	60 »	3.5
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N° 1011. Scharen met dubbele armen, wegende per stuk :					
200 gram en meer	100 kil.	80 »	4	80 »	3
van 50 tot 200 gram	100 kil.	120 »	4	120 »	3
minder dan 50 gram	100 kil.	300 »	4	300 »	3
Huidig tarief : waarde 15 t. h.; 100 kil. 4×6.					
N° 1012. Haarknippers voor coiffeurs.					
	100 kil.	150 »	4	150 »	3.5
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 6.					
N° 1013. Snoeischaren, wegende per stuk :					
150 gram en meer	100 kil.	50 »	4	50 »	3.5
minder dan 150 gram	100 kil.	80 »	4	80 »	3.5
Huidig tarief : 100 kil. 4 × 6.					
Ex 1014. Scheermessen :					
b) andere, inbegrepen de geheel afgewerkte lemmers	100 kil.	250 »	4	250 »	3.5
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N° 1015. Mechanische scheermessen, of veiligheidsscheermessen, en hunne wissellemmers					
	100 kil.	600 »	4	600 »	3.5
Huidig tarief : waarde 15 t. h.					
N° 1016. Lemmers van scheermessen, messen, scharen :					
Tariefontwerp :					
a) Ruwe en dragende nog hunne giet- en matrijzingbaarden	100 kil.	20 »	3		
b, Ontdaan van hunne baarden, zonder andere bewerking.	id.	25 »	3.5		
c) Eene hoogere bewerking ontvangen hebbende, doch niet afgewerkt	id.	60 »	4		
d) Geheel afgewerkt, inbegrepen de half gepolijste lemmers (me uitsluiting van lemmers van scheermessen)	id.	400 »	4		

Huidig tarief :

a en *b*. 100 kil. 4×4 .
c en *d*. waarde 15 t. h.

« Het percentsbedrag *ad valorem* dat als grondslag voor de berekening der nieuwe rechten gediend heeft, overtreft nooit 15 t. h., en blijft in vele gevallen — namelijk voor de gewone artikelen — nog merkkelijk beneden dit cijfer. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 84.)

De overeenkomst met Frankrijk vermindert, litt. *c* en litt. *d*, den den coëfficiënt van 4 op 3.5.

De Regeering stelt een amendement voor, litt. *d* :

« De in het ontwerp voorkomende grondslagrechten zijn te hoog en het gevolg eener drukfout. Zij dienen te worden verlaagd ten einde den aanslag binnen redelijker perken terug te brengen. »

Tekst van het amendement :

d) geheel afgewerkt, met inbegrip van de
 halfgepolijste lemmers (met uitsluiting
 der lemmers van scheermessen). . . . 100 kil. 360 » 120 » 4

De tekst van het gewijzigd ontwerp werd door de Commissie aangenomen.

N° 1019. Werken in gemeene metalen, elders niet genoemd :

<i>a</i>) 1. Oogen, haken en buisvormige klinknagels voor de fabricatie van schoeisel	waarde.	15 t. h.	10 t. h.
2. Artikelen en toebehooren voor alle confectiën, zooals agrafer, haken (attaches), gespen, oogen niet genoemd, enz	waarde.	15 t. h.	12 t. h.
<i>b</i>) Koffiemolens	waarde.	15 t. h.	12 t. h.

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

AFDEELING XVI

**Machines, mechanieke werktuigen en toestellen, spoorweg-
en electriciteitsmaterieel.**

Analytische samenvatting.

1 klasse, n^{os} 1020 à 1089 : 215 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Getaxeerd :		
Waarde	13	9
Specifiek recht	202	206
	215	215

De Regeering stelt amendementen voor op de n^{os} 1024, 1037, 1038, 1057, 1060, 1074.

De overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht en coëfficiënt	1 categorie.
Recht alleen	46 id.
Coëfficiënt alleen	2 id.
	49 id.

N^o 1024. Oververhitters, voorverwarmers, bespaarders en alle niet genoemde toestellen, met verwarmings- of verkoelingsvlakken voor condensators, koelstoestellen, luchtverwarmers, luchtcondensators, voorverwarmers van alimenteerwater en soortgelijke :

Tariefontwerp :

a) in gietijzer of in gegoten staal, het gietijzer of het gegoten staal de hoofdstof zijnde in gewicht : 100 kil. 7×4 .

b) in plaatstaal :

1. van meer 2 millimeter dikte : 100 kil. 12×4 .

2. van 2 millimeter en minder dikte : 100 kil. 18×4 .

Huidig tarief : a) 100 kil. $(2 - 4) \times 6$.

b) 100 kil. 4×6 .

Aan de Regeering deed men opmerken, dat de bespaarders uit niet smeedbaar gietijzer gemiddeld vrij wat minder kosten dan de andere toestellen die onder litt. a van n^o 1024 opgesomd zijn.

Om den aanslag gelijk te maken wordt voorgesteld gezegde bespaarders in eene afzonderlijke categorie te rangschikken en op hen enkel het grondslagrecht van 4 frank per 100 kilogram in plaats van het aanvankelijk op 7 frank vastgestelde cijfer toe te passen.

Tekst van het amendement :

Oververhitters, voorverwarmers, bespaarders en alle niet genoemde toestellen, met verwarmings- of verkoelingsvlakken voor condensators, koeltoestellen, luchtverwarmers, luchtcondensators, voorverwarmers van alimenteerwater en soortgelijke :

a) in gietijzer of in gegoten staal, het gietijzer of het gegoten staal de hoofdstof zijnde in gewicht :

1. Bespaarders in niet smeedbaar gietijzer.	100 kil.	12 »	4 »	4
2. Andere	100 kil.	21 »	7 »	4

	Grondslag	Minimum tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Nr 1025. Vaste stoommachines immer van hunne ketels afgescheiden; stoempompen en andere, mechanisch in werking gesteld; samenpersers van lucht en van allerlei gassen: gas-, petroleum-, alcohol-, heetluchtmotors, motors met samengeperste lucht en met elk ander gas- of ontplofbaar mengsel en alle andere motors niet bijzonder genoemd :					

Nr 1027. Half-vaste stoommachines, met inbegrip van de stoomketels, wegende :

Minder dan 6,000 kilogram.	100 kil.	15 »	4	14 »	4
------------------------------------	----------	------	---	------	---

Huidig tarief : 100 kil. 2-4 met coëfficiënt 6.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N ^o 1035. Hijsch- en behandelings- stellen :					
a) Vervoerbare toestellen zooals : dommekrachten, vijzelschroeven, katrollen, katrolblokken, talies, enz.	100 kil.	20	» 4	12	» 4
b) Andere, elders niet genoemd, noch begrepen	100 kil	10	» 4	8	» 4
Huidig tarief : 100 kil. 2-4-12, coëfficiënt 6; waarde 10 t. h.					

N^o 1037. Gasmeters, met inbegrip van hunne losse stukken :

Tariefontwerp : 100 kil. 60 × 4.

Huidig tarief : 10 kil. 2-4-12, coëfficiënt 6.

De overeenkomst met Frankrijk vermindert het grondslagrecht van 60 op 40 frank par 100 kil.

Ingevolge opmerkingen in de Commissie voorgebracht, stelt de Regeering een amendement voor bij n^o 1037. « Alleen de gasmeters, voor aangeslotenen, zegt de verklarende nota, worden in dezen post bedoeld.

» Om alle verkeerde opvattingen te voorkomen, leek het noodig den tekst aan te vullen door eene nota, luidens dewelke de zoogenaamde « meterhuizen », groote toestellen, bestemd om den gang der gasfabrieken te controleeren en om al het voortgebrachte gas op te schrijven, onder het regime der *Machines, mechanische werktuigen*, enz. vallen. »

Tekst van het amendement :

Gasmeters, met inbegrip van hunne losse stukken (1)	100 kil.	180 »	60 »	4
--	----------	-------	------	---

(1) De gefabriceerde gasmeters volgens het regime der machines, machinetoestellen, enz., van n^o 1064.

N^o 1038. Spinnerijtoestellen, watermeters en in het algemeen, alle telmachines of dergelijke toestellen elders niet genoemd, noch begrepen, waarin zich een hoorlogewerk bevindt; losse stukken voor die telmachines of toestellen,

Tariefontwerp : 100 kil. 150 × 4.

Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4 — 12 met coëfficiënt 6.

Het tariefontwerp wijzigd grondig de tarifeering van de sectie XVI om de redenen die breedvoerig in de Memorie van Toelichting zijn vermeld.

« Eene der meest in 't oog vallende ketterijen van het huidig regime bestaat hierin dat in menige gevallen de rechten op de machines lager zijn dan diegene welke de verscheidene bij hunne fabricage gebruikte artikelen, treft, zoodat de fiscale last in omgekeerde verhouding tot den ingelijfdn handenarbeid weegt...

» Behoudens eenige zeldzame posten waaraan rechten *ad valorem*, verbonden blijven, zijn de voorziene rechten specifiek; het bedrag er van werd vastgesteld rekening houdende met de onderscheidenlijke waarden der producten. De belastingdruk dezer bedragen blijft binnen matige perken, 8 tot 10 t. h. *ad valorem* — te zeggen den last voorzien voor vele

werken in metalen — en bereikt zelfs soms 8 t. h. niet, wanneer het machines of toestellen geldt, welke in België nog niet op ruime schaal vervaardigd worden. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 90.)

De overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van (150×4) 600 frank op (100×4) 400 frank per 100 kil.

De Kamer zond aan de Commissie een verzoekschrift vragende, namens sommige invoerders van watermeters, de handhaving van de huidige invoerrechten op dit artikel.

Zij doen opmerken dat deze toestellen welke, tot heden, een invoerrecht betaalden verschillend naar de voornaamste grondstof hunner constructie, door het ontwerp geklasseerd zijn in eene eenige categorie zonder rekening te houden of zij van koper zijn, ijzer, staal of gietijzer.

De alzoo gevestigde rechten bedragen, voor sommige typen, driehonderdmaal meer dan die van 1914. Volgens tabellen gehecht aan het verzoekschrift, zouden de rechten 1 tot 2½ t. h. der waarde bereiken.

Deze opmerkingen brachten de Regeering er toe een amendement voor te stellen bij n° 1038.

« Krachtens de voorgestelde nieuwe tarifeering, zegt de verklarende nota, begrijpt n° 1038 nog enkel de telmachines en hunne losse stukken, die niet meer dan 20 kilogram wegen, terwijl de zwaardere artikels het regiem der *Machines, mechanische werktuigen, enz.*, zullen volgen. Voor de toestellen van 20 kilogram of minder, blijft het aanvankelijk recht van 150 frank per 100 kilogram gehandhaafd voor die uit koper of uit minstens 10 t. h. koper bestaand, terwijl de voorwerpen met andere samenstelling, namelijk die uit gietijzer, tegen een grondslagrecht van 80 frank de 100 kilogram zullen belast zijn.

» Door die wijzigingen zal de fiskale druk op bedoelde producten meer eenvormigheid erlangen en wordt aan de verlangens der invoerders te gemoet gekomen.

Tekst van het amendement :

Spinnerijtoestellen, watermeters en in het algemeen, alle telmachines of dergelijke toestellen elders niet genoemd noch begrepen, waarin zich een horlogewerk bevindt, en losse stukken voor die telmachines of toestellen, wegende per eenheid :

a) 20 kilogram of minder :

1. Van koper of gevormd van ten minste				
10 t. h. koper	100 kil.	450 »	150 »	4
2. Andere	100 kil.	240 »	80 »	4

b) meer dan 20 kilogram Régime der Machines, mechanische werktuigen en volledige toestellen, of der losse stukken van machines, enz., volgens de soort.

De aldus gewijzigde tekst van het ontwerp werd door de Commissie met 9 stemmen tegen 4 onthoudingen goedgekeurd.

	Grondslag	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Ex. 1040. Werktuigmachines ⁽¹⁾ we- gende :					
van 5,000 tot 10,000 kilogram . . .	100 kil.	12 »	4	10 »	4
van 1,000 tot 5,000 kilogram . . .	id.	14 »	4	13 »	4
Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4 — 12; coëff. 6.					

N^o 1045. Machines voor het spelden der kaardeplaten en- banden . . .	id.	25 »	4	10 »	4
Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4 — 12; coëff. 6.					

N^o 1049. Jacquardmechanieken . . .	id.	20 »	4	10 »	4
Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4; coëff. 6.					

N^o 1050. Breiwerkgetouwen :

Tariefontwerp : 100 kil. 15 × 4.

Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4; coëff. 6.

De overeenkomst met Frankrijk vermindert het grondslagrecht van 15 tot 10 frank per 100 kil.

Bouwers van breimachines doen opmerken dat het inkomrecht in Frankrijk (n^o 569) ter waarde is van 10 of 15 t. h. en dat dit recht 150 frank per 100 kil. vertegenwoordigt; zij vragen de verhooging van het recht dat in het ontwerp is voorzien.

Nog werd opgemerkt dat de in deze aanvraag bedoelde getouwen begrepen zijn niet onder n^o 1050, maar onder n^o 1051 en getaxeerd tegen 50 × 4.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N^o 1052. Tule-, borduur-, kantwerk- en guipuregetouwen	100 kil.	15 »	»	7 »	»
Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4; coëff. 6.					

N^o 1055. Allerlei naaimachines: borduurmachines, met zwengel :

Tariefontwerp :

a) Met stelling	100 kil.	10 × 4
b) Machinekoppen en machines zonder stelling	100 kil.	50 × 4
Huidig tarief	100 kil.	2 × 6

De overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht litt. a van (10 × 4) 40 frank op (8 × 4) 32 frank, en litt. b van (50 × 4) 200 frank op (35 × 4) 140 frank.

De grondslagrechten van het Fransche tarief zijn dezelfde; de coëfficiënt is 4.1 in plaats van den in België toegepasten coëfficiënt 4.

Sommige leden vroegen het behoud van het huidige tarief en deden opmerken welk gebruik in België van naaimachines wordt gemaakt.

De Commissie, rekening houdende met de betrekking bestaande tusschen de onderscheidene taxaties der sectie, heeft den tekst van het ontwerp goedgekeurd.

N° 1056. Schrijf- en rekenmachines, eenvoudige of gecombineerde, registreerkassen, contrôlekassen, en hunne losse stukken, wegende :

Tariefontwerp :

50 kilogram en meer 100 kil. $200 \times 4 = 800$ frank.

Minder dan 50 kilogram 100 kil. $350 \times 4 = 1,400$ frank.

Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4, coëfficiënt 6; waarde 15 p. c.

De overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht van beide categorieën :

Voor de eerste van 125×4 .

Voor de tweede van 300×4 .

Eene nota, aan de Commissie medegedeeld, doet opmerken dat de registreerkassen niet in België worden vervaardigd, en dat eene registreerkas n° 150 — 9, welke ongeveer 150 kil. weegt, 3,600 frank zal betalen, ongeveer hun aankoop prijs of 100 t. h.

De Commissie, rekening houdende met het geheel der tarifeering van de sectie, heeft het ontwerp aangenomen.

N° 1057. Landbouwmachines (motor niet inbegrepen), en hunne losse stukken :

Tariefontwerp :

a) Ontrooiers 100 kil. 25 „ 4

b) Ploegen, cultivators, uitrooiers, aardappeluitrooiers, enz., mechanische maaimachines, mechanisches dorschmachines, zaaimachines, hooischudders en andere niet afzonderlijk genoemde landbouwmachines id. 8 „ 4

Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4 met coëfficiënt 6 en waarde 10 t. h.

De overeenkomst met Frankrijk vermindert het recht litt. a : ontrooiers, van (25×4) 100 frank op (20×4) 80 frank.

Eene nota aan de Commissie overgemaakt doet opmerken dat volgens der tariefontwerp, de *mechanische dorschmachines, uitlezers en andere machines waarin het hout overweegt*, onder rubriek b vallen, voor dewelke, in minimum een recht van 8 frank per 100 kil. voorkomt, met coëfficiënt 4. Deze post vertegenwoordigt voor betreffende machines slechts ongeveer 5 t. h. *ad valorem*, of de helft van het recht toegepast krachtens het huidig tarief (10 t. h. *ad valorem*).

Gezien de bezwaren geopperd door de Belgische nijverheid der landbouwmachines, stelt de Regeering voor post b van het eerste ontwerp te splitsen en afzonderlijk de machines, waarin het hout overwegend is, tegen het bedrag van 15 frank per 100 kil. te belasten, met coëfficiënt 4, derwijze dat nagenoeg het huidige recht behouden wordt.

Tekst van het amendement :

Landbouwmachines (motor niet inbegrepen) en
hunne losse stukken :

a) Ontrooiers	100 kil.	75 »	25 »	4
b) Mechanische dorschmachines, uitlezers en andere machines waarin het hout overweegt	id.	45 »	15 »	4
c) Ploegen, cultivators, uitrooiers, aardap- peluitrooiers, eaz., mechanische maai- machines, zaaimachines, hooischudders en andere niet afzonderlijk genoemde landbouwmachines.	id.	24 »	8 »	4

N^o 1059 aldus gewijzigd werd door de Commissie goedgekeurd.

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.		
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.	
N ^o 1058. Machines om flesschen en tonnen te spoelen, te stoppen, van capsulen te voorzien, te vullen.	100 kil.	15 »	4	12 »	4

Huidig tarief : 100 kil. 2-4-12 coëffi-
ciënt 6; waarde 10 t. h.

Ex 1059. Verdampings-, verwarmings-,
stooktoestellen en dergelijke,
voor suikerfabrieken, siroop-
fabrieken raffinaderijen,
brouwerijen, stokerijen, glu-
cose-, bkeur-, gistfabrieken,
fabrieken van verduurzaam-
de eetwaren, reukwerkfa-
brieken, suikerbakkerijen,
voor apotheken, keukens, ver-
verijen en alle andere nijver-
heden, met inbegrip van de
gefatsoeneerde of gebogen
koperen buizen :

a) in aluminium of ten minste 10 t. h. aluminium bevattende, wegende :					
250 kilogram en meer	id.	50 »	4	25 »	4
minder dan 250 kilogram . . .	id.	60 »	4	40 »	4
b) bevattende meer dan 50 t. h. koper, wegende :					
250 kilogram en meer	id.	35 »	4	25 »	4
minder dan 250 kilogram . . .	id.	50 »	4	40 »	4

Huidig tarief :

- a) 100 kil. 40-2-4-12; coëfficiënt 6.
- b) 100 kil. 12 × 6.
- c) 100 kil. 2-4; coëfficiënt 6.

N^o 1060. Radiators voor verwarmingsinrichtingen, in gietijzer :

Tariefontwerp : 100 kil. 4 × 4.

Huidig tarief : 100 kil. 2 × 6.

Het ontwerp beoogt enkel de radiators in gietijzer, maar aangestipt
werd dat eveneens radiators in plaatijzer of in staal ingevoerd worden.

De Regeering stelt een amendement voor deze laatste omvattende, met specifieke rechten waarvan de belastingdruk ongeveer gelijk is aan 10 t. h. *ad valorem*.

Tekst van het amendement :

Radiators voor verwarmingsinrichtingen :

a) in gietijzer	100 kil.	12	4	4
b) in ijzeren of stalen platen	100 kil.	24	8	4

De tekst van het ontwerp met het amendement worden goedgekeurd :

	Grondslag.	Minimum tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.			
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.		
Ex1061. Vast materieel voor spoor- en tramwegen :							
b) Kruismidden	100 kil.	12	»	4	10	»	4
Huidig tarief : 100 kil. 4×4 .							
Ex1064. Volledige machines, mechanische werktuigen en toestellen afzonderlijk getarifeerd :							
a) in aluminium of bevattende ten minste 10 t. h. aluminium, wegende :							
250 kilogram en meer	id.	40	»	4	25	»	4
min dan 250 kilogram	id.	30	»	4	40	»	4
b) in gietijzer, in ijzer of in staal, wegende :							
van 500 à 1,000 kilogram	id.	12	»	4	10	»	4
van 250 à 500 kilogram	id.	16	»	4	12	»	4
van 100 à 250 kilogram	id.	20	»	4	15	»	4
van 50 à 100 kilogram	id.	25	»	4	18	»	4
minder dan 50 kilogram	id.	30	»	4	20	»	4
c) in koper of bevattend meer dan 50 t. h. koper wegende :							
250 kilogram en meer	id.	35	»	4	25	»	4
minder dan 250 kilogram	id.	50	»	4	40	»	4
Huidig tarief :							
a) 100 kil. 40-2-4-12 coëfficiënt 6; waarde 10 t. h.							
b) 100 kil. 2-4 coëfficiënt 6.							
c) 100 kil. 12×6 .							

N° 1071. Ringvormige lagers met kogels of rollen, de kogels of de rollen hebbende eenen diameter van :

meer dan 5 millimeter	id.	30 »	4	30 »	4
5 millimeter of minder	id.	80 »	4	30 »	4

Huidig tarief : 100 kil. 4 × 4.

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk. Toegestaan tarief.	
Grondslag.		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N ^o 1072. Rolkogels, met een diameter van :					
meer dan 5 millimeter	100 kil.	100 »	4	60 »	4
5 millimeter of minder	id.	180 »	4	100 »	4

Huidig tarief : 100 kil. 4 × 4.

**N^o 1073. Cylinders in koper of in messing,
gegraveerd voor het drukken
of voor toereedingen**

id. 50 » 4 10 » 4

Huidig tarief : 100 kil. 12 × 6.

N^o 1074. Losse stukken van machines, van mechanische werktuigen, van toestellen en drijfwerken, niet afzonderlijk getarifeerd.

Het tariefontwerp omvat 33 categorieën, verdeeld over de litt. *a, b, c, d, e, f, g, h, i*, naar gelang de gebruikte grondstof; de rechten zijn specifiek verschillend van 6×4 tot 70×4 per 100 kil., behalve voor de artikelen in hout, in caoutchouc en andere niet genoemde stoffen, waar zij bepaald worden op 10 t. h. van hunne waarde.

In het huidige tarief bedragen de specifieke rechten per 100 kil. de 2, 4, 12, 40, met coëfficiënten 4 of 6; de rechten *ad valorem* bedragen 10 t. h.

De Regeering stelt voor den tekst van litt. *d* te wijzigen : « door achter het woord *koper*, de woorden *of van nikkel of van legeeringen* dezer metalen te voegen.

« Deze wijziging wordt gerechtvaardigd door het feit dat, in menig geval, de mechanische stukken en namelijk het kraanwerk in 't algemeen (schuiven, kleppen, enz.) niet « 10 t. h. en niet meer dan 50 t. h. » *koper* bevatten, maar wel *nikkel* of *legeeringen* dezer metalen met andere gemeene metalen. »

Tekst van het amendement :

Losse stukken van machines, mechanische werktuigen, van toestellen en van drijfwerken niet afzonderlijk getarifeerd ⁽¹⁾ :

d) bestaande uit ten minste 10 t. h. en niet meer dan 50 t. h. koper of nikkel of legeeringen dezer metalen met andere gemeene metalen, wegende per stuk ⁽²⁾ :

50 kilogram en meer	100 kil.	45	15	4
van 10 à 50 kilogram	100 kil.	60	20	4
van 1 à 10 kilogram	100 kil.	75	25	4
minder dan 1 kilogram	100 kil.	90	30	4

⁽¹⁾ Behoud van deze nota.

⁽²⁾ De buiswerkverbindingen inbegrepen.

De Commissie heeft den aldus gewijzigden tekst van het ontwerp goedgekeurd.

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Grondslag.	Recht.	Coëfficiënt.	Recht.	Coëfficiënt.
Ex 1077 Electrische accumulators en hunne wisselplaten (electroden) :					
a) accumulators voor automobielvoertuigen	100 kil. waarde	12 »-40 »	4.5	—	—
b) niet genoemde :				20 p. c.	—
verbonden met celluloid, eboniet of dergelijke plastische stoffen; alcalische accumulators voorzien van electroden met metalen van den groepijzer-nikkel en recipienten in vernikkeld ijzer, van het zoogezegd Edison type; verzamelde platen . .	100 kil.	40 »	4.5	20 »	4.5
Huidig tarief :					
100 kil. 2-4-12; coëfficiënt 6.					

Nr 1086. Electrische gloeilampen.

Tariefontwerp :

a) met draadjes in metaal of in rare aarden in gesloten peren :

1. met gas	100 kil.	250 »	4.5
2. luchtleedig	id.	150 »	4.5

b) met koolachtige draadjes en andere . . . id. 100 » 4.5

Huidig tarief : 100 kil., 12 × 6.

Eene nota, aan de Commissie toegezonden, vraagt dat het recht wordt gesteld op 1,200 frank per 100 kil. voor de monowatt-lampen en 2,400 frank per 100 kil. voor de halfwatt-lampen. De gemiddelde lamp weegt 50 gram netto; de toepassing van het voorgestelde recht, zegt namelijk de nota, zou den verbruiker niet treffen en toelaten de Belgische nijverheid der electrische lampen te bevorderen; de groote winst op de lampen wordt thans verwezenlijkt door een half dozijn tusschenhandelende grossisten welke van de Duitschers, wier prijs zeer laag is. en van Hollanders, die wegens hunne vroegere winsten de dumping kunnen toepassen, afslagen bekomen die tot 60 t. h. van het tarief bereiken.

Het bestaan van de inlandsche productie deed met 20 t. h. verlagen de prijzen welke zekere vreemde producent in 1919-1920 door den verbruiker deed betalen.

De Belgische markt heeft jaarlijks ongeveer 6,500,000 electrische lampen nodig.

De invoer is 5,000,000 tegen den prijs van 3 frank per lamp.

De Commissie, rekening houdende met de belangen der verbruikers, heeft, met 8 tegen 7 stemmen, den voorgestelden tekst verworpen en de rechten van het huidige tarief aangenomen.

		Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan-tarief.	
	Grondslag.	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N° 1087. Electriciteitmeettoestellen, met inbegrip hunner losse stukken :					
a) Meters :					
Van minder dan 5 kilogram	100 kil.	150 »	4.5	—	—
	Stuk.	—	—	10 »	—
Van meer dan 5 kilogram	100 kil.	150 »	4.5	75 »	2
b) Andere (¹), met inbegrip der losse stukken van meters					
	100 kil.	200 »	4.5	200 »	2
Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4 — 12; coëfficiënt 6; waarde 10 t. h.					
N° 1088. Telegraphische en telephonische toestellen, van allen aard :					
	id.	150 »	4.5	150 »	2
Huidig tarief : 100 kil. 2 — 4 — 12; coëfficiënt 6; waarde 10 t. h.					

AFDEELING XVII

Voertuigen andere dan voor spoorwegen.

Analytische samenvatting.

1 klasse, n° 1090 tot 1104 : 35 categorieën.

	Bestaande tarief :	Tariefontwerp :
Vrijgesteld van rechten	2	2
Belast :		
Waarde	29	2
Specifiek recht	4	31
	<u>33</u>	<u>33</u>
	35	35

De Regeering stelt twee amendementen voor : een op n° 1100; het andere op de nota betreffende de afdeeling XVII.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht en coëfficiënt	11 categorieën.
Coëfficiënt alléén	1 id.
	<u>12 id.</u>

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
N° 1093. Volledige rijwielen	100 kil.	150 »	4	150 »	3

Huidig tarief : waarde 15 p. c.

N° 1100. Automobielrijtuigen :

Tariefontwerp :

a) Onderstellen, met of zonder motor, met of zonder koetswerk, wegende per eenheid :

4,000 kilogram en meer	100 kil.	60 »	4
Van 2,000 tot 4,000 kilogram :			
1. Rijtuigen voor reizigers	id.	160 »	4
2. Andere	id.	120 »	4
Minder dan 2,000 kilogram	d.	160 »	4

b) Koetswerk :

1. Voor automobielrijtuigen bestemd tot het goederen-vervoer	100 kil.	12 »	4
2. Voor automobielrijtuigen bestemd tot het reizigers-vervoer	100 kil.	160 »	4

c) Ondersteldraagramen in gedreven stalen plaat 100 kil. 50 » 4

d) IJzeren of stalen velgen :

1. In rechte staven	100 kil.	12 »	3
2. Beslagen voor volle banden van automobielwagens .	100 kil.	20 »	3
3. Andere	100 kil.	20 »	3

e) Losse stukken, niet afzonderlijk getarifeerd waarde. 12 t. h.

Huidig tarief :

a. Waarde : 12-20 t. h.

b en c. Waarde : 12 t. h.

d. 1. 100 kil. 4 × 4

d. 2 en 3 en e. Waarde : 12 t. h.

De rechten onder dit nummer van het tarief voorgesteld gaven in de Commissie aanleiding tot lange bespreking.

De Memorie van Toelichting wijst er op, dat de rechten *ad valorem* door specifieke rechten werden vervangen : « Sedert de instelling van het *ad valorem* regime, krachtens de wet van 21 Maart 1921, heeft het Beheer kunnen vaststellen dat onderschattingen zich bij den invoer menigvoudig voordeden, zoodat het werkelijk geheven recht merkbaar beneden het in het tarief vermelde bedrag bleef. Anderzijds is het moeilijk, gezien de onvastheid der prijzen, de normale waarden te bepalen hetgeen gestadig tot geschillen met de douane leidt. Om deze bezwaren te ondervangen, wordt voorgesteld tot de tarifeering naar het gewicht terug te keeren. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 90.)

De Memorie van Toelichting vermeldt den in- en uitvoer alsmede eene tabel der inkomende rechten in sommige landen : de opname daarvan in het verslag wordt gebillijkt door de bespreking waartoe de tarifeering van n^o 1100 aanleiding gaf.

Volledige rijtuigen en onderstellen.

Jaren.	Invoer.		Uitvoer.	
	Hoeveelheid.	Waarde.	Hoeveelheid.	Waarde.
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
1912	1,059,000	5,445,000	3,082,000	23,523,000
1913	1,115,000	5,356,000	3,467,000	28,014,000
1920	5,604,000	86,227,000	3,002,000	37,051,000
1921	6,551,000	69,033,000	1,840,000	38,067,000
1922	9,459,000	66,690,000	912,000	16,744,000

(eerste negen maanden).

Jaren.	Invoer van uit Frankrijk naar België.		Uitvoer van uit België naar Frankrijk.	
	Getal automobielen.	Waarde.	Getal automobielen.	Waarde.
1912	604	3,094,000	177	1,573,000
1913	587	3,073,000	264	2,313,000
1920	1,639	33,861,000	157	2,443,000
1921	2,096	32,135,000	85	2,000,000
1922 (eerste 9 maanden).	1,952	25,163,000	12	253,000

Het bedrag der inkomende rechten in de voornaamste landen waarmede België zaken voert is :

Land.	Goederen.	Grondslag.	Bedrag.
<i>Frankrijk</i>	Allerhande automobielrijtuigen.	Waarde.	45 t. h.
<i>Engeland</i>	Id.	Waarde.	33 1/3 t. h.
<i>Italië</i>	Automobielrijtuigen wegende tot 2,500 kil.	100 kil. } (bovendien eene surtaxe van :) Waarde 35 t. h.	van 65 tot 120 lira goud.
<i>Spanje</i>	Automobielrijtuigen van : a) tot 20,000 pesetas. b) meer dan 20,000 pesetas.	Waarde	betalbaar in goud. 25 t. h. 30 t. h.
<i>Vereenige Staten van Amerika.</i>	Automobielrijtuigen.	Waarde	25 t. h.

De Memorie van Toelichting besluit daaruit : « Zonder den belastingdruk van eenige der hierboven aangehaalde bedragen *ad valorem* te bereiken, sluiten de in het ontwerp van tarief vermelde specifieke rechten eene merkbare verhooging van den fiskalen last welke thans de automobielen bij hunnen invoer in België treft, in zich.

» Maar in acht dient genomen dat deze rechten als het ware opgedrongen werden ingevolge de tolpolitiek der andere landen. Ook mag dan onmiddellijk bijgevoegd worden dat de voorziene rechten gebeurlijk zouden kunnen verlaagd worden, in ruil voor gelijke tegemoetkomingen welke ons op de vreemde tarieven zouden gedaan worden. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 92.)

De overeenkomst met Frankrijk wijzigt volkomen de litt. a en b.

Grondslag.	Minimum tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
	Recht.	Coëfficiënt.	Recht.	Coëfficiënt.
Automobielrijtuigen :				
a) Voertuigen bestemd voor het personenvervoer met inbegrip der nijverheidsvoertuigen, die minder dan 2,000 kilogram wegen.				
1. Volledige onderstellen zonder koetswerk (1), wegende :				
675 kil. en minder	100 kil.	160 » 4	160 »	2.6
meer dan 675 kil. tot 1,300 kil.	id.	160 » 4	160 »	3.1
meer dan 1,300 kil.	id.	160 » 4	160 »	3.7

	Grondslag.	Minimum tarief.		Aan Frankrijk toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
2. Volledige onderstellen met koetswerk (1), wegende :					
950 kil. en minder	100 kil.	160 »	4	160 »	2.6
Meer dan 950 kil. tot 1,800 kil.	id.	160 »	4	160 »	3.4
Meer dan 1,800 kil.	id.	160 »	4	160 »	3.7
b) Nijverheidsvoertuigen :					
Onderstellen met of zonder koetswerk, wegende 2.000 kil. en meer	id.	60/120 »	4	140 »	—

(*) Zal als koetswerk beschouwd worden eene constructie gemaakt volgens de regelen der kunst, en onder andere bevattend, voor de open rijtuigen, de portieren, windscherm, kap, kussens, versiering, schuldering, voettreden en vleugels, en voor de gesloten rijtuigen, dezelfde deelen plus de ruiten.

De Regeering stelt een amendement voor op litt e van het tariefontwerp :
« Losse deelen en stukken, niet afzonderlijk getarifeerd ».

« Volgens den tekst van het ontwerp zouden de niet afzonderlijk getarifeerde losse stukken voor automobielen, in minimumtarief belast worden tegen 12 t. h. naar de waarde, ongeacht hunnen staat van afwerking.

Het zou dus mogelijk zijn, tegen dat recht, geheel afgewerkte stukken in te voeren, welke hier te lande enkel moeten ineengezet worden om er rijtuigen of deelen van rijtuigen van te maken en aldus de daarop toepasselijke, merkbaar hogere rechten te ontduiken.

Ter verijdeling van dergelijke praktijken, die van aard zijn de Belgische nijverheid ernstig te benadeelen, wordt voor de losse deelen en stukken voor automobielen, een tweeledige aanslag voorgesteld, naar gelang zij *al dan niet in afgewerkten staat* ingevoerd worden.

Het recht van 12 t. h. naar de waarde zou blijven voor de *niet afgewerkte* deelen en stukken, terwijl op de andere het hoogste voor automobielen voorziene recht zou komen, zulks omdat het meestal niet mogelijk is, vast te stellen bij welk slag van rijtuigen de ingevoerde stukken behooren. »

Tekst van het amendement :

e) Losse deelen en stukken, niet afzonderlijk getarifeerd :

1. Afgewerkte	100 kil.	480 »	160 »	4
2. Niet afgewerkte	waarde	36 t. h.	12 t. h.	—

Sommige leden der Commissie deden opmerken, dat de automobiel, en in alle geval de vrachtautomobiel, niet meer als weeldeartikel mocht worden beschouwd, dat de voorgestelde rechten er den prijs van verhoogden, en dat de nationale bedrijven niet in staat waren het vereischte getal rijtingen te verschaffen.

Met 9 stemmen tegen 3 heeft de Commissie, met inachtneming van den invoer en den uitvoer, van de rechten van het buitenland en van den aard zelf der bedoelde producten, den tekst van het tariefontwerp en het amendement goedgekeurd.

NOTA BETREFFENDE DE AFDEELING XVII.

Bij wijze van amendement stelt de Regeering voor, de nota betreffende de Afdeeling XVII in het tariefontwerp te wijzigen :

« De losse stukken van voertuigen, afzonderlijk ingevoerd en in dien staat niet afzonderlijk getarifeerd, volgen het regime der werken volgens de soort. De onvolledige voertuigen of de groepen van samengevoegde stukken volgen het regime der volledige voertuigen.

» De nieuwe tarifeering, voorzien bij n° 1100 *e* heeft eene lichte wijziging tot gevolg in den tekst der nota betreffende de Afdeeling XVII. »

Tekst van het amendement :

De losse stukken van voertuigen, afzonderlijk ingevoerd en in dien staat niet afzonderlijk getarifeerd, volgen het regime der werken volgens de soort. De onvolledige voertuigen of de groepen van samengevoegde stukken, *niet afzonderlijk in dien staat getarifeerd*, volgen het regime der volledige voertuigen.

AFDEELING XVIII

Horlogemakerswerk; werktuigen en toestellen elders niet genoemd.

Analytische samenvatting.

2 klassen, n^o 1105 tot 1123 : 51 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht	14	9.
Getaxeerd :		
Waarde	37	24
Specifiek recht	»	18
	<u>37</u>	<u>42</u>
	37	42
	<u>51</u>	<u>51</u>

De artikelen, die vrij zijn in het huidig tarief en getaxeerd in het tariefontwerp, staan onder de n^o 1118, 1120, 1121 en 1123.

De Regeering stelt amendementen voor bij de n^o 1107 en 1121.

De overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht alleen 2 categorieën.

N^o 1107. Uurwerkdoozen en uurwerkkastranden (carrures) :

Tariefontwerp :

Rechten der uurwerken zonder systeemverwikkeling met coëfficiënt 2.

Huidig tarief : Waarde 10 t. h.

De Regeering stelt een amendement voor :

« De rechten op de zakuurwerken, zegt de verklarende nota, zijn voorzien onder n^o 1105, zakuurwerken zonder systeemverwikkeling, en n^o 1106, ingewikkelde zakuurwerken, repetitie, met onafhankelijke seconden, enz., chronographen, datums- en wekkerszakhorloges.

» Artikel 1107 past op al de zakuurwerkkasten het recht toe van n^o 1105, recht dat merkelijk lager is dan deze van n^o 1106.

» Op aanvraag der handelaars in horlogemakerswerk komt eene wijziging in den tekst opdat bewuste doozen en kastranden hetzelfde regime zouden volgen als de uurwerken waarvoor zij bestemd zijn, zulks om te

beletten dat men, ter ontduiking van een deel der rechten, kasten en raderwerken afzonderlijk invoere. »

Tekst van het amendement :

Uurwerkdoozen en uurwerkkastranden (carrures) : Rechten en coëfficiënten der Uurwerken volgens de soort.

	Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk verleend tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
Ex 1112. Uurwerken voor automobielen.	waarde	15 t. h.	—	12 t. h.	—

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

N^o 1113. Wekkers met of zonder muziek

of slagwerk id. 15 t. h. — 12 t. h. —

Huidig tarief : 15 t. h.

N^o 1118. Toestellen en werktuigen uitsluitend gebezigd in geneeskunde, heelkunde en veeartsenijkunde :

Tariefontwerp :

a) orthopedische toestellen, breukbanden waarde 15 t. h.
 b) Tafels van heelkundige operaties waarde 15 t. h.
 c) andere waarde 10 t. h.

Huidig tarief :

a) en b) waarde 15 t. h. ;
 c) vrij.

« Deze vrijstelling was gegrond, zegt de Memorie van Toelichting, op het feit dat de artikelen dezer soort in de geneeskunde of voor louter wetenschappelijke doeleinden gebezigd werden; voor meest hunner hingen wij overigens van het buitenland af.

» Zulks is heden niet meer het geval. Vele instrumenten en toestellen welke eertijds terecht beschouwd werden als uitsluitend bestemd zijnde voor wetenschappelijke studiën, worden nu in de nijverheid gebruikt, dienen tot het uitoefenen van beroepen of worden gebezigd gelijk elk ander voorwerp van dagelijksch gebruik. Om zich daarvan te overtuigen, volstaat het te noemen de precisieweegschalen, de passers, de winkel-haken, de calibers, de jaugeermaten, de micrometers, de alcoholmeters, de thermometers en barometers, de manometers, de landmeterswinkel-haken en -kompassen, de waterpassen, enz.

» Anderdeels worden deze instrumenten, in groot getal, thans in België vervaardigd. Deze nijverheid — welke in andere landen zorgvuldig de bescherming harer Regeering heeft — zal zich eerlang bij ons ook ontwikkelen, indien, op het oogenblik dat onze fabrikanten zich beijveren om eene leemte in de werking der nationale nijverheid aan te vullen, haar eenen onderstand verleend wordt, welke haar in staat stelt met gelijke wapens tegen de vreemde mededinging te kampen. »

» In dien geest, werd dan ook een recht van 10 t. h. *ad valorem* — ten slotte zeer matig recht — voorgesteld voor de toestellen en werktuigen waarvan sprake. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 96.)

N^r 1120. Precisie-instrumenten, meet-, teeken-, landmeters-, niveleer-, planopnemingswerktuigen.

Tariefontwerp :

- a) Precisie-weegschalen en goudschaaltjes, met inbegrip van hunne kasten en dozen met precisie-gewichten.
- b) Passerdoozen, passers, winkelhaken, teekenlinialen om kromme lijnen te trekken, teekenapen, meetlatten, planimeters, toestellen om te verdeelen, calibers, jaageermaten, palmers, micrometers en andere meet-, verificatie- en calibreerwerktuigen niet afzonderlijk getarifeerd.
- c) Alcoholmeters, areometers, densimeters en thermometers.
- d) Manometers.
- e) Barometers, hygrometers.
- f) Landmeterswinkelhaken, landmeterskompassen, waterpassen, eenvoudige waterpassen met luchtbel, meettafels en viseerlatten.

Al deze artikelen zijn getaxeerd waarde 10 t. h.

Huidig tarief :

- a, d en f vrij;
- b, c en e waarde 15 t. h. ; vrij.

Zie Memorie van Toelichting, onder n^r 1118, voor de artikelen vrijgesteld door het bestaand tarief en getaxeerd door het n^r 1120 van het tariefontwerp.

Wat de andere betreft, zegt de Memorie van Toelichting, wordt opgemerkt dat dit recht van 10 t. h. neerkomt op eene vermindering voor sommige artikelen welke vroeger tegen 15 t. h. *ad valorem* belast werden als *Meubels* of als *Kramerij en ijzerkramerij*. Zulks is namelijk het geval voor de thermometers en barometers welke versierd zijn met niet onontbeerlijke monturen of versieringen (ex n^r 1120-c en e), de teekenlinialen om kromme lijnen te trekken en de meetlatten (ex n^r 1120-b). (*Mem. v. Toel.*, bl. 96.)

N^r 1121. Werktuigen van waarnemingswerktuigen, geodesie, optiek, photographie, sterrekunde en cosmographie.

Tariefontwerp :

De vrijstellingen van het bestaand tarief worden behouden voor :

- b) Microscopen.
- d) Zeekijkers en verrekijkers.
- e) Photographische toestellen, bijzonder gebouwd voor wetenschappelijke navorschingen.
- h) Telescopen, sterrekijkers, meridiaankijkers, equatorialen, met inbegrip van de buizen en van de gestellen.
- i) Aard- en hemelbollen.

Zijn getaxeerd :

- a) Richtingsmeetringen, theodolieten, waterpassen met kijkers, tacheometers, zeekompassen, octanten, sextanten en andere werktuigen met kijkers of gegradueerde randen Waarde 10 t. h.
- c) Vergrootglazen, draidentellers en stereoscopen. Waarde 15 t. h.

e) Photographische toestellen :

2. Andere	Waarde	15 t. h.
f) Toestellen tot opneming of projectie van kinema-beelden, andere als die welke als speelgoed dienen		
	Waarde	15 t. h.
g) Projectielantaarnen en -toestellen, andere dan die welke als speelgoed dienen, zonder kinemawerk		
	Waarde	15 t. h.

Huidig tarief :

- a) vrij.
- c) vrij en waarde 15 t. h.
- e2) waarde 15 t. h.
- f en g) waarde 15 t. h.

De « Société Belge d'Optique » heeft doen opmerken dat de gronden door de administratie aangehaald de belasting op eenige andere artikelen, in België vervaardigd, verklaren. Zij vraagt een recht te heffen op eenige andere instrumenten bestemd inzonderheid voor de nijverheid (saccharimeters, polarimeters, enz.)

In verband met deze opmerkingen heeft de Regeering het navolgend amendement voorgesteld bij n^o 1121 :

b) Microscopen; suikergehaltemeters en polarimeters van alle soort.	Waarde	45 t. h.	15 t. h.
---	--------	----------	----------

AFDEELING XIX

Muziekinstrumenten.

Analytische samenvatting.

1 klasse, n° 1124 à 1146 : 67 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Getaxeerd :		
Waarde	67	9
Specifiek recht	»	58
	67	67

N° 1124. Piano's :

Tariefontwerp :

a) rechte.	100 kil.	55 × 3 ⁽¹⁾
b) met vleugel	100 kil.	100 × 3 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Dit recht wordt berekend op het ruwe gewicht, verminderd met eene tarra van 25 t. h., voor de instrumenten die ingevoerd worden in gesloten kisten, van gewoon gebruik en samengesteld uit planken van normale dikte.

Huidig tarief : waarde 20 p. c.

De Memorie van Toelichting behelst de volgende verklaringen .

« Er dient een onderscheid gemaakt te worden tusschen de rechte piano's en de piano's met vleugel, onderscheid noodzakelijk gemaakt door de zeer verschillende prijzen dezer instrumenten .

» De voorgestelde rechten welke onderscheidenlijk 55 en 100 frank de 100 kil., voor deze twee soorten van piano's bedragen, werden op grondslag van de gemiddelde waarden van vóór den oorlog vastgesteld, en stemmen met het huidig recht van 20 t. h. *ad valorem* overeen. Dit recht is noodzakelijk tot het handhaven der Belgische vervaardiging der piano's, welke van onze kunstnijverheid een zeer belangwekkende tak is, dien men niet in verval mag laten geraken.

» Volgens de bij onze handelsstatistiek verstrekte cijfers, vertegenwoordigt de vreemde invoer van pianos, orgels en harmoniums, voor het jaar 1921, eene waarde van 8,533,000 frank, terwijl, bij den uitvoer, eene waarde van slechts 940,000 frank werd vastgesteld. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 98.)

AFDEELING XX

Wapens.

Analytische samenvatting.

1 klasse, n° 1147 tot 1152 : 21 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :
Vrij van recht	20	20
Getaxeerd :		
Waarde	»	1
Specifiek recht	1	»
	<u>1</u>	<u>1</u>
	1	1
	<u>21</u>	<u>21</u>

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Coëfficiënt alleen 2 categorieën.

N° 1149. **Draagbare achterlaadvuurwapens.**

Tariefontwerp : Al de artikelen zijn vrij van recht, zooals in het huidige regime.

In hare nota van opmerkingen, welke zij aan de leden der Kamer heeft doen geworden, vraagt de « Union des Fabricants d'Armes » eene wijziging in het maximum-tarief.

Om de redenen, in de voorafgaande opmerkingen aangeduid, heeft de Commissie haar onderzoek alleen gericht op de rechten in minimum-tarief voorgesteld.

AFDEELING XXI

Allerlei samenstellingen.

*Analytische samenvatting.*1 klasse, n^o 1153 tot 1216 : 224 categorieën.

	Huidig tarief :	Tariefontwerp :	
Vrij van recht	15	21	
Getaxeerd :			
Waarde	200	137	
Specifiek recht	9	66	
	209	203	203
	224	224	

Het tariefontwerp belast geen enkel van de thans vrij van rechten zijnde artikelen; daarentegen stelt het er 5 vrij, die thans getaxeerd zijn; deze behooren tot de n^o 1165, 1171, 1172, 1176, 1178 en 1180.

De Regeering stelt amendementen voor bij de n^o 1168, 1173, 1176 en 1203.

De Overeenkomst met Frankrijk wijzigt :

Recht alleen	21	categorieën.
Coëfficiënt alleen	23	id.
	44	id.

N^o 1153. Schoeisel, in weefsel, vilt, zelfkant en andere werken van weefstoffen, zonder zolen of met andere zolen dan in caoutchouc of in leder ⁽¹⁾.

Tariefontwerp :

a) in weefsel, uit loutere zijde of vermengd met zijde, of versierd met zijde	paar.	1 30	4
b) grove, in weefsel van jute zelfs vermengd met vlas, hennep of katoen, met zolen in vezels of gevlochten koorden (espadrillen genoemd), alsmede die met bovengedeelte gevlochten met zelfkanten of met laken-snippers, met netsels, smalle riemen of snoertjes van katoen van wol of van vlas	100 kil.	40 »	4

c) in andere weefsels of stoffen, wegende per paar :

1. Minder dan 250 gram	100 kil.	200 »	4
2. 250 gram en meer	id.	120 »	4

Huidig tarief :

a) Waarde 20 t. h.

b en c) Waarde 15 t. h.

« De tarifeering *ad valorem*, welke heden de eenige is welke op de schoeisel der verschillende categorieën toegepast wordt, leidt in de tolpractijk tot betwistingen voortspruitende uit de groote moeilijkheden waarmede de schatting van uiterst uiteenlopende en aan talrijke prijschommelingen onderhevige artikelen gepaard gaat.

« Het werd dan ook gepast geoordeeld deze tarifeering door specifieke rechten te vervangen, welke nu eens per paar, dan eens per 100 kil. vastgesteld zijn.

« De omzetting geschiedde, als grondslag nemende een gemiddeld recht van 15 t. h. *ad valorem*, hetgeen het minimumrecht is dat thans toegepast wordt op de voltooide artikelen behorende tot de klasse van de *Kledingstukken, Linnengoed en allerlei vervaardigde voorwerpen.* » (*Mem. van Toel.*, bl. 102.)

Het tariefontwerp brengt geen enkele wijziging voor dit artikel in het grondslagrecht.

Ten gevolge van de prijsverhooging sedert Maart 1922, op welken datum de coëfficiënt werd gevestigd, is het recht thans feitelek lager dan 15 t. h. der waarde.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den voorgestelden coëfficiënt van 4 op 3 voor al de categorieën begrepen in n^r 1154.

N^r 1154. Schoeisel in weefsel, vilt, zelfkant en andere werken van weefstoffen, met zolen in leder of in caoutchouc (2) :

Tariefontwerp :

a) Pantoffels en huisschoeisel (3) :

1. in weefsel, uit loutere zijde of vermengd met zijde, of versierd met zijde	Paar.	1 25	4
2. In zelfkant of in lakensnippers, in nestels, smalle riemen of snoertjes van katoen, van wol of van vlas	100 kil.	60 »	4
3. In andere weefsels of stoffen	Paar.	0 50	4

b) Halve laarzen en schoenen :

1. In weefsel, uit loutere zijde of vermengd met zijde, of versierd met zijde	Paar.	1 50	4
2. In andere weefsels of stoffen, zonder fantasie-versiersels, noch borduurwerk	Paar.	0 75	4
3. In andere weefsels of stoffen, met fantasie-versiersels, borduurwerk, gespen, of lederen versiersels	Paar.	1 »	4

Huidig tarief : waarde 10 t. h.

« De nieuwe bedragen wijzen, zegt de Memorie van Toelichting, eene verhooging aan van de huidige rechten, namelijk voor de schoeisel van de klasse der *Bewerkte huiden*. Deze verhooging houdt verband met deze welke voorzien wordt voor de rechten waarmede het bereide leder en de bereide huiden van sectie VII belast worden. Zij wordt daarenboven gewet-

tigd door de noodzakelijkheid eene uiterst belangwekkende nijverheid, deze van het schoenen vervaardigen, bij te springen.

« Zooals hoogervermelde cijfers het bewijzen, lijden onze fabrikanten niet enkel onder eene scherpe mededinging op hante eigene markt, maar hunne uitvoer slinkt, namelijk ingevolge de hooge rechten geheven bij den invoer in verscheidene vreemde landen. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 102.)

Schoeisel :

1920	{	Invoer	626,095	24,320,349	} (<i>Bull. m. n^o 400</i>)
		Uitvoer.	302,172	14,465,280	
1921	{	Invoer	479,436	17,252,420	
		Uitvoer.	193,956	8,492,345	
1923		Invoer	435,880	13,796,550	
10 maand)		Uitvoer.	156,635	6,595,439	

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt en onderverdeelt de categoriën *a*, 3; *b*, 2 en 3.

a) Pantoffels en huisschoeisels :

1. In weefsel, uit loutere zijde of vermengd met zijde, of versierd met zijde	paar	1 25	3.5
2. In zelfkant of in lakensnippers, in nestels, smalle riemen of snoertjes van katoen, van wol of van vlas	100 kil.	60 »	3.5
3. In andere weefsels of stoffen :			
A. met lederen zolen	paar	0 50	3.5
B. met caoutchouc-zolen	id.	0 50	3

b) Halve laarzen en schoenen :

1. In weefsel, uit loutere zijde of vermengd met zijde of versierd met zijde	id.	1 50	3
2. In andere weefsels of stoffen, zonder fantasie-versiersels, noch borduurwerk :			
A. met lederen zolen	id.	0 75	3
B. met caoutchouc-zolen	id.	0 75	2.5
3. In andere weefsels of stoffen, met fantasie-versiersels, borduurwerk, gespen, of lederen versiersels :			
A. met lederen zolen	id.	1 »	3
B. met caoutchouc-zolen	id.	1 »	2.5

N^o 1155. Schoeisels in caoutchouc (1) :

Tariefontwerp :

<i>a) Overschoenen</i>	100 kil.	80 »	
<i>b) Andere</i>	100 kil.	100 »	4

Huidig tarief : waarde 10 t. h.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt van 4 op 2.

N^o 1156. Kinderschoeisel met zolen in alle andere stof, hebbende minder dan 17 centimeter lengte :

Tariefontwerp :

a) geheel of gedeeltelijk in leder, of in weefsel, uit loutere zijde of vermengd met zijde, of versierd met zijde, genaaid	Paar	0.50	4
b) andere	Paar	0.15	4

Huidig tarief :

- a) Waarde 10-20 t. h.
b) Waarde 10-15 t. h.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert den coëfficiënt van 4 op 3.5.

N^o 1158. Lederen schoeisel, met andere zolen dan in hout.

Tariefontwerp :

a) Laarzen :

1. in leder of vellen afzonderlijk genoemd (1)	Paar	3 »	4
2. in ander leder of andere vellen (2)	id.	2 »	4

b) Halve laarzen en brodequinschoenen :

1. in leder of vellen afzonderlijk genoemd (1)	id.	2 »	4
2. in ander leder of andere vellen (2)	id.	1.50	4

c) Lage schoenen en schoenen tot aan den hengel reikende :

1. in leder of vellen afzonderlijk genoemd (1)	id.	1.25	4
2. in ander leder of andere vellen (2)	id.	1 »	4

d) Pantoffels en huisschoeisel (3) :

1. in leder of vellen afzonderlijk genoemd (1)	id.	0.75	4
2. in ander leder of andere vellen (2)	id.	0.50	4

e) Slossen (chaussons) in bezaanleder, genoemd « Kroumirs »

100 kil. 80 » 4

Huidig tarief : waarde 10 t. h.

De Overeenkomst met Frankrijk vermindert, voor de categorieën litt. a, den coëfficiënt van 4 op 3.

N^o 1160. Waaiers en handschermen, gemonteerd :

		Minimum-tarief.	Aan Frankrijk toegestaan tarief.
	Grondslag.	Recht.	Recht.
a) in ivoor, paarlemoer of schildpad	waarde	20 t. h.	15 t. h.
b) in goud of in zilver	waarde	20 t. h.	15 t. h.
c) andere, elders niet genoemd	waarde	20 t. h.	15 t. h.

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

N° 1168. Echte paarden en natuurlijk koraal, bewerkt :

	Maximum-tarief.	Minimum-tarief.
Tariefontwerp :		
a) Niet gemonteerd, enkel glad gemaakt, gepolijst, doorboord of hebbende eene dergelijke bewerking ondergaan, zelfs aangeregen, maar uitsluitend tot gemak van bewaring of vervoer	waarde 15 t. h.	5 t. h.
b) Gemonteerd of bereid om rechtstreeks te dienen voor den opschik, elders niet genoemd, noch begrepen	waarde 45 t. h.	15 t. h.
Huidig tarief : a vrij; b waarde 15 t. h.		

De Regeering stelt bij dit artikel een amendement voor :

« Het ontwerp van belasting tegen 5 t. h. *ad valorem* in minimum-tarief is gestooten op heftigen tegenstand van wege de « Chambre syndicale des Joailliers, Orfèvres et Diamantaires.

» Naar aanleiding van de bijzondere voorwaarden waarin de handel in edelgesteenten en echte paarden gedreven wordt, werd geoordeeld dat voldoening diende te worden geschonken aan gezegde Chambre syndicale door het huidig regime van vrijen invoer onveranderd te handhaven. »

Tekst van het amendement :

	Maximum-tarief.	Minimum-tarief.
Echte paarden en natuurlijk koraal, bewerkt :		
a) Niet gemonteerd, enkel glad gemaakt, gepolijst, doorboord of hebbende eene dergelijke bewerking ondergaan, zelfs aangeregen, maar uitsluitend tot gemak van bewaring of vervoer.	vrij.	vrij.

N° 1171. Git en Kilkenny-kool :

Tariefontwerp :

a) in stukken enkel gesneden of andere van het blok afgehaald, zonder meerdere bewerking	—	vrij.
b) in stukken gepolijst of die op het vlak eene dergelijke bewerking hebben ondergaan; schetsen van voorwerpen klaarblijkelijk bestemd om later bewerkt te worden	waarde	5 h. t.
c) Werken elders niet genoemd noch begrepen	waarde	15 t. h.

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

« Voor de artikelen voorzien onder litt. a voorziet men eene vrijstelling van rechten als zijnde grondstoffen, daar dit stelsel nu reeds toegepast wordt op het meerendeel van deze artikelen. » (*Mem. v. Toel.*, bl. 100.)

N° 1173. Celluloïd en dergelijke plastische stoffen (viscoïd, cellophane, cellithe, galalithe, hoornachtige massa's met gelatine, caseïne, enz., tot grondstof) (1):

Tariefontwerp :

a) in massa's of platen, bladen, staafjes of buisjes, niet gepolijst, noch anders bewerkt	waarde	5 t. h.
b) in platen, bladen, staafjes of buisjes, geslepen, gepolijst of die op het vlak eene dergelijke bewerking hebben ondergaan; schetsen van voorwerpen klaarblijkelijk bestemd om later bewerkt te worden	waarde	5 t. h.

c) Rollen of strooken voor kinema's (films) :

1. Niet gevoelig gemaakt	waarde	10 t. h.	
2. Gevoelig gemaakt, zonder lichtdruk	meter	0 20	»
3. Enkel met lichtdruk	id.	0 30	»
4. Negatieve	id.	0 60	»
5. Positieve	id.	0 30	»

d) Gevoelig gemaakte pellicules en platen voor de photographie :

1. In rollen (roll films)	100 kil.	350 »	4
2. Andere (portrait films)	id.	150 »	4

e) Werken elders niet genoemd, noch begrepen waarde 15 t. h.

Huidig tarief :

a.	waarde	3 t. h.
b.	id.	5 en 15 t. h.
c, d en e	id.	15 t. h.

De Overeenkomst met Frankrijk ontheft van rechten de artikelen onder litt. a.

Eene nota, aan de Commissie overhandigd, vraagt het recht op de rollen en strooken, gevoelig gemaakt, zonder lichtdruk, te brengen op 10 centiem den meter.

Om de ontwikkeling eener in België pas ontstane nijverheid in de hand te werken -deze van het copieeren van negatieve films- wordt door de Regeering eene merkbare vermindering der oorspronkelijke aanslagcijfers voorgesteld ten bate der gevoelig gemaakte films zonder lichtdruk (c 2), der films enkel met lichtdruk voor negatieven (c 3) en der eigenlijk gezegde negatieve films (c 4).

Tekst van het amendement :

c) Rollen of strooken voor kinema's (films) :

1. Niet gevoelig gemaakt	waarde	30 t. h.	10 t. h.
2. Gevoelig gemaakt, zonder lichtdruk :			
Voor negatieve	meter	0.60	0.20
Voor positieve	id.	0.40	0.10
3. Enkel met lichtdruk :			
Voor negatieve	id.	0 60	0.20
Voor positieve	id.	0.30	0.10
4. Negatieve	id.	0.60	0.20
5. Positieve	id.	0.90	0.30

N^o 1176. Gereten rottingriet voor het vervaardigen van stoelen en dergelijke gebruiken.

Tariefontwerp : vrij.

Bestaande tarief : waarde 5 t. h.

Het artikel wordt beschouwd als grondstof en om die reden stelt het ontwerp voor, de rechten te doen wegvallen (*Mem. v. Toel.*).

Bij het Departement van Financiën werd aangestipt dat in België onlangs eene fabriek opgericht werd voor het bewerken van rotting, en het stelt daarom voor, het thans geldend, zeer gematigd recht van 5 t. h. *ad valorem* ten bate van het gereten rottingriet te handhaven.

Tekst van het amendement :

Gereten rottingriet voor het vervaardigen van stoelen en dergelijke gebruiken	waarde	15 t. h.	5 t. h.
--	--------	----------	---------

N^o 1180. Andere vlechten dan voor het vervaardigen van hoeden, in schors, in bies, in riet, in spartogras, in houtlint of schaveling, in smalle riemen van plantgewassen of in buigzame plantaardige stengels, elders niet genoemd, noch begrepen :

Tariefontwerp :

a) ruwe, niet gebleekte, niet geverfde : vrij.

b) andere : waarde 5 t. h.

Huidig tarief : waarde 5-10 t. h.

De Memorie van Toelichting verklaart de nieuwe tarifeering als volgt :

« Onder het huidig regime, worden de vlechten voor matten, in alfagras, bies, schors, rotting, spartogras, enz., toegelaten tegen het verminderd recht van 5 t. h. *ad valorem* als *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid*. Dezelfde vlechten, tot andere doeleinden bestemd, worden als *Weefsets, niet afzonderlijk getarifeerd*, tegen 10 t. h. *ad valorem* belast. Het terzake vast te stellen onderscheid is eerder spitsvondig en is niet te rechtvaardigen; de nieuwe tarifeering behoudt enkel het recht van 5 t. h. en voorziet de vrijstelling der niet gebleekte, noch geverfde ruwe artikelen. » (M. v. T., bl. 104.)

Grondslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk toeges'aan tarief.	
	Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
	Fr. c.		Fr. c.	
Ex. 1186. Borstelwaren :				
b) fijne :				
1. op schildpad, ivoor of paarlemoer	waarde	20 t. h.	—	15 t. h.
2. op gemeen vernikkeld, verguld of verzilverd metaal	id.	20 t. h.	—	15 t. h.
3. andere, en namelijk deze op hout (andere dan gemeene borstelwaren), op been, op hoorn, op verharde caoutchouc, op nageemaakt schildpad of ivoor, op celluloid, op verharde caseïne of op andere dergelijke plastische stoffen	id.	20 t. h.	—	15 t. h.

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

N^o 1191. Knoopen elders niet genoemd, noch begrepen :

a) in hout	waarde	15 t. h.	—	12 t. h.	—
b) in papierdoeg	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
c) in been	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
d) in leder	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
e) in güt	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
f) in glas	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
g) in steen, plateelwerk, porselein of mat porselein	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
h) in corozo, hoorn, celluloid, verharde caseïne en andere in dit nummer niet genoemde stoffen	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—

	Grendslag.	Minimum-tarief.		Aan Frankrijk. Toegestaan tarief.	
		Rechten.	Coëfficiënten.	Rechten.	Coëfficiënten.
i) in paarlemoer, schildpad, ivoor of schelpen	Waarde	15 t. h.	—	12 t. h.	—
j) in gemeen metaal	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
k) overtrokken met spinsels of met spinselwerken	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—
l) sluitknoopen en deelen van sluitknoopen	id.	15 t. h.	—	12 t. h.	—

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

Ex 1193. Schrijfstiften :

b) gemeene, met huls in wit hout, vernist of niet vernist, met stifte in graphiet, in schalie of zwart krijt, en potlooden in dik hout met graphietstaafje voor timmerlieden	400 kil.	50	3	50	2
d) andere, met huls in papier, in geverfd hout, cederhout of elk ander uitheemsch hout, vernist of niet :					
1. met stifte in graphiet, in schalie of in zwart krijt.	id.	140 »	3	140 »	2
2. met kleur- of copieerstifte	id.	180 »	3	180 »	2

Huidig tarief : waarde 15 t. h.

Ex 1202. Vuurwerk :

b) Knalbonbons en knalerwten, zunders voor vuurslagen of voor kinderspeelgoed	Waarde	20 t. h.	15 t. h.
c) andere	Waarde	20 t. h.	15 t. h.

Huidig tarief :

b) waarde 20 t. h.

c) waarde 15-20 t. h.

N^o 1203. Velligheidsammunitie :**Tariefontwerp :**

a) Slaghoedjes van knalpoeder	Waarde.	15 t. h.
b) Patronen voor handvuurwapens :		
1. Jachtpatronen	100 kil.	30 » 4
2. Pistool- en revolverpatronen	100 kil.	80 » 4
3. Andere	100 kil.	50 » 4
c) Zunderlooze mijnveiligheidslonten :		
1. Gewone	Per 1,000 meter	2 50 3
2. Met linten	Per 1,000 meter	4 » 3
3. In gutta-percha	Per 1,000 meter	6 » 3
d) Niet afzonderlijk genoemde	Waarde.	15 t. h.

Huidig tarief :

- a) waarde 15 t. h.
- b) 1 en 2, waarde 15-20 t. h.
- b) 3, waarde 15-20 t. h.
- c en d), waarde 15 t. h.

De « Union des Fabricants d'Armes » denkt dat de opsomming litt. *b* aanleiding zou kunnen geven tot taxatiegeschillen; zoo vallen bij voorbeeld, onder de « andere », in de lijst van het ontwerp, de patronen voor karabijnen, waarvan sommige soorten gebruikt worden zoowel voor karabijnen als voor revolvers. Hetzelfde geldt voor eene gansche serie andere ammunitie die op gelijken voet moet gesteld worden met de pistoolpatronen. Anderzijds, zegt de « Union », moet er onderscheid gemaakt worden tusschen de jachtpatronen met lood geladen (hoog gewicht) en de jachtpatronen zonder lood (minder gewicht).

Naar aanleiding van deze opmerkingen, en om de rangschikking eenvoudiger te maken en eenigermate de grondslagrechten die, in het ontwerp voorkomen, te verbeteren, stelt de Regeering een amendement voor bij litt. *b* van dit artikel. De nieuwe aanslagcijfers stemmen beter overeen, zegt de verklarende nota, met het thans geldend recht van 20 t. h. *ad valorem*.

Tekst van het amendement :

b) Patronen voor handvuurwapens :

1. Jachtpatronen geladen met hagel of met kogels van lood	100 kil.	120 »	40 »	4
2. Andere.	id.	240 »	80 »	4

De Overeenkomst met Frankrijk brengt voor litt. *c* den coëfficiënt van 3 op 2.

N^o 1205. Ledige hulzen, met of zonder zunder, voor allerlei patronen,

Tariefontwerp : 100 kil. 50 × 4.

De Overeenkomst met Frankrijk brengt den coëfficiënt van 4 op 3.

De stemmingen in de Afdeelingen waren verdeeld als volgt :

	Ja.	Neen.	Onthoudingen.
1	10	7	3
2	3	6	—
3	10	5	1
4	21	5	—
5	9	3	3
6	11	11	1
	<u>64</u>	<u>37</u>	<u>8</u>

Met 14 tegen 5 stemmen stelt de Commissie U voor, Mijne Heeren, het wetsontwerp en de tabel, die er is bijgevoegd, goed te keuren, met de amendementen welke in het verslag zijn aangeduid.

De Voorzitter-Verslaggever,

A. MECHÉLYNCK.

BIJLAGE I
van het
Verslag n^o 60 (Tolltarief.)

- A. — Vragen van de Commissie en antwoorden van de Regeering.
 - B. — Analytische samenvatting van het ontwerp van tarief.
 - C. — Goederen die dienen om den index der kleinhandelsprijzen vast te stellen.
-

A

Vragen van de Commissie. — Antwoorden van de Regeering.

EERSTE VRAAG. — In welke mate en op welke wijze heeft de Regeering de meening van nijverheid en handel kunnen kennen; welke instellingen werden geraadpleegd en welke waren hunne besluiten ?

Het antwoord luidt als volgt :

« Deze meening werd uitgebracht door het groot getal verzoekschriften en memories welke, na den wapenstilstand, tot de Ministeries van Nijverheid en Arbeid, van Buitenlandsche Zaken en van Financiën werden gericht. Het algemeen toezicht van Nijverheid heeft, in overleg met het Tolbeheer, zijn onderzoek in alle middens ingesteld. Het « Comité central industriel », de « Fédération des constructeurs », tal van groepeerings hebben, door middel van inlichtingen van allen aard, eenigerwijs medegewerkt aan de herziening.

» Men mag zeggen dat eene herziening van het tarief der douanen algemeen wordt gewenscht. De politiek van teruggedrijving, door sommige Staten beoefend, heeft wellicht deze meening in de hand gewerkt, want niet zelden streefde het verzoek naar de wederkeerigheid der rechten; de hervorming werd echter vooral aangevraagd omdat het bestaande tarief, dat tamelijk goed op den vooroorlogischen toestand van toepassing kwam, te zwaar en te verouderd is om aangepast te worden aan de verscherpte omstandigheden van na den oorlog. »

TWEDE VRAAG. — Zou de Regeering kunnen aangeven, op grond van den invoer van 1913 en van 1922, welke de opbrengst was der rechten bij toepassing van het minimum-tarief?

De Commissie ontving, op 26 Juni, het volgende antwoord :

« Het ontwerp van nieuw tarief verwezenlijkt eene gansche omwerking. Terwijl het bestaande tarief grootendeels zeer uitgebreide rubrieken bevat alsmede ruime categorieën van uitsluiting waarin tal van onderscheidene producten zijn vermeld, bevat het nieuw tarief, daarentegen, tal van afdeelingen, elk met onderverdeelingen die, harerzijds, derwijze zijn samengesteld dat zij op streng afgeteekende opsommingen uitloopen. Daaruit volgen, eenerzijds, versnipperingen en, anderzijds, groepeeringsen waaruit het weinig of niet mogelijk is eene overeenkomst op te maken tusschen tal van verdeelingen van het vroeger en van het nieuw tarief.

» Overigens is het bekend dat de structuur der opgaven van de handelsstatistiek afhankelijk is van die van het tolltarief. Daaruit volgt dat, ook op dit gebied, voorsnu de onderlinge betrekking niet bestaat tusschen de rangschikkingen van de statistiek en de verdeelingen van het nieuw tarief. Het gevolg daarvan is, dat voor elk dezer verdeelingen het niet blijkt in welke verhouding zij tusschenbeide komt in de bestaande statistische gegevens, vermits deze over het algemeen betrekking hebben hetzij op eene reeks producten in hun geheel, waaronder deze verdeling verloren ligt, hetzij op groepeeringsen die anderszins zijn opgevat. Om de opbrengst van de tolbelasting te berekenen naar den grondslag van het nieuw tarief, zou men de hoeveelheden van bedoelde goederen, die werden ingevoerd, bij indeeling moeten kennen.

» Uit deze beschouwingen blijkt, dat de gegevens ontbreken om nauwkeurig op de vraag te antwoorden. Om echter aan den wensch van de Bijzondere Commissie te beantwoorden, zal het Beheer, ofschoon het werk van langen duur en dan nog onzeker wezen zal, trachten ramingen op grond van het tarief van 1922 voor te leggen; zij is echter verplicht daaromtrent van stonden aan het grootste voorbehoud te maken. »

Ondanks de bezwaren waarop het Beheer heeft gewezen, heeft het onderscheidene tabellen aan de Commissie overhandigd.

Als grond diende de invoer van 1913, alsmede die der eerste twaalf maanden van de Belgisch-Luxemburgsche Overeenkomst : 2 Mei 1922-30 April 1923.

Uwe Commissie heeft de inlichtingen verzameld in eene aan het Verslag toegevoegde tabel ⁽¹⁾.

Ziehier de voornaamste punten :

a) De invoer vanaf 1 Mei 1922 tot 30 April 1923 bedroeg 23,447,942 ton met eene waarde van 10,021,614,000 frank.

b) De tot heden volgens de bestaande wetten geïnde rechten (met inbegrip van de coëfficiënten) bedroegen 399,571,605 frank.

⁽¹⁾ *Bijlage II* : Tal van cijfers vermeld in de kolommen 3 en 4, eendeels, 7 en 8 anderdeels, konden slechts bij benadering worden berekend, uit hoofde van het gebrek aan overeenkomst tusschen de rubrieken der handelsstatistiek en de indeelingen van het nieuw tarief.

c) De toepassing der in het nieuw tarief voorziene rechten (met inbegrip der coëfficiënten) zal vermoedelijk 559,136,870 frank bedragen.

d) Uit het voorgestelde tarief blijkt eene verhooging van ongeveer 159,565,265 frank; het Beheer meent nochtans dat die verhooging waarschijnlijk niet zal bereikt worden, daar, ten gevolge van de nieuwe rechten, de invoer van sommige goederen kan verminderen.

Het minimum-tarief, vastgesteld om onderhandelingen mogelijk te maken en internationale overeenkomsten te kunnen sluiten, zal werkelijk niet de regeling zijn, toegepast op den invoer.

Aan de Kamer is eene overeenkomst met Frankrijk voorgelegd; wellicht zal haar eene andere met Spanje weldra voorgelegd worden; beide geven aanleiding, wat betreft het bedrag der rechten, tot verminderingen die, wegens de behandeling van de meest begunstigde natie toegekend aan meest al de landen, algemeen toegepast zullen worden.

De tabel vermeldt welke verminderingen zullen voortvloeien uit de Fransch-Belgisch en Belgisch-Spaansche overeenkomsten; zij worden geraamd op 77,520,855 frank, zoodat de verhooging wegens het minimum-tarief wordt verminderd van 159,565,265 frank tot 82,044,410 frank.

Dit cijfer vloeit voort uit eene verhooging :

op de bruto-stoffen of enkel bereide stoffen fr.	18,748,753
op de vervaardigde producten	73,291,602
Te ZAMEN fr.	92,040,355
tegenover eene vermindering :	
op de voedingswaren en de dranken —	9,995,945
	82,044,410

DERDE VRAAG. — *Welke zijn de gevolgen van de hervorming voor elk der gevallen waar een specifiek recht wordt voorgesteld ter vervanging van een recht « ad valorem » en omgekeerd? Is er vermeerdering of vermindering van het geheven recht?*

Welke is de vermeerdering of de vermindering?

Welke is de overeenstemmende waarde naar het gewicht?

Daarop werd, op 26 Juni, geantwoord als volgt :

« Wegens de onderverdeeling der groote rubrieken van het vroegere tarief en de groote verwarring der aldus gesplitste artikelen, ontmoet het antwoord op de vraag, in zoverre deze elk geval in de onderdeelen bedoelt, verwickelingen waarmede de Commissie voorzeker rekening zal houden, alleen ten aanzien van de uitbreiding van het nieuwe tarief vergeleken met het oude.

» Het schijnt, overigens, dat het antwoord niets van zijn belang zal verliezen, omdat het niet al de artikelen zou aanraken en dat er klaarheid zal komen zoodra,

in zake de goederen welke een waardeerbaren omzet vertegenwoordigen, de door de Commissie bedoelde verslagen zullen verschijnen.

» Hier ook betreft het een drukken arbeid, waartoe een zeker tijdsverloop onontbeerlijk is. »

Sindsdien heeft de Commissie, evenals voor de tweede vraag, nadere inlichtingen ontvangen.

Het Beheer deed haar de grondslagen kennen, naar welke de bedragen der specifieke rechten en de coëfficiënten werden vastgesteld :

a) De specifieke rechten — naar het gewicht, naar het getal of naar de maat — van het minimum-tarief, zonder de coëfficiënten, werden berekend op den grondslag der vooroorlogsche waarden (1913), zoowel voor die voortkomende van de omzetting van rechten *ad valorem* als voor die welke andere specifieke rechten vervangen.

Alzoo werden, voor de groote categorie der machines, mechanieken en electrisch materieel, de grondrechten (zonder de coëfficiënten) vastgesteld derwijze dat zij overeenstemmen met ongeveer 10 t. h. (soins 8 of 9 t. h.) van de vooroorlogsche waarden.

b) Wat de coëfficiënten betreft, deze werden omtrent Maart 1922 vastgesteld en kwamen, te dien tijde, nagenoeg overeen met de verhooging van de waarde der producten in vergelijking met de waarde van 1913. Op dit oogenblik zijn de coëfficiënten, in 't algemeen, ontoereikend voor tal van producten — b. v. de weefsels — zoodat de in het ontwerp verwezenlijkte omzettingen in menig geval overeenstemmen met eene werkelijke vermindering der rechten *ad valorem*, die naar het bestaande tarief werden geheven.

Deze vermindering blijkt uit de inlichtingen, door het Beheer verstrekt en vereenigd in de aan dit verslag gehechte tabel. Deze tabel vermeldt zoowel voor 1923 als voor de eerste twaalf maanden der Belgisch-Luxemburgsche Unie. — 1 Mei 1922-30 April 1923 — voor wat betreft de met het specifiek recht getaxeerde goederen, eenerzijds, het percentage der geheven rechten ten opzichte van de waarde der ingevoerde goederen (kol. 7 en 12) anderzijds, hun prijs per kilogram vastgesteld door vergelijking der hoeveelheden en der waarden van de ingevoerde zaken (kol. 6 en 11); het eene strekt tot verklaring van het andere : tegenover de vermeerdering van den prijs staat eene vermindering van het percentage van het recht.

B

Analytische samenvatting van het ontwerp van tarief.

Afdelingen.	NUMMERS.	1. — Tariefontwerp.				2. — Fransch-Belgisch akkoord.				3. — Huidig tarief.			
		Aantal		Categorieën.		Aantal verminderingen op		Categorieën.		Categorieën.		Gedexeerde categorieën.	
		nummers.	categorieën.	Vrijgesteld.	Gedexerd.	Ad valorem.	Specifieke rechten.	Vrijgesteld.	Gedexerd.	Vrijgesteld.	Gedexerd.	Ad valorem.	Specifieke rechten.
1	1 - 50	50	124	108	16	"	16	"	"	114	13	"	13
2	51 - 143	93	230	104	126	4	122	20	1	131	99	4	95
3	144 - 201	58	86	83	3	"	3	"	"	85	1	"	1
4	202 - 278	77	139	19	140	1	139	2	9	23	136	1	135
5	279 - 452	174	271	155	116	18	98	1	1	238	33	16	17
6	453 - 459	7	16	"	16	3	13	"	"	1	15	5	10
7	460 - 493	34	53	4	51	12	39	1	10	4	51	34	17
8	494 - 605	112	498	13	485	35	450	"	2	51	447	101	346
9	606 - 632	27	80	"	80	33	47	"	"	1	70	35	44
10	633 - 698	66	103	5	98	19	79	"	7	9	94	71	23
11	699 - 721	23	31	1	30	7	23	1	9	4	27	25	2
12	722 - 784	63	128	8	120	9	111	34	15	8	120	37	83
13	785 - 828	44	88	14	74	14	60	"	10	27	61	45	16
14	829 - 864	36	72	3	69	14	55	1	8	2	70	60	10
15	865 - 1019	155	413	26	387	18	369	10	133	37	376	132	244
16	1020 - 1089	70	215	"	215	9	206	1	2	"	215	13	202
17	1090 - 1104	15	35	2	33	2	31	1	1	2	33	29	4
18	1105 - 1123	19	51	0	42	24	18	"	"	14	37	37	"
19	1124 - 1146	23	67	"	67	9	58	"	"	"	67	67	"
20	1147 - 1152	6	21	20	1	1	"	"	2	20	1	"	1
21	1153 - 1216	64	224	21	203	137	66	"	23	15	209	200	9
		4,216	2,967	595	2,372	369	2,003	82	233	783	2,184	912	1,272

C

Koopwaren dienend tot het bepalen van de kleinhandelsprizen

KOOPWAREN.	Tegenw. tarief.		Voorgesteld minimum.			Fransch- Belg overeenkomst.		Aanmerkingen.
	Maatstaf.	Bedrag.	Numm.	Maatstaf.	Bedrag.	Maatstaf.	Bedrag.	
1 Gewoon brood.		Vrij.	205		Vrij.			
2 Aardappelen		Vrij.	70		Vrij.			
3 { Santos-koffie : niet gebrand .		Vrij.	63a		Vrij.			
{ Id. gebrand	100 kil.	10 × 3	63b	100 kil.	10 × 3			
4 Gemalen eichorei en in pakjes		Vrij.	247	Id.	3 × 3			
5 Rijst.		Vrij.	51g		Vrij.			
6 Witte suiker in brooden, in stukken	100 kil.	40	245c. 2	Id.	40			
7. Snijboonen.		Vrij.	72a. 2		Vrij.			
8 Olijfolie.		Vrij.	117b. 7	Id.	15 × 2	100 kil.	15 —	
9. Olie van aardnoten		Id.	117b. 1	Id.	5 × 2			
10 Azijn l'Étoile	Hectol.	15 × 2	270a	Hectol.	15 × 2			
11 Afgeroomde melk.		Vrij.	8c. d		Vrij.			
12 Volle melk		Vrij.	171b	100 kil.	0 50 × 4			
13 Keukenzout.		Vrij.	12 a		Vrij.			
14 Eieren		Vrij.	12 a		Vrij.			
15. Inlandsche boter van de boerderij	100 kil.	20 —	9	Id.	20 »			
16 Inlandsche boter van de melkerij								
17 Margarine	100 kil.	20 —	245	Id.	20 »			
18. Inlandsche reuzel.		Vrij.	16a		Vrij.			
19 Gesmolten rundervet.		Vrij.	15a. 2		id.			
20 Rundvleesch : entrecôte		Id.	2		id.			
21. Gehakt ossenvleesch		Id.	2		id.			
22 Ossenvleesch : soepvleesch		Id.	2		id.			
23. Verkenvleesch : ribbetjes		Id.	2		id.			
24 Inlandsch spek.		Id.	2		id.			
25. Amerikaansch spek		Id.	212a. 1		id.			
26 Zwarte beulingen	100 kil.	12 —	210	100 kil.	12 »			
27. Leverpastij.	100 kil.	60 × 5	209a 209b	Id. Id.	100 × 5 60 × 3	100 kil. 100 kil.	100 × 4 2 45 × 2	a) Brij, galantines, enz. b) Leverbeulingen, leverbraadworsten en leverworsten
28 Visch : hokking		Vrij.	217a		Vrij.			
29 Tafelbier in tonnen	H. ctol.	10 × 3	259a	Hectol.	10 × 3			
30. Groene zeep	100 kil.	6 × 2	457b	100 kil.	6 × 3	100 kil.	4 × 2	

KOOPWAREN.	Tegenwoordig tarief.		Voorgesteld minimum- tarief.			Fransch-Belgische overeenkomst.		Aanmerkingen.
	Maat- staf.	Bedrag.	Num- mer.	Maat- staf.	Bedrag.	Maat- staf.	Bedrag.	
31. Sunlight zeep in stukken. . .	100 kil.	7 × 3	457a. 1	100 kil.	7 × 3			
32. Cacao	Id.	30 × 3	222a 222b	id id	30 × 3 40 × 3			in dozen van meer dan 5 kil. in dozen van 5 kil. en minder.
33. Gewone chocolade	Id.	30 × 3	223b	id.	30 × 3			
34. Thee.		Vrij.	63	id.	30 × 3			
35. Macaroni	Id.	4 × 2	203a 203b	id. id.	6 × 2 4 × 2	100 kil.	a) 5 × 2	
36. Sardines Saint-Louis . . .	Id.	15 × 2	219	id.	20 × 2			a) voorw. voor kleinwerk. b) andere.
37. Boenders, type 13. . . .	Waarde.	15 p. c.	1186	Waarde.	15 p. c.			
38. Amerikaansche dwijlen, 65 × 65	100 kil. Waarde.	35 × 3 15 p. c.	540a 632b	100 kil. Waarde.	35 × 4 15 p. c.			
39. Tabak voor de pijp	100 kil.	400	278c	100 kil.	400			
40. Wandelpak o./m. voor man- nen	Waarde.	15 p. c.	611b	Waarde.	15 p. c.			
41. Viltten bolhoed.	Id.	15 p. c.	615b. 2	stuk.	0.60 × 5			Specifiek recht gelijk aan het recht <i>ad valo- rem</i> .
42. Werkmuts	Stuk.	0.20-0.12 × 3	617b. c	id.	(0.20-0.12) × 4			
43. Gekleede muts.	Id.	0.40 × 4 0.20 × 3 0.12 × 3	617	id.	0.40 0.20 0.12 } × 4			
44. Wit katoenen manshemd. .	Waarde.	15 p. c.	611b	Waarde.	15 p. c.			
45. Gemengd lijnwaden mans- hemd.		15 p. c.	611b	Waarde.	15 p. c.			
46. Richmond board, recht mo- del	Id.	15 p. c.	622	Waarde.	20 p. c.	Waarde.	15 p. c.	
47. Dikke werksokken	100 kil.	120 140 150 160 } × 3	606b	100 kil.	150			
48. Gewone sokken		180 200 210 } × 3	607b	id.	200			
			608b	id.	250			
49. Mansschoenen	Waarde.	40 p. c.	1158b	paar.	(2 et 1.50) × 4			
50. Blokken.	Id.	Id.	670	400 kil. id.	12 × 3 20 × 3.5			Specifiek recht gelijk aan het recht <i>ad valo- rem</i> .
51. Zolen	100 kil.	15 × 4	468b ²	id.	30 × 3			
52. Tout-venant-kolen		Vrij.	185		Vrij.			
53. Gas		Id.	296		Vrij.			
54. Electriciteit.								
55. Bougies de la cour	Id.	10 × 35	455b	id	12 × 3			
56. Lucifers « Union »	Id.	250	1206b	id.	250 —			